

ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

ADIUVANTIBUS

GY. EMBER, E. MOLNÁR, Z. I. TÓTH

REDIGIT

E. ANDICS

TOMUS IV

FASCICULI 1-3



MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA
BUDAPEST, 1955

ACTA HIST. HUNG.

ACTA HISTORICA

A MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA TÖRTÉNELEMTUDOMÁNYI KÖZLEMÉNYEI

SZERKESZTŐSÉG ÉS KIADÓHIVATAL: BUDAPEST, V., ALKOTMÁNY U. 21.

Az *Acta Historica* orosz, francia, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudományok köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg, több füzet alkot egy kötetet.

A közlésre szánt kéziratok, géppel írva, a következő címre küldendők:

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

Ugyanerre a címre küldendő minden szerkesztőségi és kiadóhivatali levelezés.

Az *Acta Historica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 forint, külföldre 110 forint. Megrendelhető a belföld számára az «Akadémiai Kiadó»-nál (Budapest, V., Alkotmány utca 21. Bankszámla 04-878-111-46), a külföld számára pedig a «Kultúra» Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest, VI., Sztálin út 21. Bankszámla: 43-790-057-181), vagy külföldi képviselőiteinél és bizományosainál.

«*Acta Historica*» издает трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходит отдельными выпусками разного объема. Несколько выпусков составляют один том.

Предназначенные для публикации рукописи (в напечатанном на машинке виде) следует направлять по адресу:

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

По этому же адресу направляется всякая корреспонденция для редакции и администрации.

Подписная цена «*Acta Historica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «*Kultúra*» (Budapest, VI., Sztálin út 21. текущий счёт № 43-790-057-181), или его заграничные представительства и уполномоченные.

ERRATA ET CORRIGENDA

<i>Page</i>	<i>Ligne</i>	<i>Au lieu de :</i>	<i>Lire</i>
102.	21.	des sciences	des sciences sociales
103.	note 7.	le mot »parfois« est à supprimer	
103.	note 7.	à cette caractéristique	à cette seule caractéristique
105.	25—23.	Aussi la contradiction essentielle de leur conception de l'évolution n'est-elle pas celle entre la négation métaphysique de l'évolution et son affirmation dialectique, mais celle qui oppose la théorie métaphysique et bornée de la bourgeoisie à la théorie dialectique du prolétariat.	Les deux pôles de la conception de l'évolution ce ne sont pas la négation métaphysique de l'évolution et son affirmation dialectique. Ils sont déterminés par l'opposition de la théorie de l'évolution métaphysique et bornée de la bourgeoisie à la théorie dialectique du prolétariat.
105.	note 13.	les mots »le nombre« sont à supprimer	
105.	note 13.	les mots »sur le nombre« sont à supprimer	
107.	8.	scientifiquement étayée	se fondant sur les sciences naturelles
107.	17—18.	non pas à l'aide	en réalité non pas à l'aide
107.	35.	le mot »et« est à supprimer	
110.	note 21.	est étroitement liée à une apologie extraordinairement peu historique	entreprend de son côté une apologie
112.	27.	Les philosophes	Ils
113.	16.	comme	mais comme
113.	37.	ses	ces
115.	22—23.	qui avait fait des hommes des êtres sociaux	qui façonnaient les hommes, êtres sociaux
115.	26.	une partie d'ensemble	une corrélation partielle
116.	17—18.	D'autre part, les matérialistes eux-mêmes ont imaginé la société	Par ailleurs les matérialistes ont déduit, eux aussi, la société

<i>Page</i>	<i>Ligne</i>	<i>Au lieu de :</i>	<i>Lire</i>
118.	21.	nous ne pouvons parler	nous ne pouvons parler au sens précis du mot
122.	11—12.	historiques modernes	historiques bourgeoises modernes
122.	27.	l'intuition	l'instinct
122.	40.	la position rationaliste bourgeoise	la position bourgeoise de l'ère des lumières
242.	33.	l'archivistique	les archives
243.	34.	Les archives et collections de documents de famille	Les archives de famille et collections de documents
244.	7.	Les archives et les collections de documents de famille	Les archives de famille et collections de documents
246.	27.	de l'archivistique	des archives
246.	33.	à l'archivistique	aux archives
246.	11.	le mot »donec« est à supprimer	
246.	note 11.	Certeza	Cartea
246.	23.	József Jelačić	Josip Jelačić
250.	9.	Lajos Gál	Ludevit Gaj
250.	28.	Simon Barnuț	Simion Bărnuț
253.	note 24.	anui	anul
258.	note 24.	referati	referate
261.	note 24.	Romaniei	Romîniei
266.	note 25.	Șibiu	Sibiu
266.	1.	József Rajačić	Josip Rajačić
266.	6.	István Suplikac	Stevan Šupljikac
268.	16.	Innsbruck	Innsbruck
270.	3.	György Stratimiroviz	Dorde Stratimirović
271.	16.	Simon Prodan	Simion Prodan
271.	15.	Lukács Macai	Luca Macai
274.	15.	Pucki Piatel	Pučki Priatelj
274.	16.	János Bujanovic	Jovan Bujanović
321.	8.	Cezar Boliac	Cesar Bolliac
323.	18.	Radecky	Radetzky
324.	26.	Miklós Balcesu	Nicolae Bălcescu
324.	34.	Janescu	Iancu
325.	2.	János Gozman	Ioan Gozman
331.	note 141.	Federationea	Federațiunea

ROUMANIAN AND SLOVAKIAN PLACE-NAMES CORRESPONDING TO THE FORMER
HUNGARIAN NAMES IN ZOLTÁN I. TÓTH'S PAPER ON »THE NATIONALITY PROBLEM
IN HUNGARY IN 1848—1849«

Abrudbánya	Abrud
Balázsfalva	Blaaj
Brassó	Oraşul Stalin
Enyed	Aiud
Fiume	Rijeka
Havaselve	Wallachia
Karlovic	Sremski Karlovci
Kolozsvár	Cluj
Liptószentmiklós	Liptovský Mikuláš
Lugos	Lugoj
Marosvásárhely	Tirgu Mureş
Musina	Moşna
Nagykikinda	Velika Kikinda
Nagyvárad	Oradea
Naszód	Năsăud
Pozsony	Bratislava
Szeben	Sibiu
Topánfalva	Cimpeni
Újvidék	Novi Sad
Világos	Şiria
Zalatna	Zlatna

ÉTUDES
DES
DÉLÉGUÉS HONGROIS
AU
X^e CONGRÈS INTERNATIONAL
DES SCIENCES HISTORIQUES

ROME, 4—11 SEPTEMBRE 1955

MAISON D'ÉDITION DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
BUDAPEST 1955

A kiadásért felel: az Akadémiai Kiadó igazgatója — Műszaki felelős: Farkas Sándor
Kézirat beérkezett: 1955. júl. 31. — Terjedelem: 30.1 (A/5) iv

36993/55 — Akadémiai Nyomda — Felelős vezető: ifj. Puskás Ferenc

DÉVELOPPEMENT ET PROBLÈMES PRINCIPAUX DE LA SCIENCE HISTORIQUE HONGROISE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

L'historiographie possède en Hongrie de grandes traditions : de tous temps, elle y a été goûtée et cultivée, et, au regard des autres branches de la science, elle était une discipline évoluée.¹

Au début de son essor, à la fin du XVIII^e et dans la première moitié du XIX^e siècle, à l'aurore de la révolution bourgeoise, elle servait les intérêts universels du progrès. Dans l'ère des réformes qui précéda la révolution bourgeoise hongroise de 1848, notre historiographie fut, elle aussi, la protagoniste de l'indépendance nationale et de la transformation bourgeoise : créée par la génération des réformes, elle appuya pendant de longues années les luttes de celle-ci contre l'absolutisme féodal des Habsbourg et les aristocrates hongrois, partisans dévoués de ce régime. Tout comme Louis Kossuth, Alexandre Petőfi et Paul Vasvári — l'élite de cette génération — appréciaient et étudiaient avec enthousiasme l'histoire de la Révolution française, les meilleurs historiens de cette époque — et avant tout Mihály Horváth — concevaient l'histoire du genre humain comme un *progrès ininterrompu et régi par des lois rigoureuses*, comme une évolution qui balayera les forces à la fois retardataires et réfractaires et conduira vers l'affranchissement des peuples.

¹ La présente étude est fondée sur les nouveaux ouvrages qui s'occupent du développement de l'historiographie hongroise. Parmi ces ouvrages nous avons utilisé en premier lieu les suivants :

Erzsébet Andics : *Elnöki székfoglaló a Magyar Történelmi Társulat 1949. március 27-i közgyűlésén* (Discours inaugural présidentiel à l'assemblée générale du 27 mars 1949 de la Société d'Histoire Hongroise. *Századok* (Siècles) t. 82. 1948. N^{os} 1-4.

Erik Molnár : *A magyar történetírás tíz esztendeje* (Dix années de travail dans le domaine de l'historiographie hongroise. Publ. dans le recueil : *A magyar tudomány tíz éve*. (Les dix dernières années des sciences hongroises.) Budapest, 1955. et *Századok* 1955. N^o 2.

Emma Léderer : *A korábbi középkorra vonatkozó magyar polgári történetírás bírálata*. (La critique de l'historiographie bourgeoise concernant le haut moyen-âge.) *A Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi-Történeti Tudományok Osztályának Közleményei*. (Publications de la Section des Sciences Sociales-Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie.) Budapest, 1954. t. 5. N^{os} 1-4.

József Szigeti : *A magyar szellem-történet bírálatához*. (Contributions à la critique de l'histoire des idées en Hongrie.) *Filozófiai Évkönyv*. (Annuaire Philosophique.) t. 1. p. 155. Budapest, 1952.

Cette conception nationale progressiste demeura vivante même à l'époque absolutiste qui suivit l'échec de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848—1849. Plusieurs historiens hongrois participèrent au large mouvement de résistance nationale, déclenché contre le despotisme étranger, en brossant le tableau des époques glorieuses de l'histoire de Hongrie, et, en particulier, de la guerre d'indépendance.

Un tournant important s'opéra dans la vie du peuple hongrois — et dans l'évolution de l'historiographie aussi — à la suite du Compromis austro-hongrois de 1867, qui, lui, termina l'ère de la révolution bourgeoise par des mesures réactionnaires venues «d'en haut», sans toutefois résoudre en substance les problèmes principaux de cette révolution, tels que la liquidation des puissantes survivances féodales, la garantie d'une complète souveraineté nationale et l'abandon de la politique d'oppression, pratiquée à l'égard des nationalités. Les classes dominantes hongroises (la noblesse terrienne), qui transigèrent avec les Habsbourg et les classes dominantes autrichiennes, avaient renié en 1867 les idées de 1848 et renoncé à l'État hongrois indépendant, aux garanties essentielles de la souveraineté nationale, parce qu'elles entendaient s'assurer par ce moyen leur domination sur les masses populaires hongroises et les nationalités du pays. Les conditions économique-sociales fixées par le Compromis de 1867 donnèrent naissance à une conception nouvelle, selon laquelle la Hongrie «historique» ne saurait survivre qu'en partie intégrante et alliée subalterne d'une grande puissance plus forte qu'elle. Avant le Compromis, on avait déjà relevé dans l'historiographie hongroise certains éléments de cette doctrine : après 1867, ces éléments acquirent graduellement un caractère prédominant.

Certes, les idées progressistes de l'ère des réformes et de la révolution bourgeoise survécurent pendant quelque temps encore au Compromis, quoique sous une forme de plus en plus étiolée. Dans l'historiographie de la période dualiste qui suivit le Compromis de 1867, l'on relève encore une certaine influence de la tendance philosophique positiviste, notamment de l'évolutionnisme vulgaire. La plupart des historiens admettaient encore le caractère nécessaire du progrès ; certains d'entre eux, comme Mihály Horváth et Sándor Márki, s'efforçaient de concevoir l'histoire comme une science exacte et l'on enregistra même quelques tentatives pour cultiver l'histoire universelle. Néanmoins, l'historiographie de la période dualiste n'élabora point un système philosophique homogène, ni ne se rattachait à quelque système de ce genre. Bien plus, tandis que les historiens de l'ère des réformes cultivaient volontiers la «philosophie de l'histoire», ceux de la période dualiste évitaient les problèmes philosophiques et les questions de principe. Ainsi, en Hongrie, le positivisme s'atrophia dans une mesure toujours croissante, pour se réduire finalement au rassemblement des faits historiques, à un simple examen critique du matériel puisé dans les sources et à des descriptions suivant de près les sujets traités. Quoique des résul-

tats importants et utiles eussent été acquis dans ce domaine, les historiens de cette époque reculèrent de plus en plus devant les grands problèmes du progrès social et national.

Évidemment, l'historiographie de la période dualiste ne fut point homogène. Outre le courant d'un caractère nettement clérical et féodal qui s'appliquait à faire l'apologie de l'aristocratie terrienne ecclésiastique et laïque, et la tendance principale du «libéralisme greffé sur le féodalisme», l'on vit paraître à la fin du XIX^e siècle les représentants de l'historiographie à caractère purement bourgeois. Si quelques éminents historiens hongrois s'élevaient avec plus ou moins de vigueur contre les survivances féodales s'appesantissant sur la Hongrie, ceci était dû à la consolidation de la bourgeoisie hongroise, à l'aggravation des antagonismes de classe, survenue au tournant du siècle, et surtout aux mouvements paysans très vigoureux. Les historiens en question consacrèrent des ouvrages à l'histoire du servage en Hongrie (Ignác Acsády), à la guerre paysanne de 1514, dirigée par György Dózsa (Sándor Márki), à la communauté des terres (Károly Tagányi), etc. Le même esprit antiféodal se manifesta dans l'activité historiographique des radicaux bourgeois apparus au début du XX^e siècle et des sociaux-démocrates subissant l'influence idéologique de ceux-ci. Ces dernières tendances avaient le mérite indéniable de s'inspirer d'un esprit antiféodal. Cependant, par leurs opinions erronées concernant le développement de la société hongroise, par la fréquente et grossière vulgarisation de la conception historique matérialiste, elles firent plus de tort que de bien à la naissance d'une conscience historique d'inspiration démocratique.

En dernière analyse, ces diverses tendances avaient ceci de commun que, tout en s'inspirant de motifs différents et se manifestant sous des formes dissemblables, elles approuvaient sans exception le système dualiste instauré en 1867 et s'employaient à le défendre. Le chauvinisme et la proclamation du caractère légitime, voire même nécessaire de la domination sur d'autres peuples étaient une des particularités communes de ces tendances historiographiques.

Le nationalisme de plus en plus outrancier allait de pair avec son complément organique, la conception antinationale, la capitulation devant les Habsbourg et la négation de l'idée d'une Hongrie indépendante. La tendance principale, semi-féodale et libérale, de l'historiographie du dualisme alla jusqu'à glorifier les Habsbourg (Marczali), et même les historiens se proclamant «adeptes de l'indépendance» et les radicaux bourgeois affichant des opinions démocratiques acceptaient la domination des Habsbourg et le dualisme austro-hongrois comme le meilleur encadrement de la «suprématie hongroise» et de l'«Empire hongrois». C'est par l'extension de cette idée que l'historiographie du dualisme mit au point la doctrine, entièrement fautive et diamétralement opposée tant aux faits historiques qu'aux intérêts véritables du peuple hongrois, selon laquelle la Hongrie n'était qu'une partie, une dépendance, un bastion avancé du monde

occidentale, et qu'en cette qualité, il lui appartenait d'accomplir en Europe orientale et sud-orientale une « mission » de conquête.²

L'historiographie de la période dualiste, qui, à la fin du XX^e siècle, vit s'abâtardir de plus en plus les idées progressistes préconisées par les historiens des époques précédentes, était essentiellement caractérisée par une conception féodalo-cléricale mêlée de tendances impérialistes. Après le tournant du siècle, cette historiographie prit peu à peu un coloris franchement réactionnaire et toucha à son déclin.

Toutefois, ce n'est qu'après l'échec de la révolution de 1919 (République Hongroise des Conseils), suivi de l'avènement du régime fasciste contre-révolutionnaire, que la déchéance de la science historique hongroise devint complète et générale. Dans la situation nouvelle créée après 1919, l'historiographie officielle hongroise qui, dans la période dualiste, avait déjà montré que ni sa méthode, ni sa doctrine n'étaient propres à révéler la réalité historique, et qui avait renié les idéaux du progrès national démocratique, assuma volontiers son nouveau rôle : or, celui-ci consistait à servir le régime contre-révolutionnaire. Cependant, la tâche nouvelle, plus complexe que les précédentes, exigeait aussi une méthode et une doctrine nouvelles, se prêtant mieux au travestissement de la réalité historique. Ceci explique pourquoi, dès 1920, l'on vit s'affirmer la tendance dite « histoire des idées » (*Geistesgeschichte*) qui, provenant en grande partie des travaux des penseurs allemands, eut tôt fait de supplanter les derniers vestiges du positivisme hongrois — école qui, sans cela, reposait sur des bases peu solides — pour acquérir, au cours des années 30, un pouvoir exclusif dans l'historiographie officielle hongroise. Voilà aussi pourquoi la nouvelle tendance se fixa pour objectif la « réévaluation » de toute l'histoire de Hongrie.

La « réévaluation » opérée à la lumière des principes de l'« histoire des idées » — en d'autres termes, la révision contre-révolutionnaire de notre passé national — commença historiquement et logiquement, par la critique du libéralisme. « Répandu parmi les masses » — écrivait Gyula Szekfű en 1920, « le principe libéral accomplit non un redressement spirituel idéal, mais une oeuvre de destruction ; au lieu d'engendrer la liberté et l'humanisme, il provoque la révolution et la terreur ». ³ S'inspirant de ce principe, l'école de l'« histoire des idées » répudia le libéralisme, et même le difforme libéralisme hongrois, « greffé sur le féodalisme ». Elle s'éleva avec violence contre la tendance historiographique libérale-positiviste

² A propos de cette question nous mentionnons comme exemples caractéristiques les ouvrages suivants :

Gyula Pauler : *A magyar nemzet története az Árpádházi királyok alatt.* (Histoire de la nation hongroise sous le règne de la maison arpadienne.) Budapest, 1893. t. 2. pp. 817–818.

Henrik Marczali : *A magyar nemzet története.* (Histoire de la nation hongroise.) Budapest, 1896. t. 2. pp. 214., 655.

Dávid Angyal : *Az Árpádok a világpolitikában.* (Les Árpadiens dans la politique mondiale.) Publ. dans le rec. *Árpád és az Árpádok.* (Árpád et les Árpadiens.) Budapest, 1907. p. 244.

³ Gyula Szekfű : *Három nemzedék és ami utána következik.* (Trois générations et ce qui leur succède.) 6^e éd. Budapest, 1940. p. 89.

et nia le principe du progrès social, même sous sa forme évolutionniste. Elle affirmait que les phénomènes et les processus historiques étaient uniques, individuels et sans renouvellement possible, que, par conséquent, ils n'étaient régis par nulle loi et que le progrès était à rejeter comme impossible.⁴ Cependant, tout en proclamant d'une manière à la fois arbitraire et absolue la variabilité des phénomènes *pris individuellement*, cette école croyait découvrir par antithèse des phénomènes historiques éternellement immuables. Elle niait le fait de la différenciation de la société par classes et les changements de l'essence des formes sociales fondamentales ; en revanche, le conservatisme historique prêchait et glorifiait la fixité de catégories «éternelles» telles que la «race», les «institutions ancestrales», etc.⁵ Cette conception contre-révolutionnaire substituait au principe de «liberté», formulé par le libéralisme, l'idée de la «réforme conservatrice». Or, en réalité, cette idée — tout comme la politique pratiquée par le régime contre-révolutionnaire — se réduisait à une immobilisation de l'ordre social périmé, c'est-à-dire au conservatisme. Quant au deuxième élément, à savoir la «réforme», elle n'était qu'une formule démagogique destinée à apaiser le mécontentement du peuple. Cependant, outre ce contenu idéologique, la doctrine de la «réforme conservatrice» renfermait également un élément qui, au point de vue méthodologique, occupait une place importante dans la pensée des adeptes hongrois de l'«histoire des idées». En effet, par «réforme», ils entendaient non point quelque réforme sociale ou économique, mais avant tout un redressement «intérieur» de l'homme, son «ennoblissement intérieur, à la fois spirituel et moral».⁶ Parmi les forces agissant sur l'histoire de l'homme, écrivaient Hóman et Szekfű dans la préface à leur grande synthèse historique intitulée «Histoire de Hongrie», «ce sont les forces immatérielles et spirituelles qui, de par leur caractère primaire, régissent les autres facteurs et donnent la mesure de toute chose. L'histoire du genre humain est simplement l'histoire de l'âme humaine : voilà ce que nous enseigne la science historique».⁷ L'âme humaine, ou, plus exactement, «l'âme du peuple» et l'âme individuelle sont des phénomènes uniques qui, ne se reproduisant pas, ni ne pouvant être reproduits, portent en eux le germe de la fixité éternelle. Voilà comment l'école de l'«histoire des idées» amalgame dans le suprême principe directeur de l'histoire la singularité jamais renouvelable des différents phénomènes, des institutions et des catégories

⁴ Exposé par le détail par Gyula Kornis : *Történefilozófia*. (Philosophie de l'histoire.) Budapest, 1924. pp. 18—24.

Bálint Hóman : *A történelem útja*. (La voie de l'histoire.) Publ. dans le rec. *A magyar történetírás új útjai*. (Les nouvelles voies de l'historiographie hongroise.) Budapest, 1932. pp. 19., 50.

Gyula Szekfű : *Faji sajátágaink a gazdaságtörténet világánál*. (Nos particularités raciales à la lumière de l'histoire économique.) *Minerva*. t. I. Nos 4—7. Budapest, 1922. pp. 142., 148., 152., et suivantes.

⁵ Gyula Szekfű *op. cit.* pp. 155—157. V. encore les passages cités de Gy. Kornis.

⁶ József Szigeti *op. cit.* pp. 161—162.

⁷ Bálint Hóman — Gyula Szekfű : *Magyar történet*. (Histoire de Hongrie.) t. 1. Budapest, 1935. p. 10.

sociales — en d'autres termes, l'impossibilité d'une loi sociale quelconque — avec le principe métaphysique de la fixité des phénomènes et des institutions uniques, déterminés par l'âme humaine. Cette base philosophique permit également de se dispenser, pour ce qui est de la méthode des recherches, de l'historiographie pragmatique fondée sur les faits matériels. En revanche, elle érigea en principe directeur de l'exploration du passé historique «l'adaptation spirituelle», c'est-à-dire l'intuition. Ainsi donc, la doctrine de l'«histoire des idées» affirmait en conclusion que l'essence du processus historique demeure insaisissable pour la raison humaine qui tâche d'explorer le passé au moyen de méthodes rationnelles.⁸

Cependant, cette conception historique irrationnelle, axée sur les choses de l'esprit et du Ciel, poursuivait des objectifs qui n'étaient que trop temporels et rationnels. L'école de l'«histoire des idées» avait pris pour point de départ les opinions et les méthodes les plus transcendantales et les plus outrancièrement subjectivistes, parce qu'elles semblaient le mieux se prêter à l'explication la plus arbitraire des véritables processus historiques. Lorsque cette école déclarait que «l'histoire de Hongrie est tout simplement... la description des formes sous lesquelles se manifeste, depuis des millénaires, l'âme hongroise», et se fixait pour but la présentation de «l'unité de l'âme hongroise tout entière»,⁹ elle s'efforçait en réalité de nier le fait de la différenciation par classes — fait reconnu aussi par l'historiographie bourgeoise progressiste — et de jeter le discredit sur les lois de la lutte des classes, en les qualifiant d'antiscientifiques et d'étrangères à «l'âme hongroise millénaire».

«L'âme hongroise millénaire» et le «Globe hongrois» particulier, engendré par elle : voilà l'une des principales manifestations du travestissement de l'histoire, pratiqué par l'école de l'«histoire des idées». C'est aux années 20 de notre siècle que, dans son ensemble, cette école opéra une rapide passage vers la méthode de la création des mythes. En raison de cette méthode, la «réévaluation» de l'histoire de Hongrie par les protagonistes de l'«histoire des idées» devint synonyme d'une accentuation du caractère mythique des vieilles opinions erronées et de la création de mythes nouveaux.

L'école de l'histoire des idées imprima un élan particulier à l'idéologie à la fois antinationale et chauvine, née dans la période du dualisme. De plus, en conséquence du caractère contre-révolutionnaire du régime, cette idéologie s'enrichit d'un élément nouveau et très important : l'attitude antisoviétique. Tantôt elle proclamait ouvertement son hostilité envers l'Union Soviétique, tantôt elle la travestissait en préconisant la nécessité de maintenir une barrière entre l'Est et l'Ouest et en prêchant la «défense contre le péril nous menaçant de l'est».

⁸ Tibor Joó: *Bevezetés a szellemtörténetbe.* (Introduction à l'histoire des idées.) Budapest, 1935. p. 142.

⁹ Bálint Hóman — Gyula Szekfü *op. cit.* pp. 10—11.

En fait de chauvinisme, elle surpassa de loin tout ce que l'on avait observé chez les historiens des époques précédentes : elle préconisait un «nationalisme combatif» et souleva de violentes haines nationales et raciales visant surtout les peuples voisins. Dans la doctrine de l'«histoire des idées», les Hongrois étaient déjà présentés comme un peuple possédant un don tout à fait spécial d'organisation étatique et de domination, comme «la race hongroise régnant sur les Slaves et les Roumains», «maître des autres peuples»¹⁰ et *Herrenvolk* du bassin du Danube. En laissant planer un épais brouillard sur les motifs sociaux véritables de l'ethnogenèse hongroise, de la conquête arpadienne et de la naissance de l'État hongrois, ce fut l'école de l'«histoire des idées» qui donna naissance au mythe de la nation dominante hongroise des «cavaliers nomades du type turc»,¹¹ de la nation qui assumait pendant des siècles le rôle dirigeant et qui est appelée à s'acquitter à l'avenir aussi de cette même mission.

Ce chauvinisme accru était, bien entendu, imprégné d'un cosmopolitisme amplifié. Les Hongrois opérèrent la synthèse de la «civilisation des cavaliers nomades du type turc» et de la civilisation chrétienne,¹² et, depuis leur apparition dans le bassin du Danube, ils «constituèrent le long de leur histoire une partie intégrante de la communauté de la civilisation chrétienne-germanique».¹³ En conséquence, «leur vie était de tous temps guidée par les idées occidentales».¹⁴

Ainsi donc, comme nous l'avons vu, la doctrine «amplifiée» par l'historiographie contre-révolutionnaire affirmait que les Hongrois étaient le *Herrenvolk* du bassin du Danube ; cependant, ils ne l'étaient qu'en tant que vassaux d'un *Herrenvolk* plus puissant encore : au point de vue historique, l'impérialisme hongrois était légitime, à condition toutefois que les Hongrois demeurassent les satellites des impérialismes occidentaux plus robustes.

Cette conception était complétée d'une manière organique par le mythe de la «royauté charismatique».¹⁵ Faussant complètement la base sociale et les rapports de force véritables de la monarchie féodale précoce, l'école de l'«histoire des idées» traça du pouvoir royal de l'époque arpadienne un tableau digne de figurer dans une épopée populaire. A en croire cette description, le pouvoir du prince nomade, pouvoir illimité et d'origine mythique, se serait identifié à l'idéal du monarque chrétien occidental, roi par la grâce de Dieu et disposant de droits illimités. Grâce à la méthode de l'«histoire des idées», on proclama ensuite le principe de la pérennité du pouvoir charismatique : «Nous voici en présence

¹⁰ József Deér : *Pogány magyarság, keresztény magyarság*. (Hongrois païens, hongrois chrétiens.) Budapest, 1937. p. 218.

¹¹ Bálint Hóman — Gyula Szekfű *op. cit.* t. 1. pp. 90—91., 128—129.

¹² Bálint Hóman—Gyula Szekfű *op. cit.* p. 207.

¹³ Gyula Szekfű : *Három nemzedék és ami utána következik*. (Trois générations et ce qui leur succède.) p. 6.

¹⁴ Péter Váczy : *Die erste Epoche des ungarischen Königtums*. (La première époque du royaume de Hongrie.) Pécs, 1935. p. 8.

¹⁵ József Deér : *op. cit.* p. 20. V. encore : Elemér Mályusz : *A karizmatikus királyság*. (La royauté charismatique.) *Társadalomtudomány* (Science sociale). 1934.

d'une manifestation caractéristique du pouvoir humain, manifestation indépendante du temps et des sphères de la civilisation» — écrivait l'un des représentants de l'histoire des idées. «Il suffira de citer l'exemple de l'Allemagne actuelle, où le *Führerprinzip* et l'exigence de la "transformation en peuple,, . . . reflètent les mêmes forces que l'organisation étatique des peuples nomades.»¹⁶ Or, dans cette dernière catégorie, l'on entendait également inclure l'État hongrois du haut moyen âge. Ainsi, le mythe tant glorifié de la royauté arpadienne servit d'antécédent historique au *Führerprinzip* fasciste.

La doctrine du «peuple dirigeant» hongrois rallié à la «communauté de la civilisation chrétienne-germanique» et luttant sans relâche contre l'Est, le principe du pouvoir charismatique et d'autres idées du même genre trouvèrent leur synthèse dans le mythe de «l'Empire hongrois médiéval». C'est dans ce mythe que l'école de l'«histoire des idées» incarna rétrospectivement tous les objectifs et vœux avoués ou cachés de l'impérialisme contre-révolutionnaire. Voilà pourquoi cette école imagina une nouvelle légende de saint Étienne, idéalisa le «grand empire» des Anjou, le règne de Mathias Corvin, etc., et voilà aussi la raison pour laquelle, d'une manière générale, elle concentra ses recherches sur le moyen âge, «véritable grande épopée nationale» des Hongrois.

Pendant, l'école de l'«histoire des idées» avait d'autres raisons encore pour axer ses activités sur le médiévisme. En effet, mieux que toute autre époque, le moyen âge semblait se prêter à la méthode consistant à passer sous silence les rapports de classe et la lutte de classes, à glorifier en toute éternité les conditions et les institutions féodales qui, en leur temps, avaient à beaucoup d'égards été progressistes. Néanmoins, quand il s'agissait de faire admettre des thèses comme celle d'après laquelle le moyen âge aurait été caractérisé par «l'équité réciproque» et la «fidélité mutuelle» du seigneur terrien et de son serf, par l'union harmonique du maître et du paysan, il fallait encore recourir aux méthodes éprouvées de l'«histoire des idées».¹⁷ Selon cette école, la société féodale était la société idéale, et ceci surtout dans la première période du féodalisme, quand les germes mêmes de l'évolution bourgeoise étaient inexistantes. L'«histoire des idées» prétendait que l'artisanat corporatif du moyen âge était le type idéal de l'industrie et que, d'une manière générale, la morale et la civilisation de la société médiévale avaient été de beaucoup supérieures à celles de la société bourgeoise libérale apparue dans la suite.

Pour compléter le tableau des innombrables travestissements historiques opérés par l'historiographie contre-révolutionnaire, il convient d'exposer brièvement la manière dont l'école de l'histoire des idées apprécia l'activité de

¹⁶ József Deér *op. cit.* p. 25.

¹⁷ Il est bien caractéristique à ce problème le recueil d'études intitulé : *Úr és paraszt a magyar élet egységében.* (Seigneur et paysan dans l'unité de la vie hongroise.) Réd. par Sándor Eckhardt. Budapest, 1941. V. en premier lieu pp. 5., 21., 25., 38., 48., 59., 53–64. et suivantes. cf. aussi le compte-rendu critique d'István Hajnal. *Századok* 1941. p. 214.

Széchenyi. Ce problème est d'autant plus significatif que le régime contre-révolutionnaire s'employait à présenter Széchenyi comme son prédécesseur et son modèle, comme le guide le plus éclairé que l'histoire moderne hongroise eût connue. Le comte István Széchenyi avait été l'une des plus grandes figures et l'un des initiateurs du mouvement nobiliaire hongrois des réformes, un homme qui fit beaucoup pour la transformation bourgeoise. Toutefois, il transigea sur le point de la domination autrichienne, s'éleva contre les efforts déployés pour conquérir l'indépendance nationale, et se montra particulièrement hostile à la révolution et à la guerre d'indépendance de 1848. L'historiographie contre-révolutionnaire répudia chez Széchenyi tout ce qui était progressiste, pour ne glorifier que les éléments réactionnaires de son oeuvre. Bien plus, soulignant outre mesure ces traits de caractère réactionnaires, elle recréa Széchenyi à son image. De cet homme qui avait les yeux tournés vers l'avenir, vers la transformation bourgeoise, elle fit un politicien romantique rétrograde qui, sans se soucier du progrès de l'économie et de la civilisation, ne recherchait que le «perfectionnement des âmes». ¹⁸ Dès lors, il était aisé de présenter ce Széchenyi travesti en politicien romantique convenant à merveille au régime contre-révolutionnaire comme le père de l'idée de «réforme conservatrice», comme l'éternel oracle des problèmes de la destinée hongroise.

En l'espace de quelque vingt-cinq années, l'historiographie contre-révolutionnaire réussit à créer ainsi une conception entièrement faussée de l'histoire du peuple hongrois.

Elle qualifia nos luttes séculaires pour l'indépendance d'aspirations «irrélles» qui avaient engagé l'évolution de la nation dans la voie d'une insécurité catastrophique ; elle stigmatisa les chefs plus éminents de nos luttes de libération comme «esprits fantasques» et s'efforça de détruire les traditions nationales se rattachant à ces hommes. L'historiographie contre-révolutionnaire estimait que des oeuvres consacrées à l'histoire de nos mouvements progressistes et de nos luttes pour l'indépendance nationale étaient sans actualité. En revanche, elle affirmait que la tâche immédiate consistait à étudier les faits et gestes de certains palatins issus de la maison d'Autriche, de même que les activités d'autres odieux oppresseurs du peuple (István Tisza, etc.), et à publier les «oeuvres» de ces personnages. Elle glorifiait les Habsbourg et substitua à la réalité, à la politique colonisatrice de Vienne la fiction des effets «salutaires» de la domination autrichienne.

Cette historiographie se garda d'écrire l'histoire du peuple laborieux et négligea l'étude des mouvements populaires antiféodaux. Elle considérait la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, ces grandes forces formatrices de l'histoire du dernier siècle, comme des phénomènes étrangers à l'«histoire de

¹⁸ Gyula Szekfü *op. cit.* pp. 35—36.

Hongrie». Chaque fois qu'elle abordait ce sujet, elle s'exprimait en termes haineux et méprisants.

En dépit des faits les plus évidents et des plus douloureuses expériences, le courant principal de l'historiographie officielle estimait que l'orientation allemande et le ralliement au fascisme allemand étaient la seule politique étrangère utile et possible. Sans doute, vers la fin des années 30, l'on vit également se manifester une tendance anti-allemande qui s'efforça d'étayer d'arguments scientifiques et historiques l'hostilité des classes dominantes hongroises envers le fascisme allemand et leur désir de s'orienter vers d'autres puissances impérialistes. Tout en préconisant à l'égard des peuples voisins une objectivité et un esprit conciliant libres de tout nationalisme, de même qu'une communauté d'intérêts des pays danubiens, un ralliement à orientation assez «occidentale» et ayant évidemment pour centre la Hongrie, cette école s'employa à mettre au point une variante du nationalisme hongrois, variante plus discrète, plus subtile et mieux adaptée à la conjoncture internationale.¹⁹ Grâce précisément à ses sentiments anti-allemands et à son attitude apparemment plus tolérante envers les peuples du voisinage, cette école, groupée au sein de la *Revue d'Histoire Comparée*, survécut à la chute du régime contre-révolutionnaire et, après la Libération, figura comme la dépositaire légitime des traditions de la «science historique hongroise». Toutefois, quant à ses méthodes et conceptions, cette tendance se fondait également sur l'«histoire des idées», aussi se montra-t-elle incapable de comprendre les problèmes véritables de l'histoire hongroise et à faire de ces problèmes le patrimoine commun de peuple hongrois tout entier.

Les diverses tendances de l'historiographie contre-révolutionnaire ne parvinrent point à saisir la signification du fait historique qu'une grande puissance socialiste venait de surgir à nos frontières orientales. «Lorsque nous découvri-mes enfin que la Russie soviétique existait, elle aussi, il était déjà trop tard», avouait Gyula Szekfű, un des représentants les plus éminents de notre historiographie bourgeoise. Ceux qui prirent enfin acte de fait historique, poursuivait l'historien, et, par là, «firent preuve de quelque bon sens», ne réussirent pas même alors à s'imposer à ceux «qui s'obstinaient à garder les yeux fermés,²⁰ aux hommes que la situation créée au cours des dernières années de la deuxième guerre mondiale n'engagea point à une appréciation tant soit peu objective des circonstances, mais, tout au contraire, poussa vers une intensification du chauvinisme et l'amplification de la campagne de calomnies, déclenchée contre le socialisme. Pareillement, le fait qu'en Union Soviétique, la science historique avait donné naissance à des principes et à des résultats nouveaux, n'eut point

¹⁹ *A magyar történettudomány helyzete és feladatai. A századok szerkesztőbizottságának vitaülése.* (Les problèmes et les tâches de l'historiographie hongroise. La séance de débat du comité de rédaction de la revue Századok.) Századok 1954. N° 1. pp. 154-155., 164-165., 186-187.

²⁰ Gyula Szekfű : *Forradalom után.* (Après la révolution.) Budapest, 1946. p. 53.

de répercussion parmi nos historiens. Il ne les engagea pas à étudier les idées nouvelles, à tirer des conclusions plus proches de la réalité, mais, au contraire, les incita à une réserve plus marquée, à une énonciation plus tranchante encore de leurs opinions antiscientifiques.

L'historiographie officielle hongroise ne comprenait pas, ni ne pouvait comprendre les idées et les principes du matérialisme historique, préceptes appliqués d'une manière concrète dans la science historique soviétique. Rien ne pouvait remédier à cette incompréhension, pas même le fait que la conception historique de l'historiographie officielle avait échoué et que les «conclusions» qu'elle avait tirées de l'histoire s'étaient avérées fausses. Ces historiens ne comprenaient pas et ne pouvaient pas comprendre, car ils étaient jugulés par les assises sociales de leur vision du monde, et parce que, face à la réalité, ils proclamaient les opinions de classes sociales plongées dans un aveuglement complet et irrémédiablement vouées à la perdition.

L'histoire, dit-on, est l'école de la vie. Cependant, pour que l'histoire puisse remplir cette vocation *elle doit être vraie*. Quoi de plus naturel que, faussée, l'histoire de Hongrie ne put point s'acquitter de cette mission et indiquer à la nation le chemin à suivre. Non seulement elle fut incapable d'aider la nation à s'orienter dans une situation internationale devenue particulièrement complexe depuis la première guerre mondiale, mais, qui pis est, elle contribua dans une large mesure à ce que, sans scrupule, les chefs de la Hongrie entraînaient le pays dans la catastrophique deuxième guerre mondiale. L'historiographie réactionnaire partage, elle aussi, la responsabilité des souffrances du peuple hongrois.

A la lumière des faits, nous sommes en droit d'affirmer que l'historiographie du régime révolu échoua à l'épreuve de la vie. Ce fut l'histoire elle-même qui trancha le différend et ce furent les événements qui fournirent eux-mêmes le démenti le plus cinglant. Ce fait est d'ailleurs reconnu par les historiens les plus remarquables et les plus honnêtes de la vieille école : la preuve en est administrée par leur ralliement à notre historiographie rénovée et par leurs activités présentes.

A ce propos, il sera très instructif d'examiner brièvement l'évolution scientifique de Gyula Szekfű, qui, décédé en été 1955, avait été l'un des représentants les plus brillants de l'ancienne historiographie hongroise. Cet explorateur et connaisseur profond de l'histoire de Hongrie, auquel nous devons de nombreuses monographies et synthèses hautement significatives, avait, dès les dernières années de la guerre mondiale, proclamé dans ses articles et ses études l'idée du ralliement antifasciste des forces démocratiques. Après 1945, il manifesta à plusieurs reprises sa foi dans le bien-fondé de notre vie et de notre conception historique nouvelles, en enrichissant notre historiographie rénovée de précieux ouvrages. Or, précisément, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, ce même historien avait professé en matière d'histoire les opinions que

nous avons tenté d'esquisser en ce qui précède. Toutefois, dès le début de la deuxième guerre mondiale, il procéda—sous le coup des événements mondiaux, sans doute — à la révision des idées qu'il avait préconisées jusqu'à ce jour : c'était faire preuve d'une honnêteté scrupuleuse, digne du grand savant. A la même époque, il soulevait dans ses ouvrages les graves problèmes historiques communs au peuple hongrois et à toute l'humanité : « . . . où réside la vérité historique? Nous la cherchons, sans toutefois la trouver . . . Les destinées de ce monde sont vides de sens . . . » A ce moment-là, il ne voyait point d'autre «remède» à cet affreux chaos que le châtement réservé dans l'autre monde aux «riches au cœur endurci» et aux «impitoyables maîtres de l'heure». ²¹

Si un médecin, renonçant aux «moyens d'ici-bas» que lui fournit sa science, abandonne son malade aux forces de l'autre monde, comment ne point conclure à la faillite de la science médicale? Pareillement, si l'historien ne trouve point d'autre moyen pour expliquer les événements historiques que la foi dans l'au-delà où toutes les injustices seront réparées, force nous est de considérer cette solution comme l'aveu objectif d'une science historique acculée à la faillite

Telle était donc la situation de la science historique hongroise au moment où le grand tournant historique de l'année 1945 vint affranchir notre peuple du joug du fascisme hongrois et allemand. Si elle entendait devenir une science véritable, l'historiographie hongroise devait s'engager dans une voie impraticquée jusqu'à ce jour en Hongrie, jeter de nouvelles bases théoriques et adopter une méthode également nouvelle.

*

La Libération a marqué un tournant décisif dans l'histoire du peuple hongrois et aussi dans l'historiographie hongroise. Elle a radicalement modifié les conditions politiques et sociales de la Hongrie. Le pays a retrouvé sa souveraineté, dont il avait été privé depuis des siècles, la paysannerie a vu se réaliser la réforme agraire, son vœu séculaire et, unissant autour d'elle les larges masses des travailleurs, la classe ouvrière a pris le pouvoir et a décrété propriété publique les usines, les mines, les banques, les grandes entreprises.

Selon le témoignage de l'histoire, les grandes transformations sociales et les grands événements révolutionnaires sont régulièrement suivis par un important essor des sciences historiques. C'est comme si les grands changements politiques et sociaux relevaient le voile qui recouvre l'histoire pour faisant comprendre à la génération qui les a traversés, au moyen de ses propres luttes, beaucoup de choses qui lui échappaient naguère. Il n'en a pas été autrement dans la Hongrie libérée. Les événements du proche passé ont, d'une part, fait s'inté-

²¹ Gyula Szekfű : *Magyar katolikus történefeltfogás* (Une conception hongroise et catholique de l'histoire.) *Katolikus Írók Új Magyar kalauza* (Le nouveau Guide des Écrivains hongrois catholiques.) Budapest, 1941.

resser de larges couches du peuple hongrois aux choses de l'histoire et ont, d'autre part, d'une manière incontestable intensifié le sens historique et la perspicacité tant chez les lecteurs que chez les auteurs d'ouvrages historiques. Ce fut là l'une des sources essentielles de l'essor de la science historique en Hongrie.

L'autre source de cet essor, également issue de la Libération, s'explique par la possibilité, pour la science historique marxiste, d'entrer enfin ouvertement en lice et de se dresser contre les tendances impérialistes, semi-féodales et cléricales qui avaient jusqu'alors régné dans l'historiographie hongroise officielle, tout aussi bien que contre celles qui, encore que sous un déguisement quelque peu plus démocratique, survécurent pendant quelque temps à la Libération. La science historique marxiste put ainsi déployer une activité de plus en plus large, en vue de placer les problèmes essentiels de l'histoire de Hongrie sous un éclairage juste, de gagner à sa cause les savants anciens animés de sentiments patriotiques, de garantir une formation scientifique solide et d'un niveau élevé au personnel scientifique de demain, et, avant tout, en vue de contribuer, par ses propres moyens, à l'éducation du peuple hongrois dans un esprit de vrai patriotisme, d'amitié et de coopération pacifique entre les peuples.

La libération de notre pays, le tournant décisif qui s'est accompli dans l'histoire de notre peuple et les changements très favorables, survenus dans la situation de la science historique hongroise ont inauguré, pour notre historiographie, une période de prospérité et de renouveau. Une étape très importante a été franchie, à ce point de vue, par la suppression de l'anarchie dans le domaine du travail scientifique et par la réalisation de la planification. Le plan de la science historique ouvrit un champ large aux initiatives individuelles des historiens, ainsi qu'à leurs intérêts, à leurs penchants et à leurs talents particuliers, tout en signalant à l'intérêt des chercheurs, plus nombreux que jamais, l'étude des problèmes cardinaux de l'histoire de Hongrie. Il s'agissait là de problèmes qui avaient été soit passés sous silence, soit défigurés par l'historiographie des périodes précédentes, problèmes dont cette dernière avait omis de mettre à jour les sources, ou ne l'avait fait qu'en y opérant des choix arbitraires, construisant sur les données mises à jour des théories fausses et erronées.

Or, l'œuvre de l'historiographie hongroise des périodes précédentes ne manquait pas, précisément au sujet des problèmes fondamentaux, de lacunes béantes, de faits passés sous silence et de théories fausses et erronées. Nous en citerons quelques exemples.

Il va de soi que, dans l'histoire de notre pays, dominé jusqu'à 1848, pendant de longs siècles, par le régime de plus en plus périmé et oppressif de la féodalité, une importance toute particulière doit être attribuée aux mouvements populaires et paysans contre le féodalisme, antécédents historiques de la révolution anti-féodale de 1848—49. Comme nous l'avons déjà signalé, l'historiographie hongroise des périodes précédentes n'a pas daigné se pencher sur ces mouvements. C'est donc à l'historiographie issue du renouveau démocratique

qu'allait incomber la tâche de mettre à jour les origines économiques et sociales de ces mouvements, d'en retracer les événements et d'en évaluer l'importance dans l'histoire de notre pays.

Il va de soi que, dans l'histoire de notre pays dont le relèvement et le progrès avaient été, pendant de longs siècles, lourdement entravés par une oppression étrangère et par l'absence de l'indépendance nationale, une signification toute particulière doit être attribuée aux luttes pour l'indépendance nationale, contre la conquête et la domination étrangères. L'historiographie hongroise des périodes précédentes a peu étudié ces luttes, les dépréciant plus d'une fois, qualifiant nos aspirations à l'indépendance de chimères romantiques et irréelles et même lorsqu'elle les étudiait, ce fut toujours en les détachant des exigences concrètes de l'évolution économique et sociale et de la situation et des luttes des masses populaires et des classes laborieuses. Dans ce domaine aussi, des tâches considérables attendaient donc notre historiographie issue du renouveau.

Il va de soi que, dans l'histoire de notre pays où, pendant de longs siècles, Hongrois, Roumains, Serbes, Croates, etc. avaient vécu, travaillé et plus d'une fois lutté ensemble contre l'ennemi et l'opresseur communs, une importance toute particulière doit être assignée à l'étude de l'évolution des peuples non-hongrois ayant vécu dans le pays, ainsi qu'à celle des peuples voisins. La même importance doit être assignée à l'étude de la politique d'oppression nationale, pratiquée par les classes dirigeantes de Hongrie à l'égard des autres nationalités. Or, dans la mesure où elle s'est occupée des peuples non-hongrois vivant en Hongrie, l'historiographie hongroise des périodes précédentes ne l'a fait que pour des motifs empreints d'un parti-pris chauvin extrême, ayant exclusivement en vue de mettre en relief les raisons d'être historiques de la suprématie hongroise, de déguiser la politique d'oppression pratiquée par les classes dirigeantes hongroises et de «justifier» par des arguments historiques les ambitions de domination des grands capitalistes et des grands propriétaires hongrois sur les peuples voisins. Il est donc incontestable que, dans ce domaine aussi, des tâches considérables attendaient l'historiographie hongroise issue du renouveau.

L'historiographie hongroise des périodes précédentes était partisane, pour une large part, de la conception d'un «Globe hongrois particulier», détachant l'évolution historique de la Hongrie de celle de l'Europe en général et aussi de l'évolution universelle, procédé suffisant en lui-même à rendre impossible l'élaboration d'une solution scientifique des problèmes essentiels de notre passé historique. Point n'est donc besoin de démontrer combien l'historiographie hongroise issue du renouveau était réduite, dans ce domaine, à reprendre tout au commencement.

Nous ne tenons pas à poursuivre l'énumération des problèmes cardinaux de notre histoire dont l'absence de solution a largement contribué à déterminer

les grandes lignes de la thématique de notre historiographie issue du renouveau. Force nous est cependant de signaler encore un groupe de problèmes. Il s'agit des problèmes de notre histoire la plus récente, qui se sont trouvés, pour ainsi dire, complètement en dehors du champ d'investigation de notre historiographie d'avant la Libération. L'historiographie hongroise officielle des périodes précédentes a presque entièrement négligé l'histoire du siècle dernier ; les ouvrages, d'ailleurs assez peu nombreux, qui traitent ce sujet, s'éloignent particulièrement de l'historiographie scientifique, servant d'une manière tapageuse l'apologie du capital financier intimement uni aux survivances féodales. Dans ces conditions, il nous a fallu consacrer, dans la thématique de notre historiographie issue du renouveau, une place très large aux problèmes essentiels de notre histoire récente, tels que le développement économique du capitalisme, la situation, l'évolution et les mouvements de la paysannerie pendant la période capitaliste aggravée de survivances féodales et surtout la formation, le développement et les luttes de la classe des ouvriers industriels. Il nous a fallu consacrer une large place à l'étude de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier en pleine ascension, qui devinrent, à partir de la fin du siècle dernier, un élément décisif de notre évolution nationale, ayant montré, dès les révolutions qui suivirent la première guerre mondiale et surtout pendant la République Hongroise des Conseils de 1919 leur puissance formatrice de l'histoire, pour s'ériger, après la deuxième guerre mondiale et la libération de notre pays par l'Armée Soviétique, en la force dirigeante autorisée et compétente de l'État et de la société de notre démocratie populaire, groupant autour d'eux l'ensemble du peuple travailleur.

*

Bien que l'attention de l'historiographie hongroise antérieure à la Libération fût essentiellement dirigée sur l'époque de la féodalité et, surtout, sur la première période de celle-ci, on ne saurait dire, pour autant, qu'elle en eût tracé une image véridique et exempte de lacunes. Cela s'explique essentiellement par la conception anti-scientifique, signalée plus haut, représentant l'histoire hongroise comme unique dans sa particularité et différente, dans son ensemble, de l'évolution historique universelle de l'humanité. Cette conception alla jusqu'à donner lieu, il y a une vingtaine d'années encore, à de vives discussions pour déterminer s'il y eut ou non une féodalité en Hongrie. Pour l'histoire de la période allant du XI^e au XIII^e siècle, les adeptes de cette école substituèrent à la féodalité un pouvoir royal surestimé et, pour celle des siècles suivants, une « démocratie nobiliaire » illusoire, déguisée presque en pouvoir du peuple. Or, la féodalité, parfaitement développée dans l'histoire de Hongrie aussi, y avait revêtu les formes de l'exploitation fondée sur la propriété féodale des terres et de la lutte de classes entre seigneurs et serfs ; sur le plan de l'organisation de l'État, elle se traduisit par la décentralisation féodale, ensuite par le corporatisme

et enfin par les tendances de l'absolutisme féodal. En appliquant à l'évolution de la Hongrie les lois qui régissent l'histoire universelle, la nouvelle historiographie hongroise fit sortir l'histoire hongroise de son isolement artificiel, l'intégra au processus de l'évolution universelle et créa, en même temps, les bases scientifiques de l'étude des particularités non prétendues, mais *réelles*, de l'histoire médiévale de la Hongrie.²²

Notre historiographie actuelle ne s'est pas limitée à réorganiser de fond en comble les recherches concernant l'histoire de la société et de l'économie médiévales, mais elle a, en outre, tiré au clair certains problèmes importants de l'histoire politique, relatifs à la lutte contre les conquérants étrangers. Nous faisons allusion ici à certains faits récemment mis à jour, concernant la lutte simultanée et souvent commune du peuple hongrois et de ses voisins contre les agresseurs extérieurs, qui les menaçaient dans leur existence, comme le Drang nach Osten des Allemands, les Mongolo-Tartares, les Turcs osmanlis. Ces faits attestent que si les puissances d'Europe Occidentale, le Saint-Empire et la papauté n'ont jamais fait grand'chose pour venir en aide à l'État hongrois contre l'agression tartare ou le danger turc, la conception *réaliste* du rejet de l'agression et de la défense de notre indépendance nationale a toujours résidé dans le principe du ralliement des peuples de l'Europe Orientale, tel qu'il s'est réalisé, au milieu du XV^e siècle, par la politique de Jean Hunyadi.²³

Notre médiévisme a su tirer un parti très fructueux de cette considération méthodologique fondamentale du matérialisme historique qui place le travail et les luttes du peuple formateur de l'histoire au premier plan de l'attention du chercheur. Grâce à cette considération méthodologique fondamentale, nous avons enregistré des résultats appréciables non seulement dans l'étude d'événements aussi importants de notre histoire médiévale que les soulèvements paysans de 1437 et de 1514, mais aussi dans l'analyse de la lutte de classe de la paysannerie, qui se développa sans cesse entre le XVI^e et le XVIII^e siècles. L'historiographie hongroise des périodes précédentes a, pour ainsi dire, complètement

²² Les ouvrages synthétiques d'Erik Molnár ont contribué dans une grande mesure à éclaircir les problèmes de notre histoire médiévale : en premier lieu son ouvrage consacré à la préhistoire hongroise (*A magyar nép őstörténete*. — La préhistoire du peuple hongrois. Budapest, 1954. 2^e éd.), de même que ses deux autres ouvrages dans lesquels il examine l'histoire de la société hongroise en vertu des lois du développement économique-social. (*A magyar társadalom története az őskortól az Árpádkorig*. — L'histoire de la société hongroise des temps préhistoriques jusqu'à l'époque des Árpadiens. Budapest, 1949. 2^e éd. *A magyar társadalom története az Árpádkortól Mohácsig*. — L'histoire de la société hongroise de l'époque des Árpadiens jusqu'à Mohács. Budapest, 1949.) Dans le domaine des recherches relatives à l'histoire du moyen âge d'importants résultats ont été obtenus par le dernier ouvrage d'Elemér Mályusz concernant l'époque du roi Sigismond (*Zsigmondkori oklevéltár*. — Les archives de l'époque de Sigismond. 1. 1387—1398. Budapest, 1951.), de même que par l'étude d'István Hajnal ayant trait à l'histoire de l'écriture et s'occupant en même temps des questions de l'histoire de la civilisation universelle. (L'enseignement de l'écriture aux universités médiévales. *Studia Historica*. 7. Budapest, 1954.)

²³ Ce sont les mêmes questions qui sont examinées par les études de György Székely et d'Emma Léderer et principalement par la monographie précieuse de Lajos Elekes consacrée à la personne de János Hunyadi. (*Hunyadi*. Budapest, 1952.)

dédaigné ce groupe de problèmes, alors qu'au cours de ces dernières années, nos historiens sont parvenus à mettre à jour les causes et les événements de toute une série d'importants mouvements paysans. Dans ce secteur, nos chercheurs s'efforcent de rattacher les traits caractéristiques des soulèvements paysans de la période allant du XV^e au XVIII^e siècle aux particularités des étapes successives de l'évolution économique du régime féodal, consacrant une attention profonde à l'étude du processus, caractéristique en général des pays de l'Est européen, dont les origines se situent, dans notre pays aussi, au XVI^e siècle et qui finit par aboutir au développement de la grande propriété terrienne à production marchande imposant aux paysans un travail forcené, à l'aggravation inouïe des charges des serfs et à la fixation du paysan à la glèbe, processus qu'il est convenu d'appeler la «seconde édition du servage». Les recherches entreprises jusqu'à présent attestent que les types successifs des soulèvements paysans en Hongrie se rattachent aux différentes formes des redevances féodales. Ainsi, le soulèvement paysan hungaro-roumain de 1437 éclata essentiellement à la suite de l'augmentation des redevances en argent, parmi les antécédents de la guerre paysanne de 1514, un rôle important doit être assigné à l'extension des redevances en nature, la révolte de 1631—1632 fut une conséquence de l'augmentation sans bornes des corvées et les mouvements paysans de la première moitié du XVIII^e siècle étaient dirigés d'abord contre l'exploitation et les expropriations pratiquées par l'État, ensuite contre celles pratiquées par les seigneurs.²⁴

La mise à jour des luttes de la paysannerie de cette époque fut d'autant plus importante pour notre historiographie qu'elle devait aboutir à jeter un

²⁴ Parmi les ouvrages qui s'occupent de l'histoire de notre paysannerie, nous mentionnons le recueil d'études traitant son histoire au XIV^e siècle (*Tanulmányok a parasztság történetéből a XIV. században.* — Études sur l'histoire de la paysannerie de Hongrie au XIV^e siècle. Par Erik Fügedi, György Györffy, Elemér Mályusz, György Székely. Réd. par György Székely. Budapest, 1953.), recueil qui révèle la lutte antiféodale et la situation de la paysannerie. Ce sont également les études de György Székely qui examinent les mouvements de notre paysannerie au moyen âge. Entre autres: l'introduction de l'ouvrage intitulé: *A magyar parasztháborúk 1437—1514.* — Les soulèvements de la paysannerie hongroise 1437—1514.) Un recueil d'études spéciales s'occupe des problèmes de l'histoire de la paysannerie au XVIII^e siècle (*Tanulmányok a parasztság történetéhez Magyarországon 1711—1790.* — Études sur l'histoire de la paysannerie de Hongrie. 1711—1790. Par János Varga, Emma Iványi, Tamás Esze, Ágnes Várkonyi, Imre Wellmann, Imre Szántó, Károly Vörös, Jenő Berlász. Réd. par György Spira. Budapest, 1953.). Les auteurs du recueil, utilisant un grand nombre de pièces d'archives, dressent un tableau du processus de l'expropriation des paysans et de leurs mouvements les plus importants. Les études d'István Szabó (*A hajdúk 1514-ben.* — Les hajdus en 1514. *Századok* 1951; *Az 1351. évi jobbágytörvények.* — Les lois de 1351 sur le servage. *Századok*, 1954), de même que l'ouvrage de Ferenc Eckhart (*A földesúri büntetőbíráskodás a XVI—XVII. században.* — La juridiction pénale seigneuriale aux XVI et XVII^e siècles. Budapest, 1954.), les sources publiées par László Makkai (*I. Rákóczy György birtokainak gazdasági iratai 1631—1648.* — Documents économiques concernant les domaines de Georges I^{er} Rákóczy. 1631—1648. Budapest, 1953.) ainsi qu'un recueil de lettres de serfs des XVI et XVII^e siècles (*Jobbágylevelek.* — Lettres de serfs. Rec. et intr. par Éva H. Balázs. Budapest, 1951.) ont de beaucoup contribué à mettre en lumière les conditions de vie de la paysannerie. Les mouvements d'indépendance du XVII^e siècle sont l'objet de plusieurs études; de nouveaux résultats ont été obtenus à cet égard par l'ouvrage de László Makkai (*A magyar puritánusok harca a feudalizmus ellen.* — La lutte des puritains hongrois contre le féodalisme. Budapest, 1952.)

jour entièrement nouveau sur nos mouvements d'indépendance du XVII^e siècle contre les Habsbourg, ainsi que sur la guerre de libération nationale conduite par François II Rákóczi. Notre historiographie des périodes précédentes jugeait — comme nous l'avons déjà indiqué — ces luttes d'une manière négative, en les qualifiant d'aventures «kouroutz» et de chimères au regard d'une« politique réaliste», c'est-à-dire d'une capitulation devant le pouvoir des Habsbourg, ou bien, lorsqu'elle les jugeait positivement, c'était pour en faire des actions politiques à l'actif des classes possédantes, qualifiées de «soutien de la nation». Les données récemment mises à jour ont cependant permis de constater que la grande majorité de l'aristocratie terrienne prenait en général position contre les mouvements nationaux, préférant s'abriter sous les ailes protectrices de l'aigle impériale ; il ressort de ces mêmes données que la paysannerie — aux yeux de laquelle les objectifs antiféodaux et nationaux coïncidaient et se corroboraient mutuellement — n'a pas seulement été la base de masse de ces luttes, mais aussi très souvent l'initiatrice, entraînant à sa suite une partie de la noblesse prête à composer avec le conquérant étranger. C'est ainsi qu'entre la paysannerie se dressant contre l'oppression étrangère et une partie de la noblesse pâtissant également sous la domination étrangère — il s'agit là surtout de la noblesse moyenne et petite — un ralliement national put de temps à autre se réaliser, dans des conditions historiques particulières. La perspective de ces luttes nationales était axée sur la création d'un État hongrois autonome et absolutiste, celle d'une monarchie hongroise autonome et absolue, représentant dans cette étape la forme la plus propice à notre développement national. C'est là une formule d'État dont la définition la plus complète nous est fournie par les conceptions de Miklós Zrínyi et qui fut au plus près de se réaliser, grâce à la guerre de libération conduite par François II Rákóczi.²⁵

Les travaux de ces dernières années ont placé sous un jour entièrement nouveau notre histoire nationale du XVIII^e siècle aussi, période placée précisément sous le signe de l'échec des tendances de l'absolutisme national et de l'expansion et de la consolidation, dans tout le pays, de l'absolutisme des Habsbourg, étranger et animé d'ambitions colonisatrices. Ce sont surtout les travaux les plus récents, consacrés à l'histoire économique et à celle de la paysannerie qui ont su montrer la signification pour notre pays du régime des Habsbourg, appuyé sur la classe des grands propriétaires terriens ecclésiastiques et laïques de Hongrie. Ces travaux ont montré l'énormité de l'obstacle que cet absolutisme dressait devant notre évolution bourgeoise-nationale et la profon-

²⁵ Ce sont les études de Tamás Esze, Gusztáv Heckenast, Béla Köpeczi et Ágnes Várkonyi qui s'occupent de l'histoire économique, politique et militaire de la guerre d'indépendance de François II Rákóczi, ainsi que celle de Pál Zsigmond Pach qui traite la question du rassemblement des forces nationales. D'importantes sources ont été sous ce rapport mises à jour par le 1^{er} tome des Écrits de Pál Rádai (Publ. par Kálmán Benda, Tamás Esze, Ferenc Maksay et László Pap. Budapest, 1955.).

deur de la misère dans laquelle il plongeait notre paysannerie, courbée sous le double joug des oppresseurs étrangers et des seigneurs féodaux hongrois. Tout cela devait fournir des preuves péremptoires permettant de juger à sa juste valeur l'absolutisme dit éclairé des Habsbourg, dont les ambitions «humanistes» et «favorables au bien-être du peuple» avaient été l'objet de tant d'éloges de la part des historiens antérieurs, alors qu'en réalité il ne s'agissait pas là d'autre chose que d'une tentative visant à la conservation du régime féodal et à l'anéantissement définitif de l'indépendance nationale hongroise, par le recours aux méthodes de l'époque.

Ainsi, même dans l'histoire du féodalisme hongrois, notre historiographie issue du renouveau fait valoir les considérations d'ordre national d'une manière incomparablement plus nette et plus résolue que ne l'avait fait l'ancienne historiographie nationaliste, qui avait, d'une part, tendance à prendre la nation et les classes dirigeantes pour synonymes et, d'autre part, à excuser, voire à prôner la capitulation devant les conquérants étrangers.

Les vrais grands personnages de l'histoire de Hongrie, Jean Hunyadi, Nicolas Zrínyi, François II Rákóczi et d'autres encore n'ont non seulement rien perdu de leur signification nationale, mais ils ont encore, au contraire, gagné en grandeur et en prestige, à la lumière des travaux de la nouvelle historiographie hongroise. A leurs côtés ont pris place ces centaines de milliers de combattants paysans hongrois, slaves et roumains de Hongrie, inconnus ou dédaignés jusqu'à présent, ces masses populaires conduites par les vrais artisans de l'histoire que furent Antal Budai-Nagy, György Dózsa, Péter Császár, Ferenc Tokaji, Tamás Esze, Pero Segedinac, Horia et Cloşca.

La mise à jour de la formation et du développement du capitalisme en Hongrie et la définition des caractéristiques économique-sociales et politiques de ce développement — c'étaient là autant de tâches entièrement nouvelles pour notre historiographie. L'historiographie hongroise des périodes précédentes avait, en effet, laissé, surtout en ce qui concerne les problèmes économique-sociaux, des lacunes telles qu'au fond, il ne s'agissait guère de les combler, mais plutôt de poser et de mettre au point toute une série de problèmes inédits, qui n'avaient même pas été formulés auparavant. Parmi ces problèmes, signalons tout d'abord celui de la formation du capitalisme en Hongrie.

Aux années 30, une des tendances de notre historiographie, notamment celle qui se fixait pour but l'histoire de la civilisation était déjà sur le point d'établir que, dans la vie économique de la Hongrie du XVIII^e siècle, le rôle principal avait appartenu à la production agricole marchande de la grande propriété cultivée par corvées. Elle n'a cependant enregistré ce fait qu'en lui-même, sans l'étudier en rapport avec les étapes antérieures et postérieures de l'évolution économique de la Hongrie. Il s'agissait là pourtant bien d'une étape définie d'un processus ayant duré plusieurs siècles et observable dans plusieurs pays de l'Est européen, processus qui a placé la production mar-

chande agricole et son dépositaire, la classe des propriétaires terriens au premier plan de l'évolution économique, au détriment du progrès industriel et du développement de la bourgeoisie citadine. Ce processus devait revêtir des formes particulièrement bien marquées en Hongrie, car la politique économique colonisatrice de la Cour de Vienne empêchait systématiquement, à partir du milieu du XVIII^e siècle, le développement de l'industrie hongroise, tandis que, dans les limites de ses propres intérêts, elle n'entravait l'extension de la production marchande agricole. C'est ainsi qu'en Hongrie les conditions du capitalisme se formèrent et se consolidèrent en premier lieu dans l'agriculture, ne parvenant dans l'industrie qu'à un degré plus faible, au fur et à mesure de l'accumulation primitive. Vers les années 40 du XIX^e siècle, les conditions du capitalisme atteignirent cependant, dans une Hongrie à nationalités nombreuses et réduite à une position coloniale, un certain degré de développement dans le cadre du régime féodal.

Dans les conditions qui prévalaient alors en Hongrie, l'aristocratie terrienne était naturellement la principale bénéficiaire de l'extension de la production marchande agricole et de son évolution, lente, mais inexorable, dans le sens du capitalisme. Ce fait ajoutait un lien supplémentaire et très important à l'alliance qui l'unissait au régime absolutiste des Habsbourg, cependant que le gros des couches inférieures et moyennes de la classe des propriétaires terriens se voyait privé des avantages de cette évolution, succombant de plus en plus nettement à la concurrence de la grande propriété dans la production marchande en plein essor et sa position économique devenait de plus en plus difficile. Dans ces conditions, ce fut précisément cette moyenne et petite noblesse terrienne, prenant certes sa part à la production marchande, mais très lourdement handicapée par les conditions existantes, qui devint, au cours du deuxième quart du XIX^e siècle, la dirigeante du mouvement bourgeois-national des réformes, la championne des idées libérales et la représentante des intérêts de la bourgeoisie citadine — qui ne se développait que très difficilement — contre l'union de l'absolutisme des Habsbourg et de l'aristocratie terrienne hongroise.²⁶

Cet aspect de l'évolution économique — qui devait, dans ce pays à nationalités multiples, revêtir bien d'autres particularités encore parmi les peuples

²⁶ C'est la monographie de Pál Zsigmond Pach (*Az eredeti tőkefelhalmozás Magyarországon.* — L'accumulation primitive des capitaux en Hongrie. Budapest, 1952.), de même que ses études qui soulèvent et systématisent les problèmes en connexion avec l'histoire du développement du capitalisme en Hongrie. L'ouvrage de Gyula Mérei fondé sur une documentation particulièrement riche révèle le développement lent de l'industrie hongroise, développement retardé par la politique de la cour autrichienne. (*Magyar iparfejlődés. 1790–1848.* — Le développement de l'industrie hongroise. 1790–1848. Budapest, 1952.) Après la libération, notre science historique se mit à combler les lacunes qui se sont révélées dans le domaine des travaux bibliographiques. Les ouvrages les plus importants sous ce rapport sont les suivants : Kosáry Domokos : *Bevezetés a magyar történelem forrásaiba és irodalmába* 1–2. köt. (Introduction aux sources et à la littérature de l'histoire de Hongrie.) t. 1–2. Budapest, 1951–1954., et *Magyar történelmi bibliográfia 1825–1867.* 1–3. köt. (Bibliographie historique hongroise t. 1–3.) Budapest, 1950–1952.

opprimés et non-hongrois vivant dans le pays — était totalement inconnu à notre ancienne historiographie, alors que son ignorance rend parfaitement impossible la solution des problèmes *politiques* essentiels de l'ère dite des Réformes et de la révolution de 1848—1849. Ainsi, ce n'est donc pas un fait du hasard que l'historiographie officielle antérieure à la Libération se fût tant occupée de l'activité d'hommes politiques aussi importants de cette époque qu'István Széchenyi et Louis Kossuth, étudiant même les différends qui les séparaient, sans toutefois pouvoir aboutir à autre chose que des «explications» destinées à justifier le gouvernement réactionnaire de son propre temps et sans même s'approcher de la solution scientifique du problème. Notre historiographie actuelle a su définir la clé de voûte des différends entre Széchenyi et Kossuth, à savoir le problème de l'orientation évolutive du capitalisme en Hongrie et du contenu de la transformation bourgeoise-nationale. Széchenyi avait cherché pour l'évolution capitaliste une voie qui, en se rattachant en premier lieu à l'agriculture, aurait garanti l'hégémonie de la grande propriété ; dans ce cas l'évolution capitaliste se fût réalisée par l'application lente des réformes les plus indispensables, sans mettre fin à la dépendance du pays vis-à-vis de l'Autriche. Kossuth par contre fut le champion d'une évolution autonome du capitalisme hongrois, qui impliquait aussi bien la liberté de l'essor industriel que la lutte contre la féodalité et l'exigence de la conquête de l'indépendance nationale. Voilà pourquoi, se fondant sur des critères objectifs, la nouvelle historiographie hongroise peut désormais prendre scientifiquement parti dans le débat Széchenyi—Kossuth. Tout en soulignant avec insistance les mérites de Széchenyi au point de vue du progrès — surtout pendant la première période de son activité — elle s'oppose à notre historiographie précédente, pour affirmer très nettement que la réalisation du programme de Kossuth eût permis un essor incomparablement plus libre et plus rapide de notre évolution nationale-bourgeoise.²⁷

La mise à jour du cours réel et nécessaire de l'évolution qui a conduit du féodalisme au capitalisme nous a permis, après tant d'appréciations fausses et trompeuses émises à leur sujet par l'historiographie hongroise des périodes précédentes, de décrire enfin avec une exactitude scientifique les événements

²⁷ Les études de József Révai présentent l'analyse des questions les plus importantes du développement économique et politique de la période de 1790—1848. (*Kölcsey Ferenc, Kossuth Lajos, Magyar szabadság — világszabadság.* — Liberté hongroise — liberté universelle) publiées dans le volume intitulé : *Marxizmus, népiesség, magyarság.* — Marxisme, populisme, peuple hongrois. Budapest, 1949.) L'étude de l'histoire du mouvement des jacobins hongrois, question négligée pendant un siècle, est également une importante initiative de la part de notre historiographie. (*A magyar jakobinusok iratai* 2—3. köt. — Les écrits des jacobins hongrois. t. 2—3. Publ. par Kálmán Benda. Budapest, 1952.) Une des monographies les plus approfondies consacrée aux mouvements paysans de l'époque est l'ouvrage de Zoltán I. Tóth (*Paraszmozgalmak az Erdélyi Érhegységben 1818-ig.* — Mouvements paysans dans les Munți Apuseni de Transylvanie jusqu'à 1848. Budapest, 1951.) C'est après la libération que notre historiographie se mit à publier les œuvres complètes de Louis Kossuth : les sept volumes publiés jusqu'à présent sous la rédaction d'István Barta se rapportent en partie à l'ère des réformes et en partie à l'histoire des événements de 1848—1849.

révolutionnaires de 1848—1849, appelés à exercer une influence décisive sur l'évolution de presque tout le siècle qui les suivit, comme une révolution bourgeoise dans laquelle la tâche de la suppression du féodalisme se trouvait inséparablement rattachée — comme c'est en général le cas dans les pays vivant sous une oppression étrangère — à celle de la conquête de l'indépendance nationale ; une révolution bourgeoise, dans laquelle le rôle dirigeant avait échoué non à la bourgeoisie industrielle, mais — à l'instar de plusieurs autres pays de l'Europe Orientale — à la noblesse moyenne libérale, assumant les fonctions de la bourgeoisie. Cette dernière circonstance assignait une importance toute particulière à l'étude du rôle des *masses populaires* dans la révolution — étude parfaitement négligée ou traitée avec une aversion non dissimulée par nos historiens des périodes précédentes, puisque cette petite et moyenne noblesse marchant vers le capitalisme, mais d'origine essentiellement féodale, eût été encore moins capable que la bourgeoisie de parvenir par ses propres forces à une attitude résolument anti-féodale. Notre historiographie de la période la plus récente a mis à jour un abondant matériel concernant le rôle assumé par la paysannerie et les catégories les plus pauvres des populations urbaines en tant que bases de masse de la révolution. Elle en a démontré l'importance décisive aux étapes essentielles de la révolution et a établi que la plus importante des causes internes de la défaite de la révolution fut précisément l'insatisfaction de la plupart des revendications anti-féodales de la paysannerie. Soucieux de protéger les intérêts des classes possédantes, le gouvernement révolutionnaire n'est pas allé plus loin au sujet de l'émancipation des serfs décrétée au printemps de 1848, a maintenu intact le régime des grandes propriétés et les autres survivances féodales. C'est en s'appuyant fermement sur ces faits et en se détournant résolument des conceptions chauvines ayant cours naguère que notre historiographie put démontrer que ce furent l'absence de toute solution au problème agraire et la mesquinerie de la politique pratiquée par le gouvernement hongrois à l'égard des nationalités qui permirent à la Cour de Vienne de gagner à sa cause une partie des peuples non-hongrois vivant en Hongrie et de la dresser contre le peuple hongrois et ses frères combattant pour la cause de la révolution.

Cette conception nouvelle de la révolution et de la guerre de libération de 1848—1849 fut complétée par les recherches étendues qui ont mis à jour un abondant matériel nouveau dans de nombreuses archives étrangères, notamment à Vienne et à Londres. Ces documents ont permis de démasquer la trahison et le rôle contre-révolutionnaire de l'aristocratie terrienne ecclésiastique et laïque de Hongrie en 1848—1849 et d'infliger un démenti définitif aux allégations controvérsées, jadis tant rabâchées, concernant le « rôle national » de l'aristocratie. Ils ont, en outre, placé sous un jour nouveau la politique étrangère du gouvernement anglais, visant à la liquidation de la guerre d'indépendance hongroise, à la conservation de l'empire des Habsbourg et au soutien de l'intervention du tsar.

Notre historiographie des périodes précédentes décrivait la quinzaine d'années qui suivit la défaite de la révolution et de la guerre d'indépendance, comme une étape de l'absolutisme de la dynastie des Habsbourg, contre lequel la moyenne noblesse patriotique fut à peu près seule à déployer une résistance. Les récentes recherches ont permis d'établir que cette moyenne noblesse assumant les fonctions d'une bourgeoisie — moyenne noblesse qui avait joué un rôle si important au service du progrès pendant l'ère des Réformes et en 1848 — touchait déjà à son déclin alors et, se dressant contre les masses populaires, devenait une classe de plus en plus hostile au progrès. Aussi sa résistance à l'absolutisme étranger se fit-elle de plus en plus faible, pour aboutir, en dernière analyse, au Compromis de 1867. Il a pu être établi également que l'histoire de ce qu'on appelle « l'ère de l'absolutisme » n'était pas seulement celle des ambitions colonisatrices d'une tyrannie étrangère, mais aussi celle des mouvements démocratiques et d'indépendance sans cesse renouvelés des *masses populaires* et de leurs luttes pour l'achèvement d'une révolution bourgeoise inachevée et étouffée.²⁹ A défaut d'une classe susceptible de conduire la révolution, cette résistance ininterrompue déployée pendant plus de quinze années par le peuple hongrois ne parvint certes

²⁸ Les problèmes de l'histoire de la révolution et de la guerre de l'indépendance de 1848—49 ont exercé un grand attrait sur nos historiographes, comme en témoigne surtout la célébration du centenaire de la guerre d'indépendance.

L'éclaircissement des questions fondamentales sous ce rapport nous devons également à József Révai : voir entre les études déjà mentionnées, les ouvrages suivants : *Marx és a magyar forradalom* (Marx et la révolution hongroise), *Petőfi Sándor* (Alexandre Petőfi) et *48 útján* (Sur la voie de 1848). Parmi les travaux publiés à l'occasion du centenaire le plus important est le recueil intitulé : *Forradalom és szabadságharc 1849—49* (La révolution et la guerre de l'indépendance de 1848—49) avec les études d'Aladár Mód, Győző Ember, Dezső Nemes, Erzsébet Andics, Péter Hanák, Julia Kenyeres, et de József Waldapfel, recueil qui met à jour les problèmes les importants de la révolution et de la guerre de l'indépendance.

Ce sont les études et la publication de sources d'Erzsébet Andics (*A nagybirtokos arisztokrácia ellenforradalmi szerepe 1848/49-ben. II. Iratok.*— Le rôle contre-révolutionnaire de l'aristocratie terrienne en 1848/49. *II. Documents.* Budapest, 1952.) qui, révèlent le rôle contre-révolutionnaire de l'aristocratie terrienne en 1848/49. Les études d'István Barta ont contribué à mieux connaître l'activité de l'éminent chef de la révolution et de la guerre de l'indépendance. Les études suivantes sont consacrées aux problèmes de l'histoire des mouvements paysans, ainsi qu'à la question des nationalités de l'époque : Győző Ember : *Iratok az 1848-i magyarországi parasztmozgalmak történetéhez.* (Documents pour servir à l'histoire des mouvements paysans de 1848/49 en Hongrie.) Budapest, 1951. Erzsébet G. Fazekas : *Az 1849-es és 1868-as nemzetiségi törvény összehasonlítása a történelem haladó erőinek szempontjából.* (Les lois des nationalités de 1849 et de 1868 au point de vue des forces progressives de l'histoire.) *Századok.* 1948., Zoltán I. Tóth : *Kossuth és a nemzetiségi kérdés.* (Kossuth et la question des nationalités en 1848/49.) Publ. dans le recueil : *Emlékkönyv Kossuth Lajos születésének 150. évfordulójára.* (Album commémoratif à l'honneur du 150^e anniversaire de la naissance de Lajos Kossuth.), et Endre Arató : *A cseh és a magyar nép összefogásának hagyományai 1849-ben.* (Les traditions de l'union des peuples tchèque et hongrois en 1849.) *Századok.* 1952.

L'ouvrage d'Éva Haraszi s'occupe des rapports internationaux de la guerre de l'indépendance (*Az angol külpolitika a magyar szabadságharc ellen.*— La politique extérieure anglaise contre la guerre de l'indépendance hongroise. Budapest, 1951.). Plusieurs ouvrages ont examiné l'activité des chefs militaires de la guerre de l'indépendance parmi lesquels se distingue l'œuvre d'Endre Kovács : *Bem József.* Budapest, 1954.

²⁹ Ces questions sont examinées dans le détail par Pál S. Sándor, György Szabad et Antal Vörös, auteurs du recueil intitulé : *Parasztságunk a Habsburg önkényuralom éveiben.* 1849—1869. (Notre paysannerie sous l'absolutisme des Habsbourg. 1849—1867.) Budapest, 1951.

pas à arracher une indépendance nationale complète ou à faire triompher la cause du développement des conquêtes de la révolution, mais devint — conjointement avec certains faits de politique internationale — un facteur décisif dans l'échec de l'absolutisme et dans la réalisation du Compromis, qui constituait, par rapport au régime absolutiste, un pas en avant. Il a donc pu être établi, contrairement aux allégations de l'historiographie des périodes précédentes condamnant 1848 et glorifiant 1867 que, sans 1848 et sans la continuation, par le peuple hongrois, de la lutte pour la cause de 1848, la «solution» de 1867» elle-même n'eût pu se réaliser.

Nous avons même pu signaler, désavouant nos historiens des périodes précédentes qui glorifiaient 1867, que le Compromis, tout en constituant un progrès par rapport à la période d'absolutisme qui l'avait immédiatement précédé — puisqu'il établissait dans le pays des conditions relativement plus favorables au développement du capitalisme — représentait quand même un déclin et une rechute par rapport à 1848, puisqu'il apportait des «solutions» hybrides et incomplètes aux problèmes de la transformation bourgeoise et qu'à maints égards, il provoqua la régression des conquêtes démocratiques de 1848. Une dépendance semi-coloniale vis-à-vis de l'Autriche, de lourdes survivances féodales dans la vie économique et politique du pays et l'établissement brutal d'une «suprématie» hongroise sur les nationalités qui représentaient la majorité de la population du pays : voilà les trois éléments — se rattachant d'ailleurs intimement les uns aux autres — qui formaient l'essentiel du Compromis de 1867, respectivement du régime dualiste qu'il allait inaugurer. Il a donc été possible de mesurer toute la gravité de l'erreur des historiens hongrois qui — si jamais ils critiquèrent le régime issu de 1867 — lui reprochèrent précisément d'avoir fait de la Hongrie un pays beaucoup trop libéral. En réalité, il s'agit précisément du contraire : après le Compromis, l'évolution bourgeoise de notre pays traînait à sa suite le lourd boulet des survivances moyenâgeuses, ce qui rendit son régime faible et chancelant dès ses débuts et contribua essentiellement à maintenir la Hongrie dans un état arriéré.

Notre historiographie de la période la plus récente s'est efforcée avant tout de tirer au clair les problèmes de l'évolution économique du capitalisme, pendant l'ère de l'absolutisme et du dualisme. Ainsi que les recherches monographiques ayant mis à jour des sources abondantes ont permis de constater, la prédominance de l'agriculture par rapport à l'industrie demeura caractéristique de l'économie hongroise même pendant l'ère du capitalisme. Or, comme dans l'agriculture l'hégémonie appartenait à la grande propriété — qui n'abandonnait qu'à bâtons rompus et avec beaucoup de lenteur les méthodes féodales de production pour les méthodes capitalistes — le progrès de l'évolution capitaliste de l'agriculture n'allait pas de pair avec la suppression de la culture extensive et avec le rapide accroissement des forces de production. L'apparition de l'industrie manufacturière fut considérablement retardée ; son essor véri-

table se situe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, c'est-à-dire au moment de l'apparition et de l'avènement de l'impérialisme. Devenu plus robuste, le grand capital hongrois et le capital financier apparu vers le commencement du XX^e siècle se trouvaient sous la dépendance du capital financier autrichien et allemand. Ils étaient, en outre, étroitement liés et en partie unis à la grande propriété et tiraient un profit élevé de l'exploitation des travailleurs appartenant aux minorités nationales.³⁰ Politiquement, ils ne se contentaient donc pas d'ambitionner la conservation des conditions entravant le progrès et constituant l'essentiel du régime dualiste, mais devinrent — s'appuyant en premier lieu sur le capital financier allemand agressif — les dépositaires d'ambitions impérialistes de plus en plus marquées. Ces récentes recherches de notre science historique ont donc permis de broser un tableau parfaitement nouveau de l'ère dualiste et de démentir, à la lumière de faits indiscutables, les nombreuses assertions gratuites de notre historiographie antérieure, celles, par exemple, qui niaient les ambitions impérialistes de la Hongrie ou s'efforçaient de les représenter sous la forme innocente de «naïves chimères».

La mise à jour du cours réel et nécessaire de l'évolution économique et de ses particularités a permis, pour cette étape de notre histoire aussi, de définir avec exactitude et d'étudier sur une base scientifique les tâches *politiques* inscrites à l'ordre du jour de l'histoire. Le capitalisme hongrois traînait à sa suite d'importantes survivances moyenâgeuses qui avaient, dès le milieu du XIX^e siècle, entravé la liberté de son évolution et dont l'influence rétrograde ne fit que s'accroître par la suite. Vers le commencement du siècle, la suppression de ces survivances devint donc une question de vie ou de mort, dans le sens strict du mot. Il s'agissait d'abolir les survivances féodales et, en premier lieu, le régime de la grande propriété, de conquérir l'indépendance nationale et de mettre fin à l'oppression des autres nations, donc, en un mot, d'achever la révolution bourgeoise-démocratique. Or, comme pendant l'ère du capitalisme et surtout depuis l'apparition de l'impérialisme, toutes ces institutions périmées et toutes ces survivances féodales se trouvaient rattachées par des liens inextricables aux formes les plus oppressives et les plus brutales du règne politique et économique du grand capital et du capital financier, la transformation de la lutte contre le grand capital et le capital financier, le passage de la révolution bourgeoise-démocratique en une révolution socialiste devinrent une nécessité objective.

³⁰ A propos de la vingtaine d'années qui succéda à la révolution, une mise au point nouvelle fut élaborée par Emma Léderer : *Az ipari kapitalizmus kezdetei Magyarországon.* (Les origines du capitalisme industriel en Hongrie.) Budapest, 1952. L'ouvrage de Vilmos Sándor (*Nagyipari fejlődés Magyarországon 1867—1900.* — Le développement de la grande industrie en Hongrie 1867—1900. Budapest, 1954.) brosse un vaste panorama de l'histoire économique de l'époque tandis que l'ouvrage de György Ránki et d'Iván Berend qui va bientôt paraître traite la question jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale. Les documents relatifs à la question des nationalités à l'époque du dualisme ont été recueillis par G. Gábor Kemény (*Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarországon a dualizmus korában.* — Documents concernant la question des nationalités en Hongrie sous le système dualiste. I. 1867—1892. Budapest, 1952.)

C'est cette conception que notre historiographie issue du renouveau opposait à celles de notre historiographie antérieure, tendant, en dépit de toute analyse scientifique des faits historiques, à établir la justification, même pour le XX^e siècle, du régime de la grande propriété, de l'union avec l'Autriche et de l'hégémonie hongroise sur les minorités nationales et s'efforçant de rayer de notre histoire nationale toutes les forces qui avaient agi dans un sens contraire, c'est-à-dire les révolutions. Notre science historique issue du renouveau assumait une tâche inédite et considérable. Il s'agissait de mettre à jour l'évolution du mouvement révolutionnaire, depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Il s'agissait de dégager l'histoire et les luttes de la classe ouvrière, l'élément le plus résolu et le plus militant des mouvements révolutionnaires, de cette classe ouvrière que notre historiographie antérieure qualifiait d'élément «antinational» et «sans patrie» toutes les fois qu'elle daignait s'apercevoir de son existence, alors que, dépositaire de la plus grande des tâches nationales de notre histoire, aguerrie dans les luttes héroïques de plusieurs dizaines d'années et riche de l'expérience de ses triomphes comme de ses échecs, la classe ouvrière devint enfin effectivement capable de réaliser sa mission.

Nous sommes loin de vouloir affirmer que notre science historique ait déjà satisfait aux exigences qui découlent pour elle de l'étude de cet immense groupe de problèmes. Nous avons pourtant fait du bon travail et, au cours de ces dernières années, nous avons enregistré d'importants résultats. Ainsi, nous avons dégagé de nombreux aspects du processus de l'apparition et de la croissance de la classe ouvrière, de la polarisation intérieure de la paysannerie et de la formation du prolétariat agricole, ainsi que les conditions d'existence extrêmement dures qui ont favorisé l'exaspération relativement précoce et constamment intensifiée des conflits sociaux et nationaux et la formation d'un mouvement de masse révolutionnaire doué d'un puissant dynamisme. Nous avons mis à jour les premières étapes du mouvement ouvrier hongrois, les luttes de la classe ouvrière pour la création de son parti politique et les différents problèmes de l'apparition et de l'expansion des doctrines socialistes en Hongrie, tout comme les grandes lignes des mouvements des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, caractéristiques pour le commencement du siècle, lorsque les luttes héroïques des déshérités du village étaient déjà stimulées par l'exemple des ouvriers industriels et la puissance des idées socialistes. Nous avons étudié les effets de la première révolution russe de 1905—1907 en Hongrie, ainsi que l'évolution du mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale. Toutes ces recherches ont permis d'établir qu'en dehors de la terreur de plus en plus brutale des classes dirigeantes, le principal obstacle à l'avance triomphale du mouvement ouvrier hongrois doit être recherché dans le fait que le parti social-démocrate, qui était alors le seul parti de la classe ouvrière, tombait dans une mesure sans cesse accrue sous la domination de dirigeants droitiers et opportunistes qui,

n'étaient au fond qu'un appui à l'intérieur du mouvement ouvrier, pour les classes dirigeantes du régime dualiste.³¹

C'est la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, ce triomphe historique d'envergure mondiale sur toutes les formes de l'oppression et de l'exploitation, qui a montré l'issue permettant de surmonter ce lourd obstacle intérieur au développement du mouvement ouvrier hongrois et d'avancer vers la solution des problèmes brûlants du pays tout entier, en gestation depuis des dizaines d'années. Notre science historique a déjà dégagé de nombreux aspects de l'importance extrême du Grand Octobre au point de vue de notre histoire nationale. Elle a établi que la Révolution d'Octobre fut un puissant stimulant et un élément organique de la lutte du peuple hongrois et des autres peuples opprimés vivant dans le même pays pour leur émancipation et qu'elle libéra les énergies créatrices et révolutionnaires des masses populaires. Ce sont ces forces libérées qui renversèrent la monarchie vermoulue des Habsbourg et qui ouvrirent devant les peuples opprimés le chemin du relèvement ; c'est sur ce fondement que se constitua le Parti Communiste, le seul parti conséquemment révolutionnaire de la classe ouvrière hongroise. C'est sur ce fondement que survint, dans notre pays aussi, la révolution socialiste, établissant au pouvoir la classe ouvrière et le peuple travailleur sous la forme de la République Hongroise des Conseils (1919), écrasée par les classes dirigeantes traîtres à la patrie et soutenues par les forces impérialistes de l'extérieur.

Négligeant parfaitement l'étude des faits historiques précis, l'historiographie de la contre-révolution déversa des flots de mensonges et de calomnies

³¹ Les origines de l'organisation de la classe ouvrière en Hongrie ont été examinées par Dezső Nemes, dans un ouvrage ayant le mérite d'avoir frayé de nouvelles voies à cet égard. (*Az Általános Munkásegylet története 1868-1873.* — L'histoire de l'Association Générale des Ouvriers. 1868-1873. Budapest, 1952.) Les documents les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier en Hongrie ont été recueillis par les collaborateurs de l'Institut du Mouvement Ouvrier Hongrois ; jusqu'ici l'Institut a publié les matériaux antérieurs à 1900. (*A magyar munkásmozgalom történetének válogatott dokumentumai.* — Documents choisis à l'histoire du mouvement ouvrier de Hongrie. I. 1848-1890. et II. 1890-1900. Budapest, 1951-1953.) L'ouvrage de Magda Aranyossi s'occupe de la biographie de Léon Frankel, ministre d'origine hongroise de la Commune de Paris, et le célèbre combattant du mouvement ouvrier hongrois (*Frankel Leó.* Budapest, 1952.) L'auteur de l'histoire de la célébration du 1^{er} mai est László Réti (*Magyar május elsejék.* — Histoire de la célébration des premiers mai en Hongrie. Budapest, 1953.) Les mouvements des ouvriers agricoles et de la paysannerie pauvre du tournant du siècle sont dessinés par Péter Simon (*A századforduló földmunkás- és szegény-parasztmozgalmai 1891-1907.* — Les mouvements des ouvriers agricoles et de la paysannerie pauvre au tournant du siècle. 1891-1907. Budapest, 1953.) L'étude de Péter Hanák examine l'effet de la révolution russe de 1905-1907 sur le mouvement ouvrier hongrois (*Az 1905-ös orosz forradalom hatása Magyarországon.* — L'effet de la révolution russe de 1905 en Hongrie. Publ. dans le recueil : *A magyar történetész kongresszus.* — Le Congrès des historiens hongrois. Budapest, 1954.) C'est dans l'ouvrage d'Erzsébet Andics que nous retrouvons la description de l'histoire du mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale, de même qu'un coup d'oeil général sur les tendances principales du mouvement ouvrier de la période de 1848 à 1917. (*A magyarországi munkásmozgalom az 1848-49-es forradalomtól és szabadságharcától az 1917-es Nagy Októberi Szocialista Forradalomig.* — L'histoire des mouvements ouvriers depuis la révolution et la guerre de l'indépendance de 1848-49 jusqu'à la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. Budapest, 1954.)

sur le pouvoir ouvrier en Hongrie. Notre science historique nouvelle ne s'est pas fait faute de dégager les faits et ceux-ci lui permirent d'établir ses conclusions en toute conscience de ses responsabilités devant la science. Nous ne voulons pas énumérer ici tous les résultats convaincants, tirés des publications concernant la République Hongroise des Conseils et éclairant son œuvre, grandiose malgré sa brève durée, dans le domaine de la transformation intérieure et de l'édification économique, sociale et culturelle. Nous nous bornerons ici à ne signaler qu'un seul problème. L'historiographie et le journalisme de la période contre-révolutionnaire qui suivit l'écrasement de la République des Conseils s'efforcèrent de stigmatiser le premier pouvoir populaire des ouvriers et des paysans hongrois avant tout comme un gouvernement anti-patriotique et trahissant les intérêts nationaux, par opposition à la contre-révolution représentée comme une tendance authentiquement nationale. Le dépouillement large et scrupuleux des faits justifie cependant la conception, proclamée par les représentants du progrès déjà sous l'oppression contre-révolutionnaire, que ce furent précisément la République des Conseils et le peuple en lutte pour la maintenir qui protégèrent les intérêts nationaux. Les ouvriers et les paysans hongrois défendirent leur pays les armes à la main et rejetèrent l'intervention des puissances étrangères dans les conditions extrêmement graves par lesquelles s'était soldée la défaite du pays dans la première guerre mondiale et au milieu d'efforts inouïs visant à la réorganisation intérieure du pays, alors que l'activité des politiciens de la grande propriété et du grand capital, autant de soi-disant champions de l'idée nationale, se résumait à obtenir, à n'importe quel prix, l'intervention la plus rapide et la plus brutale possible des puissances étrangères.³²

Guidée par l'idéal de la solidarité internationale des travailleurs, ce fut donc en réalité la classe ouvrière hongroise qui maintint haut et défendit le drapeau des intérêts nationaux, alors que les classes dirigeantes, surchargeant leur phraséologie nationaliste jusqu'au chauvinisme extrême, se firent ouvertement les traîtres aux intérêts nationaux. Pendant les dizaines d'années qui suivirent, l'internationalisme de la classe ouvrière devait demeurer étroitement

³² En ce qui concerne la véritable histoire de la République Hongroise des Conseils, on doit attacher une importance particulière à l'ouvrage de Mátyás Rákosi (*A Kommunisták Magyarországi Pártjának megalakulása és harca a proletárforradalom győzelméért. A Magyar Tanácsköztársaság.* — La formation du Parti des Communistes de Hongrie et sa lutte pour la victoire de la révolution prolétarienne. La République Hongroise des Conseils. Budapest, 1953.) Erzsébet Andics, Dezső Nemes et László Réti examinent dans leurs études les importants problèmes de l'histoire de la République Hongroise des Conseils. Le recueil d'études portant le titre : *A Magyar Tanácsköztársaság hősi küzdelmei* (Les luttes héroïques de la République Hongroise des Conseils) se rapporte à l'activité déployée par la République des Conseils dans le domaine de la défense nationale. Les documents les plus importants sont publiés dans le recueil intitulé : *A Magyar Tanácsköztársaság 1919.* (La République Hongroise des Conseils 1919.) Budapest, 1949—1950. Par la publication de différents études et articles, la revue historique *Századok* a également contribué à l'examen de l'histoire de la République des Conseils.

uni à son patriotisme ; de même, le régime contre-révolutionnaire, placé au pouvoir par l'intervention étrangère qui avait étranglé la République des Conseils devait jusqu'au bout porter les stigmates de ses origines.

Ce fut, pour une large part, la conscience de ses origines sans gloire qui amena l'historiographie de l'ère contre-révolutionnaire à invoquer « l'absence de tout recul historique », à s'abriter derrière la théorie soi-disant impartiale de l'impossibilité de l'analyse historique du proche passé et à se refuser obstinément à toute investigation de la période consécutive à la première guerre mondiale. Notre nouvelle science historique s'engagea dans une autre voie : elle entreprit l'étude des principaux problèmes historiques des dernières dizaines d'années à la faveur des sources très abondantes qui venaient d'être mises à jour. Les résultats provisoires de ces recherches font déjà nettement voir que le régime contre-révolutionnaire de Hongrie a été une *variété particulière de dictature fasciste*. Son caractère essentiellement fasciste est démontré par le fait que, se faisant le porte-parole des intérêts des milieux dirigeants de la grande propriété et du capital financier les plus résolument opposés au progrès, il réduisit au minimum, voire supprima les droits et les libertés civiques déjà auparavant assez maigres en Hongrie, intensifia à l'extrême l'oppression des classes laborieuses et, avant tout, celle de la classe ouvrière et, exaspérant encore davantage la propagande chauvine des périodes précédentes, institua une persécution raciale non déguisée — le tout amalgamé avec un antisoviétisme fanatique. Les traits particuliers du fascisme hongrois résultaient du fait qu'il lui avait fallu prendre la succession d'une révolution ouvrière victorieuse, sur un sol tout particulièrement instable pour lui, dans un pays où le régime de la grande propriété féodale se maintenait toujours, tout comme — encore que sous des formes modifiées — la dépendance par rapport au capital financier étranger, mais où, par contre, les classes dirigeantes avaient perdu la propriété des territoires habités par des peuples non-hongrois et le privilège d'exploiter les travailleurs appartenant aux minorités nationales, qui avaient constitué l'une des assises les plus importantes de leur pouvoir économique et politique de naguère. Tout cela donnait lieu — s'écartant légèrement du fascisme allemand — à une certaine prudence du fascisme hongrois dans le domaine de la démagogie sociale, à un certain attachement à des institutions vieilles et périmées, à une idéologie fortement teintée de cléricisme et unie à celle du nationalisme, à un révisionnisme chauvin tendant au rétablissement de son hégémonie sur les peuples non-hongrois, à un pseudo-parlementarisme tendant à sauvegarder l'apparence des formes politiques du libéralisme, à l'intégration de la social-démocratie de droite dans le cadre du régime, ainsi qu'à bien d'autres éléments caractéristiques encore.

Des résultats appréciables s'inscrivent à l'actif de notre science historique en ce qui concerne l'histoire économique de l'ère de la contre-révolution. Il s'agit, en particulier, de la mise à jour des attaches avec le capital financier

étranger, qui ont assis dans notre pays, vers 1920, l'influence prédominante des monopoles anglais, français et américains, puis, à la suite de la grande crise mondiale de 1929 à 1933, qui s'est fait très lourdement sentir en Hongrie, surtout celle du capital des monopoles de l'Allemagne fasciste. Ce processus a déterminé, ainsi que le font ressortir certains travaux récents, l'orientation des classes dirigeantes de Hongrie en matière de politique étrangère, tendant d'abord vers les puissances occidentales — notamment l'Angleterre et l'Italie fasciste — pour se fixer enfin, après 1935, aux côtés du fascisme allemand, si proche du fascisme hongrois et si agressif, qui devait finir par entraîner notre pays dans la deuxième guerre mondiale, en tant que satellite du militarisme allemand. L'orientation occidentale revécut d'ailleurs au cours des dernières années de la deuxième guerre mondiale, sous la forme de la « politique de l'escarpolette », de triste mémoire, qui devait aboutir, sans ouvrir une issue, à prolonger la souffrance dans laquelle la guerre avait plongé notre peuple.³³

Ce furent la classe ouvrière et ses chefs autorisés qui devaient indiquer l'issue permettant de sortir de la guerre et de toute l'ère de la contre-révolution, semée de lourdes épreuves. Notre historiographie considère, en effet, que la période consécutive à l'écrasement de la République des Conseils fut non seulement celle de la contre-révolution et du fascisme, mais aussi celle d'une lutte antifasciste inlassable, encore que menée par le peuple travailleur et la classe ouvrière de Hongrie dans des conditions pires que toutes celles qui avaient existé auparavant. Or, cette force dirigée par le Parti Communiste ayant su retenir les enseignements essentiels du passé et élaborer l'analyse exacte des conditions particulières de la Hongrie fut l'ennemie inexorable du régime fasciste et devint par la suite, après la libération de la Hongrie par l'Armée Soviétique,

³³ Un recueil de sources relatives au commencement du régime contre-révolutionnaire a été publié sous la rédaction de Dezső Nemes (*Az ellenforradalom hatalomrajutása és rémuralma Magyarországon 1919—1921.* — L'avènement et le régime de terreur de la contre-révolution en Hongrie. 1919—1921. Budapest, 1953.) C'est à la première moitié de l'époque que se réfère l'ouvrage d'Erzsébet Andics : *Ellenforradalom és bethleni konszolidáció.* (Contre-révolution et la consolidation créée par I. Bethlen.) Budapest, 1945. L'étude de László Réti rend compte du pacte du gouvernement et des sociaux-démocrates (*A Bethlen—Peyer paktum.* — Le pacte de Bethlen avec Peyer. Budapest, 1951.) Les ouvrages suivants s'occupent des luttes du Parti des Communistes de Hongrie, du rôle de la réaction cléricale, de la pénétration du capital étranger dans le pays, de l'effet de la crise mondiale de 1929 à 1933 sur la Hongrie, et de la politique étrangère du régime contre-révolutionnaire. (M^{me} A. Balla : *Dokumentumok a Kommunizták Magyarországi Pártjának harcairól.* — Documents relatifs aux luttes du Parti des Communistes de Hongrie. Századok, 1953 ; Sallai Imre és Fürst Sándor élete és mártírhalála. — La vie et le martyre d'Imre Sallai et de Sándor Fürst. Budapest, 1952 ; Béla Balázs : *A klerikális reakció a Horthy-fasizmus támasza 1919—1930.* — La réaction cléricale, appui du régime fascista de Horthy. 1919—1930. Budapest, 1953 ; György Magos : *Az amerikai imperialisták szerepe a Horthy-fasizmus stabilizálásában, 1924—1929.* — Le rôle des impérialistes américains dans la stabilisation du régime fasciste de Horthy 1924—1929. Századok, 1952 ; Miklós Incze : *A néptömegek helyzete Magyarországon az 1929—1934. évi gazdasági válság idején.* — La situation des masses populaires en Hongrie dans la période de la crise économique de 1929—1934. Századok, 1953 ; László Zsigmond : *Adalékok a magyar ellenforradalmi rendszer külpolitikájához 1929—1945.* — Contributions relatives à la politique étrangère du régime contre-révolutionnaire hongrois. 1929—1945. Budapest, 1953.)

le guide de notre transformation démocratique et de notre relèvement national.³⁴ Notre science historique a déjà entrepris, au cours de ces dernières années, l'étude de l'histoire de la Libération et de la démocratie populaire hongroise. Grâce à la mise à jour d'une large documentation, embrassant non seulement les sources centrales, mais aussi les sources régionales et locales et aussi à de nombreuses recherches de détail, grâce au concours de nombreux historiens, elle enregistre d'ores et déjà des résultats qui, tout en étant pour le moment modestes, annoncent une riche moisson. Elle peut persister dans cette voie, car l'historiographie progressiste n'a aucune raison de se refuser à l'investigation du proche passé ou de craindre la sincérité dans la mise à jour de l'histoire de son temps.³⁵

*

La place nous manque pour exposer ici dans le détail tous les résultats à l'actif de notre branche scientifique ou de faire connaître les travaux qui matérialisent ces résultats. Nous tenons cependant à signaler ici certains ouvrages d'envergure, réalisés par l'effort collectif de nos historiens, ouvrages qui ont inauguré des formes nouvelles de la collaboration entre savants, ont fait connaître et aimer les avantages du travail collectif et contribué à établir et à consolider l'homogénéité des principes de notre historiographie.

L'un des résultats les plus importants qui s'inscrivent dans ce domaine à l'actif de notre historiographie fut la rédaction du texte des manuels d'enseignement universitaire. Quatre volumes ont jusqu'à présent été achevés de cette série qui en comprendra six, embrassant l'histoire de notre peuple depuis le IX^e siècle jusqu'à 1918. Cette nouvelle synthèse de l'histoire de Hongrie est le fruit des efforts déployés pendant plusieurs années par un large collectif de chercheurs.³⁶ Rédigés sous les auspices de l'Institut d'Histoire de l'Académie

³⁴ Nos historiens se mirent déjà à étudier l'histoire des années postérieures à la Libération. C'est l'histoire de la Libération qui est représentée par la monographie de Dezső Nemes (*Magyarország felszabadulása*. — La Libération de la Hongrie. Budapest, 1955.) Les documents ayant trait à la Libération ont été publiés dans un recueil d'études spécial. (*Felszabadulás. 1944 szeptember — 1945 április 4. Dokumentumok*. — La Libération. Septembre 1944 — le 4 avril 1945. Documents. Budapest, 1955. Réd. par László Deér, Mária Mayer et Éva Szabó. Budapest, 1955.) Un recueil d'études sera publié encore cette année où nos historiographes examineront les problèmes les plus importants de l'histoire d'après la Libération.

³⁵ C'est ici qu'il nous faut mentionner que les ouvrages synthétiques popularisant notre science ont de beaucoup contribué à la propagation et à l'enracinement de la conception moderne et progressive de l'histoire. Tels sont les ouvrages suivants : Aladár Mód : *400 év küzdelem az önálló Magyarországért* (400 ans de luttes pour la Hongrie indépendante), sorti en plusieurs éditions et le recueil intitulé : *A magyar nép története. Rövid áttekintés*. (L'histoire du peuple hongrois. Brève synthèse), qui est à sa troisième édition et dont les auteurs sont : Gusztáv Heckenast, Miklós Ince, Béla Karácsonyi, Lajos Lukács et György Spira. Les éditions populaires de la Société d'Histoire Hongroise ont également rendu un bon service.

³⁶ *Magyarország története* (Histoire de Hongrie) (manuel universitaire) t. I/1. jusqu'à 1526. Auteurs : Erik Molnár, Emma Lederer, György Székely, Lajos Elekes. t. I/2. jusqu'à 1790. Auteurs : István Sinkovits, Tibor Wittmann, Gusztáv Heckenast, Győző Ember, Imre Wellmann, Éva H. Balázs. t. II/1. 1790 — 1849. Auteurs : Zoltán Varga, Endre Arató, Gyula Mérei, György Spira. t. II/2. Jusqu'à 1918. Auteurs : Lajos Lukács, Pál Zsigmond Pach, Pál S. Sándor, Ilona Pálffy, Péter Hanák, Edit Vincze, Tibor Erényi, Vilmos Sándor, Zoltán I. Tóth, Ervin Pamlényi.

Hongroise des Sciences, ces manuels ne se bornent pas à récapituler le matériel déjà connu, mais mettent à profit, dans la plupart des domaines, le fruit de recherches récentes, d'envergure souvent monographique. Les volumes déjà achevés dépassent incontestablement toute réalisation antérieure ; aussi bien pour la matière qu'ils renferment que pour les considérations qui ont présidé à leur rédaction.

Publié à l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance de Louis Kossuth, le recueil d'études offert à la mémoire de cet homme d'État est né également des travaux conjoints d'un large collectif d'historiens. Fondées sur de larges recherches, sur des documents d'archives jusqu'à présent inédits et sur des sources déjà publiées, mais insuffisamment exploitées, les études groupées dans cet ouvrage constituent une importante contribution à une vue d'ensemble authentique de l'activité de Kossuth et de l'histoire de la guerre d'indépendance. Les études contenues dans ce recueil suivent l'activité de Kossuth et ses luttes contre l'oppression féodale et coloniale depuis l'ère des Réformes et offrent un portrait très complet de Louis Kossuth, chef de la guerre de libération de 1848—1849.³⁷

Le Congrès des Historiens Hongrois de juin 1953 fut une importante revue des forces de la nouvelle science historique hongroise. Les conférences de ce congrès définirent l'esprit nouveau qui anime notre historiographie depuis la Libération et résumèrent les résultats auxquels elle est parvenue. Elles avaient pour sujet l'histoire de nos luttes pour la défense de l'indépendance nationale, les diverses étapes des luttes des masses populaires, ainsi que les traditions nées des luttes menées aux côtés des peuples voisins et amis et les relations historiques mutuelles d'entre ces peuples. La présence des délégations d'historiens de l'Union Soviétique et des pays voisins de la Hongrie, de même que l'aide appréciable qu'elles ont offerte à notre science historique, n'ont fait qu'ajouter à l'importance de cette manifestation. Ce congrès marquait en même temps une importante étape dans la voie du resserrement de nos relations internationales.³⁸

³⁷ *Emlékkönyv Kossuth Lajos születésének 150. évfordulójára.* (Album commémoratif à l'honneur du 150^e anniversaire de la naissance de Louis Kossuth.) t. 1—2. Budapest, 1952. Intr. József Révai ; Domokos Kosáry : *Kossuth Lajos harca a feudális és gyarmati elnyomás ellen* (La lutte de Louis Kossuth contre l'oppression féodale et coloniale) ; István Sinkovics : *Kossuth az önálló pénzügyek élén* (Kossuth à la tête des finances autonomes) ; József Balázs — József Borus — Kálmán Nagy : *Kossuth a forradalmi honvédelem szervezője* (Kossuth, organisateur de la défense nationale révolutionnaire) ; Imre Révész : *Kossuth és a Függetlenségi Nyilatkozat* (Kossuth et la Déclaration d'Indépendance) ; Erzsébet Andics : *Kossuth harca az árulók és megalkuvók ellen a reformkorban és a forradalom idején* (Kossuth en lutte contre les ennemis des réformes et de la révolution) ; György Spira : *Kossuth Lajos forradalmi szövetsége a radikális baloldallal és a népi tömegekkel* (L'alliance de Louis Kossuth avec la gauche radicale et les masses populaires) ; Zoltán I. Tóth : *Kossuth és a nemzetiségi kérdés 1848—49-ben* (Kossuth et la question des nationalités en 1848—49) ; Gyula Szekfü : *Az öreg Kossuth. 1867—1894.* (Le vieux Kossuth. 1867—1894.) ; Lajos Vayer : *Kossuth Lajos az egykorú művészetben* (Louis Kossuth dans l'art de l'époque).

³⁸ Cf. le recueil des documents relatifs aux travaux du Congrès : *A magyar történetészkongresszus. 1953. június 6—13.* (Le Congrès des historiens Hongrois.) Budapest, 1954.

Le résumé que nous venons d'esquisser du bilan scientifique de notre historiographie comporterait de graves lacunes si nous ne tentions pas d'exposer les sources essentielles de nos résultats.

Ces derniers s'expliquent, pour une part décisive, le réaménagement de notre science historique sur un fondement *théorique* nouveau, ainsi que par l'assimilation et l'application de plus en plus large et efficace du matérialisme historique en tant que théorie scientifique offrant le reflet le plus fidèle de la réalité historique. Point n'est besoin d'insister ici sur l'importance primordiale de cet élément, puisque ce que nous avons dit plus haut au sujet des problèmes de principe et de thématique éclaire déjà de plus d'un côté le pouvoir fécondant et l'efficacité de la théorie et de la méthode du matérialisme historique. Dans la création des nouvelles assises théoriques de notre historiographie, nous avons bénéficié de l'aide considérable qui nous était offerte par les ouvrages capitaux des auteurs classiques du socialisme scientifique, par leurs observations et indications de principe concernant l'histoire universelle et celle de Hongrie, ainsi que par l'historiographie soviétique, dont les ouvrages nous ont permis de nous familiariser avec les exemples fort instructifs de l'application du matérialisme historique et d'y puiser la juste solution de problèmes théoriques fondamentaux. Cette initiation à la théorie scientifique et à son application concrète la plus avancée, la science historique soviétique a été une véritable révélation pour nombre de nos historiens anciens et distingués et a considérablement favorisé leur essor créateur.

Les relations d'amitié sans cesse plus serrées et plus fructueuses qu'ils ont pu établir avec les historiens des pays amis ont également été d'un très grand secours pour les historiens hongrois. Ces relations n'élargissent pas seulement leur horizon historique, mais leur permettent en outre de mener à bonne fin des entreprises beaucoup trop importantes pour que la science historique hongroise puisse s'en charger seule. Nous citerons ici, à titre d'exemple, le projet de la grande monographie intitulée «Le développement du capitalisme dans la monarchie des Habsbourg (Autriche—Hongrie)», qui sortira des efforts conjugués d'historiens autrichiens, tchécoslovaques, polonais, ukrainiens, roumains et hongrois. Il y a aussi d'autres travaux entrepris en commun, comme par exemple les recueils d'études, consacrées, d'une part, à l'influence internationale de la révolution russe de 1905, d'autre part, aux répercussions du hussitisme à l'étranger ; ces deux volumes vont bientôt paraître.

Guidée par l'esprit qui caractérise sa théorie progressiste, notre science historique apporte une attention et une rigueur scientifique profondes à l'examen scrupuleux de la documentation la plus étendue possible concernant *les faits* historiques. La mise à jour des sources de documentation et le recours à des sources jusqu'à présent inconnues contribuent donc pour beaucoup à nos résultats. Après la Libération, des documents d'archives précieux, voire indispensables pour certaines recherches historiques spécialisées devinrent accessibles

aux chercheurs, alors qu'auparavant ils avaient été parfaitement inaccessibles. On sait que la démocratie populaire hongroise a supprimé le régime de la grande propriété, nationalisé les grandes banques et les grandes entreprises. Cela ouvrit à la science historique l'accès à des sources jadis jalousement gardées. Nous sommes désormais à même de tirer parti du matériel des archives des grandes familles aristocratiques de Hongrie, comme les Eszterházy, les Batthyányi, les Festetich, les Károlyi, les archiducs Habsbourg ayant vécu en Hongrie, etc. Nous utilisons également les documents d'archives des grandes banques et des grandes entreprises, comme la Banque Commerciale Hongroise de Budapest, le Crédit Général de Hongrie, la S. A. des Charbonnages de Salgotarján, la S. A. des Charbonnages Généraux de Hongrie, la Compagnie de Navigation Danubienne, les Usines Manfred Weiss, etc., documents sans lesquels il serait impossible même d'envisager tout travail digne de ce nom dans le domaine de l'histoire de l'économie. Nos archives ont recueilli, classé et rendu accessible aux chercheurs tout le matériel d'archives conservé, provenant des autorités et des institutions de l'ère du dualisme et de celle de la contre-révolution. En vertu d'une convention conclue avec l'Église, rien n'empêche désormais nos historiens d'entreprendre des recherches dans les archives ecclésiastiques, contenant des documents précieux au point de vue de l'histoire. Rien n'atteste mieux l'enrichissement considérable des sources que la récente création de deux archives centrales nouvelles — les Archives Économiques Centrales et celles de l'Institut Hongrois pour le Mouvement Ouvrier — et le fait que, depuis la Libération, les anciennes Archives Nationales se sont enrichies d'une masse de documents représentant plus de 10 000 mètres courants et de plus de 16.000 chartes datant du moyen-âge. La filmothèque des Archives Nationales accuse le même accroissement rapide, puisque le filmage des fonds les plus importants d'archives hongroises et étrangères l'a enrichie d'environ 3,5 millions de films. Au moyen d'échanges de films et de livres, nos instituts d'histoire entretiennent par ailleurs des relations de plus en plus suivies avec les établissements analogues et les savants de plusieurs pays.

L'accès aux sources nouvelles, naguère fermées à la recherche scientifique, a permis à nos historiens de rectifier de nombreuses conclusions établies par l'historiographie ancienne qui s'étaient avérées erronées et d'ouvrir des domaines entièrement nouveaux à la recherche scientifique.

En analysant la source de nos résultats, nous devons souligner la création d'un cadre institutionnel solide pour le développement de notre science historique, sous la forme d'organisations nouvelles ou ressuscitées et d'instituts scientifiques. Pour n'en citer que les plus importants, nous avons réorganisé la Société d'Histoire Hongroise, société d'un passé mémorable, l'État a créé l'Institut d'Historiographie de l'Académie des Sciences de Hongrie, on a assisté à la constitution de l'Institut Hongrois pour le Mouvement Ouvrier, de l'Institut d'Histoire Militaire, ainsi qu'à celle de plusieurs établissements spécialisés dans l'histoire

locale, comme l'Institut Scientifique de Transdanubie à Pécs, les Facultés d'Histoire des Universités de Budapest et de province et ainsi de suite. La direction et la coordination de l'ensemble de l'activité déployée dans le domaine de la science historique appartiennent, sur le plan de la théorie et, en partie, sur celui de l'organisation, à l'Académie des Sciences de Hongrie réorganisée ou, plus exactement, à la section des sciences sociales et historiques de l'Académie.

L'essor de notre science historique se traduit non seulement par les résultats qu'elle a atteints dans le domaine de la théorie, de la thématique et de l'organisation, mais aussi par l'important accroissement du nombre des chercheurs. Il n'y a jamais eu en Hongrie un nombre comparable à celui d'aujourd'hui d'adeptes actifs de notre discipline scientifique. Les sections de la Société d'Histoire Hongroise qui groupent les chercheurs actifs spécialisés aux différentes époques, totalisent quelque 350 membres. Un nombre bien plus grand que jamais de ces historiens font partie d'institutions scientifiques et sont libres, précisément pour cette raison, de consacrer, conformément à leur vocation, le plus clair de leurs forces à une activité scientifique.³⁹

Parmi les adeptes actifs de la science historique, on retrouve aussi bien les savants de la génération aînée dont les noms étaient, bien avant la deuxième guerre mondiale, connus au delà des frontières de notre pays que les jeunes historiens formés aux universités de la démocratie populaire. La plupart de nos historiens anciens sont venus prendre une part active au travail et il ne s'en est trouvé qu'un ou deux à peine qui eussent préféré s'expatrier. Qu'ils eussent été d'inspiration matérialiste ou idéaliste au début de leur carrière, les meilleurs d'entre eux sont désormais unis au service de la science — ce qui signifie au service du peuple — et dévoués à celui de nos objectifs nationaux communs.

Rien n'illustre mieux la coopération amicale et féconde qui unit les historiens naguère partisans de conceptions très différentes que la liste des rédacteurs et des auteurs de nos revues spécialisées, comme *Századok*, le Bulletin de la section des sciences sociales et historiques de l'Académie, *Hadtörténeli Közlemények*, *Levéltári Közlemények* et les *Acta Historica*, qui paraissent dans les grandes langues. Que l'on regarde aussi, à ce même point de vue, la collectivité intimement unie qui assume, à nos universités et dans le cadre de l'institutions de l'aspiranture, la charge de l'enseignement, ainsi que la liste des historiens membres de l'Académie et titulaires des grades scientifiques les plus élevés.

Malgré son augmentation très considérable par rapport au passé, le nombre de nos historiens ne suffit cependant toujours pas pour satisfaire à l'intérêt

³⁹ Des 350 historiens y mentionnés les 25% travaillent aux divers instituts scientifiques, 37% aux universités et aux écoles supérieures, 13% aux archives, et les autres travaillent aux écoles secondaires ou ailleurs.

sans cesse croissant dont notre peuple entoure actuellement les problèmes de son propre passé national. Voilà pourquoi des efforts considérables sont faits pour élargir encore davantage le cercle des chercheurs. Nous essayons notamment d'attirer à cette activité les talents vivant en province qui, naguère abandonnés à eux-mêmes, s'étiolaient sans aucun profit pour la science. Le progrès de nos universités de province emboîte le pas à celui de Budapest et, dans les centres culturels les plus importants de pays, nous avons déjà constitué les groupes locaux de la Société d'Histoire Hongroise, avec la mission de grouper les historiens locaux et de soutenir leurs efforts. Les recherches d'histoire locale se poursuivent sur des bases toujours plus larges, avec le concours des historiens locaux et des enseignants des écoles ; les organes locaux du Front Populaire Patriotique et les autorités publiques soutiennent d'ailleurs également cette activité de haute importance.

En vue d'assurer aux historiens de demain une formation scientifique solide, des efforts considérables sont faits pour élever le niveau de l'enseignement universitaire. Voici quelques années, nous avons, à ce même effet, mis sur pied l'institution de l'aspiranture, permettant à de nombreux jeunes gens doués, en possession de leur diplôme universitaire, de se préparer, exempts de tout souci matériel et de tout autre travail, à leur carrière scientifique et de se consacrer à la rédaction de leur thèse, sous la direction de nos meilleurs savants.

En examinant les causes de l'essor de la science historique en Hongrie, force nous est de parler enfin, mais non en dernier lieu, du peuple, auteur et public véritables de l'histoire, source de tout travail producteur, et signaler ses immenses progrès culturels.

Le peuple hongrois s'est de tout temps intéressé à l'histoire et aux grandes corrélations susceptibles d'éclairer les tournants de son destin, mais les possibilités qu'il avait de satisfaire cet intérêt étaient fort exigües. Les ouvrages de notre historiographie des périodes précédentes ne parvenaient, en général — et encore d'une manière partielle — qu'à des catégories sociales fort limitées. En raison des conceptions qui avaient présidé à leur rédaction — et c'est là le fait le plus important — ils étaient pour la plupart impropres à fournir des réponses adéquates aux questions qui préoccupaient les larges masses de la nation.

Ayant inauguré des perspectives nouvelles devant le progrès scientifique, la transformation survenue en Hongrie il y a dix ans, ainsi que celles qui s'y poursuivent depuis cette époque ont ouvert des possibilités inédites à l'évolution des rapports entre auteur et lecteur, entre chercheur et public. Elles ont, avant tout, profondément intensifié les aspirations culturelles des masses les plus larges, développé leur sens politique et leur intérêt pour les perspectives de l'évolution sociale et les résultats les plus marquants des sciences sociales. Cet intérêt, dont il est quasi possible de mesurer le développement en largeur et en profondeur, garantit aux adeptes contemporains de la science historique en Hongrie

une base sociale plus solide que jamais. Il fournit une constante impulsion à leur activité et les rend plus exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes.

Les chiffres, notamment ceux indiquant les tirages des ouvrages publiés, ne peuvent rendre sensible une évolution de ce genre que d'une manière très incomplète. Il ne sera pourtant certainement pas sans intérêt de signaler qu'en Hongrie, pays si petit qu'on y voyait naguère rarement un ouvrage historique paraître à plusieurs milliers d'exemplaires, on édite à présent chaque année de nombreuses publications renfermant les derniers résultats des recherches et tirés à 5 000, à 10 000 et encore davantage d'exemplaires.⁴⁰

Ce simple détail permet de comprendre que, dans la Hongrie actuelle, le cercle relativement restreint des spécialistes est loin d'être le seul à s'intéresser aux recherches les plus récentes de la science historique.⁴¹

L'accroissement de l'intérêt général a imprimé un nouvel essor à certains genres jusque-là négligés, abandonnés ou à peine cultivés. La littérature de propagande et de vulgarisation scientifique s'est enrichie de plusieurs variétés nouvelles. Certaines de ces dernières récapitulent des connaissances scientifiques sous la forme d'une compilation. D'autres, plus recherchées et aussi plus efficaces, exposent des résultats scientifiques nouveaux, issus de recherches indépendantes et le font d'une manière hautement scientifique, mais à la portée de tout le monde. Parmi les variétés nouvelles de la littérature de vulgarisation scientifique citons la publication des sources sous une forme populaire, récapitulant d'une manière exacte, mais accessible à tout le monde les documents essentiels de tel ou tel important événement historique. Les tentatives entreprises jusqu'à présent permettent de constater que cette variété peut prétendre de bon droit à l'intérêt général.

Tout en permettant d'entrevoir l'extension de l'intérêt du grand public, ces faits ne rendent pas compte du retentissement accru des résultats de la science historique. Celui-ci ressort d'une manière plus sensible des chiffres

⁴⁰ Au cours des dix dernières années, seule la maison d'édition «Szikra» a édité 41 ouvrages consacrés au mouvement ouvrier de Hongrie, imprimés au total en 1 235 400 d'exemplaires. L'ouvrage intitulé : *A magyar nép története. Rövid áttekintés.* (L'histoire du peuple hongrois. Brève synthèse.) en est, en l'espace de trois ans, à sa troisième édition. Toutes les trois éditions se sont épuisées, en un laps de temps très bref.

⁴¹ Ce fait ressort clairement de la stratification sociale des abonnés de la revue historique «Századok». Parmi les institutions qui s'abonnent à la revue, on trouve outre les bibliothèques scientifiques, les écoles supérieures et les écoles secondaires, des maisons culturelles, des bibliothèques populaires, des économies d'État, des coopératives de production, des entreprises minières, etc. Dans le rang des abonnés privés, outre les spécialistes — historiographes et pédagogues — il y en a d'autres intellectuels aussi, de même que de différentes personnes qui s'intéressent des questions de l'histoire. En réalité le nombre des personnes qui ne sont pas spécialistes sous ce rapport, mais qui s'intéressent aux articles publiés dans la revue, est de beaucoup plus grand que ne le montre, à cause du tirage réduit, la répartition des abonnés. Il est à noter sous ce rapport l'intérêt qui se manifeste en connexion avec les tirages à part des articles les plus importants de la revue. Ces tirages à part sont publiés comme série indépendante portant le titre : *A történettudomány kérdései* — Questions d'histoire — et dont le nombre des exemplaires vendus pour la plupart aux personnes qui n'y sont pas spécialistes, dépasse de beaucoup celui de la revue.

illustrant la circulation des ouvrages d'histoire dans les bibliothèques. Les lecteurs manifestent un intérêt tout à fait remarquable aux ouvrages d'ensemble — malheureusement, pas assez nombreux pour le moment — ainsi qu'à certains livres révélant d'une manière limpide les problèmes les plus importants, les grands tournants et les corrélations essentielles de l'histoire nationale. Les expositions historiques, en premier lieu celles organisées par les musées et les archives à l'occasion d'importants anniversaires historiques, ne cessent d'attirer un public très nombreux. C'est ainsi que l'exposition organisée à l'occasion du 250^e anniversaire de la guerre libératrice de Rákóczi totalisa à Budapest 70 000 visiteurs. Les expositions permanentes sont aussi très fréquentées ; les musées de l'Institut pour le Mouvement Ouvrier, qui groupent une intéressante documentation concernant l'évolution du mouvement ouvrier hongrois et international et les luttes des partis communistes jouissent d'une très grande popularité, puisqu'ils ont jusqu'à présent été visités par 2 100 000 personnes.

Le concours de la presse garantit un rayon d'action encore plus considérable que tous les moyens que nous venons d'examiner. A l'occasion des grands anniversaires historiques d'intérêt national, qui sont pour ainsi dire, des fêtes nationales, et à d'autres occasions aussi, la presse consacre une large place aux conclusions essentielles de la science historique.

Au point de vue de la diffusion des connaissances historiques et de la culture du sens historique, une importance considérable doit être assignée au fait que les événements de l'histoire prennent une place tout à fait remarquable parmi les sujets de romans et de pièces de théâtre, qu'ils servent à inspirer des films et des créations artistiques, c'est-à-dire des oeuvres s'adressant aux masses les plus larges. Au cours des dernières années, de nombreuses oeuvres littéraires importantes ont retracé le soulèvement paysan dirigé par György Dózsa et la vie de Miklós Zrínyi, de même que les luttes de 1848—1849 et de 1919. Des films très applaudis ont évoqué la guerre de libération de Rákóczi, la révolution de 1848—1849, ainsi que d'autres événements et problèmes du proche passé et de la période actuelle.

Pour satisfaire cet intérêt accru, l'on ne saurait naturellement pas se passer de la force que représente la parole directe. Le vieil usage des conférences et des réunions professionnelles, s'adressant naturellement à un milieu restreint ne pouvait naturellement pas suffire à cette tâche. Tout en maintenant et même en développant encore davantage les réunions et les conférences réservées aux spécialistes, on a compris la nécessité d'organiser des conférences s'adressant directement à des catégories plus larges d'amateurs. Voilà pourquoi s'est constitué, il y a quelques années, la section des conférences de la Société d'Histoire Hongroise dont les membres, pour la plupart des enseignants, se sont donné la mission d'exposer aux travailleurs des villes et des villages, des usines et des coopératives de production agricole les grands problèmes et les traditions progressistes de notre histoire nationale. Un large mouvement d'intellectuels

ayant abouti récemment à la constitution de la Société de Vulgarisation des Sciences Morales et Naturelles, les sections d'histoire de celle-ci se chargèrent de la tâche d'organiser les conférences de vulgarisation historique. Les sections d'histoire de cette société groupent désormais quelque 700 enseignants, archivistes, muséographes et bibliothécaires qui discutent périodiquement des questions les plus importantes de la science historique et vont faire des conférences dans les usines, les villages et les maisons de la culture, pour y exposer les principaux événements de l'histoire nationale et — depuis quelque temps — ceux de l'histoire universelle.⁴²

L'initiation à la connaissance de l'histoire se fait à l'école, chargée de dispenser un fonds de culture historique. A ce point de vue, comme d'ailleurs à celui de toute notre vie culturelle, il convient d'attribuer une importance considérable à la réorganisation de l'enseignement et à la création de l'école primaire obligatoire de huit classes. L'enseignement de l'histoire — comme d'ailleurs celui d'un certain nombre d'autres matières — occupe depuis cette date une place bien plus importante à l'école et s'y pratique sous des formes propres à doter les larges masses du peuple d'un solide fonds de connaissances. L'importance accrue de l'enseignement de l'histoire se traduit notamment par la création, toute récente, d'une revue spécialisée à l'intention des professeurs d'histoire. Le perfectionnement professionnel méthodique et permanent des professeurs d'histoire incombe par ailleurs à la Société d'Histoire, qui s'occupe aussi des problèmes de l'enseignement. La section de l'enseignement de cette Société organise couramment des conférences, des enquêtes et des consultations, traitant diverses questions essentiellement du point de vue de la pédagogie. Cela contribue largement à permettre à nos enseignants de mettre au point les bonnes méthodes d'enseigner, de faire comprendre et de faire aimer l'histoire. Aussi constate-t-on, ces derniers temps, un accroissement remarquable du nombre des élèves qui se distinguent en histoire aux concours d'études. Dans de nombreuses écoles du pays, les élèves ont lancé un mouvement en vue de réunir les documents concernant l'histoire de leur établissement et de composer celle-ci. Dans d'autres écoles, c'est le personnage — la plupart du temps historique — dont l'établissement porte le nom, qui sert de thème à un mouvement analogue.

Outre la jeunesse des écoles et les enseignants, nombreux sont les intellectuels et les gens appartenant aux catégories les plus diverses de la population qui portent un intérêt soutenu à l'histoire locale et au passé de leur département, de leur ville ou de leur usine. Ces gens prennent une part active aux recherches de ce genre qui, entrepris pour la plupart il y a un an ou deux, possèdent d'ores et déjà, dans plus d'un cas, des résultats remarquables à leur actif. La Société

⁴² Dans les trois premiers quarts de l'année précédente, 1787 conférences ont eu lieu, chacune en présence d'un auditoire d'env. 80 personnes (145 401 auditeurs au total). Ces chiffres suffisent à montrer que les connaissances historiques ont, par l'intermédiaire de ces conférences, pénétré dans les masses, bien qu'elles soient encore loin d'avoir été assimilées par tous les habitants du pays.

d'Histoire soutient cette activité par de nombreux concours et par la discussion des envois présentés, tandis que les institutions scientifiques et surtout l'Institut pour le Mouvement Ouvrier la guident par leurs conseils et leurs directives. Les investigations d'histoire locale ont reçu tout récemment une puissante impulsion, qui leur a été conférée par un événement ayant fécondé l'ensemble de notre vie scientifique et culturelle par un apport inépuisable d'idées et de sentiments élevés. Nous parlons du dixième anniversaire de la libération de notre pays. Dans l'atmosphère de ces journées historiques, alors que tout le monde tint à tirer le bilan de ces dix dernières années, tant sur le plan de sa propre existence que sur celui de tout le peuple, des gens de toutes les régions du pays, appartenant aux catégories les plus diverses de la société, vieillards et écoliers, maîtres d'école et simples paysannes, ouvriers industriels et employés d'administration éprouvèrent le besoin de prendre la plume pour évoquer leurs souvenirs. Nombreux furent ceux qui décrivirent leur vie de jadis. D'autres retracèrent l'évolution de leur ville ou de leur village au cours des dernières quelques années. Presque tous ont tenu à évoquer la souffrance dans laquelle l'hitlérisme agonisant, mais toujours avide de détruire avait plongé le pays. Mais ils ont évoqué aussi les journées exaltantes lorsque les troupes soviétiques, chassant devant elles l'envahisseur en débandade, apportèrent la paix sur la terre de Hongrie.

L'activité intense à laquelle le dixième anniversaire de la Libération a donné lieu non seulement chez les adeptes professionnels de la science historique, mais aussi chez les amateurs de cette science et les figurants actifs de l'histoire, mérite d'être signalée. Elle atteste d'une part que les adeptes de la science historique viennent encore de se rapprocher des problèmes de nos jours et de notre vie actuelle et que leur travail se prête mieux désormais à faire le trait d'union entre hier et aujourd'hui, promettant d'éclairer d'une lumière encore plus nette les grandes tendances essentielles de l'évolution à venir et d'appliquer encore plus résolument la loi de l'harmonie et de l'interaction mutuelle de la vie et de la science. Elle signifie d'autre part que, quittant les cadres d'un étroit professionnalisme, la science historique est devenue la cause des plus larges couches de la société. Les simples gens, dont le travail quotidien et les luttes façonnent l'histoire, commencent en Hongrie non seulement de s'assimiler, mais aussi de façonner la science, oeuvre des historiens. Ils ne le font pas seulement en fournissant des documents par l'évocation de leurs souvenirs et en collectant des documents d'intérêt local, mais aussi et en premier lieu en accordant à la science historique leur intérêt et leur concours actif qui en augmentent considérablement le prestige et rehaussent de beaucoup la signification de l'étude des vérités de l'histoire. Ils érigent ainsi la cause de la science historique en une cause collective et nationale.

Pour devenir cause collective, une science doit effectivement, par ses objectifs et ses résultats, servir la cause de la collectivité. Les historiens hongrois

ont compris cette vérité. Ils consacrent le plus clair de leurs forces à contribuer, par les moyens de leur science, au progrès de leur peuple et à la cause collective. Ils ont la certitude que la conscience historique qui se développe à partir de la profonde assimilation des connaissances historiques et qui est l'une des constituantes les plus importantes de la pensée sociale, peut devenir un levier essentiel du progrès des peuples. C'est son contenu qui détermine s'il agit dans le sens du progrès ou dans le sens contraire. Les historiens hongrois s'efforcent de mettre leur activité en accord avec les lois du progrès social et de contribuer, dans toute la mesure de leurs forces modestes, à les faire valoir.

Au cours des dix dernières années, les historiens hongrois ont soumis à un examen approfondi de nombreuses questions importantes de l'histoire nationale. Leurs résultats ont sur plus d'un point contribué à approfondir la conscience des larges masses qui constituent la majorité dominante de la nation, à éveiller et à rendre conscientes les forces créatrices immenses qu'elles recèlent. Par l'évocation des traditions progressistes de l'histoire nationale, par la mise à jour du riche enseignement des révolutions et des guerres pour la défense de la patrie et par la révélation du patrimoine non moins riche de l'oeuvre d'édification économique et culturelle, les historiens fournissent leur contribution à entretenir et à approfondir le patriotisme sincère qui anime le peuple. Ce patriotisme sincère est synonyme de l'amour de l'humanité et du respect de toutes les composantes du progrès humain ; en même temps il est incompatible aussi bien avec le culte idolâtre de soi-même qu'avec la dépréciation des valeurs et des réalisations des autres peuples. L'étude de l'histoire hongroise a étayé ces conclusions à plus d'un égard. Il s'est avéré que — contrairement aux opinions professées par d'anciens historiographes — le destin du peuple hongrois a toujours été étroitement rattaché à celui de ses voisins et, par là, à la grande cause du progrès de l'humanité. C'est à leurs côtés — et non sans eux, encore moins contre eux — que notre peuple a livré ses combats victorieux contre les conquérants extérieurs et les oppresseurs intérieurs. Et s'il y a connu la défaite, cela s'explique pour une large part par le fait que, dans les conditions de jadis, l'union n'avait pu se réaliser d'une manière durable.

L'étude de notre histoire nationale renforce donc conjointement les grandes idées du patriotisme et de l'amitié entre les peuples. Par la mise à jour du patrimoine progressiste du passé, elle soutient la fierté nationale légitime, cette conscience de la valeur des oboles versés par le peuple hongrois au trésor commun de la culture de l'humanité. Mais elle confirme aussi la certitude qui veut que cette fierté ne soit légitime que si son objet représente réellement une valeur, c'est-à-dire un élément de progrès dans l'évolution de l'humanité. Au lieu d'exclure, elle suppose le respect des valeurs analogues ou plus ou moins importantes, réalisées par d'autres peuples et l'amour de ceux qui en ont été les auteurs.

Les résultats scientifiques des dix dernières années ont confirmé que, dans ses grandes lignes, l'histoire du peuple hongrois est la résultante de lois

objectives et universelles, valables pour l'ensemble de l'humanité. Ils ont en même temps permis d'élucider ou tout au moins d'entrevoir certains traits particuliers qui sont non seulement caractéristiques de notre passé, mais aussi susceptibles de retentir, par les conséquences qu'ils impliquent, sur notre présent et sur nos tâches à venir. Il est, par exemple, incontestable que la loi universelle qui veut que les grands tournants de l'histoire soient suivis de près par l'essor des sciences et de la culture en général a toujours été applicable à la Hongrie aussi. Mais en Hongrie, ce processus accuse de nombreux traits particuliers, qui se rattachent à la structure de la société hongroise, à l'héritage culturel laissé par la période antérieure, aux tâches de l'oeuvre d'édification économique qui se poursuit actuellement, ainsi qu'à de nombreux autres éléments de l'évolution, soit spécifiquement hongrois, soit revêtant, dans ce pays, des aspects spécifiques. Il est certain qu'en dégagant le chemin qui a conduit vers le présent, la science historique aide à façonner le temps présent. Il est certain aussi qu'en indiquant les particularités de ce chemin, elle aide à mieux évaluer les tâches du temps présent. Il est certain enfin qu'en indiquant, à travers ces particularités, les grandes corrélations universelles, elle aide à comprendre l'essence même de ces tâches.

Les récents résultats de l'investigation de notre histoire nationale ont confirmé la conception, selon laquelle les lois universelles de l'évolution se matérialisent par l'action des hommes et des classes. Voilà pourquoi l'identification de la nécessité historique devient la force motrice de l'activité humaine consciente de son but. Elle est aussi une source de forces, car, même dans les périodes sombres de l'histoire, elle ne cesse d'indiquer le chemin de l'évolution, encourager à agir et à garder confiance. Reconnaître la marche nécessaire de l'histoire dans le sens du progrès, c'est là une source de forces et de confiance pour les artisans du progrès humain.

Ces enseignements de l'histoire représentent d'importants éléments constitutifs de cette conscience historique nouvelle et sans cesse plus intense, élément essentiel de la pensée sociale, qui se répand dans les couches sans cesse plus larges de la société hongroise, pour y devenir une force vive. C'est là une des forces motrices qui font avancer les catégories toujours plus larges du peuple sur le chemin de l'édification et du progrès du pays.

*

Passant en revue l'évolution de la science historique en Hongrie au cours de la dernière dizaine d'années, nous ne saurions passer sous silence le fait que cette évolution ne s'est pas accomplie sans difficultés et sans heurts, qu'elle n'a pas été exempte de fautes et de déficiences graves et que des opinions erronées y reviennent encore assez souvent. La plus tenace et la plus profondément enracinée de toutes est le nationalisme hongrois, qui s'est profondément implantée

dans la conscience des générations depuis des siècles et qui se manifeste toujours sous des aspects multiples dans notre science historique. Certains, par exemple, se sont servis de l'ambition louable d'étudier et de cultiver nos traditions nationales progressistes, pour faire revivre des opinions nationalistes. L'idéalisation, dans une certaine mesure, des grands personnages de notre passé historique et la dissimulation des limites dans lesquelles leur époque et leur situation objective les enserraient, constituent un fait assez courant. D'autres travaux encore, interprètent d'une manière beaucoup trop large la notion de la tradition nationale progressiste. Nous n'avons pas étudié dans une mesure satisfaisante le rôle historique des peuples non-hongrois établis en Hongrie ; nous n'avons pas démasqué, dans toute la mesure du nécessaire, la politique d'oppression pratiquée à l'égard des minorités nationales par les classes dirigeantes hongroises.

L'incertitude théorique et, plus rarement, l'indifférence théorique constituent une autre source de nos fautes que l'on pourrait qualifier de typiques. Nombreux sont ceux qui se contentent d'aligner et de décrire tout simplement les faits recueillis, sans tendre suffisamment à mettre à jour les corrélations historiques plus profondes et à tirer des conclusions théoriques. Cet *empirisme* dépourvu de toute perspective a diminué tant la valeur scientifique que l'utilité sociale de plus d'un ouvrage.

Dans maints cas, on a pu relever la faute contraire à celle que nous venons de définir. Il s'agit de travaux fondés sur une documentation défectueuse, forçant les faits ou ne s'en servant qu'à titre d'«illustration», c'est-à-dire dénués de tout fondement suffisant. Cette faute s'explique également par l'insuffisance des connaissances théoriques : l'historien simplifie beaucoup trop les considérations générales de principes pour les appliquer au processus historique, au lieu de se servir de la théorie pour démêler, en s'aidant d'elle, les processus et les phénomènes complexes de la réalité, c'est-à-dire au lieu d'appliquer d'une manière féconde les thèses théoriques générales à la matière qu'il étudie. Ce *schématisme* s'est manifesté en premier lieu dans les travaux ayant trait aux problèmes réellement très complexes de l'époque la plus récente. On a pu la relever aussi — surtout lors des premières tentatives de notre historiographie nouvelle — chez ceux qui ont appliqué d'une manière trop rigide les lois générales de l'évolution historique à l'histoire hongroise, sans étudier comme il faut les particularités spécifiquement hongroises. Depuis cette époque, cette faute a été éliminée, surtout en ce qui concerne la rédaction des manuels pour l'enseignement universitaire.

Les fautes que nous venons d'énumérer — et d'autres encore — se sont rencontrées assez souvent, parce que notre science historique n'avait pas lutté suffisamment contre les survivances encore persistantes des conceptions historiques erronées et parce que certains de nos historiens n'ont pas attaché toute l'importance nécessaire à l'acquisition d'une formation théorique étendue et d'un niveau élevé.

Les résultats et les tâches, les fautes et les déficiences que nous venons d'énumérer définissent essentiellement les tâches à venir qui attendent la science historique hongroise.

Le gage le plus sûr du progrès à réaliser est la persistance de notre science historique à avancer sur le chemin dans lequel elle s'est engagée, sur le chemin de la compétence et de la sûreté théoriques, sur le chemin de l'investigation et de l'étude encore plus étendue des faits et des documents. Pour comprendre la marche réelle de l'histoire hongroise, il est indispensable de manier d'une main encore plus sûre la boussole de la théorie. Cela est d'ailleurs tout aussi indispensable pour pouvoir mettre à jour et extirper les racines des idées erronées, entachées de nationalisme ou nées dans l'atmosphère de l'histoire des idées (*Geistesgeschichte*), qui persistent encore.

L'activité soigneusement planifiée de notre science historique pendant le quinquennat qui s'ouvre devra nécessairement placer au premier plan l'histoire des producteurs des biens matériels, des classes laborieuses, auteurs véritables de l'histoire. Elle devra étudier avant tout les changements de la situation matérielle et culturelle des classes laborieuses et les luttes de celles-ci pour le progrès, pour la libération et pour la défense de leur patrie. Nous devons nous attacher tout particulièrement à considérer l'ensemble de notre histoire comme faisant organiquement partie de l'évolution universelle, à rompre avec la conception néfaste et antiscientifique du «Globe hongrois» particulier et à étudier le passé de notre peuple en premier lieu sous l'angle de ses corrélations inépuisables avec l'histoire des peuples voisins aux destinées analogues à la sienne.

Là encore, comme à propos de l'étude de toute l'histoire de Hongrie, nous devons nous attacher en premier lieu à cultiver l'histoire des dizaines d'années les plus récentes, période relativement négligée même par notre science historique issue du renouveau. Seules la compréhension correcte de l'histoire de cette période et l'assimilation de ses enseignements peuvent, en effet, aider notre peuple à comprendre les grands événements de nos jours et à prendre pleinement conscience des perspectives de son oeuvre d'édification nationale.

Tout comme elle a fait au cours de la dizaine d'années qui vient de s'écouler, la nouvelle science historique hongroise continuera de poursuivre le but essentiel qui consiste à servir les intérêts de notre peuple et l'édification du socialisme et de contribuer ainsi aux efforts déployés pour enrichir le patrimoine culturel de l'humanité.

ERZSÉBET ANDICS

EINIGE FRAGEN ZUR UNGARISCHEN URGESCHICHTSFORSCHUNG

Der Standpunkt der bürgerlichen Urgeschichtsschreibung

Die ungarische Urgeschichtsforschung kam in den Jahrzehnten vor der Befreiung in der Frage nach der Herausbildung unseres Volkes im wesentlichen zu einem Abschluss, zu einer Vollendung. Abgesehen von einigen Nachzüglern, wurde der Streit zwischen den Anhängern der türkischen und denen der finno-ugrischen Abstammung des Ungarntums beigelegt, die Theorie von der finno-ugrischen Abstammung des Ungarntums setzte sich endgültig durch. Diese Theorie fusste hauptsächlich auf den Feststellungen der Sprachwissenschaft, auf der Anerkennung der Sprachverwandtschaft einerseits der finno-ugrischen andererseits der finno-ugrischen und samojedischen Völker und auf der Anwendung der biogeographischen Methode. Auf Grund der Ergebnisse der biogeographischen Methode stimmten die Urgeschichtsforscher darin überein, dass die finnisch-ugrische Urheimat irgendwo in der Gegend der mittleren Wolga und der Kama, die uralische Urheimat, also das gemeinsame Wohngebiet der Vorfahren der Finno-Ugrier und Samojuden hingegen nördlich davon, vielleicht am oberen und mittleren Lauf der Petschora, immerhin aber in Europa zu suchen sei.

Scheinbar war damit die Frage der Urheimat auch entschieden und das grundlegende Problem der ungarischen Urgeschichtsforschung ein für allemal gelöst. Bezüglich der grundlegenden Fragen kannte die ungarische Urgeschichtsschreibung jedenfalls keine Probleme mehr und ihre weitere «Entwicklung» bestand lediglich darin, dass die Sprachwissenschaftler neuere und neuere biogeographische Belege für die europäische Urheimat der Finno-Ugrier und der Samojuden brachten. Doch die Probleme waren vorhanden, ja sie mehrten sich sogar stets. Sie wurden aber übersehen, da man sich dogmatisch an die Ergebnisse der biogeographischen Methode hielt.

Gy. Németh bewies noch 1928, dass es in der «uralischen» Grundsprache — also in der gemeinsamen Sprache der Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojuden — eine Reihe von türkischen Lehnwörtern gegeben hatte, die von uralten Berührungen zwischen den Uraliern und den Urtürken zeugen. Wo fand diese uralte Berührung statt? Diese Frage wirft offenbar die Frage des ursprüng-

lichen Wohngebietes der Urtürken auf. Eine unvoreingenommene, von der biogeographischen Methode nicht im Bann gehaltene Forschung hätte diese Frage auch unabhängig von der Annahme der uralischen Urheimat in Nord-europa untersucht. Doch ging unter dem Einfluss der biogeographischen Dogmen auch Gy. Németh davon aus, man könne daran nicht zweifeln, dass die Urheimat der uralischen Völker auf der europäischen Seite des Uralgebirges war. Er machte also überhaupt keinen Versuch, die Urheimat der Uralier neben der der Urtürken zu suchen, sondern folgerte vom «Bekanntem» auf das Unbekannte und verlegte die türkische Urheimat neben die vorausgesetzte europäische Urheimat der Uralier, also auf die westsibirische Ebene zwischen dem Ural- und dem Altaigebirge.¹

Später stellte sich heraus, dass von den türkischen Lehnwörtern der «uralischen» Grundsprache eine ganze Reihe auch in den mongolischen Sprachen zu finden ist, es wurden sogar einige Entsprechungen zwischen Wörtern der «uralischen» Grundsprache und der mandschu-tungusischen Sprachen bewiesen.² Folgte daraus nicht unmittelbar, dass nicht nur die den «Uraliern» benachbarten Türken oder selbst die «Uralier» mit den Mongolen in Berührung standen, sondern dass die «Uralier» auch mit den Mandschuren und Tungusen in Berührung kamen? Musste man nicht daran denken, dass diese Berührungen in Asien, ja sogar in Ost-Asien stattfanden? Die Vorherrschaft der biogeographischen Methode verhinderte es jedoch, dass aus diesen sprachlichen Tatsachen die auf der Hand liegenden Folgerungen gezogen wurden. Gy. Németh fand zwar die sprachlichen Beziehungen zwischen dem «Uralischen» (Europa) und dem Mandschu-Tungusischen (Ost-Asien) als «sonderbar», doch blieb er uns die Erklärung dieser «sonderbaren» Tatsache schuldig.

Ausserdem gab es die mongolischen Lehnwörter der ungarischen Sprache. Zs. *Simonyi* behauptete noch ganz entschieden, dass wir einige Wörter unmittelbar aus dem Mongolischen entlehnt hätten, und auch Gy. Németh fand daran seinerzeit nichts auszusetzen.³ Wenn aber die Ergebnisse der biogeographischen Methode bestehen, «so liegt nicht nur kein Beweis, ja sogar keine Wahrscheinlichkeit vor, dass das Ungarntum jemals in der Nachbarschaft der Mongolen gelebt hätte».⁴ Die Sprachwissenschaftler liessen deshalb die Möglichkeit einer unmittelbaren Entlehnung fallen und anerkannten höchstens soviel, dass wir Lehnwörter hätten, die aus dem Mongolischen mit türkischer Vermittlung ins Ungarische gelangt wären.

¹ Gy. Németh, *A törökség őskora* (Die Urzeit der Türken). Berzeviczy-Emlékkönyv. Budapest 1934.

² Gy. Németh, *Probleme der türkischen Urzeit*. Bibliotheca Orientalis Hungarica V. 1942–1947; V. *Diószegi*, *Urali halnevek mandzsú-tunguz kapcsolatai* (Mandschu-tungusische Beziehungen uralischer Fischnamen). Magyar Nyelv XLIII, 1947.

³ Zs. *Simonyi*, *Finnisch-Ugrische Forschungen I*, S. 126; Gy. Németh, *Mongol elemek a magyar nyelvben* (Mongolische Elemente in der ungarischen Sprache). Magyar Nyelvőr XLII, S. 245.

⁴ G. *Bárcezi*, *A magyar szókincs eredete* (Ursprung des ungarischen Wortschatzes). Budapest 1951, S. 33.

Auch die Ethnographie brachte neues Tatsachenmaterial. 1937 erschien S. Solymossys Arbeit über die ungarische Religion, deren Ergebnisse neuerdings auch durch V. Diószegi bekräftigt wurden.⁵ Solymossy erbrachte den Beweis, dass die Überlieferungen des nordasiatisch-paläoasiatischen: mandchuringusischen, mongolischen, türkischen Schamanismus in den Glaubensvorstellungen, Märchen und im Aberglauben der samojedischen und finnisch-ugrischen Völker, darunter auch der Ungarn, bis in unsere Tage weiterlebten. Betrachtet man nur das schamanistische Erbe der Ungarn, so gehört hierher der Kinderreim von der Heilung «mit Pfeife, Trommel, Rohrgeige» («síppal, dobbal, nádi hegedüvel»), das den mit Trommel und Musik heilenden Schamanen in Erinnerung hält. Hierher gehört auch die Märchengestalt der Alten mit der eisernen Nase, die in uralten Zeiten eine Hausgottheit war. Einen Rest der schamanistischen Glaubensvorstellungen und Handlungen stellen auch die Märchentypen vom Schloss dar, das sich auf einem Entenfuss dreht, sowie vom Baum, der bis in den Himmel reicht. Schamanistische Überlieferung ist auch das Motiv der in der Luft in Tiergestalt kämpfenden Zauberer (Schamanen) und hierher gehört noch die Märchengestalt des siebenköpfigen Drachen. Asiatische und europäische Züge vermischen sich in der Gestalt des geisterbeschwörenden Zauberers (*garabonciás*) und der Hexen. Der überlieferte Stoff ist von solcher Natur, dass die Absonderung einer früheren Schicht bereits versucht werden kann, die die in Asien entstandene uralte Kultur der Finno-Ugrier und der Samojuden in Erinnerung hält und — im Zusammenhang mit den Ungarn — die Absonderung einer späteren Schicht, die man auf unmittelbaren wolgatürkischen Einfluss zurückführen muss. Dementsprechend teilt sich auch der mit dem Schamanismus zusammenhängende Wortschatz der ungarischen Sprache in zwei Schichten. Die erste Schicht, wie z. B. *révül* 'in Verzückung verfallen', *átkoz* 'verfluchen, verwünschen', stammt aus der finnisch-ugrischen Grundsprache. Die zweite Schicht, wohin u. a. die Wörter *táltos* 'Zauberer, Schamane' und *sárkány* 'Drache' gehören, besteht aus türkischen Lehnwörtern. Die Verwertung dieses wertvollen Materials für die Urgeschichte wurde jedoch unterlassen, da die aus den biogeographischen Dogmen folgende «Tatsache, dass das vorungarische Volk in Asien, von wo es die schamanistischen Erinnerungen mitbringen hätte können, nie war», selbst Solymossy unüberwindliche Schwierigkeiten verursachte.

Parallel damit wiesen auch die musikgeschichtlichen Untersuchungen nach Asien hin. Die vergleichende Volksmusikwissenschaft ist heute noch jung und steht erst am Anfang ihrer Entwicklung. Doch konnte auf Grund der dama-

⁵ A magyarság néprajza (Ungarische Volkskunde) IV, 402–449. Budapest 1937; V. Diószegi, A viaskodó táltosbika és a samán állatalakú életlelke (La lutte du taureau miraculeuse et l'âme vitale du chamane susceptible de revêtir la forme d'un animal). Ethnographia LXIII, S. 43–4, 308–355, 1952; vgl. noch L. Vargyas, A magyarság néprajzi kapcsolatai a Szovjetunióban élő népekkel (Ethnographische Beziehungen des Ungarntums zu den Völkern der Sowjetunion). A Szovjetunió (Die Sowjetunion). 1946. Bd. I. Hrsg. von E. Bolgár.

ligen Ergebnisse bereits *B. Bartók* feststellen, dass «der alte ungarische Melodienschatz tatsächlich aus dem türkisch-tatarischen Nordasien stammt». Und einige Jahre darauf konnte *Z. Kodály* sogar diesen Satz niederschreiben: «Das Ungarntum ist heute der äusserste, abgebogene Zweig am tausendjährigen Baum der grossen asiatischen Musikkultur, die in der Seele der Völker von China über Mittelasien bis zum Schwarzen Meer wurzelt».⁶ Auch hier taucht in Klageliedern und in obugrischen litaneiartigen Melodien, nach Kodálys Feststellung, wenn auch verschwommen, sogar in der finnischen Volksmusik,⁷ eine frühere Stil-schicht auf, die mit ihren türkisch-mongolischen Beziehungen als ein Rest der in Asien entstandenen Musikkultur der Finno-Ugrier betrachtet werden kann. (Die Musik der Samojuden ist noch unbekannt.) In der ungarischen und in der Volksmusik der Mari kann eine spätere Stil-schicht unterschieden werden, die auch hier wohl dem unmittelbaren Einfluss der Wolgatürken zuzuschreiben ist.⁸ Die ungarische Urgeschichtsforschung nahm aber von diesen musikgeschichtlichen Zusammenhängen überhaupt mehr keine Kenntnis.

Zuletzt stand noch die Frage nach dem Ursprung der Samojuden. Als die samojudischen Völker in die Geschichte eintraten, lebte von ihren äussersten Gruppen eine in der Tundragegend des hohen Nordens, in Nord-Eurasien, eine andere hingegen in Süd-Sibirien, in der Gegend des Sajan-Gebirges. Ganz natürlich hätte die Frage aufgeworfen werden müssen, wo denn eigentlich das ursprüngliche Wohngebiet der Samojuden war, im Norden oder im Süden? Aber auch diese Frage wurde nicht untersucht, da die biogeographische Methode für den nördlichen Ursprung der Samojuden «bürgte». Von den Sprachwissenschaftlern warf *P. Hajdu* erst unlängst die Frage auf und meinte, die Samojuden seien aus ihrer nördlichen Heimat zuerst nach Süden gewandert und dann wieder nach Norden zurückgekehrt. Jedenfalls stellte sich heraus, dass auch dieser Verfasser an den «Ergebnissen» der biogeographischen Methode festhält, doch bezüglich der wirklichen Geschichte der Samojuden stellte sich nichts heraus. Man wird es nämlich kaum annehmen dürfen, dass die Samojuden — der biogeographischen Methode zuliebe — zwischen Nord-Eurasien und Süd-Sibirien hin und herwanderten. Die Frage besteht auch weiterhin: Wo war die ursprüngliche Heimat der Samojuden, im Norden oder im Süden? Kann man sich ihre Heimat in den eisigen Tundragegenden von Nord-Europa oder vom nordwestlichen Eurasien vorstellen? Kennt die Geschichte solche Jäger-Fischervölker in der Tundra, die zahlreich und expansiv genug dazu sind, um

⁶ *B. Bartók*, *Népzenénk és a szomszéd népek népzeneje* (Unsere Volksmusik und die Volksmusik der benachbarten Völker). 1934, S. 24; *Z. Kodály*, in: *A magyarság néprajza* (Ungarische Volkskunde). Bd. IV, S. 27, 1937.

⁷ *B. Szabolcsi*, *Népvándorlászori elemek a magyar népzeneben* (Elemente aus der Völkerwanderungszeit in der ungarischen Volksmusik). 1935, S. 16.

⁸ Bezüglich den heutigen Stand der Frage vgl. *B. Szabolcsi*, *Magyar őstörténet — magyar népzene* (Ungarische Urgeschichte — ungarische Volksmusik). Irodalmi Ujság vom 2. 1. 1954; derselbe: *Még egyszer: őstörténet és népzene* (Noch einmal: Urgeschichte und Volksmusik). Irodalmi Ujság vom 10. 2. 1954.

das Siedlungsgebiet der entwickelteren Hirtenstämme durchzubrechen und nach dem weiten Süden vorzudringen? Wird nicht im Gegenteil von der Geschichte bewiesen, dass die Völker des hohen Nordens von Süden nach ihrem heutigen rauhen Sitz verdrängt wurden?

So war es zur Zeit der Befreiung um die ungarische Urgeschichtsschreibung bestellt. Richtiger gesagt, es war überhaupt nicht bestellt, da die auftauchenden Fragen nicht untersucht wurden. Das dogmatische Verharren bei der biogeographischen Methode liess die ungarische Urgeschichtsforschung erstarren, und sie war nicht mehr fähig, die neuen Tatsachen zu berücksichtigen und zu verarbeiten.

Aus dieser Sackgasse wurde der ungarischen Urgeschichtsforschung durch die Sowjetwissenschaft geholfen, die mit ihren grossen Ergebnissen unsere ganze wissenschaftliche Entwicklung nach der Befreiung befruchtete. Die Sowjetwissenschaft beantwortet tatsächlich die offenen Fragen der ungarischen Urgeschichtsforschung, und zwar so, dass sie damit für die ungarische Urgeschichtsschreibung neue Grundlagen schafft. Der entscheidende Schritt war hier die Klärung der Frage nach der südlichen, asiatischen Heimat der Samojuden, und zwar nach einer komplexen Methode, die die Ergebnisse der Sprachwissenschaft, der Archäologie, der Ethnographie und der Anthropologie gleichermaßen berücksichtigt.

Der Ursprung der Samojuden

Es unterliegt keinem Zweifel, dass diejenigen Gruppen samojudischer Zunge, die noch im XIX. Jahrhundert im Sajan-Gebirge oder in dessen Umgebung lebten, also die Karagassen, Kamassinzen und die Koibalen, die letzten Reste der einst hier lebenden, viel zahlreicheren samojudischen Bevölkerung waren. Die samojudischen Stämme, d. h. ausser den vorigen die Kaisoten und die Matoren, lebten noch im XVII. Jahrhundert zu Beginn der russischen Kolonisation in der Sajangegend auf einem weit ausgebreiteten Gebiet. Die südlichen Samojuden wohnten damals in dem gebirgigen und waldigen Landstrich zwischen dem nördlichen Flügel des Ost-Sajans und dem West-Sajan im nordöstlichen Teil des heutigen Tuwinischen Autonomen Gebiets, in dem Quellengebiet des Jenissei und in der nordöstlichen Ecke von Burjat-Mongolien. Ausser mit Jagd beschäftigten sie sich mit Pferdezucht und der für sie besonders charakteristischen Renzucht. Seither wurden sie sprachlich völlig türkisiert (in geringem Masse auch russifiziert) und es ist sehr wahrscheinlich, dass ihre Türkisierung bedeutend früher ihren Anfang nahm.⁹

⁹ Vgl. Г. Ф. Дедуц, Селькуны. Т. И. Э. и. М.-м. 1947; Л. П. Кызласов, Древнейшее свидетельство об оленеводстве. С. Э. 1952 № 2, S. 34–49; Б. О. Долгих, Расселение народов Сибири в XVII веке. С. Э. 1952 № 3, S. 76–84; Л. П. Потапов, Социалистическое переустройство культуры и быта тувинцев. С. Э. 1953 № 2, S. 77.

Den früheren, bis ins VII. Jahrhundert u. Z. zurückreichenden Spuren der Samojeden der Sajangegend begegnet man in chinesischen und türkischen Quellen. Das Tansu erwähnt drei Dubo- (Tupo-) Stämme, die unmittelbar östlich von Tuwa, am Ufer des Hussugul-Sees lebten. Sie beschäftigten sich hauptsächlich mit Jagd und Fischerei, hatten aber auch Pferde und Rentiere. Die türkischen Inschriften aus der Jenissei-Gegend erwähnen hingegen unter den Einwohnern des Tuwa-Gebietes die Tjulbar-Stämme.¹⁰ Die Namen *Tupo* und *Tjulbar* verbinden diese Stämme mit den türkisierten samojedischen Stämmen der Sajangegend, mit den Karagassen und den heutigen Tuwa-Einwohnern, den Nachkommen der Matoren und der Koibalen, deren eigener Name *Tuba*, *Tofa* bzw. *Tuwa* war. Der Stammesname *Tuba* ist übrigens auch bei den nördlichen Samojeden zu finden. *Tuba* oder *Tofa*, bzw. *Tuba*, *Tuwa*, *Tuma* nennen sich ausserdem die im Altai-Gebirge wohnenden, türkisch sprechenden Tufalaren und Kumandinen, Schorzen und Tschelkanen. Das weist darauf hin, dass wir auch in den letzteren altaischen Völkern türkisierte Samojeden erblicken müssen und dass demzufolge die südlichen Samojeden vor dem XVII. Jahrhundert auf einem noch grösseren Gebiet sesshaft waren, zu dem auch die Altaigegend gehörte.¹¹

Dies wird auch durch den Umstand bekräftigt, dass sich sowohl die karagassische Sprache (von der es bekannt ist, dass sie an die Stelle irgendeiner samojedischen Sprache trat) als auch die in Tuwa gesprochene Sprache (die ebenfalls eine samojedische Sprache ersetzte), weiterhin ein Dialekt der chakassischen Sprache, sowie die Sprachen bzw. Dialekte der erwähnten Volkssplitter der Altaigegend sich von den übrigen altai-sajanischen türkischen Sprachen durch gemeinsame phonetische und morphologische Eigentümlichkeiten unterscheiden, die auf eine ältere, nicht türkische sprachliche Schicht hinweisen.¹² Diese Volksteile werden ausserdem auch durch ihren anthropologischen Typ miteinander verbunden. Der uralische Typ ist bei allen verbreitet, bei den meisten sogar vorherrschend.

Die ältesten Spuren der Samojeden der Sajangegend reichen bis ins I. Jahrtausend v. u. Z. zurück, in eine Zeit, als — wie wir sehen werden — die Ketten (Jenissei-Ostjaken) und ihre Sprachverwandten das vorherrschende ethnische Element des Sajangebietes waren (Tagar-Periode). Die Lehnwörter der samojedischen und der Ketten-Sprache stammen aus dieser Zeit.¹³

¹⁰ Н. Я. Бичурин, Собрание сведений о народах, обитавших в Средней Азии в древние времена. Bd. I, S. 348; С. В. Киселев, Древняя история Южной Сибири. 1951, S. 561.

¹¹ Большая Советская Энциклопедия. Bd. II, 1952, S. 141–142, Artikel «Алтайские языки».

¹² А. а. О.

¹³ Bezüglich der Lehnwörter der samojedischen und der Jenissei-Sprachen vgl. A. J. Joki: Indochinesische Lehnwörter im Samojedischen. Finnisch-Ugrische Forschungen XXIX, 202–221.

Von den nördlichen samojedischen Völkern leben heute die Nenzen (Jurak-Samojeden) am nördlichsten Rand von Nordwest-Eurasien, im Gebiet vom Weissen Meer ungefähr bis zum Mündungsgebiet des Jenissei. Östlich von ihnen, am Westrand der Halbinsel Taimyr findet man die Enezen (Jenissei-Samojeden) und noch weiter östlich, auf der Halbinsel Taimyr, zwischen den Flüssen Pjassina und Chatanga, die Nganassanen (Tawgi-Samojeden). Das vierte samojedische Volk, die Selkupen (Ostjak-Samojeden) leben etwas südlicher von den vorigen, grösstenteils zwischen dem mittleren Lauf des Ob und des Jenissei.

Dass die nördlichen Samojuden von der Sajangegend stammen, wird durch eine Reihe von Beweisen, vor allem durch die Feststellungen der Sprachwissenschaft bestätigt. *G. N. Prokofjew* bewies,¹⁴ dass es in den nördlichen samojedischen Sprachen eine bedeutende Anzahl solcher Wörter gibt, die in den südlichen samojedischen Sprachen fehlten und aus den Sprachen der Urbevölkerung von Nordasien, aus den Sprachen der sog. paleoasiatischen Stämme, aus der Luorawetlan-, Nimilan- und der Eskimo-Sprache stammen. Daraus folgt, dass die nördlichen Samojuden nicht Urbewohner der nördlichen Gebiete sind, sondern von anderswo, offenbar von der Sajangegend nach Norden kamen. Hier vermischten sie sich dann mit paleoasiatischen Stämmen und ergänzten ihren Wortschatz mit paleoasiatischen Elementen, die im Süden in ihrer Sprache noch fehlten. Von einer Wanderung in entgegengesetzter Richtung kann keine Rede sein, da wir in diesem Falle wenigstens einen Teil dieser paleoasiatischen Wörter auch in den südlichen samojedischen Sprachen vorfinden müssten. Die nördlichen Samojuden bilden ausserdem gewisse Zahlwörter wie die paleoasiatischen Sprachen. Wären die Samojuden von Norden nach Süden gewandert, müsste man diese Zahlwortbildung auch in den südlichen samojedischen Sprachen finden, wo diese Formen jedoch fehlen.

Die Archäologen haben die Erdhöhlen der eingeborenen Urbevölkerung gefunden, welche auch in den Überlieferungen der Nenzen der ihnen vorangehenden Bevölkerung, den Sirtje zugeschrieben werden. Am Meeresufer, von der Halbinsel Kola bis zur Halbinsel Taimyr lebten vor den Nenzen Seejäger. Ihre ältesten Siedlungen auf der Halbinsel Jamal stammen vom Ende des I. oder vom Anfang des II. Jahrtausends u. Z. und unter den Beigaben befanden sich im Stil der Pjanobor-Kultur Bronzegegenstände und kugelförmige Gefässe mit kammartiger Verzierung. Die jüngste Siedlung ist hier am Anfang oder um die Mitte des XVII. Jahrhunderts entstanden, die Nenzen haben also die Jamal-Halbinsel erst in der darauffolgenden Zeitperiode erreicht.¹⁵

¹⁴ *T. H. Прокофьев*, Этногония народностей Обь-Енисейского бассейна. С. Э. сборн. III. 1940, S. 67–76.

¹⁵ *В. Н. Чернецов*, Древняя приморская культура на полуострове Я-мал. С. Э. 1935 № 4–5, S. 109–133.

Eine andere Gruppe der Beweise wurde von *G. M. Wassiljewitsch* und von *M. G. Lewin* zusammengefasst. Diese Beweise hängen mit der Renzucht zusammen.¹⁶ Die ersten Spuren der Renzucht tauchen in Nordwest-Eurasien im XV. Jahrhundert auf, bis dahin waren dort nur Hundegespanne bekannt. In der Sajangegend war hingegen die Renzucht bereits in den Jahrhunderten vor unserer Zeitrechnung bekannt. Das wird durch eine Felsenzeichnung in Chakassien bezeugt, die einen berittenen Hirten mit seiner Renherde darstellt.¹⁷ In der internationalen Ethnographie wird deshalb angenommen, dass sich die Renzucht von der Sajangegend nach Nordwest-Eurasien verbreitete.¹⁸ In der Sajangegend beschäftigten sich aber vor allem die samojedischen Stämme mit der Renzucht und das ist die Hauptbeschäftigung auch der nördlichen Samojeden. Die Renzucht der nördlichen Samojeden weist ausserdem einige gemeinsame Züge mit der Renzucht der Sajangegend auf. Auch ist es wahrscheinlich, dass die Renzucht in Nordwest-Eurasien durch die Samojeden verbreitet wurde. Aus all dem folgt die Annahme, dass die Verbreitung der Renzucht in Nordwest-Eurasien durch die Wanderung von Samojeden aus der Sajangegend nach Norden vermittelt wurde.

Diese Wanderung wird auch durch andere ethnographische Parallelen bewiesen. So war es z. B. bei den jüngstvergangenen altaischen Stämmen gebräuchlich, dass sie die Haut des geopferten Pferdes auf eine lange Stange hängten. Dasselbe machten die Nenzen mit der Haut des geopferten Rens. Die türkischen Völker des Altai-Sajan-Gebirges, wie allgemein die berittenen Hirtenvölker der Steppe, tragen Stiefel, deren Schaft am oberen Rand schräg geschnitten ist. Bei den samojedischen Völkern, im Gegensatz zu den übrigen Völkern des Nordens, findet man denselben schrägen Schnitt des Stiefelschaftes.¹⁹

Nicht an letzter Stelle gilt als Beweis, dass die nördlichen Samojeden des XVII. Jahrhunderts, wieder im Gegensatz zu den anderen Völkern des Nordens, die noch auf der Stufe der Steinzeit lebten, die warme Bearbeitung des Eisens kannten. Das weist wieder auf Beziehungen mit der Altai-Sajangegend, dieses grossen metallurgischen Mittelpunktes der alten Zeiten hin. Die Kultur der nördlichen Samojeden ist ausserdem durch Züge charakterisiert, die ganz

¹⁶ *Г. М. Василевич - М. Г. Левин*, Типы оленеводства и их происхождение. С. Э. 1951 № 1.

¹⁷ *М. П. Грязнов*, Боярская писаница. Проблемы истории материальной культуры. 1933 № 7—8, S. 41—45.

¹⁸ *B. Laufer*, The Reindeer and its Domestication. *Memoirs of the Amer. Anthropol. Assoc.* IV, No. 2. 1917, 91—147; *G. Hau*: Notes of Reindeer Nomadism. *Memoirs of the Amer. Anthropol. Assoc.* VI, Nr. 2. 1919, 75—133; *В. Т. Богорез*, Оленеводство F. Flor. Haustiere und Hirtenkultur. *Wiener Beiträge zur Kulturgeschichte und Linguistik.* Wien 1930; *А. Н. Максимов*, Происхождение оленеводства. Ученые записки РАН и ОНТ. 6. 1928, S. 3—37.

¹⁹ *А. П. Потанов*, Следы тотемистических представлений у алтайцев. С. Э. 1935 № 4—5, S. 143—144; *Ethnographia* (1953) 412: Rezension der Краткие сообщения № XV, 1952.

entschieden an die Karassuk-Kultur der Sajangegend im I. Jahrtausend v. u. Z. erinnert, die Beziehungen zu Nord-China hatte.²⁰ Endlich spielen auch die Angaben der Anthropologie eine Rolle. Für die heutigen altai-sajanischen Völker sind drei anthropologische Typen charakteristisch: der uralische, der mittelasiatische und der südsibirische.²¹ Von diesen sind die ersten zwei auch bei den nördlichen Samojeden zu finden, der mittelasiatische in ähnlicher Form wie in Tuwa. Der südsibirische Typ ist deshalb nicht vorhanden, da er in der Altai-Sajan-Gegend erst später erscheint, als der nördliche Zweig der Samojeden von hier bereits weiterwanderte.²²

Übrigens kann man auch den Zug der Samojeden nach Norden verfolgen. Sie wurden von den Türken bzw. von den Keten nach Norden verdrängt. Das Wandern begann wohl in den ersten Jahrhunderten u. Z. Die Samojeden überquerten in jener Zeit das Gebiet der Jenissei-Tungusen, was in den tungusischen Lehnwörtern der heutigen Nenzensprache seinen Niederschlag fand. Die Teilnehmer der ersten Ansiedlungswelle, die Vorfahren der späteren Nenzen, erreichten noch im X—XI. Jahrhundert die nördliche Uralgegend, wo eine russische Chronik vom XI. Jahrhundert die Anwesenheit einer sich mit Renzucht nicht beschäftigenden *samojad*-Gruppe verzeichnet. Den Grundstock der wandernden Samojeden dürften die Enezen gebildet haben. Zu diesen gehörte ein Stamm, namens *samatu*, von dem — wie es scheint — die nördlichen Samojeden ihren Namen bekamen. Diese Gruppe wird gemeinsam mit den späteren Selkuppen damals noch bedeutend südlicher gewohnt haben, da Plano Carpini (1246) davon spricht, dass die Mongolen gegen die *samogeden* Krieg führten. Der Baj-Stamm, der den ältesten Namen der Enezen trug, lebte vor dem XVII. Jahrhundert immerhin noch beim Niederen Tschulym, der *samatu*-Stamm hingegen im Sim-Becken. Zu Beginn des XVII. Jahrhunderts finden wir den *samatu*-Stamm bereits in der Tundrazone, zwischen der Ob-Bucht und des Taimyr-Sees, den Baj-Stamm aber südlicher, in der Gegend der Flüsse Tas und Turuchan. Wahrscheinlich bildete sich das nganassanische Volk erst hier, im Norden aus, und zwar durch Vermischung der Urbewohner im Osten und eines Teiles der Enezen, wie auch das Nenzenvolk durch Vermischung eines anderen Teiles der Enezen mit den Urbewohnern im Westen entstand. Die übrigen Enezen gerieten danach seit dem XVIII. Jahrhundert vom Westen unter den Druck der Nenzen, vom Osten unter den der Nganassanen und vom Süden unter den Druck der Selkuppen und der Keten, bis sie endlich auf den westlichen Teil der Taimyr-Halbinsel hingedrängt wurden.²³

²⁰ Б. О. Долгих, О некоторых этнографических процессах в Северной Сибири. С. Э. 1952 № 1; derselbe, Расселение народов Сибири в XVII веке. С. Э. 1952 № 3.

²¹ А. И. Харха, Алтае-саянские тюрки. 1947.

²² Vgl. Г. Ф. Дебец, Палеоантропология СССР. S. 123—145, 203—211.

²³ Vgl. Г. М. Василевич, К вопросу о киданях и тунгузах. С. Э. 1949 № 1, S. 157; Б. О. Долгих, О родоплеменном составе и распространении энцев. С. Э. 1946 № 4, S. 109—124; А. А. Попов, Нганасаны Т. И. Э. и. М.-м. Нов. сер. т. III, 1948.

Bei der Vermischung, die der Umsiedlung folgte, änderte sich auch die anthropologische Zusammensetzung der nördlichen Samojeden. Zwar blieb der von Süden mitgebrachte uralische Typ auch weiterhin vorherrschend, doch drang durch die Vermischung mit der nördlichen Urbevölkerung der Jenissei-Typ stark in den Vordergrund. Für die sprachliche Entwicklung wurde ausser den paleoasiatischen und tungusischen Elementen das Eindringen von ob-ugrischen und lappischen Elementen in die samojedischen Sprachen charakteristisch, was eine Folge der Berührungen und teilweisen Vermischung mit diesen Völkern war.

Wir sehen also, dass die Sowjetwissenschaft den südlichen, auf das Altai-Sajan-Gebiet hinweisenden Ursprung der nördlichen Samojeden mit einer Klarheit bewies, wie es überhaupt in den ungeklärten Problemen der Urgeschichte nur möglich ist. Heute darf dieser Standpunkt in der Sowjetwissenschaft als anerkannt angesehen werden. Einwendungen werden natürlich auch gegen diesen Standpunkt erhoben. *D. W. Bubrich*, der Anhänger der biogeographischen Methode war, verwarf auf Grund dieser Methode die Theorie von dem altai-sajanischen Ursprung der Samojeden, geradeso, wie sie auch von den ungarischen Sprachwissenschaftlern verworfen wird, und vertrat — wie bei den Finno-Ugriern — den europäischen Ursprung. Auch einige Anthropologen äusserten ihren Zweifel, wie z. B. *G. F. Debez* und *M. G. Lewin*. Doch erbrachte selbst *Debez* den Beweis, dass der uralische Rassentyp, der bei den nördlichen Samojeden vorherrscht, zumindest teilweise in dem Altai-Sajan-Gebiet entstand. *Lewin* hingegen, der 1947 den altai-sajanischen Ursprung der Samojeden deshalb bezweifelte, weil der Jenissei-Typ im anthropologischen Aufbau der nördlichen Samojeden eine grosse Rolle spielt, nahm 1951 bereits neben dem altai-sajanischen Ursprung der Samojeden Stellung.²⁴

Wenn aber die Samojeden aus dem Altai-Sajan-Gebiet stammen, dann folgt aus den Ergebnissen der Sprachwissenschaft und gerade auch aus den Ergebnissen der ungarischen Sprachwissenschaft, dass der Ursprung der Finno-Ugrier irgendwo hier zu suchen sei. Die Sprachwissenschaft stellte fest, dass die Vorfahren der Samojeden und der Finno-Ugrier einst zusammen lebten. Es ist klar, dass auch das Wohngebiet der abgewanderten Finno-Ugrier nicht weit vom ursprünglichen altai-sajanischen Wohngebiet der Samojeden sein konnte.

Der altai-sajanische Ursprung der Finno-Ugrier

Der finnische Sprachforscher *Castrén*, der als einer der Begründer der finnisch-ugrischen Sprachwissenschaft betrachtet werden kann, untersuchte vor mehr als hundert Jahren die geographischen Namen der Sajangegend. Auf

²⁴ Vgl. S. 52 Anm. 16.

Grund seiner Forschungen stellte er fest, dass hier eine Reihe von Fluss- und Bergnamen finnisch-ugrischen Ursprungs sind. In seiner diesbezüglichen Arbeit teilte er nur die wichtigsten Ergebnisse mit.²⁵ Demgemäss sind finnisch-ugrischen Ursprungs *Kem* — der türkische Name des Jenissei —, weiterhin die Namen der zum Wassernetz des Jenissei gehörenden Flüsse, wie *Sym*, *Ija*, *Ijus*, *Oja*, *Jaga*, *Kolwa*, endlich tragen einen finnisch-ugrischen Namen im Quellengebiet des Jenissei die zwei Berggipfel, *Kyrky-taskyl* und *Ala-taskyl*. Daraus, wie auch aus anderen Angaben zog Castrén die Schlussfolgerung, dass die Finno-Ugrier von irgendwo hier, aus der Sajangegend stammen.

Die Anhänger der biogeographischen Methode weisen eine Berücksichtigung des Castrénschen geographischen Namenmaterials mit der Begründung zurück, es sei zu dürftig. Andererseits hat die Sprachwissenschaft die Methoden noch nicht ausgearbeitet, die zu einer Bestätigung von Castréns Ergebnissen geeignet wären.²⁶ Der erwähnte Standpunkt wird aber durch den biogeographischen Dogmatismus genährt. Die Anhänger der biogeographischen Methode haben es überhaupt noch nicht versucht, das Namenmaterial durch Untersuchung der geographischen Namen der Sajangegend zu vermehren, da sie im vorhinein den Gedanken verwerfen, dass die Urheimat auch anderswo als in Europa gewesen sein könnte. Dabei hätten sie leicht den im Ost-Sajan-Gebirge entspringenden Fluss *Oka* entdecken können, der denselben Namen führt wie einer der grössten Nebenflüsse der Wolga in einem Gebiet, wo einst unzweifelhaft Finno-Ugrier wohnten. (Ähnlicherweise hat der *Kem*-Fluss den Namen der Kama. In der udmurtischen Sprache bedeutet *kam* soviel wie 'Fluss'.)

Andererseits betrachten die Anhänger der biogeographischen Methode, die die Mittel der Sprachwissenschaft zur Bekräftigung von Castréns Ergebnissen für ungeeignet halten, dieselben Mittel für geeignet zur Widerlegung seiner Ergebnisse. Diesbezüglich machte letzthin P. Hajdu einen Versuch.²⁷ Dieser Versuch versagte aber, da er aus dem Lautbestand der finnisch-ugrischen Grundsprache ausging, dieser jedoch bisher glaubwürdig noch nicht rekonstruiert werden konnte. «Die Versuche zur Rekonstruktion der finnisch-ugrischen Grundsprache blieben erfolglos. Die 'Ur-laute' wurden von den verschiedenen Verfassern verschiedenartig rekonstruiert».²⁸

Man versuchte, die geographischen Namen der Sajangegend, die offensichtlich mit heute lebendigen finnisch-ugrischen Wörtern übereinstimmen, dem

²⁵ Castrén, Über die Ursitze des finnischen Volkes. Kleinere Schriften V. St. Petersburg 1862, S. 107–122.

²⁶ Vgl. H. Paasonen, Beiträge zur Aufhellung der Frage nach der Urheimat der finnisch-ugrischen Völker. Annales Universitatis Fennicae Aboensis Series B. Bd. 1, Nr. 5, S. 5–7.

²⁷ P. Hajdu, A magyarság kialakulásának előzményei (Die Vorläufer der Herausbildung des Ungarntums). Budapest 1953, S. 59–60.

²⁸ Д. В. Бубрих, Большая Советская Энциклопедия. Bd. 57, S. 613. 1936. Vgl. den Artikel «финноугорские языки».

Zufall zuzuschreiben. Man berief sich z. B. darauf, dass es neben dem deutschen Fluss Weser die Stadt *Minden* gebe, deren Name dem ungarischen Wort *minden* 'alles, alle' ähnlich lautet, daraus jedoch niemand folgern könnte, dass neben der Weser jemals Ungarn gelebt hätten. Wenn es aber neben der Weser 9 geographische Namen mit ungarischer Lautung gäbe — soviel finnisch-ugrische Namen fand Castrén in der Sajangegend —, könnte dies nicht mehr dem Zufall zugeschrieben werden. Dann müsste man daraus folgern, dass wir es nicht mit einem Zufall, sondern mit einer Überlieferung ungarischen Ursprungs zu tun haben.

Die Toponymik, die Wissenschaft von den geographischen Namen, ist heute bereits ein wichtiges Hilfsmittel der Urgeschichtsforschung. Die Urgeschichtsschreibung kann dieser Wissenschaft mehr als ein schönes Ergebnis verdanken. Die toponymische Forschung muss natürlich mit grosser Vorsicht vorgehen, wenn labile, phantastische Folgerungen vermieden werden sollen. Es unterliegt keinem Zweifel, dass zu Castréns Zeiten die Methode der Toponymik noch unentwickelt war und die wissenschaftliche Brauchbarkeit dieser Methode für Castréns Ergebnisse nicht bürgt. Diese Ergebnisse müssen mit einer wissenschaftlichen Methode überprüft werden, indem sich die Untersuchung auf das ganze geographische Namenmaterial der Sajangegend erstreckt. Diese Arbeit wartet natürlich nicht auf die Anhänger der biogeographischen Methode. Diese sind überzeugt, der Ursprung der Finno-Ugrier sei in Europa zu suchen, eine unvoreingenommene Arbeit kann man von ihnen nicht erwarten. Hier ist aber nicht nur von der wissenschaftlichen Brauchbarkeit der Methode die Rede.

Die Frage des Namenmaterials der Sajangegend kann man vom heutigen Stand der Urgeschichtsforschung nicht trennen. Die neuere Urgeschichtsforschung stellte mit Exaktheit den altai-sajanischen Ursprung der Samojeden fest und bewies gleichzeitig, dass die Vorfahren der Samojeden und der Finno-Ugrier einst zusammen lebten und eine Sprachgemeinschaft bildeten. Wenn unter solchen Umständen ein gewichtiger Sprachwissenschaftler, wie Castrén, in der Sajangegend finnisch-ugrische geographische Namen findet, dann ist es auch in Ermangelung der Beweise der wissenschaftlichen Toponymik im vorhinein wahrscheinlich, dass seine Feststellungen im wesentlichen richtig sind. Denn es ist nicht davon die Rede, dass Castrén irgendwo auf der Erde finnisch-ugrische geographische Namen entdeckte, sondern davon, dass er diese im Sajan-Gebiet entdeckte, wo infolge ihrer Beziehungen zu den Samojeden auch Finno-Ugrier verkehren konnten. Nicht der wissenschaftliche Wert der angewandten Methoden, sondern dieser Umstand macht es wahrscheinlich, dass Castréns Feststellungen im wesentlichen richtig sind.

Castréns Feststellungen werden ausserdem durch die neuesten Ergebnisse der Sowjetwissenschaft unterstützt. *L. R. Kislassow* stellte nämlich mit Anwendung der wissenschaftlichen Methode der Toponymik fest, dass in Nord-

Altai und in Süd-Chakassien, also im Altai-Sajan-Gebiet eine Reihe von ugrischen geographischen Namen zu finden sei.²⁹ Ein Teil von diesen hängt mit dem mansi Wort *sos* 'Bach, kleiner Fluss' zusammen, das heute auf diesem Gebiet türkisch meist als *zas* gesprochen wird. Ein anderer Teil dieser Namen gehört zu dem ob-ugrischen Wort *as ~ es* 'Fluss, Strom'. Solche Namen sind in Nord-Altai und in Süd-Chakassien die geographischen Namen *Sos*, *Onsos*, *Asas*, *Kisas*, *Mras-su*, *Kaz*, *Telbcs-su*, *Radavas*, *Kesz*, *Es-szuch*, *Askiz*, *Jus*.

Es ist nicht ausgeschlossen, dass die Wörter *sos*, *as*, *es* bzw. ihre Varianten nicht nur in den ob-ugrischen, sondern auch in den übrigen finnisch-ugrischen Sprachen belegt werden. In diesem Falle müssen diese ohne weiteres in den Wortschatz der finnisch-ugrischen Grundsprache eingereiht werden und so können dann die damit gebildeten geographischen Namen auch unmittelbar beweisen, dass die Finno-Ugrier einst in der Altai-Sajangegend wohnten. Das in Frage kommende geographische Namenmaterial ist aber als Beweis des altai-sajanischen Ursprungs der Finno-Ugrier auch im Falle geeignet, wenn es sich von diesen Wörtern endgültig herausstellte, dass sie besondere ob-ugrische Schöpfungen und nicht allgemein finnisch-ugrischen Charakters sind. Wir werden nämlich sehen, dass man unter finnisch-ugrischer Grundsprache die Gesamtheit von Genssprachen oder -dialekten zu verstehen hat, die miteinander in phonetischer, grammatikalischer und lexikalischer Hinsicht mehr oder weniger zusammenhängen. Das bedeutet soviel, dass sich die einzelnen Dialekte der finnisch-ugrischen Grundsprache in ihrem Wortschatze voneinander bis zum gewissen Masse unterschieden. Es ist also vollkommen möglich, dass die finnisch-ugrischen Gentes, aus denen *später* die Ob-Ugrier hervorgingen, zur Bezeichnung der Begriffe 'Bach', 'kleiner Fluss', 'Fluss', 'Strom' solche Wörter gebrauchten, die den anderen finnisch-ugrischen, unter ihnen auch den vorungarischen Gentes fehlten. Folglich steht auch in diesem Falle nichts im Wege, die fraglichen Wörter aus der finnisch-ugrischen Grundsprache abzuleiten. Daraus folgt aber, dass die betreffenden geographischen Namen auch dann den altai-sajanischen Ursprung der *Finno-Ugrier* beweisen können, wenn die bei ihrer Bildung benutzten Wörter ob-ugrischen Charakters sind.

Für den altai-sajanischen Ursprung der *Finno-Ugrier* spricht auch der Vergleich von Castréns und Kyzlassows geographischem Namenmaterial. Die finnisch-ugrischen geographischen Namen, die Castrén für die Gegend des oberen und mittleren Jenissei bewies, beziehen sich in erster Reihe auf das östlich vom Jenissei fallende Gebiet des Minussinsker Beckens und auf das heutige Tuwinische Autonome Gebiet, d. h. auf das Sajan-Gebiet. Das ob-ugrische Namenmaterial von Kyzlassow hängt hingegen mit Chakassien, dem Gebiet westlich des Jenissei und mit dem Altai-Gebirge zusammen. Das zweifach

²⁹ Л. Р. Қызласов, Л. П. Потапов. Очерки по истории алтайцев. В. И. 1954, № 7, S. 152—153.

Namenmaterial bezieht sich also auf unmittelbare Nachbargebiete, demzufolge ergänzen und bestätigen sie einander. Aus ihrem Vergleich geht hervor, dass von den ursprünglichen finno-ugrischen Gentes die späteren Ugrier in Chakassien und im Altai-Gebirge, die anderen, also die späteren Finno-Permier hingegen im östlichen Teil des Minussinsker Beckens und im Sajan-Gebirge lebten.

Die neuesten Forschungen unterstützen also Castréns Feststellungen und liefern Beweise für den altai-sajanischen Ursprung der Finno-Ugrier. Demzufolge kann der altai-sajanische Ursprung der Finno-Ugrier auch bis zur wissenschaftlichen Überprüfung von Castréns Namenmaterial als eine Hypothese betrachtet werden, die als Ausgangspunkt der ungarischen Urgeschichte betrachtet werden kann, angenommen, dass sie eine Erprobung durch die Tatsachen besteht.

Von dieser Erprobung aber kann man erst sprechen, wenn es gelingt, die ungarische und die finnisch-ugrische Urgeschichte auf Grund des sajanischen Ursprungs der Finno-Ugrier so darzustellen, dass diese Darstellung mit sämtlichen bekannten Tatsachen in Einklang stehe. Und eben diese Darstellung der ungarischen Urgeschichte — und nicht andere Lösungen — soll mit sämtlichen bekannten Tatsachen am besten in Einklang stehen. Das Folgende, wie die ganze Darstellung der ungarischen Urgeschichte möge dieser Beweisführung dienen. Soviel kann man aber bereits im vorhinein feststellen, dass die Hypothese des sajanischen Ursprungs der Finno-Ugrier mit der *Tatsache* des sajanischen Ursprungs der Samojeden vollkommen in Einklang steht, mit dieser *Tatsache* hingegen die Hypothese vom europäischen Ursprung der Finno-Ugrier keinesfalls zu vereinbaren ist.

Das von Castrén in der Gegend des oberen und mittleren Jenissei gefundene finnisch-ugrische Namenmaterial bezieht sich auf die Gebirgsgegend des heutigen Tuwinischen Autonomen Gebietes und auf das Chakassische Autonome Gebiet bzw. auf die Steppen des Minussinsker Beckens. Die Altertümer Chakassiens und des Minussinsker Beckens sind wohlbekannt. Es bleibt die Frage, ob in diesem Gebiet Denkmäler einer solchen archäologischen Kultur erhalten blieben, die den Finno-Ugriern zugeschrieben werden kann?

Diese Frage muss bejaht werden. In dem vorigen Gebiet herrschte im III. Jahrtausend und zu Beginn des II. Jahrtausends v. u. Z. die Afanassjewo-Kultur. Die materiellen Denkmäler dieser Kultur entsprechen den ökonomischen Verhältnissen, die im Wortschatz der finnisch-ugrischen Grundsprache belegt sind, und so kann diese Kultur den Vorfahren der Finno-Ugrier zugeschrieben werden.

Das archäologische Material der Afanassjewo-Kultur wurde unlängst am eingehendsten von *S. W. Kisseljow* bearbeitet.³⁰ Die Arbeitsgeräte der Afanassjewo-Leute sind überwiegend aus Knochen und geschliffenem Stein gefertigt

³⁰ С. А. Киселев, Древняя история Южной Сибири. 2. Aufl. 1951, S. 23—66.

und zwar unter Anwendung einer entwickelten Technik der Steinbearbeitung. Sie hatten aber bereits auch kupferne Geräte, so z. B. kupferne Messer, lebten also in bezug auf die technische Entwicklung im Äneolithikum (Kupfersteinzeit). Sie selbst gewannen das Kupfererz und bearbeiteten es zu Gebrauchsgegenständen, ihre Metallurgie stand jedoch noch auf einer niedrigen Stufe. Sie verstanden es noch nicht, kupferne Gegenstände durch Formguss vollkommen herzustellen, da der Guss durch Schmiedearbeit stets ergänzt werden musste.

Ihre grundlegenden Produktionszweige waren die Jagd mit Pfeil und Bogen sowie Fischfang mit Netz und Angel. Demgemäss lebten sie hauptsächlich in waldigen Flusstälern. Ausser mit Jagd und Fischfang beschäftigten sie sich auch mit Viehzucht. Der Umfang dieser Viehzucht ist nicht bekannt, auch wissen wir nicht, ob sie ausser dem Schaf auch andere Tiere züchteten. Im ältesten Friedhof der Afanassjewo-Zeit fand man nämlich in vier Gräbern ausser Schafknochen auch Rinder- und Pferdeknochen. Gewisse Erwägungen sprechen jedoch gegen die Annahme, dass sie auch eine Rinder- und Pferdezucht gehabt hätten. In den späteren Friedhöfen der Afanassjewo-Zeit und im Altai-Gebirge, wohin sich, wie wir später sehen werden, die Afanassjewo-Kultur ebenfalls erstreckte, sind nur Spuren der Schafzucht zu finden. So scheint es wahrscheinlich, dass die betreffenden Gräber des obenerwähnten Friedhofes aus einer späteren Zeit stammen als der Friedhof selbst und so bereits den Übergang aus der Afanassjewo- in die darauffolgende Andronowo-Kultur vertreten. Es ist also wahrscheinlich, dass man in der Afanassjewo-Zeit nur mit Schafzucht rechnen darf. Eine gewisse Unsicherheit herrscht auch in der Frage des Ackerbaues. Es kamen nämlich Geräte zum Vorschein, die zum Zermahlen von Kornfrüchten gedient haben konnten, diese Folgerung muss jedoch nicht unbedingt gezogen werden.

Die Afanassjewo-Menschen hatten übrigens viele Tongefässe, die allgemein oval oder kugelförmig ausgebildet waren. Mit einem kammartigen Gerät wurden sie mit Tannenzweigmuster verziert. Sie kannten das Weben und das Spinnen der Schafwolle, auch bearbeiteten sie Holzbalken, die sie beim Bau ihrer Häuser verwendeten. Diese festeren, in die Erde gebauten Häuser, sowie die vielen Tongefässe weisen auf eine verhältnismässig sesshafte Lebensweise hin. Ihre Toten begruben sie in Hockergräbern.

Denselben Zustand der Produktivkräfte zeigt auch der Wortschatz der finnisch-ugrischen Grundsprache. Darin ist das ungarische Wort *vas* 'Eisen' zu finden, das damals noch das 'Kupfer' bezeichnete. Die ung. Wörter *új* 'Bogen', *nyíl* 'Pfeil', *ideg* 'Bogensehne' und andere Wörter der Jagd sowie Tiernamen zeugen von der Wichtigkeit der Jagd. Die Wichtigkeit des Fischfanges wird durch verschiedene Fischnamen und durch Namen von Fischergeräten, wie ung. *háló* 'Netz' und *horog* 'Angel' bestätigt. Ein reicher Wortschatz weist auf das Leben am Ufer der Flüsse hin. Aus dem Bereich der Viehzucht findet man in der Grundsprache die ung. Wörter *jüh* 'Schaf', *vaj* 'Butter', wahrscheinlich auch

fejni 'melken' und vielleicht gehört auch *háj* 'Fett' hierher. Auf die Hackkultur weisen 'vielleicht die Wörter für 'Griess' und 'Mehl' hin, die aus mehreren heutigen finnisch-ugrischen Sprachen bis auf die finno-ugrische Grundsprache zurückgeführt werden können. In der finno-ugrischen Grundsprache sind auch die ungarischen Wörter *fazék* 'Topf', *ház* 'Haus', *fon* 'spinnen' sowie die Wörter für die Zubehöre des Hauses, wie 'Tür', 'Schwelle' usw. vorhanden.³¹

Im Wortschatz der finno-ugrischen Grundsprache zeichnen sich also mit Klarheit die ökonomischen Verhältnisse bzw. die materiellen Denkmäler der Afanassjewo-Zeit ab. Natürlich darf man aber hinter den Wörtern nicht einen anderen Sinn suchen, wie das unsere Sprachwissenschaftler tun. Die Sprachwissenschaftler behaupten von jedem Wort der finno-ugrischen Grundsprache, das auf eine etwas höhere Kulturform als Jagd und Fischerei hinweist, ohne weiteres, dass es in der Urzeit eine andere Bedeutung hatte und damit tragen auch sie zur Unterschätzung der finno-ugrischen Kultur bei. Ihrer Meinung nach sei *vaj* nicht 'Butter', sondern irgendein 'tierisches Fett'; *fazék* sei kein 'Topf', sondern irgendein 'Holzgefäß'; *ház* sei kein 'Haus', sondern wer weiss was; *fon* bedeute nicht soviel, dass sie 'webten und spinnten', sondern höchstens soviel, dass sie sich auf das Flechten von Fischnetzen verstanden. Die Töpferei war schon im Neolithikum bekannt, im III. Jahrtausend im ganzen nordeuropäischen Waldgürtel allgemein verbreitet, den Finno-Ugriern darf sie jedoch selbst im II. Jahrtausend, also im Äneolithikum, noch nicht bekannt sein. Soweit führt die im luftleeren Raum betriebene linguistische Spielerei, die unter Vernachlässigung der allgemeinen Ergebnisse der Geschichtsforschung und der besonderen Ermittlungen der Archäologie die Urgeschichte einzig allein aus den Angaben der Sprachwissenschaft rekonstruieren will. Die Linguisten-Urgeschichtsforscher erachten es nicht für notwendig, ihre sprachlichen Angaben über die Vorfahren der Finno-Ugrier mit den materiellen Denkmälern irgendeiner archäologischen Kultur zu verbinden, demzufolge bleiben ihre aus Wörtern erweckten Finno-Ugrier nur blutlose idealistische Gespenster.

Auf die Afanassjewo-Kultur zurückkehrend, sind ihre Denkmäler auch im Altai-Gebirge zu finden. Auf Grund des Verbreitungsgebietes der Afanassjewo-Kultur, das nicht allzu gross dazu ist, um es nicht mit einem einzigen Volkstum zu verbinden, müssen wir das Wohngebiet der Finno-Ugrier in dieser Zeit im Minussinsker Becken, in Chakassien und im Altai-Gebirge suchen.

Die Hypothese vom altai-sajanischen Ursprung der Finno-Ugrier steht in vollem Einklang mit den sprachlichen Tatsachen, namentlich mit den iranischen Lehnwörtern der finno-ugrischen Grundsprache. Das Altai-Sajan-Gebiet grenzt heute im Westen an Sowjet-Mittelasien. Soviel darf man heute ruhig annehmen, dass auf dem Gebiet von Sowjet-Mittelasien vom Beginn des II.

³¹ Vgl. G. Bárczi, *A magyar szókincs eredete* (Ursprung des ungarischen Wortschatzes). Budapest, 1951.

Jahrtausends v. u. Z. an uriranische Stämme lebten. Diese Hypothese stimmt auch mit den ethnographischen Tatsachen überein. *S. W. Iwanow* bewies, dass ein bestimmtes uraltes Verzierungsmotiv, das in der Kunst sämtlicher, auf dem Gebiet der Sowjetunion lebender finnisch-ugrischer Völker auch heute zu finden ist, in Asien ausser den finnisch-ugrischen Völkern nur bei den nordaltaischen Schorzen und Kumandinen vorkommt.³² Von einem Holzschaufeltyp, der im Ural-Gebirge im Torf von Schigir-Gorbulunowo gefunden wurde und — wie wir sehen werden — den Finno-Ugriern zugeschrieben werden muss, stellte sich heraus, dass seine Analogien in Nord-Altai und nur hier vorkommen. Diese Angaben bezeugen Beziehungen der Finno-Ugrier zum Altaigebiet. Sie entscheiden zugleich bejahend die Frage des finno-ugrischen Ackerbaues, da die erwähnte Holzschaufel, die beim Ackerbau verwendet wurde, im Altai-Gebiet als ein finno-ugrisches Relikt betrachtet werden muss.

Die sowjetischen Archäologen und Ethnographen, wie *W. N. Tschernezow*, *A. J. Brjussow* und *P. N. Tretjakow* sind im allgemeinen ebenfalls Anhänger des asiatischen Ursprungs der Finno-Ugrier. Für den asiatischen Ursprung der Finno-Ugrier nimmt auch der Anthropologe *N. N. Tscheboksarow* Stellung.³³ Soweit sie aber auch das älteste Wohngebiet der Finno-Ugrier genauer angeben, so suchen sie es — abgesehen von Tscheboksarow, der auf das Altai-Sajan-Gebiet hinweist — sich auf *P. Tolstows* Kelteminar-Theorie stützend mehr in der Umgebung des Aral-Sees.³⁴ Demgemäss wären die Finno-Ugrier in der Umgebung des Aral-Sees mit Draviden oder Munda-Stämmen in Berührung gewesen und von hier nach Norden gewandert. Bereits im IV—III. Jahrtausend oder noch früher hätten sie vom Ural Gebirge bis zum Baltischen Meer den nördlichen Waldgürtel des europäischen Gebietes der Sowjetunion besetzt.

Zweifellos reicht die frühe neolithische Kultur auf dem betreffenden Gebiet bis nach Asien zurück. Im Gebiet der Kama können sogar die für die Aralgegend charakteristischen Vorstufen der späten neolithischen Kultur bewiesen werden. Es ist aber nicht wahrscheinlich, dass diese Beziehungen durch die Finno-Ugrier vermittelt wurden, da einer solchen Auffassung die sprachlichen Tatsachen ausdrücklich widersprechen. Hier ist nicht nur von der finno-ugrisch-samojedischen Sprachverwandtschaft die Rede, die im Kreise der sowjetischen Archäologen und Ethnographen keinen Fuss fasste. Auch die iranischen Lehnwörter der finno-ugrischen Grundsprache, wie z. B. die im Ungarischen erhaltenen Wörter *száz* 'hundert', *méh* 'Biene', *méz* 'Honig' widersprechen der Theorie

³² *C. В. Иванов*, Материалы орнамента к проблеме культурно-исторических связей хантов и манси. С. Э. 1952, № 3, S. 85—89; *В. И. Толмачев*: ИАК 60.

³³ *В. А. Чернецов*, К вопросу о месте и формировании финно-угорской этнической группы. Тезисы докладов о выступлении сотрудников Ин-та ист. мат. культ. АН СССР 1951; *А. Я. Брюсов*, Очерки по истории племен европейской части СССР в неолитическую эпоху. 1952; *П. Н. Третьяков*, О происхождении славян. В. И. 1953, № 11, S. 75; *Н. Н. Чебоксаров*, К вопросу о происхождении народов угро-финнской языковой группы. С. Э. 1952, № 1.

³⁴ *С. П. Толстов*, По следам древне-хорезмийской цивилизации. 1948, S. 71—74.

des Ursprungs aus der Aralgegend. Iranische Sprachen konnten sich im II. Jahrtausend v. u. Z. noch nicht bilden, da im III. Jahrtausend die indoeuropäische Grundsprache noch bestand. Demzufolge musste zu Beginn des II. Jahrtausends auch noch die finno-ugrische Spracheinheit bestanden haben, da die iranischen Wörter frühestens in dieser Zeit in die finno-ugrische Grundsprache eindringen konnten. Daraus folgt wiederum, dass sich die finno-ugrischen Stämme im III. Jahrtausend oder noch früher im nördlichen Waldgürtel des europäischen Teiles der Sowjetunion nicht zerstreuen konnten, da der iranische Einfluss die finno-ugrische Sprache noch vor der Zerstreuung der finno-ugrischen Stämme, also frühestens zu Beginn des II. Jahrtausends erreichte. Es kann nämlich nicht angenommen werden, dass der uriranische Einfluss zu Beginn des II. Jahrtausends die auf dem mächtigen Gebiet von Nord-Europa seit Jahrtausenden zerstreuten finnisch-ugrischen Stämme einheitlich erreicht hätte. In Wirklichkeit übersiedelten die Finno-Ugrier bzw. ein Teil von ihnen erst im II. Jahrtausend v. u. Z. von Asien nach Europa. Der auf das archäologische Material gestützte Beweis dieser Behauptung erfolgt später an entsprechender Stelle. Hier bemerken wir nur soviel, dass die Toponymik des nordrussischen Waldgürtels ebenfalls dafür spricht, dass die Finno-Ugrier verhältnismässig spät nach Europa übersiedelten. Im nordeuropäischen russischen Waldgürtel enden viele Fluss- und Ortsnamen auf die Silben *-ma*, *-ga*, *-kscha (scha)*; solche geographische Namen kann man jedoch nach *B. A. Serebrjanikow* aus den finnisch-ugrischen Sprachen nicht ableiten.³⁵ Demzufolge wurden diese Namen von früher hier sesshaften, nicht finnisch-ugrischen Stämmen an die später eingewanderten Finno-Ugrier überliefert.

Auf Grund der ob-ugrischen geographischen Namen des Altai-Gebirges und Chakassiens taucht noch eine Möglichkeit auf, dass nämlich nur die Ugrier von dieser Gegend stammen, der Ursprung der übrigen Finno-Ugrier aber anderswo zu suchen sei. Wie es scheint, hat in der Sowjetwissenschaft auch diese Meinung ihre Anhänger. Für die Auffassung spricht der gemeinsame uralische anthropologische Typ, der die heutigen Ob-Ugrier — im Gegensatz zu anderen finnisch-ugrischen Völkern — in eine Reihe mit den heutigen türkischen Völkern des Altai-Sajan-Gebiets stellt. Diese Annahme verstösst jedoch ebenfalls gegen die sprachlichen Tatsachen. In diesem Falle müsste nämlich auch angenommen werden, dass die Ob-Ugrier nicht im Altai-Sajan-Gebiet, sondern anderswo und später mit einer solchen ethnischen Gruppe in Berührung kamen, von der sie ihre finno-ugrische Sprache übernehmen oder der sie diese überliefern konnten. Die Anthropologie bestätigte jedoch, dass der uralische Typ in der Altai-Sajan-Gegend in den Jahrhunderten zu Beginn unserer Zeitrechnung entstand, woraus folgt, dass die Ugrier uralischen Types

³⁵ *Б. А. Серебрянников*, Совещание по методологии этногенетических исследований. ВДИ 1952, № 1, S. 203–204.

nachfolgend, also frühestens im I. Jahrtausend u. Z. des Altai-Sajan-Gebiet hätten verlassen müssen. In dieser Zeit war jedoch in Europa das finnisch-ugrische Ethnikum längst entwickelt und auch in Asien kennen wir keine ethnische Gruppe, von der die Ugrier ihre finno-ugrische Sprache hätten übernehmen können.

Wir haben gesehen, dass einst die Samojeden wie auch die Finno-Ugrier im Altai-Sajan-Gebiet lebten. Daraus folgt aber noch nicht, dass die Finno-Ugrier und die Samojeden *gleichzeitig* und *zusammen* in der Altai Sajan-Gegend wohnten. Castrén fand im geographischen Namenmaterial der Sajangegend nicht gemeinsame samojedisch-finno-ugrische, sondern selbständige finnisch-ugrische Wörter, die also dann entstanden, als sich die Finno-Ugrier von den Samojeden sprachlich bereits getrennt hatten. Die sprachliche Trennung ging mit der territorialen Hand in Hand, was auch dadurch bestätigt wird, dass die finno-ugrische Grundsprache andere fremdsprachliche Einwirkungen erfuhr und die samojedische Grundsprache wieder andere. Castréns Namenmaterial weist also nicht auf ein finno-ugrisch-samojedisches Zusammenleben, sondern auf ein finno-ugrisch-samojedisches Eigenleben hin bzw. darauf, dass die Finno-Ugrier und die Samojeden nicht zusammen und nicht gleichzeitig im Altai-Sajan-Gebiet lebten. Wo lebten also dann die Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojeden zusammen? Im Folgenden suchen wir eine Antwort auf diese Frage.

Die Din-lin

Wollen wir die gemeinsame Heimat der Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojeden erforschen, so müssen wir von den türkischen und mandchutungusischen Lehnwörtern der bis heute uralisch genannten Grundsprache bzw. von den mongolischen Beziehungen der türkischen Lehnwörter ausgehen. Die gemeinsame Heimat war dort, wo die türkischen und mandchu-tungusischen Lehnwörter in die gemeinsame Sprache eindringen konnten, wo also die Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojeden mit den türkischen und mandchutungusischen Stämmen in Berührung standen. Einen Anhaltspunkt dafür bietet auch die Tatsache, dass die Türken, die mit den Vorfahren der Finno-Ugrier und Samojeden Verbindung hatten, oder die Vorfahren der Finno-Ugrier und Samojeden selbst auch mit den Mongolen in Beziehung sein konnten. Wir müssen also das ursprüngliche Wohngebiet der Türken, der Mongolen und der Mandchu-Tungusen bzw. ihrer Vorfahren erforschen.

Die Aufgabe ist nicht leicht. Wenn bereits der altai-sajanische Ursprung der Finno-Ugrier eine Hypothese ist, so müssen wir in der Frage nach der gemeinsamen Heimat der Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojeden noch mehr mit Hypothesen arbeiten. Keine einzige historische Angabe spricht darüber,

wo die Vorfahren der heute türkische, mongolische oder mandschu-tungusische Sprachen sprechenden Völker im III., vielleicht sogar im IV. Jahrtausend leben konnten. Das richtigste Verfahren in dieser Frage scheint zu sein, wenn man die ersten historischen Angaben untersucht, die sich auf die die erwähnten Sprachen sprechenden Stämme beziehen, und zwar mit dem Zweck, die Gegend festzustellen, wo sie in die Geschichte eingetreten sind. Es wäre natürlich möglich, dass diese Stämme von anderswo in dieses Gebiet kamen. Gelangt jedoch unsere Untersuchung zu dem Ergebnis, dass die türkischen, mongolischen und mandschu-tungusischen Stämme auf einem zusammenhängenden geographischen Gebiet in die Geschichte eingetreten sind, so kann man daraus mit grosser Wahrscheinlichkeit folgern, dass ihre Vorfahren bereits früher auf demselben Gebiet oder in der Nähe desselben wohnten. Es ist nämlich nicht wahrscheinlich, dass diese drei Stammesgruppen, die nach Zeugenschaft ihrer uralten Beziehungen zu den Finno-Ugriern und Samojuden bereits früher miteinander benachbart waren, einst auf einem ganz anderen Gebiet zusammen gelebt hätten als zur Zeit, wo sie in die Geschichte eintraten. In diesem Falle hätten sie zusammen, ja sogar mit den Vorfahren der Finno-Ugrier und Samojuden auf ihr historisch zum erstenmal belegtes Wohngebiet übersiedeln müssen. Mit dieser Möglichkeit müsste man aber höchstens im Falle rechnen, wenn sie alle gemeinsamen Ursprungs wären, was jedoch überhaupt noch nicht bewiesen ist.³⁶

Auf Grund der paläoanthropologischen Tatsachen ist soviel immerhin im vorhinein sicher, dass die Vorfahren der Türken, Mongolen und Mandschu-Tungusen im III. Jahrtausend weder im Altai-Sajan-Gebiet noch auf den westlich davon liegenden Steppen wohnen konnten. In dieser Zeit lebten hier Europäiden; die Türken, die Mongolen und die Mandschu-Tungusen gehören hingegen zu den Mongoloiden. Die Mongoloiden erscheinen in der Sajangegend erst mit der Karassuk-Kultur, gegen Ende des II. Jahrtausends v. u. Z., in der Altaigegend um die Mitte des I. Jahrtausends v. u. Z., und zwar von ostwärts her. Die ersten mongoloiden Einwohner der Altaigegend waren wahrscheinlich die Vorfahren der Turken. Sowjet-Mittelasien wurde in ethnischer Hinsicht erst im I. Jahrtausend u. Z. türkisiert und das hängt ebenfalls mit der Verbreitung des mongoloiden Rassenelementes zusammen.³⁷

Die erste türkischsprachige Stammesgruppe, die in die Geschichte eintritt, waren die Hunnen. Nach der allgemein verbreiteten Meinung gehörten die Hunnen oder wenigstens die führende Gruppe des hunnischen Stammesbünd-

³⁶ Bezüglich der angeblichen Sprachverwandtschaft der sog. altaischen, also türkischen, mongolischen, mandschu-tungusischen Völker vgl. *L. Ligeti*, *Az uráli és altáji nyelvek viszonyának a kérdése* (Das Verhältnis der uralischen und der altaischen Sprachen). *A M. Tud. Akadémia Nyelv- és Irodalomtudományi Osztályának Közleményei*. IV, 3–4 [1953], 346, 348, 362.

³⁷ *Г. Ф. Дебеу*, *Палеоантропология СССР*. 64, 83, 136, 145; *В. В. Гинзбург*, *Материалы антропологии гуннов и саков*. *С. Э.* 1946, № 4, S. 207; derselbe, *Этногенез таджиков в свете данных антропологии*. *С. Э. сборн.* VI–VII, 1947, 320–321.

nisses zur türkischen Sprachfamilie.³⁸ Die Hunnen treten in der Geschichte im III. Jahrhundert v. u. Z. auf, und zwar in der Mongolei. Der Mittelpunkt ihres Wohngebietes lag südlich vom Baikal-See. In den darauffolgenden tausend Jahren treten in Ost-Asien nacheinander verschiedene türkische Stammesbündnisse auf. Von den ersten Gruppen solcher Art, den aus Mandschurien stammenden Sjanjbi (*sienpi*) und dem in der Mitte der Wüste Gobi entstandenen *schuanj-schuanj* Stammesbündnis kann mit Gewissheit noch nicht behauptet, höchstens angenommen werden, dass sie Türken wären. Die diesen folgenden Turken und Ujguren, die in der Mongolei, südwestlich vom Baikal-See wohnten, und die teilweise vom Westrand der heutigen chinesischen Provinz Kansu stammenden Kirgisen (Chakassen) vertraten zweifelsohne bereits das türkische Ethnikum.

Dementsprechend vertrat ein Teil der Forscher auch bisher die Auffassung vom ostasiatischen Ursprung der Turken. Nach *Radlow* war die ursprüngliche Heimat der Türken südlich vom Huanhe- (Gelben) Fluss, auf dem Ordos-Plateau und hatte sich bis zur tibetischen Grenze erstreckt. *Ramstedt* hingegen sucht ihre Heimat an den südlichen Ausläufern des Hingan-Gebirges, im Grenzgebiet von Mandschurien und der Inneren Mongolei.³⁹

Die erste Stammesgruppe, von der angenommen werden kann, dass sie eine mongolische Sprache sprach, waren die Kitajen, die im V. Jahrhundert u. Z. im südwestlichen Mandschurien wohnten. Die heute lebenden Überreste sind die Dauren. Im VII—X. Jahrhundert erscheint nach ihnen in der Nord-Mandschurei bereits ein Stamm namens *Mong-wou*, d. h. *Mongul*, *Mongol*.⁴⁰

Ungefähr gleichzeitig mit den Mongolen erscheint in der Nord-Mandschurei die erste mandschurische Stammesgruppe, die *mo-ha* und ihre Nachkommen, die Stammesgruppe der *ju-tsche* oder *dschurdschenj* (*dschürtschi*), die 1125 die Macht der Kitajen stürzte.⁴¹

Von den Tungusen kann man endlich soviel sagen, dass sie in den ersten Jahrhunderten u. Z. irgendwo in der Gegend des oberen Amur lebten, wo sie nach Zeugenschaft von sprachlichen Belegen nicht nur mit Mongolen, sondern auch mit Türken in Berührung waren.⁴²

Demgemäss war das Wohngebiet der Türken, der Mongolen, der Mand-schuren und der Tungusen in den Jahrhunderten um den Beginn [u. Z.

³⁸ *E. M. Залкинд*, Древние народы китайских хроник и эвенки. С. Э. 1937, № 1; *С. А. Токарев*, О происхождении бурятского народа. С. Э. 1953, № 2; *К. Иностранцев*, Хунну и гунны. 1926; *К. Shiratori*, Sinologische Beiträge zur Geschichte der Türk-Völker. II. Über die Sprache der Hiungnu und der Thungu-Stämme. Изв. Radlov AN Bd. 17, Nr. 2. 1902. Von den ungarischen Sprachwissenschaftlern sind *Gy. Németh* und *L. Ligeti* derselben Meinung.

³⁹ *Radlov*, Das Kudatku Bilik. Т. 1. 1891. LXXX—LXXXI; *Ramstedt* in: Mémoires de la Société Finno-Ougrienne LVIII (1928), 453.

⁴⁰ *E. M. Залкинд*, Кидане и их этнические связи. С. Э. 1948, № 1, *L. Ligeti*, а. а. О. 359.

⁴¹ *E. M. Залкинд*, Древние народы китайских хроник и эвенки. С. Э. 1937, № 1; *L. Ligeti* а. а. О. 360.

⁴² *Г. Л. Василевич*, К вопросу о киданях и тунгузах. С. Э. 1949, № 1, S. 160.

auf dem zusammenhängenden Gebiet Ost-Asiens, in der Mongolei, der Mandschurei und der Gegend des oberen Amur. Auf diesem Gebiet müssen also auch die Wohngebiete ihrer Vorfahren aus dem III. Jahrtausend oder noch früher gesucht werden. Ihr Siedlungsgebiet erstreckte sich früher jedoch bedeutend mehr nach Süden und war noch im VII. Jahrhundert v. u. Z. mit dem damaligen zentralen Gebiet der chinesischen Zivilisation benachbart, in der Gegend des mittleren Huanhe-Flusses. Die «Barbaren des Nordens», mit denen die Chinesen seit Menschengedenken kämpften, gingen aus ihnen hervor.

Auch kann es angenommen werden, dass sie früher in einer anderen territorialen Gruppierung wohnten, als um die Zeit des Beginns unserer Zeitrechnung. Dies wird im Zusammenhange mit den Mandschu-Tungusen auch durch die anthropologischen und archäologischen Angaben unterstützt. Von der am Ende des II. Jahrtausends und zu Beginn des I. Jahrtausends in der Sajangegend bestehenden Karassuk-Bronze-kultur kann nämlich festgestellt werden, dass ihre Träger — zwar mit Europäiden vermischte — Vertreter der fernöstlichen mongoloiden Rasse waren. Dieser Typ ist unter den in Frage kommenden ethnischen Gruppen — mit seiner Kurzschädel-Variante — heute einzig allein bei den Mandschuren und Tungusen bekannt. Die Karassuk-Stämme kamen hingegen vom Ordos-Plateau in die Sajangegend, da die Bronze-kultur, deren Träger sie waren, auf dem Ordos-Plateau ungefähr seit dem XIII. Jahrhundert blühte. Es ist also anzunehmen, dass die Träger der Bronze-kultur am Ordos-Plateau ebenfalls zur fernöstlichen Rasse, folglich zum mandschu-tungusischen Ethnikum gehörten, und dass demzufolge die Mandschu-Tungusen gegen das Ende des II. Jahrtausends auf dem Ordos-Plateau lebten. Diese Annahme wird auch durch den Umstand bekräftigt, dass man in Nordwest-China, in Dschungarien auch heute kleineren Gruppen mandschurischer und tungusischer Sprache begegnen kann.⁴³

Auf dieser Grundlage kann man jedoch auch annehmen, dass sich die Vorfahren der Türken, der Mongolen und der Mandschu-Tungusen auf dem betreffenden ostasiatischen Gebiet im III. Jahrtausend oder noch früher nicht so sehr in westöstlicher, sondern vielmehr in nordsüdlicher Richtung nebeneinander befanden. Und zwar bildeten die Vorfahren der Türken wahrscheinlich die nördliche Gruppe, die der Mandschu-Tungusen die südliche Gruppe, die der Mongolen hingegen die dazwischen liegende Gruppe. Das südlichste, den Chinesen benachbarte Wohngebiet der Mandschu-Tungusen stimmt jedenfalls mit den anthropologischen Verhältnissen überein, da die Chinesen ebenfalls in die fernöstliche Rasse gehörten.⁴⁴

⁴³ Г. Ф. Дебец, Палеоантропология СССР. S. 77–83; Н. Н. Чебоксаров, К вопросу о происхождении китайцев. С. Э. 1947, № 1; С. В. Киселев, Древняя история Южной Сибири. 106–183; Большая Советская Энциклопедия Вд. 38, S. 86–87, 1948 und Вд. 63, S. 34–35. 1933.

⁴⁴ Vgl. *Tscheboksarow* a. a. O.

Die erwähnte Lage entspricht aber auch dem Verhältnis der finno-ugrisch-samojedischen und der türkisch-mongolisch-mandschu-tungusischen Sprachen. Wir müssen uns die Sache so vorstellen, dass sich die Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojuden westlich von den Vorfahren der Türken, der Mongolen und der Mandschu-Tungusen, in mehr oder weniger zentraler Lage befanden. Diese Lage erklärt sowohl die türkischen als auch die mandschu-tungusischen Lehnwörter unserer Sprache sowie die mongolischen Beziehungen der türkischen Lehnwörter und endlich die mongolischen Lehnwörter der ungarischen Sprache. Dabei ist es am wahrscheinlichsten, dass die Vorfahren der Finno-Ugrier die nördliche Gruppe bildeten, und zwar an ihrem südlichen Flügel mit der Gruppe, aus der die Ungarn stammen. Diese Annahme kann sowohl die Tatsache erklären, dass man in den finnisch-ugrischen Sprachen in den ältesten Zeiten mehr türkische Lehnwörter finden kann als in den samojedischen Sprachen, als auch in bezug auf die mongolischen Lehnwörter der ungarischen Sprache eine nähere Erklärung bieten.

Will man eine Annahme über die geographische Lage dieses Gebietes aufstellen, so kann man vor allem an die nordöstlichen Gebirgsgegenden der heutigen Provinz Sinkiang erinnern. Dieses Gebiet liegt nahe genug am Altai-Sajan, am zweifellosen Wohngebiet der Samojuden und zum vorausgesetzten späteren der Finno-Ugrier. Dabei hat dieses Gebiet eine Lage, die auf Grund der vorigen Annahme die türkischen und die mandschu-tungusischen Lehnwörter der gemeinsamen Sprache der Vorfahren der Samojuden geradeso wie der Finno-Ugrier erklären kann. Auch das archäologische Material schliesst die Richtigkeit dieser Hypothese nicht aus. Auf diesem Gebiet, im Becken des Lob-nor-Sees wurden in frühen neolithischen Siedlungen kleine Steinklingen (Mikrolithen), aus späterer Zeit, aus dem III. Jahrtausend hingegen bemalte, mit geometrischen Verzierungen versehene Tongefässe der Janjschao-Kultur gefunden.⁴⁵ Die Afanassjewo-Kultur war ebenfalls eine mikrolithische Kultur und unter ihren Denkmälern kommen auch bemalte Gefässe vor.⁴⁶ Es unterliegt keinem Zweifel, dass die ältesten schamanistischen Überlieferungen der Finno-Ugrier und der Samojuden, die mit den türkischen, mongolischen und den mandschu-tungusischen schamanistischen Überlieferungen übereinstimmen, mit diesem Gebiet in Beziehung gebracht werden können, ebenso wie die älteste Stilschicht der ungarisch-ob-ugrischen (finnisch-ugrischen) Volksmusik mit ihren türkisch-mongolischen Zusammenhängen. Es muss jedoch zugelassen werden, dass im Zusammenhang mit der Lage der gemeinsamen Heimat der Vorfahren der Finno-Ugrier und der Samojuden auch andere Annahmen möglich sind.

S. W. Kisseljow wirft die Frage nicht auf, welches Ethnikum die Träger der Afanassjewo-Kultur hatten. Demzufolge lässt er auch jene sprachwissen-

⁴⁵ Большая Советская Энциклопедия Bd. 21, 1953, S. 197, Artikel «Житай».

⁴⁶ С. В. Киселев а. а. О. 32–33.

schaftlichen und toponymischen Belege ausser Acht, die bei der Entscheidung der vorigen Frage als Anhaltspunkt dienen könnten. Er ist jedoch geneigt, die Afanassjewo-Kultur den von Südwesten, vom Gebiet der Keltemar- und Anau-Kultur Eingewandernten zuzuschreiben und rechnet dabei auch mit der Möglichkeit, dass die äneolithische Afanassjewo-Kultur eine unmittelbare Entwicklungsstufe der lokalen neolithischen Kultur war. Kisseljow beschäftigt sich im Zusammenhang mit der Afanassjewo-Kultur nicht mit der Möglichkeit einer von Süden oder von Südosten, vom Gebiet des heutigen China erfolgten Einwanderung. Doch im Zusammenhang mit der späteren Karassuk-Kultur der Sajangegend (1200—700) nimmt er selbst Stellung für ihren südöstlichen, chinesischen Ursprung, da er in den Trägern derselben die aus China eingewanderten, gemischten europäid-mongoloiden «Din-lin» sieht. Die Gegenwart von Europäiden in der Din-lin genannten Stammesgruppe ermöglicht aber auch, die Finno-Ugrier — und mit ihnen die Samojuden — mit den Din-lin zu verbinden.

Die chinesischen Annalen erwähnen den Stammnamen *di*, der später auch als *din*, *dili* vorkommt und endlich die Form *dinlin* hat, zuerst im Zusammenhang mit den angeblichen Ereignissen des Jahres 1797 v. u. Z.⁴⁷ Die *di*-Stämme erscheinen zusammen mit den *schun*-Stämmen und kommen auch später mit ihnen zusammen vor. Beide Stammesbündnisse vertreten die nördlichen Barbaren. Die in den chinesischen Quellen erwähnten *di*- und *schun*-Stämme lebten im VII. Jahrhundert im Gebiet der heutigen Provinzen Kansu, Senjschi und Sanjschi und auf dem Ordos-Plateau. Seit dem VII. Jahrhundert wurden die roten *di* (Tschidi) und die weissen *di* (Bajdi) unterschieden. Im VI.—III. Jahrhundert unterwarfen und assimilierten die Chinesen die in der östlichen Hälfte Provinz Kansu, in Senjschi und in Sanjschi lebenden *di*-Leute. Vom III. Jahrhundert an erwähnen jedoch die chinesischen Quellen die jenseits der chinesischen Grenzen lebenden *dinlin*- und *bajdi*-Stämme, die im Gebiet des Baikal-Sees bis zum Irtysch wohnten. Diese Stämme kommen in den Quellen noch im III. Jahrhundert u. Z. vor. Zuletzt werden sie in der Geschichte der Than-Dynastie erwähnt, und zwar im Zusammenhang mit den Stämmen, die im VIII.—IX. Jahrhundert westlich vom mittleren Jenissei wohnten.⁴⁸

Die Geschichte der Din-lin der Jenisseigegend können wir bis zum VII. Jahrhundert v. u. Z. zurückverfolgen, also bis zum Zeitpunkt, als in der Sajangegend das Zeitalter der bekannten «Minussinsker Bronzekultur», der Tagarkultur begann. Die Denkmäler dieser Kultur sind den gleichzeitigen Alter-

⁴⁷ Diesen Stammesnamen gebrauchen wir in der Transkription, wie er in *Bitschurins* erwähnter Arbeit vorkommt. *De Groot* (Die Hunnen der vorchristlichen Zeit. Berlin und Leipzig 1921) schreibt *tik*, bzw. *ting-ling*.

⁴⁸ Vgl. diesbezüglich die erwähnten Arbeiten von *Bitschurin* und *De Groot*. Die vollständige Bibliographie der Literatur über die Din-lin bei *Г. Ф. Дебец*, Еще раз о белокурой расе в Центральной Азии. Советская Азия 1931, № 5—6; *Т. Е. Грум-Гржимайло*, Западная Монголия и Уранхайский край. 1927, Bd. II.

tümern der Mongolei und des Ordos-Plateaus ähnlich.⁴⁹ Die Träger der Tagar-Kultur vertreten dabei im Gegensatz zum vorangehenden Karassuk-Zeitalter einen neuen anthropologischen Typ und die chinesischen Quellen sprechen auf diesem Gebiet — zwar in späterer Zeit, vom III. Jahrhundert v. u. Z. an — von Din-lin. Es ist also wahrscheinlich, dass die Träger der Tagar-Kultur aus der Mongolei oder vom Ordos-Plateau eingewanderte Din-lin waren.

Die Din-lin der Jenissei- oder der Sajangegend gehören in ethnischer Hinsicht den Anzeichen nach zu den ketsprachigen Stämmen.⁵⁰ Ihre Nachkommen, die Keten, die auch heute am Jenissei, von der Sym-Mündung bis zur Kureika-Mündung leben, tragen selbst den Namen Di.⁵¹ Es ist nicht lange her, dass sie ihre Haare noch in Zöpfe flochten, wie das durch die Chinesen von den alten Din-lin aufgezeichnet wurde.⁵² Vor ihren Nachbarn zeichneten sie sich im XVII. Jahrhundert dadurch aus, dass sie das Schmelzen des Eisens noch als altes Erbe kannten.⁵³ Die heutigen Keten sind jedoch nicht die direkten Nachfolger der alten. Der Jenissei-Typ, der vom tagarischen anthropologischen Typ abweicht, weist darauf hin, dass die Vorfahren der heutigen Keten noch im Zeitalter der Tagar-Kultur von den alten Keten sprachlich assimiliert wurden. Die unmittelbaren Nachfolger der Keten waren die Arinen, Assanen und die Kotten, die zu Anfang des XVII. Jahrhunderts am Fusse des Sajan-Gebirges wohnten und seither von den Russen, Türken (Chakassen) und Tungusen assimiliert wurden.

Die Din-lin waren in ethnischer Hinsicht nicht einheitlich. Die Chinesen reihten z. B. unter die Din-lin (*dili*) auch die türkisch sprechenden Ujguren (*gaogjuj*), die man von den auf dem Gebiet der Provinzen Kansu und Sanjsi einst lebenden Tschidi abstammen liess.⁵⁴ Din-lin war also der Sammelname einer Gruppe der nördlichen Barbaren und die Chinesen bezogen ihn auf verschiedene ethnische Elemente.

In anthropologischer Hinsicht spielten jedoch bei den Din-lin auch europäide Elemente eine Rolle, und zwar bereits während ihres Aufenthaltes in China und in der Mongolei. Diejenigen Din-lin, die ketisch sprachen und aus der Mongolei oder der Ordos-Gegend im Tagar-Zeitalter in die Jenissei-Gegend wanderten, vertraten den gracilisierten protoeuropäiden Langschädel-Typ.⁵⁵ Später, im VIII.—IX. Jahrhundert u. Z., als sie sich mit mongoloiden Türken, deren Sprache sie auch zum grössten Teil übernahmen, bereits stark vermischten, wird das aus der Vermischung hervorgegangene chakassische

⁴⁹ Kissel'jow a. a. O. 317.

⁵⁰ С. И. Вайнштейн, К вопросу об этногенезе кетов. К. С. И. Э. № XVIII, 1951. S. 7.

⁵¹ Т. Е. Грум-Гржимайло а. а. О. 101, zweite Fussnote.

⁵² E. Chavannes, Les pays d'Occident d'après Le wei-Lio. Toung-Pao ser. II. vol. VI, 1805, 524.

⁵³ Б. О. Долгих, О некоторых этногенетических процессах в Северной Сибири. С. Э. 1952, № 1, S. 52.

⁵⁴ Bitschurin a. a. O. 213—216.

⁵⁵ Г. Ф. Дебец, Палеоантропология СССР. S. 128.

(kirgisische) Volk von den Chinesen noch immer als eine «blonde» Rasse beschrieben. In der Gegend des Jenissei, so heisst es in den Quellen, «sind die Leute allgemein von hoher Statur, haben rotes Haar, ihr Gesicht ist rot, ihre Augen sind blau.⁵⁶ Die Charakteristik wird auch von den zeitgenössischen arabisch-persischen und tibetischen Quellen bestätigt. Sogar in der dem Tagar-Zeitalter vorangehenden Karassuk-Periode kann unter der mongoloiden Stammesbevölkerung ein europäider Kurzschädel-Typ bewiesen werden,⁵⁷ der hier in der vorangehenden Periode noch gefehlt hatte und wahrscheinlich mit den Karassuk-Mongolen von chinesischem Gebiet kam. Auf alte Europäiden, die in China und in der Mongolei gelebt hatten, weisen auch andere Angaben hin. Die Schädel der südlich vom Baikalsee und in der Mongolei ausgegraben und aus der Zeit um den Beginn unserer Zeitrechnung stammenden hunnischen Gräber zeigen ausser dem mongoloiden Grundtyp in gewisser Masse auch eine Vermischung mit Europäiden.⁵⁸ Die chinesischen Annalen erwähnen hunnische Heerführer und chinesische Kaiser mit «hoher Nase» und mit Bart, also mit europäiden Zügen. So heisst es z. B. von Gaodi, dem Begründer der Hanj-Dynastie, er hätte eine Adlernase.⁵⁹

Es unterliegt also keinem Zweifel, dass unter den Din-lin, die auf dem Gebiet von China lebten, der europäide anthropologische Typ vertreten war. Europäiden waren aber auch die Träger der Afanassjewo-Kultur, die Finno-Ugrier, die ebenfalls vom Gebiet des heutigen China in die Altai-Sajan-Gegend gelangten. Diese vertraten noch in seiner ursprünglichen, massiven Form den protoeuropäiden Typ, der in der Sajangegend und im Altai mit etwas abweichenden Varianten erschien. Im Altai-Sajan-Gebiet wurde dieser Typ durch mittelhohen, langen Schädel, breites und mittelhohes Gesicht, mittelbreite und stark vorstehende Nase, niedrige Augenhöhlen, gebogene Stirn, stark entwickelte Brauen und ziemlich hohe Gestalt charakterisiert.⁶⁰ Die Haar- und Augenfarbe war ähnlich den Keten wahrscheinlich hell.

Die aus China eingewanderten europäiden Finno-Ugrier müssen auf Grund ihres anthropologischen Types in die Stammesgruppe der Din-lin eingereiht werden. Ihr Ursprung aus China wird auch durch jene protomongoloide oder amerikanoiden Färbung des Afanassjewo-Typs unterstützt, durch die dieser Typ — wenn auch nur in den untergeordneten Zügen — dem Typ der indianischen Irokesen und Algondinen ähnelt.⁶¹ In den Finno-Ugriern müssen wir also die erste, frühe Welle der Din-lin erblicken, die China noch im III. Jahrtausend oder noch früher verlassen hatte. Damit trennten sich die Finno-Ugrier von ihrer ostasiatischen,

⁵⁶ Bitschurin a. a. O. 350.

⁵⁷ Г. Ф. Дебец a. a. O. 77–83.

⁵⁸ A. a. O. 121.

⁵⁹ Bitschurin a. a. O. 52.

⁶⁰ A. o. O. 65.

⁶¹ Г. Ф. Дебец, Одревней границе европоидов и американоидов в Южной Сибири. С. Э. 1947, № 1; derselbe, Палеоантропология СССР. S. 67.

türkisch-mongolisch-mandschu-tungusischen Umgebung. Soviel kann höchstens möglich sein, dass ihre Berührungen mit den Türken auch noch im Altai-Sajan-Gebiet andauerten.

Bezüglich der Samojuden, die auch zu jener Zeit im Gesichtskreis der Chinesen blieben, was bereits durch historische Aufzeichnungen bezeugt wird, wird ihr Zusammenhang mit den Din-lin- oder Bajdi-Stämmen auch durch die historischen Angaben wahrscheinlich gemacht. Nach einer chinesischen Quelle, deren Angabe sich spätestens auf das III. Jahrhundert v. u. Z. bezieht, lebte irgendwo in der Nord-Mongolei und in der Umgebung des Altai-Sajan-Gebirges ein Din-lin-Stamm namens *Bajdi*. In diesem Din-lin-Stamm müssen wir wegen seiner territorialen Lage Samojuden sehen. Dies ist um so wahrscheinlicher, da — wie wir bereits gesehen haben — auch der älteste Name der später nach Norden übersiedelten Enez-Samojuden *Baj* war, ausserdem kann man noch die Benennungen *Bajdi*, bei den Selkup-Samojuden *Baihin* und *Baischin*, bei den Koibal-Samojuden der Sajangegend hingegen auch *Bajgado* finden.⁶²

Die Samojuden waren wohl bedeutend später als die Finno-Ugrier, doch spätestens im I. Jahrtausend v. u. Z. in die Altai-Sajan-Gegend gelangt, zu einer Zeit, als die Finno-Ugrier von hier bereits längst weitergewandert waren. Aus dieser Zeit stammen die ketischen Elemente in ihren Sprachen wie auch die Karassuk-Züge ihrer Kultur. Ursprünglich konnten auch sie zu dem mongoloiden Rassenkreis gehören, obwohl es wahrscheinlich ist, dass sie ins Altai-Sajan-Gebiet bereits nach einer gewissen Vermischung mit Mongoloiden gelangten. Auf ihren europäischen Ursprung weist die bei ihnen auch heute vorkommende helle Haar- und Augenfarbe und ihr vorherrschender, gemischt europäid-mongoloider uralischer Rassentyp hin. Letzterer Rassentyp bildete sich gewiss im Altai-Sajan-Gebiet heraus, als dieser Landstrich in den Jahrhunderten um den Beginn unserer Zeitrechnung von den mongoloiden Türken baikalischen Types überschwemmt wurde. Die mongoloiden Türken konnten auf die Samojuden auch sprachlich einwirken; der von den finnisch-ugrischen Sprachen unabhängige alte türkische Wortschatz der samojudischen Sprachen, der teilweise noch aus China stammen mag, konnte also auch in dieser Periode vermehrt werden.

ERIK MOLNÁR

⁶² Г. М. Василевич, Древнейшие этнонимы Азии. С. Э. 1946, № 4, S. 36 37.

DIE ABSOLUTE MONARCHIE DER HABSBURGER ALS HINDERNIS DER UNGARISCHEN NATIONALEN ENTWICKLUNG

Die absolute Monarchie ist die höchstentwickelte Staatsform der feudalen Gesellschaft. Als feudale Staatsform entsteht sie unter feudalen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Verhältnissen und ist dazu bestimmt, ihre Grundlage, die feudalen Verhältnisse durch ihre Machtorganisation und ihre Machtmittel zu festigen und zu erhalten.

Die Herausbildung der absoluten Monarchie ist das Ergebnis eines sich in mehreren Phasen Jahrhunderte lang hinziehenden, durch Rückschläge oft unterbrochenen, langwierigen und langsamen Entwicklungsprozesses. Die Hauptrichtung dieses Entwicklungsprozesses ist die Liquidierung der Zerrissenheit des Staates in separate, ja einander gegenüberstehende Teile und die Schaffung eines einheitlichen, zentralistischen Staates.

Der Entwicklungsprozess des einheitlichen, zentralistischen Staates hängt mit dem Entwicklungsprozess des Volkes zur Nation eng zusammen. Eine Grundbedingung der Entwicklung des Volkes zur Nation ist die territoriale und wirtschaftliche Einheit, deren Vorbereitung durch den einheitlichen und zentralistischen Staat gesichert wird. Die geschichtliche Bedeutung der absoluten Monarchie besteht darin, dass der Weg zum bürgerlichen Nationalstaat über sie führt, dass sie eine der wichtigsten Etappen dieses Entwicklungsganges ist.

Grundlage und Triebkraft der Herausbildung des einheitlichen, zentralistischen Staates ist die Entwicklung der Produktivkräfte, die allmähliche Entfaltung der Warenproduktion. Die Entwicklung der Produktivkräfte, die Warenproduktion geht mit dem Übergang von der Naturalwirtschaft zur Geldwirtschaft parallel. Die Produktion differenziert sich, der Verbraucherkreis, der Markt erweitert sich, der Handelsverkehr blüht auf. Ein Hindernis der Warenproduktion, der Geldwirtschaft, der Markterweiterung, der Entfaltung des Handelsverkehrs bildet die Zerrissenheit des Staates, dass sich seine einzelnen Teile von einander separieren oder sogar einander gegenüberstehen. Eine gewisse Entwicklungsstufe ermöglicht und — im Interesse der weiteren Entwicklung — fordert die Liquidierung des den Weg versperrenden Hindernisses, der Zerrissenheit des Staates und der damit verbundenen Unsicherheit im Innern und

Wehrlosigkeit nach Aussen, die Einstellung der Kämpfe im Innern und der Angriffe von Aussen, die die Produktivkräfte unablässig bedrohen und vernichten.

Die klassische Form der absoluten Monarchie kam — wie wir wissen — unter Verhältnissen zustande, wo die Klassenkräfte im Grossen und Ganzen ausgeglichen waren.

Wenn der Herrscher die gesetzmässigen Bedingungen der Entwicklung der Produktivkräfte, der Entfaltung der Warenproduktion — die Klassengegensätze ausnutzend — durch den Ausbau des einheitlichen und zentralistischen Staates verwirklicht, ist er nicht bestrebt, die Verhältnisse der feudalen Produktion, der feudalen Gesellschaft radikal abzuändern, die feudalen herrschenden Klassen von der Teilnahme an der Staatsmacht auszuschliessen. Die neue, einheitliche und zentralistische Staatsform ändert im Wesentlichen gar nichts an den feudalen Produktionsverhältnissen, an den grundlegenden Klassengegensätzen der feudalen Gesellschaft, die einerseits die ausbeutenden andererseits die ausgebeuteten Klassen einander gegenüberstellt. Die Bestimmung der neuen, einheitlichen und zentralistischen Staatsform — als der Machtorganisation der ausbeutenden Klassen — bleibt unverändert: sie soll nach wie vor die Unterdrückung der ausgebeuteten Klassen gewährleisten.

Die neue, einheitliche und zentralistische Staatsform, die unmittelbar auf die Liquidierung der feudalen Anarchie folgt, ist noch nicht die absolute Monarchie, sondern der ständische Vertretungsstaat, der die zwischen den herrschenden Klassen, den Ständen und dem Herrscher geteilte Macht bedeutet. Das Schwergewicht dieser gemeinsamen, jedoch geteilten Macht liegt aber nicht in den Händen der Stände, sondern in denen des Herrschers und geht immer mehr in diese über, bis schliesslich die Stände von der Macht auch formell ganz ausgeschlossen werden und aus dem ständischen Vertretungsstaat die absolute Monarchie wird. Diese Wandlung der Staatsform ist — ebenso wie die vorhergehende — auch eine Folge der Entwicklung der Produktivkräfte.

Die Warenproduktion ist unter den feudalen Produktionsverhältnissen im allgemeinen eine einfache, nicht kapitalistische Warenproduktion. Im Verlauf der einfachen Warenproduktion wird schon eine gewisse Kapitalmenge angehäuft, das akkumulierte Kapital schaltet sich in die Produktion ein. Hiemit beginnt die kapitalistische Warenproduktion, die dann immer grössere Ausmasse und ein schnelleres Tempo annimmt.

Der Staat wieder bedarf, um seine mit dem Wachstum der Produktivkräfte, mit der entsprechenden Änderung der Produktions- und der gesellschaftlichen Verhältnisse parallel sich vervielfältigenden Aufgaben lösen zu können, immer grösserer Kraftquellen. Diese vermag er aber nur dann zu erweitern, wenn er die Produktivkräfte des Landes entwickelt. Auf diese Art entsteht jene Dialektik der Entwicklung, dass der Staatsmachtapparat der feudalen Gesellschaft, die absolute Monarchie, um die feudalen Verhältnisse aufrechtzuerhalten, gezwungen

ist, solche Mittel anzuwenden, die letzten Endes den Zerfall, die Krise der feudalen Verhältnisse fördern.

*

Die zentralisierte Staatsmacht der absoluten Monarchie und — ihr zeitlich vorangehend — die des ständischen Vertretungsstaates, dessen Ziel und Mittel im Wesentlichen mit dem Ziel und den Mitteln der aus ihm entstehenden absoluten Monarchie übereinstimmen, sind — weil sie die feudale Anarchie liquidieren und die Bedingungen der Entwicklung des Nationalstaates schaffen — in Bezug der nationalen Entwicklung der Völker zur Zeit ihrer Herausbildung und Erstarkung, man kann auch sagen im aufsteigenden Aste ihres geschichtlichen Weges, fortschrittlich. Den Fortschritt hemmend, reaktionär werden sie, genauer gesagt wird die absolute Monarchie im absteigenden Aste ihres geschichtlichen Weges, wenn die absolute Monarchie — als feudale Machtorganisation — die feudalen Produktions- und gesellschaftlichen Verhältnisse auch dann noch aufrechtzuerhalten trachtet, wenn diese dem veränderten Charakter der Produktivkräfte nicht mehr entsprechen, wenn die Produktivkräfte (in ihrer Mehrheit nunmehr kapitalistischer Prägung) im Interesse ihrer ungestörten Weiterentwicklung kapitalistische Produktions- und gesellschaftliche Verhältnisse erfordern. Die absolute Monarchie hemmt in dieser Zeitperiode schon die Herausbildung des bürgerlichen Nationalstaates, zu dessen Bedingungen sie selbst beigetragen hat, sie wird zum Hemmschuh des gesetzmässigen Fortschritts der gesellschaftlichen Entwicklung. Ihre Tage und Stunden sind — ebenso wie die des Feudalismus — gezählt.

Die absolute Monarchie dient im Verlauf der aufsteigenden, fortschrittlichen Periode ihres geschichtlichen Weges der nationalen Entwicklung der Völker dadurch, dass sie die Vorbedingungen der Entfaltung des nationalen Staates schafft, indem sie

1. die staatliche (politische) Einheit des Landes zustande bringt, auf deren Grundlage auch die wirtschaftliche Einheit des Landes zustandekommen kann ;
2. das Land gegen Angriffe von Aussen schützt, die den Bestand des Staates gefährden ;
3. den im Inneren des Landes wütenden Kämpfen ein Ende bereitet, welche sowohl eine erfolgreiche Verteidigung gegen Angriffe von Aussen, als auch das Zustandekommen der staatlichen und wirtschaftlichen Einheit unmöglich machen ;
4. die Entfaltung der Produktivkräfte des Landes fördert, die sowohl durch Angriffe von Aussen, als auch durch die Unsicherheit im Innern gefährdet sind, und ohne die weder die staatliche, noch die wirtschaftliche Einheit zustandekommen können. Gleichzeitig damit unterstützt sie die Entwicklung der einheitlichen nationalen Sprache und Literatur.

Diese vier Funktionen sind natürlich eng miteinander verschlungen, eine jede bedingt und sichert gleichzeitig die andere.

Um auf dem fortschrittlichen, ansteigenden Aste ihres geschichtlichen Weges der nationalen Entwicklung zu dienen, ist es für die absolute Monarchie eine selbstverständliche Vorbedingung, dass das die Herrschergewalt ausübende Herrscherhaus jenem Volke angehöre, dessen Entwicklung zur Nation die absolute Monarchie durch ihre staatliche Machtorganisation, als Begründer und Lenker dieser Organisation fördert. Die Geschichte kennt jedoch Völker und Länder, die jene Periode ihres staatlichen Daseins, in der die Staatsmacht durch die absolute Monarchie verkörpert war, nicht unter der Herrschaft eines angestammten, sondern unter der eines fremden Herrscherhauses durchlebt haben, und zwar eines solchen, das gleichzeitig auch die Herrschaft in anderen Ländern ausübte.

Ein solches Volk war das ungarische, ein solches Land war Ungarn im Verlaufe jener Jahrhunderte seiner Geschichte, in denen das Geschlecht der Habsburger den ungarischen Thron innehatte, in denen Herrscher aus dem Hause Habsburg die Herrschergewalt in Ungarn ausübten.

Es fragt sich, ob in einem solchen Falle, in dem die Herrschergewalt von einem fremden Herrscher ausgeübt wird, der gleichzeitig auch der Herrscher anderer Völker und Länder ist, die absolute Monarchie jenen Funktionen nachkommt, die der nationalen Entwicklung dienen, d. h. ob sie die Bedingungen schafft, die dazu dienen, dass ein Volk zur Nation wird, die zur Herausbildung des Nationalstaates erforderlich sind, oder ob sie im Gegenteil diese Funktionen nicht erfüllt, die erwähnten Bedingungen nicht schafft, ja sogar der Entwicklung den Weg versperrt, die nationale Entwicklung hindert, also den Fortschritt hemmend, reaktionär wird bereits in jener Etappe ihres geschichtlichen Weges, in welchem sie ansonsten — wenn der Inhaber der Herrschergewalt kein Fremder ist — sich als fortschrittlich, als Wegbereiter der nationalen Entwicklung erweist.

Dieser Vortrag möchte zur Klärung dieser Frage beitragen, indem er in grossen Zügen die Rolle skizziert, die die absolute Monarchie der Habsburger in der ungarischen nationalen Entwicklung gespielt hat. Natürlich erhebt er innerhalb dieses Rahmens weder den Anspruch auf Vollständigkeit, noch beabsichtigt er, auf detaillierte Erörterungen einzugehen. Er beabsichtigt die Frage vom Gesichtspunkt der in der nationalen Entwicklung entfalteten Funktionen der absoluten Monarchie zu untersuchen.

*

Ungarn kam im Jahre 1526, nach der von den Türken bei Mohács erlittenen Niederlage, die für das weitere Schicksal des Landes von entscheidender Bedeutung war, unter die fast vier Jahrhunderte währende Herrschaft des Hauses Habsburg. Früher hatte das Land zweimal (1437—1439, und 1444—1457) für kürzere Zeit Könige aus dem Hause Habsburg gehabt. Ihre vorübergehende

Herrschaft kann jedoch, da der Schwerpunkt ihres Reiches in Ungarn war und sie auch ihren Sitz im Lande hatten, nicht als organische Antezedenzen der von 1526 bis 1918 ohne Unterbrechung währenden ungarländischen Herrschaft des Hauses Habsburg gelten. Nach 1526 lag das Schergewicht des Habsburger-Reiches nicht in Ungarn, sondern in den österreichischen Erblanden, und auch der Sitz der Herrscher lag ausserhalb des Landes.

Die Habsburger haben sich den ungarischen Thron, die Herrschaft über Ungarn, im Jahre 1526 nicht als Eroberer, nicht mit Waffengewalt erworben. Ferdinand I. wurde von einem Teile der ungarischen Stände zum König von Ungarn gewählt. Ferdinand I. berief sich zwar auf verschiedene Verträge, die seine Familie mit früheren ungarischen Herrscherhäusern abgeschlossen hatte, auch war er selbst durch seine Gattin und seine Schwester mit dem bei Mohács gefallenen ungarischen König Ludwig II. aus dem Hause der Jagellonen zweifach verschwägert. Die für ihn Partei nehmenden ungarischen Stände anerkannten sein Recht auf den ungarischen Thron jedoch nicht auf Grund dieser Verträge, sondern wählten ihn am Landtag zum König. Die Wahl war an Bedingungen gebunden und bezog sich nicht auf das Haus Habsburg, sondern nur auf die Person Ferdinands I. Das Erbrecht des Hauses Habsburg wurde von den ungarischen Ständen nur viel später, und zwar das der männlichen Linie im Jahre 1687, das der weiblichen Linie aber erst im Jahre 1722 anerkannt. Bis zum Jahre 1687 wurden alle Herrscher aus dem Hause Habsburg gewählt, die Herrschaftsform der Habsburger in Ungarn war daher bis zu diesem Zeitpunkte nicht ein erbliches, sondern ein Wahlkönigtum. Diese formelle Tatsache beeinflusste jedoch in keiner Hinsicht das Wesen ihrer ungarländischen Herrschaft.

Anlässlich der Königswahl im Jahre 1526 wurden die auf Seite der Habsburger stehenden ungarischen Stände zweifellos durch den Umstand beeindruckt, dass Ferdinand I. nicht nur Herrscher der österreichischen Erblande, sondern zugleich auch der Länder der böhmischen Krone war, ferner dadurch, dass sein Bruder, Karl V. Kaiser des deutsch-römischen Reiches war. Auf dieser Grundlage erhoffte die ungarländische Partei der Habsburger und berief sich darauf, dass die weiteren drohenden Angriffe der Türken mit Hilfe der Habsburger abgewendet werden können. Der entscheidende Grund, der ihre Wahl beeinflusste, ist jedoch nicht hierin zu suchen. Sie rechneten vor allem damit, dass sie mit Unterstützung des Herrschers aus dem Hause Habsburg die Oberhand über die ihnen gegenüberstehende Gruppe der ungarischen Stände gewinnen werden, mit der sie schon früher in scharfem Parteikampf standen. Ziel dieses Kampfes war, die Macht der Gegenpartei zu brechen und sich ihre Güter anzueignen.

Nach dem im Jahre 1490 erfolgten Tode des Königs Matthias Hunyadi (Corvinus) kamen zwei Könige aus dem Hause der Jagellonen auf den ungarischen Thron. Unter ihrer Regierung lockerte sich die zentrale Staatsgewalt, die Kraft des Landes wurde durch die Parteikämpfe der Grossgrundbesitzer-

klasse, der Oligarchen gebunden und gelähmt; diese Kämpfe machten eine wirksame Abwehr der türkischen Angriffe unmöglich und führten zur Katastrophe von Mohács, zu der die grausame, blutige Unterdrückung des Bauernaufstandes vom Jahre 1514 in grossem Masse beigetragen hatte.

Die Partekämpfe hörten auch nach Mohács nicht auf. Eine Gruppe der Magnaten wählte — im Gegensatz zu der auf Seiten der Habsburger stehenden anderen Gruppe — in der Person des grössten Grundbesitzers des Landes einen nationalen König. Zwischen den Anhängern der beiden Könige tobten mit wechselndem Erfolge, jedoch unter ständiger Verheerung von Volk und materiellen Gütern bewaffnete Kämpfe.

Die in die Habsburger gesetzten Hoffnungen gingen nicht in Erfüllung, ihre Partei konnte nicht die Oberhand über ihre Gegner erringen. Darin spielte nicht nur der Umstand eine Rolle, dass es Ferdinand I. nicht gelang, seitens seines eigenen Reiches und des Kaisertums seines Bruders seinen Anhängern eine entsprechende Unterstützung zu gewähren, sondern auch das Verhalten der Gegenpartei, die — als ihre Lage ins Wanken geriet — sich an die Türken wandte. Die Türken aber nutzten die inneren Partekämpfe zu ihrem eigenen Vorteil aus, sie eroberten den mittleren und südlichen Teil des Landes und riefen in den östlichen Gebieten ein ihnen untertanenes Fürstentum ins Leben. Nur die westlichen und nördlichen Teile des so zerstückelten, in drei Teile zerrissenen Landes verblieben unter der Herrschaft des Hauses Habsburg.

Dass das Haus Habsburg in Ungarn zur Herrschaft gelangte, brachte eine vom Standpunkt der nationalen Entwicklung verhängnisvolle Tatsache mit sich, die Einheit des Staates ging in Brüche. Früher war der ungarische Staat einheitlich, obwohl die Zentralgewalt sich nach dem Tode von Matthias Hunyadi (Corvinus) als Folge der Parteizwistigkeiten der Magnaten gelockert hatte. Als jedoch das Haus Habsburg zur Herrschaft gelangte, löste sich die Einheit des Staates auf, an Stelle eines Staates gab es nun derer drei: das Habsburgische Königreich, das Fürstentum Siebenbürgen und das türkische Kaiserreich.

Es wäre falsch, für den Zerfall der Einheit des ungarischen Staates ausschliesslich oder auch nur in erster Linie das Haus Habsburg verantwortlich zu machen. Die Verantwortung trifft in erster Reihe die ungarischen Stände, vor allem die Grossgrundbesitzer. In zweiter Reihe ist die Rolle der Türken in Betracht zu ziehen. Die Einheit des ungarischen Staates zerfiel zu einem Zeitpunkte, als das türkische Kaiserreich am Scheitelpunkt seiner Entwicklung angelangt war, die obere Grenze seiner Macht erreicht hatte und sich seine Eroberungsbestrebungen auf Ungarn konzentriert hatte. Die eroberungssüchtige türkische Macht setzte sich einerseits zum Ziele, einen möglichst grossen Teil Ungarns einzunehmen und ihrer unmittelbaren Herrschaft zu unterwerfen, andererseits aber war sie bestrebt zu vereiteln, dass sich jene Teile des Landes, die sie nicht erobern konnte, in einer Hand vereinigen, zu ein und demselben Staate gehören. Dieses letztere Ziel erreichte sie durch das Fürstentum Sieben-

bürgen, das zwar nicht unter unmittelbare türkische Herrschaft geriet, jedoch die türkische Oberhoheit anerkannte.

Das Haus Habsburg ist insofern für den Zerfall des ungarischen Staates verantwortlich, dass es die Kräfte des eigenen Reiches und jene des ebenfalls unter der Herrschaft eines Habsburgers stehenden deutsch-römischen Reiches nicht mit solchem Gewicht in die Wagschale warf, mit dem es die Dreiteilung des Landes eventuell vereiteln hätte können. Es bleibt natürlich eine offene Frage, die die Geschichtswissenschaft nicht entscheiden kann, ob es durch die Mobilisierung sämtlicher Kräfte der beiden Reiche in der kritischen Zeit der Auflösung des ungarischen Staates, im zweiten Viertel des XVI. Jahrhunderts gelungen wäre, die Türken aus Ungarn zu vertreiben und die Einheit des ungarischen Staates wiederherzustellen. Tatsache ist jedenfalls, dass das Haus Habsburg in diesen kritischen Jahrzehnten die ganze Kraft beider Reiche nicht gegen die Türken mobilisiert hat, ihre Vertreibung aus Ungarn nicht versuchte. Im Gegenteil, die oft betonte Zielsetzung der Habsburger war, dass Ungarn als Bollwerk das Reich und die Erblände gegen die Verheerung durch die Türken schütze. Die ständige Verschiebung der Befreiung des Landes durch mehr als anderthalb Jahrhunderte ermöglichte es den Türken, sich im südöstlichen Teile Europas einzurichten. Dadurch wurden die eroberten Gebiete in eine gesellschaftliche und wirtschaftliche Lage zurückgeworfen, die die eigentümliche Variante des Feudalismus, gewissermassen seine vorhergehende Periode charakterisiert; diese Lage wurde in Ungarn fixiert. Dies war nicht nur vom Standpunkt der in Südost-Europa lebenden Völker, nicht nur der Völker Ungarns, sondern auch vom Standpunkt der gesamteuropäischen Entwicklung schädlich. Bei Beurteilung der Reichspolitik der Habsburger und ihres Vorgehens im Zusammenhang mit Ungarn können wir nichts anderes als Grundlage annehmen, als die objektiven Kriterien des Fortschritts. Diese Reichspolitik erwies sich — als sie Ungarn die Rolle des Bollwerks zudachte — als engstirnig. Mit der Aufopferung Ungarns stellte sie sich im allgemeinen gegen die Erfordernisse des Fortschritts und kann so auch vom Standpunkt der ost- und westeuropäischen Völker nicht als Realpolitik qualifiziert werden. Die ungarische Geschichtsschreibung muss dies festlegen, ebenso dass Ungarn — wie dies die Geschichte bewiesen hat — vom Hause Habsburg niemals erwarten konnte, dass es — trotzdem auch Ungarn unter seiner Herrschaft stand — den ungarischen Interessen den Vorrang vor den Interessen des Reiches einräume.

Das sogenannte Habsburg-Ungarn ist der Rolle der Vorhut im Laufe der heldenhaften Kämpfe des Volkes, zum Preis unendlicher Verluste an Menschenleben und materiellen Gütern tüchtig nachgekommen, es hat die den Westen bedrohende Türkengefahr abgewendet, wodurch es sich die Vertschätzung der Zeitgenossen und der Nachwelt erworben hat. Das ungarische Volk hat — Schulter an Schulter mit den im Lande lebenden nicht-ungarischen Völkern — nicht um diese Anerkennung gekämpft, sondern einfach deshalb, um

sein Leben, seinen Fortbestand zu sichern. Die Türken, die sich einen grossen Teil des Landes untertan gemacht haben und noch weiter vordrangen, haben das Ungartum und die mit ihm zusammen lebenden übrigen Völker in ihrem Bestande bedroht. Während der anderthalb Jahrhunderte, die der Dreiteilung des Landes, der Auflösung des Staates folgten, stand die Frage der Vertreibung der Türken im Mittelpunkt der ungarischen Geschichte.

Die Grundbedingung der Vertreibung der Türken war die Wiederherstellung der Staatseinheit, die Vereinigung des ungarischen Königreiches mit dem Fürstentum Siebenbürgen. Die Führer des Ungartums erkannten sehr bald diese Tatsache und versuchten öfters, die beiden Landesteile zu vereinigen. Die Initiative hiezu ging von dem durch die Türken geschaffenen und ihnen untertanen Fürstentum Siebenbürgen aus.

Im Laufe des XVI. Jahrhunderts versuchten die Führer dieses Fürstentums die beiden Landesteile unter der Herrschaft der Habsburger zu vereinen. Diese Versuche sind jedoch fehlgeschlagen. Die Habsburger vermochten das ihnen übergebene Fürstentum Siebenbürgen nicht zu behalten, sie vermochten keine solche Kraft ins Treffen führen, welche Siebenbürgen den Türken gegenüber beschützen hätte können, denn die Türken waren natürlich dagegen, dass sich die beiden Landesteile unter der Herrschaft der Habsburger vereinigen. Im Fürstentum Siebenbürgen konnte sich die Herrschaft der Habsburger nicht festigen. Siebenbürgen trachtete — im Weiteren — die Angriffe der Türken durch eine selbständige Aussenpolitik zu parieren.

Im XVII. Jahrhundert gingen die Versuche zur Vereinigung der beiden Landesteile ebenfalls vom Fürstentum Siebenbürgen aus, doch hatten diese nicht mehr das Ziel, die Herrschaft der Habsburger auch auf Siebenbürgen auszudehnen, sondern vielmehr diese auch im Mutterlande zu stürzen, um nach der Liquidierung der Fremdherrschaft die beiden Landesteile innerhalb eines nationalen Königreiches zu vereinen und ihre vereinten Kräfte nachher gegen die Türken einzusetzen. Dieses letztere, entferntere Ziel verheimlichten sie natürlich vor den Türken, die diese Einigungsbestrebungen, da sie gegen die Habsburger gerichtet waren, nicht beanständeten, sondern gar nicht ungern sahen.

Die Versuche zur Schaffung eines nationalen Königtums, die Freiheitskämpfe des Ungartums im Laufe des XVII. Jahrhunderts führten zu keinem Erfolge. Sie blieben erfolglos, trotzdem sie sich nicht nur auf das Fürstentum Siebenbürgen stützten, sondern auch auf das unter der Herrschaft der Habsburger stehende und die Unterdrückung seitens der Fremden erduldende Volk des Königreiches, ja sogar auf einen Teil seiner Stände. Ein grosser Teil der begüterten Magnaten stand jedoch auf Seiten der Habsburger. Dieser Umstand bildete mit einem Grund, das die Freiheitskämpfe scheiterten; die entscheidende Ursache war jedoch, dass das Habsburger-Reich über die stärkere bewaffnete Macht verfügte.

Von den Türken erhielten die Führer der Freiheitskämpfe über die Neutralität hinaus keinerlei Unterstützung, doch hüteten sie sich auch, eine solche

in Anspruch zu nehmen. Das Volk und die Stände hassten die türkische Herrschaft ebenso, wie die Unterdrückung durch die Habsburger. Da die Führer der Freiheitskämpfe als ihr ferneres Ziel die Vertreibung der Türken betrachteten, verschlossen sie sich einem militärischen Bündnis mit ihnen. Unabhängig davon repräsentierten die Türken im XVII. Jahrhundert schon bei weitem nicht jene militärische Macht, als hundert Jahre zuvor.

Die bedeutende Schwächung der militärischen Kraft der Türken war eine Folge der inneren Schwierigkeiten des Reiches. Im XVII. Jahrhundert ergab sich bereits die Möglichkeit, dass die Habsburger, gestützt auf die bewaffneten Kräfte ihres Reiches, des deutsch-römischen Kaiserreiches und nicht zuletzt auf die Kräfte Ungarns, die Türken aus dem Lande vertreiben, ohne hiedurch die Sicherheit ihrer Erblände und des deutsch-römischen Reiches aufs Spiel zu setzen. Trotzdem unternahmen sie keinen Befreiungskrieg grösseren Stils, wobei sie das Drängen der auf Seiten der Habsburger stehenden ungarischen Stände unbeachtet liessen; den Türken gegenüber waren sie bestrebt, den Frieden zu erhalten — selbst zum Preis beschämender Bedingungen nach erfolgreichen Kämpfen.

Dieses — nunmehr Jahrhunderte andauerndes — passive Verhalten der Habsburger den Türken gegenüber — das Ungarn grossen Schaden verursachte und das ihnen viele ihrer ungarischen Anhänger entfremdete — hatte seine Ursache darin, dass ihre Machtpolitik dem Westen zugewendet war. Sie waren bestrebt, ihre Macht im Westen, vor allem im deutsch-römischen Reiche zu festigen. Neben den Verwicklungen der westlichen Politik wurde die türkische Frage — und mit ihr auch die Frage der Befreiung Ungarns — in den Hintergrund gedrängt. Den Türken gegenüber war für die Habsburger nur wichtig, dass diese ihre westlichen Machtbestrebungen nicht störten. Sie stellten ihre Kräfte in den Dienst dieser Bestrebungen und setzten sie nicht zur Vertreibung der Türken, zur Befreiung Ungarns ein.

Die Vertreibung der Türken, die Befreiung Ungarns erfolgte Ende des XVII. Jahrhunderts nicht auf Initiative der Habsburger. Das türkische Reich versuchte, aus seinen inneren Schwierigkeiten einen Ausweg durch militärische Erfolge, durch neue Eroberungen zu finden. Es führte seine Herrscharen im Jahre 1683 zur Belagerung Wiens heran. Dort erwies es sich nunmehr unbestreitbar (was die Besten der Ungarn schon seit langem wussten und verkündeten), dass die Macht der Türken nur mehr ein Schatten ihrer früheren ist, dass man sie besiegen und aus Ungarn verdrängen kann.

Die Befreiung Ungarns erfolgte hernach verhältnismässig schnell. Sie hätte noch schneller erfolgen können, falls die Habsburger stärkere militärische Kräfte zur Erreichung dieses Zieles eingesetzt hätten. Bei wackerer Teilnahme des Volkes des Landes, sich in erster Reihe auf die Kraftquellen des Landes stützend, gelang es auch mit relativ nicht grossen fremden militärischen Kräften gegen Ende des Jahrhunderts den grössten Teil des Landes zu befreien; bis 1718 wurden auch die letzten Reste der türkischen Herrschaft liquidiert.

Gleichzeitig mit der Vertreibung der Türken aus Ungarn haben die Heerscharen der Habsburger auch Siebenbürgen erobert und so noch im letzten Jahrzehnt des XVII. Jahrhunderts dem nationalen Fürstentum ein Ende bereitet.

Nach einer fast zwei Jahrhunderte währenden Zerrissenheit bestand nunmehr kein Hindernis die voneinander getrennten Landesteile wieder zu vereinen, die zerfallene staatliche Einheit wieder herzustellen. Doch das geschah nicht. Die Habsburger haben die wieder unter ihre Herrschaft gelangten Landesteile nicht vereint, die frühere Einheit des ungarischen Staates nicht wieder hergestellt.

Sie belassen Siebenbürgen als Fürstentum und wurden Fürsten von Siebenbürgen. Sie organisierten eine besondere Regierung für Siebenbürgen, die von der ungarischen Regierung unabhängig war. Siebenbürgen erhielt einen selbständigen Landtag und auch eine Zollgrenze schied es von Ungarn.

Sie belassen dabei die sogenannte Militärgrenze, die entlang der südlichen Grenze des Landes als Schutzstreifen gegen die Türken noch im XVI. Jahrhundert geschaffen wurde, ja sie entwickelten dieselbe noch weiter. Nach dem Aufhören der Türkengefahr hatte die Militärgrenze keine Bedeutung mehr. Trotzdem wurde sie von den Habsburgern erst nach dem Ausgleich des Jahres 1867 aufgelöst und verwaltungsmässig Ungarn angegliedert. Bis dahin war sie der ungarischen Verwaltung entzogen, stand unter Militärverwaltung und war unmittelbar den Wiener zentralen militärischen Regierungsstellen unterstellt.

Auch andere von den Türken rückeroberte Teile Ungarns — z. B. das Temeser Gebiet, das sogenannte Banat von 1718 bis 1778 — wurden von den Habsburgern Jahrzehnte hindurch der ungarischen Regierung entzogen und unmittelbar den Wiener zentralen militärischen und kameralen Regierungsorganen unterstellt.

Die konsequente Anwendung des Prinzips: *divide et impera* bildete ein wirksames Mittel der absoluten Monarchie der Habsburger im Dienste der Politik, die sich die Knechtung Ungarns, seine Umwandlung in eine Kolonie des Habsburger-Reiches zum Ziele setzte.

Der zentralisierte Staat beziehungsweise die absolute Monarchie der Habsburger hat also Ungarn gegenüber eine wichtige Funktion der zentralisierten Staaten beziehungsweise der absoluten Monarchien nicht erfüllt: sie sicherte nicht die Einheit des ungarischen Staates, ja sie verhinderte die nach Vertreibung der Türken ermöglichte Wiederherstellung der früher als Folge des türkischen Angriffs zerfallenen Staatseinheit. Der Zerfall der politischen Einheit Ungarns hinderte die Herausbildung der wirtschaftlichen Einheit. Politische und wirtschaftliche Einheit bilden jedoch die Grundbedingungen der nationalen Entwicklung. Der zentralisierte Staat, bzw. die absolute Monarchie der Habsburger behinderte daher die ungarische nationale Entwicklung.

Die Frage der Staatsregierung sowie des staatlichen, zentralen Heeres hängen engstens mit der Frage der Einheit des Staates zusammen. Armee und Regierungsapparat bilden nämlich jene Mittel, mit denen der Herrscher die staatliche Einheit schafft, die absolute Monarchie herstellt und aufrechterhält.

Ungarn besass in der zweiten Hälfte des XV. Jahrhunderts, unter der Regierung des Königs Matthias Hunyadi (Corvinus) einen festen, zentralen Regierungsapparat und ein starkes, zentrales Heer, das den Charakter eines stehenden Heeres hatte. Zur Zeit der Parteikämpfe, die dem Tod des Königs Matthias folgten, unter der Herrschaft der schwachen Könige aus dem Hause der Jagellonen, zerfiel diese zentrale Armee — die berühmte «schwarze Armee» —, der zentrale Regierungsapparat lockerte sich.

Zur selben Zeit haben die Habsburger in ihren österreichischen Erbländen einen festen zentralen Regierungsapparat aufgebaut und zugleich auch ihre zentrale Armee verstärkt.

Ungarn, richtiger ein Drittel des Landes, kam zu einer Zeit unter die Herrschaft der Habsburger, in der die zentrale Gewalt in Ungarn im Sinken, im Habsburger-Reich hingegen im Aufstieg begriffen war. Dieser Umstand bestimmte das anfängliche Verhältnis der habsburgischen und der ungarischen Staatsregierung und der beiden Heere und beeinflusste auch ihre Weiterentwicklung in nicht geringem Masse.

Die Habsburger haben die früher herausgebildete Organisation des ungarischen Staatsapparats nicht zerstört. Einzelne seiner Teile haben sie wohl abgeschafft resp. durch andere ersetzt, im allgemeinen haben sie jedoch die alte Staatsmaschinerie formell weiter belassen, wie sie ja auch die ungarische Verfassung formell nicht abgeschafft haben, mit Ausnahme gewisser Epochen, wie z. B. unter der Regierung Leopolds I. in den siebziger Jahren des XVII. Jahrhunderts oder unter der Regierung Josephs II. in den achtziger Jahren des XVIII. Jahrhunderts, oder schliesslich in den nahezu zwei Jahrzehnten nach der Niederwerfung der Revolution und des Freiheitskampfes von 1848/49.

Dass der Regierungsapparat — ebenso wie die Verfassung — formell weiter belassen wurden, änderte nichts am Wesen, an der tatsächlichen Lage. Die tatsächliche Lage war jedoch die, dass die ungarischen Organe der Staatsregierung entweder gar keine Selbständigkeit genossen, oder nur in kleinem Masse, in engem Rahmen, in zugestutztem Wirkungskreise.

Die Habsburger haben den Regierungsapparat, auf dem ihr zentralisierter Staat und später ihre absolute Monarchie fusste, im letzten Jahrzehnt des XV. und im ersten Jahrzehnt des XVI. Jahrhunderts, zur Zeit der Regierung Maximilian I. und Ferdinand I. nach französischem und burgundischem Muster, nach den dort gemachten Erfahrungen ausgebaut. Sie haben diesen Apparat im Verlauf der folgenden Jahrhunderte weiterentwickelt, parallel mit der Festigung der Staatsgewalt und der Ausdehnung ihres Wirkungskreises, den zu lösenden neuen Aufgaben entsprechend, sie haben diesen Apparat durch

immer neue Regierungsstellen ergänzt, wobei die Art und die Methoden der Regierung wiederholt reformiert wurden. Auf diesen Regierungsapparat, der ursprünglich nur zur Regierung der Erblande organisiert wurde, stützten sie sich auch beim Regieren der unter ihre Herrschaft gelangten sonstigen Länder, wie Böhmens (mit Mähren und Schlesien) und Ungarns (inklusive des mit dem Mutterlande noch nicht vereinten Siebenbürgens, der Militärgrenze und sonstiger, unter separate Verwaltung gestellter ungarischer Landesteile).

Am Hofe der Habsburger wirkten zweierlei zentrale Regierungsorgane. Unter diesen gab es solche, deren Aufgabe bloss darin bestand, dem Herrscher Ratschläge zu erteilen. Solche waren die zu verschiedenen Zeiten unter verschiedenen Bezeichnungen wirkenden Räte (Hofrat, Geheimer Rat, Staatsrat usw.) und die Konferenzen (Geheime Konferenz, Ministerial-Konferenz, Staatskonferenz usw.). Diese Regierungsorgane erliessen unmittelbar keine Verfügungen, die Durchführung der Beschlüsse des Herrschers gehörte nicht in ihren Wirkungskreis. Dann gab es auch solche zentrale Regierungsorgane, die — darüber hinausgehend, dass sie hinsichtlich der Entscheidung der in ihren Wirkungskreis fallenden Fragen dem Herrscher Vorschläge unterbreiteten, so dass ihre Tätigkeit in gewissem Masse beratend war — als Hauptaufgabe die Durchführung der Beschlüsse des Herrschers hatten. Diese letzteren, mit Vollzugsgewalt ausgestatteten zentralen Regierungsstellen waren teilweise territorial, teilweise sachlich gegliedert, d. h. ihr Wirkungskreis erstreckte sich entweder auf irgend ein Gebiet des Reiches oder auf irgend einen Zweig des Staatsapparates.

Es kann nicht gesagt werden, dass Ungarn — und von den neunziger Jahren des XVII. Jahrhunderts an auch Siebenbürgen — keine separaten zentralen Regierungsorgane am Habsburger Hofe gehabt hätten. Was Ungarn im engeren Sinne betrifft, muss festgestellt werden, dass die Habsburger die schon vor 1526 bestandenen beiden wichtigsten ungarischen zentralen Regierungsorgane, den königlichen Rat und die königliche Kanzlei nicht abgeschafft haben. Diese wurden nicht abgeschafft, jedoch ihr Wirkungskreis eng begrenzt, infolgedessen sich ihre Bedeutung wesentlich verändert hat.

Der ungarische königliche Rat wurde im Verlauf des XVI. und des XVII. Jahrhunderts von Zeit zu Zeit zu einer Beratung einberufen oder er wurde — da die Räte sich nicht am Hofe aufhielten — um seine schriftliche Meinung befragt. Dies erfolgte jedoch weder ständig noch regelmässig, nicht einmal in allen wichtigen ungarischen Fragen wurde der ungarische königliche Rat gehört. Dementsprechend verminderte sich die Bedeutung dieses zentralen ungarischen Regierungsorgans, das vor dem Jahre 1526 eine grosse Rolle spielte. Vom XVIII. Jahrhundert an wurde er nur ganz ausnahmsweise, und auch dann nicht zwecks Beratung, sondern nur zu Festlichkeiten einberufen, so dass die Würde eines ungarischen königlichen Rates zu einem inhaltlosen Titel wurde. Die Rolle des ungarischen königlichen Rates übernahm von diesem Zeitpunkt an die ungarische königliche Kanzlei.

Die ungarische königliche Kanzlei — vor dem Jahre 1526 neben dem königlichen Rat das zweitwichtigste Organ der zentralen ungarischen Regierung — wirkte im XVI. und XVII. Jahrhundert am Hofe der Habsburger im Rahmen der Hofkanzlei nur als Expedition kleineren Massstabs; sie hat sich organisatorisch rückentwickelt und hat ihre frühere Bedeutung verloren. Erst gegen Ende des XVII. Jahrhunderts wurde sie zu einer zeitgemässen Regierungsbehörde mit kollegialem System umorganisiert. Zur selben Zeit und auf nämlicher Grundlage wurde eine Hofkanzlei für das unter die Herrschaft der Habsburger gelangte Fürstentum Siebenbürgen errichtet. Diese beiden Kanzleien, die Joseph II. in den achtziger Jahren des XVIII. Jahrhunderts auf kurze Zeit vereinte und die bis 1848 und nachher in der Zeit von 1860 bis 1867 bestanden, waren die am Hofe der Habsburger auf territorialer Grundlage wirkenden, für Ungarn und Siebenbürgen zuständigen zentralen Regierungsorgane, deren Bestimmung gewesen wäre, den Herrscher in allen Ungarn und Siebenbürgen betreffenden Angelegenheiten zu beraten und die Entschliessungen des Herrschers zu vollziehen, bzw. durch die ungarischen und siebenbürgischen Landes-Regierungsorgane vollziehen zu lassen.

Die ungarischen Stände haben während der Jahrhunderte der Habsburger-Herrschaft auf den Landtagen immer wieder den Standpunkt vertreten, dass der Herrscher in den Angelegenheiten Ungarns nur auf Grund der Vorschläge seiner ungarischen Räte und nur durch seine ungarischen Regierungsbehörden, d. h. also zentral im Wege der Kanzleien verfügen kann. Die Herrscher aus dem Hause Habsburg wiederum haben nach Anhörung der Beschwerden und Wünsche der Stände ebenfalls in am Landtag erbrachten und von ihnen sanktionierten Gesetzen, ebenso in den vor der Krönung erlassenen Diplomen wiederholt den Standpunkt der Stände anerkannt. Die Selbständigkeit der ungarischen Regierung war daher verfassungsmässig gesichert.

Eine Ausnahme bildeten jene bereits vorher erwähnten Perioden des Absolutismus der Habsburger, in denen die ungarische Verfassung auch formell ausser Kraft gesetzt wurde. Joseph II. z. B. liess sich nicht krönen und berief keinen Landtag, damit er nicht gezwungen sei einen Eid auf die ungarische Verfassung zu leisten und im Krönungs-Diplom das Versprechen zu geben, die ungarischen Gesetze — darunter die Selbständigkeit der ungarischen Regierung — einzuhalten.

Doch eben die Tatsache, dass die ungarischen Gesetze immer wieder die Unabhängigkeit der Regierung des Landes festlegten und den fremden Einfluss in der Regierung ausschlossen, bezeugt, dass der fremde Einfluss in der Regierung auch zu jener Zeit zur Geltung kam, die Selbständigkeit der Regierung des Landes auch dann nicht gesichert war, als die Verfassung nicht offen ausser Kraft gesetzt war. Der fremde Einfluss machte sich nicht nur im Wege der beratenden, sondern auch der exekutiven nicht-ungarischen Regierungsorgane des Hofes geltend, nicht nur hinsichtlich der sogenannten gemisch-

ten, sondern auch hinsichtlich der ausschliesslich ungarischen Angelegenheiten.

Der fremde Einfluss versties bei den beratenden zentralen Regierungsstellen nicht so scharf gegen die ungarische Verfassung, wie dies im Falle der exekutiven zentralen Regierungsstellen geschah. Die zentralen Regierungsstellen beratenden Charakters erliessen nämlich unmittelbar keine Verfügungen, sie waren keine vorgesetzten Organe der Landes- oder lokalen ungarischen Behörden, sie standen mit diesen in keiner direkten Verbindung. Formell verfügte der Herrscher, und zwar meistens durch seine ungarischen Hof-Regierungsstellen, durch die beiden Kanzleien. Dem Buchstaben nach wurde also die Verfassung nicht verletzt, im Wesentlichen entschieden aber doch Fremde, resp. der Herrscher entschied in den wichtigsten ungarischen Angelegenheiten nach dem Rate fremder.

Der im Jahre 1760 organisierte Staatsrat zum Beispiel, der in der absoluten Monarchie der Habsburger das zentrale beratende Regierungsorgan von höchster Bedeutung war und aus dem sich später die Staatskonferenz entwickelte, befasste sich ständig und regelmässig mit ungarischen Angelegenheiten, und zwar nicht nur mit den wesentlichsten Fragen, sondern auch mit verhältnismässig unwesentlicheren, alltäglichen Fällen. Verordnungen jedoch erliess er keine und stand mit den ungarischen Regierungs- und Verwaltungsbehörden in keiner unmittelbaren Verbindung. Seine Tätigkeit versties daher formell nicht gegen die ungarische Verfassung. Trotzdem war während der hundert Jahre seines Bestandes der Staatsrat, und dann die aus ihm hervorgegangene Staatskonferenz das bedeutendste zentrale Regierungsorgan nicht nur des gesamten Habsburger-Reiches, sondern zugleich auch Ungarns.

Die Rolle der zentralen Regierungsorgane exekutiven Charakters in ungarischen Angelegenheiten bedeutete jedoch nicht nur im Wesentlichen, sondern auch formell eine Verletzung der ungarischen Verfassung. Diese Regierungsorgane unterbreiteten nicht nur Anträge dem Herrscher, sondern sie vollzogen auch seine Entscheidungen, die er nach Anhören der beratenden Regierungsorgane und in der Regel auf Grund ihrer Meinung getroffen hatte, seine Entschlüsse, und sie gaben im Verlauf des Vollzuges Erlässe an die ungarischen Landes- und Lokalbehörden heraus.

Wenn die ungarischen Stände gegen die in der Erledigung ungarischer Angelegenheiten entfaltete Tätigkeit der fremden zentralen Regierungsorgane protestierten, beriefen sich die Herrscher aus dem Hause Habsburg stets darauf, dass es ungarische Angelegenheiten gäbe, die nicht ausschliesslich Ungarn, sondern zugleich auch die Erblände des Reiches betreffen. Die Erledigung dieser — sogen. gemeinsamer — Angelegenheiten falle in die Kompetenz der zentralen Regierungsorgane des Reiches. Um die fremden zentralen Regierungsorgane wenigstens von der Leitung der ausschliesslich ungarischen Angelegenheiten auszuschliessen, anerkannten die ungarischen Stände — auf den Land-

tagen von 1559 und 1569 —, dass die gemeinsamen Angelegenheiten auch durch die fremden zentralen Regierungsorgane erledigt werden können. Sie waren sich der nachteiligen Folgen dieses Schrittes damals nicht bewusst. Später, als sie dessen gewahr wurden, dass die fremden zentralen Regierungsorgane keinen Unterschied zwischen gemeinsamen und rein ungarischen Angelegenheiten machen, haben sie die Gesetze von 1559 und 1569 abgeändert und die fremden zentralen Regierungsorgane aus der Erledigung aller Ungarn betreffenden Angelegenheiten gesetzlich ausgeschlossen. Diese Gesetze änderten aber gar nichts an dem de facto herausgebildeten Brauch, demzufolge die fremden zentralen Regierungsorgane sich sowohl mit gemeinsamen als auch mit rein ungarischen Angelegenheiten befassten, über ungarische Landes- und Lokalbehörden verfügten, deren Tätigkeit lenkten und kontrollierten.

Gewisse Zweige der Staatsführung entfielen so vollständig dem Wirkungskreis der am Hofe tätigen ungarischen Regierungsorgane und gerieten unter fremden Einfluss.

Einen solchen Zweig der Staatsregierung bildeten vor allem die auswärtigen Angelegenheiten. Die Habsburger betrachteten die auswärtigen Angelegenheiten — der allgemeinen Praxis der zentralisierten und absoluten Monarchien entsprechend — als Angelegenheiten ihres Hauses. Die ungarischen Stände waren von der Leitung der auswärtigen Angelegenheiten vollkommen ausgeschlossen. Selbst bei den Verhandlungen mit den Türken spielten die ungarischen Stände gar keine Rolle, obzwar die türkische Frage vor allem Ungarn betraf. Vergebens argumentierten die ungarischen Stände, dass ihr eigenes Leben und Vermögen auf dem Spiel stünde, dass sie tagtäglich zwischen Leben und Tod schweben und daher eher berufen seien in der türkischen Frage Ratschläge zu erteilen, als Fremde, die die Verhältnisse des Landes nicht kennen und die durch die Gefährdung anderer nicht beeindruckt seien. Noch weniger konnten sie erreichen, auf die Erledigung anderer, nicht-türkischer auswärtiger Angelegenheiten einen Einfluss auszuüben. Aus der Leitung der auswärtigen Angelegenheiten blieb Ungarn bis zum österreichisch-ungarischen Ausgleich von 1867 ganz ausgeschlossen. Nur die Fürsten von Siebenbürgen konnten eine unabhängige, nationale Aussenpolitik betreiben, ins solange das Fürstentum Siebenbürgen nicht auch unter die Herrschaft der Habsburger geriet.

Ein anderer Zweig der Staatsregierung, aus dem die Habsburger die ungarischen Stände gänzlich ausgeschlossen haben, war das Heerwesen. Nicht bloss die in Ungarn stationierten und kämpfenden fremden Heere, sondern auch die ungarische Wehrmacht, die Festungsbesatzungen, die von Zeit zu Zeit unter die Waffen gerufenen Truppen, später, ab 1715 die Regimenter des stehenden Heeres und ab 1740 die ungarischen und siebenbürgischen Heeresoberkommandos waren dem Hof-Kriegsrat unterstellt; weder zentrale noch lokale ungarische Regierungsorgane spielten in der Militärregierung und -verwaltung eine Rolle. Ihre Aufgabe beschränkte sich auf die Verpflichtung, für die Verpflegung und

für den Transport des Heeres Sorge zu tragen. Und selbst diese Verpflichtung beschränkte sich nur auf die Bemessung und Eintreibung der auf die bürgerliche Bevölkerung gewälzten Lasten, die wirtschaftlichen Belange des Heeres wurden von einer separaten Organisation, dem Kriegscommissariat geführt, deren ungarländische Stellen dem ungarischen Einfluss ebenfalls entzogen waren und in allen Belangen der Lenkung des Generalkriegscommissariats unterstanden. Auch die militärischen Angelegenheiten wurden erst nach dem Ausgleich des Jahres 1867 zu gemeinsamen Angelegenheiten, als das Haus Habsburg — nachdem es eine Reihe von Misserfolgen erlitt — gezwungen war, mit den ungarischen herrschenden Klassen ein Kompromiss zu schliessen.

Einen dritten Zweig der Staatsregierung, aus dessen zentraler Lenkung die ungarischen Stände ganz ausgeschlossen waren, bildete das Kameral- d. h. das Finanzwesen. Am Hof befasste sich die Hofkammer mit den Kameralangelegenheiten. Nach dem Vorbild der in den Erblanden wirkenden Kammern der einzelnen Länder wurden auch in Ungarn und später auch in Siebenbürgen Kammern — in Siebenbürgen Thesaurariat genannt — organisiert. Diesen Landes-Kammern waren die verschiedenen lokalen Organe der Kameralverwaltung unterstellt. Die ungarischen Kammern waren — trotz wiederholter Proteste der Stände und den Verfügungen der ihre Unabhängigkeit immer wieder betonenden Gesetze entgegen — nicht unabhängig, sondern der Hofkammer unterstellt, sie wurden von dieser gelenkt und kontrolliert. Von Zeit zu Zeit kam es sogar vor, dass gewisse ungarische lokale Organe der Kameralverwaltung — so z. B. die Verwaltung der Bergwerke, das Dreissigstamt oder die in den von den Türken rückeroberten Gebieten aufgestellten Kameral-Administrationen — und mit diesen bedeutende Einnahmequellen des Fiskus dem Wirkungskreise der ungarischen Landeskammern entzogen und unmittelbar der kaiserlichen Hofkammer unterstellt wurden.

Um zu beleuchten, wie wichtig es den Habsburgern war, dass die ungarischen Kameralien zentral und nicht von einem ungarischen, sondern von einem fremden Regierungsorgan, nämlich der Hofkammer verwaltet wurden, wollen wir ein Beispiel anführen. Im Jahre 1749, anlässlich der grossen Reform der Wiener Zentralregierung — welche Reform mit dem Namen Friedrich Wilhelm Haugwitz's verbunden ist — wurde die Vereinigung der zentralen politischen und Finanzverwaltung der österreichischen und der böhmischen Länder und Provinzen verwirklicht. Die österreichische und die böhmische Hofkanzlei — die zentralen Regierungsorgane der österreichischen und der böhmischen Verwaltung — wurden aufgelöst und an ihre Stelle eine neue zentrale Regierungsbehörde — *directorium in publicis et cameralibus* benannt — errichtet, die einerseits das Erbe der beiden aufgelösten Hofkanzleien antrat, andererseits von der Hofkammer die zentrale österreichische und böhmische Finanzverwaltung übernahm. In der Kompetenz der Hofkammer verblieben daher nur die ungarischen und die mit dem deutsch-römischen Reich verbundenen Kameralangelegen-

heiten. Und da die Kameralien des deutsch-römischen Reiches der Hofkammer nur in mehr oder weniger formeller Beziehung unterstanden, da der Kaiser über die Einkünfte des Reiches nicht verfügte, befasste sich die Hofkammer in der Zeit von 1749 bis 1761 — bis zum Sturz des Directoriums — meritorisch fast ausschliesslich mit ungarischen Angelegenheiten. Nichts hätte also verhindert, die Hofkammer — nach dem Beispiel der österreichischen und böhmischen Kanzleien — aufzulösen und die Verwaltung der ungarischen Kameralien — den geltenden gesetzlichen Verfügungen entsprechend — in den Wirkungskreis der ungarischen und siebenbürgischen Kanzleien zu überweisen und damit die damals bereits über zweihundert Jahre währende Verletzung der ungarischen Verfassung abzustellen. Diese Lösung kam aber gar nicht in Frage. Die Habsburger waren nicht geneigt, die Verwaltung der ungarischen Kameralangelegenheiten ungarischen zentralen Regierungsorganen anzuvertrauen. Auch das zur Deckung der Ausgaben der auswärtigen und militärischen Angelegenheiten dienende Finanzwesen wurde erst im Jahre 1867 zu einer tatsächlich gemeinsamen Angelegenheit der Zentralregierung von Österreich und Ungarn.

Ausser den auswärtigen Angelegenheiten, der Heeres- und Finanzverwaltung war die Lage auch in anderen Zweigen der Zentralverwaltung ähnlich, welche — wie z. B. Handel und Verkehr, Unterricht, Sanitätswesen usw. — parallel mit der stufenweisen Erweiterung der Staatsmacht, besonders von der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts an selbständig wurden und am Hofe eigene Regierungsorgane erhielten. Diese neu errichteten, auf Grund einer sachlichen Zuständigkeit amtierenden zentralen Regierungsorgane befassten sich genau so mit ungarischen Angelegenheiten, wie die früheren; ihr Entstehen ergab eine weitere Einengung des Wirkungskreises der auf territorialer Grundlage tätigen ungarischen zentralen Regierungsorgane, der beiden Hofkanzleien, und bedeutete eine neuerliche Verletzung der ungarischen Verfassung.

Die Tätigkeit der fremden zentralen Regierungsorgane sowohl in den gemeinsamen wie in den rein ungarischen Angelegenheiten — ob nun bloss beratenden oder in einem auch exekutiven Charakters —, die Einseitigkeit dieser Tätigkeit hätte in einem gewissen Masse ein Gegengewicht gefunden, wenn in diesen Regierungsorganen nicht nur fremde Räte und Beamte fungiert hätten, sondern neben ihnen in gleichem Verhältnis auch Ungarn. Dies war jedoch nicht der Fall. Ungarische Räte und Beamte wurden in der Monarchie der Habsburger zu den fremden zentralen Regierungsorganen nur ausnahmsweise herangezogen, und auch dann nur solche, die sich den den Ungarn gegenüber eingenommenen Standpunkt der Herrschermacht in jeder Beziehung zu eigen gemacht hatten, die es also nicht unternahmen, auf dem Posten, auf den sie das Vertrauen und die Gunst der Dynastie gestellt hatte und von dem sie wann immer entfernt werden konnten, die ungarischen Interessen zu verteidigen.

Es wäre nicht richtig, für die bei der zentralen Staatsverwaltung herausgebildete und vom Standpunkt Ungarns gravaminale Einseitigkeit nur die

Dynastie der Habsburger-Monarchie verantwortlich zu machen, und nicht auch die regierenden Klassen ihrer nicht-ungarischen Länder und Provinzen. Verantwortung haben auch die ungarischen herrschenden Klassen zu tragen. Wohl haben sie stets die Gravamina des Landes verkündet, weiter gingen sie jedoch nur selten, und auch dann nicht einheitlich. Zuweilen — in erster Reihe im XVII. Jahrhundert, gestützt auf das siebenbürgische nationale Fürstentum — griffen sie gegen die Herrschaft der Habsburger zu den Waffen, doch waren in diesen bewaffneten Freiheitskämpfen nur die Bauern einheitlich und unentwegt gegen die Habsburger, während ein beträchtlicher Teil der herrschenden Klassen — hauptsächlich die Grossgrundbesitzer der westlichen Landesteile — diese Freiheitskämpfe nicht unterstützten, ja sich sogar gegen diese wandten. In einzelnen Epochen unterwarfen sich die herrschenden Klassen ganz dem fremden Herrscher und waren nur bestrebt, ihre Privilegien zur Ausbeutung der Bauern zu bewahren. Dies vermochten sie auch zu erreichen, da der Absolutismus der Habsburger zwar eine fremde, aber immerhin eine feudale Machtorganisation war. Und wenn er auch — wie noch darzulegen sein wird — Ungarn gegenüber eine andere Politik einschlug, als seinen sonstigen Ländern und Provinzen gegenüber, behielt er auch in Ungarn in erster Linie die Aufrechterhaltung und Stärkung der feudalen Verhältnisse vor Augen.

Die absoluten Monarchien — und vorher die zentralisierten Staaten — bauten ihre einheitlichen Reiche auf nationale zentrale Regierungsorgane, auf eine nationale Armee gestützt auf und sicherten so die nationale Entwicklung ihrer Reiche. Der zentralisierte Staat und die absolute Monarchie der Habsburger stützte sich bei ihrem Regieren in Ungarn auf fremde zentrale Regierungsorgane, auf eine unter fremder Führung stehende Armee. Auch diese Tatsache hat dazu beigetragen, dass sie die Ausgestaltung der politischen und der wirtschaftlichen Einheit Ungarns nicht nur nicht förderte, sondern behinderte, so dass sie nicht zur Triebkraft, sondern zum Hemmschuh der ungarischen nationalen Entwicklung wurde.

*

Die absoluten Monarchien und vorher die zentralisierten Staaten förderten die nationale Entwicklung wirksam auch dadurch, dass sie das Land gegen Angriffe von Aussen schützten. Ungarn benötigte zu der Zeit, in der es unter die Herrschaft der Habsburger geriet, und auch noch später während fast zweier Jahrhunderte sehr den Schutz gegen Angriffe von Aussen, war es doch der ständigen Gefährdung durch die Türken ausgesetzt. Der zentralisierte Staat und die absolute Monarchie der Habsburger vermochten jedoch Ungarn keinen Schutz gegen die Türken zu bieten.

Allein die Tatsache, dass ab 1526, als sich die Habsburger den ungarischen Thron erworben haben, bis 1718, als auch die letzten Okkupanten ver-

trieben wurden, die Türken im Lande waren und ein grosser Teil des Lande ihnen untertan war, beweist, dass die Macht der Habsburger zur Fernhaltung des äusseren Feindes nicht ausreichte.

Demgegenüber pflegt die feudale und bürgerliche Geschichtsschreibung, die für die Habsburger Partei nimmt, sich darauf zu berufen, dass die Habsburger — wenn auch ihre Macht die Besetzung eines Teiles des Landes nicht verhindern konnte — dem weiteren Vormarsch der Türken doch Halt geboten und verhindert haben, dass die Türken ganz Ungarn erobern, was das Land auf sich selbst angewiesen, d. h. ohne der durch die Habsburger erhaltenen auswärtigen Hilfe nicht erreicht hätte. Diese Geschichtsschreibung beruft sich auch darauf, dass die Türken schliesslich doch durch die mit Hilfe der Habsburger mobilisierten ausländischen Heerscharen aus dem Lande vertrieben wurden. In beiden Argumentationen gibt es Zutreffendes, doch beleuchten sie das Problem nur von einer Seite, während es deren mehrere hat.

Es kann nicht bezweifelt werden, dass die den Habsburgern zu verdankende auswärtige Hilfe bedeutend dazu beigetragen hat, dass der weitere Vormarsch der Türken, die Eroberung von ganz Ungarn vereitelt werden konnte. Es ist auch wahrscheinlich, dass dies das Land auf sich selbst angewiesen nicht erreichen hätte können. Doch ist auch in Betracht zu ziehen, dass die Habsburger, als sie gegen die Türken auswärtige Hilfe sicherten, in erster Linie nicht die Verteidigung Ungarns, sondern den Schutz ihres eigenen und des deutsch-römischen Reiches vor Augen hatten. Ungarn, bzw. dem unter ihre Herrschaft gelangten Teil des Landes wurde die Rolle zgedacht, einen Schutzwall ihres und des deutsch-römischen Reiches gegen die Türken zu bilden, einen Schutzdamm, an dem die Wogen des türkischen Angriffs brechen. Die auswärtige Hilfe sicherten sie nur in dem Masse, das diesem Ziele entsprach, nicht aber in dem Ausmasse, das die Durchführung von grossangelegten militärischen Angriffsoperationen gegen die Türken, einen Versuch zur Vertreibung der Türken aus Ungarn ermöglicht hätte.

Zweifellos trugen die Provinzen des Habsburger-Reiches in gewissem Masse zur Deckung der Kosten des ungarischen Festungsgürtels bei. Das deutsch-römische Reich hat ziemlich systematisch bedeutende Beträge, sogen. «römische Monate» zur Verteidigung gegen die Türken bewilligt. Die Habsburger haben aber diese Beträge nicht ausschliesslich für Verteidigungszwecke, sondern zum Teil für andere Ziele verwendet. Und wenn sie grössere fremde Heere ins Land brachten, so steckten sie auch diesen nur defensive Ziele und riskierten keinen Angriff, so dass solche Unternehmungen — z. B. die im Jahre 1542 — zu keinem Ergebnis führten, ein schmähhliches Ende nahmen.

Die Habsburger haben aber nicht nur die äusseren Kraftquellen nicht voll gegen die Türken benutzt, sondern selbst einen Teil der ihnen aus Ungarn zufließenden Einnahmen für andere Zwecke verwendet. Ein bedeutender Teil der fiskalischen Einnahmen aus Ungarn — z. B. der Gewinn des Bergbaus,

der Einlösung der Edelmetalle, des Münzrechts, der Aussenhandelszölle usw. — wurde nicht im Interesse Ungarns, nicht im Interesse der Verteidigung beziehungsweise des Angriffs gegen die Türken verwendet, sondern ging ausser Landes und diente anderen Zielsetzungen der Dynastie.

Die Last der Abwehr gegen die Türken musste — trotz aller ausländischer Hilfe — in entscheidendem Masse Ungarn, das Volk tragen. In den Festungen kämpften ungarische Soldaten, ihre Wälle wurden von ungarischen Bauern errichtet, ihre Besatzungen wurden aus den ihnen auferlegten Steuern bezahlt und mit Lebensmitteln ernährt, die die Bauern im Schweisse ihres Angesichts produzierten. Die unregelmässig und schlecht entlohnten fremden Heere haben nur Schaden angerichtet, da sie im Lande plünderten und raubten. Die Hauptursache der Bauernbewegungen, der Freiheitskämpfe war, dass die ausländische «Hilfe» eine untragbare Last bedeutete, dass das Volk von den kaiserlichen Söldnern nicht minder litt als von den Türken und jene ebenso hasste, wie diese.

Zweifelsohne erfolgte die Vertreibung der Türken, die Befreiung des Landes am Ende des XVII. und am Anfang des XVIII. Jahrhunderts unter Mitwirkung der ausländischen Hilfe, die die Habsburger sicherten. Doch muss hier berücksichtigt werden, dass die Möglichkeit der Befreiung bereits viel früher gegeben war und dass sie schliesslich nicht von den Habsburgern eingeleitet wurde, sondern eine Folge der fehlgeschlagenen Belagerung Wiens durch die Türken war, ferner dass in den Befreiungskämpfen auch die Söhne des ungarischen Volkes eine ausschlaggebende Rolle spielten.

Die Vertreibung der Türken brachte dem Lande nicht die erwartete Erleichterung. Die Habsburger betrachteten das befreite Land als ein mit Waffengewalt erobertes Gebiet. Sie gaben den früheren Besitzern ihren Besitz nicht zurück, belassen ihre fremden Heere im Lande, und diese verheerten dasselbe auch weiterhin. Die allgemeine Verbitterung entfesselte den in seinen Ausmassen grössten ungarischen Freiheitskampf, in welchem die Führung des gegen die Unterdrückung seitens der Habsburger zu den Waffen greifenden Volkes Franz Rákóczi II. übernahm und den die Habsburger erst nach einem fast ein Jahrzehnt andauernden blutigen Kampfe, nicht in letzter Reihe infolge des Verrats der ungarischen Grossgrundbesitzerklasse niederwerfen konnten.

Nach der Vertreibung der Türken bedrohte kein Feind von Aussen Ungarn, das auch selbst keine Eroberungspläne gegen andere Länder hegte. Trotzdem musste das ungarische Volk an den durch die Dynastie der Habsburger begonnenen und geführten — teils offensiven, teils defensiven — Feldzügen teilnehmen, in diesen Gut und Blut opfern. Die Teilnahme des Ungartums an diesen Kriegen sicherte der Habsburger-Monarchie eine wesentliche Unterstützung und erwies sich z. B. in dem nach der Thronbesteigung Maria Theresias ausgebrochenen österreichischen Erbfolgekriege von geradezu ausschlaggebender Bedeutung. Land und Volk jedoch konnten keine Vorteile von den Kriegen der Dynastie und der Monarchie erhoffen.

Im Endergebnis hat daher Ungarn — was die Rolle des zentralisierten Staates und der absoluten Monarchie in Bezug auf Sicherung gegen Feinde von Aussen betrifft — vom zentralisierten Staate und von der absoluten Monarchie der Habsburger zwar eine gewisse Unterstützung gegen die Türken erhalten, diese Unterstützung reichte aber nur so weit, um das Habsburger-Reich und das deutsch-römische Kaiserreich durch den Ausbau eines Teiles Ungarns als Schutzwall gegen ein weiteres Vordringen der Türken zu schützen, sie reichte jedoch nicht aus, das Land von den Türken zu befreien, wozu sich Gelegenheit bot. Die Vertreibung der Türken erfolgte nur verspätet, das Volk und das Land litten fast zwei Jahrhunderte unter der fremden Unterdrückung, und zwar nicht nur durch die Türken, sondern auch durch die kaiserlichen Söldner, die gegen die Türken ins Land gebracht wurden. Die nationale Entwicklung Ungarns wurde durch seine Bindung ans Habsburger-Reich auch in dieser Hinsicht nicht gefördert, sondern in sehr grossem Masse behindert, zurückgeworfen. Die Verbindung der Habsburger-Monarchie mit Ungarn hat im Hinblick auf die Verteidigung gegen den Feind von Aussen nur für erstere, für Österreich vorteilhafte Folgen gehabt, und zwar sowohl zu Zeiten der Türkengefahr, als auch in den späteren Kriegen.

*

Die zentralisierten Staaten und die absoluten Monarchien fördern die nationale Entwicklung auch dadurch, dass sie die innere Sicherheit und Ruhe des Landes schaffen, den mit der feudalen Anarchie einhergehenden Kämpfen, Parteihadern ein Ende bereiten, die Hindernisse der wirtschaftlichen Beziehungen, des Warenaustausches und des Warenverkehrs beseitigen und dadurch die Warenproduktion heben, die Entwicklung der Produktivkräfte fördern.

Was Ungarn betrifft, hat der zentralisierte Staat und die absolute Monarchie der Habsburger auch in dieser Hinsicht die nationale Entwicklung nicht gefördert, nicht beschleunigt.

Die Tatsache, dass die Türken fast zwei Jahrhunderte hindurch im Lande waren, bedeutete, dass während dieser Zeit fast ununterbrochen gekämpft wurde, sowohl in den unter türkische Herrschaft gelangten Gebieten, wohin die ungarischen Truppen von Zeit zu Zeit einfielen, als in den den Türken nicht untertanen Landesteilen, welche wieder in dichter Reihenfolge durch türkische und tatarische Horden verwüstet wurden.

Aber nicht nur die Anwesenheit der Türken im Lande führte zu ständigen Kämpfen und verursachte der Bevölkerung eine ständige Unsicherheit, Unruhe, ob nun die zwei Parteien auch offen mit einander Krieg führten, oder ob formell zwischen ihnen Friedenszustand herrschte, welcher letzterer sich vom offenen Krieg nicht viel unterschied. Auch innere Kämpfe tobten innerhalb des in zwei Lager gespaltenen Ungartums, zwischen den für die Habsburger Partei nehmen-

den, den sogenannten «Labanczen» und den Anti-Habsburgern, den sogenannten «Kuruczen».

Die Thronbesteigung der Habsburger hatte sogleich Parteikämpfe zur Folge, da ein Teil der ungarischen Stände Ferdinand I. gegenüber einen nationalen König wählte. Das nationale Königtum kam zwar zu Fall, aber in Siebenbürgen entstand ein nationales Fürstentum. Die Kämpfe zwischen dem unter der Herrschaft der Habsburger stehenden ungarischen Königreiche und dem unter der Herrschaft nationaler Fürsten stehenden Siebenbürgen dauerten fast das ganze XVI. und XVII. Jahrhundert an, oft in Form offener Kriegführung, und wenn nicht so, dann zwischen den Anhängern der zwei Parteien. Das ungarische Volk stand auf der Seite des nationalen Fürstentums, ein Teil der herrschenden Klassen jedoch, vor allem der in den westlichen Landesteilen begüterte Hochadel, nahm für die Habsburger Partei. Keine der beiden Parteien konnte jedoch so starke Kräfte mobilisieren, um die Herrschaft der anderen endgültig stürzen zu können; sie reichten höchstens dazu, diese vorübergehend aufzuheben oder zurückzudrängen. Diese Kämpfe zwischen den Kuruczen und den Kaiserlichen waren gleichzeitig auch Kämpfe der Reformation und der Gegenreformation. Es muss auch die Tatsache in Betracht gezogen werden, dass die Reformation die Entfaltung der nationalen Sprache und der nationalen Kultur in bedeutendem Masse gefördert hat. Die zur Zeit der Kämpfe zwischen den Kuruczen und den Kaiserlichen von den Habsburgern gelenkte Gegenreformation trat eindeutig gegen die nationale Sprache und Kultur auf, die in der nationalen Entwicklung einen wichtigen Faktor bilden.

Nach der Niederwerfung des von Franz Rákóczi II. geführten Freiheitskampfes unterwarfen sich die in den Kämpfen der Kuruczen und der Kaiserlichen einander gegenüber gestandenen herrschenden Klassen gänzlich den Habsburgern, die Überlieferungen der Kuruczen lebten nur im Volke weiter und wirkten nur in den Bauernbewegungen und Bauernaufständen weiter. Diese hatten aber nicht mehr den Charakter von Parteikämpfen, sondern waren rein nationale und antifeudale Erhebungen. Natürlich hatten auch die in früheren Jahrhunderten gegen die Habsburger und ihre ungarischen Parteigänger geführten Kämpfe in erster Reihe und in entscheidendem Masse nationalen Charakter, wie denn auch die Teilnahme der Bauernschaft ihnen bis zu einem gewissen Grade ein antifeudales Gepräge verlieh. Da jedoch in diesen Freiheitskämpfen ein Teil der herrschenden Klassen dem anderen gegenüberstand, hatten sie in gewisser Hinsicht den Charakter von Parteikämpfen.

Die Ruhe im Innern — unter deren Deckmantel jedoch der Klassenkampf weiterging — kam daher erst nach fast zwei Jahrhunderten, vom zweiten Jahrzehnt des XVIII. Jahrhunderts an in dem unter die Herrschaft der Habsburger gelangten Ungarn zustande. Die Entwicklung der Produktivkräfte wurde in diesen zwei Jahrhunderten — dem XVI. und dem XVII. — nicht nur gehemmt, sondern auch zurückgeworfen. Diese Rückentwicklung zeigte sich

vor allem in der Abnahme der Bevölkerungszahl. Vor dem Jahre 1526, zur Zeit von Matthias Hunyadi (Corvinus) erreichte die Einwohnerzahl Ungarns 4 Millionen. Während der zwei blutigen Jahrhunderte des Habsburger-Regimes und der Türken-Herrschaft sank die Zahl der Einwohner — statt zuzunehmen — auf 3 bis 3,5 Millionen. In derselben Zeit vermehrte sich die Bevölkerung Europas von 80 auf 130 Millionen. Doch nicht nur das Zahlenverhältnis der Bevölkerung zeigt den Rückgang der Produktivkräfte. In grossen Gebieten des Landes war die Bevölkerung ausgestorben oder weggezogen. Diese unbewohnt und unbebaut gebliebenen Gebiete verwilderten, Strauchwerk, Röhricht, Sümpfe, Moore, Wildwässer entstanden an Stelle der früheren Äcker, Wiesen, Weiden und Gärten. Die Entwicklung von Landwirtschaft, Gewerbe, Handel und Verkehr gerieten gleicherweise ins Stocken oder in Verfall.

Im XVIII. Jahrhundert bot sich dann endlich die Möglichkeit, dass sich die Produktivkräfte von der störenden Wirkung der Feinde von Aussen und den Kämpfen im Innern frei entwickeln, dass das Land die Verluste zweier Jahrhunderte wettmache und das Versäumte nachhole. Und hier fragt es sich, inwiefern die absolute Monarchie der Habsburger die Ausnützung dieser Möglichkeit förderte oder hinderte.

*

Es kann nicht bestritten werden, dass sich die Produktivkräfte in Ungarn im Verlauf des XVIII. Jahrhunderts in grossem Ausmasse und in schnellem Tempo entwickelten. Das Hauptverdienst hierin kommt der Bevölkerung des Landes zu, dem werktätigen Volke, das sozusagen im Rahmen einer zweiten Landnahme die unbewohnten und verwilderten Landesgebiete in Besitz nahm und wieder bebaute. Von jenseits der Grenze strömten in grossen Scharen nicht-ungarische Völker ins Land. Auch organisierte Siedlungsaktionen wurden in die Wege geleitet, und zwar sowohl seitens einzelner privater Grundbesitzer, als auch seitens des Fiskus. Dieser Prozess, dessen Anfänge bis in die Zeit vor 1526 zurückreichen, und in dessen Verlauf Ungarn zu einem multinationalen Lande wurde, setzte sich fort und kam dann zum Abschluss. Die Entwicklung von Landwirtschaft, Gewerbe, Handel und Verkehr kam gleicherweise erneut in Aufschwung.

Die Entwicklung der Produktivkräfte ging aber nicht unbehindert vonstatten. Sie entwickelten sich nicht in jeder Beziehung den natürlichen Gegebenheiten des Landes und ihren eigenen Interessen entsprechend. Die ausschlaggebende Rolle spielte hiebei die staatliche Wirtschaftspolitik, die die Richtung und den Lauf ihrer Entwicklung bestimmte. Die Staatsgewalt aber, die die wirtschaftliche Entwicklung lenkte, war die absolute Monarchie der Habsburger.

Die absoluten Monarchien hielten die Leitung der wirtschaftlichen Entwicklung überall in der Hand. Ihre staatliche Wirtschaftspolitik kam in der

Form des Merkantilismus zur Geltung, sie machte sich die Prinzipien dieser Wirtschaftssysteme zu eigen und wandte deren Mittel in der Praxis an.

Die merkantilistisch- protektionistische staatliche Wirtschaftspolitik war bestrebt, die wirtschaftliche Einheit der zu einer politischen Einheit gewordenen Staaten zu schaffen und sie wirtschaftlich zu stärken. Ihrer Auffassung nach ist der Staat in wirtschaftlicher Hinsicht dann stark, wenn im Lande je mehr Geld zirkuliert, was so erreicht werden kann, dass es je mehr Waren produziert und exportiert, wofür es Geld bekommt, und je weniger Waren einführt, wofür es Geld hergeben muss. Merkantilismus und Protektionismus legten daher grossen Wert auf die Entwicklung der Warenproduktion und des Warenverkehrs und in diesem Interesse auf die Steigerung der landwirtschaftlichen und der industriellen Produktion, auf die Verbesserung des Verkehrs und den Aufschwung des Handels. Diese Wirtschaftspolitik gereichte im allgemeinen zum Vorteil aller Länder, die sie anwendeten. Sie lockerte die Gebundenheiten der feudalen Produktionsweise, förderte im Rahmen des Feudalismus die Entfaltung der kapitalistischen Produktion.

Gewisse Vorteile der merkantilistischen und protektionistischen staatlichen Wirtschaftspolitik kamen auch in Ungarn zur Geltung. Die Ausgestaltung der wirtschaftlichen Einheit des Landes machte trotz der politischen Spaltung, zumindest innerhalb der einzelnen Teile, ja bis zu einem gewissen Grade auch untereinander Fortschritte. Das Verkehrsnetz wurde erweitert und verbessert, die Masse und Geldeinheiten wurden einheitlicher, die Preise und Arbeitslöhne wurden ebenfalls einheitlich geregelt, einzelne Schranken des Warenverkehrs und der Warenproduktion wurden — besonders durch die staatliche Regelung der Verhältnisse der Zünfte — niedrigerissen. All dies änderte aber im Grunde genommen nichts an der Tatsache, dass Ungarn in wirtschaftlicher Hinsicht den anderen Ländern und Provinzen des Habsburger-Reiches ausgeliefert, untergeordnet war. Die absolute Monarchie der Habsburger hat Ungarn in eine koloniale Lage gezwungen.

Die Kolonien waren die Grundlagen der wirtschaftlichen Erstarbung der absoluten Monarchien, sehr wichtige Hebel der im Rahmen des Feudalismus sich entfaltenden kapitalistischen Produktion, der ursprünglichen Akkumulation, dann später, innerhalb der bereits kapitalistischen Produktionsverhältnisse der Entwicklung der bürgerlichen Nationalstaaten. Die Kolonien lieferten der gesamten Bevölkerung des Mutterlandes — die Edelmetalle gar nicht gerechnet — die billige Nahrung, der Industrie die billigen Rohstoffe, der Industrie und dem Handel einen konkurrenzfreien Markt. Die absoluten Monarchien setzten sich die Erwerbung von Kolonien zum allerersten Ziel; um Kolonien führten sie die meisten und erbittertsten Kriege.

Auch die absolute Monarchie der Habsburger bedurfte der Kolonien, wenn sie der wirtschaftlichen Entwicklung der westeuropäischen Länder gegenüber nicht ganz unterliegen wollte. In den Kriegen um Erwerbung von Kolonien

war ihr jedoch kein Erfolg beschieden. Die entscheidende Niederlage erlitt sie auf diesem Gebiete anfangs des XVIII. Jahrhunderts im spanischen Erbfolgekriege, in welchem es ihr nicht gelang, die Erbschaft der spanischen Linie der Habsburger, ihre europäischen und überseeischen Besitztümer zu erwerben. Diejenigen Länder, die sie aus der Erbschaft der spanischen Linie in Italien, Belgien und den Niederlanden erhielt, eigneten sich nicht zur Befriedigung ihrer kolonialisatorischen Ansprüche. Sie scheiterte auch an dem Versuche, sich — wenn es ihr schon nicht gelungen war, überseeische Kolonien zu erwerben — durch Überseehandel die zur wirtschaftlichen Entwicklung unentbehrlichen Vorbedingungen zu sichern. Von den fernöstlichen Märkten, in die sie sich in den zwanziger Jahren des XVIII. Jahrhunderts durch die Österreichisch-Belgische Ostindien Gesellschaft eingeschaltet hatte, wurde sie von England und Holland verdrängt. Auf dem nahöstlichen Markte, in den sie sich durch die im Jahre 1719 neuorganisierte Ost-Gesellschaft einzuschalten versuchte, unterlag sie ihren ausländischen Konkurrenten gegenüber. Sie benötigte einen Markt, auf dem ausländische Konkurrenten ihre Waren nicht bedrohten und auf dem sie zugleich Lebensmittel und Rohstoffe finden konnte. Dieser Markt wurde Ungarn.

Die Bedeutung Ungarns für die Monarchie wurde von den führenden Staatsmännern des Absolutismus der Habsburger nur nach und nach erkannt, parallel mit der im Westen erfolgten allmählichen Zurückdrängung, mit der allmählichen Schwächung der Grossmachtstellung der Monarchie. Nach dem siebenjährigen Kriege, in dem es Österreich — obwohl es sich Dank der geschickten Aussenpolitik auf ein ausgedehntes Bündnissystem stützen konnte — nicht gelang, seine im österreichischen Erbfolgekriege verlorene, wirtschaftlich entwickeltste Provinz, Schlesien zurückzuerobern, erkannten die führenden Politiker des Wiener Hofes, dass die Grundlage der Grossmachtstellung der Monarchie Ungarn sei. Diese Ansicht formulierte der Staatsrat Ägidius Freiherr von Borié im Jahre 1765 wie folgt: «Ich finde mich überzeugt, dass die vielfältige Verbesserungen, deren das grosse Königreich Ungarn fähig ist, allein vermögend seynd der österreichischen Monarchie jene Stärke zu geben, welche dieselbe nöthig hat, umb denen allenthalbigen mächtigen Nachbarn einen ausgiebigen Widerstand leisten zu können, und in der Folge der Zeit zu einer überwiegenden Macht zu gelangen».

Aber selbst der genannte Freiherr von Borié, der doch unter den damaligen Mitgliedern des Staatsrates und den führenden Politikern des Hofes dem Ungarum gegenüber am wenigsten voreingenommen oder böswillig war, konnte sich das Verhältnis zwischen Ungarn und den anderen Ländern und Provinzen der Habsburger-Monarchie nicht anders vorstellen, als das einer Kolonie dem Mutterlande gegenüber. Er äusserte sich im Jahre 1762 über die einzelnen Teile Ungarns wie folgt: «Weilen ich diese Landereyen eben so, wie die Engländer und andere Nationen ihre Pflanzstädte in Indien ansehe, welchen diese den Bau,

den sie ihrem Commercio und Fabriquen den diensamsten ermesen, vorschreiben». Und er war es, der im Jahre 1768 vom Kommerzienrat feststellte : diese ungarnefeindliche Hofbehörde «will Ungarn unter gleichen Zwang legen, der von England und anderen Nationen gegen ihre Americanische Colonien gebraucht worden».

Das Kolonialverhältnis bedeutete für Ungarn, dass es den anderen Ländern und Provinzen der Habsburger-Monarchie Lebensmittel und Rohstoffe lieferte, zugleich aber auch Aufnahmemarkt für die von diesen gelieferten Industrieprodukte war. Die Wirtschaftspolitik des Wiener Hofes war Ungarn gegenüber eine Kolonialpolitik. Die wirksamsten Mittel der Wirtschaftspolitik, die Zölle und Handelsverbote wurden von der absoluten Monarchie der Habsburger Ungarn gegenüber dementsprechend angewendet. In Ungarn förderte sie die Produktion nur solcher Waren, die ihre übrigen Länder und Provinzen benötigten resp. den dort erzeugten Waren keine Konkurrenz bedeuteten. Dies bezog sich gleicherweise sowohl auf die landwirtschaftliche als auch auf die industrielle Produktion. Beide wurden den Interessen der Produktion in den anderen Ländern und Provinzen der Monarchie untergeordnet.

Was die Landwirtschaft anbelangt, liess man die ungarischen Waren nicht ins Ausland ausführen, wenn sie die Länder und Provinzen der Monarchie benötigten. Wenn sie dagegen in diesen nicht benötigt wurden, wurde ihre Ausfuhr auch nach den Ländern und Provinzen der Monarchie verboten.

Was die Industrie betrifft, wurde die Produktion von Waren, die in den anderen Ländern und Provinzen der Monarchie erzeugt wurden und für die sie einen Absatzmarkt benötigten, nicht nur nicht gefördert, sondern geradezu verhindert. Der Import solcher ausländischer Waren nach Ungarn, welche auch andere Länder und Provinzen der Monarchie erzeugten, wurde nicht zugelassen.

Und was den Handel anbelangt, war sie bestrebt, dass der Handelsverkehr zwischen Ungarn und dem Auslande, sowie zwischen Ungarn und den übrigen Ländern und Provinzen der Monarchie nicht von ungarischen, sondern von Kaufleuten aus den übrigen Ländern und Provinzen der Monarchie abgewickelt werde.

Diese koloniale Wirtschaftspolitik der absoluten Monarchie der Habsburger bediente sich aller Mittel, die die absoluten Monarchien zum wirtschaftlichen Aufschwung ihrer Länder im allgemeinen zu verwenden pflegten. Mit diesen Mitteln gelang es tatsächlich, die Produktion und den Warenverkehr in den anderen Ländern und Provinzen der Monarchie in Schwung zu bringen. In Ungarn hingegen führte die Anwendung dieser Mittel zum diametral entgegengesetzten Ergebnis, zur Hemmung und stellenweise zur Drosselung der Entwicklung der Produktion, der Produktivkräfte und des Warenverkehrs.

Zur selben Zeit, als sich die Produktivkräfte in den anderen Ländern der Habsburger-Monarchie freier entfalten konnten und sich Agrar-, Industrie- und

Handelskapital akkumulierte, die Grundlage der bürgerlichen Entwicklung, die kapitalistische Produktion begann und stets grössere Ausmasse annahm, das Bürgertum erstarkte, waren der Entwicklung der Produktivkräfte in Ungarn Schranken gesetzt, die Akkumulation von Handels- und Industriekapital fast gänzlich unmöglich gemacht und auch der Akkumulation von Agrarkapital stellten sich grosse Hindernisse in den Weg; die Entwicklung der kapitalistischen Produktion und damit die bürgerliche nationale Entfaltung gingen nur schleppend vor sich, das Bürgertum blieb unentwickelt, schwach und unfähig, im Kampfe um den Sturz des Feudalismus und um die Abschaffung der nationalen Unterdrückung die Führung zu übernehmen. Diese Rolle musste in Ungarn der Gemeinadel spielen.

Wie sehr auch die koloniale Lage die Entwicklung der Produktivkräfte in Ungarn hemmte und einschränkte, völlig verhindern konnte sie diese Entwicklung nicht. Die kapitalistische Produktion verbreitete sich stufenweise allen kolonialen Hindernissen und Schranken zum Trotz. Der Charakter der Produktivkräfte kam in immer schärferen Gegensatz zu den Produktionsverhältnissen, zu der Wirtschafts- und gesellschaftlichen Ordnung des Landes. Die feudalen gesellschaftlichen Verhältnisse erreichten in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts die letzte Etappe ihrer Entwicklung, in der sie bereits die Merkmale der vertieften Krise zeigten.

Zur Sicherung einer weiteren Entwicklung der Produktivkräfte wurde die Umgestaltung der feudalen Produktionsverhältnisse, die Aufhebung der feudalen Gebundenheiten der Produktion unvermeidlich.

In Ungarn waren jedoch die feudalen Verhältnisse mit der kolonialen Unterdrückung eng verflochten. Die Regierung der Habsburger repräsentierte zu gleicher Zeit beide Formen der Unterdrückung. Der Kampf, der im Interesse der weiteren Entwicklung der kapitalistischen Produktion und damit gleichzeitig im Interesse der bürgerlichen nationalen Entfaltung begann, hatte daher ein doppeltes Ziel und einen doppelten Charakter: er wurde einerseits gegen die koloniale Unterdrückung, um die nationale Unabhängigkeit und um die staatliche Selbständigkeit geführt, andererseits aber bezweckte er die Liquidierung der inneren feudalen Bindungen.

Dieses doppelte Ziel und Charakter machen es verständlich, dass in Ungarn in den Kämpfen um die bürgerliche nationale Entwicklung und in ihrem Höhepunkte, in der bürgerlichen Revolution des Jahres 1848 die führende Klasse — mangels eines zur Führung fähigen Bürgertums — eine der feudalen herrschenden Klassen, der Gemeinadel wurde, der von der kolonialen Lage, dem Fehlen der nationalen Unabhängigkeit und der staatlichen Selbständigkeit unter den herrschenden Klassen am schwersten betroffen wurde.

Die schwerste Last der kolonialen Lage musste aber das Bauerntum tragen. Die vom Gemeinadel angeführte bürgerliche Revolution stützte sich — angespornt von der Arbeiterschaft der Hauptstadt und von den radikalen Kreisen

der Intellektuellen — vor allem auf die Massen des Bauerntums. Ihr Hauptziel sah sie in der Erringung der nationalen Unabhängigkeit und der staatlichen Selbständigkeit, anfangs unter Beibehaltung der Habsburger auf dem Throne in Form einer Personalunion, später dann — als die Dynastie die durch die Revolution erreichten Errungenschaften abschaffen und das frühere Verhältnis der Unterordnung wiederherzustellen trachtete — durch die völlige Lostrennung von der Habsburger-Monarchie.

Die Revolution und der bewaffnete Freiheitskampf von 1848/49 kamen zu Fall. Sie wurden von der Habsburger-Reaktion mit Hilfe der zaristischen Intervention niedergeschlagen, doch hat zu ihrem Sturze auch der Umstand beigetragen, dass die führende feudale Klasse weder die völlige Liquidierung des Feudalismus, noch die nationalen Ansprüche der nicht-ungarischen Völker verwirklichte, womit sie einesteils die Zusammenfassung der nationalen Kräfte schwächte, andernteils die Zusammenfassung der ungarischen und der — durch die Habsburger ebenso unterdrückten — nicht-ungarischen Völker nicht erreichen konnte. Auch die reaktionäre Haltung des Hochadels trug zur Niederlage der Revolution bei.

Auf die bürgerliche Revolution und den Freiheitskampf von 1848/49 folgten beinahe zwei Jahrzehnte der Willkürherrschaft. Die nunmehr bürgerliche Habsburger-Monarchie hat Ungarn gegenüber zur Zeit des Absolutismus dieselbe Politik der Unterdrückung verfolgt, wie in den Jahrhunderten des Feudalismus.

Nach dem österreich—ungarischen Ausgleich im Jahre 1867 änderte sich die Lage wesentlich, obwohl Ungarn seine volle staatliche Selbständigkeit auch damals noch nicht zurückgewonnen hatte, und auch seine wirtschaftliche Abhängigkeit in mancher Beziehung weiterhin bestehen blieb. Das Hindernis, das die Herrschaft der Habsburger für die nationale Entwicklung Ungarns bedeutete, wurde erst durch den im Jahre 1918 erfolgten Zerfall der Monarchie niedergerissen.

*

Das Beispiel Ungarns bezeugt, dass die absolute Monarchie in dem Falle, dass die absolute Herrschergewalt nicht von einer nationalen Dynastie ausgeübt wird, sondern von einer fremden, die gleichzeitig auch in einem anderen Lande regiert, ihre Funktion als Förderer der nationalen Entwicklung nur in ihrem Lande erfüllt, in dem ihr fremden Lande jedoch im Gegenteil zum Hindernis und zum Hemmschuh der nationalen Entwicklung wird, obzwar sie diese endgültig nicht verhindern kann, denn diese ist eine objektive Gesetzmässigkeit der gesellschaftlichen Entwicklung.

GYÓZÓ EMBER

LA CONCEPTION HISTORIQUE DES „LUMIÈRES” FRANÇAISES

Lénine distingue trois sources idéologiques du marxisme qui sont aussi celles du matérialisme historique.¹ Ce sont : la philosophie idéaliste allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme utopique français. Ces trois sources découlent, d'une façon ou d'une autre, des «lumières» françaises. Ce sont les doctrines économiques des «lumières» — à savoir — des physiocrates que l'économie politique anglaise a développées. De son côté, le socialisme utopique critique les idées des «lumières», en adoptant des positions plus à gauche et la philosophie idéaliste allemande les critique en adoptant des positions plus à droite. Ainsi, les origines immédiates du matérialisme historique se rattachent aux «lumières» françaises.

Quelles sont les bases sociales de l'idéologie des «lumières»? Il faut les chercher dans le développement des manufactures au 18^{ème} siècle. Grande profiteuse de cet essor économique, la bourgeoisie partit en campagne pour liquider les rapports de production féodaux et pour créer les conditions politiques et juridiques de libre concurrence économique. Telle était la base sociale sur laquelle s'est greffée l'idéologie des «lumières», idéologie antiféodale de lutte de classes, de la bourgeoisie française.

Du point de vue *logique*, l'idéologie sociale des «lumières» s'inspire des découvertes des sciences naturelles. «Pour développer sa production industrielle, la bourgeoisie avait besoin d'une science qui examine les propriétés physiques des objets naturels et le fonctionnement des forces naturelles.»² Aussi, les sciences naturelles connurent-elles un important développement au 18^{ème} siècle ; ce développement accéléra à son tour celui de l'industrie et, avec l'aide de l'industrie, la soumission des forces naturelles à la domination de l'homme se développa à vive allure. Reflet idéologique du développement de l'industrie bourgeoise, la philosophie des rationalistes français du 18^{ème} siècle, fortement impressionnée par les succès obtenus en matière de sciences, proclama la raison, en

¹ Cf. I. V. Lénine: *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, pp. 63—68. v. Lenine : *Oeuvres choisies* (en deux volumes), T. I. Éditions en langues étrangères. Moscou 1946.

² Fr. Engels, *Introduction à l'édition anglaise du «Socialisme utopique et socialisme scientifique»*, V. K. Marx—Fr. Engels, *Ausgewählte Schriften in zwei Bänden*. Dietz Verl. Berlin 1953. II. p. 93.

laquelle elle voyait la source de toute science, le seul fondement de la philosophie. Les partisans des lumières déclaraient que « . . . tout doit justifier son existence devant le jugement de la raison, ou renoncer à son existence. La raison devient la règle suprême, seule mesure de tout ». ³

Les philosophes de l'ère des « lumières » ont forgé une conception rationaliste de la société en transposant à elle les traits essentiels de l'image que la science a permis de se faire de la nature. Ils portaient du principe que l'homme faisant partie de la nature, les relations humaines semblablement aux phénomènes de la nature, sont régies par des lois.

Les idées des philosophes français du 18^{ème} siècle étaient dirigées contre la conception religieuse du monde qui, sur la foi de révélations divines, conférait aux institutions féodales un caractère sacré. ⁴ La conception religieuse abaissait la science au rôle de « servante de la théologie », affirmait que la providence divine intervenait dans la marche du monde, opposait le monde spirituel au monde physique, la nature à l'homme et considérait la volonté humaine comme libre. Les philosophes de l'ère des « lumières » proclamaient, eux, que la raison était le seul arbitre de tout ce qui existe et que les religions « révélées » étaient des superstitions. Les sciences naturelles avaient déjà chassé Dieu de la nature, en prouvant que la nature obéit à des lois rigoureuses n'admettant pas d'exceptions. En étendant la conception scientifique à la société, les philosophes de l'ère des « lumières », chassèrent la Providence divine des sciences et la doctrine du libre arbitre fut supplantée par le déterminisme.

Les philosophes de l'ère des « lumières » comprirent donc l'unité interne et la structure rigoureuse du monde et s'efforcèrent, sur cette base, d'étudier la société avec les méthodes appliquées dans le domaine des sciences. C'était un immense progrès par rapport à la conception théologique et une prise de position en faveur du matérialisme. *Tous les philosophes* de l'ère des lumières, adoptèrent, sous ce rapport, le point de vue matérialiste. Les déistes, comme Voltaire ou Montesquieu, laissèrent bien à Dieu le rôle de « force motrice finale de l'Univers », mais Voltaire n'en considérait pas moins l'univers comme un vaste mécanisme d'horlogerie et l'existence de Dieu n'empêchait pas Montesquieu de penser que tout ce qui existe est régi par des lois ⁵.

Le point de départ matérialiste constituait le fondement de la science de la société. Mais l'ère des lumières était encore incapable de transformer cette

³ Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Lib. G. Jacques et C^{ie}, Paris, p. 6

⁴ D'après D'Holbach les hommes sont mal gouvernés, car le religion traite les monarques comme des êtres divins. Par conséquent pour mettre fin au mauvais gouvernement féodal, il faut renverser le pouvoir de la religion.

⁵ C'est pourquoi Marx ne considérait le déisme qu'une méthode commode à l'aide de laquelle le matérialiste pourrait se débarrasser de la religion. (V. Engels, *Introduction à l'édition anglaise du « Socialisme utopique . . . »* dans : Marx—Engels, *Ausgewählte Schriften*, I, p. 88. Engels à son tour ne voyait dans le déisme qu'une forme dissimulée du matérialisme. (V. *ibidem.*) Ce n'est pourtant pas sans cause que le déisme ait dissimulé son essence matérialiste. Selon Voltaire l'existence de dieu est indispensablement nécessaire pour freiner « le peuple ». Le déisme est donc la forme dissimulée du matérialisme *bourgeois*.

possibilité en réalité. Les philosophes français du 18^{ème} siècle savaient pertinemment que la marche de l'univers devait être expliquée en partant de l'univers lui-même, mais ne parvinrent pas à appliquer cette idée à la société et expliquer cette dernière aussi en partant d'elle-même. En étudiant la société ils partaient des résultats acquis par les sciences naturelles et appliquaient les conceptions et les lois de celles-ci aux phénomènes sociaux.

Mais la conception qui dominait à cette époque-là sur le terrain des sciences naturelles était essentiellement métaphysique ; les savants «considéraient les objets et procès naturels dans leur isolement en dehors des relations réciproques qui les relient en un grand tout» et les envisageaient «non dans leur mouvement mais dans leur repos.»⁶

La conception métaphysique s'expliquait par le degré de développement qu'avaient atteint alors les sciences naturelles. Celles-ci faisaient à cette époque-là leurs premiers pas qui consistaient nécessairement à disséquer la nature, à en considérer les parties constitutives. Il fallait d'abord connaître les parties constitutives de la nature pour s'en former une image d'ensemble. Mais les procédés d'analyse créaient chez les savant une disposition à regarder isolément les objets de la nature. Tel est l'essentiel de leurs conception métaphysique.

La conception métaphysique se manifestait sous deux formes essentielles. D'une part elle arrachait les objets à leur milieu naturel, en d'autres termes elle négligeait l'examen des rapports qui existaient entre eux et d'autres objets. D'autre part elle arrachait les phénomènes à leur contexte historique, c'est-à-dire elle les examinait non pas dans leurs changements, dans leurs origines et dans leur dépérissement, mais dans leur état de repos. Ainsi, l'application de cette méthode d'analyse a abouti à considérer les objets de la nature comme des choses définitives, aux contours bien déterminés, semblables aux objets de la métaphysique qui cherche l'essence cachée et immuable des choses dans un monde «inaccessible à nos sens» (C'est pourquoi, depuis Hegel, cette conception porte le nom de «conception métaphysique»⁷).

Ce qui correspond en logique à la conception métaphysique, c'est la logique formelle qui considère, elle aussi, à son point de départ, les choses comme définitives, aux contours bien déterminés. Selon la logique formelle, toute chose étant identique à elle-même, ne peut devenir le contraire d'elle-même. «Le métaphysicien pense par antithèses dépouillés de tous termes moyens ; il parle par oui et par non, et ce qui est au-delà, est sans valeur. Pour lui une chose existe ou n'existe pas ; une chose ne peut être elle-même et une autre

⁶ Engels, *Socialisme utopique* . . . p. 24.

⁷ Le principal trait caractéristique de la pensée métaphysique est parfois la conception anti-historique. C'est à cette caractéristique que fait allusion quelquefois Engels, c'est ce qu'il fait notamment dans «Feuerbach». Dans cette oeuvre il appelle conception métaphysique la méthode qui s'occupe de préférence des choses considérées en tant qu'objets fixes, donnés et non des modifications opérées en elle.

chose en même temps. Le négatif et le positif s'excluent absolument. La cause et l'effet sont en directe opposition l'un à l'autre.»⁸

Les philosophes des «lumières» savaient bien entendu que les objets de la nature sont en relations entre eux et sont soumis à des changements. Mais ils interprétaient ces relations dans l'esprit de la conception métaphysique. Cette interprétation avait une importance particulière, dans le domaine des relations «naturelles», en ce qui concerne les rapports entre le singulier et le tout. En arrachant les objets à leur interdépendance naturelle, la métaphysique «s' est barré le passage de la compréhension du singulier à la compréhension du tout».⁹

Pour comprendre les rapports entre le singulier et le tout il faut considérer le tout comme une unité. Toute unité se compose de parties constitutives, d'éléments singuliers qui sont en rapport réciproque entre eux. L'organisme humain par exemple se compose de cellules qui agissent mutuellement les unes sur les autres. Mais les propriétés que possède l'organisme humain, comme ensemble, ne proviennent pourtant pas des propriétés des cellules, partie constitutives, ni de leurs rapports mutuels. L'organisme humain n'est pas simplement l'unité des rapports ou l'ensemble de ses parties constitutives, mais une unité d'un ordre supérieur qui possède des propriétés particulières, supérieures à celles de ses parties constitutives qu'elle façonne elle-même. C'est ainsi que l'organisme humain dispose non seulement de cellules, mais aussi de divers organes. Ces organes se composent à leur tour de cellules, mais celles-ci diffèrent les unes des autres, selon qu'elles appartiennent à tel ou tel organe. Il est donc impossible de comprendre les propriétés de l'organisme humain d'après les cellules, ses parties constitutives, inversement, il faut déduire les propriétés des cellules de leur ensemble qui est l'organisme humain. Cependant, le métaphysicien, avec son procédé analytique, isole la partie constitutive, le particulier, de l'ensemble, le considère en lui-même, avec ses propriétés *ainsi* données. Et après avoir une fois pour toutes déterminé sur cette base le singulier il tente d'opérer une déduction en partant de celui-ci. Il en résulte une incapacité de comprendre et le tout et le singulier.¹⁰

En ce qui concerne les relations «historiques» des choses, les philosophes de l'ère des lumières considèrent le changement, le mouvement, c'est-à-dire

⁸ Engels, *Socialisme utopique* . . . pp. 24—25.

⁹ Engels, *Anti-Dühring*. M. E. Dühring bouleverse la science. Éditions Sociales, Paris 1950, p. 447.

¹⁰ La science mécanique classique elle-même a adopté la conception métaphysique des rapports entre le tout et ses parties constitutives, en ramenant l'ensemble du corps matériel aux atomes ou plutôt à leur influence réciproque, qui sont ses parties constitutives. De là cette conception est passée à d'autres sciences ; on la considère généralement comme la conception mécanique et on parle d'un tout considéré comme agrégat mécanique. Virchow a tenté en biologie de déduire les fonctions de l'organisme vivant de la somme des fonctions des cellules. La physique moderne elle-même, y compris la mécanique quantique, a justifié le point de vue dialectique d'Engels, selon lequel «la masse ne se compose que de molécules, mais elle est quelque chose d'essentiellement différent de la molécule, comme celle-ci l'est à son tour de l'atome.» (V. Engels, *Dialectique de la nature*. Éditions Sociales, Paris 1952, p. 71.)

l'évolution comme un cercle qui revient sans cesse à son point de départ. On savait que la nature était engagé dans un mouvement perpétuel. «Mais ce mouvement», d'après la conception de l'époque, «décrivait aussi un cercle perpétuel, par conséquent ne bougeait jamais de sa place ; il produisait toujours les mêmes résultats.»¹¹ Ainsi les philosophes de l'ère des lumières enfermaient le changement dans les cadres métaphysiques des résultats immuables.

Comment s'était formée la conception du «changement immuable»? «Le mouvement astronomique et mécanique (terrestre), de même que la vie des plantes, des animaux et de l'homme ont implanté dans l'esprit des hommes non seulement l'idée du mouvement, mais aussi plus précisément d'un mouvement qui revient sans cesse à son point de départ.»¹² L'expérience a montré que la vie des plantes, des animaux et des hommes, en passant par la naissance et l'anéantissement des individus, recommence toujours sur un certain point. A cette époque-là, la science n'avait pas encore élargi les horizons étriqués de l'expérience directe; au contraire, les premiers résultats scientifiques semblaient confirmer la conception généralement répandue. L'astronomie avait révélé par exemple que les planètes suivaient des trajectoires qui se rejoignaient sans cesse, ce qui avait permis à Diderot d'affirmer que l'univers restera tel qu'il était, et d'ajouter à l'image de la nature immuable, offerte par la science la notion d'une loi naturelle, éternelle et immuable. D'Holbach écrit que la nature est simple, uniforme et obéit à des lois immuables.

L'époque des «lumières» avait donc sa théorie de l'évolution, malgré les conceptions métaphysiques qui prévalaient à l'époque. En effet, ce qui caractérise la conception métaphysique ce n'est pas la négation de l'évolution, mais une compréhension limitée de celle-ci. Aussi, la contradiction essentielle de leur conception de l'évolution n'est-elle pas celle entre la négation métaphysique de l'évolution et son affirmation dialectique, mais celle qui oppose la théorie métaphysique et bornée de la bourgeoisie à la théorie dialectique du prolétariat.¹³

¹¹ Marx—Engels, *Études philosophiques*, Paris 1947, p. 26.

¹² В. И. Ленин: *Философские тетради*. p. 314.

¹³ C'est Staline qui dans son ouvrage fondamental *«Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique»* oppose la conception métaphysique du développement à la conception dialectique de celle-ci. La description qui est donnée ici de la métaphysique correspond en tout à la théorie de l'évolution de l'ère des lumières, y compris sa variante plus évoluée, la théorie du progrès. La base immédiate de la construction de la théorie dialectique de l'évolution était la théorie métaphysique sur le retour au point de départ. Dans l'ouvrage cité plus haut, Lénine expose l'idée du mouvement dialectique. Le mouvement dialectique retourne, lui aussi, à son point de départ, mais en enrichissant de nouveaux éléments le contenu original. Ainsi, le mouvement dialectique n'est pas un mouvement circulaire, mais un mouvement en spirale. D'autre part la théorie du cycle éternel, qui appliquée aux conditions du développement terrestre apparaît comme métaphysique et bornée, s'avère juste dès que nous l'appliquons à l'évolution de l'univers. A l'échelle de l'univers «c'est dans un cycle éternel que la matière meurt» (V. Engels, *Dialectique de la nature*. p. 45.). Il nous faut au moins supposer que le nombre des millions de soleils et de terres naissent sans cesse dans l'univers, que le développement dialectique, avec sa ligne ascendante puis descendante, s'accomplit sur le nombre des millions de terres, et que des millions de terres et de soleils périssent sans cesse. Les lois de l'univers enferment le changement dans les cadres de l'éternelle immuabilité.

La conception métaphysique était la première borne des théories sociales des philosophes de l'ère des lumières. La deuxième borne en était la conception mécanique du monde. Les mouvements de la nature ont été conçus à l'exemple du mouvement mécanique, chaque phénomène naturel étant considéré comme les phénomènes mécaniques.

La conception mécaniste tirait son origine du fait qu'à cette époque «de toutes les sciences naturelles, seule la mécanique et encore seulement celle des corps solides, célestes et terrestres était arrivée à un certain achèvement». ¹⁴ C'est pourquoi la mécanique, cette science particulière qui s'occupe des changements de lieu des corps matériels, était prise pour base de toutes les sciences. D'où résultait la transposition des particularités et des lois des phénomènes mécaniques à tous les phénomènes non-mécaniques, physiques, chimiques, biologiques, en un mot à tous les phénomènes naturels.

En appliquant les méthodes des sciences naturelles à l'étude de la société, les philosophes de l'ère des lumières y ont transplanté les conceptions métaphysiques et mécanistes. La pensée métaphysique était à l'origine de leur conception de la société ; les métaphysiciens, rappelons-le, partent des détails pour examiner l'ensemble et considèrent le tout comme la somme des éléments particuliers. Les philosophes des «lumières» envisagent les individus comme les parties constitutives de la société ; pour eux la société n'est rien d'autre qu'un agrégat d'individus en rapports entre eux. Selon ces philosophes la société est la résultante d'un contrat conclu entre les individus ayant, en faveur de la communauté, renoncé à leur liberté d'origine illimitée.

Cette conception individualiste (atomiste) de la société ne s'explique pas uniquement par la pensée métaphysique. Ses causes plus profondes se retrouvent dans la situation économique de la bourgeoisie ; car cette conception représente la société telle qu'elle est vue par le bourgeois producteur de marchandises. Partant des conditions de la bourgeoisie, la production d'ensemble qui satisfait aux besoins matériels de la société est la somme de la production marchande d'individus dispersés, la somme pure et mécanique de leur production marchande. Et tout semblablement au bourgeois qui conclut avec un autre bourgeois un contrat pour l'achat d'une balle de riz, dans l'esprit des philosophes de l'époque des lumières, les individus concluent entre eux des contrats pour la fondation de la société et de l'État.

Par la doctrine individualiste du contrat social, la philosophie des «lumières» s'est engagée dans une voie où il était impossible de découvrir les véritables lois de la société. Ces lois sont d'une nature différente de celles de la vie individuelle ; on ne peut les découvrir qu'en partant de la société elle-même.

La philosophie des «lumières» considérait l'individu comme un être naturel, dont toutes les manifestations vitales, tous les mouvements existants sont

¹⁴ Marx — Engels, *Études philosophiques*. p. 26.

déterminés par les lois de la mécanique. Elle ne voyait dans l'homme qu'une construction mécanique, une machine. Selon d'Holbach qui appliquait le plus rigoureusement le point de vue de la mécanique, tout ce qui existe dans la nature, obéit aux lois universelles de la mécanique, et tout ce que l'homme fait est la manifestation de la force de l'inertie, de la pesanteur qui pèse sur nous, des forces d'attraction et de répulsion, de la volonté de conservation, en un mot de cette énergie que l'homme partage avec tous les êtres existants. C'est cette conception scientifiquement étayée, conception dite de sociologie *naturaliste*, qui sert de base au courant mécaniste de la sociologie bourgeoise.

Mais comme il est impossible de comprendre la société en partant des individus humains, il est également impossible de déduire l'action humaine des lois de la mécanique. La loi mécanique de l'inertie, selon laquelle les corps conservent leurs mouvements uniformes et rectilignes, n'est qu'une phrase vide de sens si nous l'appliquons à l'action humaine, car cette dernière est autre chose, et plus que le mouvement des corps matériels, c'est une forme supérieure du mouvement, et comme telle, elle obéit à des lois supérieures. C'est pourquoi la philosophie des lumières explique l'homme et, partant, les événements historiques, non pas à l'aide des lois de la mécanique, mais par celles de la psychologie. Elle considère les mobiles, et, la plupart du temps, les passions des individus, comme le moteur de la vie sociale et de l'histoire. Cependant, la satisfaction de ces mobiles et passions est gouvernée par les «opinions» des individus. Le fait que ces philosophes aient identifié les passions avec la notion du mouvement mécanique, l'amour et la haine avec l'attraction et la répulsion universelles, ne change rien au caractère psychologique de cette conception.

En fin de compte le raisonnement métaphysique aboutit par l'intermédiaire de la conception mécaniste à la conception idéaliste de l'histoire. Selon cette conception «l'idéalisme subsiste „en haut” dans le domaine des sciences sociales». ¹⁵ C'était là la troisième borne de la conception historique de la philosophie des lumières, conception qui caractérisait non seulement les idéalistes, mais aussi les matérialistes.

L'erreur que les philosophes de l'ère des lumières commettaient n'était pas de reconnaître les forces motrices idéales, mais de ne pas examiner ce qu'il y a derrière elles, de ne pas avoir cherché à pénétrer les causes qui engendrent ces forces. Les philosophes des lumières se contentaient d'aborder la surface des phénomènes et au lieu de remonter plus haut jusqu'à leurs causes déterminantes, ¹⁶ aux forces matérielles déterminantes, qui régissent les forces motrices idéales agissant à la surface.

Cependant, si nous expliquons l'histoire en partant des individus et des mobiles de leurs actions, nous finissons nécessairement par perdre de vue

¹⁵ Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*. Éditions Sociales, Paris 1946, p. 206.

¹⁶ Marx—Engels, *Études philosophique*. p. 46.

le rôle historique des masses, tout en cherchant la force motrice finale de l'histoire dans les passions et dans les idées des personnalités éminentes, des grandes personnalités historiques, rois, chefs d'armée, prophètes et philosophes. Ainsi, la conception individualiste idéaliste a engendré la *théorie du «héros»*, qui apparaissait d'autant plus vraisemblable que les dirigeants de la société féodale géraient les affaires des pays, sans le concours et en dépit de la volonté des masses. La théorie du héros était prédominante chez les historiens de l'époque des lumières. Dans ses ouvrages historiques, Voltaire mettait toujours en relief le rôle joué par les personnalités et n'avait que des termes de mépris pour les masses, la «populace».

Or, si l'on considère les personnalités éminentes comme les forces motrices déterminantes de l'histoire, sans chercher à expliquer, par des lois, leur apparition, leurs ambitions et leurs idées, nous attribuons au hasard un rôle primordial dans l'histoire. Ces prémisses admises, l'époque de l'apparition de telle ou telle personnalité historique, ses ambitions ses idées, ne sont-elles pas le fait du hasard? Ainsi, le processus historique, que les philosophes de l'ère des lumières considéraient, en théorie, comme régi par des lois, apparaît, en réalité, comme le contraire d'un processus déterminé, comme une série de hasards. Selon d'Holbach un peu plus d'acide qu'il n'en faut dans la bile du fanatique, du sang ardent dans le cœur du conquérant, une digestion douloureuse dans l'estomac du monarque, le caprice d'une femme, sont des raisons suffisantes pour déclencher des guerres, pour envoyer des millions à la boucherie, pour pousser des peuples à la misère, pour les réduire pour de longs siècles au désespoir et à l'indigence. Ainsi, les philosophes de l'ère des lumières n'arrivaient même pas à appliquer la théorie de l'évolution circulaire à l'histoire, comme l'a fait Vico. Selon Vico, il y a un processus régi par des lois entre le point initial et le point final du cercle, mais les philosophes de l'ère des lumières ne connaissaient pas le processus déterminé de l'évolution historique.¹⁷

Cependant, malgré ces imperfections, la théorie historique de ces philosophes était apte à expliquer le passé sans *contradiction interne*. La contradiction entre la conception du processus historique, comme processus obéissant à des lois et le rôle prépondérant attribué au hasard était aplanie, par le fait que les philosophes de l'ère des lumières identifiaient dans la notion de la nécessité le hasard, pris dans le sens où l'entendait le déterminisme mécanique, et la loi. En opérant de la sorte, ils ont rabaisé la nécessité, comme l'a souligné Engels, au niveau du hasard.¹⁸ Le nez de Cléopâtre n'était pas seulement promu

¹⁷ Les philosophes de l'ère des lumières représentaient donc la conception prémarxiste de la société, selon laquelle «la société est un agrégat mécanique d'individus qui subit toutes sortes de changements au gré des autorités (ou ce qui revient au même, au gré de la société et du gouvernement) qui naît et se transforme suivant le hasard. (Lénine : *Oeuvres choisies*, p. 94.) Il était impossible de bâtir sur la base de cette conception une science de la société qui soit la science des lois sociales ; les philosophes des lumières considéraient le processus historique comme une série de hasards.

¹⁸ Engels, *Dialectique de la nature*, p. 221.

au rang des facteurs historiques, mais se déduisait nécessairement de l'engrenage indissoluble des causes et des effets, comme le mouvement du système solaire.

La difficulté commençait là où il fallait relier l'histoire du passé avec le développement de l'avenir, car ce dernier devait nécessairement aboutir à la victoire d'un ordre social inexistant jusque-là, qui était l'ordre bourgeois. Mais comment pouvait naître, dans le monde métaphysique des «lumières» quelque chose de radicalement neuf, alors que ce monde, obéissant à ses lois éternelles, est appelé malgré tous les changements, à «demeurer tel qu'il était et tel qu'il sera?»

Cette contradiction a été surmontée dans l'esprit des métaphysiciens, par l'introduction d'un nouveau type de lois, les «lois éternelles de la nature humaine» qui figuraient désormais à côté des lois de type mécanique. Pour la conception métaphysique, la nature humaine est éternelle et immuable, dans tous les temps et dans tous les lieux. Il s'ensuit qu'il existe un ordre social en harmonie avec l'éternelle nature humaine. Et cet ordre social, l'ordre «naturel» de la société se fonde sur des droits éternels que la nature «confère» à l'homme. La base de ces droits, est, comme l'ont déclaré les physiocrates, le *droit de propriété* qui comporte le droit de l'individu à déployer *librement* ses facultés, à s'approprier les choses créées par son activité.

Pour justifier les innovations sociales, les féodaux les présentaient comme le rétablissement d'anciens états de choses. La bourgeoisie eut recours, à cette même fin, à la notion de l'«éternel». Mais féodaux et bourgeois refusaient de considérer le nouveau comme venant de lui-même.

Les philosophes de l'ère des lumières considéraient les «droits naturels» de l'homme comme inprescriptibles et inaléniables et en concluaient que le contrat social lui-même ne les pouvait altérer. Ils voyaient la cause de tous les maux dans le fait que l'homme était ignorant de sa propre nature et qu'il a, dans son ignorance, aménagé la société en violant les droits humains éternels. Toutefois, la raison — et la philosophie basée sur la raison — avaient enfin découvert les lois éternelles de la nature humaine et l'humanité avait enfin accès à «l'empire de la raison», à la société parfaite, avec ses formes éternelles.

Ces philosophes prétendaient, bien entendu, que cette grande découverte était l'effet du hasard, qu'elle aurait pu être arrivée des siècles plus tôt ou plus tard. L'apparition des hommes de génie au moment précis était d'après eux, également un pur hasard.¹⁹ Mais puisque la société raisonnable avait été découverte seulement au 18^{me} siècle, toutes les sociétés précédentes étaient déraisonnables, et ainsi l'histoire du passé n'était pas seulement une série de faits dus au hasard mais elle se révélait aussi comme une série de crimes et de super-

¹⁹ Engels (*Socialisme utopique* . . . pp. 9–10.) parle de cette conception à propos des socialistes utopiques. Mais, comme les autres opinions des utopistes, cette conception aussi plongeait ses racines dans l'idéologie des philosophes des «lumières».

cheries. L'histoire séculaire de l'humanité, dit Diderot, est l'histoire de l'oppression de l'humanité par quelques scélérats.

«Toutes les formes de société et de gouvernement reconnues jusqu'alors, toutes les conceptions traditionnelles devaient être reléguées au grenier comme déraisonnables ; le monde jusqu'alors s'était laissé conduire par de misérables préjugés, tout le passé ne méritait que de pitié et mépris.»²⁰ Ils méprisaient profondément «l'obscurantisme du moyen âge» dont les vestiges encombraient encore la voie de la bourgeoisie. Ils ne comprenaient pas les grands résultats obtenus au moyen âge, comme ils ignoraient les racines sociales du christianisme. Voltaire ne voyait dans l'un que la barbarie et dans l'autre qu'une pire superstition. La conception de l'histoire des philosophes de l'ère des «lumières» était essentiellement anti-historique.²¹

Les lois mécaniques de la nature et les lois de la nature humaine représentaient, malgré leur caractère métaphysique commun, de différents types de lois sociales. On concevait les lois mécaniques de la nature, — la loi de l'attraction et de la répulsion — comme s'opérant, dans la vie sociale, indépendamment de la conscience et de la volonté des hommes. Le passé «irraisonné» de l'humanité était régi par de telles lois. En revanche, les lois de la nature humaine, comme le droit naturel à la propriété, ne peuvent se faire valoir qu'une fois que la raison les aura reconnues justes et réclame leur application. Ce sont des lois de ce type qui détermineront l'avenir de l'humanité.

En effet, les lois sociales s'opèrent dans deux sens. D'une part elles agissent indépendamment de la conscience et de la volonté des hommes. Ainsi, le capitalisme se développe dans le régime féodal conformément aux lois sociales, mais indépendamment de la conscience et de la volonté des hommes. D'autre part, les lois sont reconnues et leur action est voulue. Le développement de la société capitaliste en société socialiste par la révolution prolétarienne est une nécessité voulue par la loi, mais le prolétariat connaît cette loi et veut qu'elle se réalise.

Les philosophes de l'ère des lumières avaient seulement pressenti ces deux caractères des lois, mais ils ne les ont pas formulées en termes clairs. En outre, en les plaçant sur une base métaphysique, ils remplissaient ces formes justes, d'un contenu inadéquat. L'homme ne dispose pas de «droits naturels», tout comme la société n'a pas de lois mécaniques. Derrière les lois éternelles de la nature humaine se dissimulent les revendications politiques de la bourgeoisie, que l'on a élevées à la hauteur de «lois naturelles» pour les faire valoir avec plus de vigueur.

Voilà précisément pourquoi la conception des philosophes de l'ère des lumières reflétaient une réalité sociale déterminée par la nature humaine, qui

²⁰ *Ibid.* pp. 6—7.

²¹ La réaction féodale qui succéda à la révolution française «est étroitement liée à une apologie extraordinairement peu historique du moyen âge. (Marx—Engels, *Sur la littérature et l'art*. Textes choisis précédés d'une introduction de M. Thorez. Éditions Sociales, Paris 1954, p. 287.

était la nature du bourgeois. «Mais cet homme à y regarder de près, était le bourgeois moyen d'alors et sa nature consistait à fabriquer et à faire du commerce dans les conditions historiquement déterminées de l'époque.»²²

D'autre part, la société rationnelle, déduite de la nature humaine éternelle n'était pas non plus une simple invention, mais un reflet de la société bourgeoise, telle qu'elle était déjà formée dans le féodalisme, société débarrassée des chaînes féodales. Derrière le droit naturel de propriété se dissimulait le droit des bourgeois à posséder le capital, droit dont l'exercice exigeait le triomphe des principes de la libre concurrence. Les idées chères aux philosophes des lumières cachaient, malgré leur enveloppe métaphysique, les tâches que l'évolution de la vie matérielle de la société avait mises à l'ordre du jour et qu'elle accomplit plus tard. Les oeuvres d'Holbach contiennent, comme le souligne Plékhanov, les mêmes revendications basées sur la nature humaine que l'Assemblée constituante réalisa plus tard dans l'intérêt du développement bourgeois.

Les philosophes des lumières ont donc mis en relief les courants effectifs qui domineront les transformations sociales qui étaient sur le point de s'accomplir. Ils insistaient aussi sur la nécessité historique de ces transformations en les ramenant *aux lois* naturelles de la société. Les bourgeois avaient ainsi accompli leur tâche de classe, tout en étant incapables de comprendre le sens de classe de cette transformation et interprétaient à contre-sens ses lois. Par conséquent les théories des philosophes des lumières ne pouvaient dépasser les limites de classe de leur époque bourgeoise.

Les philosophes de l'ère des «lumières» considéraient la raison humaine comme omnipotente. Enhardis par les succès de la mécanique, ils attribuaient à la raison des facultés sans limites pour reconnaître et utiliser les lois naturelles. En outre, ils transposaient cette croyance en l'omnipotence de la raison dans le domaine de la société. La raison qui avait découvert la société parfaite était aussi appelée à réaliser cette société. L'ère des lumières n'avait pas compris que les conquêtes des sciences naturelles étaient rendues possibles par les nécessités de la production bourgeoise. Les philosophes de l'ère des lumières séparaient, en métaphysiciens, la raison des conditions matérielles de la société et des formes historiques de celles-ci (conditions et formes qui déterminent ses possibilités et ses limites) et lui conférèrent un pouvoir absolu. C'est en cela que consistait leur rationalisme qui était l'une des manifestations de leur idéalisme.

La société parfaite se réalisera de la façon suivante : la philosophie, le représentant de la raison, en appellera à la compréhension des hommes ; elle détruira leurs fausses opinions et les «éclaircira», les convaincra de la nécessité de la transformation sociale. Selon toute prévision, elle n'aura pas la tâche facile, car les préjugés du passé sont profondément enracinés. Mais elle finira par triompher, car les hommes sont, par leur nature, enclins à écouter la voix

²² Engels, *Anti-Dühring*. p. 183.

de la raison. Les lois de la nature humaine la date tout en étant précaire finiront donc certainement par se réaliser.

Ainsi, le moyen de la transformation sociale n'est pas la violence révolutionnaire, mais la propagande pacifique, qui «épargnera» d'ailleurs les «masses grossières» qui ne possèdent pas la force capable de façonner l'histoire. Cette propagande d'éclaircissement aura pour but de modifier les avis des dirigeants et s'adressera aux couches supérieures de la société, à cette couche que la sociologie bourgeoise de nos jours appelle «l'élite de la société». Elle ne fera pas de distinction sociale (de classe) entre le courtisan féodal et le propriétaire bourgeois de manufactures, car les deux peuvent être convaincus et méritent de l'être. Mais elle s'adresse avant tout à la raison du prince et de son gouvernement, représentants officiels du régime féodal, car ils disposent du pouvoir effectif, capable de transformer la société.

On voit donc qu'en imaginant la société future et la voie qui y mène, les philosophes de l'ère des lumières ont témoigné les mêmes conceptions que pour juger le passé. Ils ont déduit l'avenir des lois éternelles *métaphysiques* de la nature humaine et en idéalistes rationalistes, ont vu dans la raison la force appelée à organiser la société future. Seuls, quelques penseurs ont pu reculer parfois les limites de cette conception de la société.

Selon Turgot et Condorcet, auteurs de la théorie du progrès, ses lois enferment la nature dans le cercle des processus toujours identiques, mais la loi de la société est le progrès continu et sans fin. Pour eux, l'essence du progrès est l'accroissement continu des facultés intellectuelles et morales de l'homme qui lui sont accordées par la nature. A leurs yeux l'éventuelle transformation sociale ne consistait plus à rétablir les droits éternels de la nature humaine, mais elle représentait un degré nouveau et plus élevé du développement de l'éternelle nature humaine. Les philosophes ont donc introduit à leur théorie de l'évolution l'idée du développement progressif qui va de l'inférieur au supérieur. En opérant de la sorte, ces philosophes ont fait un pas en avant.

Cependant, sans parler de la rigidité toute métaphysique avec laquelle ils ont opposé la société à la nature, ces philosophes ont considéré le progrès comme un simple changement quantitatif graduel. Pour eux, le progrès n'était pas le «passage de l'état qualitatif ancien à un nouvel état qualitatif», mais un «simple processus de croissance . . . où les changements quantitatifs n'aboutissent pas à des changements qualitatifs.»²³

Comme le courant philosophique des lumières en général, la théorie du progrès perdait également de vue le fait que la nature humaine change qualitativement avec le progrès social. Cette théorie avait pour point de départ les facultés intellectuelles et morales de l'homme, considérées comme qualités immuables et elle voyait dans le développement les changements quantitatifs

²³ Staline, *Les questions du léninisme*. p. 559.

de cette qualité immuable. Selon cette conception, l'intelligence, la bonté, le bonheur de l'homme se développent, mais ce n'est là que l'épanouissement des éternelles aptitudes à l'intelligence, à la bonté et au bonheur dont la nature l'avait doté. Les aptitudes changent quantitativement, mais la qualité de la nature humaine reste inchangée, immuable.

Cette conception du développement tire son origine de la science naturelle mécanique. La mécanique «ne connaît que des quantités elle calcule avec des vitesses, et des masses et tout au plus avec des volumes»²⁴ mais ne tient pas compte de la qualité dont les changements ne l'intéressent pas.

Ainsi, la théorie du progrès basait, elle aussi, le changement sur le fondement métaphysique de l'immuabilité. Dans cette conception, l'homme et la société, restent immuablement tels qu'ils étaient et qu'ils seront. Voilà pourquoi la théorie du progrès fait partie des théories métaphysiques, plus exactement de cette espèce de théories métaphysiques qui, contrairement à la théorie du cercle, considère l'évolution non pas comme la répétition éternelle d'un même processus, comme «diminution et augmentation»²⁵. Cette espèce de la théorie métaphysique du progrès est apparue plus tard, lorsque la bourgeoisie est devenue une classe réactionnaire, sous la forme de l'évolutionnisme vulgaire.

La théorie du progrès était caractérisée encore par un autre trait métaphysique. La logique des métaphysiciens, la logique formelle, nie que la contradiction interne soit la particularité objective des phénomènes. Les contradictions entre le capital et le travail qui auraient pu ébranler la logique métaphysique n'existaient alors que sous une forme embryonnaire. Aussi, la théorie du progrès n'a-t-elle pas compris le chemin contradictoire du développement bourgeois, elle n'a pas compris que la baisse, la paupérisation graduelle des masses travailleuses étaient le cortège inéluctable du progrès dans la société de l'époque. Les partisans de la théorie du progrès affirmaient que «le processus de développement de l'inférieur au supérieur... s'effectue sur le plan d'une évolution harmonieuse des phénomènes».²⁶ Elle attendait la transformation de la société non de la lutte de classes antagonistes, mais, avec autant d'optimisme que de naïveté, de l'épanouissement harmonieux des facultés humaines, du progrès de la raison et des sciences.

Une autre théorie de l'époque, le matérialisme géographique de Montesquieu constitue une tentative de dépasser la conception idéaliste de l'histoire. Montesquieu essaya de pénétrer derrière les mobiles des individus, les passions et opinions individuelles et de déceler ainsi les *les forces motrices déterminantes*. Il cherchait ses forces parmi les conditions matérielles de la société et croyait les trouver dans le milieu géographique, et surtout dans les conditions climatiques.

²⁴ Engels, *Anti-Dühring*. pp. 459—460.

²⁵ В. И. Ленин, *Сочинения*, 3^e éd. t. XII. p. 324.

²⁶ Staline, *Les questions du léninisme*. p. 561.

Or, les conditions géographiques font partie des conditions matérielles extérieures de la société qui tout en agissant sur le développement de la société, ne le déterminent pas décisivement. Le développement sociale est en premier lieu déterminée par les conditions matérielles internes, dont l'ensemble constitue le mode de production de la société. Le matérialisme géographique de Montesquieu se base sur la conception mécanique. Tout comme la mécanique expliquait le mouvement d'un certain corps matériel par les forces extérieures qui agissaient sur lui, Montesquieu lui explique le «mouvement» de la société par le milieu qui agit sur elle de l'extérieur.

La nature humaine chez Montesquieu présente de multiples formes qualitatives. Mais cette multiplicité n'est pas engendrée par le développement. Ce ne sont pas les passions et les opinions «l'esprit général» d'un peuple donné qui évolue *successivement* d'une qualité à l'autre, mais ce sont les différences du milieu géographique qui façonnent *simultanément* l'esprit des peuples. Certes, l'esprit du peuple est multiple, mais il est immuable dans sa multiplicité, car il est déterminé par le milieu géographique immuable, par les conditions immuables qui règnent sur un territoire géographique donné. Ainsi, dans le matérialisme géographique de Montesquieu comme dans les autres conceptions de l'ère des «lumières», la société est caractérisée par une immuabilité métaphysique.

C'est Montesquieu qui fonda le courant géographique de la sociologie bourgeoise. Chez lui, la théorie géographique de la société ne souffre pas encore de contradictions internes. Il voulut expliquer l'esprit *immuable* des peuples par l'influence du milieu géographique, également immuable, à une époque où la conception était nécessairement métaphysique. Mais la sociologie géographique «moderne» s'efforce à expliquer la société en partant des conditions géographiques *immuables* à une époque où personne ne peut plus ne pas admettre les changements sociaux.²⁷

Les *matérialistes philosophiques* concevaient l'esprit des peuples dans leur développement historique et cherchaient à l'intérieur de la société la force motrice qui détermine ses changements. D'après eux la nature a accordé aux

²⁷ Le courant géographique de la sociologie bourgeoise est souvent classé parmi les systèmes idéalistes des sciences sociales, sous prétexte qu'il déduit les faits historiques et les institutions sociales *directement* de la psychologie sociale. Mais, avec de telles prémisses, on pourrait considérer le matérialisme historique lui-même comme un système idéaliste, car il ne met pas en doute le fait que les événements historiques et les institutions sociales sont déterminés *directement* par les idées. C'est pourquoi la sociologie géographique doit être jugée autrement que la sociologie mécanique. Cette dernière est un système idéaliste, car il explique en dernière analyse, la société effectivement par les lois de la psychologie, même s'il la subordonne aux lois de la mécanique. La sociologie géographique, par contre n'est pas un système idéaliste, car elle explique la société en dernière analyse, non à l'aide des facteurs idéaux ou psychologiques, mais en partant de ses conditions matérielles. C'est pourquoi il faut considérer la sociologie géographique comme un système matérialiste. Tout de même le matérialisme géographique est un système de sciences sociales aussi faux que le matérialisme économique qui, tout en expliquant la société en partant de son mode de production matérielle, ne comprend pas le rôle social actif des forces politiques et idéologiques.

hommes des facultés identiques. Les hommes ne naissent pas, mais deviennent ce qu'ils sont, intelligents ou stupides, bons ou méchants, dit Helvétius, l'un des représentants les plus conséquents de cette opinion. Or, les hommes, leurs facultés intellectuelles et morales se développent différemment sous l'influence des conditions sociales, de l'«éducation».

L'homme n'est en réalité rien d'autre que ce que l'éducation fait de lui. Or, l'éducation dépend des lois et du gouvernement. Le caractère et la façon de penser des peuples change lorsque changent les formes de gouvernement . . . un autre gouvernement suggère à la même nation des pensées sublimes et basses, un caractère persévérant ou léger, cordial ou modeste. (Helvétius). Cette dernière pensée peut être formulée par les notions scientifiques d'aujourd'hui en ces termes: la psychologie et l'idéologie sociales sont déterminées par l'ordre politique et juridique de la société qui change dans l'histoire.

En opérant de la sorte, les matérialistes ont appliqué à la vie sociale le principe fondamental du matérialisme philosophique, suivant lequel les sensations et les pensées de l'homme viennent du monde extérieur.²⁸ Comme la conscience est déterminée par l'existence, ainsi la conscience de l'homme vivant dans le cadre de la société est façonnée par les conditions de l'existence sociale.

La doctrine matérialiste suivant laquelle les hommes sont les produits des rapports sociaux et les changements de ces derniers amènent également des changements chez les hommes, représente un progrès sérieux dans la conception de la société. On ne pensait plus que les hommes, êtres naturels, avaient formé la société, on estimait que c'était la société qui avait fait des hommes des êtres sociaux. Les matérialistes ont donc reconnu la priorité de la société sur l'individu.

Considérée comme une partie d'un ensemble, leur thèse suivant laquelle l'ordre politique et juridique détermine la psychologie et l'idéologie de la société n'était pas tout à fait fausse. Il y a en effet un certain rapport entre la psychologie et l'idéologie de la société et l'ordre politico-juridique. Si les grands propriétaires féodaux pouvaient tout se permettre, sans craindre ni seigneurs, ni lois, c'est parce que dans l'ordre politico-juridique de la société féodale ils disposaient du pouvoir d'État armé. Au cours du développement socialiste, la psychologie et l'idéologie socialistes de la société sont déterminées *directement* par le travail éducatif du parti communiste et de l'État du prolétariat.

Mais les matérialistes ont établi cette relation de telle manière qu'ils identifiaient les rapports déterminant l'existence sociale avec les conditions politico-juridiques. Leur enseignement sous cette forme (ils prétendaient que les hommes sont en *dernière analyse* les produits des conditions politico-juridiques, donc qu'il fallait voir dans l'ordre politico-juridique le facteur déterminant de l'existence sociale) était essentiellement faux, il ne servait plus le développe-

²⁸ Cf. Marx-Engels, *Die heilige Familie*, v. MEGA Tom. I. Vol. 3. p. 305.

ment des connaissances sociales, au contraire, il est devenu, à l'époque des épigones de la révolution bourgeoise la source du «crétinisme parlementaire». Cette théorie a engendré la croyance selon laquelle la législation disposant du pouvoir souverain est capable de façonner la société, sans considération des conditions économiques historiquement données.

En outre, l'enseignement matérialiste s'est confondu avec la théorie idéaliste du «héros», chère aux philosophes de l'ère des lumières. Selon la conception matérialiste, ce n'est pas tant la législation, mais le législateur, le chef politique, qui façonne les peuples. Cette idée a été exprimée par d'Holbach qui écrit que c'est l'initiative des chefs qui rend les peuples belliqueux ou superstitieux, ambitieux ou âpres au gain, pondérés ou irréfléchis. De la théorie suivant laquelle les hommes sont les produits des conditions, les matérialistes ont tiré la juste conclusion qu'en changeant les conditions, on peut créer l'homme de la future société ; il faut établir des conditions sociales dans lesquelles les intérêts particuliers coïncident avec l'intérêt commun. Selon les matérialistes, il ne suffit pas de prêcher la «vertu», mais il lui faut créer les conditions sociales préalables. D'autre part, les matérialistes eux-mêmes ont imaginé la société «rationnelle» de l'avenir, en partant de l'éternelle nature humaine, des éternels droits naturels de l'homme. Derrière les changements historiques, mais passagers de la nature humaine, il y avait, disaient les matérialistes, l'éternelle nature humaine qui cherchait à se réaliser. Et les principes ou lois fondamentaux les plus sublimes et les plus sacrés ceux qui sont valables pour toute société, sont, d'après Helvétius, ceux qui assurent à chacun la propriété des biens, la vie et la liberté.

Comment naît, selon les matérialistes, cette société «rationnelle»? Dans la réponse qu'ils donnent à cette question, leurs idées se confondent une fois de plus, avec les thèses générales de l'ère des lumières. Comme la société est formée par le législateur, la société «rationnelle» sera son oeuvre. Comme, d'autre part, le prince détient le pouvoir législatif absolu, il est le seul à pouvoir transformer la société. Mais voudra-t-il la transformation sociale? Oui, si c'est un «bon prince», s'il se laisse éclairer par les philosophes. Et qu'est-ce qui garantit que le bon prince apparaîtra un jour? Rien d'autre que le hasard, mais c'est un gage, car, selon Helvétius, toute possibilité devient tôt ou tard réalité.²⁹

²⁹ La conception des matérialistes selon laquelle la société est formée par la législation, était, en tant que loi générale des sciences sociales, fautive. Mais eu égard aux conditions historiques *données*, ils avaient raison d'attendre de la législation la création de la société «rationnelle» (c'est-à-dire la société bourgeoise). Le développement spontané avait déjà engendré les conditions de production bourgeoises, mais leur plein développement était entravé par les formes politico-juridiques de la féodalité. Pour que les conditions bourgeoises de production puissent librement s'épanouir, il fallait créer les conditions politico-juridiques qui leur convenaient, et cette tâche incombait à la législation c'est-à-dire au pouvoir d'État. Mais les matérialistes n'avaient pas compris que cette tâche ne pouvait être accomplie que par le pouvoir d'État révolutionnaire de la bourgeoisie et que, de cette façon, la condition préalable de la transformation était la prise en main par voie révolutionnaire du pouvoir d'État.

Plékhanov affirmait que la pensée matérialiste souffrait de contradictions fondamentales. La plus importante d'entre elles réside, selon Plékhanov dans le fait que, de l'avis des matérialistes, «des opinions des hommes sont déterminées par le milieu ; mais le milieu est à son tour déterminé par les idées.»³⁰ Il s'en suivrait de toutes manières que le milieu, c'est-à-dire la société, ne peut être changé, car il faudrait pour cela changer d'abord les idées ; or celles-ci ne peuvent se transformer qu'une fois que le milieu est transformé. Mais, en réalité, cette contradiction n'existait pas. Selon les matérialistes français, le milieu social, c'est-à-dire la législation sont transformés non pas par les idées dominantes de la société, mais par les idées du prince éclairé, et, une fois la législation transformée, les idées dominantes de la société se transforment à leur tour. Ces matérialistes ont fondé la société future sur des bases assez instables, en attribuant au hasard sa réalisation, mais ils ont évité les contradictions logiques.

Le véritable défaut de leur raisonnement, c'est que celui-ci était en contradiction avec les *faits* fondamentaux de la société, parce qu'il attendait d'un prince absolu, représentant du régime féodal, la réalisation de la société rationnelle, en réalité, bourgeoise, renonçant par là aux moyens révolutionnaires, qui seuls, sont efficaces. Le principal défaut de raisonnement du matérialisme français et de toute l'idéologie des «lumières» françaises en tant qu'idéologie bourgeoise était d'avoir imaginé la réalisation de la société future par une entente pacifique et non par la voie révolutionnaire.

Telle était également l'opinion de Marx sur les matérialistes français. Ce que Marx reprochait à la doctrine du matérialisme suivant laquelle «les hommes sont les produits des circonstances et de l'éducation, par conséquent des hommes modifiés sont des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée», ce n'était pas sa contradiction interne, c'était d'avoir oublié «que ce sont précisément les hommes qui modifient les circonstances» et qu «la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique subversive».³¹

Ce qui détermine le caractère *spéculatif* du matérialisme français et du courant des «lumières» en général, c'était l'ignorance de la pratique révolutionnaire. Il ne considérait «. . . les objets, la réalité, le monde sensible que sous la forme d'*objet* ou de l'intuition, mais non pas en tant qu'*activité concrète humaine* et ne reconnaissaient pas l'importance de l'activité pratique critique.»³² «Spéculation» ne peut pas dire ici indifférence à l'égard du sort de la société, ni inactivité dans la vie sociale. Les philosophes des lumières se déclaraient avec pas-

³⁰ Г. В. Плеханов. *К вопросу о развитии монистического взгляда на историю*. Москва 1949, p. 18.

³¹ Thèses sur Feuerbach. V. Marx—Engels, *Études philosophiques*. pp. 57—58.

³² *Ibid.* p. 57.

sion en faveur de «l'empire de la raison» et poursuivaient une intense propagande pour sa réalisation. Mais ils ne s'occupaient pas de pratique révolutionnaire, ils ne préparaient pas le renversement du régime féodal par l'organisation révolutionnaire des masses, ils se contentaient d'attendre en «spéculant» que leur propagande portât ses fruits. Ainsi, ces philosophes se bornaient à expliquer le monde, laissant aux «élites sociales» ou au «bon prince» engendré par le hasard, le soin de le transformer. Mais la révolution ne tarda pas à prouver que la transformation de la société nécessite d'autres forces que ces forces chimériques.

Le fait que les philosophes des lumières n'ont pas compris le rôle historique capital de la pratique révolutionnaire, trouvait ses racines dans la situation de classe de la bourgeoisie. Si les penseurs de l'époque fabriquaient des utopies sur les «sages philosophes» et sur les «bons princes», au lieu de préparer dans la pratique la révolution, c'est que leur instinct de classe les avertissait que les masses révolutionnaires pouvaient fort bien se tourner contre la bourgeoisie. Les idéologues de la bourgeoisie ne pouvaient se baser sur une force susceptible d'emporter la bourgeoisie elle-même et c'est pourquoi ils recouraient à des conceptions irréelles, au lieu de forces antiféodales réelles.³³

Mais du fait que l'idéologie de la bourgeoisie française — l'idéologie des lumières — était une idéologie spéculative et non révolutionnaire, il s'ensuit qu'à l'époque des lumières nous ne pouvons parler de «bourgeoisie révolutionnaire» ou même de l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie matérialiste. Ce n'est pas la volonté de la bourgeoisie française, mais la pression révolutionnaire de la paysannerie et de la petite bourgeoisie qui a poussé certaines parties de la bourgeoisie à recourir plus tard, pour une certaine période et dans une certaine mesure, à des moyens révolutionnaires.

Seul, *Rousseau* représente d'une façon conséquente la pensée, sinon la pratique révolutionnaire, à l'ère des lumières. C'est Rousseau qui se rapprocha le plus de la conception dialectique et de la conception matérialiste de l'histoire. Mais Rousseau était le représentant de la petite-bourgeoisie, et non de la bourgeoisie.³⁴

³³ La méfiance qu'ils nourrissaient à l'égard des masses pour des raisons de classe, ils les motivaient par des arguments généraux puisés dans l'histoire. D'Holbach écrit qu'il suffit de jeter un coup d'oeil rapide sur l'histoire des démocraties antiques et modernes pour voir que le peuple est en général conduit par la folie et par la colère.

³⁴ Nous rencontrons parfois des idées dialectiques, ou historiques matérialistes comme celles que nous venons de citer également chez les matérialistes philosophiques. En contradiction avec ses vues fondamentales métaphysiques, Diderot souleva l'idée que tous les êtres vivants sont issus d'une source primitive commune et ont évolué au cours de millions d'années. A une certaine période il attaquait même la propriété privée et la société âpre au gain qui se fondait sur elle tout en justifiant le renversement de l'inégalité par la voie de révolution. Helvétius, de son côté, tenta l'explication du développement politique non seulement par l'accroissement de la population, mais aussi par les progrès de l'industrie, c'est-à-dire par les antagonismes entre les différents groupes nés à la suite de ce développement.

Dans son ouvrage sur l'origine de l'inégalité entre les hommes qu'Engels qualifia de «chef d'oeuvre dialectique»,³⁵ Rousseau partit de l'état naturel, c'est-à-dire de l'âge primitif, où les hommes vivaient isolés les uns des autres dans la liberté et dans l'égalité. Cet état prit fin avec l'apparition de la propriété privée qui était en rapport avec le développement de la technique et des connaissances. Les deux découvertes techniques qui étaient à l'origine d'une telle évolution étaient le traitement des métaux et l'agriculture. La propriété privée devint par la suite la source de tous les maux de la société, car celui qui, le premier, entoura un morceau de terre et dit : «c'est à moi», creusa le tombeau de l'égalité.

A partir de cette époque, la civilisation ne cessa de progresser, mais l'humanité tomba dans l'esclavage. C'est sur la base de la propriété privée, que naquit la contradiction entre riches et pauvres. Cette contradiction fut suivie, après l'organisation de l'État (de la magistrature), par celle entre seigneurs et esclaves. L'État devint l'appui de l'inégalité et passa au despotisme qui, aggrava jusqu'à l'extrême les inégalités, de sorte que, vis-à-vis du despote, tous étaient égaux dans l'injustice. C'était le degré extrême de l'inégalité, le point final qui ferme le cercle et qui coïncide avec le point de départ. Le despote qui s'appuie sur la violence pourra méditer sur le «triste retour des choses» quand sa domination sera renversée par la révolution également violente. La révolution rétablira l'égalité primitive, mais à un degré plus élevé, sur la base de la conservation et du partage égal de la propriété privée, et conformément aux principes qui découlent du contrat social.

Rousseau considérait également la liberté et l'égalité comme le droit naturel et éternel de l'homme, basait la vie sociale sur un contrat passé entre individus et construisait la société future d'après les principes de la raison. Ses conceptions ne représentaient donc pas une rupture avec la pensée métaphysique et idéaliste de l'ère des «lumières». Mais en soulignant la grande importance des rapports de propriété et, avec eux, celle du rôle des forces productrices, il s'engagea dans la voie qui mène vers les véritables forces motrices des forces motrices.³⁶

Rousseau estimait donc que l'évolution sociale, par toute une série de formes intermédiaires, va de l'égalité à l'inégalité pour retrouver de nouveau, l'égalité, mais à un degré supérieur. Dépassant les propagateurs de la théorie du progrès, Rousseau considérait ce changement non seulement comme quantitatif, mais aussi comme qualitatif, et — contrairement aux matérialistes philosophiques qui proclamaient en fait le règne du hasard, — comme un processus régi par des lois. Pour Rousseau, l'histoire — même si elle est irration-

³⁵ Cf. Engels, *Socialisme utopique* . . . p. 22.

³⁶ Cette ligne a été développée et portée bien plus loin par Barnave, au cours des premières années de la révolution, dans l'intérêt de la grande bourgeoisie. Cependant Barnave voyait dans l'accroissement de la population la force motrice déterminante du développement historique. Nous pouvons considérer que Barnave et Helvétius étaient les fondateurs du courant *démographique* de la sociologie bourgeoise.

nelle dans le passé — prépare nécessairement le règne du rationnel. Rousseau donna en même temps une image à proprement parler dialectique de l'évolution sociale. Il présenta les processus historiques, «qui par nature sont antagonistes et contiennent une contradiction, transformation d'un extrême en son contraire ; enfin, comme le noyau de l'ensemble la négation de la négation».³⁷

Rousseau donna à la doctrine du contrat social un caractère révolutionnaire. Selon lui, le peuple dispose souverainement du pouvoir d'État qui repose sur le contrat des citoyens égaux et peut à n'importe quel moment le reprendre au prince devenu tyran. En affirmant ceci, Rousseau formula, après le principe de la démocratie économique, celui de la démocratie politique et de la souveraineté du peuple.

La théorie d'État du contrat social était admise par d'autres représentants des «lumières», ainsi par les matérialistes philosophiques, car, en agissant de la sorte, ils pouvaient présenter les revendications de la bourgeoisie, comme étant l'expression de la volonté du peuple. Cependant, ils escamotaient le caractère révolutionnaire de cette théorie, comme ils reléguèrent au second plan le mot d'ordre de l'égalité. Ils considéraient la plupart du temps le contrat conclu avec le prince comme indissoluble et leurs aspirations se limitaient à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. D'Holbach, par exemple, voulait un «roi bourgeois». La reconnaissance du contrat social ne les empêchait pas de penser que «l'empire de la raison», c'est-à-dire les conditions juridiques préalables de la société bourgeoise devaient être créés, par l'État féodal.

C'était là une utopie. La société bourgeoise ne pouvait se réaliser de cette façon. Et la grande importance de Rousseau réside précisément dans le fait qu'il réussit à rendre l'idéologie des «lumières» apte à réaliser la société bourgeoise par la révolution. Les idées au nom desquelles les jacobins mobilisaient les masses populaires en vue de la lutte révolutionnaire contre la féodalité, venaient surtout de Rousseau.

Le partage égal de la propriété privée était un rêve petit-bourgeois, mais en même temps «une idée hautement révolutionnaire dans la lutte dirigée contre le vieux régime arbitraire général et contre le régime féodal, contre la grande propriété seigneuriale en particulier.»³⁸ A la tête des masses révolutionnaires les Jacobins liquidateurs des propriétés féodales étaient animés par les idées de petite propriété de Rousseau. Dans ce domaine, la bourgeoisie, même sous la pression des masses populaires, n'a fait qu'œuvre réformatrice, et n'a accompli son travail qu'à moitié. Et ce qui est essentiel, la dictature jacobine républicaine qui écrasa la contre-révolution féodale, s'inspirait de la théorie d'État de Rousseau. Sans l'instauration de la dictature, la réaction féodale aurait triomphé.

³⁷ Engels, *Anti-Dühring*. p. 171.

³⁸ В. И. Ленин, *Сочинения*, Ed. 4.t. XIII. p. 214.

Mais le rêve petit-bourgeois de la démocratie égalisatrice ne pouvait se réaliser. La liquidation radicale des propriétés féodales accélérerait le développement capitaliste de l'agriculture et l'anéantissement de la contre-révolution féodale assurait, en fin de compte, le pouvoir de la bourgeoisie. L'ordre bourgeois triompha avec l'aide des idées de Rousseau, mais elle avait besoin de cette aide, sans laquelle l'idéologie bourgeoise était insuffisante pour accomplir une telle tâche.³⁹

Le «sociologue» fasciste Othmar Spann, reprend un slogan bourgeois bien connu en déclarant : «Marx n'avait rien appris d'Hegel, il était resté un mécaniste individualiste, partisan des «lumières». L'une des calomnies les plus souvent répétées de la bourgeoisie, c'est que le marxisme se cantonne dans les idées des «lumières» et n'a rien apporté de neuf en ce qui concerne les méthodes. En réaleté, les «lumières» n'ont guère légué autre chose au marxisme, dans le domaine de la théorie sociale, qu'un fondement de principe très général de la science de la société et une série de problèmes non résolus.⁴⁰

Mais cela ne diminue en rien l'importance de l'oeuvre des philosophes des lumières, oeuvre qui à elle seule mérite que le marxisme rende hommage aux penseurs audacieux des «lumières». Ce n'était pas peu de choses que de rompre avec la conception religieuse du monde et d'ouvrir la voie qui mène à la conception scientifique de la société. Et ce n'est pas le moindre mérite des philosophes des «lumières» que d'avoir posé toute une série de questions fondamentales de la société, même s'ils n'avaient pas assez de force pour les résoudre.

En réalité, ce n'est pas dans le domaine de la théorie, mais dans celui de la pratique sociale que le marxisme peut être considéré comme l'héritier du siècle des «lumières». Tout en reculant devant l'emploi de moyens révolutionnaires, les philosophes de l'ère des «lumières» luttèrent avec passion contre la féodalité, pour avancer le progrès social. C'est dans cette lutte que ces philosophes ont obtenu leurs résultats positifs dans le domaine de la théorie. Le véritable héritage que ces philosophes ont légué au marxisme est précisément la tradition de la lutte progressiste et antiféodale. Le marxisme a combattu et combat aujourd'hui encore s'il le faut, dans tous les domaines de l'ordre social et de la pensée, contre la féodalité et son idéologie, avant tout contre la conception religieuse du monde. Il mène cette lutte de manière encore plus conséquente que ne l'avaient menée les philosophes des «lumières», et, après le siècle des

³⁹ Plékhanov se trompa donc lorsqu'il affirma que Rousseau n'avait que peu de choses à voir avec les «lumières». (Voir Г. В. Плеханов, *К вопросу о развитии монистического взгляда на историю*, p. 20.) Au contraire, c'est Rousseau qui se rattache le plus étroitement aux «lumières». C'est à Rousseau que l'idéologie des lumières doit son apparition comme étant objectivement l'idéologie préparant la révolution bourgeoise, comme l'idéologie de la «bourgeoisie révolutionnaire» et que ses idées ne sont pas restées des chimères, mais sont incarnées dans l'ordre bourgeois.

⁴⁰ Il est vrai que plus d'un courant philosophique emprunte comme des pirates le drapeau du marxisme et que parmi ces courants quelques uns ont adopté les idées primitives, métaphysiques et mécaniques de l'ère des lumières. Ce n'est pas leur moindre crime que d'avoir, par leur pseudo-marxisme, porté préjudice au marxisme véritable.

«lumières», il est le seul à mener cette lutte conséquemment, car, après la révolution française, la bourgeoisie pactisait, quand elle pouvait le faire, avec la féodalité. Ainsi, dans le domaine de la lutte anti-féodale, le marxisme n'est pas seulement l'héritier, mais le seul véritable héritier des philosophes des «lumières».

Bien entendu, le marxisme est allé plus loin dans cette lutte que les philosophes de l'ère des lumières ; il a porté la lutte à un niveau plus élevé, la dirigeant contre les institutions et l'idéologie bourgeoises, lutte à laquelle le combat contre la féodalité est aujourd'hui subordonné. Toutefois, le marxisme continue à considérer avec respect les représentants du siècle des «lumières» qui avaient élevé bien haut le drapeau de la lutte antiféodale.

Dans le domaine des théories sociales ce sont les sciences sociales et historiques modernes qui sont les véritables héritiers de l'ère des lumières. Il va sans dire que cette observation n'est pas valable sur tout le domaine des dites sciences, car entre temps certains intérêts de la bourgeoisie viennent d'être changés. La science bourgeoise contemporaine ne reconnaît pas que la loi de l'évolution sociale ait été le progrès, car le fonctionnement de cette loi conduit au dépérissement du régime bourgeois. Tout en rompant avec le rationalisme de l'ère des lumières elle accepte le point de vue de l'irrationalisme, car le dépérissement historique du régime bourgeois se déroule à l'intermédiaire de l'action rationnelle de la classe ouvrière. Quant aux questions, où les intérêts de la bourgeoisie sont restés inchangés, la science bourgeoise contemporaine représente même de nos jours les idées de l'ère des lumières.

Conformément à la conception des «lumières» la science bourgeoise contemporaine considère la société comme un agrégat d'individus. Appliquant la méthode métaphysique, elle déduit les institutions fondamentales de la société des lois éternelles de la nature, avec cette différence qu'au lieu de la nature humaine raisonnable elle opère avec les forces subconscientes des intuitions. La propriété privée, le règne de classe, l'oppression coloniale et les guerres apparaissent dans la science bourgeoise contemporaine comme d'autant de lois éternelles et immuables de la nature humaine, respectivement comme des conséquences nécessaires de ces lois. La conception fataliste du matérialisme ancien est également en vigueur: elle n'a changé que de forme. Selon la science bourgeoise contemporaine les hommes sont les marionnettes non pas des forces mécaniques, mais des forces des instincts, le fatalisme biologique du neomalthusianisme explique la misère des masses, les épidémies et les guerres. Selon cette même idéologie tout comme selon la conception de l'ère des lumières, les événements de l'histoire sont formés par les hasards imprévus, le rôle déterminant revient aux «héros» conformément à l'idéologie de l'ère des lumières. La science bourgeoise contemporaine en vertu de l'identité des racines de classe représente la position rationaliste *bourgeoise*, partout où le permettent les intérêts de classe de la bourgeoisie contemporaine.

ERIK MOLNÁR

QUELQUES PROBLÈMES DE L'ÉTAT MULTINATIONAL DANS LA HONGRIE D'AVANT 1848

Le problème de l'État multinational est considéré par la science historique hongroise comme une question d'intérêt capital. Il doit son caractère d'actualité non seulement aux recherches portant sur les antécédents historiques de la coopération et de l'amitié des peuples d'Europe orientale, mais aussi au besoin pratique de fixer, dans un manuel universitaire tout d'abord, la synthèse marxiste de l'histoire de Hongrie. Ce fut cette tâche concrète qui révéla une grave insuffisance de notre historiographie nationale : en effet, les ouvrages consacrés à l'histoire de l'ancienne Hongrie ont pour ainsi dire complètement passé sous silence l'histoire des peuples non-magyars ayant vécu dans le pays, ou, du moins, ils n'ont point intégré ces problèmes d'une manière organique dans l'histoire de Hongrie.

Évidemment ceci ne peut pas être l'effet d'un simple hasard. L'historiographie hongroise des temps féodaux, celle de l'époque bourgeoise libérale et celle de la période contre-révolutionnaire n'ont point considéré la Hongrie comme un État multinational. Les historiens hongrois — les historiographes sociaux-démocrates non exceptés — vivaient dans l'illusion de l'État national hongrois, et pas même les historiens relativement les plus évolués ne surent tirer de notre histoire les enseignements révélant le fait que les peuples opprimés de la Hongrie multinationale avaient autant de droit à la vie et à un avenir que le peuple hongrois. Seule l'historiographie marxiste hongroise de nos jours comprit que non seulement il importait d'envisager la réalité historique dans toute son ampleur et que l'ancienne Hongrie, au lieu d'être un État national, était un État multinational, mais que la présentation de ce fait historique constituait aussi pour elle une tâche de la plus haute importance.

Bien entendu, les conséquences de la connaissance de ces faits ne peuvent point se manifester dès aussitôt et ne sauraient remanier d'un seul coup et dans le sens indiqué plus haut les conceptions relatives à l'histoire de Hongrie. D'ailleurs, les faits puisés jusqu'à ce jour dans les sources historiques ne sont pas entièrement suffisants pour accomplir une pareille réévaluation : pour résoudre d'une manière satisfaisante les problèmes de l'État multinational hongrois, nous devons nous livrer au préalable à des recherches aussi longues que minutieuses.

Depuis quelque temps, les historiens hongrois s'efforcent d'étudier d'une manière approfondie la genèse des antécédents et des conditions de la nation bourgeoise : certains résultats ont d'ores et déjà été enregistrés. Cependant, abstraction faite de quelques aspects étudiés dans deux monographies publiées par Erik Molnár, il n'y eut pour ainsi dire pas-même de tentative visant à résoudre les problèmes antérieurs des peuples non-magyars de l'ancienne Hongrie. D'ailleurs, en ce qui concerne l'explication scientifiquement sûre du processus grâce auquel se constituèrent en peuples distincts les éléments non-magyars ayant vécu jusqu'en 1918, en partie ou dans leur totalité, sur le territoire de l'État multinational hongrois, l'historiographie des démocraties populaires voisines n'a point réalisé, elle non plus, des résultats notables. Cependant, ces problèmes sont si importants et tellement essentiels au point de vue de l'historiographie de tous les peuples intéressés, que leur clarification est à qualifier de tâche indispensable.¹

Il est entendu qu'en raison de sa teneur limitée et de l'extrême gravité des difficultés de caractère intrinsèque, une brève étude ne peut point viser à faire une synthèse, fût-elle sommaire, des problèmes principaux de la Hongrie multinationale. Ce serait, sans aucun doute, une entreprise prématurée. J'estime que ma tâche ne consiste qu'à soulever quelques questions de caractère plus ou moins théorique, susceptibles de faciliter la compréhension des aspects essentiels de l'État multinational hongrois. Appuyé sur le matériel historique mis à jour jusqu'à présent, de même que sur l'expérience recueillie au cours de mes propres recherches, je m'efforcerai d'éclairer au moyen de quelques constatations les lois du développement des peuples ayant vécu au sein de l'État hongrois dans la période en question et, dans une certaine mesure, à une époque historique ultérieure.²

*

Lénine a précisé que «l'État national est la règle et la «norme» du capitalisme: l'État à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception.»³ Déjà Kautsky avait compris, lui aussi, que «les États à composition nationale hétérogène... sont toujours des États dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou peu développée

¹ Récemment, certains historiographes soviétiques ont souligné l'importance de ces problèmes. Citons notamment A. Д. Любянская: К вопросу о развитии французской народности (IX—XV вв. — Du problème de la genèse et du développement du peuple français (du IX^e au XV^e siècle) Вопросы Истории (Problèmes Historiques) 1953. N° 9. ; l'étude de A. P. Levandovski, intitulée Об этническом составе империи Каролингов. — (De la composition ethnique de l'Empire carolingien), Вопросы Истории 1952. No 7, renferme également des indications très significatives.

² Je considère mes observations sommaires comme étant ni complètes, ni définitives. Mon objectif est plutôt d'engager une discussion : il appartiendra aux spécialistes du moyen âge d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

³ *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* Lénine, *Oeuvres choisies*, Moscou 1946, p. 676.

(arriérée)». ⁴ Par la présente étude, je désire contribuer à la connaissance des causes et du caractère de l'état arriéré et du manque de développement dont il vient d'être question.

Le processus de la liquidation du féodalisme et du développement du capitalisme est en même temps le processus au cours duquel se constituent les nations bourgeoises. ⁵ Cependant, dès que l'on voit s'épanouir les conditions du capitalisme — ceci se situe encore à l'époque de l'ordre féodal —, ce n'est point dans les mêmes circonstances que s'engagent les différents peuples de l'État multinational dans le processus grâce auquel ils se constitueront en nations distinctes. A peu d'exceptions près (comme la Suisse, par exemple), les peuples des États multinationaux de l'époque féodale et capitaliste ne sont point coordonnés : c'est un peuple dominant, ou, plus exactement, la classe dominante de ce peuple qui s'impose à d'autres peuples. La question de savoir lequel des peuples de l'État multinational s'érige en peuple dominant s'explique par une évolution historique extrêmement complexe, dont les origines remontent à des âges lointains. En Europe occidentale, la période de la liquidation du féodalisme et de la constitution des nations modernes (bourgeoises) coïncidait à peu près avec celle de la naissance des États centralisés. Cependant, dans la moitié orientale de l'Europe, ces processus n'ont pas été simultanés. Quand, à l'aurore du capitalisme, l'on voit paraître les nations, il se constitue en Europe occidentale des États purement nationaux où l'oppression nationale est pour ainsi dire inconnue. D'autre part, en Europe orientale, «il naît des États multinationaux avec, à leur tête, *une* nation plus évoluée et comprenant des nations arriérées, peu développées, qui seront soumises au point de vue politique, puis économique, par la nation dominante.» ⁶ En Hongrie, parmi les peuples habitant en commun le pays, la tâche d'organiser l'État échut aux Hongrois. ⁷

Jusqu'à un passé très récent, la conception de l'État national hongrois, servant les intérêts des classes dominantes hongroises, demeura accréditée dans l'opinion hongroise. On supposait l'État national comme existant depuis la fondation de l'État hongrois lui-même et c'est tout au plus si l'on admettait que, depuis la conquête turque et la domination des Habsburg, des obstacles se fussent dressés dans la voie du développement de l'État national, obstacles qu'il fut légitime de corriger dans la mesure du possible aux XIX^e et XX^e siècles. L'historiographie bourgeoise hongroise maintint pour toute l'étendue de l'ancien État hongrois le droit historique à l'État national hongrois : en procédant de

⁴ *Nationalität und Internationalität*. Neue Zeit 1907/8, N° 1. Cité par Lénine, *op. cit.* p. 673. Dans le même passage, Lénine ajoute à titre d'explication : «Il va sans dire que Kautsky emploie le terme d'anormal exclusivement dans le sens d'incompatibilité avec ce qui est le mieux adapté aux exigences du capitalisme en développement.»

⁵ Cf. I. V. Staline, *Oeuvres*, Moscou 1946, tome II, p. 303 (en langue russe).

⁶ *Op. cit.*, tome V, Moscou 1947, pp. 33—34 (en langue russe).

⁷ *Op. cit.*, tome II, pp. 303—304. Dans la suite, le terme et la notion de «nation» me servirent exclusivement à désigner la nation bourgeoise (ou socialiste, à une époque ultérieure), tandis que je désignerai par «peuple» le phénomène ethnico-national des époques précédentes.

la sorte, elle s'efforçait de légitimer les aspirations de la nation hongroise bourgeoise à la domination sur les peuples non-magyars et à l'absorption de ces mêmes peuples. Or, l'histoire a fait justice de ce «droit» : ses lois inexorables ont démontré combien cette conception était intenable. Bien qu'il ne soit guère possible de mettre en doute ce fait d'expérience, nous ne pouvons point nous contenter d'une simple déclaration énonçant son bien-fondé : il nous appartient également d'expliquer comment naquit et comment put naître dans le bassin des Karpates un État multinational, pourquoi et comment la classe dominante hongroise devint l'organisatrice et la force dirigeante de cet État.

«L'être de la société, les conditions de la vie matérielle de la société, voilà ce qui détermine ses idées, ses théories, ses opinions politiques, ses institutions politiques.»⁸ Pour ce qui est des problèmes de l'État multinational, ils peuvent, eux aussi, être abordés en partant des conditions fondamentalement déterminantes de la vie matérielle, du développement économique et social. Le fait que ce furent les Hongrois qui devinrent l'élément dirigeant de l'État multinational hongrois du moyen âge doit pouvoir s'expliquer en tout premier lieu par des causes de caractère économique. «Les rapports réciproques de différentes nations dépendent de la mesure dans laquelle chacune d'elles a développé ses forces productives, la division du travail et les contacts intérieurs» — déclarent Marx et Engels. Ils ajoutent ensuite : «Cette thèse est universellement admise. Cependant, non seulement le rapport entre une nation et les autres, mais aussi toute la structure interne de cette nation dépendent du degré de développement de sa production et de ses contacts intérieurs et extérieurs.»⁹

Ainsi donc, ces principes peuvent être appliqués non seulement lorsqu'il s'agit d'examiner un peuple pris en soi, mais aussi quand l'examen porte sur les rapports réciproques entre les peuples. Cependant, les rapports entre les peuples ne se manifestent pas seulement dans la concomitance isolée des peuples, des deux côtés des frontières, mais, dans l'État multinational, ils se manifestent également à l'intérieur d'un seul et même État. «L'État est un organisme de *domination* de classes, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre.»¹⁰ Sans aucun doute, l'État multinational est, lui aussi, un organisme de domination de classe qui, selon la formule de Staline, «est fondé sur la domination qu'exerce une nation, ou, plus exactement, la classe dominante de cette nation, sur les

⁸ *Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S.*, Moscou 1946, p. 137.

⁹ *Die deutsche Ideologie*, Berlin 1953, p. 17. «Toujours, le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et le producteur direct... est aussi le rapport dans lequel nous découvrons le secret le plus intime, la base cachée de toute la structure sociale, et, partant, de la forme politique du rapport de souveraineté et de dépendance, bref, de chaque forme étatique spécifique. Ceci n'exclut pas que la même base économique — il s'agit d'une identité portant sur les conditions principales — n'apparaisse, en raison d'innombrables circonstances empiriques, de conditions naturelles, de différentes circonstances de caractère racial, d'influences historiques s'exerçant du dehors, etc., sous des formes et en des gradations infiniment variées, que l'on ne peut comprendre qu'au moyen de l'analyse des circonstances empiriquement données.» Karl Marx : *Das Kapital*, tome III, Berlin 1949, p. 842.

¹⁰ *L'État et la Révolution*. Lénine, Oeuvres choisies, tome II, Moscou 1947, p. 165.

autres nations . . .»¹¹ Tandis que dans l'État uninationnel, le pouvoir, c'est le rapport de puissance entre la classe dominante d'un seul peuple et les classes qui lui sont assujetties, dans l'État multinational, ce rapport porte également sur la domination ou l'assujettissement de certaines classes de deux ou de plusieurs peuples : en d'autres termes, la classe oppressive et la classe opprimée appartiennent à des nations distinctes. Cependant, ceci ne veut point dire que, forcément, les classes dominantes des différents peuples de l'État multinational sont à classer, elles aussi, parmi les asservis. Au moyen âge, l'appartenance nationale et les différences ethniques n'avaient qu'une importance secondaire et n'impliquaient point un effet exclusif. Plus tard, cependant, dès que la naissance du capitalisme eût déclenché le processus de la formation des nations bourgeoises, ces mêmes facteurs entraînèrent de lourdes conséquences.

La définition du rôle du peuple dominant est éclairée par le fait que l'État «est en règle générale l'État de la classe la plus puissante, de celle qui a la domination économique, laquelle, par son moyen, devient aussi classe politiquement dominante et ainsi acquiert de nouveaux moyens d'assujettir et d'exploiter la classe opprimée . . .»¹² Dans l'ordre féodal, la source du pouvoir réside dans le fait que les moyens de production, et, en premier lieu, la propriété terrienne, sont entièrement aux mains de la classe dominante, et que celle-ci possède plus ou moins le droit de disposer des travailleurs. Dans l'État féodal du moyen âge, «le pouvoir politique se répartit» au premier chef «d'après la propriété foncière.»¹³ Dans l'État multinational, comme dans tout autre État de classes, le pouvoir est détenu par une seule classe ; dans l'État féodal, ce pouvoir est fondé sur la propriété terrienne. Au degré de développement donné et possible des rapports de production dans les sociétés de classes, la suprématie d'une classe est un fait à la fois nécessaire et inévitable.¹⁴ La supériorité matérielle de la classe dominante entraîne non seulement l'accaparement du pouvoir politique, mais aussi la suprématie ne matière culturelle et spirituelle.¹⁵

Cependant, le monopole de la propriété terrienne féodale ne fut un facteur déterminant qu'à l'époque où les conditions féodales devinrent prédominantes.

¹¹ I. V. Staline, *Oeuvres*, tome V, p. 16.

¹² Engels : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. Paris 1936, p. 226.

¹³ Engels, *op. cit.* p. 227. D'ailleurs, «dans la plupart des États historiques, les droits accordés aux citoyens sont . . . gradués suivant leur fortune.» *Ibid.*

¹⁴ «Tant que la population travaillant matériellement est tellement occupée par sa besogne indispensable qu'il ne lui reste plus de temps pour s'occuper des affaires communes de la société (direction du travail, affaires publiques, affaires juridiques, art, science, etc.), il a fallu toujours qu'existât une classe spéciale qui, libérée du travail matériel, s'occupât de ces objets.» Engels : *M. E. Dühring bouleverse la science (Anti-Dühring)*, Paris 1946, tome II, p. 69.

¹⁵ «A chaque époque, ce sont les idées de la classe dominante qui sont aussi les idées dominantes» — précisent Marx et Engels. «En d'autres termes, la classe qui constitue la puissance dominante *matérielle* de la société, en est simultanément la puissance dominante *spirituelle*. La classe qui détient les moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production spirituelle, en sorte que les idées de ceux qui ne possèdent pas les moyens de la production spirituelle sont généralement subordonnées à cette classe.» *Die deutsche Ideologie*, p. 44.

Au temps de la conquête arpadienne, les Hongrois vivaient dans une société où la désagrégation de l'ordre sans classe était déjà avancée et la société de classes en voie de formation. La société hongroise devait franchir une longue étape de son développement et se transformer en société de classes avant d'être en mesure de fonder un État et d'assumer d'une manière aussi durable qu'efficace le rôle de la force dirigeante sur le territoire conquis. Le droit de disposer de la propriété terrienne sur le territoire en question fut précédé par celui de disposer, des habitants en partie plus évolués au point de vue social : ceci fut rendu possible par la puissance militaire mieux développée des Hongrois conquérants, la force numérique relativement modeste ainsi que le dispersement des peuples assujettis, de même que par la conquête des territoires centraux les plus précieux du bassin des Karpatés. Le développement fut facilité par l'établissement des Hongrois dans les régions habitées par la population slave assujettie : ce fait accéléra sensiblement le processus de féodalisation qui avait commencé sous une forme nomade dès avant la conquête arpadienne. Une durable communauté d'intérêts économiques put s'établir entre les différentes sphères productives de caractère géographique du pays (plaine, pays de collines, région montagneuse), ce qui permit à l'organisme politique de dominer d'une façon durable tout le territoire du pays, de parachever sa stabilisation. «Et dans cet organisme politique, le rôle dirigeant échut non à la population de la région montagneuse, mais au peuple établi dans la plaine et dans le pays de collines : en effet, pour des raisons relevant des conditions naturelles, les forces productives agricoles de ce peuple étaient bien plus évoluées . . .»¹⁶

Dans l'État ainsi constitué, la classe dominante hongroise pouvait assumer le rôle dirigeant avec d'autant plus d'assurance qu'il n'existait point dans le bassin des Karpatés un autre peuple qui possédât des énergies économico-sociales suffisantes pour mettre en cause ce rôle dirigeant et pût s'appuyer, à l'époque donnée, sur les conditions indispensables pour la fondation d'un autre État.

Au cours du développement de plus en plus accéléré des conditions féodales, la domination sur les hommes céda graduellement le pas à la domination sur la terre. La soumission des chefs de tribus hongrois conquérants, puis l'assujettissement des clans une fois accomplis, le droit de disposer des paysans slaves soumis échut tout d'abord au roi. Au fur et à mesure que le pouvoir du monarque et de la classe dominante s'étendait graduellement des territoires centraux primitivement occupés aux régions montagneuses périphériques du bassin des Karpatés, il s'étendit également à la population des nouveaux territoires. A la

¹⁶ Erik Molnár : *A magyar társadalom története az őskortól az Árpádkorig* (Histoire de la société hongroise depuis l'âge préhistorique jusqu'à l'époque arpadienne), 2^e édition, Budapest 1949, p. 96. — Nous nous croyons dispensés de souligner que la doctrine de l'historiographie chauvine, d'après laquelle les Hongrois posséderaient au plus haut degré le don de constituer un État et seraient, de par leur naissance, appelés à assumer un rôle dirigeant, manque totalement de fondement.

fin du XII^e siècle, la propriété terrienne s'était substituée dans une large mesure au droit de propriété sur les hommes. A ce moment-là, la propriété féodale était déjà synonyme de propriété terrienne. C'est la classe des propriétaires terriens hongrois, classe dirigeante qui avait absorbé de nombreux éléments allogènes du pays et de l'étranger (chevaliers et ecclésiastiques allemands, italiens, etc.), qui en devint et en demeura la principale bénéficiaire pendant de longs siècles.

En raison de leurs intérêts de classe communs, les couches dirigeantes des peuples slaves soumis et des autres populations assujetties s'amalgamèrent de bonne heure avec la couche dirigeante hongroise, pour constituer avec les seigneurs étrangers d'origine allemande, italienne, etc., absorbés eux aussi, la classe dominante et l'élément dirigeant du pays, ceci, bien entendu, non sur une base nationale, mais sur la base de leur appartenance de classe. A la suite de l'amalgamation, cette classe dominante d'origine hétérogène prit un caractère éminemment hongrois. Cette transformation ne s'accomplit point d'un jour à l'autre et ne fut pas un phénomène isolé dans le temps: en réalité, il s'agissait là d'un processus long, constant et conséquent, qui dura pendant toute l'époque féodale.

Bien que l'ensemble des faits historiques démontre d'une manière tangible que la Hongrie multinationale a été organisée par la classe dominante hongroise ou devenue hongroise, il demeure nécessaire d'éclairer ce processus insuffisamment expliqué jusqu'à ce jour. Cette tâche devient plus aisée si nous examinons le problème à la lumière d'une remarque formulée par Engels, aux termes de laquelle «toute conquête par un peuple moins évolué trouble naturellement l'évolution économique et anéantit de nombreuses forces productives. Mais dans l'immense majorité des cas de conquête durable, le conquérant barbare est forcé de s'adapter à l'«état économique» supérieur tel qu'il résulte de la conquête, il est assimilé par le peuple conquis et même est forcé le plus souvent d'en adopter la langue.»¹⁷ L'on remarque qu'après quelques hésitations (telles que les incursions de la première moitié du X^e siècle en Europe occidentale et dans les Balkans), les Hongrois conquérants s'adaptèrent à l'«état économique» parce que leur développement social interne en incluait la possibilité; en même temps, ils ne s'étaient pas assimilés au point de vue de la langue aux peuples assujettis. Voici ce qu'Engels écrit à propos du rapport entre le pouvoir politique des conquérants et l'état économique-social des peuples soumis: Pour ce qui est du pouvoir politique, «ou bien il agit dans le sens et la direction de l'évolution économique normale: dans ce cas, il n'y a pas de conflit entre l'un et l'autre, l'évolution économique est accélérée. Ou bien il agit dans le sens opposé; alors il est, à peu d'exceptions près, régulièrement vaincu par le développement économique.»¹⁸ Dans le cas des Hongrois, l'on vit en dernière analyse prévaloir

¹⁷ Engels: *Anti-Dühring*, p. 71.

¹⁸ *Ibid.* p. 70.

la première variante : c'est grâce à ce fait qu'ils survécurent, puis consolidèrent leur pouvoir et surent sauvegarder la pérennité de leur État.¹⁹

Nous avons déjà signalé que la classe dominante du pays ainsi constitué n'était pas seulement issue d'éléments hongrois. Une multitude de données historiques indiquent que de nombreux éléments d'origine non-magyare s'étaient intégrés dans la classe dominante. Or, ceci soulève l'important problème de l'assimilation de la classe ou des couches dominantes des peuples non-magyars (envisagée du côté de ces peuples, cette assimilation se présente comme une dissimilation).

Quelques exceptions peu nombreuses mises à part, notre historiographie professe à propos de l'assimilation des opinions assez superficielles : ces vues ne tiennent compte que dans une mesure par trop faible des mobiles économique-sociaux et des conditions du processus, et, partant, attribuent souvent à celui-ci une signification exagérée, ceci même lorsque les conditions requises sont inexistantes. Une couche sociale ou un individu ne se détachent de leur communauté populaire par voie de dissimilation, pour s'assimiler ensuite à une autre communauté, qu'au cas où cette évolution est capable d'améliorer les conditions matérielles et autres de leur vie. Or, les classes exploitées ont beaucoup plus de peine à opérer ce passage que les classes exploiteuses. Les conditions les plus favorables à l'assimilation s'offrent aux couches sociales qui, par le changement de leur appartenance ethnique (ce changement se reflète le plus souvent dans celui de la langue, et, pour certains cas, même dans la modification de l'appartenance confessionnelle), sont en mesure de s'assurer simultanément une situation économique-sociale plus avantageuse. C'est la classe des propriétaires terriens qui, sous ce rapport, entre la première en ligne de compte. Tôt ou tard, la plupart des couches sociales les plus marquantes des peuples non-magyars s'adoptent aux conditions de la classe dominante du peuple dominant plus évolué et plus fort : en effet, c'est dans ces conditions qu'elles découvrent, au point de vue de la mise en valeur de leurs intérêts de classe, la perspective la plus prometteuse. L'ampleur du processus est déterminée par la mesure dans laquelle l'absorption des couches dirigeantes des peuples non-magyars affecte la classe dominante du peuple dominant, et dans laquelle l'amalgamation en question est utile, préjudiciable ou simplement indifférente à cette même classe.

Pour ce qui est de la bourgeoisie des villes, dont les intérêts demeuraient protégés par des privilèges, ses possibilités étaient d'une nature différente. L'expérience nous enseigne que l'extension des privilèges des villes à ceux qui s'étaient détachés d'autres peuples présupposait une assimilation portant à la fois sur l'appartenance ethnique et sur la langue. D'autre part, les intérêts de

¹⁹ De toute évidence, il n'appartient point à cette étude de présenter les aspects du processus en question. La tâche en incombe aux historiens et archéologues des peuples intéressés : ils résoudreont ces problèmes en procédant à des recherches communes, fondées sur des méthodes complexes.

la bourgeoisie privilégiée, soucieuse de se procurer des avantages, traçaient une limite à la possibilité d'une pareille assimilation. Là où la bourgeoisie allemande des villes sut conserver son caractère ethnique, elle le devait à la protection que lui assuraient ses privilèges. Pour la bourgeoisie des villes, les possibilités d'une assimilation étaient plus limitées que pour la classe des propriétaires terriens. Néanmoins, elles demeuraient assez vastes : ce fait est clairement démontré par la magyarisisation massive de la bourgeoisie allemande des villes, processus qui s'accomplit aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles. En l'occurrence, ce furent l'ethnie des environs des villes en voie d'industrialisation la pénétration des villes par les éléments paysans de la campagne, et donc l'accroissement de l'élément plébéien qui jouèrent un rôle considérable. Pareillement, l'on put enregistrer dans certaines villes du haut pays slovaque des phénomènes de slovaquisation, s'accomplissant au détriment de la bourgeoisie allemande.

C'est chez la paysannerie que la possibilité de l'assimilation et de la dissimilation est la plus limitée : en effet, ce processus y est *a priori* entravé, et ceci dans une large mesure, par l'oppression de classe, s'exerçant en sens vertical, et, dans un sens horizontal (avec sauvegarde d'une appartenance de classe inchangée), par l'inexistence ou la modicité de l'avantage réalisable, et par les difficultés extrinsèques du changement ethnique. Laissons de côté les lois générales de l'assimilation (comme celle en vertu de laquelle, à égalité des conditions, les masses à ethnies plus vaste et plus homogène absorbent les éléments ethniques dispersés, établis sur leur territoire, etc.), lois qui tracent au changement ethnique des conditions jouant d'une manière complexe mais demeurant en même temps strictement définies. En règle générale et quelques exceptions mises à part, la paysannerie servie du féodalisme déjà constitué n'est plus exposée à l'assimilation massive, au dispersement et au dépérissement ethnique des époques précédentes. Le facteur principal de la solidité et de la durabilité ethnique d'un peuple réside dans la stabilité ethnique des masses paysannes.

Il convient de faire remarquer qu'avant la naissance du capitalisme, l'on ne peut guère découvrir d'assimilation active et méthodique, si ce n'est une assimilation subissant l'influence passive et inconsciente des forces économico-sociales. En substance, les premières aspirations à l'assimilation active coïncident au point de vue chronologique avec la naissance de la nation bourgeoise.

Si nous examinons le processus d'assimilation, tel qu'il se présente à l'époque féodale, nous en retirons la conviction que la classe dominante n'est point le gage de la survie d'un peuple : en effet, cette classe est instable et portée à la dissimilation. Le gage véritable, ce sont les masses laborieuses, le peuple qui ne se dépouille point de son caractère ethnique particulier, mais conserve celui-ci. S'il n'eût tenu qu'aux chefs, on eût vu rapidement disparaître les peuples roumain, slovaque et ruthène de Hongrie. S'ils furent capables de survivre, ils le devaient aux masses laborieuses.

En ce qui concerne les processus d'assimilation subis par les couches dirigeantes des peuples non-magyars de Hongrie, il convient évidemment de les étudier séparément et d'une manière concrète. A titre d'illustration, je me contenterai d'exposer brièvement l'absorption des couches dirigeantes roumaines, la manière dont celles-ci se rallièrent aux classes dirigeantes hongroises.

Le peuple roumain, tel que nos documents historiques le signalent en Hongrie et en Transylvanie dès le commencement du XIII^e siècle, menait une vie de pâtres : en sa majorité, il s'adonnait au pacage des ovins selon les règles de la transhumance. Attachés au début aux domaines relevant des châteaux forts royaux, et plus tard aussi à des propriétés particulières, ils furent souvent chargés de la garde des frontières, tout comme les Sicules et les Pétchénegues, qui sont à maintes reprises mentionnés avec les Roumains. A la même époque, les autres peuples vivant avec eux en Transylvanie (Hongrois, Saxons) pratiquaient avant tout l'agriculture, ou, dans une proportion plus faible, habitaient les villes. Le caractère essentiellement pastoral de l'élément ethnique roumain est démontré par l'impôt sur le bétail qui, appelé le cinquantième ovin (*quinquagesima ovium*), était en tous points conforme à l'impôt valaque (*travnina*) perçu en Serbie et en Croatie. Dans les conditions engendrées par l'organisation territoriale et seigneuriale, les communautés pastorales s'engagèrent graduellement dans la voie de la féodalisation.²⁰ Tout comme chez les Jazygues et les Comans du XIV^e et les Sicules des XIV^e et XV^e siècles, l'on observait également chez les Roumains du XIV^e siècle le déploiement vigoureux du processus de féodalisation : graduellement, et, en général, par groupes entiers, les pâtres libres étaient astreints au servage, ceci d'abord dans les domaines relevant des châteaux forts royaux, puis, dans une mesure toujours croissante, sur les terres des seigneurs. A mesure qu'augmentait la production marchande, l'on vit aussi s'accroître le besoin de fixer l'habitat des pâtres et d'utiliser cet élément dans la production agricole. Au cours des XV^e et XVI^e siècles, l'on enregistre, à la suite du processus de féodalisation, une atrophie, puis la disparition complète du cinquantième ovin, redevance fiscale plus avantageuse, perçue parmi les Roumains : le cinquantième sera remplacé par les prestations serviles ordinaires.

Les communautés roumaines avaient à leur tête des *cnèzes* et des *voïévodes* qui exerçaient les pouvoirs judiciaires de concert avec des jurés élus. Les *cnèzes* et les *voïévodes* n'étaient ni chefs de clans, ni seigneurs terriens de leur peuple ; ils devinrent les fonctionnaires des *prévôts* royaux, puis des propriétaires ter-

²⁰ Nous tenons à signaler en passant que nous ne possédons point d'indications suffisamment authentiques concernant le développement social des Roumains de l'époque en question. Il demeure cependant probable qu'ils avaient déjà dépassé le stade de l'organisation par clans. L'éclaircissement des problèmes sociaux des communautés pastorales pratiquant l'élevage transhumant du petit bétail est une tâche théorique très importante à résoudre. Dans ce travail, les chercheurs de l'économie politique auront, le cas échéant, à jouer un rôle décisif.

riens particuliers. Conformément au rythme de la féodalisation, et ceci surtout à partir de la première moitié du XIV^e siècle, ils cessèrent d'être des chefs de colonisation et des fonctionnaires, pour s'intégrer graduellement dans la noblesse : en récompense de leurs mérites militaires ou autres, certains d'entre eux acquirent des titres de noblesse, obtinrent des fiefs et, enfin, devinrent dans bien des cas les seigneurs terriens de leurs subordonnés. Ils parcoururent ce chemin par échelons : tout d'abord, de *cnèzes* élus, ils devinrent *cnèzes* héréditaires, pour accéder ensuite au rang de nobles conditionnels (service militaire et prestations matérielles à leur charge) ; finalement, ils acquirent en grand nombre des titres de noblesse valables pour le pays tout entier. La nouvelle noblesse roumaine s'était donc engagée dans une évolution qui devait lui permettre de constituer un ordre féodal semblable à celui que créèrent en Transylvanie les trois « nations » féodales, la noblesse des comitats — sans considération de nationalité —, les Saxons et les Sicules, qui, en 1437, s'associèrent au sein d'une alliance appelée *Unio trium nationum* et ayant pour objectif de tenir en bride la lutte de classes de la paysannerie. Dans les régions plus exposées aux attaques venant du dehors, et ceci en particulier au Maramures (Máramaros), dans la deuxième moitié du XIV^e siècle, le processus de féodalisation roumain s'accéléra tout comme aux confins du Banat, de Hunedoara (Hunyad) et de Făgăras (Fogaras), qui, exposés aux attaques turques, virent successivement naître tout un ensemble de zones militaires roumaines rattachées à des châteaux forts. Cependant, tandis qu'au Maramures, il se constitua un comitat à majorité nobiliaire roumaine — que l'on pouvait tout aussi bien qualifier de comitat roumain —, dans les autres zones, le processus subit un temps d'arrêt : les zones roumaines se détachant de l'autorité prévôtale ne constituèrent point des comitats nobiliaires, ou, s'il en advint ainsi [le comitat de Severin (Szörény) fut par exemple créé par l'union de plusieurs zones], il ne se forma point un comitat roumain, mais un comitat nobiliaire hongrois.

L'une des raisons du temps d'arrêt que subit le processus en question, c'est que les *cnèzes* devenus nobles se détachèrent graduellement de leur communauté ethnique et s'absorbèrent en grande partie dans la noblesse hongroise. De seigneurs féodaux roumains, ils devinrent ainsi des seigneurs féodaux hongrois. La cruelle persécution de la religion orthodoxe contribua sans aucun doute à leur dissimilation : elle les engagea à renier d'abord la religion, puis la langue des « paysans », pour embrasser ensuite la confession et la langue des « seigneurs ». Cependant, la cause principale de l'arrêt résidait avant tout dans le fait que les membres d'origine roumaine et hongroise de la classe dominante firent cause commune contre la lutte de classes des exploités de n'importe quelle nationalité : or, les propriétaires terriens pouvaient le plus aisément y parvenir en s'absorbant entièrement dans la classe dominante hongroise. « Ceux-ci étaient les agents des féodaux hongrois — écrit Erik Molnár —, et lorsqu'ils se transformèrent en seigneurs terriens de leurs peuples, ils se retrouvèrent tout sim-

plement, en vertu de leur appartenance de classe, au sein de la classe féodale hongroise qui, elle, voyait en eux non des ennemis, mais des alliés.»²¹Ce faisant, les membres d'origine magyare ou non-magyare de la classe dominante donnèrent aussi un signe extérieur de leur unité de classe, unité par laquelle ils entendaient s'assurer le monopole de l'exploitation des paysans de toute nationalité. Comme nous l'avons déjà souligné, il ne s'agissait point là d'une attitude ethnique, mais avant tout d'une attitude de classe. De même, il n'était pas du tout question de quelque assimilation «nationale» active et consciente. «La politique nationalitaire» du moyen âge «variait selon qu'elle se trouvait en présence de travailleurs ou d'éléments féodaux. Vis-à-vis des travailleurs, elle avait pour objet l'exploitation, que ces travailleurs fussent hongrois ou non. D'autre part, vis-à-vis des éléments féodaux, l'on voyait s'affirmer la solidarité de classe. La noblesse hongroise accueillit dans ses rangs les vassaux slovaques des châteaux forts, ces propriétaires terriens à caractère de seigneurs, tout comme elle admit en son sein les cnèzes roumains, qui étaient devenus les seigneurs terriens de leurs subordonnés». «Et, en ce qui concerne l'attitude des peuples minoritaires, c'étaient encore des motifs de classe qui prévalaient, et ceci indépendamment de toute considération d'ordre ethnique.»²²

Tout en soulignant que ce fut pour des motifs de classe que les couches dirigeantes des peuples non-magyars s'absorbèrent dans la noblesse du pays, née, elle, non d'une différenciation ethnique, mais en raison de considérations de classe, il convient également de signaler que sur le plan des nationalités, les conséquences ne manquèrent non plus de se manifester. Objectivement, l'absorption des couches dirigeantes slovaque et roumaine dans la classe dominante indépendante de toute attache nationalitaire équivalait pourtant à une accentuation du caractère hongrois de la noblesse. Après tout, au XIX^e siècle, et ceci même dans les régions habitées par les nationalités, être un propriétaire terrien aisé ou appartenir à la nationalité hongroise, cela revenait à peu près au même. A l'époque de l'épanouissement du capitalisme, la solidarité de classe nobiliaire et le sentiment national hongrois devinrent des facteurs de plus en plus étroitement liés.

Il n'en était pas ainsi de la petite noblesse nationalitaire (slovaque et roumaine), qui, souvent fort nombreuse, ne disposait pas de fortunes assez considérables pour acquérir de l'autorité, ne parvint point, à côté de la noblesse terrienne moyenne, à s'assurer dans la vie publique du comitat un rôle politique indépendant, et, par sa manière de vivre, ne différait que fort peu de la paysannerie véritable, si ce n'est par son exemption fiscale et sa

²¹ Erik Molnár : *A magyar társadalom története az Árpádoktól Mohácsig* (Histoire de la société hongroise depuis l'époque arpadienne jusqu'à Mohács), Budapest 1949, p. 315.

²² *Op. cit.*, p. 315.

conscience nobiliaire. A la différence des propriétaires terriens plus aisés, cette petite noblesse ne se dissimila point, mais, pareillement à la paysannerie serbe, demeura dans ses cadres ethniques ancestraux. En effet, à moins d'avoir acquis une fortune notable, elle n'eût pas été admise dans les rangs des propriétaires terriens aisés. (Dans certains cas, ce fut précisément cette couche qui assimila certains éléments de la petite noblesse hongroise vivant parmi elle.) Les grands ou moyens propriétaires aisés d'origine roumaine, tels que les Drágffy du Maramures, les Hunyadi du comitat de Hunedoara, les Majláth, originaires du district de Făgăraș, Michel Csáky, élevé à la dignité de chancelier, Nicolas Oláh, qui parvint à la dignité de prince-primat, les Jósika et les Kendeffy — pour ne citer que quelques exemples roumains — n'étaient plus des seigneurs féodaux roumains, mais des seigneurs hongrois qui d'ailleurs ne manquaient pas de se considérer comme tels.

Les *grăves* (lat. *comes*, hongr. *geréb*), chefs de colonisation saxons de Transylvanie, parcoururent au début le même chemin que les *cnézes* roumains ; ceux-là, incapables de faire valoir leurs revendications de propriétaires terriens vis-à-vis du gros de la paysannerie saxonne libre, s'absorbèrent graduellement dans la noblesse hongroise. Dans l'administration autonome des districts saxons, le rôle dirigeant échut à la couche patricienne des villes, aux patriciens qui, avec l'appui du monarque, s'étaient créé au XV^e siècle une autonomie administrative désignée sous le nom d'«*Universitas Saxonum*». L'organisation en question, de même que les attributions juridiques de celle-ci, protégèrent les Saxons sur leur propre territoire contre toute assimilation, tout comme elles conservèrent la propriété rurale du peuple saxon, de même que les couches dirigeantes et les masses paysannes libres saxonnes.

L'absorption des féodaux croates formant une unité territoriale ne fut également qu'un phénomène sporadique. En effet, leurs fonctions de classe étaient à peu près assurées dans leur propre cadre ethnique, et c'est tout au plus si les exigences de la lutte défensive contre les Turcs produisaient un effet contraire. D'ailleurs, ils ne menaçaient aucunement les intérêts de classe des féodaux hongrois, la noblesse croate faisant partie intégrante de la noblesse du pays pris dans son ensemble.

Ainsi donc, dans l'État féodal multinational hongrois, la participation à la propriété terrienne et la domination de classe fondée sur cette participation aboutit à ceci : en raison de l'absorption massive des couches dirigeantes des nationalités, le caractère dès l'origine éminemment hongrois de la noblesse aisée ne fit que s'accroître et permit dans la suite, lors du déploiement du capitalisme, l'amalgamation de la noblesse (en tant que facteur de classe) et des Hongrois (en tant que facteur nationalitaire). Ainsi, à partir de la fin du XVIII^e siècle, la condition de noble (en tant que base de classe) seyait déjà en substance de base nationale aussi, et ceci avant tout à la noblesse moyenne pratiquant la production marchande. Elle devint également, indépendamment des origines

ethniques lointaines ou proches, la force dirigeante du mouvement national hongrois.²³

D'autre part, la dissimilation des couches dirigeantes non-magyares — surtout slovaque et roumaine — eut pour effet de priver ces peuples du gros de leur couche dirigeante. Du même coup, leur structure sociale devint déficiente et s'exprima dès lors par une formule tronquée : on était en présence d'une structure où, à peu d'exceptions près, la classe dominante et les classes travailleuses appartenaient à des nationalités différentes, et où, à l'échelle de classe, le peuple assujéti ne possédait plus de couches dominantes sorties de son propre sein. A la différence des Saxons de Transylvanie, ces peuples ne donnèrent non plus naissance à une nouvelle couche dirigeante capable de protéger la communauté ethnique par un système de privilèges. Ils ne disposaient point d'autonomie, et leurs masses paysannes faisaient partie intégrante de la paysannerie serve du pays pris dans son ensemble.

Tandis que, dans les conditions spéciales, caractéristiques de l'Europe orientale, la bourgeoisie industrielle et commerçante, à la suite de la domination turque et de l'oppression quasi coloniale des Habsbourg ne se développa que très tard et fort chétivement, et que, dans le processus conduisant à la constitution d'une nation distincte, le rôle dirigeant fut assumé par la noblesse terrienne moyenne dont l'évolution capitaliste se poursuivait avant tout dans l'agriculture (il en fut ainsi en Hongrie, en Pologne, de même que dans les principautés roumaines), les peuples de la Hongrie multinationale, opprimés par la classe des terriens hongrois et ne disposant que d'une structure sociale tronquée, se virent contraints, privés qu'ils étaient d'une classe aisée de propriétaires moyens pratiquant la production marchande, ou de quelque autre couche dirigeante, de s'engager dans une voie bien plus étroite encore du développement national.

Ainsi donc, dans l'État multinational féodal hongrois, à la suite de la dissimilation des couches dirigeantes des peuples non-magyars, il se constitua des peuples caractéristiquement paysans qui ne possédaient pas de classe dirigeante féodale sortie de leurs propres rangs ou ne disposaient que d'une petite noblesse sans autorité notable. La couche des intellectuels ecclésiastiques, née au sein de ces peuples, n'était pas assez importante au point de vue économique-social pour suppléer, ne fût-ce que dans une mesure tant soit peu importante, au manque d'une classe de propriétaires terriens. Et voilà comment

²³ Signalons que dans la couche la plus élevée et la plus riche de la classe dominante hongroise, l'on observa également des phénomènes de dissimilation. Au XVIII^e siècle, et surtout dès l'avènement de Marie-Thérèse, l'atmosphère de la Cour provoqua dans la grande noblesse une germanisation de la langue et des mœurs. A la suite de cette transformation, le mouvement national fut privé du concours de la majorité des aristocrates. Cette classe aristocratique constitua avec d'autres couches analogues (tchèque, polonaise, etc.) de l'Empire des Habsbourg une aristocratie spéciale de Cour et d'Empire qui, unie par d'innombrables mariages, et à l'encontre des aspirations nationales, lia ses intérêts à ceux de la *Gesamtmonarchie* des Habsbourg.

naquit dans la suite la conception nobiliaire hongroise, cette doctrine qui, refusant aux peuples sans classe dirigeante propre le qualificatif de peuples historiques, et les taxant d'incapables de tout développement, amenait ses adeptes à traiter ces peuples en conséquence. Dans la première moitié du XIX^e siècle, toute la noblesse de l'ère des réformes était imbue de ces opinions. Pour caractériser cette attitude, je citerai quelques passages fort éloquents de la plume de l'un des collaborateurs du *Pesti Hírlap* (*Gazette de Pest*). «La nationalité est un fait historique dont la langue n'est point l'unique facteur. En effet, pour qu'un peuple ait un caractère national, il faut en plus que nous soyions liés par une constitution, des sentiments et des intérêts communs, par un même besoin du progrès et du développement, et par les souvenirs communs d'une grande époque, vécue en commun». «Cependant, où que nous portions nos regards en Hongrie, nous ne découvrirons nulle part de quoi constituer une nationalité slovaque de ce genre . . ., car, en vérité je vous le dis, pas même dans le rêve, une nation slovaque n'a existé jusqu'à ce jour . . . Mais, en Hongrie, vouloir faire se développer d'une manière indépendante une nationalité qui, étrangère à la nation hongroise, ne possède ni antécédents historiques ni un caractère positif, qui demeure inexistante parmi les choses devenues réalité et qui n'a jamais existé, ce serait bouleverser à bon escient l'ordre de l'histoire. D'ailleurs, peu nombreux sont ceux qui voudraient admettre que ceci puisse être accompli, avec la moindre chance de succès, par les seules forces de ces quelques prêtres et professeurs slovaques . . . Et voilà pourquoi nous sommes plutôt portés à qualifier ce mouvement d'erreur colossale et à l'attribuer à nos insuffisances sociales . . .»²⁴

Ainsi donc, en tout premier lieu, la pensée ainsi formulée relève chez les peuples non-magyars un manque de caractère historique : aussi se refuse-t-elle à les reconnaître pour des nations. Et, en effet, les chefs du mouvement national hongrois n'entendaient admettre au rang des nations que les peuples disposant d'une classe dominante féodale à eux, et avant tout les Croates nantis d'attributions municipales et possédant des institutions politiques particulières. Ce n'est pas l'effet du hasard si le ministre Batthyány et Kossuth lui-même ne voulurent, en 1848, reconnaître pour nation que les seuls Croates et se montrèrent même disposés à entamer avec eux des pourparlers relatifs à leur sécession éventuelle. Cependant, ils se refusèrent obstinément à reconnaître pour nations les autres nationalités et optèrent unanimement pour la conception de la nation politique hongroise unique. Je n'entends point m'étendre ici sur cette idée qui marquait en même temps l'attribution d'un contenu bourgeois au concept de la «nation» nobiliaire féodale : j'estime en effet que le problème exige une étude spéciale. Cependant, le fait demeure que la conception en question était basée

²⁴ A. B. : *Visszapillantás a szláv mozgalmakra* (Coup d'oeil rétrospectif sur les mouvements slaves), *Pesti Hírlap* du 26 juin 1842, N° 155, p. 449.

sur la négation du caractère national des peuples non-magyars et, sur le modèle de l'État national du type français, considérait tout citoyen, sans égard à l'origine ethnique, à la langue et à la confession, comme membre de la nation politique hongroise. Aussi les adeptes de cette conception ne concédaient-ils des droits nationalitaires qu'à titre individuel, et non corporativement, à des nationalités entières.

En Hongrie, à l'époque du déploiement de la base capitaliste, enregistré à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les couches nobiliaires des nationalités à structure sociale tronquée — couches économiquement faibles, politiquement rudimentaires et se rapprochant par leur mode de vie de la paysannerie serve — ne représentaient point une force sociale propre à diriger le mouvement nationalitaire. Longtemps, les chefs de ces mouvements, hommes issus de la roture ou de la petite noblesse, espéraient pouvoir mobiliser les masses de la petite noblesse en vue de la lutte nationale et pour s'assurer la majorité dans les comitats situés dans les territoires habités par les nationalités. Parmi les Roumains, et même parmi les Slovaques, l'on nourrissait de pareilles illusions. Vers 1700, à l'époque où fut réalisée l'union religieuse des orthodoxes avec les catholiques, les intérêts de la petite noblesse roumaine se firent également jour. Aux années 30 et 40 du XVIII^e siècle, ces mêmes idées se retrouvent dans les objectifs politiques formulés par Innocent Klein, évêque de Blaj (Balázsfalva), pour culminer enfin dans le *Supplex Libellus Valachorum* (1791), qui renfermait entre autres la revendication de la quatrième nation féodale roumaine.²⁵ Dans les années 40 du XIX^e siècle, en 1848, et même plus tard, sous une forme toutefois sporadique, l'on retrouve des idées semblables dans la *Gazeta de Transilvania*, journal roumain de Transylvanie, publié par Georges Barițiu. Dans les années 40, des tendances du même genre se manifestèrent également chez les Slovaques. En 1848, J. M. Hodza invita la noblesse à s'unir au giron de la nation, leur mère commune. Cependant, la résolution de Mikulaš (Liptószentmiklós, 10 mai 1848) dénonçait déjà la noblesse en termes violents et la qualifiait de renégate. A l'époque du développement capitaliste, compter sur la petite noblesse était synonyme de bâtir sur un passé périliclitant. Aussi les idées de ce genre étaient-elles vouées à un échec complet.

Même aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, la magyarisation des nobles se poursuivit, quoique avec lenteur. Ce processus atteignit son point de culmination dans la première moitié du XIX^e siècle. Les succès temporaires que les princes de Transylvanie remportèrent dans leurs efforts visant à convertir les Roumains au calvinisme (XVI^e et XVII^e siècles) étaient avant tout imputables au fait que ces efforts pouvaient tabler sur le désir de la noblesse et du

²⁵ Le *Supplex Libellus Valachorum* était une adresse soumise par la petite noblesse et les intellectuels roumains de Transylvanie à Léopold II : ce fut la dernière manifestation importante des aspirations féodales, de même que le premier indice notable des aspirations bourgeoises roumaines.

clergé noble roumains à monter en rang social : à l'époque de la domination autrichienne en Transylvanie, l'on relève des phénomènes semblables dans les mouvements visant à propager la foi catholique. A une époque ultérieure, une lettre, écrite en 1751 par un gouverneur de Transylvanie, révèle combien la noblesse roumaine demeurait encline à se magyariser. Selon ce document, «de nombreux nobles ayant appartenu auparavant à l'Église uniate . . . se rallièrent à la secte calviniste, afin d'être de ce fait considérés comme hongrois . . .»²⁶ Au XVIII^e siècle, l'union religieuse était souvent une transition vers la magyarisation. Là où il n'y avait point de différence au point de vue religieux — ce fut le cas des Slovaques, par exemple —, la transition était relativement plus aisée.

A cette époque, outre la dissimilation de la noblesse, celle de l'élite intellectuelle, des éléments constituant «l'intelligentsia», acquit, elle aussi, une importance toujours croissante. Il est notoire que les intellectuels jouèrent un rôle considérable dans les mouvements nationaux, et ceci surtout chez les peuples relativement peu évolués. A l'époque féodale, les éléments instruits firent tout pour obtenir des lettres de noblesse, afin de se rendre du même fait admissibles aux charges publiques. C'est pour la même raison que, bien souvent, des intellectuels nobles roumains embrassèrent la foi catholique ou calviniste. Grégoire Major, évêque orthodoxe roumain de Blaj, écrivait en 1778 à Marie-Thérèse que non seulement les uniates se convertissaient au rite latin, «mais que, bien plus, nombreux étaient ceux qui embrassaient la foi calviniste (*apostant*), pour se faire une situation dans l'administration publique.»²⁷ La dissimilation des intellectuels fut le complément organique du processus relevé au cours des siècles précédents chez la noblesse. La dissimilation de l'élite sociale et intellectuelle éliminait sans cesse chez les peuples non-magyars l'aristocratie de la fortune et celle de l'esprit : aussi ce processus entrava-t-il sans arrêt leur développement national. L'évêque Major, dont il vient d'être question, faisait preuve de clairvoyance lorsqu'il écrivait à ce propos : «en effet, tandis que, dans l'espoir d'un avancement et d'une situation matérielle meilleure, les plus instruits et les plus nobles se détachent de la communauté et de la confession du clergé et du peuple roumains, il ne reste parmi nous que les incultes . . .»²⁸ L'extension de la dissimilation aux intellectuels fut donc indubitablement et dès le début une entrave au développement national. Or, ce processus se retrouve non seulement chez les Roumains, amis aussi parmi les autres nationalités.

A mesure que le développement de la base capitaliste s'accroissait à l'époque féodale, le processus de dissimilation s'affaiblissait graduellement chez

²⁶ Z. I. Tóth : *Az erdélyi román nacionalizmus első százada 1697—1792* (Le premier siècle du nationalisme roumain de Transylvanie, 1697—1792), Budapest 1946, p. 176, note 2.

²⁷ Archives Nationales (Budapest), Arch. de la Chancellerie royale de Transylvanie, 716 : 1778.

²⁸ *Loc. cit.*

les couches intellectuelles, et ceci à la différence des couches nobiliaires plus aisées, où le même processus parvenait à son apogée. Chez les Roumains, par exemple, et surtout à partir de la fin du XVIII^e siècle, l'on vit croître sans cesse le nombre des intellectuels demeurant fidèles à leur propre peuple. Au cours de la phase culturelle du mouvement national en pleine croissance, cet élément joua un rôle décisif dans le développement de la langue, l'exploration du passé historique, la création d'une littérature laïque et d'une presse roumaines, et, d'une manière générale, dans la mise au point d'une idéologie nationale. Des phénomènes analogues se manifestèrent également à la naissance du mouvement national slovaque et d'autres mouvements. Même à l'époque du capitalisme, la dissimilation ne disparut pas complètement : son ampleur évoluait en fonction des conditions d'existence de «l'intelligentsia» et elle ne cessa qu'après la chute de la Monarchie austro-hongroise.

J'estime que ce qui précède révèle clairement qu'en raison d'une oppression plusieurs fois séculaire, le développement ethnico-national des peuples non-magyars de l'État féodal multinational hongrois se poursuivit en des conditions extrêmement défavorables, et d'une manière qui tranchait nettement sur l'évolution du peuple dominant. Ces conditions précaires tracèrent des limites très étroites au progrès matériel et intellectuel des peuples non-magyars, et rendirent impossible tout développement libre. Les ravages des Turcs, la domination autrichienne et l'oppression quasi-coloniale exercée par les Habsbourg²⁹ entravèrent aussi très gravement le développement national hongrois. Cependant, ces mêmes facteurs affectaient bien plus péniblement encore le progrès des peuples non-magyars moins évolués. Au regard des conditions dans lesquelles se poursuivait le développement des nationalités, les circonstances qui, malgré de lourdes entraves, régissaient le développement national hongrois, demeuraient toujours beaucoup plus favorables.

La cause essentielle économique-sociale de la situation désavantageuse des peuples non-magyars de Hongrie ne fut modifiée que par la révolution bourgeoise de 1848, lors même que cette révolution ne s'accomplit que d'une manière assez incomplète. A la suite du changement subi par les rapports de propriété, l'on vit se substituer à la propriété féodale la propriété bourgeoise. Celle-ci offrait au développement des nationalités des possibilités nouvelles, relativement plus libres, et produisit, par rapport aux conditions féodales, un changement qualitatif, un tournant dans l'évolution des nationalités.

Dans les Etats multinationaux d'Europe orientale, le processus du développement de la nation bourgeoise, enregistré sous sa forme classique et normale

²⁹ Les Habsbourg s'efforcèrent de maintenir la Hongrie dans un état d'infériorité économique par rapport aux provinces héréditaires autrichiennes. Ils entravèrent le développement industriel du pays qu'ils considéraient comme une source de matières premières. L'historiographie hongroise qualifie ce rapport tantôt de colonial, tantôt de semi-colonial. Or, au point de vue terminologique, ceci n'est pas exact, quoiqu'il demeure vrai que l'oppression économique exercée par les Habsbourg accusait certains traits de caractère colonial.

en Europe occidentale, et surtout en France, s'accomplit d'une manière présentant par rapport au type occidental des différences essentielles. Se basant sur les constatations formulées par Marx à propos des divergences relevées dans les révolutions bourgeoises d'Europe orientale, ce fut József Révai qui reconnut quelques traits spécifiques de la transformation en nation, telle qu'elle s'était présentée dans les pays agricoles d'Europe orientale.³⁰

Dans les pays agricoles d'Europe orientale le déplacement — survenu au XVI^e siècle — des routes commerciales principales de la Méditerranée vers l'Atlantique eut pour conséquence un arrêt et même une régression du développement bourgeois : l'évolution capitaliste occidentale «normale» emprunta un chemin différent. L'industrie et le commerce s'atrophierent ; en revanche, l'on vit progresser dans une mesure toujours croissante la grande propriété pratiquant la production marchande et fondée sur la corvée. Vu que l'harmonie entre le développement des conditions sociales féodales et celui des forces productives avait commencé à se déséquilibrer, et que l'on vit se manifester le besoin de la transition vers la production marchande capitaliste, dès la fin du XVIII^e siècle, la noblesse terrienne qui produisait pour le marché, et surtout la noblesse moyenne, se substituèrent à la bourgeoisie étioyée des villes, se placèrent à la tête du développement national et remplirent, dans une certaine mesure, la fonction d'une bourgeoisie véritable. C'est avant tout la noblesse moyenne pratiquant la production marchande, et non la rudimentaire bourgeoisie industrielle et commerçante, qui, à l'époque du développement graduel des conditions capitalistes — processus qui s'accomplit encore aux temps féodaux —, devint, conformément à ses propres intérêts, la protagoniste principale de la transformation bourgeoise et la force dirigeante du mouvement national. Et ce fut encore elle qui dirigea la lutte nationale contre la politique d'oppression économique et politique, pratiquée par les Habsbourg. Dans le combat pour l'indépendance politique, condition première du progrès économique, et pour la transformation bourgeoise, la bourgeoisie industrielle et commerçante, qui ne formait qu'une couche très mince, trouva auprès de la noblesse une promotrice de ses intérêts. Enfin, dans une certaine mesure, la noblesse moyenne s'efforça même de lier à ses propres aspirations la lutte antiféodale de la paysannerie. Ce processus naissant d'union nationale était évidemment très limité : après tout, la noblesse moyenne n'était pas la bourgeoisie, et, en dernière analyse, elle appartenait malgré tout à la classe des propriétaires terriens.

Ce type spécial de la formation d'une nation correspond, lui aussi, à ce type spécifique — et différent de son pendant occidental — du développement bourgeois. Cependant, ce type ne peut point s'appliquer à tout développement

³⁰ József Révai: *Marx és a magyar forradalom* (Marx et la révolution hongroise). — Marxizmus, népiesség, magyarság (Marxisme, populisme, peuple hongrois) 3^e édition, Budapest 1949, pp. 112—113, 114.

national observé en Europe orientale. Aussi existe-t-il outre le type de développement national dirigé par la noblesse moyenne pratiquant la production marchande (que nous désignerons, pour simplifier, par type I) un autre, caractéristique des peuples qui, vivant dans l'État multinational du peuple du type I, subissent une double oppression et suivent un développement encore plus difforme et encore plus pénible que celui des peuple du type I. Appelons-le type II. C'est à ce type II qu'appartenait la majorité des peuples vivant sur le territoire de l'État hongrois et opprimés par la classe dominante de celui-ci. Le développement national classique enregistré en Europe occidentale, processus «normal» et relativement tranquille, aboutit à la naissance d'États nationaux dans lesquels l'oppression nationale était inconnue ou presque : en effet, ces États ne disposaient qu'à titre exceptionnel de grands groupes de nationalité différente (Irlandais, Catalans, Basques, Bretons).

Cependant, comme nous l'avons vu, en Europe orientale, le processus du développement bourgeois et de la formation de la nation avait subi un temps d'arrêt ou n'avait pas même commencé. Ici, «il se créa des États de composition hétérogène, comprenant plusieurs peuples non encore constitués en nations, mais réunis déjà au sein d'un État commun.»³¹ Tel était aussi l'État féodal multinational hongrois, qui avait pour classe dominante la noblesse hongroise. L'une des caractéristiques du développement de la nation hongroise — qui, elle, appartenait au type I —, c'est que, sinon de droit, tout au moins de fait, cette évolution dépendait économiquement, et, partant, politiquement aussi, d'un autre État, ou, plus exactement, d'une autre puissance, à savoir l'Empire des Habsbourg. La tâche de diriger le mouvement national hongrois fut assumée par la noblesse terrienne moyenne, pratiquant la production marchande et alliée — aux intellectuels nobles appauvris. Ce développement accusait donc en lui-même aussi un caractère limité et était fortement entravé par l'oppression économique et politique, exercée par l'Empire des Habsbourg. Toutefois, les dirigeants du mouvement hongrois, membres de la noblesse moyenne, disposaient de vastes possibilités dans le domaine économique, politique et intellectuel. Malgré l'oppression politique et économique, exercée par les Habsbourg, la noblesse moyenne hongroise poursuivait sa lutte pour sa constitution en nation en des conditions incomparablement meilleures que le gros des nationalités qui lui étaient subordonnées. En dépit de son endettement et de son appauvrissement croissant, elle n'en demeurait pas moins, à côté de la grande noblesse terrienne, la couche hongroise disposant des ressources matérielles les plus considérables. Appuyée sur ses institutions politiques, le comitat nobiliaire et la Diète, elle réussit également à remporter certains succès dans sa lutte contre Vienne. Enfin, dans le domaine culturel, seule la bourgeoisie allemande de Hongrie pouvait se mesurer avec elle.

³¹ Staline, *Oeuvres*, tome V, p. 34.

Le type II comprenait en Hongrie les peuples opprimés par la classe dominante hongroise. Or, outre l'oppression quasi-coloniale pratiquée par les Habsbourg, ces peuples étaient également exposés à l'oppression de classe exercée directement par la noblesse. Ainsi donc, ils subissaient une double oppression. Il convient de classer dans cette catégorie les Roumains, les Serbes, les Slovaques et les Ruthènes (Ukrainiens). Parmi eux, il était un peuple qui, dans sa totalité, vivait à l'intérieur des frontières du pays : c'étaient les Slovaques. Cependant, le progrès ultérieur du peuple slovaque s'opéra dans une étroite communion avec celui du peuple frère tchèque. Quant à la majorité des Roumains et des Serbes, ils subissaient, certes, la domination oppressive des Turcs, toutefois, établis dans le voisinage de la Hongrie, ils vivaient néanmoins dans des États qui leur étaient plus ou moins propres, menaient une existence plus indépendante et disposaient de possibilités plus vastes au point de vue de leur développement. L'évolution du peuple ruthène était marquée par un retard plus sensible encore. Sa propre noblesse et ses intellectuels ecclésiastiques, moins nombreux et plus insignifiants encore que ceux des peuples slovaque et roumain, étaient liés à la classe dominante hongroise par l'union confessionnelle. Les Ruthènes étaient pour ainsi dire exclus de la jouissance des droits de propriété terrienne, et ceci même sous la forme limitée reconnue à la petite noblesse. Aussi leur développement culturel était-il, lui aussi, plus retardataire encore. Cependant, le gage de leur développement ne résidait point dans l'État hongrois, mais dans le progrès des Ukrainiens vivant au delà des Karpatés.

En dépit de leurs divergences considérables, tous ces peuples se ressemblaient par ce qu'ils ne bénéficiaient que dans une faible mesure de la propriété terrienne féodale et des avantages que celle-ci impliquait. La raison en est qu'ils ne possédaient pas de classe de propriétaires terriens issus de leurs propres rangs, ou que, s'ils en possédait une, celle-ci demeurait insignifiante quant au nombre. Au point de vue des classes, leur différenciation était sensiblement moins nuancée que celle des Hongrois ou des Croates et Saxons transylvains qui, eux, ressemblaient à cet égard plus ou moins aux Hongrois : dans leur immense majorité, nous dirions même dans leur quasi totalité, ces peuples se composaient de paysans serfs ou d'éléments appartenant à des couches ne différant pas sensiblement de la paysannerie.³² Cependant, il convient d'attribuer une importance décisive au fait que le centre de gravité du développement national des nationalités en question ne se trouvait pas en Hongrie même, mais dans les pays voisins à caractère étatique ou semi-étatique.

Ces peuples paysans n'atteignaient qu'au prix de grandes difficultés le minimum d'évolution bourgeoise nécessaire pour s'engager dans la voie du développement national. Nous ne trouvons donc point ici une classe qui, comme

11

³² Nous ne pouvons, bien entendu, entreprendre ici une analyse plus détaillée.

la noblesse moyenne hongroise pratiquant la production marchande, eût été en mesure d'assumer certaines fonctions d'une bourgeoisie véritable. Aussi la tâche de diriger le mouvement national échut-elle à des couches qui, intellectuelles dans leur majorité, ne disposaient que de possibilités bien plus limitées. C'est là qu'apparurent dans toute leur ampleur les inconvénients de la structure sociale tronquée. En fait de bourgeoisie commerçante et industrielle évoluée, les peuples en question étaient, en règle générale, moins bien dotés encore que les Hongrois. Quant à une noblesse moyenne pratiquant la production marchande et capable d'assumer provisoirement les fonctions de la bourgeoisie, ils n'en possédaient pas du tout. Au sein du mouvement national, ce furent en conséquence des couches très arriérées, engagées dans la voie de la transformation bourgeoise, des artisans, des petits commerçants, des paysans aisés, et surtout des intellectuels freinés dans leur avancement par la nation dominante, tels que prêtres, instituteurs, professeurs, secrétaires de mairie, fonctionnaires subalternes et officiers, puis, dans la suite, des intellectuels des carrières libérales, tels que médecins et avocats, qui remplirent tant bien que mal le rôle des propriétaires moyens pratiquant la production marchande. Moins la société d'une nationalité était évoluée, plus on voyait s'affirmer l'autorité des intellectuels ecclésiastiques. Dans la suite, ces derniers seront graduellement supplantés dans les postes de commande par les intellectuels laïques. L'on comprend aisément que, disposant d'énergies matérielles insuffisantes et de forces culturelles limitées, ces dirigeants issus des couches arriérées en voie de s'embourgeoiser ne remplirent leur rôle qu'au prix de grosses difficultés : face à la classe dominante hongroise, et surtout à la noblesse terrienne moyenne, ils eurent à soutenir une lutte inégale.

Toutefois, le tableau ne serait ni complet, ni authentique, si nous ne tenions compte du rôle important que joua la lutte antiféodale de la paysannerie magyare et non-magyare dans la création des conditions de la transformation bourgeoise et de l'évolution nationale. Sans l'élan et la base populaires, la noblesse moyenne hongroise et les couches dirigeantes des peuples non-magyars seraient demeurées faibles et leurs aspirations auraient été condamnées à l'impuissance. Le développement national ne se concrétise que dans la convergence plus ou moins accomplie des mouvements de masse populaires agissant dans le sens de la propriété bourgeoise, et des aspirations de classes et couches dirigeantes jouant le rôle de la bourgeoisie.

A la différence du processus «normal» du développement national, relevé en Europe occidentale, l'on peut donc distinguer dans la Hongrie d'avant 1848 deux autres types de développement. L'oppression politique et quasi-coloniale, exercée par l'Autriche, faussa le développement du mouvement national hongrois qui, lui, était du type I. Cependant, cette altération ne fut pas assez profonde pour empêcher que le peuple opprimé — qui n'en constituait pas moins un État — ne possédât une structure sociale complète qui lui était propre, et des classes

(exploiteuses ou exploitées) fondamentales, issues de ses propres rangs. Son indépendance n'était que nominale, mais son existence étatique fortement limitée et les institutions politiques de la noblesse (comitats et Diète) fournirent néanmoins un puissant appui à la lutte nationale.

La classe dominante du peuple hongrois appartenant au type I était opprimée par la puissance autrichienne. A son tour, elle opprimait les peuples qui lui étaient assujettis : ainsi donc, par rapport au type normal du développement, ces peuples subissaient une double oppression et leur développement national était doublement faussé.

La révolution bourgeoise brisa le monopole de la propriété terrienne, détenu par la classe exploiteuse étrangère, et inaugura le processus du rétablissement de la structure sociale complète de la nation. Au point de vue du développement national, l'affranchissement des serfs fut indubitablement une percée décisive, un changement qualitatif d'importance capitale. Aussi fragiles qu'en fussent les titres de propriété, les parcelles des anciens paysans serfs des nationalités jetèrent néanmoins — et ceci sous une forme déjà bourgeoise — les fondements de la propriété terrienne nationale du peuple doublement opprimé. Si arriéré que fût le développement des couches bourgeoises, quelque retardataires que s'avérassent ces couches par rapport à la bourgeoisie du peuple dominant, le fait demeure qu'après la naissance de la classe ouvrière, l'on vit se constituer au sein des nationalités aussi les classes fondamentales de l'ordre capitaliste. Du même coup, on enregistra chez les nationalités l'affaiblissement graduel, puis la disparition totale des insuffisances et des lacunes qui, à l'époque féodale, avaient caractérisé leur structure sociale.

Parmi les peuples opprimés de la Hongrie, les formes les plus caractéristiques du développement national du type II se manifestèrent chez ceux qui, par le passé, avaient le moins bénéficié de la propriété terrienne féodale, source principale du pouvoir matériel, politique et culturel. L'exemple le plus caractéristique de ce type se retrouve chez les Ruthènes qui, aux temps féodaux, ne bénéficiaient guère de la propriété terrienne féodale ni ne possédaient une couche d'artisans et de petits commerçants. La seule couche dirigeante importante que les Ruthènes eussent possédé en leur propre sein se composait du clergé, des intellectuels ecclésiastiques et, à la rigueur, d'une couche très mince de paysans aisés. Aussi le processus du développement national ruthène fut-il le plus retardataire et le plus pénible. La situation était légèrement meilleure chez les peuples qui, à l'époque féodale, virent se constituer en leur sein et se maintenir une certaine couche nobiliaire et une classe de propriétaires terriens. Il convient de ranger dans cette catégorie les Slovaques, les Roumains et, dans une certaine mesure, les Serbes aussi. Cependant, comme nous l'avons déjà signalé, pendant le moyen âge déjà, ou, au plus tard, dans la première moitié du XIX^e siècle, les nobles terriens de ces peuples se dissimilèrent : ils se détachèrent de leur propre peuple, pour se rallier par la langue et par leurs sympa-

thies aux Hongrois, qui étaient la couche la plus robuste de la classe des propriétaires terriens. Ainsi donc, ce furent les couches engagées dans la voie de la transformation bourgeoise, faibles au point de vue des ressources matérielles, et surtout les intellectuels qui participèrent au mouvement national. La dissimilation des intellectuels se ralentit au fur et à mesure que leurs représentants, artisans de l'idéologie nationale, pouvaient envisager avec un espoir sans cesse croissant les perspectives du développement national de leur propre peuple.

Le développement national des Serbes était d'un caractère spécial. Au sein du processus de développement national, la hiérarchie de l'église, bénéficiaire de privilèges ecclésiastico-nationaux, représentait pour ainsi dire sous la forme d'une institution la classe presque inexistante des propriétaires terriens serbes, ou, plus exactement, l'élément terrien engagé dans la voie du développement bourgeois. L'institution féodale des confins militaires, administrés directement par le Conseil de la Guerre siégeant à Vienne, constituait un autre trait spécifique du développement serbe. Les Serbes, tout comme les Roumains de Transylvanie, possédaient également une bourgeoisie commerçante groupée au sein de corporations. Cependant, en voie de s'éteindre, cette couche n'était pas en mesure de représenter dûment le développement national. Même dans la période ascendante du capitalisme, l'organisation ecclésiastique joua un rôle important dans le développement national serbe.

Toutefois, en ce qui concerne le développement national des nationalités peuplant la Hongrie, celui des Slovaques, Ruthènes, Roumains et Serbes doit être examiné non comme un fait isolé, mais comme un phénomène s'inscrivant dans l'ensemble du développement national enregistré au delà des frontières hongroises, dans la mère patrie et dans les pays frères des nationalités respectives.

D'autre part, il convient d'apprécier d'une manière différente le développement des nationalités qui, à l'époque féodale déjà, possédaient une structure sociale complète et des classes fondamentales issues de leurs propres rangs, et s'étaient même différenciées par ordres. L'on peut classer dans cette catégorie les Saxons de Transylvanie et surtout les Croates qui, eux, disposaient d'un territoire politiquement distinct et d'attributs juridiques de caractère municipal. A certaines exceptions près, le développement de ces nationalités s'apparentait plutôt au type du développement national observé chez les Hongrois.

Les Allemands de Hongrie constituaient, à leur tour, un type à part. Quoique fort nombreux, leurs habitats demeuraient dispersés au point de vue géographique : aussi ne disposaient-ils pas d'un territoire national uni. A part certaines exceptions, leur couches bourgeoises n'appartenaient pas aux peuples opprimés proprement dits. Grâce aux ressources économiques considérables de ces couches, et au rôle important qu'elles jouaient dans l'industrie et dans le commerce, leur développement économique et celui du peuple dominant se compénétrèrent d'une manière quasi indissoluble et, qui plus est, se soudèrent l'un à l'autre dans une mesure sans cesse croissante. Ce n'est qu'à l'époque du

dualisme que, la propagande de l'Empire allemand aidant, les Allemands de Hongrie montrèrent des signes sérieux d'une prise de conscience nationale.

Je me suis efforcé d'élucider plus que l'on ne l'a fait jusqu'à ce jour les lois ayant régi le développement national des peuples opprimés de l'État féodal multinational. Toutefois, on aurait tort d'appliquer les deux types du développement national d'une manière rigide : les exemples signalés révèlent, eux aussi, que seuls les traits généraux des tendances du développement sont susceptibles d'être caractérisés d'une manière uniforme. Simultanément, l'évolution nationale des différents peuples présente également des traits spécifiques fort variés : ne pas en tenir compte, et négliger les faits et particularités concrets, ce serait brosser un tableau faussé de la réalité historique. Dans mes conclusions — qui pourraient assurément s'appliquer à une échelle plus large aussi —, je me suis uniquement basé sur les conditions historiques existant dans la Hongrie d'avant 1848 : je me suis gardé de les étendre par voie de généralisation à d'autres pays également, procédé qui ne saurait être légitimé que par des études détaillées portant sur l'Europe orientale.

*

Évidemment, l'on peut également étendre les recherches à des périodes ultérieures. L'élucidation de quelques problèmes principaux de l'État multinational féodal hongrois est d'autant plus importante qu'à travers les antécédents historiques, nous obtenons en quelque sorte la clé du développement des différentes nationalités dans l'État multinational bourgeois hongrois. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, nous assistons à une réintégration de la structure sociale tronquée des divers peuples non-magyars. Étant donné que ce processus dépasse le sujet de la présente étude, je me contenterai de n'en esquisser que quelques traits essentiels.

Avec la constitution de l'ordre social capitaliste, l'oppression exercée par les seigneurs terriens féodaux cède la place à une oppression de classe et nationale de caractère bourgeois. Or, loin d'être plus modérée que la précédente, cette dernière était à beaucoup d'égards plus rigoureuse, plus consciente et mieux organisée. Sans doute, en régime capitaliste, le développement des nationalités peut-il évoluer plus librement qu'en présence des entraves plus directes du féodalisme, mais, pour les nationalités moins évoluées, la libre concurrence demeura un sérieux désavantage vis-à-vis de la nation dominante. Cependant, à la suite des antécédents historiques que j'ai signalés à propos de l'évolution du type II, les différentes nationalités continuèrent à porter le lourd fardeau de leur manque de progrès et de développement. Les nationalités ne possédaient pour ainsi dire pas de grande propriété du genre qui caractérise l'évolution capitaliste agricole du type prussien. Quant à la propriété parcellaire paysanne, bien que participant à la production marchande, elle n'était guère en mesure de

s'engager dans la voie de la transformation capitaliste, ni ne se prêtait à la production marchande élargie et à l'accumulation de capitaux. Dans la société à caractère éminemment paysan des nationalités, la différenciation de la paysannerie en classes sociales distinctes engendra une situation nouvelle : l'on vit se constituer une bourgeoisie paysanne et naître le prolétariat agricole. Dans cette période, les anciens dirigeants, appartenant en leur majorité aux intellectuels ecclésiastiques, furent supplantés de plus en plus par les intellectuels laïques, et avant tout par des avocats qui s'étaient enrichis grâce aux procès relatifs aux censives. Les artisans et petits commerçants, peu évolués et ne progressant qu'avec lenteur, ne jouaient qu'un rôle subordonné dans la production industrielle. Ne possédant que des moyens de production et des capitaux insignifiants, les couches bourgeoises rudimentaires ne réussissaient guère à s'assurer un profit capitaliste notable. Ce n'est que dans un seul domaine qu'ils furent en mesure d'exproprier en exploités capitalistes les fruits du travail de leurs propres masses laborieuses : ce domaine, c'était celui du capital placé à crédit, le domaine de l'usure. C'est grâce à la mise en commun de petits capitaux que naquirent les premiers établissements de crédit des nationalités — il suffira de citer à ce propos la Tatra Banka slovaque et l'Albina roumaine —, après quoi l'on vit pousser comme des champignons, dans les villes comme à la campagne, de nombreuses grandes et petites banques et caisses d'épargne des nationalités. En chargeant un peu les couleurs, l'on pourrait dire que depuis la fin du siècle, c'était de derrière les portes capitonnées des banques des nationalités, alimentées par des crédits de la Banque Austro-Hongroise, des grandes banques de Budapest, et — dans une moindre mesure — des banques étrangères, que l'on assurait la direction des mouvements nationalitaires. Il se constitua une bourgeoisie composée d'éléments qui, ambitionnant de jouer dans la production agricole un rôle de propriétaires moyens, avaient de fortes attaches avec le capital bancaire et travaillaient en leur majorité dans les carrières intellectuelles. Graduellement, l'on vit aussi paraître en scène la classe ouvrière des nationalités : elle se préparait déjà à son rôle historique. A la fin du XIX^e siècle, les sociétés nationalitaires, qui, autrefois, à l'époque féodale, ne disposaient que d'une structure sociale tronquée, constituèrent avec plus ou moins d'insuffisances les deux classes fondamentales du capitalisme et achevèrent leur réintégration dans les cadres d'une société complète.

Les faits élucidés dans la présente étude permettent de tirer la conclusion que la constitution, par les peuples non-magyars de Hongrie, d'États nationaux indépendants était entravée par le caractère rudimentaire et retardataire du développement de ces mêmes peuples — caractère dû à une oppression à la fois multiple et séculaire —, de même que par les insuffisances de leur structure de classe. Simultanément, il s'entend qu'il convient également de tenir compte du fait capital que le degré d'évolution des États-mères du voisinage, centres véritables du développement national, parvint, à l'avènement du XX^e siècle,

à une maturité qui permettait dès lors la constitution d'États nationaux unifiés.

L'*entrave extérieure* de la transformation des peuples non-magyars de Hongrie en États nationaux résidait dans l'oppression à laquelle les nationalités étaient soumises de la part des classes dominantes hongroises alliées aux classes dominantes autrichiennes. Simultanément, le retard des nationalités en matière de développement capitaliste — retard dû en dernière analyse à l'oppression nationale — en constituait la principale *entrave intérieure*. Dans la période ascendante du capitalisme, en raison du concours de facteurs externes et internes extrêmement complexes, les prémisses de la constitution d'États nationaux demeurèrent relativement incomplètes.³³ A l'époque de l'impérialisme, ces prémisses se développèrent graduellement et parvinrent à leur maturité. L'heure de la désintégration de l'État multinational bourgeois hongrois avait sonné.

ZOLTÁN I. TÓTH

³³ Cf. : «La politique s'adapte inéluctablement à la vie économique, mais non d'un seul coup et sans heurts, non simplement ni directement.» V. I. Lénine, *Oeuvres*, tome XXII, Moscou 1948, p. 337. (en langue russe).

DER WIDERSTAND DER FEUDALEN KRÄFTE IN UNGARN AM VORABEND DER BÜRGERLICHEN REVOLUTION DES JAHRES 1848

Unsere bürgerliche Geschichtsschreibung hinterliess bei der Erschliessung unserer Vergangenheit so manche «terra incognita». Das Dunkel, das diese Zeitabschnitte umhüllt, ist nicht so sehr auf das Fehlen von objektivem historischem Material zurückzuführen, sondern viel eher auf die subjektive Einstellung unserer Geschichtsschreiber. Unter den «weissen Flecken», an denen die Landkarte unserer Kenntnisse über die neuzeitliche ungarische Geschichte besonders reich ist, fällt jener am meisten auf, der bezeugt, dass die «andere Seite» des für die Entwicklung der letzten hundert Jahre grundlegenden ungarischen revolutionären Freiheitskampfes von 1848—49, die damalige Gegenrevolution, die hochverräterischen Umtriebe der reaktionären Klassen, bei weitem nicht aufgedeckt wurden. Trotz der grossen Anzahl von Veröffentlichungen findet sich in den zusammenfassenden Werken und Einzelforschungen über die Geschichte von 1848—49 kaum ein Hinweis, dass Kossuth, der an der Spitze des ungarischen Volkes die Freiheit und Unabhängigkeit des Landes verteidigte, den Kampf nicht nur gegen die fremden Tyrannen, sondern innerhalb der ungarischen Gesellschaft auch gegen jene reaktionären Klassen führen musste, die eine Liquidierung des Feudalismus und eine Loslösung von Österreich von ihrem Standpunkt aus für nachteilig und untragbar hielten. Demgemäss verschwieg unsere historische Literatur, dass Lajos Kossuths Gestalt im ganzen Lande nicht nur Liebe und Begeisterung erweckte, die treue Liebe und flammende Begeisterung des ungarischen Volkes, sondern auch Hass, den glühenden Hass derer, die die Wahrung ihrer Privilegien, ihrer Macht dem nationalen Freiheitskampf überordneten und selbst davor nicht zurückschreckten, ihrem schwer kämpfenden Volke verräterisch in den Rücken zu fallen.

Die offizielle Geschichtsschreibung und Publizistik, die die Interessen der ungarischen herrschenden Klassen mit peinlichster Genauigkeit widerspiegelt, hatte allen Grund, diese «Gebiete» der ungarischen Revolution und des Freiheitskampfes von 1848—49 im dunkeln zu belassen. Ihre Erschliessung hätte tatsächlich der nach der Niederwerfung des Freiheitskampfes fast hundert Jahre herrschenden politischen Reaktion in so mancher Hinsicht eine Gefahr bedeutet.

Vor allem war es nicht ratsam aufzudecken, dass das strahlendste Kapitel der ungarischen Geschichte, der im Andenken des ungarischen Volkes in ungebrochenem Glanz weiterlebende *Freiheitskampf* zugleich auch eine *Revolution* war, in deren Verlauf sich die ungarische Gesellschaft in zwei einander gegenüberstehende Lager teilte: in die beiden Lager der revolutionären und der konterrevolutionären Klassen. Doch schien es auch nicht angezeigt, die grossen sozialen und politischen Probleme zu erörtern, die infolge ihrer Ungelöstheit hundert Jahre hindurch revolutionärer Zündstoff waren, da sie Fragen berührten, für deren Lösung das werktätige ungarische Volk immer wieder zum Kampf antrat. Und schliesslich, doch nicht zum geringsten, musste auch der Umstand unserer bürgerlichen Geschichtsschreiber von der Aufdeckung der gegenrevolutionären und hochverräterischen Bestrebungen in den Jahren 1848—49 zurückhalten, dass dies vor dem ungarischen Volk unausweichlich enthüllt hätte: die Magnaten, die das Geschick des Landes bestimmten und denen in diesem Lande alles, aber auch alles zugute kam, hatten 1848—49 nicht auf der Seite ihres Volkes gegen den Feind, sondern *auf der Seite des Feindes gegen das eigene Volk* gekämpft.

Doch mussten auch die Tatsachen verschwiegen werden, die bewiesen, wie sehr der Kampf des ganzen ungarischen Volkes, den es auf Leben und Tod gegen die fremde Tyrannei führte, durch den Hochverrat der ungarischen Magnaten erschwert wurde und welche grosse Rolle ihr Verrat dabei spielte, dass der gerechte Kampf, den das ganze fortschrittliche Europa mit Sympathie verfolgte und für dessen Sieg die Besten der Nation ihr Herzblut gaben, schliesslich verloren ging. Noch weniger wollte und konnte unsere frühere Historiographie darauf hinweisen, dass Kossuth das ungarische Volk im Freiheitskampf und in der Revolution nicht gegen den fremden Feind hätte führen können, wäre er dem Kampf gegen die «einheimischen», inneren Feinde ausgewichen.

Darum blieb die Geschichte der inneren Gegenrevolution von 1848—49 die am wenigsten bearbeitete, die am meisten vernachlässigste Seite unseres Freiheitskampfes. Dieselben Historiker, die mit Vorliebe auf ihre wissenschaftliche «Objektivität», auf ihr «unparteiisches» Festhalten an der «historischen Wahrheit» pochten, liessen die tiefeschürfenden Feststellungen von Marx und Engels über die ungarische Revolution ganz ausser acht. Marx und Engels hielten es in ihren Darlegungen über die von ihnen so hoch eingeschätzte ungarische Revolution von 1848—49 u. a. für wichtig, als einen ihrer wesentlichen Charakterzüge hervorzuheben, dass «die ungarischen Magnaten zur Huldigung nach Olmütz eilten», als das ungarische Volk heldenhaft gegen den Feind kämpfte, dass eben die Offiziere von vornehmster Abstammung Hochverrat übten, dass eben die Aristokraten in Debrecen nicht erschienen, usw.¹ Unsere Histo-

¹ Neue Rheinische Zeitung (NRZ) vom 18. Februar und 19. Mai 1849, s. in: «Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx, Friedrich Engels und Ferdinand Lassalle». Herausgegeben von Franz Mehring. Stuttgart, 1902, Bd. III, S. 239.

riker störte es auch nicht, dass sie geflissentlich Tatsachen verschwiegen, die die österreichischen bürgerlichen Geschichtsschreiber Helfert, Friedjung, Schlitter und andere öfters besprochen hatten und auf die sie im Laufe ihrer archivalischen Forschungen sowie beim Studium der damaligen Presse wohl oder übel ständig stossen mussten.

Der Kampf des ungarischen Volkes und Kossuths gegen die Reaktion, dieses Thema fehlte in der Reihe der von der bisherigen ungarischen Historiographie aufgeworfenen Fragen, obwohl der Kampf der revolutionären und konterrevolutionären Klassen, insbesondere der Kampf der fortschrittlichen Kräfte gegen die reaktionären inneren gesellschaftlichen Kräfte einen wesentlichen Teil der Geschichte der Revolution und des Freiheitskampfes von 1848—49 darstellt, ohne dessen Kenntnis wir eine ganze Reihe wichtiger Momente dieses Zeitalters nicht erklären können.

Unsere neue marxistische Geschichtsschreibung musste und muss dieses «Thema» aufwerfen, dessen Klarlegung auch für die richtige Darstellung der Rolle Kossuths unumgänglich ist. Dies erfordern die hohen wissenschaftlichen Ansprüche an unsere Geschichtsschreibung, dies erfordert die historische Wahrheit, die in dieser Frage zahllose und unwiderlegbare historische Tatsachen nicht nur für die Gerechtigkeit des Kampfes des ungarischen Volkes von gestern aufzählen kann, sondern auch für die des Kampfes von heute, der um so vieles gewaltiger ist als die Kämpfe von 1848—49.*

Der Kampf des konservativen Hochadels gegen die Reformbewegung

In den dreissiger Jahren des vergangenen Jahrhunderts war es in der politischen Arena in der ungarischen nationalen Bewegung jahrhundertealte Tradition, der «Hofpartei», der «unnationalen» Aristokratie, die im Magnatenhaus des Ständetages die überwiegende Mehrheit besass und die höchsten Würden des Landes innehatte, mit Misstrauen zu begegnen und ihr entgegenzuwirken. Obschon dieses Misstrauen zur Zeit von István Széchenyis Auftreten nachliess, trat es später um so stärker zutage, und zwar im geraden Verhältnis dazu, wie sich der antiabsolutistische Charakter der nationalen Bewegung um immer ausgeprägtere antif feudale Züge vermehrte.

Auf den Komitatstagungen des Gemeinadels (niederer Adel), der die nationale Bewegung und die Reformbewegung unterstützte, auf den Sitzungen im Unterhaus des Ständetages entlud sich immer wieder der glühende Hass und die Empörung in heftigen Ausfällen gegen die «hochedlen Magnaten», deren abweisende Haltung die Durchführung sogar der schüchternsten, massvollsten Reformen bis zum Äussersten verzögerte, ja vielfach vereitelte. Ferenc Kölcsey

*Näheres bei *Erzsébet Andics*, Kossuth en lutte contre les ennemis des réformes et de la révolution. Stud. Hist. Hung. № 12. 1954.

beschwerte sich in seinem über den Landtag geführten Tagebuch (Országgyűlési Napló) ständig über die Wien untertänigen, «Kreuz und Schlüssel» tragender «Würdenträger», über die hohe Geistlichkeit, «die sich in Domkapiteln und in Bischofsstühlen an so gesegneten Mittags- und Abendmahlen mästet.»² Laut Kőlcsey ist in den Augen der Magnaten «die Ruhe von Millionen nicht der Rücksicht wert».³ Die Oligarchie «hat die Geschicke des ungarischen Volkes schlecht gelernt» und «wird erst am eigenen Schaden klug werden».⁴

Selbst Ferenc Deák brandmarkte öfters die unnationale Aristokratie, die an ihren Privilegien um jeden Preis festhielt. In seiner Rede vom 31. Oktober 1835 sagte er, dass sie es gewesen sei, derentwegen «auf der Diät die sehnlichsten Wünsche unserer Nation zunichte wurden».⁵ Wiederholt erklärte er, dass «der Reichtum der Nation nicht in der Erhaltung des alten Namens der Geschlechter, nicht in der Anhäufung der Werte in einigen Händen besteht», und dass «mit den Verhältnissen der Vergangenheit auch die einstmalige Bedeutung der glänzenden Geschlechter entschwindet».⁶

Noch leidenschaftlicher griff Baron Miklós Wesselényi die deutschtümelnde ungarische Aristokratie an, die «feigen und widerwärtigen Bastarde», die «eitel Prunksucht und Lechzen nach den Gnaden des Hofes» der Heimat entfremdet hatten, «die knechtische Horde hoher Herren und ihrer sie nachäffenden Lakaien».⁷

Im Spiegel ihrer eigenen Kämpfe nahm die Generation des Reformzeitalters deutlicher auch die von der Aristokratie in der Vergangenheit verbrochenen Sünden wahr. «Ihre Ahnen — schrieb Kőlcsey verbittert über die Magnaten — liessen in der Schlacht gegen Giskra Hunyadi allein... Ihre Ahnen wurden im Kampfe um die Freiheit den Fahnen Rákóczi abtrünnig.»⁸ Den Sünden der Aristokratie, «dem Dünkel und der Zwietracht der Magnaten» schrieb Gergely Czuczor die Schuld an der katastrophalen Niederlage bei Mohács (1526) zu.

«Gottesgeißel gleich sass der Herr dem Bauern im Nacken,
Und des Bauern Blut flehte die Rache herab.
Darum fällt der Richter der Welten das strafende Urteil,
Rächte bei Mohács alsbald Sünden unsrer Nation.»

(1837)

² F. Kőlcsey, Országgyűlési Napló (Landtagsjournal), Budapest, 1886, S. 213, 92, 107, 111.

³ ebd. S. 122.

⁴ ebd. S. 122, 118.

⁵ M. Kónyi: Deák Ferenc beszédei (Reden von F. Deák), Budapest, 1903, Bd. I, S. 174.

⁶ S. Rede von F. Deák gegen die Fideikomisse, gehalten am 12. Jvli 1834 auf der Kreistagung. Vgl. Kónyi a. a. O. S. 77–78.

⁷ Rede von Wesselényi über die ungarische Sprache, gehalten auf der Sitzung der Magnaten am 20. Februar 1833. Vgl. Kossuth: OT = Országgyűlési Tudósítások (Reichstagsberichte), hrsg. von I. Barta, Budapest, Bd. I., S. 182.

⁸ F. Kőlcsey: Országgyűlési Napló, S. 44.

Ist es somit verwunderlich, dass der die politische Arena betretende junge Lajos Kossuth bei seinem ersten, grösseres Aufsehen erregenden Auftreten in der Komitatsversammlung von den «schlechten Patrioten» sprach, die der Hof zu Wien «zu belohnen pfllegt», worüber Baron Miklós Vay, der Vizegespan von Zemplén, dem Kanzler Grafen Reviczky eiligst Bericht erstattete.⁹

Wie sehr der junge Kossuth von der aristokratenfeindlichen Stimmung dieser Epoche durchdrungen war, beweist auch der Umstand, dass er sich sogar nach Jahren, zur Zeit der Fehde mit der konservativen Partei darauf berief, es gebe im Lande nur zwei Parteien, und diese seien seit Jahrhunderten die «Partei der Patrioten» und die «Hofpartei».¹⁰ Selbst der Anschluss eines Teiles der Aristokratie an die Reformbewegung, der Eifer des Grafen Lajos Batthyány und seiner Gefährten auf diesem Gebiete konnten es Kossuth nicht einmal in den besten Tagen ihres Bündnisses vergessen lassen, dass sich die ungarischen Magnaten im Laufe der Geschichte der höchsten Würden des Landes für gewöhnlich im Gegensatz zu den Interessen der Nation bedient hatten. Es ist bekannt, dass Kossuth Anfang 1847 den Vorschlag Batthyánys, den leeren Stuhl des Reichspalats durch einen ungarischen Magnaten zu besetzen, ziemlich schroff zurückwies.¹¹

Doch wie antiaristokratisch seine Umgebung und die allgemeine Stimmung auch waren, in denen Kossuth aufwuchs und seine ersten Schritte als Politiker tat, so wird sein Verhältnis zu den aristokratischen Grossgrundbesitzern keineswegs durch eine traditionelle und ererbte Voreingenommenheit gekennzeichnet. In dieser Frage gelangte er zu seinem politischen Standpunkt Schritt für Schritt, auf Grund eigener politischer Erfahrungen; dies vollzog sich nicht von einem Tag auf den anderen und noch weniger in einer schnurgeraden Entwicklung. Seine «Reichtagsberichte» sind zwar durchdrungen von der Indignation über den «servilen Klüngel» im Herrenhaus, vor allem über die katholische hohe Geistlichkeit, die «jedes Mass an Servilität» übertrifft,¹² doch kommt dies kaum offen und unmittelbar zum Ausdruck. Dasselbe gilt fast in gleichem Masse von den «Munizipalberichten». Zu dieser Zeit war Kossuths nachmalig so weittönende Stimme eigentlich noch nicht zu hören. Und wenn er infolge seiner Berichte dennoch zu dem harten, beinahe tragisch endenden Konflikt mit der Wiener Regierung, bzw. was fast dasselbe bedeu-

⁹ Der Brief von Vay mitgeteilt bei Gy. *Viszota*: Gróf Széchenyi István írói és hírlapi vitája Kossuth Lajossal (Die literarische und publizistische Kontroverse des Grafen I. Széchenyi mit L. Kossuth), Budapest, 1927—1930, Bd. I., S. 17.

¹⁰ Kossuths Rede vom 17. Oktober 1847. Mitgeteilt von I. *Barta*: Kossuth Lajos összes munkái XI. k. Kossuth Lajos 1848—49-ben. I. k. Kossuth Lajos az utolsó rendi országgyűlésen 1847—48 (Sämtliche Werke von L. Kossuth Bd. XI, L. Kossuth in den Jahren 1848—49. I. Halbbd., L. Kossuth auf dem letzten Ständetag 1847—48), Budapest, 1951, S. 211.

¹¹ Darüber schreibt D. *Kosáry* in seiner Arbeit: Kossuth Lajos a reformkorban (L. Kossuth im Reformzeitalter), Budapest, 1946, S. 339. Der diesbezügliche Geheimbericht mitgeteilt bei I. *Barta*: Kossuth, S. 271.

¹² *Kossuth*: OT (s. o. Anm. 7) Bd. I., S. 112—113, 115, 169 ff.

tete, mit der ungarischen hoftreuen Aristokratie kam, so zeigt sich eben darin ein charakteristischer Querschnitt der kolonialen Lage, des absolutistischen Systems, der herrschenden feudalen Verhältnisse.

Hier müssen wir darauf hinweisen, dass in unserer historischen Literatur über das Reformzeitalter das wahre Bild der Verhältnisse und Geistesströmungen dieser Epoche sozusagen gänzlich unterschlagen wurde. Diese historische Literatur zeigt die damaligen ungarischen Verhältnisse als Idylle, sie stellt die brennendsten Fragen sowie die Menschen dieser Epoche gleichsam mit Sirup überzogen und eben darum bis zur Unkenntlichkeit verzerrt dar, obwohl dieses Zeitalter alles war, nur keine Idylle. Alle, die die kerkerhafte Enge der damaligen Verhältnisse ändern wollten, hatten es nicht mit gemütlichen, friedlichen «alten Wiener Herren» zu tun, sondern mit einen rücksichtslosen und zähen Gegner. Der jahrzehntelange, erfolglose Kampf brach seelisch Kazinczy, Kőlcsey, enttäuschte aufs tiefste Deák. Diejenigen, die sich durch das vergeblich scheinende Ringen oder durch die Korruption nicht kleinkriegen liessen, wurden in Halsprozessen auf Leib und Leben angeklagt; vielfach nur wegen einer kritischen Bemerkung, wegen einer schärferen Formulierung, denn die Geheimagenten Wiens, und wir dürfen hinzufügen, die der ungarischen Hofkanzlei und des Statthaltereirates, oft Träger sehr ehrwürdiger Namen und Titel, nicht selten Träger der Soutane, waren überall anwesend.

Als der Prozess gegen die Landtagsjugend und Miklós Wesselényi anhängig gemacht wurde, ergriff die Leute Grauen und Schrecken. «Heutzutage schwebt über dem Haupte derer, die da die Wahrheit sagen, das Schwert des Scharfrichters» — rief László Madarász¹³ auf der Generalversammlung des Komitats Fejér aus, und Széchenyi vernichtete erschreckt seine Schriften. Es gingen die Schatten der ungarischen Jakobiner um, die auf dem Schafott hingerichtet worden waren. Lovassy verfiel im Kerker dem Wahnsinn. Als Wesselényi aus der Gefangenschaft entlassen wurde, war er ein lebender Leichnam und ihm war als hätten ihm «Argwille und Gewalt die Sehnen durchschnitten.»¹⁴ Dasselbe plante mit Kossuth nicht nur Wien, sondern auch der mit Wien verbündete ungarische hoftreue Hochadel.

In unseren historischen Werken über das Reformzeitalter bleibt besonders die unmittelbare Rolle der ungarischen Grossgrundbesitzer im dunkeln, die sie bei der Verfolgung der Patrioten gespielt hatten. Dabei hatte sich diese Rolle nicht nur auf die einfache Ausführung von Befehlen der «Wiener Bürokraten» beschränkt.

Die einflussreichen, über die Regierungsgewalt verfügenden Vertreter des ungarischen hoftreuen Hochadels betrieben nachdrücklich die Verhaftung Kossuths. Dem Schwanken des Palatins Erzherzog Joseph und des Hofes traten

¹³ L. Höke: Magyarország újabbkori történelme 1815-től 1892-ig (Ungarns Geschichte in neuerer Zeit von 1815 bis 1892), Nagybecskerek, 1893, S. 99.

¹⁴ Angeführt bei D. Kosáry, a. a. O. S. 183.

insbesondere der Kanzler Graf Fidél Pálffy, der Landesrichter Graf Antal Cziráky und der zukünftige Kanzler Graf Antal Majláth entgegen und drängten auf die Verhaftung.¹⁵ Der Prozess gegen Kossuth wurde — ebenso wie vorher gegen Wesselényi — auf Grund des Gutachtens der Grafen Ádám Radviczky und György Majláth aufgenommen. Es waren die aristokratischen ungarischen Mitglieder der königlichen Tafel, Baron Miklós Vay, Graf Lipót Nádasdy, László Szógyén und andere, die in beiden Prozessen den Angeklagten schuldig sprachen. Wenn es überhaupt einen Unterschied zwischen den beiden Prozessen gab, so nur den, dass sich die hohen Herrn aus der Verurteilung des besitzlosen Advokaten Lajos Kossuth noch weniger eine Gewissensfrage machten als aus der Wesselényis. Wie László Szógyén bezeugt, rief die Verurteilung Kossuths nicht einmal eine «lebhaftere Diskussion» zwischen den hochedlen Mitgliedern der königlichen Tafel hervor. «Wir handelten völlig im Sinne des Gesetzes — schreibt Szógyén — als wir Lajos zu einer mehrjährigen Kerkerstrafe verurteilten.»¹⁶

Nach der Entlassung aus dem Gefängnis kam Kossuth, zur grössten Verblüffung der ungarischen Regierungsstellen — bekanntermassen ziemlich zufällig — zu einem Presseorgan, zum «Pesti Hírlap» («Pester Nachrichten»). Und doch hätte Kossuth trotz allem, was er in diesen Jahren durchgemacht hatte, die ungarische Aristokratie gerne im Lager der nationalen Reformbewegung begrüsst. Schon kurz nach dem Erscheinen der ersten Nummern des «Pesti Hírlap» schrieb er in diesem Blatt am 17. Februar 1841 folgendes: «Denen schon dank ihres Namens ein Betätigungsfeld offensteht, das sich andere nur mit langer, treuer Arbeit erschliessen können, den Erstgeborenen der Bürgerrechte, die zu einer selbständigeren, unabhängigeren Tätigkeit berufen sind als diejenigen, welchen der Wille und manchmal vielleicht auch das Vorurteil der Massen Schranken setzt, jener also harret eine schöne Zukunft — wenn sie es wollen. Wenn sie — wie wir davon fest überzeugt sind — dem Beispiel der enthusiastischsten unter ihnen nacheifernd, sich der Engherzigkeit, der Lieblosigkeit und des Unnationalen entledigen, wenn sie fühlen, dass Wahrheit kein Opfer ist, und wenn sie auf dem friedlichen Pfade der konstitutionellen Lebensentwicklung das vom Grün der Hoffnung umsäumte weisse Banner des weisen Fortschrittes entrollen, dann wird sie die Nation voller Vertrauen als ihre Führer anerkennen.»

¹⁵ Lajos Kossuths Vater, László Kossuth teilte den Lesern die Verhaftung seines Sohnes und ihre Umstände in der letzten Nummer der «Törvényhatósági Tudósítások» (Munizipalberichte) vom 6. Mai 1837 folgendermassen mit: «In der Nacht vom 4. zum 5. I. M., gegen 1 Uhr erschien der kgl. Prokurator in Begleitung eines Kapitäns, eines Wachtmeisters und vieler Soldaten in Zugliget, wo er (nämlich L. Kossuth) seit zwei Wochen auf ärztlichen Rat wohnte, zu seiner Verhaftung und brachte ihn nach Buda, in die Militärkaserne der Burg; dieselben begaben sich gegen 4 Uhr früh in seine Wohnung in Pest, wo sie seine Schriften und Briefschaften beschlagnahmten; — was seinen geehrten Korrespondenten, insbesondere aber den auftraggebenden gnädigen Komitaten mitzuteilen für seine Pflicht erkennt der Vater — László Kossuth.» *Törvényhatósági Tudósítások* (Munizipalberichte), Budapest, 1878, S. 323.

¹⁶ *Szógyén-Marich: Emlékiratok* (Memoiren), Budapest, 1903, Bd. I, S. 7–8.

Allerdings ist hier zu ergänzen, dass er in demselben Artikel betonte: «der Wille der Nation . . . wird sich erfüllen — mit ihnen (d. h. mit der Aristokratie — E. A.) und durch sie, wenn auch sie es so wollen, *ohne, ja gegen sie, wenn es sein muss.*»¹⁷

Auch die Diskussion des «Pesti Hirlap» mit der vom Grafen Aurél Dessewffy redigierten «Világ» («Welt») — die Diskussionen Kossuths mit Széchenyi behandeln wir bewusst nicht, obwohl sie unser Thema in mehrfacher Hinsicht berühren — liess eine gewisse Hoffnung durchblicken, dass die ungarische Aristokratie durch ihre Macht und ihren Einfluss der nationalen Sache zum Nutzen gereichen könnte. Kossuth äusserte sich mehrmals dahingehend, dass der Wettstreit der beiden Blätter «der ungarischen Journalistik einen nützlichen Antrieb geben wird . . . wir wollen uns geehrt fühlen — schreibt er —, dass wir berufen sind, das Kampfspiel des geistigen Turniers mit einem so wackeren Ritter (nämlich mit dem Grafen Aurél Dessewffy) auszufechten».¹⁸

Kossuth war bemüht, den Angriff Dessewffys und seiner Anhänger zu mässigen. Er machte den «Világ» darauf aufmerksam, dass er «die Wunden nicht aufreissen möge, die in der Obhut der pflegenden Hände des Vertrauens zwischen Nation und Regierung beinahe schon verharscht sind.»¹⁹ Und an einer anderen Stelle schreibt er: «Die Söhne des vielgeprüften, von vielen Gefahren umlauerten, armen ungarischen Vaterlandes sollten zwar Wettkämpfer, doch keine Feinde sein; jenen steht nur der edle Wettstreit, der Kampf nur diesen zu.»²⁰

Hatte der Redakteur des «Pesti Hirlap» mit der feudalen Aristokratie einen «edlen Wettstreit» erhofft, der «dem Vaterland nur Gewinn bringen kann», so erwiesen sich diese seine Hoffnungen als unberechtigt. Im Juni 1844 stellte er rückblickend auf die vergangenen dreieinhalb Jahre in seinen «Abschiedsworten des Redakteurs» fest: «Vom offenen Angriff, von der systematischen pechschwarzen Verdächtigung, von der absichtlichen Missdeutung bis hinab zur schmutzigsten Verleumdung gab es keine Waffe, die nicht gegen mich geführt worden wäre.»²¹ Zu dieser Zeit schrieb er an Wesselényi: «Du weisst es, wie viele tausende von Ungeheuern sich mir in den Weg stellten.»²²

¹⁷ PH = Pesti Hirlap (Pester Nachrichten), Nr. vom 17. Februar 1841. «Hivatás» (Berufung). Auszeichnung von mir — E. A.)

¹⁸ PH (s. o. Anm. 17) Nr. vom 16. Oktober 1841. «Polémia» (Polemik). Bezeichnend ist die Plumpheit, mit der Aurél Dessewffy auf die noble Erklärung Kossuths antwortete: «Ob mir der Redakteur des Hirlap auf diesem Felde des Debattierens begegnet oder nicht, das war von jeher nicht meine Sorge; denn ich war immer schon der Meinung und bin es auch heute, dass er, wenn es ihm sein eigenstes Interesse gebietet, mir sicherlich begegnen wird; wenn nicht, so wäre es für ihn nicht ratsam, mich zu befenden.» (Világ Nr. vom 30. Oktober 1841, S. 369 «Offener Brief»).

¹⁹ PH, (s. o. Anm. 17) Nr. vom 13. November 1841, «Viszonzás» (Antwort).

²⁰ PH, Nr. vom 18. November 1841, «Viszonzás» (Antwort) II.

²¹ PH, Nr. vom 30. Juni 1844.

²² Der Brief mitgeteilt bei F. Kossuth: Kossuth L. Iratai (Schriften von L. Kossuth), Budapest, I—XIII, 1880—1911, Bd. XIII. S. 356.

Dabei ist nicht zu vergessen, dass in den Jahren, als der «Pesti Hirlap» erschien, zahlreiche Reformvorschläge, politische und wirtschaftliche Forderungen Kossuths erst im Keimen begriffen waren. Er selbst hat diese Jahre folgendermassen charakterisiert: «Ich gab mich mit der Hälfte der Ideen, mit einem Viertel der Wahrheit zufrieden — da ich bei mir dachte: vielleicht kommen noch bessere Zeiten.»²³ Doch auch so war jeder seiner Artikel, der im «Pesti Hirlap» erschien, ein Angriff gegen die kolonialen und feudalen Schranken des Landes. Diese Schranken griff er nicht bloss in seinen Abhandlungen an, in denen er für «freien Grund und Boden» eintrat («wie immer auch die feudale Opposition darüber krähen möge»), für die Abschaffung des Pfarrzehnts, für die Bürgerrechte der Städte, für die Eisenbahnen, für die Volksvertretung, für die allgemeine Steuerverpflichtung und für die Gewerbevereine, sondern auch dann, wenn er eine bessere Strassenbeleuchtung verlangte, mehr Krankenhäuser und Kindergärten oder besseren technischen Unterricht, wenn er sich über die Riesenzahl der auf den Strassen erfrorenen und verhungerten Kinder empörte, über die barbarische Rechtsprechung, über das wüste Treiben der «kleinen Potentaten», über die «grobe Unwissenheit». Welche Teilprobleme, welchen scheinbar kleinen Missstand er auch immer behandelt: er zeigt tausenderlei Übel auf, die sich zwangsläufig daraus ergeben, dass sich das unglückliche Land nicht der Fesseln des Feudalismus zu entledigen vermag.

Kossuth war ein Meister der hohen Publizistik, die den Leser «in einem einzigen Tropfen das ganze Meer» erblicken lässt. Wie kein anderer wusste er es aufzudecken, dass die kleinen Widersprüche des Alltags mit dem grossen grundlegenden Widerspruch der ungarischen Gesellschaft: mit den würgenden feudalen Verhältnissen organisch verbunden waren. Es möge diese seine Gabe hier beispielsweise durch seine Reflexionen veranschaulicht werden, die er 1843 im «Pesti Hirlap» über die in Pest veranstaltete Gewerbeausstellung veröffentlichte. An die Ausstellung anknüpfend warf er hier keine geringere Frage auf, als die der «Schwierigkeiten der Industrie» in Ungarn und ihrer «Remedien», wobei er keineswegs auf dem Gebiet der Industrie verblieb, sondern die Frage auf dem grundsätzlichen Niveau der Landespolitik, ja darüber hinausgehend vom Blickpunkt des allgemeinen nationalen Fortschritts erörterte.

«Mehr, aber gute Schulen, weniger Schnapsbrennereien und Ausschänke, und das Volk würde nicht verschulden, würde nicht jahrelang aller zu erwartenden Ernten beraubt werden; und es hätte eine höhere Moral und wäre mit grösserem Eifer um ehrliche Arbeit bemüht. Und wenn liberale Gesetze alle öffentlichen Verhältnisse dieses Landes und seiner Einwohner übereinstimmend und geziemend ordnen; wenn die Sicherheit der Person und des Besitzes, sowie der ehrbare bürgerliche Stand und Beruf aller Einwohner vom Gesetze feierlich gewährleistet sind und beides nicht bloss vom schwankenden Wohlwollen der

²³ PH, Ende 1843, «Kiábrándulás» (Desillusion).

Beamten der Exekutive abhängt, mit einem Worte: wenn man im Menschen den Menschen ehret, wenn die Freiheit, und zwar die Freiheit für alle vom Gesetz gesichert wird, und was das Gesetz zusichert, nicht einer masslosen Unordnung zum Opfer fällt, ja nicht fallen kann: d a n n und nur dann sind der Aufschwung der Fabrikindustrie und der Segen möglich, den sie denen, die sie betreiben, zu bringen pflegt.»²⁴

Es waren die sogenannten «Neokonservativen», die gegen den «Pesti Hirlap», der die feudalen Verhältnisse blossstellte, «vom offenen Angriff... von der pechschwarzen Verdächtigung... bis zur schmutzigsten Verleumdung» alles in Bewegung setzten. Die Neokonservativen, insbesondere ihr Führer, Graf Aurél Dessewffy, richteten ihr hauptsächlichstes Augenmerk auf den ständigen Kampf gegen den «Pesti Hirlap». Laut Mihály Horváth kannte Dessewffy «keine wichtigere Aufgabe», als gegen die Richtung des «Pesti Hirlap» in die Schranken zu treten. Dessewffys Bestrebungen — schreibt Mihály Horváth — zielten darauf ab, die Oppositionspartei zu spalten und Kossuth zumindest bei einem Teile der Anhänger um sein Ansehen als Führer zu bringen.»²⁵ Um den Einfluss von Kossuths «Pesti Hirlap» wettzumachen, gründeten die Neokonservativen im Sommer 1841 ebenfalls ein kämpferisches Tageblatt und bestellten zu seinem Schriftleiter den Führer der Neokonservativen, den Grafen Aurél Dessewffy. Die Hauptambition Aurél Dessewffys zu dieser Zeit war, mit dem «Világ» ein Blatt herauszugeben, das vor allem ein Anti-Pesti-Hirlap sein sollte, wie denn die Neokonservativen im allgemeinen nicht nur hinsichtlich der Schlagwörter, sondern auch hinsichtlich der Methoden bemüht waren, sich des «Arsenals» der Reformbewegung zu bedienen, die Opposition mit ihren eigenen Waffen zu schlagen.

Wer waren die «Neokonservativen», die der Reformbewegung einen erbitterten Kampf bis aufs Letzte ansagten? Welche Ziele verfolgten sie?

Die offizielle Geschichtschreibung, insbesondere die reaktionäre geistesgeschichtliche Richtung der gegenrevolutionären Epoche wertete die Neokonservativen, die Anhänger Dessewffys, als gemässigte Konzervative, oder — wie sie sich damals selber nannten — «vernünftige Fortschrittler». Die Historiker der geistesgeschichtlichen Schule störte der offensichtliche Widerspruch in keiner Weise, dass es die Neokonservativen waren, die am schonungslosesten, «in erster Linie», gegen die Reformbewegung kämpften. Wie denn auch Kossuth unleugbar weder Zeit noch Mühe scheute, die Neokonservativen zu bekämpfen, ihre Anschauungen zu widerlegen und ihre politische Tätigkeit vor der öffentlichen Meinung der Nation zu entlarven. Unsere Historiker der geistesgeschichtlichen Schule stellten die Neokonservativen als Fortschrittler

²⁴ PH, Nr. vom 22. Oktober 1843 «Műipar akadályai és ellenszerek» (Die Schwierigkeiten der Industrie und deren Abhilfe).

²⁵ M. Horváth: Huszonöt év Magyarországi történetéből 1823-tól 1848-ig (Fünfundzwanzig Jahre aus Ungarns Geschichte, 1823—1848), 2. Auflage I—II Pest 1868, Bd. II, S. 68, 78.

hin, um auch dadurch zu beweisen, dass Kossuth gegen Windmühlen gefochten habe, als er sie befehdete. Kossuth habe nicht den Fortschritt gegenüber der Reaktion vertreten, sondern irreale romantische Vorstellungen, die den Erfordernissen des wirklichen Lebens nicht entsprochen haben. Durch die Einstellung der Neokonservativen als «vernünftige Fortschrittler» sollte u. a. bewiesen werden, dass Kossuths ganze Tätigkeit vom Blickpunkt unserer Nationalgeschichte unvernünftig, ja schädlich war.

Im Gegensatz zu all diesen Deutungen handelte es sich jedoch in Wirklichkeit darum, dass in den dreissiger und besonders in den vierziger Jahren des vergangenen Jahrhunderts die offensichtliche Unvermeidbarkeit der bürgerlichen Entwicklung, das rapide Anwachsen der Reformbewegung und nicht zuletzt die zielbewusste, immer breitere Schichten mobilisierende Tätigkeit Kossuths die jüngeren, regsameren, man könnte sagen: moderneren Vertreter der ungarischen aristokratischen Grossgrundbesitzer zur Verteidigung der feudalen Institutionen auf den Plan rief; diese jüngeren Vertreter des Hochadels waren im Gegensatz zu den «alten Herrn» bemüht, dem Sturme zuvorzukommen und noch beizeiten die entsprechenden Schutzdämme zur Verteidigung ihrer Privilegien, ihres Besitzes und ihrer Machtpositionen zu errichten. Jede Nummer des «Világ» war seit dem Artikel, den der neue Schriftleiter Aurél Dessewffy am 18. August 1841 zum Geleit geschrieben hatte, ein lauter Alarmruf, um die Reihen all derer fester zu schliessen, die an der Aufrechterhaltung der feudalen Institutionen interessiert waren. «Seid auf der Hut, Begüterte!» «Wir stehen am Wendepunkt!»²⁶ — so begrüßte der konservativ gewordene «Világ» seine Leser. «Wir müssen erwachen, solange es noch Zeit ist, damit es uns nicht so ergehe wie den 300 Millionen Chinesen gegen die 12 000 Engländer. Seien wir einig, halten wir zusammen . . . stellen wir uns dem Angriff mit gleicher Waffe und Entschlossenheit . . . verteidigen wir standhaft unsere Prinzipien, unsere Verfassung, unseren Besitz.»²⁷ Das war die Mobilmachung der Kräfte der feudalen Reaktion. In diesem Sinne sagte der «Világ» der «Afteraufklärung»²⁸ den «vom Freisinn Trunkenen»²⁹ dieser Epoche den Kampf an.

Worin sah die Tageszeitung der Neokonservativen vor allem die Gefährlichkeit der Reformbewegung? Darin, dass «sie das Feuer anmassender Wünsche *im Herzen des Volkes* entfachen könnte.»³⁰ «Die Freisinnigen . . .» von der Erweckung «der Massen . . . zurückzuscheuchen: dies ist unsere vordringliche Aufgabe»³¹ bekannte der «Világ». Darum beanständete er «die hundert und aberhundert Vorschläge» des «Pesti Hirlap», sowie dass er «dem Donner gleich

²⁶ Világ, Nr. vom 21. August 1841, S. 267, Nr. vom 18. August S. 263.

²⁷ Világ, Nr. vom 30. Oktober 1841, S. 372.

²⁸ Világ, Nr. vom 13. Oktober 1841, S. 339.

²⁹ Világ, Nr. vom 20. Oktober 1841, S. 352.

³⁰ Világ, Nr. vom 16. Oktober 1841, S. 344 (Auszeichnung von mir — E. A.)

³¹ Világ, Nr. vom 27. Oktober 1841, S. 362 «Polémia (Polemik) II».

in den Ohren der Begüterten liege», dass er «den vormalis in sein Schicksal ergebenen Unglückseligen unzufrieden und unruhig macht.»³² «Unter solchen Umständen ist es ratsam, dass wir auf der Hut sind»³³ — schrieb das Blatt der aristokratischen Grossgrundbesitzer.

Eine der Hauptanschuldigungen Dessewffys und seines Kreises gegen den «Pesti Hirlap» war, dass «er jeden einzelnen Leidenden als ein Opfer des sozialen Systems hinstellt».³⁴ Sie beanstandeten «den ständigen Tadel»³⁵ und betonten, er (der «Világ») wolle sich im Gegensatz zum «Pesti Hirlap» «hüten vor jedem gefühlsduselnden Jammergeschrei», sich hüten «die geschwürigen Glieder der Bettler herzzerreissend zur Schau zu stellen»³⁶; sie wollen aus ihrer Zeitung «kein Sammelsurium von Gerüchten und Gerüchtlein» machen, «nicht jeden Kellner, der einen Nasenstüber erhalten, jeden frechen Fiaker, verschlagenen Bademeister, losen Schusterjungen ans Licht der Sonne zerren.»³⁷

Das Aufzeigen der alltäglichen, wenn auch noch so kleinen, aber konkreten Tatsachen der empörenden Wirklichkeit in den Spalten des «Pesti Hirlap», das war es, was die Neokonservativen besonders beunruhigte. «Wer gab je einem Redakteur das Recht, sich in die häuslichen Angelegenheiten und Missstände einzelner Familien oder einzelner Komitate . . . hineinzumischen.»³⁸ Diese Tätigkeit des «Pesti Hirlap» war denn auch wahrhaftig völlig neu und zeitigte tiefgehende Wirkungen. Das energische Reagieren des «Pesti Hirlap» auf jeden Übelstand und Missbrauch wurde vor allem durch die lokalen Korrespondenten (in den Komitaten) ermöglicht,³⁹ auf Grund ihrer Berichte enthüllte die Zeitung in höchst konkreter Form sowohl die häufigen Korruptionsfälle in der Komitatsverwaltung als auch die Willkürakte der Patrimonialgerichte, die grauenhaften Zustände in den Gefängnissen, die elende Lage des Schulwesens, die institutionelle Vernachlässigung der Pflege der ungarischen Sprache, die unglaublich schlechte Lage der Arbeiter, die jeder selbtherrlichen Gewalttätigkeit ausgeliefert waren. Der «Pesti Hirlap» berichtete darüber, dass «die Verwalter die Gesindeleute und im allgemeinen die Beamten das Volk prügeln»,⁴⁰ er berich-

³² Világ, Nr. vom 24. November 1841, S. 416, L. Czindary: Magtár-javaslatom (Mein Kornspeicher-Vorschlag).

³³ Világ, Nr. vom 16. Oktober 1841, S. 344, A szerkesztő megjegyzése (Bemerkung des Redakteurs).

³⁴ Világ, Nr. vom 25. September 1841, S. 309. A. Dessewffy: «Pesti Hirlap és Kelet Népe közti vitály» (Die Polemik zwischen «Pester Nachrichten» und «Volk des Ostens»).

³⁵ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 276. «Megtérés és megváltás» (Vergütung und Ablösung), Artikel von A. Dessewffy.

³⁶ Világ, Nr. vom 25. August 1841, S. 273, «Felszólítás levelezőinkhez» (Aufruf an unsere Korrespondenten).

³⁷ Világ, Nr. vom 11. September 1841, S. 291, «Névtelenség» (Anonymität), Artikel von A. Dessewffy.

³⁸ Világ, Nr. vom 25. August 1841, S. 272, «Inquisitio».

³⁹ Der «Pesti Hirlap» hatte hierfür eine eigene, ständige Spalte: «Vidéki leváltárca» (Briefe aus der Provinz).

⁴⁰ PH, Nr. vom 1. Mai 1841, S. 288, «Vidéki leváltárca. Szentes» (Briefe aus der Provinz, Szentes), Kossuths Bemerkung.

tete von «der nationalen Gefahr», «des Seelenschachers»⁴¹ und veröffentlichte «schmerzlich entrüstet» Berichte über die gesetzwidrige Schikanierung und Brandschatzung der Juden⁴² usw. Diese Stellungnahmen des «Pesti Hírlap» formten die öffentliche Meinung⁴³. Gegenüber der «Rechthaberei» von Kossuths Zeitung verkündete das Blatt des Hochadels den «Frieden»: «Friede sei, meine Herren, Friede im Lande, im Komitat, in der Stadt, im Dorf, im Gasthof, im Haus und im Busen, Friede überall und allorts.»⁴⁴

Es ist nur allzu verständlich, dass es in erster Linie Kossuth war, den Aurél Dessewffy und seine Gesinnungsgenossen um jeden Preis und mit ganzer Kraft zu «knebeln» suchten; die unablässigen Angriffe gegen Kossuth und den «Pesti Hírlap» waren das hauptsächliche und fast ausschliessliche Thema des «Világ». Kossuth war laut der Konservativen der «ungarische Torquemada». Er leite «die ungarische öffentlich-politische Inquisition», von ihm rühren die «inquisitorischen, verdammenden Autodafés» her, die «der Achtung und Ehre . . ., die jeder Bürger den Behörden schuldet, Abbruch tun».⁴⁵ Ihn, «den Chef der Popularität» sprach der «Világ» dafür schuldig, dass im Lande «die Frage der Fronrenten immer und ewig aufgeworfen wird», «die Klasseninteressen aufs äusserste zugespitzt sind, die Religions- und Meinungstoleranz verbannt ist und man bereits an das 'meum'⁴⁶ rührt».⁴⁷ Sie verkündeten, vor allem

⁴¹ PH, Nr. vom 27. Februar 1841, S. 131, «Nemzeti veszély» (Nationale Gefahr).

⁴² PH, Nr. vom 3. Februar 1841, S. 75, «Vidéki levéltárca. Győr» (Briefe aus der Provinz, Győr); Nr. vom 24. April S. 271, «Királyi városok köréből, Kassa» (Aus den königlichen Städten, Kassa).

⁴³ Infolge der Enthüllungen des PH mussten die zuständigen Behörden vielenorts gegen die Fälle von Missbrauch auftreten, sie einschränken. In diesem Zusammenhang liefen bei der Redaktion oft anerkennende Briefe ein. Der eine Lokalkorrespondent z. B. «kann mit Vergnügen melden» (PH, Nr. vom 21. Juni 1841) dass, dank der Stellungnahme des PH, die beim Bau des Hauses des Grafen Nákó angestellten Kinder «nicht mehr gepeitscht werden», PH, S. 486, «Fővárosi Ujdonságok» (Neuigkeiten aus der Hauptstadt). Ein anderer Korrespondent berichtet, dass der Pesti Hírlap über «die Missbräuche mit dem Blutbann» auf dem Gut Berencs im Komitat Nyitra «nicht nur Wahres, sondern sogar zu wenig mitgeteilt habe», wie dies aus der eingeleiteten Untersuchung hervorging (Nr. vom 18. August, S. 555, «Vidéki levéltárca, Szenice», Briefe aus der Provinz, Szenice). Doch wies der Pesti Hírlap nicht nur auf die Missstände hin, sondern machte auch konkrete Vorschläge darüber, wie sie im ganzen Lande institutionell zu beheben seien. Eine Reihe wirtschaftlicher Vorschläge bezweckte die Bekämpfung «des tagtäglich in beängstigendem Masse wachsenden Pauperismus». (PH, Nr. vom 11. August 1841, S. 533 «Közlekedés» [Verkehr]). Des Blatt drängte auf «obligatorische Massnahmen», «hinsichtlich des Schulbesuches der Jugendlichen» (PH, Nr. vom 14. August 1841, S. 543) «Babona és kuruzslás II.» (Aberglaube und Kurpfuscherei) (Auszeichnung von mir — E. A.) und hielt es für unerlässlich, dass «die Zahl der Ärzte und Chirurgen auf dem Lande vermehrt werde» (ebd.). Es verlangte, dass «ein landesgültiges Gesetz die Gesindeordnung festsetzen möge» (PH, Nr. vom 15. Mai 1841, S. 323 «Bot for ever» [Prügel for ever] usw.

⁴⁴ Világ, Nr. vom 18. August 1841, S. 265, «Székesfehérvárról». A szerk. megjegyzése (Aus Székesfehérvár, Bemerkung des Redakteurs).

⁴⁵ Világ, Nr. vom 25. August 1841, S. 271—272, «Inquisitio vagy is magyar Torquemada» (Inquisition, das heisst ungarischer Torquemada).

⁴⁶ «meum» — so viel wie «das Meine», d. h. der Besitz.

⁴⁷ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 276 «Megtérés és megváltás» (Vergütung und Ablösung).

gegen Kossuth gewandt, dass es «notwendig ist, unbeirrt und wirkungsvoll Gegenmassnahmen zu treffen».⁴⁸

«In den Prinzipien Lajos Kossuths gibt es keine Einheitlichkeit, noch weniger Klarheit» — schrieb Aurél Dessewffy im «Világ»⁴⁹, seine Methode ist die «Mystifikation».⁵⁰ Als der «Világ» von der «hirnverbrannten Publizistik», von dem «marktschreierischen Führer» usw. schrieb, dann war dies immer auf die Person Kossuths gemünzt. Die Neokonservativen und namentlich der «Világ» Dessewffys waren die Urheber der verleumderischen, Kossuth-feindlichen Legende, derzufolge Kossuth mit leeren und grossen Worten um sich werfe, von den aufgeworfenen Fragen nichts verstehe, seine Pläne Traumbilder seien, und dass es demnach für die Nation keine grössere Gefahr gebe, als auf ihn zu hören. «Verspricht er Millionen, so können wir vielleicht einen Gulden erhoffen. Und verspricht er von einem Prinzip das Glück der Nation, so wollen wir es ihm wohl glauben, dass sich daraus das Glück seiner zehn bis zwanzig Parteigänger ergäbe.»⁵¹

Die Neokonservativen sahen in Kossuths Vorstoss das Vordringen jener Adelschicht, die sich, von der Scholle bereits weitgehend losgerissen, ihren Lebensunterhalt in einem Berufe der bürgerlichen Intelligenz erwarb und die dem feudalen Besitz und im allgemeinen den feudalen Institutionen verständlicherweise weit loser verbunden war als die mit vielen tausend Joch Ländereien begüterte, über jeweils mehrere hundert Hörige verfügende Aristokratie; die auf dem Gebiete der Liquidierung des Feudalismus und des Ausbaus einer bürgerlichen Ordnung viel weiter zu gehen gewillt war als der reiche Hochadel. Tatsächlich wurde in den vierziger Jahren des 19. Jahrhunderts diese immer mehr bürgerliche, radikale Adelschicht, die sich auf die Honoratioren, auf einen Teil des städtischen Bürgertums, auf die sich verbürgerlichenden Elemente des Bauerntums (Ackerbürger) usw. stützte, sowohl in den Komitaten als auch in den landumfassenden politischen Bewegungen und in der Presse tonangebend. Infolge dieser Entwicklung verliess die Oppositionsbewegung immer bewusster den Weg der unfruchtbaren Beschwerdepolitik gegen Wien, nahm immer entschiedener einen antifeudalen Charakter an und wurde zum Wegbereiter der bürgerlichen Entwicklung. Diese Adelschicht zurückzudrängen und innerhalb der Reformbewegung Kossuth von seiner Führerstellung, die sich immer deutlicher abzeichnete, zu entfernen, ihn vom begüterten Gemeinadel zu isolieren und dadurch die Einheit der Reformbewegung zu unterwühlen, ihre Bedeutung einzuengen und sie schliesslich zu vereiteln — dies war die grundlegende politische Zielsetzung der Neokonservativen.

⁴⁸ Világ, Nr. vom 25. September 1841, *A. Dessewffy* «Pesti Hírlap és Kelet Népe köztí vitály» (Die Polemik zwischen «Pester Nachrichten» und «Volk des Ostens»).

⁴⁹ Világ, Nr. vom 1. September 1841, S. 280, Bemerkung des Redakteurs.

⁵⁰ Világ, Nr. vom 22. September 1841, S. 307 «Észrevétel» (Bemerkung).

⁵¹ Világ, Nr. vom 27. Oktober 1841, S. 361 «Polémia II» (Polemik II.).

Die adeligen Mittelgrundbesitzer übten nämlich in Wirklichkeit einen weit grösseren Einfluss aus, als ihrem Zahlenverhältnis entsprochen hätte. Sie spielten in den Komitaten und demzufolge im Unterhaus des Landtages eine entscheidende Rolle. Wer diese Schicht hinter sich hatte, der hielt diese wichtigen Organe des politischen Lebens im damaligen Ungarn in der Hand. Wenn es den Konservativen gelungen wäre, den begüterten Adel von der Reformbewegung zu trennen und auf die eigene Seite zu bringen, so hätte dies die Unterstützung der Politik Wiens durch die Mehrheit der Komitate und des Unterhauses bedeutet. Diese Bemühungen waren Kossuth zweifellos nicht entgangen, und seine damalige «Vorsicht» lässt sich wohl grösstenteils auch durch diesen Umstand erklären.

Hierbei ist zu bemerken, dass die Absicht der Neokonservativen, diese beiden Flügel des Adels einander gegenüberzustellen, nicht gewisser realer Möglichkeiten entbehrte: zwischen den verschiedenen Schichten des Gemeinadels gab es trotz ihrer gemeinsamen Interessen auch gewisse abweichende Bestrebungen, ja sogar Gegensätze.

Um den begüterten Adel zu gewinnen, bedienten sich die Neokonservativen verschiedener politischer Manöver: sie stellten die Fragen in den Vordergrund, die die adeligen Mittelgrundbesitzer von den Besitzlosen trennten und sie den aristokratischen Grossgrundbesitzern näherbrachten; sie waren bemüht, die Sorge um ihre Güter, die Angst vor den Ansprüchen des Bauertums, die Befürchtung einer allzu weitgehenden Liquidierung der feudalen Rechte und Institutionen zu steigern. Ebenfalls zur Gewinnung der adeligen Mittelgrundbesitzer betonten die Neokonservativen immer wieder, dass auch sie selbst nicht starr am Alten festhalten und die Notwendigkeit gewisser Änderungen einsehen, dass auch sie Fortschrittler, jedoch bedachtsame, «vernünftige Fortschrittler» seien.

Das Presseorgan der Konservativen hetzte den begüterten Adel bewusst gegen die «Volksfreunde» auf, die sich um den «Pesti Hírlap» scharten. Die Begüterten «sind im Kreise der Volksfreunde nur toleriert» — behauptete der «Világ». «Das Ziel des Volksfreundes ist es, dem Volke den Besitzerwerb . . . zu erleichtern . . . Er wird niemals der Freund des Begüterten sein, selbst dann nicht, wenn jetzt alle seine erdenklichen Prinzipienwünsche in Erfüllung gingen.»⁵² Ein anderes Mal spottet die neokonservative Zeitung darüber, dass «das patriotische Feuer diejenigen am meisten zur Forderung von Opfern antreibt, die nichts zu opfern haben».⁵³ Aus solchen Leuten bestehe «die Partei des 'Pesti Hírlap', von der der «Világ» offen verkündete, dass sie die Vertretung «der Nichtvermögenden» sei,⁵⁴ «die Fraktion» der Unbemittelten,

⁵² Világ, Nr. vom 23. November 1841, S. 392, «Bihari közgyűlés» (Generalversammlung des Komitats Bihar). Bemerkung des Redakteurs.

⁵³ Világ, Nr. vom 27. Oktober 1841, S. 366, «Népszersűség» (Volkstümlichkeit).

⁵⁴ Világ, Nr. vom 10. November 1841, S. 389, «Népszersűség» (Volkstümlichkeit).

die diejenigen «Besitzlosen» vereinige, «die nicht arbeiten wollen, sondern sich alles von den Wirren erhoffen . . . durch eine Änderung nur gewinnen können —, und dies ist die gefährlichste Sekte».⁵⁵

Den «Volksfreund» Kossuth apostrophierte das Presseorgan der hohen Aristokratie als «Habenichts». Ungarn sei ein «aristokratisches Land» und deshalb möge ein «Habenichts . . . in Besitzfragen nicht als Aufwiegler auftreten . . . Es ist eine unverzeihliche politische Sünde, dass ein Habenichts gegen Begüterte agitiert». «Auch ist es für die Habenichtse ratsam, manchmal zu schweigen oder zumindest nicht in Leitartikeln zu hetzen: dass es — da uns Habenichtse der Zufall mit keinen Besitz bedacht hat — . . . geradewegs nur uns zusteht, diejenigen zu mahnen, zu kommandieren und zu schulmeistern, denen das 'blinde Schicksal' . . . vieles zugeschanzt hat.»⁵⁶

Wie verfiel denn «Herr Lajos Kossuth, der verehrte Mann des Volkes» auf den Gedanken, warf das Blatt des Grafen Aurél Desseffy höhnisch die Frage auf, dass er «in der öffentlichen Meinung zu einer führenden Rolle berufen sei? Wie vermochte er, wenn er, den Stand seiner Person mit der aristokratischen Lage unseres Vaterlandes vergleicht, vernünftigen und taktvollen Sinnes auch nur zu hoffen, dass es ihm gelingen könnte, durch Preetiraden die Nation zu einigen, zur Einigung zu bewegen?». . . «Kossuth ist bei der intelligenten und einflussreichen Mehrheit unserer Nation keineswegs volkstümlich»⁵⁷

Kossuth und seine Parteigänger, oder wie sie vom «Világ» genannt wurden, die Partei des «Pesti Hirlap» kennzeichnet «die Jagd nach Volkstümlichkeit, Selbstsucht und Eigennützigkeit».⁵⁸ Sie betreiben die «verrückten Reformen», «die ständigen Umwälzungen», «die in der blossen Phantasie ausgeheckten» Neuerungen.⁵⁹ Sie sind die «dahinrasenden, wütenden, ungelerten Gruppen», die «sich als Führer aufspielenden Individuen», denen es zu verdanken ist, dass tagtäglich «gegen die bestehenden Interessen immer lebhaftere und immer erbittertere Drohungen laut werden, auf eine ganze Klasse bezogen von Sein oder Nichtsein geredet und offen der Wunsch ausgesprochen wird . . . der Herrgott möge die Komitate von den Grossgrundbesitzern befreien».⁶⁰ Ihre Schuld sei es, dass «das Verlangen nach dem Besitz anderer, der Hass gegen die in unserer gesellschaftlichen Form unentbehrliche Hierarchie einen beachtlichen und schädlichen Einfluss auszuüben beginnt».⁶¹

⁵⁵ Világ, Nr. vom 30. Oktober 1841, S. 372, «Népszerűség» (Volkstümlichkeit).

⁵⁶ Világ, Nr. vom 20. Oktober 1841, S. 354, «Népszerűség s arról elműkedés . . .» (Volkstümlichkeit und Meditationen darüber . . .).

⁵⁷ ebd. S. 353.

⁵⁸ Világ, Nr. vom 10. November 1841, S. 390, «Népszerűség» (Volkstümlichkeit).

⁵⁹ Világ, Nr. vom 4. Dezember 1841, S. 437, «A reformokról» (Über die Reformen).

⁶⁰ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 276, «Megtűrés és megváltás» (Vergütung und Ablösung); Nr. vom 24. November 1841, S. 413, «Nyilatkozat és igazolás» (Erklärung und Bestätigung).

⁶¹ Világ, Nr. vom 17. November 1841, S. 398, «Idűszaki sajtű hivatása» (Die Aufgabe der Periodica).

Ihnen gegenüber bekannte sich Aurél Dessewffy im «Világ» offen zur Betreibung der «*Vertrauensschädigung*».⁶²

Der «Világ» erklärte es für unerträglich, dass «in einem beträchtlichen Teil der Komitate die Leitung der öffentlichen Angelegenheiten in der Hand derer ist, die die materiellen und geistigen Kräfte der Komitate nicht nur nicht vertreten, sondern zu ihnen sehr häufig in ausgesprochenem Gegensatze stehen».⁶³ Die Konservativen erachteten es als ihre Aufgabe, dass «die Frage des Fortschritts in die entsprechenden Bahnen zurückgeleitet werden, die Führung in sicheren und reinen Händen bleibe, die *Frage der Opfer von denjenigen entschieden werde, die Opfer bringen*».⁶⁴ Das war eine deutliche Sprache.

Wer sind die Leute, bei denen laut Dessewffy «die Führung in sicheren und reinen Händen bleibt» und «die Fragen des Fortschritts in die entsprechenden Bahnen zurückgeleitet werden?» Die gemässigt liberalen Vertreter der Gross- und Mittelgrundbesitzer, vor allem Graf István Széchenyi und Ferenc Deák. Sie wurden von Aurél Dessewffy «die verlässlichen und ehrbaren Häupter der konstitutionellen Opposition genannt, bei denen er «die Führung der nationalen Bewegung in sicheren Händen weiss»⁶⁵, mit denen er «zusammenzuarbeiten bereit sei».⁶⁶ Vom Standpunkt der feudalen Reaktion hatte Dessewffy die Lage zweifellos mit guter politischer Einfühlungsgabe erfasst, als er darauf hinsteuerte, dass die Führung der Opposition aus Kossuths Händen in die Széchenyis und Deáks übergehe.

Das Presseorgan der Konservativen posaunte Lobeshymnen auf die gemässigten Liberalen. «Wer kennt nicht Pál Nagy, Pázmándy, die beiden grossen Brüder, die Engel von Zala, den im Dichterfluge übertreibenden (sic !) aber engsgleich reinen Kölcey, den hitzigen Prónay und noch viele andere, deren Namen jeder dankbare Bürger achtungsvoll nennt und die der Genius des Vaterlandes in das Gedenkbuch eingetragen».⁶⁷ Die Konservativen verkündeten laut und vernehmlich, dass sie die Führung der Nation ebenso beru-

⁶² Világ, Nr. vom 24. November 1841, S. 413, «Nyilatkozat- és igazolás» (Erklärung und Bestätigung).

⁶³ Világ, Nr. vom 17. November 1841, S. 398, «Időszaki sajtó hivatása» (Die Aufgabe der Periodica).

⁶⁴ ebd. (Auszeichnung von mir — E. A.)

⁶⁵ Világ, Nr. vom 24. November 1841, S. 413, «Nyilatkozat és igazolás» (Erklärung und Bestätigung).

⁶⁶ Világ, Nr. vom 23. Oktober 1841, S. 355, «Polémia I» (Polemik I.).

⁶⁷ Világ, Nr. vom 17. November 1841, S. 398, «Politikai osztályzatok II. Oppozicio» (Politische Gruppen II. Opposition), oder an einer anderen Stelle: «Wir kennen sehr gut die gemässigte 'liberale Fraktion', die sich aus den Gewählten der gesetzmässigen Opposition gebildet . . . die die Achtung eines jeden Ungarn erworben hat. Wir kennen sehr wohl auch die andere, 'freisinnige' Fraktion, deren Ziel es ist, Hindernisse in den gesetzlichen Weg der Regierung und der Obergespane zu stellen, die bei ihren Lustbarkeiten, bei ihren Sympathiedemonstrationen die Marseillaise spielen lässt, die mit den Millionen droht, die hinter einzelnen Personen stehen, die Berge aus Gold verspricht . . . Wir nennen und halten den Hirlap für das Organ dieser letzteren, sog. 'freisinnigen' Fraktion» (Világ, Nr. vom 23. Oktober 1841, S. 355, «Polémia I.» [Polemik I]).

higt in den Händen von Deák oder von Széchenyi, wie in denen von Graf József Dessewffy oder von Bischof Lonovich sehen würden. Ja, es sei geradezu wünschenswert, dass sich diese «gegen die commis voyageurs des ungarischen Radikalismus» vereinigten.⁶⁸ «Es kommt die Zeit — schrieb der «Világ» — da alle Männer dieser verschiedensten Schattierungen (d. h. von den Konservativen bis zu Ferenc Deák — E. A.) einander die Hand gegen die Radikalen reichen werden»⁶⁹ — *was sich übrigens auch als Prophezeiung bewahrheiten sollte.*

Weshalb setzten die Neokonservativen alle Hebel in Bewegung, um Kossuths Ansehen und Einfluss zu erschüttern? Warum forderten sie so beharrlich, dass «die Führerschaft in andere Hände übertragen werde?»⁷⁰ Aus jenem Grunde, aus dem die Gruppe der Neokonservativen überhaupt entstanden war : um die bürgerliche Umgestaltung des Landes mit allen Mitteln zu hintertreiben, und sollte sie unvermeidbar sein, so doch eine Art und Weise, ein Tempo und ein Ausmass der Verwirklichung zu sichern, das die möglichst uneingeschränkte Wahrung des Grossgrundbesitzes und damit die Erhaltung der wirtschaftlichen und politischen Macht des begüterten Hochadels ermöglicht. Darum bemühten sie sich mit ganzer Kraft, die Führung der Reformbewegung den Händen Kossuths zu entreissen, ihn selbst unmöglich zu machen, seinen Einfluss zu lähmen. Darum waren sie bemüht, die Führung denen zuzuspielen, deren Programm, deren ganze Politik den feudalen Grossgrundbesitz weit weniger gefährdete, da sie hinsichtlich des Ausmasses, der Dringlichkeit usw. der bürgerlichen Umgestaltung gemässiger war, als die Kossuths. Die Neokonservativen erklärten es nämlich für eine innen- und aussenpolitische «Notwendigkeit», dass «der Grundbesitz die Schwerkraft der Verfassung bleibt ; die Umgestaltung darf — ihrer Meinung nach — nicht gegen diese Auffassung verstossen».⁷¹

*«Der Grundbesitz . . . ist das hauptsächliche Unterpfand des Standes in der bürgerlichen Gesellschaft . . . die Schwerkraft, die . . . in gleicher Weise verhindert . . ., dass die Waage weder auf die Seite der Autokratie noch auf die der Demokratie ausschlage, ist nichts anderes als der überwiegende Einfluss der Liegenschaften . . . die konstitutionelle Monarchie hat nach oben und nach unten nur dort feste Grundlagen, wo der Grundbesitz unversehrt bleibt.»*⁷²

Die Neokonservativen erklärten die unversehrte Erhaltung der Aristokratie für notwendig, denn mit ihr stehe oder falle die Nation. «Es ist notwendig, die aristokratische Körperschaft in unversehrter Blüte zu erhalten, denn wo

⁶⁸ Világ, Nr. vom 6. November 1841. S. 379 «Megyék állása» (Die Lage der Komitate) von A. Dessewffy.

⁶⁹ Világ, Nr. vom 24. November 1841, S. 413, «Nyilatkozat és igazolás» (Erklärung und Bestätigung).

⁷⁰ ebd. S. 412.

⁷¹ ebd. S. 413.

⁷² ebd. S. 412 (Auszeichnung von mir — E. A.).

sie zu Fall gebracht wird, bedeutet dies, dass wir der Verfassung die Totenbahre richten.»⁷³

Die Gruppe der Neokonservativen war die Interessenvereinigung der hochadeligen Grossgrundbesitzer im Zeitalter der Krise des Feudalismus und der stets unausweichlicheren bürgerlichen Umgestaltung. Ihr Ziel war nicht «der vernünftige Fortschritt», sondern womöglich die Verhinderung des Fortschritts, das Fehlleiten der Entwicklung, die maximale Erhaltung und Wahrung der feudalen Privilegien und materiellen Quellen.

Diese politische Vertretung unverbesserlicher Hörigenschinder debatierte in ihren Artikeln über «die nützlichen Schranken des Frongeldes».⁷⁴ Das Frongeld wahre eigentlich die Interessen der Bauern gegenüber der Willkür der Gutsherrn.⁷⁵ Im «Világ» erschienen lange Abhandlungen darüber, dass es den Hörigen besser gehe als den Freitauern. Das Frongeld sei «eine gedeihliche Einrichtung, deren Aufhebung gleichbedeutend ist mit dem Elend».⁷⁶ «Hierbei ist das ungarische Frongeld eines der leichtesten».⁷⁷ Der Hörige habe «ähnliche private Rechte wie der Adelige».⁷⁸ Wenn der ungarische Bauer darbt, so nur darum, weil er «höchst faul und träge ist».⁷⁹ «Die Regierung und der Adel sind der Vormund des Bauern».⁸⁰ Dafür zeige sich das Bauerntum dadurch dankbar, dass es «an seinen kirchlichen und weltlichen Oberen hängt». «Der unverletzte Zustand der Rechte» war das Traumbild der Neokonservativen, und ein Bauerntum, das «gleich dem vom Winde unbewegten Meere stumm seine Lasten trägt».⁸¹

Trotz ihrer Verschlagenheit, deren Meister sie waren, erhellt aus den Schriften der Konservativen auf Schritt und Tritt, dass sie die feudalen Verhältnisse am liebsten so gewahrt hätten, wie sie bis dahin bestanden hatten. Ihrer Ansicht nach waren Zehent und Fron das «wohlerworbene Recht» des Adels, das nur dort nicht mehr bestehe, wo es durch Revolutionen «gewaltsam entrissen worden»⁸² sei. Ja noch mehr, die Erhaltung des Frongeldes sei all-

⁷³ Világ, Nr. vom 18. September 1841, S. 301, «Esztergom vármegye . . .» (Komitat Esztergom).

⁷⁴ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 276, «Megtérés és megváltás» (Vergütung und Ablösung).

⁷⁵ Világ, Nr. vom 1. Dezember 1841, S. 428, «Politikai osztályzatok. IV. Haladás» (Politische Gruppen. IV. Fortschritt). Bemerkung des Redakteurs.

⁷⁶ Világ, Nr. vom 16. Oktober 1841, S. 344, «Korszellem . . .» (Zeitgeist . . .).

⁷⁷ Világ, Nr. vom 20. Oktober 1841, S. 350, «Örökmegváltási prolegoménák. — Szabad föld.» (Prolegomena zur Fronablösung. — Freier Grund und Boden).

⁷⁸ Világ, Nr. vom 16. Oktober 1841, S. 344, «Korszellem . . .» (Zeitgeist . . .).

⁷⁹ Világ, Nr. vom 15. Januar 1842, S. 34, Graf *A. Sztáray*: «Nagymihályi levelek II» (Briefe aus Nagymihály II).

⁸⁰ Világ, Nr. vom 13. November 1841, S. 392, «Politikai osztályzatok I. Konzerváció» (Politische Gruppen I. Konservativismus).

⁸¹ ebd.

⁸² Világ, Nr. vom 13. April 1842, S. 237, «Házi-adó» (Haussteuer).

gemeines, nationales Interesse. «Zur Zeit können wir unsere Äcker nur zum Schaden unserer Nation vom Frongeld befreien.»⁸³

In Übereinstimmung mit dieser Auffassung nahmen Dessewffy und seine Gesinnungsgenossen gegen die obligatorische Fronablösung, für die weitere Aufrechterhaltung der Zehentleistung und vor allem der Fron Stellung. «Die Arbeit, die das Volk jetzt in Form von Fronpflichtigkeit (Urbarialgiebigkeit) seinem Grundherrn gedeihlich leistet, kann durch andere entlohnte Arbeit nicht ersetzt werden.»⁸⁴ Graf Albert Sztáray legte in seinen «Briefen aus Nagymihály» (Nagymihályi levelek), deren Ton wahrhaftig an das Zeitalter des Königs Wladislaw erinnerte, im Namen der Gutsherrn dar, dass sie gegenüber der Fronablösung «den Fronleistungen den Vorzug geben. Die Fronleistungen sind . . . unvermeidlich . . . ohne Fron bliebe ein Grossteil des adeligen Grundbesitzes zwangsläufig un bebaut . . . Zwar stimmt es, dass die Fronbauern schlecht arbeiten . . . der rohe, demoralisierte ungarische Tagelöhner arbeitet noch schlechter; ebenso der Lohnknecht; und da der erstere nicht immer aufzutreiben ist, wenn man ihn braucht, der letztere hinwieder nicht in so grosser Zahl, wie es all die in kurzer Zeit zu verrichtenden Arbeiten erfordern, gedungen werden kann, ist all dies ungenügend.»⁸⁵ Den Konservativen zufolge halte der Bauer an der Fron fest, die Erhaltung der Fron sei allgemeines Interesse. «Es fällt dem Bauern leichter, die Fronpacht im Fuhr- und Fussdienst zu leisten, als in Bargeld auf einmal oder in Raten zu entrichten.»⁸⁶ Aber auch der Staat bedürfe unbedingt des Frondienstes der Bauern. «Die Fuhr- und Handfron des Ackerbauers wird . . . in Ungarn bei den öffentlichen Arbeiten noch lange nicht zu entbehren sein.»⁸⁷ Der Bauer werde ohne Fron faul und träge, nur die Fron zwingt ihn zur Arbeit. «Es ist eine unpraktische Idee zu denken, dass der ungarische Bauer, nachdem er sich die nötigen Lebensmittel erarbeitet hat, seine übrige Freizeit mit nützlicher Arbeit verbringen werde. Nein — er wird sich auf die faule Haut legen . . .»⁸⁸

Die Konservativen waren um jeden Preis bemüht zu beweisen, dass die obligatorische Fronablösung unmöglich und nachteilig sei. Sie «ruiniert notwendigerweise» nicht nur den Gutsherrn,⁸⁹ sondern auch den Bauern. Die Erklärung der obligatorischen Fronablösung verstosse wider das Recht, der Hörige möge mit seinem Gutsherrn *frei verhandeln*: «es ist einzig und allein

⁸³ Világ, Nr. vom 15. September 1841, S. 296, «Bank és közboldogság» (Bank und Gemein-
glück).

⁸⁴ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 275, «Megtérés és megváltás» (Vergütung und
Ablösung).

⁸⁵ Világ, Nr. vom 19. Januar 1842, S. 41, Graf A. Sztáray: «Nagymihályi levelek III»
(Briefe aus Nagymihály III).

⁸⁶ Világ, Nr. vom 20. Oktober 1841, S. 350, «Örökmegváltási prolegoménák» (Prolego-
mena zur Fronablösung).

⁸⁷ ebd.

⁸⁸ Világ, Nr. vom 19. Januar 1842, S. 41, Graf A. Sztáray: «Nagymihályi levelek III»
(Briefe aus Nagymihály III).

⁸⁹ Világ, Nr. vom 6. November 1841, S. 379, «Megyék állása» (Die Lage der Komitate).

die Aufgabe dieser beiden Parteien, ihre Interessen entsprechend wahrzunehmen». ⁹⁰ Wo «bald das Zehent, bald der Grund und Boden zwangsweise weggenommen wird, gibt es keine Sicherheit des Vermögens», und «ohne Sicherheit des Vermögens und der Person gibt es keine Seligkeit auf Erden». ⁹¹ «Ich bin ein Anhänger der Ablösung — schrieb ein Korrespondent des 'Világ' — nur soll es dabei nach dem natürlichen Verlauf der Dinge zu gehen: *jeder verkaufe so teuer, wie man kauft.*» ⁹²

Die Sache der Fronablösung «dem natürlichen Verlauf der Dinge» zu überlassen, sie der freien Vereinbarung zwischen Bauern und Gutsherrn anheimzustellen, das hätte die maximale Verzögerung bei der Liquidierung der Fronverhältnisse bedeutet, wofür es zu dieser Zeit bereits Anzeichen gab. Dies war denn auch das eigentliche Ziel der Konservativen. Jahrzehnte hindurch sollten ganze Generationen von Bauern die Entschädigung zahlen. Die konservativen hochadeligen Grossgrundbesitzer versuchten, die Aufhebung der Frondienste zu einer grossangelegten Ausplünderung des ungarischen Bauerntums auszunutzen. Damit das Bauerntum den Wert der Fronlasten *mehrfach* bezahle, war es nötig, dass die Entschädigung auf Jahre hinaus verzögert werde. Diese Art und Weise der Aufhebung der Fronpflichtigkeit wäre für den Bauern am nachteiligsten, am schmerzlichsten, für die Entwicklung des Landes am schädlichsten gewesen. Die Konservativen traten der «einmaligen, sofortigen, allgemeinen Fronablösung» entgegen, weil sie hofften, auf dem Wege langwieriger, jahrzehntelanger, freier Vereinbarungen dem Bauern nicht nur ein einziges Fell über die Ohren ziehen zu können. Deshalb hielten sie es für ein Unglück, wenn «keine Fristen von 12—18 Jahren gesetzt werden können». ⁹³

Die Neokonservativen erklärten aufs entschiedenste, dass sie sich mit dem Prinzip der *einmaligen Vollentschädigung* nicht zufrieden geben. Mit zynischer Offenheit betonten sie, dass sie nur eine solche Entschädigungssumme als «völlige und wirkliche Entschädigung» anzuerkennen gewillt seien, die «nicht nur zahlenmässig, auf dem Papier, ideal dem Kapital der abgelösten Arbeit entspricht, sondern die den Besitzer des Gutes auch praktisch in die Lage versetzt, seine Wirtschaft mit Erfolg zu betreiben. Jede geplante Ablösung, die diesen Ansprüchen nicht völlig entspricht, ist vom Rechtstandpunkt aus Raub.» ⁹⁴ Eine Ablösung, die den feudalen Gutsherrn in die Lage versetzt, «seine Wirtschaft mit Erfolg zu betreiben», bedeutete mit anderen Worten, dass die Klasse der Grossgrundbesitzer *im Besitz* von je mehr Boden bleiben sollte, dass sie

⁹⁰ Világ, Nr. vom 7. Mai 1842, S. 296, «Örökváltáság» (Fronablösung).

⁹¹ Világ, Nr. vom 18. September 1841, S. 299, «Indignatiok vidékekről» (Indignationen aus der Provinz).

⁹² ebd. (Auszeichnung von mir — E. A.)

⁹³ Világ, Nr. vom 20. Oktober 1841, S. 349, «Örökmegváltási prolegoménák» (Prolegomena zur Fronablösung).

⁹⁴ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 275, «Megtérés és megváltás» (Vergütung und Ablösung).

dank der hohen Entschädigungssummen ein je grösseres Kapital zu investieren in der Lage sein sollte und dass das Bauerntum so geschunden aus der Sache hervorgehen sollte, dass es eine zu jeder Zeit verfügbare, zahlenmässig entsprechende, billige Reserve an Arbeitskräften für den Grossgrundbesitz bildete, Arbeitskräfte, deren Lage sich infolge der halbfeudalen Arbeitsbedingungen kaum von der des hörigen Bauerntums unterscheidet usw. usw. Darum erklärte der «Világ», dass die Gesetzgebung kein Recht habe, «dem Gutsherrn statt des elastischen, mit dem nationalen Gewerbe in einem entsprechenden Verhältnis stehenden, angemessen steigenden oder fallenden Gegenwertes der Fronpflichten und Dienste für ewig ein bestimmtes Kapital zu übergeben, das zu der Entwicklung des Gewerbes und zu der Vermehrung der Massen immer im umgekehrten Verhältnis stehen wird.»⁹⁵

Was verstanden die Konservativen unter «elastischer» Ablösung? Nichts weiter, als dass sie durch die Aufhebung der Fronpflichtigkeit nicht nur keinen Schaden erleiden, sondern aus ihr mehrfachen Nutzen ziehen. Als sie damit rechnen mussten, dass die Aufhebung der Leibeigenschaft unvermeidbar war, bemühten sie sich, dies so zu bewerkstelligen, dass sich diese Aufhebung zu einer grossangelegten Ausplünderung an dem hörigen Bauerntum gestalte. «Mit Zähnen und Krallen» bemühten sie sich, dass die Liquidierung des Feudalismus den Bauernmassen, dem ungarischen Volke so teuer wie möglich zu stehen komme. Dass dies eine weitere, um ein Vielfaches gesteigerte Verschlechterung der an sich schon elenden Lage des ungarischen Volkes bedeutet hätte, dies machte ihnen augenscheinlich keine grösseren Sorgen.⁹⁶

Dessewffy und seine Gesinnungsgenossen widersetzten sich aufs entschiedenste dem Plan, dass der Staat von den Lasten der Fronablösung welchen Teil auch immer übernehme, denn ihrer Meinung nach sollte diese einzig und allein von Bauern getragen werden. Für sie gingen auf diesem Gebiet selbst die süddeutschen Staaten⁹⁷ in ihrer diesbezüglichen Politik zu weit. «Sollte die Konvertierung der Pflichten der Hörigen tatsächlich beschlossen werden, so dürfen die nötigen Opfer nur denen übertragen werden, die jetzt die Lasten tragen und denen die Konvertierung zugute kommt, d. h. einzig und allein den Hörigen, was ja selbstverständlich ist. In einzelnen kleineren deutschen Provinzen wurde fälschlicherweise die Ablösung in einer Form vollzogen, dass jeder Einwohner, also auch der Gutsherr, sein Scherflein in eine staatliche Kasse zu entrichten hatte, die zu diesem Zwecke errichtet worden war; so zahlte der

⁹⁵ Világ, Nr. vom 7. Mai 1842, S. 296, «Örökváltás» (Fronablösung). (Auszeichnung von mir — E. A.)

⁹⁶ Sie verhehlten es nicht, dass «die völlige Vergütung ein loyales Prinzip» sei, so wie sie es interpretieren, d. h. dass, wenn es verwirklicht wird, «sich die Lage des Leibeigenen im Vergleich zur jetzigen notwendigerweise verschlechtert». Világ, Nr. vom 19. Jänner 1842, S. 41, Graf A. Sztáray: «Nagymihályi levelek III. Örökmegváltás» (Briefe aus Nagymihály III. Fronablösung).

⁹⁷ In Württemberg und Baden.

Gutsherr zum Teil sich selber aus, was ja Unsinn ist . . . die Ablösung darf dem Gutsherrn keine Lasten aufbürden.»⁹⁸

Hätten die Konservativen ihren Plan durchgesetzt so wäre das ungarische Volk, das damals überwiegend aus Bauern bestand, in eine so verzweifelte, elende Lage geraten, mit der verglichen selbst «das Schicksal des Lazarus in der Bibel», das für das Volk den Zustand der Leibeigenschaft bedeutete, ihm unbedingt als die beneidenswerten sieben fetten Jahre erschienen wäre. Das ungarische Volk wäre tatsächlich zu einem «Volk der Heloten» geworden, zum Bettler Europas, der zu gleicher Zeit die reichste kirchliche und weltliche Aristokratie ernährt hätte. Die Verwirklichung dieser für die Nation und für das Land verderblichen Pläne wurde von der Reformbewegung und von Kossuths Politik durchkreuzt, so sehr sie auch zu dieser Zeit noch im Zustand der «Viertel-Massregeln» verblieb. Darum musste das Ansehen Kossuths beeinträchtigt und er selber unöglich gemacht werden. Darum war Kossuth der Hauptfeind in den Augen Aurél Dessewffys und seiner Gesinnungsgenossen, der Neokonservativen, darum hielten sie jedes Mittel für erlaubt, wenn es nur half, ihn unbeliebt zu machen. Bei all dem ist auch nicht zu vergessen, dass die Neokonservativen zugleich die entschiedensten Gegner der industriellen Entwicklung waren, wobei sie auf diesem Gebiet sowohl im Dienste der kolonialisatorischen Politik Wiens standen, als auch ihre eigenen Interessen als Grossagrarier vertraten. Der «Világ» debattierte in einer Reihe von Artikeln über das «unglückselige Fabrikssystem», dessen «erstes Ergebnis es wäre, dass unser Land von dem Gesindel des Auslandes . . . bevölkert würde.»⁹⁹ «Das Industriegewerbe . . . ist ein widernatürlicher Zustand; eine Lebensweise, auf die sich die Menschen nur in ihrer Not verlegen, da sie sich ihren Unterhalt nicht anders verschaffen können.» Es sei wünschenswert, dass «in unserem Vaterland die Notwendigkeit, dass der grössere Teil unserer Bevölkerung ihren Unterhalt — wie in England — auf solche Weise zu suchen gezwungen wäre, so spät wie möglich eintrete».¹⁰⁰

Dieser Auffassung entsprach es ebenfalls, dass die Konservativen auch die Betreibung des Eisenbahnbaus für unnötig hielten. Der «Világ» zog in ganzen Artikelserien gegen «die Millionensummen verschlingenden Eisenbahnen» zu Felde, gegen «die Idee der Eisenbahnen», von der «Europas Völker besessen» seien.¹⁰¹ Der Wunsch nach Eisenbahnen bedeute ebensoviel, «wie den Bau von Obeliskten an der Spitze zu beginnen». Es sei «Stumpfsinn», «vor lauter

⁹⁸ Világ, Nr. vom 19. Januar 1842, S. 41, Graf A. Sztáray: «Nagymihályi levelek III» (Briefe aus Nagymihály III).

⁹⁹ Világ, Nr. vom 6. Oktober 1841, S. 325, «Szózatok Erdélyhez» (Reden an Siebenbürgen).

¹⁰⁰ Világ, Nr. vom 2. April 1842, S. 213, Graf A. Sztáray: «Státusgazdasági elmékedések» (Staatwirtschaftliche Meditationen). Vgl. auch Világ, Nr. vom 1. September 1841, S. 281—282, «Nagybritannia» (Grossbritannien); Nr. vom 26. Februar 1842, S. 130, «Vámszövetség» (Zollverein) usw.

¹⁰¹ Világ, Nr. vom 13. Oktober 1841, S. 337—338, «Vasutak I.» (Eisenbahnen I).

Patriotismus, lauter Nationalruhm»¹⁰² Eisenbahnaktien zu kaufen, argumentierte der «Világ» auch in dieser Frage. «Eisenbahnen instand zu halten ist eine Passion, die Millionen kostet.»¹⁰³

Die Neokonservativen, diese Aposteln der feudalen Rückständigkeit bemäntelten dies alles mit dem «bedachtsamen», «vernünftigen», nicht «rasenden» Fortschritt. Sie waren bemüht, auch in einer anderen Frage von grosser politischer Tragweite, die auf der Tagesordnung war, nämlich in der Frage der allgemeinen Steuerpflichtigkeit auf ähnliche Weise zu manövrieren, wobei ihre Argumente schliesslich darauf hinausliefen, dass «nicht die Besteuerung des Adels das erstrebte Ziel ist»,¹⁰⁴ und es zur Erhöhung des Steuereinkommens am zweckdienlichsten sei, die Steuern von den steuerpflichtigen Nichtadeligen strenger als bisher einzutreiben.»¹⁰⁵ In Wirklichkeit waren sie gegen die *allgemeine Steuerpflichtigkeit*. d. h. dagegen, dass der Adel *ähnlich den Nichtadeligen* den auf ihn entfallenden Teil der Steuerlasten auf sich nehme. Sztáray zum Beispiel erörterte in den Spalten des «Világ»: «Bis zu dem Punkte, wo ich der Regierung Steuern entrichte, wozu ich nicht verpflichtet bin, werden weder ich noch irgendein verfassungsmässiger Getreuer der Regierung gehen.»¹⁰⁶

Die Konservativen waren auch die entschiedensten Widersacher einer wie immer gearteten Ausdehnung der politischen Rechte auf die nichtadeligen Bevölkerungsschichten. Eine ihrer Hauptanschuldigungen gegen Kossuth und seine Gesinnungsgenossen war, dass sie «das Volk in die Sitzungssäle der Komitate hineindrängen möchten».¹⁰⁷ Sie verlangten «die Regelung», d. h. die Einschränkung der Verhandlungs- und Wahlbedingungen «durch ein detailliertes und wirksames Gesetz» und erklärten: «solange dies nicht geschieht, sind wir gegen jedwede Ausdehnung des Stimmrechts».¹⁰⁸ Sie protestierten sogar gegen das den Honoratioren zuerkannte Stimmrecht, hielten dies für einen Anschlag gegen die Verfassung, der schwere Folgen haben werde. «Wenn Pest, Borsod, Bihar berechtigt waren, dem Bader, dem Schulmeister, dem Verwalter das Stimmrecht zu geben, dürfen dann etwa nicht ebenso Bács, Mármaros, Trencsén dieses Recht auf die Dorfschulzen, Krämer, Gastwirte ausdehnen?»¹⁰⁹

Dem Volk die politischen Rechte zuerkennen, würde bedeuten, «ihm ein Messer in die Hand zu geben, wodurch wir sowohl das Volk selbst als auch die

¹⁰² ebd.

¹⁰³ Világ, Nr. vom 16. Oktober 1841, S. 344, «Vasutak II» (Eisenbahnen II). Bemerkung des Redakteurs.

¹⁰⁴ Világ, Nr. vom 9. Februar 1842, S. 90, «Adóviszonyaink» (Unsere Steuerverhältnisse).

¹⁰⁵ Világ, Nr. vom 19. Januar 1842, S. 43, «Mármarosból» (Aus Mármaros).

¹⁰⁶ Világ, Nr. vom 8. Januar 1842, S. 17, «Nagymihályi levelek» (Briefe aus Nagymihály), die Redaktion des «Világ» rückte nicht vom Standpunkt Sztárays ab.

¹⁰⁷ Világ, Nr. vom 4. September 1841, S. 284, «Záborsky könyve» (Das Buch von Záborsky) Notiz.

¹⁰⁸ Világ, Nr. vom 8. September 1841, S. 287, «Törvényhozás és megyei hatóság viszonya» (Das Verhältnis von Gesetzgebung und Komitatsbehörde).

¹⁰⁹ ebd.

Verfassung erheblich verletzten würden . . . wie gefährlich es ist, dem ungebildeten Volk Einfluss auf die öffentlichen Angelegenheiten einzuräumen, hat die französische Revolution von 1789 sattsam bewiesen.»¹¹⁰ Albert Sztáray, der viele Artikel für den «Világ» verfasste und den die Redaktion mit ihrem Lob überschüttete, schrieb, dass seiner Meinung nach «die Massen unter Vormundschaft . . . offen herausgesagt, im Zaume gehalten werden» müssen.¹¹¹

Die Neokonservativen fochten für die Aufrechterhaltung der Zensur, hielten die Pressefreiheit für gefährlich,¹¹² missbilligten die Öffentlichkeit der Gerichtsverhandlungen,¹¹³ traten als Verteidiger des Klerikalismus auf,¹¹⁴ waren die Verkünder des Antisemitismus.¹¹⁵

In allen diesen Fragen erwiesen sich die Neokonservativen als die Apostel des Feudalismus, der mittelalterlichen Auffassungen und mussten eben darum in den schärfsten Gegensatz zu Kossuth's «Pesti Hirlap» geraten, der von schwungvollem Geist getragen den bürgerlichen Fortschritt auf seine Fahne geschrieben hatte und die öffentliche Meinung durch das Aufwerfen stets neuer Ideen immer wieder zum Wallen brachte. Kossuths Ideen und Vorschläge, die der Ausdruck unaufschiebbarer landweiter Bedürfnisse waren, wurden daher für «sinnlos», für «phantastisch», für «Hirngespinnste» erklärt, deren Verwirklichung eine Katastrophe heraufbeschwören würde. Was die konservative Aristokratie in Schrecken versetzte, das möge hier an Hand des Bildes illustriert werden, das der «Világ» von dem «Traumland» entwarf, das im Falle einer Verwirklichung der Ideen Kossuths zustande käme und das nach der maliziösen Bemerkung des konservativen Blattes den Namen «Zeitalter Lajos des Ersten» trüge.

«Quer durch das Land würden zwei Eisenbahnstrecken erbaut, beide auf Kosten des Fiskus; Gott bewahre vor unentgeltlicher Arbeit; es würden auch einige Kanäle zwischen den beiden Strömen vermessen und gezogen, auf Kosten des Landes würden vier Brücken über die Donau, vier über die Theiss

¹¹⁰ Világ, Nr. vom 18. September 1841, S. 301, «Esztergom vármegye augusztus 13-án tartott közgyűlése» (Die Generalversammlung des Komitats Esztergom am 13. August). Vgl. auch: Világ, Nr. vom 11. September 1841, S. 293, «Töredék észrevételek politikai irodalmi újdonságainkról» (Fragmentarische Bemerkungen über unsere politisch-literarischen Neuigkeiten); Világ, Nr. vom 13. April 1842, «Házi-adó» (Haussteuer) usw.

¹¹¹ Világ, Nr. vom 8. Januar 1842, S. 17, «Nagymihályi levelek I. Házi-adó» (Briefe aus Nagymihály I. Haussteuer).

¹¹² Világ, Nr. vom 18. September 1841, S. 301; Nr. vom 12. und 19. Februar 1842, S. 105, 114.

¹¹³ Világ, Nr. vom 27. November 1841, S. 419–420, «Megyei hatóság és törvényhozási jogok a fenyítő eljárás körében» (Komitatsbehörde und Rechte der Gesetzgebung auf dem Gebiet des Strafvollzuges); Világ, Nr. vom 22. Dezember 1841, S. 478–479, «Nyilvánosság és Pest-megye bűnvádi határozatai» (Öffentlichkeit und die Kriminalgesetzbestimmungen des Komitats Pest).

¹¹⁴ Világ, Nr. vom 30. Oktober 1841, S. 367, «Papi jószágok» (Kirchengüter); Nr. vom 22. Januar 1842, S. 54; Nr. vom 2. Februar 1842, S. 79; Nr. vom 5. Februar 1842, S. 87; Nr. vom 9. Februar 1842, S. 95 usw.

¹¹⁵ Világ, Nr. vom 9. Oktober 1841, S. 333, «Ausztria» (Österreich); Nr. vom 23–27. Oktober 1841, S. 355–362, «Polémia I–II.» (Polemik I–II) usw.

errichtet, Tagelöhner würden von Dorf zu Dorf gute Strassen bauen, jede Session (Leibeigenenfeld) würde zu Zwangspreisen abgelöst, es würde ein Polizeisystem errichtet, jedes Dorf hätte einen bestellten Rat zu zahlen, Institute würden erbaut und dotiert: in jedem Komitat wären zumindest mit 100 000 Stimmen der stellvertretende Ingenieur und der Büttel des Komitats zu wählen, in jedem Dorf würde eine Schule erbaut, in Pest ein grosses, reformiertes Kollegium, und all dies auf Grund der Haussteuer: ausserdem würden alle Privilegien, Freiheiten abgeschafft, das Militär ausgemerzt . . .»

Aurél Dessewffys Blatt kommentierte all dies mit folgenden Worten: « — Wehe euch, ihr Diener der Kirche, *wehe dir armes Land*, das in einem Jahre geldlos, friedlos, schutzlos *in dein schmachvolles Grab stürzen würdest!* »¹¹⁶

Die Aufhebung von Leibeigenschaft und Fron, der Bau von Brücken, Eisenbahnen, Kanälen, «in jedem Dorf eine Schule» —, das ist das «Schreckensbild» der Zukunft, das die «aufgeklärten», «fortschrittlichen» Neokonservativen nicht ruhen liess. Dies ist es, zu dessen Vereitelung sie zur Waffe gegriffen und einen Kampf auf Leben und Tod geführt haben.

Aber an all dem — könnte man sagen — sei nichts besonderes: der Lehensadel war die führende Klasse, der höchste Nutzniesser der feudalen Gesellschaft und ebendarum überall, nicht nur in Ungarn, auch der beharrlichste Verteidiger der feudalen Institutionen. Was das «Spezifikum» der Neokonservativen war und wofür sich aus der Geschichte anderer Länder nicht allzu viele Beispiele anführen lassen — etwa «das junge England» und eine gewisse Gruppe der französischen legitimistischen Aristokratie wies einige ähnliche Züge auf —, das bestand darin, dass sie sich um jeden Preis als «fortschrittlich» aufzuspielen suchten und den Vorwurf der Rückständigkeit aufs entschiedenste zurückwiesen.

Was die Lager der Reformpartei und der Konservativen betrifft, so ist laut «Világ» «die Richtung aller beider der Fortschritt, nur unterscheiden sie sich durch die Art und Übertriebenheit.»¹¹⁷ Die konservative Partei weiche nur darin von der Reformpartei ab, dass sie (die Konservativen) die Fragen «am ernstesten Tisch der Erwägung auf die Waage der Interessen des Vaterlandes legen».¹¹⁸

«Die Fortschrittlichen teilen sich in zwei Parteien: die eine will stufenweise fortschreiten . . . ohne plötzliche, grosse Umwälzung, die Verwirrung und Ruhestörung heraufbeschwört, auf gesetzlichem Wege bei Wahrung der Sicherheit und Unversehrtheit von Person und Besitz . . .

Die andere Partei ist auf nichts anderes als auf das gesteckte Ziel bedacht, so übertrieben es auch sein mag; sie achtet nicht auf die Folgen der

¹¹⁶ Világ, Nr. vom 2. Oktober 1841, S. 322 (Auszeichnung von mir — E. A.).

¹¹⁷ Világ, Nr. vom 27. Oktober 1841, S. 366, «Népszerség» (Volkstümlichkeit).

¹¹⁸ ebd. S. 361, «Polémia II» (Polemik II).

Rechtsverletzung, noch auf die Hindernisse, sie rennt schnurstracks drauflos.»¹¹⁹

Die Konservativen protestierten heftig gegen den Vorwurf der Rückständigkeit, der lässigen Untätigkeit, der «blossen Negation» der Reformen, den Kossuth gegen sie im «Pesti Hirlap» erhob, wobei er den «Világ» wiederholt «das Organ der feudalen Opposition gegen die fortschrittlichen Ideen» nannte, das «um es kurz und bündig zu sagen, sich zur lässigen Untätigkeit bekennt.»¹²⁰ Aurél Dessewffy hielt es für nötig, in einen «offenen Brief» Kossuths Behauptung, er, Dessewffy, sei «der Wortführer der feudalen Opposition» und «der Kämpfer des Feudalismus oder der Mann des Säumens» zu bestreiten und bezeichnete dies «als unehrliche Taktik» seitens des «Pesti Hirlap», deren Zweck es sei, ihn «verhasst und unbeliebt» zu machen. Er, Aurél Dessewffy, habe sich «der Sache des Fortschritts verschrieben.»¹²¹

Diese nicht alltägliche Heuchelei erklärt sich daraus, dass die Neokonservativen, um die adeligen Mittelgrundbesitzer für ihre Ziele zu gewinnen, vorgaben, sie nähmen jede «vernünftige Reform» an und verwürfen nur die «unzeitgemässen», «übertriebenen» und die, welche den Interessen «der Begüterten» gefährlich seien. Das war eine unerhörte Doppelzüngigkeit, denn die Neokonservativen verwarfen die elementarsten bürgerlichen Reformen, versuchten ihre Durchführung auf ungewisse Zeit zu verschieben, und zwar so, dass sie aus einem Segen zu einem Fluch geworden wären. Es war indessen nicht leicht, diese abgrundtiefe Hypokrisie zu durchschauen, und bei den adeligen Mittelgrundbesitzern begann sich der politische Einfluss der Neokonservativen, besonders infolge der Agilität des Grafen Aurél Dessewffy bemerkbar zu machen. Nur Kossuth liess sich von den Neokonservativen nicht übertölpeln. Kossuth wurde also nicht nur wegen seines antifeudalen Programms, sondern auch darum gehasst, weil er die sorgfältig verschleierte Politik der Neokonservativen alsbald durchschaute und die Öffentlichkeit auf ihre irreführende Doppelzüngigkeit aufmerksam machte.

Wenn wir hier im Zusammenhang mit den Diskussionen zwischen dem «Pesti Hirlap» und dem «Világ», vor allem über die unablässigen Angriffe des letzteren gegen Kossuth und im allgemeinen gegen die Reformpartei eingehender berichten, so geschieht dies darum, weil in dem von Kossuth redigierten «Pesti Hirlap» die Angriffe gegen die Konservativen, die persönlichen Diskussionen einen unvergleichlich kleineren, ja unbedeutenderen Raum einnehmen. Der zurückhaltende Ton des «Pesti Hirlap» hob sich von der rücksichtslosen, überheblichen, den Gegner bis aufs Blut kränkenden Manier des «Világ» scharf ab. Selbst noch im Sommer 1844, kurz vor seinem erzwungenen Rücktritt von der Schriftleitung des «Pesti Hirlap», zu einem Zeitpunkt also, als er bereits satt-

¹¹⁹ Világ, Nr. vom 27. Oktober 1841, S. 366, «Népszerezég» (Volkstümlichkeit). (Auszeichnung von mir — E. A.)

¹²⁰ PH, Nr. vom 16. Oktober 1841, «Polémia» (Polemik).

¹²¹ Világ, Nr. vom 30. Oktober 1841, S. 368.

sam Gelegenheit gehabt hatte, Erfahrungen mit der Rücksichtslosigkeit, mit dem Starrsinn und mit der Verblendung seiner konservativ-aristokratischen Widersacher zu machen, hielt es Kossuth noch immer für nötig zu betonen: «Wir sind nicht Freunde einer Aristokratie, die ihre eigenen Klasseninteressen den allgemeinen Interessen der Nation entgegenstellt, die alles Recht für sich beansprucht, alle Lasten auf andere abwälzt. Da wir jedoch die Neugeburt unseres Vaterlandes auf friedlichem Wege erreichen wollen und der Meinung sind, der historischen Grundlagen nicht entraten zu können, steht die Zukunft unseres Vaterlandes keineswegs so vor unseren Augen, dass es ein Land sein wird, das keine Aristokratie besitzt, vielmehr als ein solches, dessen Aristokratie das Gemeinwohl aufs wirksamste fördert . . . Auf dass die ungarische Aristokratie dieser ruhmvollen, erhabenen Rolle gewachsen sei, bedarf sie nicht nur des geistigen Verantwortungsgefühls, nicht nur des inbrünstigen Patriotismus, sondern auch eines materiell reichen Standes.»¹²²

Kossuth gab diese Erklärung im Zusammenhang damit, dass die ungarischen Magnaten mit der Ablehnung der von Széchenyi vorgeschlagenen Grundsteuer einmal mehr ihre «Drohnenmentalität», ihre eingefleischten «Nichtzahlungs-Vorurteile» bewiesen hatten, weshalb Kossuth seine Meinung dahingehend zusammenfasste, dass *«dem nicht zu rathen ist nicht zu helfen. Sie mögen sich vorsehen»*.¹²³ Nichtsdestoweniger war seine Loyalität der Aristokratie gegenüber kein Zufall, sondern mit seinem gesamten politischen Programm organisch verbunden, wovon wir auch noch später, wenngleich immer spärlicher, Spuren finden. Seine Zurückhaltung vor schärferen Angriffen gegen den konservativen Hochadel erklärt sich auch daraus, dass er zu dieser Zeit noch die Bedeutung und die Gefährlichkeit der politischen Tätigkeit der Neokonservativen und ihres Auftretens gegen jedwede antifeudale Reform unterschätzte.

Hierbei soll erwähnt werden, dass sich der Stil des «Pesti Hirlap» von dem des «Világ» grundlegend unterschied. Statt persönlicher Streitigkeiten und Reibereien führte er den Kampf um die Befreiung des Landes von den Fesseln des Feudalismus, um die Befreiung «aus dem Hause der Knechtschaft» damit, dass es grosse prinzipielle Fragen aufwarf und zahlreiche, weitverzweigte, konkrete Vorschläge, Pläne, Hinweise ausarbeitete und auf die Tagesordnung setzte. Für die Parteigänger der feudalen Reaktion wurde das Blatt besonders wegen der aufgeworfenen «hundert und aberhundert Vorschläge» (wie der «Világ» sie nannte) zu einem gefürchteten Gegner, der Tag für Tag auf die Verwirklichung der antifeudalen Reformen, der bürgerlichen Neuerungen drang, deren Vereitelung das hauptsächliche Anliegen der politischen Tätigkeit der Konservativen war.

Anscheinend unbekümmert um die nervösen Notrufe, Verdächtigungen und Drohungen in den Spalten des «Világ» strebte der «Pesti Hirlap» mit zäher

¹²² PH, Nr. vom 26. Mai 1844, S. 355, «Sejtelmek» (Vorahnungen).

¹²³ (Auszeichnung von mir — E. A.)

Ausdauer seinem Ziele zu und wurde das massgebende Organ der Reformbewegung, einer der bedeutendsten Faktoren ihres Aufschwungs. Die Liquidierung der feudalen Institutionen war für Kossuth der unbedingte Ausgangspunkt, die unerlässliche Vorbedingung, die Grundlage jedes weiteren Schrittes. «Du lieber Himmel! Wie sollte man Industrie und Wohlstand erhoffen bei diesem System der Besteuerung, der Erblehnschaft und der Fron»¹²⁴ — schrieb er. «Unserer Auffassung nach steht an der Spitze unserer Aufgaben das Wort 'freier Boden' und all das, was nötig ist, damit der Grundbesitz frei und gesichert sei.»¹²⁵ Der «Pesti Hirlap» erklärte unbeirrt: «Wir sind der Meinung, dass die im Laufe einiger Jahre zu vollziehende Ablösung am wünschenswertesten ist und dass diese früher oder später auch erfolgen wird, doch kaum ohne dass der Staat einen Teil des Ablösungsgeldes auf sich nimmt.»¹²⁶

Kossuth führte diesen Kampf mit einer Ausdauer und Unermüdlichkeit, der alle Achtung gebührt. «Wer der begonnenen Arbeit bereits müde ist und von nun an träge ruhen will, der blicke vorwärts, und wenn er dann sieht, wieviel noch zu tun ist, dann wird ihm seine Lässigkeit rasch vergehen, oder er hat nicht in ehrlicher Absicht die Laufbahn betreten, die er so schnell wieder verlassen will . . . Er denke daran, dass uns die schwere Arbeit des Anfangs zufällt und dass im Leben der Nationen ein Menschenleben nur eine Stunde bedeutet, dass aber jeder Schritt den folgenden erleichtert und jede Stunde die Aufgaben vermindert. Der Wankelmütige und Unbeständige jedoch achte der Lehre, die die Erfahrung der Welt in die Annalen der Geschichte eingetragen hat: die wankelmütige und unstete Kraft ist nur vergeudete Kraft, die niemals ihr Ziel erreichen kann, und nichts kann den Erfolg sichern, denn die duldsame Beharrlichkeit, die bei jedem Sturz der Losung folgt: *aufs neue und nochmals aufs neue.*»¹²⁷ Ein bezeichnendes Dokument seiner Unerschütterlichkeit ist sein Leitartikel in der Nummer des «Pesti Hirlap» vom 27. Juni 1844, in dem er bereits Abschied von seinen Lesern nimmt: «Noch eine Nummer und der 'Pesti Hirlap' ist nicht mehr mein Organ . . . Gleich dem, der im Begriff steht, für immer seine schöne Heimat zu verlassen, die er einst brachliegend und öde übernommen und in vielen schweren Tagen im Schweisse seines Angesichtes mit Zöglingen bepflanzt hat» — so blickt er, «der Abschiednehmende» über seine «Pflanzungen» hin. Was beunruhigte, was kränkte ihn vor allem? Dass er machtlos und stumm sein werde, wo doch so viel zu tun war. «Je mehr der Augenblick naht, um so mehr Dinge drängen sich in meinen Sinn . . . so viele Gedanken, so viele Dinge häufen sich in meiner Seele, von denen ich hier, und gerade hier noch einmal reden möchte, die ich den Herzen meiner Gesinnungsgenossen anvertrauen möchte, damit sie ihrer nicht vergessen, wenn sie

¹²⁴ PH, Nr. vom 20. März 1841, S. 184, «*Ósiség*» (Erblehnschaft).

¹²⁵ PH, Nr. vom 11. August 1841, S. 531, «*Közlekedés*» (Verkehr).

¹²⁶ PH, Nr. vom 28. August 1841, S. 579, «*Örökváltság*» (Fronablösung).

¹²⁷ PH, Nr. vom 24. März 1841, S. 192, «*Ismét ósiség*» (Nochmals Erblehnschaft).

nicht immer wieder an sie erinnert werden.» Kossuth nannte den «Pesti Hirlap», der ihm so sehr ans Herz gewachsen war, einen «Spiegel», der «alles, was ich seit viereinhalb Jahren gefühlt und gedacht habe, *wenn auch oft undeutlich, oft nur zur Hälfte*, so doch immer treu, niemals verfälscht wiedergab»,¹²⁸ und er versprach in diesem für ihn so schweren Augenblick nicht nur, dem Kampfe nicht den Rücken zu kehren, sondern ihn sogar auf einer höheren Ebene, «*energischer, deutlicher*» fortzuführen: «Ich höre nicht auf, zu dieser Nation zu reden, und zwar energischer, deutlicher, als ich es bisher vermochte, denn *die Umstände werden sich bessern.*»¹²⁹ In den Augen der feudalen Reaktion musste die Person Kossuths *auch wegen seiner Unbestechlichkeit* furchterregend und verhasst erscheinen. Die mehrjährige Kerkerhaft hatte ihn nicht gebrochen, sondern nur noch härter gemacht. Doch machte ihn auch die «Nachsicht» der Wiener Regierung nicht zugänglicher, die es ihm ermöglicht hatte, 1841 den «Pesti Hirlap» zu gründen, wovon man sich in Regierungskreisen viel versprochen hatte. Selbst in der schweren Lage, in die er so geraten war, konnte er dem «Zauber der Persönlichkeit» Metternichs widerstehen und den Vorschlag des mächtigen Kanzlers zurückweisen, der — in höchst vertraulicher und «taktvoller» Form unterbreitet — seine beredsame Feder, die bereits nicht nur seine Freunde, sondern auch seine Feinde zu schätzen wussten, in den Dienst des Wiener Absolutismus stellen wollte. Ebensowenig bewahrheiteten sich die spöttischen Prophezeiungen, mit denen Graf Aurél Dessewffy bei der Erscheinung der ersten Nummern des «Pesti Hirlap» das konservative Lager so überheblich vertröstet hatte: «Meine Herren, Sie werden noch sehen, der wohlgeborene Herr Redakteur wird noch ein rechtschaffener Konservativen.»¹³⁰ Der «Habenichtss» Kossuth brach unter dem Gewicht der Lasten, die viele andere erdrückt hätten, nicht nur nicht zusammen, sondern er liess sich auch von den Verlockung «höherer Stellen» nicht bestricken, denen gegenüber nur die wenigsten gleichgültig zu bleiben vermocht hatten.

*

Im Laufe der vierziger Jahre geht das Ringen der Reformbewegung und der ihr gegenüberstehenden konservativen Richtung immer mehr in einen Kampf auf Leben und Tod über, den die überholte, aber an ihr Bestehen krampfhaft festhaltende feudale Ordnung gegen die erstarkende bürgerliche Entwicklung führt. Es handelt sich nicht nur darum, dass hinter den beiden Richtungen die einander entgegengesetzten Interessen feindlicher Klassen stehen, sondern auch darum, dass diese Gegensätze so zugespitzt sind, wie sie es für gewöhnlich

¹²⁸ ebd. (Auszeichnung von mir — E. A.)

¹²⁹ ebd. (Auszeichnung von mir — E. A.)

¹³⁰ Világ, Nr. vom 28. August 1841, S. 276—277, «Megtérés és megváltás» (Vergütung und Ablösung).

nur an den grossen Wendepunkten der Geschichte zu sein pflegen, wenn der überholten Gesellschaftsordnung bzw. ihren Verteidigern neue Klassen entgegen-treten, die für eine neue wirtschaftliche und politische Ordnung kämpfen.

Um die Mitte des Jahres 1844 wurde Kossuth gezwungen, von der Schriftleitung des «Pesti Hirlap» zurückzutreten. Nicht nur die Tatsache, auch das Datum war kein Zufall. Anfang 1844 lenkte nämlich Metternich die Aufmerksamkeit des Hofes energisch auf die Lage in Ungarn, die sich mit dem Aufwerfen der Frage des selbständigen ungarischen Zollsystems und mit der Entfaltung der Bewegung für einen ungarischen Gewerbeschutzverein immer «beunruhigender» gestaltete; zugleich bat er um die Vollmacht, den ungarischen Angelegenheiten sein «besonderes Augenmerk» zu widmen¹³¹. In einem Elaborat «über die ungarischen Zustände» stellt Metternich im selben Jahre fest: «Ungarn steht in der Vorhölle der Revolution».¹³² Die geheimen Ziele der Gewerbeschutzvereinigung — schreibt er — bedeuten Landesverrat, ihre offenen reinsten Unsinn.» «Der König möge die Zügel der Regierung ergreifen . . . sich an die Spitze der wirtschaftlichen Wiederbelebung des Landes stellen.» Die Gründung einer Hypothekenbank und Vorbereitungen zur Förderung des Verkehrswesens, das war Metternichs Wirtschaftsprogramm. Weit reichhaltiger gestaltet sich bereits sein politisches Programm. In seinem Briefe vom 9. Mai 1844 an Palatin Joseph bezeichnet er «als Ausgangspunkte» die folgenden drei wichtigsten Aufgaben:

die Schaffung einer sicheren Mehrheit im Unterhaus,
die Sicherung der Führung dieser Mehrheit durch die Regierung,
die Notwendigkeit, dass die Komitate einer anderen Führung unterstellt werden.¹³³

Die Aufgabe besteht in der Schwächung der feindlichen Elemente»¹³⁴ — stellt Metternich in seinem vertraulichen Briefwechsel mit Baron Samu Jósika, dem Vizekanzler von Siebenbürgen, fest.

Die hauptsächlichsten Momente im Kriegsplane Metternichs waren:

1. Im Juli 1844 die Ernennung eines Geheimkomitees, bestehend aus konservativen ungarischen Magnaten, «zur Liquidierung der an die Anarchie grenzenden ungarischen Zustände».¹³⁵

2. Ende 1844 die Ernennung des zum vertrautesten Kreise Metternichs gehörenden Grafen György Apponyi zum Vizekanzler Ungarns und des Barons Samu Jósika zum Vizekanzler Siebenbürgens.

¹³¹ Vgl. die Aufzeichnungen im Tagebuch der ungarischen Gräfin Melanie Zichy, der Gemahlin Metternichs. Aus Metternichs nachgelassenen Papieren, Wien 1883, Bd VII, S. 5.

¹³² a. a. O. S. 51—63.

¹³³ Vgl. L. Wirkner: *Élményeim* (Meine Erlebnisse), Pozsony, 1879, S. 155.

¹³⁴ Metternichs Bemerkung auf den Brief Jósikas über die Einführung des Administratorensystems, 13. November 1844. Erdélyi Múzeumegyesület Levéltára (Archiv des Museumsvereins von Siebenbürgen) Cluj—Klausenburg, Jósika cs. lt. (Familienarchiv Jósika).

¹³⁵ *Szógyén-Marich*, a. a. O. S. 156.

3. Die allmähliche Einführung des Administratorsystems in den Komitaten.

Ein wesentlicher Punkt dieses Planes, ein der Reformpartei zugedachter Schlag, war die Ernennung Széchenyis in den Statthaltereirat, worauf die Konservativen gedrungen hatten.¹³⁶ Im Sinne dieses Planes versuchte Metternich, Kossuth für sich zu gewinnen, was — wie wir wissen — völlig fehlschlug.¹³⁷ Aber entscheidender als alle diese Schritte war wohl die Gründung der konservativen Partei durch die absolutistische und feudale Reaktion, was 1846 zur vollendeten Tatsache wurde.

Alle diese Massnahmen sollten verhindern, dass Ungarn aus der «Vorhölle» der Revolution in die Revolution selbst hineingerissen werde, mit anderen Worten: die österreichische Regierung war nicht gewillt, untätig mitanzusehen und zu dulden, dass ihr «das kleine West-Indien», das Ungarn für Österreich bedeutete,¹³⁸ verloren ging.

Es handelte sich nicht nur darum, dass die österreichische Regierung die bis dahin bestandene koloniale Lage Ungarns aufrechtzuerhalten suchte. Die Zielsetzung der nationalen Reformbewegung, die Bande der Abhängigkeit Ungarns zu zerreißen oder sie zumindest zu lockern, konnte Österreich um so weniger zulassen, als das erstarkende österreichisch-deutsche Industriekapital zu dieser Zeit bemüht war, Ungarn als billige Rohstoffbasis und als vorteilhaften Markt noch mehr als bis dahin auszunutzen. Dementsprechend bildete es in den vierziger Jahren des 19. Jahrhunderts das immer unverhülltere Ziel der österreichischen Regierung, die politische und wirtschaftliche Bindung Ungarns an das Habsburger-Reich *noch enger zu gestalten*, d. h. Ungarns Abhängigkeit zu verstärken. Darum drängt Metternich auf eine durchdachtere und energischere, vor allem aber besser zentralisierte Regierung als bisher, darum hielt er es für eine unaufschiebbare Aufgabe, an die Spitze der ungarischen Regierungsstellen «energische, tatkräftige Männer» zu berufen, die Komitate allmählich dem Wiener Kabinett unterzuordnen, im Ständetag die Mehrheit zu erlangen und zu diesem Zweck eine entsprechende politische Partei zu gründen.

Der sowohl auf wirtschaftlichem als auch auf politischem Gebiet verstärkte österreichische Druck schuf, verbunden mit der sich vertiefenden inneren

¹³⁶ «Die Gutgesinnten glauben, dass es sehr vorteilhaft wäre, ihn (Széchenyi) mit der Regierung in Verbindung treten zu sehen» schreibt in ihrem Tagebuch Metternichs Gemahlin Mitte April 1844. Aus Metternichs nachgelassenen Papieren, Wien 1883, Bd. VII, S. 65; vgl. auch S. 146.

¹³⁷ Vgl. L. Wirkner, a. a. O. S. 123–134; das Original des Briefes, in dem Kossuth Metternichs Vorschlag zurückwies, befindet sich im Familienarchiv Metternich, in Plassy (Tschechoslowakei). Acta Clementina.

¹³⁸ «Ungarn ist für Österreich ein kleines West-Indien» — erklärte zu dieser Zeit Baron Sina dem Vertrauten Metternichs, L. Wirkner — «jede Handvoll Getreide, jedes Produkt aus Ungarn wird an der Grenze Österreichs hoch verzollt, andererseits kauft Ungarn selbst die schlechtesten Handelsprodukte von Österreich und vermehrt so dessen Steuerkraft, was an Geld in Ungarn zurückbleibt, das bringen die ungarischen Kavalliere nach Wien und geben es dort aus.» L. Wirkner, a. a. O. S. 121.

Krise des ungarischen Feudalismus, eine unerträgliche Lage, deren Last nicht nur auf die Volksmassen, sondern auf fast alle Schichten der ungarischen Gesellschaft drückte. Der Zeitgeist sei «die allgemeine Unzufriedenheit aller Stände, Klassen und einzelner Menschen», wie selbst ein solch typischer Vertreter der aristokratischen Grossgrundbesitzer, wie Graf Ferenc Széchenyi, die allgemeine Stimmung in den vorhergehenden Jahrzehnten ausgedrückt hatte, und diese Feststellung war in den vierziger Jahren in noch höherem Masse gültig.¹³⁹ Kossuth, der es am besten verstand, die Unhaltbarkeit der Lage sowohl sich selbst als auch der ganzen Nation klarzumachen, kennzeichnete zu dieser Zeit «den Zustand des Landes» folgendermassen: «Ständige Beschwerden. Und durch die ganze Geschichte dieser ständigen Beschwerden zieht sich gleich einem schwarz-gelben Faden überall das deutlich prononcierte Bestreben . . ., unsere Interessen denen Österreichs unterzuordnen und bei langsamer Unterdrückung der Selbständigkeit unseres Vaterlandes die Regierungsgewalt einerseits immer mehr im österreichischen Kabinett zu konzentrieren, andererseits so uneingeschränkt wie möglich zu gestalten und zu diesem Zweck unsere Verfassung und die diese garantierenden Institutionen zu lähmen . . .

Die Folge dieser wichtigen Richtung ist, dass die Zukunft unseres Vaterlandes kompromittiert, die territoriale Unversehrtheit unseres Landes verstümmelt, unsere Nation durch die Kämpfe innerer Zwistigkeiten bedrängt, demoralisiert ist, unser materieller Wohlstand sich in einer Stagnation befindet, in der selbst die Gaben der Natur den Verfall kaum wettmachen können.»¹⁴⁰

Kossuth war vom «materiellen . . . Verfall» des Landes nicht minder beunruhigt als von der ernstesten politischen Lage: in der zweiten Hälfte der vierziger Jahre widmete er den wirtschaftlichen Fragen immer grössere Aufmerksamkeit. Von der wirtschaftlichen Lage des Landes gibt er zu dieser Zeit folgendes «düstere Spiegelbild der Wirklichkeit»: «Wir sehen die allgemeine Geldnot . . . sehen, dass wegen der Besteuerung des Volkes strenge Exekutionen an der Tagesordnung sind und dass der Statthaltereirat dessenungeachtet die Einhebung der Steuern betreibt, weil das Volk in ständigen Schulden steckt . . . Wir sehen, dass sich die Landwirtschaft nur wenig entwickeln kann, weil es uns an Investitionskapital fehlt, sehen die Kümmerlichkeit industrieller Unternehmungen, weil wir aus eigener Kraft, ohne Hilfe des Auslandes nicht einmal ein Unternehmen von einigen hunderttausend Gulden gründen können; — wir sehen, dass wir unsere Eisenbahnen, unsere Donaubücke mit ausländischem Geld erbauen, unsere Ströme mit ausländischem Geld regulieren müssen; wir

¹³⁹ Die Handschrift des Werkes «Vom Zeitgest» von Graf F. Széchenyi befindet sich im OL = Országos Levéltár (Staatsarchiv), Széchenyi cs. lt. (Familienarchiv Széchenyi) Bd. I, Nr. 12, Faszikel 7, Nr. 1. Der Zeitpunkt der Abfassung ist nicht angegeben.

¹⁴⁰ Kossuth: «Ellenzék és pecsovcis» (Opposition und Gutgesinnte), s. Gy. Viszota, Bd. II, S. 852–53. Vgl. Anm. 9.

sehen, dass wir nicht imstande sind, im eigenen Lande für den heiligsten Zweck, für die obligatorische Fronablösung eines einzigen Hörigendorfes Geld zu leihen; wir sehen, dass ausländische Fürsten und Geldmakler unsere zum Kauf angebotenen Güter haufenweise erwerben.»¹⁴¹

Zu dieser Zeit widmet Kossuth seine ganze Kraft der Festigung und Popularisierung der «Industriebewegung», die seiner Meinung nach «in unser aller Volksbedürfnis . . . wurzelt».¹⁴² Zur selben Zeit, als die Konservativen über die «fluchbeladene Industrie» schrieben, und die Leibeigenschaft, die keine industriellen Lohnarbeiter kenne, als einen paradisischen Zustand verherrlichten, drängte Kossuth auf die Schaffung einer ungarischen Industrie, denn die Industrie sei «die führende Idee der Epoche», «der Gott» des Zeitalters. «Heutzutage ist die führende Idee, die der gegenwärtigen Phase der Zivilisation Richtung weist: die Industrie. Ihrem Gesetz untersteht jetzt das Leben der Völker Europas.»¹⁴³ «Die Idee der Industrieentwicklung . . . vermag selbst aus der Wüste eine zivilisierte schöne Heimat zu schaffen» — verkündete das «Hetilap» (Wochenblatt).¹⁴⁴ Für «Torheit» erklärte Kossuth, dass man uns glauben machen will «. . . dass Ungarn ausschliesslich und für ewig nur einzig und allein zum Ackerbau verdammt sei».¹⁴⁵

«Den wehmütig-patriotischen Ungarn, den Landjunker, der die schattenspendenden Zwetschgenbäume des altväterlichen Gutes so sehr liebt, schreckt man von der Unterstützung unserer Industriebewegung damit zurück, dass der Ungar den Acker aus Gottes Fügung zu bestellen habe. Wenn einer behauptet, dass diese Nation von 15 Millionen Seelen, die ein nahezu 5000 Quadratmeilen grosses Vaterland bewohnt, trotz der Unterschiede, die zwischen den Menschen in ihren Neigungen, Verhältnissen, Zuständen und in der tausendfältigen Form des Bodens sowie der Bodenschätze bestehen, für ewig nur zum Ackerbau verdammt sei, so ist das wahrhaftig Gotteslästerung.»¹⁴⁶

Kossuth, der auf dem Wege der antifeudalen nationalen Bewegung immer sicherer vorwärtsschritt, sagte der feudalen Reaktion und ihren ungarischen Vertretern, nicht zuletzt den «Militanten» der aristokratischen Grossgrundbesitzer, den Neokonservativen, den Kampf an, wenn er in dieser Zeit immer lauter verkündete: «Vorwärts, immer nur vorwärts! Wer stehenbleibt, wird niedergetreten.»¹⁴⁷ «Was gestern noch genügte, ist heute schon ungenügend,

¹⁴¹ Rede von L. Kossuth auf der Generalversammlung des Schutzvereins am 20. August 1846. Magyar Szózatok (Ungarische Reden), Hamburg, 1847, S. 98—99.

¹⁴² Hetilap (Wochenblatt), Nr. vom 2. Januar 1846, S. 5, «Tájékozás» (Orientation).

¹⁴³ ebd., S. 4.

¹⁴⁴ Hetilap, Nr. vom 6. Januar 1846, S. 29, «A dolgozó néposztály» (Die werktätige Volksklasse).

¹⁴⁵ Rede von L. Kossuth auf der Generalversammlung des Schutzvereins. Magyar Szózatok, S. 70, Vgl. Anm. 141.

¹⁴⁶ Hetilap, Nr. vom 6. Januar 1846, S. 25, L. Kossuth: «Földművelési érdekek» (Interessen des Ackerbaus).

¹⁴⁷ Hetilap, Nr. vom 2. Januar 1846, S. 4. (Auszeichnung von mir — E. A.)

was gestern noch gut war, ist heute schon unnütz. In der Säumnis, in der Einschläferungspolitik sehen wir die Gefahr des endgültigen Verfalls» — schrieb das «Hetilap».¹⁴⁸

Das Sprachrohr des konkreten und zielbewussten Wirtschaftsprogrammes Kossuths wurde zu dieser Zeit das «Hetilap», das als «Zeitschrift des Industrievereins» erschien. Obwohl es sich im Sinne der amtlichen Lizenz nur mit unmittelbar wirtschaftlichen Fragen befassen durfte,¹⁴⁹ wurde dieses Blatt infolge der Mitarbeit Kossuths, sowie der Bedeutung der aufgeworfenen wirtschaftlichen Probleme, trotz seinem kleinen Umfange, zu einem höchst bedeutenden kämpferischen Organ der antifeudalen und nationalen Bewegung, dessen eminente politische Bedeutung nicht bezweifelt werden kann.

Das «Hetilap» leistete für die Pflege und Verbreitung «der Idee der Industrieförderung» tatsächlich eine grosse Arbeit. Die Probleme des Eisenbahnbaus, der Entwicklung von Industrie und Gewerbe, des Kampfes um die Schutzzölle verschwanden sozusagen nie aus den Spalten des «Hetilap», das diese Probleme und die mit ihnen verknüpften Fragen in ihrer ganzen Weite aufwarf. Es forderte «die volkstümliche Verbreitung der exakten Wissenschaften»,¹⁵⁰ die Entwicklung des gewerblichen Fachwissens,¹⁵¹ die Organisation von Gewerbeschulen, die Fortbildung der Ingenieure.¹⁵² Es berichtete regelmässig über Entdeckungen und Erfindungen und gewährte in seinen Spalten den Artikeln über die Verbesserung der industriellen Produktion, über die technischen Neuerungen weiten Raum. So brachte das «Hetilap» im Januar 1846 eine ganze Artikelserie über die Methoden zur Verbesserung der Rübenzuckerproduktion. Weitere Artikel des «Hetilap» waren: «Die Notwendigkeit der chemischen Analyse der ungarischen Steinkohlen». «Über die Streckbarkeit des Gusseisens». «Über die Asphaltierung der Strassen». In der Mainnummern brachte das Blatt Artikel über die Möglichkeiten «des Baumwollanbaus in Ungarn», im Juni über «die Aufgaben der Seidengesellschaften», im August und September berichtete es über die Industrieausstellungen in der Provinz usw. usw.

Die Schaffung einer nationalen Industrie, die Entwicklung moderner Verkehrsmittel, die entsprechende Umgestaltung des Elementar- und höheren Unterrichts, doch vor allem die Abfassung und Einbringung der notwendigen Gesetze und Rechtsregeln, all dies führte notwendigerweise zur Diskussion über alle wichtigen Fragen des Kampfes um die bürgerliche Umgestaltung des Landes. Das «Hetilap» und Kossuth kämpfte um nichts Geringeres als um die Herstellung «des Einklanges zwischen Produktivkräften und Produktionsverhält-

¹⁴⁸ Hetilap, Nr. vom 26. Mai 1846, S. 715, «Ne ámítsunk» (Keinen Schwindel), Leitartikel ohne Unterschrift.

¹⁴⁹ Vgl. Barta: Kossuth, S. 94, s. Anm. 10.

¹⁵⁰ Hetilap, Nr. vom 2. Januar 1846, S. 1.

¹⁵¹ Hetilap, Nr. vom 18. April 1848, S. 486.

¹⁵² ebd.

nissen» in der gegebenen Epoche und um die Schaffung der hiezu notwendigen politischen und rechtlichen Institutionen.

Wenn das «Hetilap» in seinen Artikeln die Einführung einheitlicher Masse und gleicher Postgebühren verlangte,¹⁵³ gegen die indirekten Steuern Stellung nahm, sich für die volle Gewerbefreiheit der Juden einsetzte,¹⁵⁴ auf die bessere Entlohnung der Meisterlehrlinge drängte,¹⁵⁵ oder wenn es die Freiheit der Gewerbetreibenden von der Prügelstrafe verteidigte,¹⁵⁶ so waren alle diese wirtschaftlichen, rechtlichen usw. Teilfragen zugleich eminent politische Fragen, ausserordentlich wichtige Fragen des Kampfes, den die fortschrittliche Bewegung gegen den Feudalismus, für die bürgerliche Ordnung und Freiheit führte. «Da wir wissen, dass das Lebenselement des Handels, der Industrie und des Gewerbes Freiheit, Recht und gesicherter Schutz sind, so mögen wir nichts versäumen, was die Schaffung dieses Elements erfordert» — schrieb das «Hetilap» —, denn es gebe ein Ungeheuer, das «nicht so sehr ein Feind, als vielmehr ein furchtbarer Mörder unserer Industrie und unserer Handels, dadurch aber unseres erhofften nationalen Wohlstandes und unserer nationalen Geltung ist . . . dieses Ungeheuer ist das Fehlen der persönlichen Sicherheit, des gesetzlichen Schutzes, die Tyrannei derer, die ihre Amtsgewalt missbrauchen».¹⁵⁷

Das «Hetilap» war ein kämpferisches, antifeudales Organ, das die Fahne der zeitgemäss gewordenen gesellschaftlichen Umwälzung hochhielt, und das ein verhasster und gefürchteter Gegner der Reaktion, der Rückständigkeit und der Verteidiger der Leibeigenschaft war. Das «Hetilap» setzte auch insofern die Traditionen von Kossuths «Pesti Hirlap» fort, als es — wenn auch in einer anderen Form — nie versäumte, neben den konkreten, schwungvollen, vielseitigen wirtschaftlichen und kulturellen Vorschlägen das haarsträubende, zum Himmel schreiende Elend des Volkes, das unter dem doppelten Joch der äusseren, kolonialen Unterdrückung und des Feudalismus stöhnte, Tag für Tag aufzuzeigen.

Im scharfen Gegensatz zu der Presse der Konservativen, die über die «väterliche Fürsorge» der «gnädigen» Regierung, über das angebliche materielle Gedeihen und über den kulturellen Wohlstand des Landes, über den befriedigenden Zustand des Schulwesens, über die Wohltätigkeit der «kirchlichen Schutzherrn» usw. beschwichtigende Schriften von «hochedlen» Verfassern veröffentlichte, prangerte das «Hetilap» die Grossgrundbesitzer an, die mit Hinblick auf die Hungersnot ihr Getreide «solange nicht auf den Markt brachten, bis sie hoffen durften, es zu dem erwünschten hohen Preis zu verkaufen»,¹⁵⁸

¹⁵³ Hetilap, Nr. vom 20. Januar 1846, S. 128 ; Nr. vom 13. Juli 1847, S. 902.

¹⁵⁴ Hetilap, Nr. vom 22. September 1846 ; Nr. vom 16. Dezember 1847 ; Nr. vom 13. März 1848.

¹⁵⁵ Hetilap, Nr. vom 9. Juli 1847, S. 873.

¹⁵⁶ Hetilap, Nr. vom 8. September 1846, S. 1191.

¹⁵⁷ Hetilap, Nr. vom 23. Juni 1846, S. 841—842.

¹⁵⁸ Hetilap, Nr. vom 21. Januar 1848, S. 85.

und berichtete, dass im vergangenen Winter 1847—48 «im Komitat Sáros von 197 000 Einwohnern 30 000 verhungerten»,¹⁵⁹ dass im Pester Arbeitshaus nahezu ein halbes Hundert *Kinder* ihr Leben fristen («Oh, Volkserziehung!»)¹⁶⁰ dass so eine Niederträchtigkeit, wie «der Menschenhandel . . . frei betrieben wird»,¹⁶¹

Vor Empörung heiss waren jene Artikel des «Hetilap», die die Fron «als die Höllenschule jeder Art von Unmoral» geisselten.

Kossuth liess nicht ab, seinen Zeitgenossen «die unerschöpflichen Übel» der Fronpflichtigkeit vor Augen zu führen. Während die konservative Presse Ammenmärchen von «bereits freien Bauern» auftischte, die sich losgekauft hatten und jetzt «seufzen, wenn doch die glücklichen Zeiten noch einmal zurückkehrten, da wir in der Obhut des Grundherren standen»,¹⁶² war er der Meinung, dass er seine Feder in einen «glühenden Flammenstrom» tauchen müsste, «um all das Verhasste getreulich zu beschreiben, dessen unversiegbare Quelle der Zustand der Fronpflichtigkeit ist. «Soll ich den schrecklichen Verlust aufzählen, den Fron und Zehent, die Höllenschule der Trägheit, des Müssiggangs, der Lässigkeit, des vorsätzlichen Betrugs und jeder Unmoral dem Staate, dem Grundherrn und auch dem Volke zufügen? Soll ich die Erbitterung beschreiben, die beide Teile unablässig erfüllt, und die daraus folgende Kraftlosigkeit, in der wir dem Verfall preisgegeben sind? . . . Ich berufe mich auf das nationale Gemeinempfinden, ich berufe mich auch noch auf die lieben Leute ergrautes Hauptes, die sich ihren Hörigen gegenüber bona fide als Patriarchen aus Abrahams Zeiten wähen. Sie mögen sich Rechenschaft ablegen über die Tage des Jahres, vom Pflügen der Felder im Frühjahr bis zur Buchweizenernte in den hohen Bergen und es sich dann selber eingestehen: kann ihr patriarchales Herz in die Fronpflichtigkeit verliebt sein?»¹⁶³

Das damalige Organ der Neokonservativen, dieser Interessengemeinschaft von verstockten Hörigenschindern, der «Budapesti Hiradó» (Budapester Nachrichtenblatt) und sein Redakteur, Graf Emil Dessewffy, führten mit «unermüdlicher Kraft» den in seinen Mitteln nicht wählerischen erbitterten Kampf gegen die Reformbewegung und unmittelbar gegen Kossuths Politik und Person, den dereinst der «Világ» unter der Leitung des Grafen Aurél Dessewffy begonnen hatte. Auch der «Budapesti Hiradó» erachtete es für seine «würdigste Aufgabe», für seine Pflicht nicht nur «der Nation» sondern «der ganzen Menschheit» gegenüber, «die Spiegelfechter zu bekämpfen, ihre Unvermögenheit . . . ihre irreleitenden, falschen Ideen, ihre auf die Schwächen der Nation

¹⁵⁹ Hetilap, Nr. vom 7. Januar 1848, S. 28.

¹⁶⁰ Hetilap, Nr. vom 4. Januar 1848, S. 15 (Auszeichnung von mir — E. A.).

¹⁶¹ Hetilap, Nr. vom 21. Januar 1848, S. 92.

¹⁶² BH = Budapesti Hiradó (Budapester Nachrichtenblatt), Nr. vom 27. April 1847, S. 281, «Jobbágyság és szabad föld» (Leibeigenschaft und freier Grund und Boden).

¹⁶³ Hetilap, Nr. vom 28. Juli 1846, S. 1001, L. Kossuth: «A teendők legfőbbike» (Die Hauptaufgabe), Leitartikel.

berechneten Schmeicheleien aufzuzeigen, im allgemeinen dafür zu sorgen, dass die staatlichen Doktoren dem genesenden Lande nicht Gift statt Arznei verabreichen». ¹⁶⁴ Der Unterschied bestand nur darin, dass der «Budapesti Híradó» in der Manier und Argumentation seiner Ausfälle gegen Kossuth noch zynischer, rabulistischer und vor allem *noch gröber* war, als sein Vorgänger, der «Világ». Das Ziel der ausserordentlich scharfen und rabulistischen Angriffe des «Budapesti Híradó» war, die Opposition, doch vor allem Kossuth als verworrenen, unseriösen, nicht in Betracht kommenden Faktor hinzustellen. ¹⁶⁵

Was das Blatt der Konservativen und sein «hochedler Redakteur» über «den Mumpitz der Opposition» über «Lug und Trug» usw. zusammenschrieb, das war alles hauptsächlich auf Kossuth gemünzt und an ihn adressiert.

Es war keineswegs eine Überempfindlichkeit von Kossuth, wenn er sich wiederholt über die «Verdächtigungen», über die «Anzüglichkeiten» der Konservativen beschwerte, sowie darüber, dass ihn das an der Leibeigenschaft festhaltende Lager der Grossgrundbesitzer «fast für einen Räuber ausschrie», weil er «für die Befreiung des Ackerbaus von den Ketten der Fron und des Zehents» kämpfte. ¹⁶⁶

Bei uns pflegt man — war in dem einen Leitartikel des «Hetilap» zu lesen — die Planung, die Vorsicht, die Neuerung, die Vorbereitung als leere Hirngespinnste hochtrabender und lärmender Antragsteller zu bezeichnen. Bei uns zahlt der Unbesteuerte beileibe keine Steuern und wenn ihm auch das Ross im Kot versinkt, ihm der Wagen zerbricht, so dass er keinen Schritt weiterkommt. Bei uns hält man es für überflüssig, auch nur Anregung und Gelegenheit zur Aufarbeitung unserer Rohstoffe zu geben. Bei uns kann den Pfeilen der Verdächtigung entfliehen, wer die schwachen Reiser unserer Industrie und unseres Gewerbes pflegt, hütet und schützt und dadurch ihr natürliches Gedeihen fördern will. ¹⁶⁷

Die Konservativen waren in ihren Mitteln nicht wählerisch, wenn es galt, Kossuth zu knebeln, ihn an seiner Tätigkeit zu hindern. So gaben sie sich zum Beispiel nicht damit zufrieden, dass Kossuth 1844 zum Rücktritt von der Redaktion des «Pesti Hírlap» gezwungen wurde und ohne eigenes Presseorgan blieb,

¹⁶⁴ BH, Nr. vom 15. Februar 1846, S. 107, «Devaluationális rovat» (Devaluationspalte).

¹⁶⁵ Der Budapesti Híradó führte eine eigene ständige Spalte, die «Devaluationsspalte», und zwar «mit besonderer Rücksicht auf das 'Hetilap'»; über den Ton dieser Spalte kann man sich einen gewissen Begriff machen, wenn man berücksichtigt, dass hier von Kossuth erklärt wurde «sooft er das Gebiet der Wissenschaft oder im allgemeinen das der exakten Kenntnisse betritt, schießt er einen Bock». BH, Nr. vom 10. März 1846, S. 158. «Welche Fertigkeit des Redakteurs des einstigen 'Pesti Hírlap' ist dem Leiter des jetzigen 'Hetilap' verblieben? — Die Fertigkeit, Böcke zu schiessen.» — «... es gibt nur ein einziges Land, wo L(ajos) K(ossuth) Anspruch auf Führerschaft erheben könnte, und das ist das Land der Blinden, doch selbst dort braucht der Kandidat zumindest ein Auge.» BH, Nr. vom 29. März 1846, S. 27.

¹⁶⁶ Hetilap, Nr. vom 6. Januar 1846, S. 26, Graf J. Dessewffy schrieb zum Beispiel für den «Világ» Gedichte in klassischem Versmass über die «räuberischen» Absichten der Reformpartei, über die «Geldgier», «Vergnügungssucht» der Reformler: «Paul zu berauben, damit — Edmund habe genug.» usw., in diesem Ton. Világ, Nr. vom 18. September 1841.

¹⁶⁷ Hetilap, Nr. vom 21. Juli 1846, S. 969, Leitartikel ohne Unterschrift.

sondern machten um die Mitte des Jahres 1846 die Regierungskreise darauf aufmerksam, dass . . . «viele der leitenden Artikel des Hetilap, namentlich jene, die aus der Feder Kossuths herrühren, einen vorzugsweise politischen Charakter an sich tragen, folglich dem Programme dieser Zeitschrift widerlaufen. Man schliesst daraus auf die Absicht Kossuths diese Zeitschrift in eine politische umzugestalten, welchem Beginnen im Wege der Censur entgegenzutreten wäre». ¹⁶⁸ «Unsere Gegner haben vielerlei Waffen — stellte Kossuth in seiner berühmten Rede im Industrieverein fest — und sie sind in ihrem Gebrauch nicht sehr wählerisch. Die Presse ist in ihrer Hand, die gedankenmordende Zensur . . . ist ihr Verbündeter.» ¹⁶⁹ Tatsächlich, es war eine besondere Sorge der das Zensorenamt bekleidenden ungarischen Konservativen, wie László Szögyén, János Czech und anderer, Kossuths Artikel aufs strengste zu zensurieren bzw. ihr Erscheinen zu verhindern. ¹⁷⁰

Besonders spitzte sich der Kampf zwischen Kossuth und den Konservativen in der Zollfrage zu, die von der Entwicklung der nationalen Industrie nicht zu trennen war. Er mass dieser Frage hinsichtlich der Zukunft, der weiteren Entwicklung des Landes eine entscheidende Bedeutung bei. «Während anderswo das Industrie- und Zollproblem nur eine Frage der besseren oder schlechteren Existenz ist, handelt es sich bei uns um eine Frage auf Leben und Tod, um eine Frage, die nicht nur über unsere bessere Existenz, sondern auch über die nationale Unabhängigkeit unseres Landes entscheidet.» ¹⁷¹

Kossuth machte in der Zollfrage die Öffentlichkeit wiederholt darauf aufmerksam, dass die Regierung, «ihre Vertreter und Organe die in solchen Fragen noch unerfahrene Nation mit trügerischer Scheindialektik umgarnen wollen». ¹⁷² Er sah «eine geschickte Kriegslist», «eine empörende, beabsichtigte, ungeheuerliche Mystifikation» der Wiener Regierung (und des «in Pest erscheinenden österreichischen ungarischsprachigen Organs», des «Budapesti Hiradó») darin, dass «sie uns glauben machen will, wir seien bei diesem System die Gewinnenden und sie die Verlusttragenden». ¹⁷³ Er teilte gänzlich die Auffassung, dass das Zollsysteem zwischen Österreich und Ungarn «die Industrie . . . erdrückt, die Vervollkommnung des Ackerbaus gehindert, die Blüte des Innenhandels vereitelt, den Aussenhandel für das Land passiv gestaltet habe». ¹⁷⁴ In seiner grossen Rede auf der Landesgeneralversammlung des Industrieschutzvereins am 20. August 1846 wies er bezüglich des Handels mit Österreich nach, dass

¹⁶⁸ Bericht der Geheimpolizei aus Pest vom 20. Juli 1846. Mitgeteilt bei *Barta*: Kossuth, S. 259. Vgl. Anm. 10.

¹⁶⁹ Magyar Szózatok, S. 76–77, Vgl. Anm. 141.

¹⁷⁰ Über die Artikel Kossuths, die von der Zensur verboten wurden, s. *Viszota*, Bd. II, S. 989–1010, Vgl. Anm. 9; *Barta*: Kossuth, S. 94, Vgl. Anm. 10.

¹⁷¹ Magyar Szózatok, S. 84, Vgl. Anm. 141.

¹⁷² ebd. S. 86. Vgl. Anm. 141.

¹⁷³ ebd. S. 87. Vgl. Anm. 141.

¹⁷⁴ Die Adresse über die Zollfrage, die vom Ständetag 1843–44 einstimmig angenommen wurde.

«in 14 Jahren . . . die Ausfuhr nur um etwa 57 Prozent, die Einfuhr hingegen um nahezu 200 Prozent gestiegen ist».¹⁷⁵ Er wies nach, dass Ungarn selbst nach amtlichen, die tatsächliche Lage schönfärbenden Angaben in einem Jahr für Fertig- und Halbfertigprodukte nicht weniger als 51 Millionen Gulden an Österreich gezahlt hatte. Kossuth nannte dies «eine ungeheuerliche Art der indirekten Besteuerung»: ¹⁷⁶ «51 Millionen Gulden! Eine schreckliche Summe! Aber nicht deshalb, weil wir so viel verbrauchen, sondern weil wir sie nicht für solche Waren zahlen, deren segensreiche Produktion uns der Herrgott versagt hat, vielmehr sie als Lohn einer Arbeit und eines Fleisses bezahlen, die wir auch bei uns verrichten könnten; dies zu einer Zeit, da bei uns das Volk des Oberlandes mangels Arbeit und Verdienstes nach jeder schwächeren Ernte Hunger leidet.»¹⁷⁷

In der zweiten Hälfte der vierziger Jahre des 19. Jahrhunderts änderten die Wiener Regierung und ihre ungarischen konservativen Helfershelfer ihren zollpolitischen Standpunkt und befürworteten die *Aufhebung* der Zölle zwischen Österreich und Ungarn. Dadurch wollten sie der Industrieschutzverein-Bewegung «den Giftzahn» ausbrechen, die öffentliche Meinung der Nation betäuben und vor allem die Einfuhrquote der österreichischen Industrieartikel nach Ungarn erhöhen. Nicht zuletzt handelte es sich um folgendes: das österreichische Industriekapital war zu dieser Zeit bereits dermassen erstarrt, dass es sich Ungarn, dem um vieles zurückgebliebenen Agrarland gegenüber auf den Standpunkt des Freihandels stellen konnte, was ihm die Produkte der ungarischen Landwirtschaft noch mehr verbilligt und den gesteigerten Absatz von Industriewaren in Ungarn ermöglicht hätte.

Im Gegensatz zu den Konservativen verlangte Kossuth zur Unterstützung der ungarischen Industrie gegenüber der Konkurrenz Österreichs Schutzzölle. Die Erhebung von Schutzzöllen betrachtete er für «eine Wiedergutmachung jahrhundertelanger, ausbeutender Ungerechtigkeit».¹⁷⁸ Er wies darauf hin, dass die Wiener Regierung die Parole zur Abschaffung der Zwischenzölle als Antwort auf die Industrieschutzbewegung ausgab. «Der Industrieschutzverein hat gehandelt»¹⁷⁹ . . . «und man will ihr mit Taten antworten; aber seien wir auf der Hut, doppelt auf der Hut . . . damit sie uns nicht Sand in die Augen streuen. Damit sie den Knoten dieser Frage nicht derart lösen, dass wir gezwungen werden, tränennassen Auges an ihre väterliche Lösung zurückzudenken».¹⁸⁰

In dem konservativen «Budapesti Híradó» erschienen «aus der gräflichen Feder des hochedlen Leiters» der Zeitung zahlreiche Artikel gegen die von

¹⁷⁵ Magyar Szózatok, S. 100–101. Vgl. Anm. 141.

¹⁷⁶ ebd. S. 129. Vgl. Anm. 141.

¹⁷⁷ ebd. S. 118–119. Vgl. Anm. 141.

¹⁷⁸ ebd. S. 212. Vgl. Anm. 141.

¹⁷⁹ ebd. S. 83. Vgl. Anm. 141. «Seit vierzig Jahren wurde überall im Lande die Klage laut ob der Zölle und wie man so zu sagen pflegt, sassen sie auf den Ohren und waren taub; aber siehe da, es wurde der Schutzverein gegründet, und sie kennen jetzt nichts Aktuelleres als die Zollfrage.»

¹⁸⁰ ebd. S. 84. Vgl. Anm. 141.

Kossuth und seinen Gesinnungsgenossen unterstützte «Schutzzollmode»; sie verherrlichten gegenüber dem «veralteten» System die Aufhebung der Zölle zwischen Österreich und Ungarn als einen Triumph der fortschrittlichen Idee des Freihandels und prophezeiten für den Fall ihrer Verwirklichung die glänzende Entwicklung, «den kühnen Adlerflug» der ganzen Nation. «Mit 38 Millionen Menschen werden wir freien Handel treiben, und von der steigenden Zahl der sich bereichernden Verbraucher angelockt, werden ausländisches Kapital, ausländische Geschicklichkeit und Intelligenz in unser Vaterland eindringen. Lehrinstitute, Agrar- und Industrieschulen werden erstehen und Wissenschaft und Kultur verbreiten.»¹⁸¹

Kossuth bewertete, im scharfen Gegensatz zum Standpunkt der Konservativen, die Abschaffung der Zölle zwischen Österreich und Ungarn als ein Manöver, das in den Deckmantel des Freihandels gehüllt, in Ungarn das unbeschränkte Monopol Österreichs sichern sollte.

«Eine Aufhebung der Zölle, die die äusseren prohibitiven Zollschranken aufrechterhält, uns vom Welthandel ausschliesst, die Weltindustrie auf unseren Markt nicht zulässt, dagegen das Eindringen der österreichischen Industrie auch von jenem geringen Hindernis befreit, das die jetzige Zwischenzollgrenze zumindest in der Form ärarischer Einkünfte darstellt, all das macht die Entfaltung unserer Industrie unmöglich und erniedrigt unser Vaterland zum kolonialen Absatzgebiet, das die österreichische Industrie nach Belieben ausbeuten kann; *das ist nicht nur kein Freihandel, sondern geradewegs ein gesichertes Monopol.*»¹⁸²

Kossuth hielt die Aufhebung der Zwischenzölle für «mörderisch schädlich». Sein Standpunkt in dieser Frage wurde in entscheidendem Masse dadurch bestimmt, dass «die Aufhebung der Zwischenzölle die Industrie . . . schon im Keime ersticken würde»,¹⁸³ d. h. Kossuth gab sich nicht mit der Förderung der kapitalistischen Entwicklung in der Landwirtschaft zufrieden, sondern er ging von der Notwendigkeit der modernen industriellen Produktion, von der Entwicklung des Industriekapitalismus aus, wobei er den in jeder Hinsicht richtigen Standpunkt vertrat, dass in den modernen Zeiten die Entwicklung der Landwirtschaft von der Entwicklung der Industrie abhängt. «*Ohne die Entwicklung einer freien und blühenden Industrie ist die äusserste Not und der Verfall unseres Vaterlandes nicht zu vermeiden . . . die Industrie ist eines der unentbehr-*

¹⁸¹ BH, Nr. vom 1. September 1846, S. 141, Graf E. Dessewffy: «Nyilt levelek gróf Széchenyi Istvánhoz» (Offene Briefe an Grafen István Széchenyi).

¹⁸² Rede von L. Kossuth im Schutzverein am 20. August 1846. Magyar Szózatok, S. 146, Vgl. Anm. 141. (Auszeichnung von mir — E. A.) Die angeführte Stelle wurde wortwörtlich auch vom Leitartikel des «Hetilap» am 7. Januar 1848 übernommen: «Megtartassék-e a vámsorompó Magyarországon és Ausztria között?» (Sollen die Zollschranken zwischen Ungarn und Österreich bestehen bleiben?)

¹⁸³ Magyar Szózatok, S. 154. Vgl. Anm. 141.

lichen Hilfsmittel, ohne das nicht einmal an die Entwicklung der Landwirtschaft zu denken ist.»¹⁸⁴ Mit der Aufhebung der Zwischenzölle «würde im Ganzen betrachtet auch die Landwirtschaft verlieren, denn sie hat keine bessere Triebfeder als eine blühende einheimische Industrie.»¹⁸⁵

Zweifellos entsprach Kossuth Standpunkt bezüglich der Schutzzölle in der gegebenen Situation den Interessen der bürgerlichen Entwicklung Ungarns: er bedeutete die Förderung der nationalen Unabhängigkeit, des materiellen Wohlstandes, des allgemeinen Fortschrittes, er war gerechtfertigt und progressiv. In diesem Zusammenhang erachten wir es für angebracht, auf den Standpunkt zu verweisen, den Marx zur selben Zeit in der Frage des Freihandels und der Schutzzölle einnahm. Bekanntlich stellte Marx auf dem Brüsseler Kongress der Anhänger des Freihandels im Jahre 1847 fest, dass «das Schutzzollsystem heutzutage im allgemeinen konservativ ist», wies aber zugleich auch auf folgendes hin: «in Staaten, wo sich die Bourgeoisie als Klasse erst durchzusetzen beginnt, . . . wirkt sie mit grossen Anstrengungen für die Schaffung von Schutzzöllen. Sie dienen ihr als Waffe gegen den Feudalismus und die absolutistische Staatsgewalt, sie sind Mittel zur Konzentration ihrer Kräfte und zur Verwirklichung des Freihandels innerhalb des Landes.»¹⁸⁶

Wir meinen, dass diese Feststellungen Marx' in dem von Österreich abhängigen Ungarn besonders Geltung hatten: der Kampf der Konservativen gegen die Schutzzölle war gleichbedeutend mit der Verteidigung «des Feudalismus und der absolutistischen Staatsgewalt», und zwar der Staatsgewalt eines fremden Kolonialstaates.

Die Konservativen widersetzen sich auch auf dem Gebiet der politischen Reformen unverändert jeder noch so gemässigten bürgerlichen Bestrebung, widersetzten sich dem ganzen politischen Programm der Reformbewegung. Sie verwarfen nicht nur die gänzliche Aufhebung der Fronpflichten, der obligatorischen Fronablösung, die ihrer Meinung nach «das Land . . . in ein Chaos stürzen könnte». Sie akzeptierten auch das Prinzip der allgemeinen Steuerpflichtigkeit nicht, und zwar mit der Begründung, dass die «legale Nation . . . die Steuerpflichtigkeit als ihre schönste Freiheit betrachtete». Sie verwarfen «die nichtkonservative, sondern revolutionäre Manier der Reform, die in den Städten eine Ordnung befürworte, derzufolge ihre Einwohner ein Spielball der Demagogen und subversiven Elemente wären . . . von weitgehender Volksvertretung spreche . . . Schwurgerichte verlange.»¹⁸⁷ All das verwarfen die Konservativen.

¹⁸⁴ ebd. S. 153–154. Vgl. Anm. 141.

¹⁸⁵ ebd. S. 158. Vgl. Anm. 141. (Auszeichnung von mir — E. A.)

¹⁸⁶ Marx—Engels Gesamtausgabe, Erster Teil, Bd. VI, S. 447, Moskau—Leningrad 1933.

¹⁸⁷ BH, Nr. vom 7. August 1846, S. 84–85, «Egy plebejus levelei gróf Dessewffy Emilhez VI» (Briefe eines Plebejers an Grafen Emil Dessewffy, VI).

«Nein und nochmals nein. Nein der Pressefreiheit, dem Jury, der allgemeinen Volksvertretung, der allgemeinen Fronablösung . . . das alles geht heutzutage noch weit über die Maximalgrenze, die uns die Nation auferlegt.»¹⁸⁸

All das hinderte sie nicht, auch weiterhin vorzugeben, sei seien Fortschrittler («konservative Progressisten») und keine «Regierungstreuen», keine «Saumseligen». Mit solchen Verleumdungen würden sie nur von ihren liberalen Gegnern bedacht. An ihre Adresse richtete der «Budapesti Hiradó» folgendes: «Sie wissen: wir unterscheiden uns nicht darin, dass nur sie fortschreiten und wir zurückbleiben wollen, sondern in den Wegen und Methoden, durch die wir die Blüte dieses Vaterlandes fördern wollen: all das wissen sie, und doch posaunen sie das Gegenteil in die Welt; meinen sie etwa, dass es auch nur einen einzigen Kurzsichtigen gibt, der ihnen Glauben schenkt und sich ihnen geradewegs in die Arme wirft.»¹⁸⁹

Wir dürfen nicht vergessen, dass zu dieser Zeit die Vorbereitungen für den fälligen Ständetag von 1847 im Gange waren und die Konservativen ihre wichtigste und unmittelbarste Aufgabe in der Erlangung der Mehrheit erblickten. Es war für sie somit von noch entscheidenderer Bedeutung, ob und inwiefern die öffentliche Meinung glaubt, dass sie nicht nur keine Feinde der Änderungen sind, sondern im Gegenteil, dass eigentlich sie die vernünftigen, durchführbaren Reformen von praktischer Bedeutung betreiben, hingegen Kossuth und seine Anhänger sie zu Grunde richten. «Niemand bezweifelt die Notwendigkeit der Reform — wandten sie sich an die Opposition —, wir sowenig wie ihr, und beide wünschen wir sie . . . wir . . . sind Leute der Praxis, ihr Leute der unglückseligen Theorie, wir wollen stufenweise fortschreiten . . . ihr verwerft dies alles... wollt die Verkettung von Vergangenheit und Zukunft gleich dem gordischen Knoten zerhauen.»¹⁹⁰

Die Gründung der gegenrevolutionären Partei der feudalen und absolutistischen Reaktion, ihre fortschrittliche Tarnung, damit sie um so erfolgreicher der Reformbewegung entgegentreten können, die Behauptung, dass diese Partei im wesentlichen dasselbe beabsichtigte, was Kossuth und seine Gesinnungsgenossen, nur vernünftiger und mit anderen Methoden —, all das war eine Idee, würdig der Metternichschen «politischen hohen Schulen», eine charakteristische Ausgeburt der politischen Werkstatt, die die Krakauer nationale Erhebung mit unzufriedenen galizianischen Bauern niederknüppeln liess und für jeden erschlagenen polnischen Adligen einen festen Preis zahlte.¹⁹¹

¹⁸⁸ BH, Nr. vom 30. August 1846, S. 138. Antwort auf dem Artikel des «Hetilap», betitelt: «Unsere Hauptaufgabe».

¹⁸⁹ BH, Nr. vom 4. August 1846, S. 77, «Mi és elleneink» (Wir und unsere Gegner).

¹⁹⁰ ebd.

¹⁹¹ Vgl. diesbezüglich die Tagebuchaufzeichnungen der Gräfin Melanie Zichy im März 1846. Aus Metternichs nachgelassenen Papieren, Wien 1883, Bd. VII, S. 143—144; *F. Pulszky: Életem és korom* (Mein Leben und meine Zeit). Budapest, 1884, Bd. I, S. 212—213. usw.

Die konservative Partei, an deren Spitze Graf Emil Dessewffy, Graf Antal Széchen, Graf György Apponyi, Graf János Barkóczy, László Szögyén und andere standen, war tatsächlich die letzte Zuflucht der Metternichschen Politik in Ungarn, ein politischer Schachzug der feudalen und absolutistischen Reaktion am Vorabend der ungarischen, antifeudalen und nationalen Revolution.

— Lajos Kossuth war es, der im Namen der Reformbewegung den von den Konservativen hingeworfenen Handschuh aufhob und in voller geistiger Rüstung ihrem Angriff entgegentrat. Kossuth war es, der sich nicht einen Augenblick durch die politische Finte Metternichs und seiner Anhänger beirren liess, der ihr Ziel in vollem Ausmass durchschaute und gegen sie einen rücksichtslosen, kompromisslosen Kampf begann. Seine Ansichten über die konservative Partei legte er am ausführlichsten in seinen Schriften «Die ungarische konservative Partei und die Nationalität» und «Die Opposition und die Gutgesinnten (Pecsovics)» dar.¹⁹²

Kossuths Auffassung über die konservative Partei ist enthüllender und abweisender als zum Beispiel die von Mihály Horváth, um von unseren späteren Geschichtsschreibern überhaupt zu schweigen.¹⁹³ Diese liessen Kossuths glänzende Schriften über die konservative Partei fast ausnahmslos ausser acht, *sie ignorierten* diese Meisterwerke unserer politischen Publizistik, aus denen wir noch heute, selbst nach hundert Jahren lernen können.

Kossuths Einstellung zur Parteigründung der neokonservativen hochadeligen Grossgrundbesitzer und zu ihrem politischen Programm war vor allem dadurch gekennzeichnet, dass er ihre «Gefährlichkeit» im vollen Ausmass erkannte. Seine grundlegenden, enthüllenden Schriften über die Konservativen schrieb er im Zusammenhang mit der Gründung der konservativen Partei bzw. danach, in den Jahren 1846—47. Aber Kossuth gab sich nicht damit zufrieden, dass er den Konservativen auf publizistischem Gebiet entgegentrat. Er hielt es für notwendig, auf die Programmerklärung der konservativen Partei mit einer prinzipiellen Erklärung der Opposition, auf die Organisierung der konservativen Partei mit der Parteigründung der Opposition zu antworten. In seiner Rede am 17.

¹⁹² Den Artikel «Die ungarische konservative Partei und die Nationalität» schrieb Kossuth 1846; er erschien 1847 unter dem Namen Mihály Bábolnay in «Ungarische Reden» (Magyar Szózatok), Hamburg. Der Artikel «Ellenzék és pecsovics» (Opposition und Gutgesinnte) erschien unter dem Decknamen Deregnyei im «Ellenőr» (Kontrollleur), ebenfalls 1847. Die anonyme Flugschrift «A pecsovicsok utolsó fortélyá» (Die letzte List der Gutgesinnten) stammt unserer Meinung nach nicht aus Kossuths Feder, wie es Vizota beweisen möchte, obwohl das Pamphlet stellenweise ganze Teile aus Kossuths Artikeln und Reden übernimmt.

¹⁹³ Die ungarische bürgerliche Geschichtsschreibung konnte und wollte die wirklichen politischen Ziele und die wirkliche Rolle der konservativen Partei nicht aufdecken, selbst Ervin Szabó hat dies in seiner Arbeit über die Revolution von 1848—49 nicht unternommen. Wie in so vielen anderen Fragen, hat auch hier die marxistische Geschichtsschreibung auf das Wesentliche des Problems hingewiesen, und zwar József Révai in seinen Abhandlungen «Marx és a magyar forradalom» (Marx und die ungarische Revolution) und «Kossuth Lajos» in dem Sammelband «Marxizmus, népiesség, magyarság» (Marxismus, Volkstum, Ungartum), S. 82, 116, 136—137.

Oktober 1847, am Vorabend seiner Wahl zum Deputierten, sagte er folgendes : «Es gab eine Zeit, als die Rechte und die verfassungsmässige Freiheit des Ungarn mit offener Gewalt angegriffen wurden ; und dieser offene Angriff hatte zumindest insofern sein Gutes, als der angegriffene Ungar seinen Feind offen vor sich sah, seine Stärke ermessen konnte . . . Unsere heutige Zeit ist gefährlicher . . . Das ist, wie wenn der italienische Wegelagerer das Gebet dazu benutzt, seinen Namenspatron um Beistand bei dem geplanten Raube anzuflehen, oder wie wenn man uns die Hostie oder das Brot, das wir beim Tische des Herrn zu unserer Seeligkeit nehmen wollen, in Gift getaucht auf die Lippen legt.»¹⁹⁴

Die Taktik der konservativen Partei, die sich fortschrittlich nannte und vorgab, dass der Unterschied zwischen ihr und der Reformpartei nur in dem Tempo, im «Wie» liege, und dass zur Verwirklichung der Reformen die Regierung berufen und dazu auch gewillt und fähig sei, bezeichnete Kossuth «als Mystifikation», «als politische Diversion», die vorsätzlich die Verwechslung der Begriffe, die Verwirrung der politischen Fronten, die Irreführung der Öffentlichkeit bezwecke. «Mit den Parteibenennungen wird in Ungarn heutzutage . . . viel Missbrauch getrieben und diese Begriffsverwirrung als Kriegslist benutzt . . . um ihre un-nationale, verfassungswidrige und . . . österreichisch-absolutistische Richtung mit ehrlich klingenden, aber ihnen mitnichten entsprechenden Parteinamen vor der grossen Öffentlichkeit zu maskieren.»¹⁹⁵

Eben darum legte Kossuth grosses Gewicht darauf, die Benennung der konservativen Partei und jede einzelne ihrer Parolen konkret und rücksichtslos zu entlarven.

«Sie sagen, sie seien Konservative . . . analysieren wir das ein wenig. Was konservieren sie? Was die Regierung nicht angreift, was sich von selbst konserviert ; was jedoch von der Regierung angegriffen wird, das konservieren sie mitnichten. Die Regierung hat in Kroatien mit einem Staatsstreich das bisherige System des Landtags geändert. Haben etwa die Konservativen den bisherigen Zustand konserviert? Nein . . . Die Regierung hat die Kreishauptmannschaft eingeführt, haben etwa die Konservativen das Komitat konserviert? Nein . . . Haben sie etwa die Komitatsautonomie konserviert? Nein . . . Das Gesetz gebietet die Rückgliederung des Partiums ; konservieren etwa die Konservativen die Integrität des Landes? Nein . . . Konservieren etwa die Konservativen die Hoheit der ungarischen Gesetzgebung innerhalb der Grenzen des ungarischen Reiches? Nein . . . Sklavisch nehmen sie es hin, dass ein Teil des Landes zu einer deutschen Provinz umgestaltet wird . . . Konservieren etwa die Konservativen den verfassungsmässigen Einfluss der Nation? Nein ; sie sind Parteigänger Einer Regierung österreichischer Form . . . »

¹⁹⁴ Barta : Kossuth, S. 207—208. Vgl. Anm. 10.

¹⁹⁵ Viszota : Bd. II, S. 835. Vgl. Anm. 9.

Doch nimmt er sich auch den anderen Namen der Partei vor, der besagt, dass sie «vernünftig fortschrittlich» sei; er weist darauf hin, dass dies «als Parteienbenennung nicht zutreffe», weil «sie keine bestimmten Sinn hat und auch nicht haben kann». «Der Aristokrat schöpft die Sahne aller Güter des Vaterlandes ab, ohne an ihren Lasten teilzuhaben, und so hält er das für vernünftigen Fortschritt, was die geringsten Opfer zu Lasten seiner Privilegien fordert, ihm die geringsten Lasten aufbürdet.»

Kossuth betonte äusserst energisch, dass sich die Konservativen nur darum für gewisse Reformen einsetzen, nur darum zu gewissen Konzessionen bereit seien, um auf diese Weise, um diesen Preis von ihren Privilegien das Wesentlichste retten, ja festigen zu können.

«In konservativer Richtung Reformen durchzuführen, bedeutet die Festigung des privilegierten Zustandes, was im schärfsten Gegensatz zu jener Richtung steht, die eine Entwicklung und Gewährleistung des verfassungsmässigen Lebens der Nation bezweckt.» Und dann geht er zur konkreten Beweisführung über: «Wenngleich unsere Herrn Gutgesinnten (Pecsovicse) einige Reformfragen in thesi auf ihr Programm setzen, so hüllen sie sich nichtsdestoweniger in tiefstes Schweigen über die Besteuerung des Adels, d. h. über die allgemeine Steuerpflichtigkeit. Warum? Weil man dem Verzicht auf das Bettlerprivileg der Steuerfreiheit unmöglich einen privilegierten Sinn unterschieben kann. — Ebenso schweigen sie über die Gleichheit vor dem Gesetz, weil man dieser Forderung ebenfalls keinen privilegierten Sinn abgewinnen kann . . . und sie schweigen auch über die Abschaffung der Patrimonialgerichte weil ihre Abschaffung nicht im privilegierten Sinn umgedeutet werden kann. Die Frage der königlichen Städte hingegen nehmen sie in ihr Programm auf. Warum? Weil diese Frage auch in einer Richtung gelöst werden kann, die dem Absolutismus zweckdienlich ist und das verfallende Gebäude der Privilegien konsolidiert. Sie haben auch die Gewährleistung der Meinungsfreiheit in den öffentlichen Verhandlungen auf ihr Programm gesetzt. Warum? Weil eine Art dieser Gewährleistung es ermöglicht, die Öffentlichkeit zu beschränken . . . Sie haben das Strafgesetzbuch in ihr Programm genommen, warum? Weil dem Strafgesetzbuch ein Gesetz einverleibt werden kann, demzufolge jeder, der sein Wort gegen die Regierung oder die Aristokratie erhebt, ohne viel Federlesens ins Kittchen gesteckt wird» usw. usw. — «Somit ist es klar — beendet er seine Argumentation —, dass wir von den Gutgesinnten wahre Reformbestrebungen noch weniger erwarten dürfen als von der Regierung, von der wir überhaupt nichts erwarten sollen.»¹⁹⁶

Kossuth hielt es für eine charakteristische «Perfidität» der konservativen Partei, dass sie sich über die wichtigsten Fragen womöglich ausschwig. «Weder Fisch noch Fleisch, das ist die konservative Politik» — schrieb er.¹⁹⁷ «Das Banner

¹⁹⁶ *Viszota*: Bd. II, S. 858—859. Vgl. Anm. 9.

¹⁹⁷ *Magyar Szózatok*, S. 227. Vgl. Anm. 141.

der Reform gleicht nur bei der Opposition nicht den Mustern der Titelvignetten der Buchbinder, die wie Bücher aussehen, auf dem Rücken die Inschrift 'Sämtliche Werke' tragen, innen aber leer sind.»¹⁹⁸ Die Konservativen «schiessen nicht dorthin, wohin sie mit ihren Schielaugen scheinbar zielen».¹⁹⁹

Mit welchem vorzüglichem politischem Rüstzeug und geistiger Überlegenheit Kossuth seinen Zweikampf gegen die Konservativen führte, bewies schlagend sein Auftreten gegen zwei häufige Anschuldigungen der Konservativen: dass die Reformpartei eigentlich die Anarchie bezwecke, wenn sie für die Liquidierung des Feudalismus kämpfe, und dass die Einführung der bürgerlichen Freiheitsrechte den nationalen Interessen des ungarischen Volkes widerspreche.

Die Behauptung der konservativen aristokratischen Hofschranzen, der Verteidiger von Fron und Zehent, von Erblehnschaft und mittelalterlichen Privilegien, dass sie *die Ordnung* verteidigen, wies Kossuth mit folgenden Worten zurück: «Aufgepasst Landsleute! Fürchtet euch nicht so sehr vor der Anarchie, dass euch vor lauter Überfurcht auch von der Freiheit graue; bedenkt wohl: selbst wenn wir so unglücklich sein sollten, dass wir nur zwischen Anarchie und Absolutismus wählen könnten (was ich nicht glaube), so kann die Anarchie jedenfalls nur ein vorübergehender Zustand sein, während die Willkürherrschaft auch ewig währen kann. Sollte es nicht anders möglich sein, so suchen wir den Weg zur Ordnung der Freiheit lieber auf den vorübergehenden Irrfährten, als dass wir auf den grabesstillen Pfaden der unfreien Ordnung in den Rachen der Willkürherrschaft gelangen.»²⁰⁰

In diesem Zusammenhang machte Kossuth die zutiefst wahre Feststellung, dass die «Ordnung», die von den im Dienste der Wiener Regierung stehenden Konservativen verteidigt wurde, in Wirklichkeit *die grösste Unordnung* war. Wahrhaftig, gibt es überhaupt eine grössere Unordnung als den überholte, ungerechtfertigt, unvernünftig, d. h. reaktionär gewordenen Zustand der Dinge und Verhältnisse? Die Aufgabe der bevorstehenden bürgerlichen Umgestaltung war es eben, an Stelle der sinnlosen Unordnung, die der überholte Absolutismus und Feudalismus für die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung des Landes bedeutete, den Erfordernissen der Zeit und den Bedürfnissen der Nation entsprechend, im Einklang mit ihnen, eine neue «Ordnung» der gesellschaftlichen Verhältnisse zu schaffen, was selbstverständlich nicht ohne Kampf und Erschütterungen geschehen konnte.

In einer Diskussion mit den Konservativen gab Kossuth eine schöne und wahre Formulierung «der Ordnung der Freiheit»: «Die Opposition ist der Unordnung — schrieb er — bei weitem nicht feind, nur dass sie die Ordnung der Freiheit und nicht die der Knechtschaft liebt . . . *Ordnung kann nur mit*

¹⁹⁸ *Viszota*: Bd. II, S. 859. Vgl. Anm. 9.

¹⁹⁹ *Magyar Szózatok*, S. 245. Vgl. Anm. 141.

²⁰⁰ *Viszota*: Bd. II, S. 862. Vgl. Anm. 9.

*uns bestehen, die wir Anhänger der Freiheit sind . . . Ohne Freiheit kann es keine Ordnung geben.»*²⁰¹

Nicht minder überlegen widerlegte er jene Behauptung der Konservativen, dass man in Ungarn die feudalen Institutionen und insbesondere die Fronpflichtigkeit schon darum nicht aufheben dürfe, weil dann die fremden Völker, die die Zweidrittelmehrheit der Bevölkerung des Landes bildeten, dem in Minderheit befindlichen Ungartum gegenüber «freie Hand» erhalten würden: «Es gibt in Ungarn eine kardinale Frage: die der Nationalität, die der Erteilung von bürgerlichen Rechten ein Maximum setzt» – schrieb der «Budapesti Híradó» und forderte Kossuth gleichsam in die Schranken, als einen, der im Lande bürgerliche Freiheitsrechte auf Kosten der nationalen Interessen der Ungarn einführen wolle.²⁰²

Kossuth antwortete auf diese «plötzliche Liebe» der Konservativen zu den nationalen Interessen der Ungarn mit dem Artikel «Die ungarische konservative Partei und die Nationalität», in dem er die «Räsoniererei» des «Budapesti Híradó» in folgendem zusammenfasst:

«1. Wir brauchen keine *Pressefreiheit*, denn sonst könnte sich auch aus nichtungarischen Elementen eine Intelligenz entwickeln. 2. Wir brauchen keine *Jury*, denn sonst könnten neben den Ungarn auch Nichtungarn an der Rechtsprechung teilnehmen. 3. Wir brauchen keine *allgemeine Volksvertretung*, denn dies würde auch zur politischen Volljährigkeit der Nichtungarn führen. 4. Wir brauchen keine *landesgültige obligatorische Fronablösung*, denn dies würde auch die Nichtungarn emanzipieren, und all dies zusammen könnte die Nationalität gefährden. Mit anderen Worten . . . es ist zwischen den 5 Millionen Ungarn und den 10 Millionen Nichtungarn eine möglich grösste Distanz zu schaffen; dies wird die einzige Möglichkeit der Ausbreitung oder zumindest der Erhaltung unserer Nationalität sein.»²⁰³

Kossuth brandmarkte die Auffassung der Konservativen geradewegs als eine, die der Absicht gleichkomme, «die in Ungarn beheimateten fremden Elemente dem Los der Schwarzen in Virginien preiszugeben», und wies sie aufs entschiedenste zurück: «Das ist die politische Lehre, für die Grossbritannien in Irland teuer zahlen musste.»²⁰⁴ Und er fügte hinzu: «Ich bin fest überzeugt, dass solche Doktrinen in unserem Vaterland nicht wieder in Umlauf kommen werden.»

Dem scheinpatriotisch verkappten Chauvinismus der Konservativen erteilte Kossuth die gehörige Antwort, die auch heute noch die Probe des Demokratismus besteht: «So sage mir doch einer um Gottes Himmels willen, was das für eine Nationalität ist, die man nur mit den Mitteln asiatischer Dumm-

²⁰¹ ebd. (Auszeichnung von mir – E. A.)

²⁰² BH, Nr. vom 30. August 1846, S. 138. «Válasz . . .» (Antwort . . .).

²⁰³ Magyar Szózatok, S. 228–229. Vgl. Anm. 141.

²⁰⁴ ebd. S. 232. Vgl. Anm. 141.

heit und feudaler Willkür erhalten kann? Verdient es etwa eine solche Nationalität, dass ihr ein zivilisierter Mensch auch nur ein Wort der Erbarmung nachrufe? Ich meinesteils zöge es vor, Engländer, Franzose, Spanier oder Deutscher zu sein, als unter solchen Umständen auch nur für einen Augenblick Ungar zu bleiben, obschon auch ich meine Nationalität liebe und auch um sie bange, so gut wie irgendeiner aus den Reihen der konservativen Partei oder alle ihre Mitglieder zusammen.»²⁰⁵

Auch in diesem Falle liess es Kossuth keine Ruhe, bis er die falsche Argumentation Dessewffys und seiner Gesinnungsfreunde zerschlagen hatte, getreu seiner Ansicht, dass man auf die heuchlerische Falschheit der Neokonservativen «die ungarische Öffentlichkeit und die ganze Nation nicht genug aufmerksam machen kann». Spöttisch stellt er die Frage, warum denn die Konservativen nicht vorschlagen, dass «zumindest das ungarische Drittel unverzüglich in das Bollwerk der Verfassung Einlass erhalte». Denn zweifellos «könnten 5 Millionen konstitutioneller Bürger die Nationalität besser wahren als vier- oder fünfhunderttausend, unter denen es ausserdem viele fremde und noch mehr entartete Elemente gibt».²⁰⁶

Doch setzt er sogleich hinzu: «Diesen Umstand hebe ich nicht darum hervor, weil ich bei der Anwendung der Verfassung eine solche Unterscheidung für annehmbar halte. Gott sei davor, dass ich, in unserem von Kasten zerrissenen Vaterland eine neue Kaste schaffen wollte.»²⁰⁷

Kossuth charakterisierte den chauvinistischen Standpunkt der Konservativen bezüglich der Rechte der im Lande beheimateten fremden Völker mit folgenden tödlichen Worten: «... Bleibt dumm, unwissend, ungebildet, wir versperren euch den Weg in das Land des Geistes, einzig und allein darum, weil ihr nicht ungarischer Zunge seid.

Wir wollen, dass ihr auch weiterhin den Fesseln der Gerichtsbarkeit einer privilegierten Kaste ausgesetzt seid... denn ihr seid ja nicht ungarischer Zunge... Ihr seid vom Herrgott dazu erschaffen, dass ihr die Kosten unserer Zechgelage ersetzt und gehorcht, wir dagegen dazu, dass wir das im blutigen Schweisse eures Angesichts erarbeitete Geld verprassen und euch Gesetze vorschreiben, denn ihr seid ja nicht ungarischer Zunge.

Wir lassen es nicht zu, dass eure Fronpflichten zu Lasten des Landes abgelöst werden, dass ihr das Haus der Knechtschaft verlasset... denn ihr seid ja nicht ungarischer Zunge.»²⁰⁸

Kossuth stellte weiterhin fest, dass die nichtungarischen Nationalitäten des Landes nur auf eine Weise zu gewinnen seien: wenn die bürgerlichen Frei-

²⁰⁵ ebd. S. 236. Vgl. Anm. 141.

²⁰⁶ ebd. S. 239–240. Vgl. Anm. 141.

²⁰⁷ ebd. S. 240. Vgl. Anm. 141.

²⁰⁸ ebd. S. 260–261. Vgl. Anm. 141.

heiten, für die die Reformpartei kämpft, den Nichtungarn im gleichen Masse wie den Ungarn zuteil werden.²⁰⁹

Dieser Zusammenstoß Kossuths mit den Konservativen in der Frage der Rechte der nichtungarischen Nationen des Landes ist in mehrfacher Hinsicht beachtenswert. In den späteren Jahrzehnten wurde es zu einem der Hauptargumente der reaktionären ungarischen herrschenden Klassen gegen die Forderung der Demokratisierung des Landes, dass die Ausbreitung der politischen Rechte die Lage der im Lande in Überzahl lebenden fremden Nationalitäten auf Kosten der Ungarn festigen würde. Damit argumentierte u. a. auch István Tisza gegen die Einführung des allgemeinen Wahlrechts in den Jahren vor und während des ersten Weltkrieges. Es trat darin höchst charakteristisch jene Gesetzmässigkeit in Erscheinung, dass der Chauvinismus kein Patriotismus ist, dass Chauvinismus und Patriotismus keine gleichbedeutenden, sondern einander entgegengesetzte Begriffe sind: die am meisten antinationale Klasse der ungarischen Gesellschaft, die offen verräterische, hemmungslos fremden Interessen dienende, die Habsburger-Dynastie stützende, hoftreue ungarische Aristokratie war chauvinistisch bis in die Knochen.

Kossuths oben angeführte Stellungnahme widerlegt zugleich diejenigen, die Kossuths zweifellos *bürgerliche* nationale Bestrebungen mit dem mit der Zeit immer wilder und reaktionärer ausartenden imperialistischen Chauvinismus der herrschenden ungarischen Klassen gerne unter einen Hut brachten und bringen.²¹⁰

Kossuth hielt es für eine Frage ersten Ranges, der Nation mit unmissverständlicher Klarheit darzulegen, dass es sich bei den Gegensätzen zwischen den Konservativen und den Angehörigen der Reformpartei «nicht um die Frage des 'Wie', sondern um die des 'Wozu' dreht».²¹¹ Die Konservativen «wollen eigentlich die Dummheit, die Anarchie der Rechte, die feudale Verwirrung, die richterliche Willkür, das Kastensystem, kurz alle Greuel des Mittelalters aufrechterhalten».²¹² «Nur dem Schein nach erkennen sie die Notwendigkeit des Fortschritts an, weil sie so hoffen, Zeit zu gewinnen. Sie meinen, Zeit gewonnen, alles gewonnen, wobei eine glückliche Fügung vielleicht die Räder

²⁰⁹ ebd. S. 260–263. Vgl. Anm. 141.

²¹⁰ Lenin sagt, dass die bürgerliche Gesellschaft «unter dem Gesichtswinkel der Nationalbewegungen zwei grundverschiedene Epochen» hat. Im Gegensatz zum Zeitalter des Imperialismus ist in der Epoche «der Herausbildung der bürgerlich-demokratischen Gesellschaft und des bürgerlich-demokratischen Staates . . . typisch, dass die nationalen Bewegungen erwachen und die Bauernschaft als die zahlreichste und am schwersten in Bewegung zu bringende Bevölkerungsschicht im Zusammenhang mit dem Kampf für politische Freiheit im allgemeinen und für die Rechte der Nationalität im besonderen in diese nationalen Bewegungen hineingezogen wird.» Die nationalen Bestrebungen Kossuths sind eine charakteristische Erscheinung dieser ersten Epoche, obwohl selbstverständlich auch in ihnen neben dem «allgemein demokratischen Inhalt, der sich gegen die Unterdrückung richtet» auch «das Streben nach eigener nationaler Exklusivität» vorhanden war. *W. I. Lenin, Ausgewählte Werke, Moskau 1947, Über das Recht der Nationen auf Selbstbestimmung, Bd. I, S. 677, 687.*

²¹¹ Magyar Szózatok S. 246, Vgl. Anm. 141.

²¹² ebd. S. 245–246. Vgl. Anm. 141.

des Staatsgeschickes nochmals in die alten Bahnen des Feudalismus lenken kann.»²¹³

Immer wieder betonte er, dass die Nation im gegebenen Augenblick zwischen Fortschritt und Reaktion wählen müsse, *einen dritten Weg gebe es nicht*. «In unserem politischen Leben mag es dunklere oder hellere Farbtöne geben: einer will vielleicht mehr, der andere weniger, der eine will es so, der andere anders, aber alle Richtungen sind nicht mehr, denn zwei . . . » Und an einer anderen Stelle formuliert er denselben Gedanken noch prägnanter: «Umsonst täuschen wir uns mit kleinlichen Distinktionen. Hier im Vaterland kann es nur zwei Parteien geben . . . Wer nicht zu der einen steht, der geht mit der anderen. Hier muss man wählen, einen Mittelweg gibt es nicht.»²¹⁴ Und wie ein Refrain kehrt bei ihm die Aufforderung zurück: «Die Nation möge zwischen den beiden Parteien wählen!»²¹⁵

Die Politik der Konservativen verschliesse die Augen vor den Tatsachen, sie sei «eine Politik des Zurechtflickens von heute auf morgen»,²¹⁶ die das Unhaltbare erhalten, «das Unkonservierbare konservieren will». Dieser konservativen Politik stehe der unaufhaltbare Drang der Nation gegenüber, sich aus den Ketten des Feudalismus zu befreien, ihr Drängen auf bürgerliche Umgestaltung.

«14 Millionen rechtlose Kinder des ungarischen Vaterlandes fordern Bürgerrecht. Zwar stimmt es, dass sich diese Forderung nicht in Bittschriften, Meetings und ähnlichen Demonstrationen äussert, doch offenbart sie sich in den Fronbewegungen des Volkes, in seiner Abneigung gegen die Aristokratie, in seiner Unzufriedenheit mit seinem Los, in den unaufschiebbaren konstitutionellen und materiellen Problemen der Epoche, in dem tagtäglich grösseren intellektuellen Fortschritt eines bedeutenden Teiles der Nichtadeligen . . . und — um es nicht zu vergessen — in der Schwäche der Aristokratie.»²¹⁷

Diese Bestrebung der Nation zu unterstützen und zum Siege zu führen, dies war das Ziel der Reformpartei. Für dieses Ziel legte Kossuth eine Lanze ein, mit der überströmenden Begeisterung, die notwendigerweise nur die enormen Vorteile der bürgerlichen Entwicklung gegenüber dem Feudalismus sah, ohne ihre Schranken zu bemerken.

«Und wir wollen, dass diese gerechte Forderung erfüllt werde, denn wir wünschen die Wiedergeburt unseres Vaterlandes und unserer Nation: denn wir wollen ein freies, selbständiges und starkes Vaterland . . . und wir wollen es

²¹³ ebd. S. 248–249. Vgl. Anm. 141.

²¹⁴ Die Reds von L. Kossuth vor seinen Wählern am 17. Oktober 1847. Mitgeteilt bei *Barta*: Kossuth, S. 211. Vgl. Anm. 10.

²¹⁵ «Némely lényeges különbségek az ellenzéki és pecsovics-pártok között» (Einige wesentliche Unterschiede zwischen den Parteien der Opposition und der Gutgesinnten), eigenhändiges Konzept von L. Kossuth vom Anfang des Jahres 1847. Mitgeteilt bei *Barta*: Kossuth, S. 98–100. Vgl. Anm. 10.

²¹⁶ Magyar Szózatok, S. 250. Vgl. Anm. 141.

²¹⁷ ebd. S. 249–250. Vgl. Anm. 141.

nicht, dass eine eigennützige, engherzige Aristokratie, der vom einstigen Glanz und von der historischen Grösse nur Fetzen verblieben sind, das Vaterland für eine Weide ansehe, auf der nur ihre Schafe grasen dürfen; denn wir wollen, dass das Vaterland ein Recht habe auf die Liebe, Treue und Tapferkeit dieser 14 Millionen seiner Söhne, was aber nur dann möglich ist, wenn diese 14 Millionen ein gleiches Recht haben auf alle Gaben des Vaterlandes, auf alle Wohltaten der Aufklärung, auf alle Segen der Verfassung.»²¹⁸ Aber es gibt auch keine Kraft, die sich den zu historischer Notwendigkeit erhobenen Forderungen der grossen Massen der Nation erfolgreich widersetzen könnte. Wie ja auch Kossuth die Aristokratie mehr denn einmal ermahnte: «... wenn wir nicht freiwillig gehen... dann wird man uns gehen machen.» «... Denn ohne diese 14 Millionen gibt es keine Regierung, kein Vaterland, keine Aristokratie, keine Verfassung: — tagtäglich wächst das materielle und moralische Gewicht dieser 14 Millionen, es wird uns allen alsbald die Gesetze vorschreiben und nicht danach fragen, ob der Besitzer des B[udapesti] H[iradó] oder die Verwalter des Veszpremer Kapitels dem Frongut oder dem Adelsgut den Vorzug geben...»²¹⁹

Doch die zum Tode verurteilten konterrevolutionären Klassen hoffen noch immer, dass die Geschichte ihretwillen stehenbleiben wird.

«... Es liegt in der Natur der privilegierten Klassen — schreibt Kossuth —, dass sie niemals an den Verfall der Privilegien glauben. Vergebens zeigt man ihnen die Gefahr, vergebens macht man sie auf die sich türmenden Wolken aufmerksam. Sie vertrauen furchtbar auf den Zufall, sie glauben, der Gott der Völker sei ihr Gott, sie glauben, dass er selbst im letzten Augenblick einen mildtätigen Wind schickt, der die Wolken zerstreut. Sie glauben, dass es schlimmstenfalls bis zumindest an ihren Lebensabend so dauern kann, wie es ist; was danach kommt, ist nicht ihre Sorge.»²²⁰

Kossuth wies nicht nur auf die Blindheit der zum Untergang verurteilten konterrevolutionären Klassen hin, auf ihren Hang zu «politischen Diversionen», sondern auch darauf, dass sie zur Wahrung ihrer Privilegien zu allem bereit seien. Sie seien bereit, dass sie sich gegen ihr eigenes, Freiheit forderndes Volk auf fremde Mächte stützen, nur um «einige feudale Lumpen, über denen die klagende Fiedel des heiligen David schon längst verklungen ist, zur Schande des Jahrhunderts und zum Verderben unserer Nationalität — jawohl, zum Verderben unserer Nationalität — bewahren zu können.»²²¹

Kossuth hielt fest, dass die konservativen Aristokraten im Interesse ihrer Privilegien, ihrer Macht sich als «Lohnsklaven» der Wiener Regierung «verdangen», «das Vaterland vergessen lernten», «vor den Altären fremder Götter

²¹⁸ ebd. S. 250–251. Vgl. Anm. 141.

²¹⁹ ebd. S. 251–252. Vgl. Anm. 141.

²²⁰ *Viszota*: Bd. II, S. 912, Vgl. Anm. 9.

²²¹ *Magyar Szózatok*, S. 231. Vgl. Anm. 141.

niedersanken», bereit seien «die Brosamen vom Tische des Auslandes aufzuheben».²²²

Wir konnten hier nur Proben aus Kossuths recht zahlreichen Schriften über die ungarische konservative Partei geben. Doch auch diese Auslese zeigt — unseres Erachtens — zur Genüge, dass Kossuths nachdrücklich betontes Urteil über die konservative Partei, über die Partei der ungarischen aristokratischen Grossgrundbesitzer, der Magnaten und der hohen Geistlichkeit — dass sie «eine destruktive Partei, d. h. eine landverderbende Partei, d. h. die Partei der 'Gutgesinnten'» sei — nicht für ein übertriebenes Urteil gelten kann, das in der Hitze der Diskussion leichtfertig gefällt wurde.²²³

Versuchen wir auf Grund des Gesagten eine Zusammenfassung der Hauptzüge der konservativen Partei. Woraus erklärt sich die ausserordentliche Rührigkeit, Spannkraft, die alle Hebel in Bewegung setzende politische Tätigkeit der politischen Partei der aristokratischen Grossgrundbesitzer der konservativen Partei? Warum berief sie sich beharrlich auf ihre Bereitschaft zum Fortschritt, im scharfen Gegensatz zu ihren wirklichen politischen Zielen? Und überhaupt, welchen politischen und gesellschaftlichen Wurzeln entsprang diese zweifellos eigenartige politische Vereinigung?

Die politische Haltung der Neokonservativen war vor allem von der mehr oder minder klaren Erkenntnis bestimmt, dass die Dinge doch nicht gänzlich beim alten bleiben können. Zu dieser Erkenntnis zwang sie einerseits die seit Jahrzehnten offensichtliche und sich vertiefende Krise der feudalen Produktionsordnung und der ihr entsprechenden politischen Verhältnisse im Lande selbst, andererseits die bürgerliche Entwicklung in einer Reihe höherentwickelter europäischer Länder. Die bürgerliche Ordnung, die in diesen Ländern, vor allem in England und Frankreich herrschte, liess bereits das zukünftige Bild der ungarischen Gesellschaft erkennen. Die Neokonservativen, die mit den europäischen Verhältnissen vertraut waren, konnten sich über diese Tatsachen nicht ganz hinwegsetzen.

Die aristokratischen Grossgrundbesitzer waren die Hauptnutznießer und eben darum die Hauptverteidiger der von der Krise befallenen ungarischen feudalen Gesellschaft. Doch das ausländische Vorbild, das Beispiel der Staaten, in denen sich die bürgerliche Entwicklung bereits vollzogen hatte, zeigte ihnen auch, dass die Erhaltung einzelner, mitunter sehr wesentlicher feudaler Elemente nicht ausgeschlossen war: das Beispiel des Auslandes zeigte ihnen, dass sie feudale Institutionen erhalten und mit gewissen Modifikationen in die Epoche des Kapitalismus hinüberretten können. Die ungarischen Aristokraten wussten bereits, dass der Kapitalismus die Macht und den Besitz der feudalen Klassen nicht unbedingt und hundertprozentig liquidiert. Ja hierfür fehlte überhaupt

²²² ebd. S. 234. Vgl. Anm. 141.

²²³ *Viszota*: Bd. II, S. 849, 850, 860. Vgl. Anm. 9.

jegliches Beispiel. Ihre Generation kannte nicht nur die französische Revolution des Endes des 18. Jahrhunderts samt ihrer Jakobinerdiktatur, ihren konsequent antifeudalen Agrargesetzen und ihrem revolutionären Terror, sondern sie kannte auch die spätere Entwicklung Frankreichs, sie kannte das Beispiel Englands. Die Lage der aristokratischen Grossgrundbesitzer in England, denen es gelungen war, überaus wesentliche Machtposition zu bewahren, rief die zustimmende Bewunderung der Neokonservativen hervor.²²⁴

Die jüngere Generation der ungarischen feudalen Grossgrundbesitzer hatte somit Gelegenheit gehabt, sich davon zu überzeugen, dass für die Beziehung der kapitalistischen Klassen zu den feudalen Institutionen der Spruch gelte: «der Teufel meint es nicht so arg, wie man es ihm nachsagt». Zugleich musste sie aber auch der Tatsache Rechnung tragen, wofür es ebenfalls Erfahrungen gab, dass es unbedingt notwendig war, die Zügel der Regierung energischer als bis dahin zu ergreifen, sollten in Ungarn die Dinge den gewünschten Lauf nehmen, wollte sie die Ereignisse entscheidend beeinflussen. Ebendarum blieb sie nicht untätig wie die ältere Generation der aristokratischen Grossgrundbesitzer. Die jüngere Generation betrat somit «in voller Rüstung» die Kampfbahn, um den bedeutendsten Teil des ungarischen Adels, der offiziellen Nation für sich zu gewinnen, ja, noch mehr, um in den Komitaten und auf dem Ständetag ihrer Politik die Mehrheit zu sichern.

Dies war nur möglich, wenn sie sich gegenüber gewissen Änderungen nicht starr verschloss, in einer Reihe unwesentlicher Fragen Nachgiebigkeit bekundete, um das Wesentlichste, ihren mächtigen Besitz und dadurch ihren entscheidenden politischen Einfluss auch unter den veränderten Verhältnissen eines Ungarns erhalten zu können, das früher oder später, mehr oder minder, aber jedenfalls unvermeidlich bürgerlich oder zumindest bürgerlicher werden musste.

Wollten die Konservativen die Mehrheit gewinnen, so mussten sie sich beliebter, volkstümlicher machen, als es ihre Väter waren. Dem Zeitgeist entsprechend nannten sie sich daher fortschrittlich. Sie mussten ihre wirklichen Ziele verhüllen, mussten etwas anderes sagen, als was sie eigentlich wollten. Also übernahmen sie von ihren Gegnern zahlreiche Losungen, um sie ihrer ursprünglichen Bedeutung zu entkleiden. Sie zeigten sich als *Fortschrittliche* — im Interesse *des Nicht-Fortschritts*, als *Progressive* — im Dienste *der Reaktion*. Dies war schon an und für sich eine grossangelegte «politische Diversion». Nur so konnten sie ihre Ziele verwirklichen: das Ansehen des Gegners erschüttern, die Fronten verwischen, die Sympathie der politisch weniger orientierten Schichten gewinnen und als Folge von all dem den wirtschaftlichen und poli-

²²⁴ Vgl. den Brief des Grafen A. Dessewffy an Szógyén, den er am 23. August 1840 aus England schrieb. Mitgeteilt bei J. Ferenczy: «Gróf Dessewffy Aurél külföldi utazásáról» (Über die Auslandsreise des Grafen A. Dessewffy), *Hazánk* (Unser Vaterland), 1884, Bd. I, S. 147–152.

tischen Prozess der bürgerlichen Entwicklung so sehr wie nur möglich hemmen und deformieren.

Aus dem Gesagten erhellt auch, dass die Politik der konservativen Partei eine im Grunde zynische, hypokritische, lavierende Politik war, eine ausserordentlich doppelzüngige Vernebelungspolitik, die jede klare und eindeutige Stellungnahme mied. Es ist selbst für den aufmerksamsten Leser eine schwierige und ermüdende Aufgabe, sich in den Blättern, Programmerkklärungen der konservativen Partei und in den Äusserungen der führenden konservativen Politiker zu orientieren. Es wird in ihnen so viel verschwiegen, so oft danebengeredet, es mangelt so sehr an Aufrichtigkeit und es besteht eine so grosse Neigung heute das zurückzunehmen, was gestern gesagt wurde, und morgen das, was heute erklärt wird, dass es überhaupt nicht verwundert, wenn es sogar unter den Zeitgenossen nicht allzu viele gab, die das wahre Wesen, den wirklichen Kern der konservativen Politik gänzlich aufdecken imstande waren. *Kossuth zählte jedenfalls zu diesen wenigen.*

Die jüngere Generation der ungarischen aristokratischen Grossgrundbesitzer wurde auch unmittelbar durch die ungarischen politischen Ereignisse der dreissiger und vierziger Jahre des 19. Jahrhunderts zu grosser politischer Aktivität gezwungen. Ende der dreissiger Jahre kam es, wie wir wissen, zu den Versuchen der Wiener Regierung und des hoftreuen ungarischen Hochadels, der die leitenden Regierungsposten innehatte, mit terroristischen Mitteln die Oberhand über die ständig erstarkende Reformbewegung zu gewinnen. Die brutalen Repressalien unter der Kanzlerschaft des Grafen Fidél Pálffy gegen die Landtagsjugend, gegen Wesselényi, Kossuth und andere lösten bekanntlich eine der erwünschten diametral entgegengesetzte Wirkung aus. Die Einschüchterung, die brutale Gewalt, der konterrevolutionäre Terror «sans phrases» war zu dieser Zeit nur noch Öl auf das Feuer. Die liberale Bewegung, die in den dreissiger und vierziger Jahren immer gewaltiger anwuchs, schöpfte ihre Kräfte aus der objektiven wirtschaftlichen Entwicklung, aus den Hörigenmassen, die sich immer unmissverständlicher gegen die feudalen Verhältnisse wandten, aus der immer breitere Schichten der Nation umfassenden Erkenntnis, dass die unaufhaltbaren Änderungen notwendig seien. Diese Bewegung konnte nicht mit den gleichen Mitteln niedergeschlagen werden, die noch vor einem halben Jahrhundert genügt hatten, die kleine, isolierte Gruppe der ungarischen Jakobiner zu vernichten, die Aufklärungsbewegung zu liquidieren, deren objektive Grundlage eher die französischen als die ungarischen sozialen Verhältnisse gebildet hatten.

Den Vertretern der feudalen und absolutistischen Reaktion — dem Fürsten Metternich ebenso wie dem Grafen Apponyi und seinen Gesinnungsgenossen — blieb nichts anderes übrig, als den Kampf gegen die Reformbewegung mit den Waffen des politischen Kampfes aufzunehmen, mit den modernen, sozusagen bürgerlichen Mitteln der politischen Agitation, Publizistik und Parteiorganisation.

Die Neokonservativen waren auch durch das lebhaftere öffentliche Leben Ungarns im Reformzeitalter zu ausserordentlicher politischer Aktivität, Regsamkeit und Elastizität gezwungen. Wir wissen, mit welcher anerkennenden Hochschätzung sich Friedrich Engels über «das regsame politische Leben» Ungarns in dieser Zeit äusserte. Laut Engels haben die Ungarn von 1830 bis 1848 ihre damalige Zurückgebliebenheit auf diesem Gebiet «glänzend nachgeholt» und «wurden die feudalen Formen der alten ungarischen Verfassung im demokratischen Interesse besser ausgebeutet» als die «modernen Formen» der süddeutschen Konstitutionen.²²⁵ Der Schwung und die Erfolge der ungarischen Reformbewegung zwangen die Neokonservativen, mit ihren Gegnern «um die Wette zu laufen». Und wer waren diese Gegner? Es waren die Grössen der Fortschrittspartei, wie Deák, Batthyány und in erster Reihe Kossuth. Mit diesen mussten sie den Kampf auf dem politischen Gebiet ausfechten, was schon an sich eine ausserordentliche Kraftentfaltung erforderte.

Auf Grund dieser Tatsachen können wir nicht die Auffassung teilen, die in den Neokonservativen, in den Anhängern Dessewffys, in Apponyi, Jósika, Széchen, Szögyén «gemässigte Konservative» sieht. Die Neokonservativen waren die Gruppe, die den Klasseninteressen der feudalen Aristokratie am meisten Rechnung trug und am folgerichtigsten und aktivsten gegen den Fortschritt kämpfte. Sie waren die «Militanten» der feudalen Reaktion, die in der ersten Linie kämpfenden gefährlichsten Gegner der nationalen Fortschrittswegung. Sie waren selbst mit der Wiener Regierung unzufrieden, die sie für allzu nachgiebig, sorglos und unfähig hielten. Sie rügten ungeduldig ihre eigenen Klassengenossen ob ihrer Passivität und drängten auf jedem Gebiet zu einem aktiveren, planvolleren, beharrlicheren *Widerstand* gegen die fortschrittliche Richtung. *Sie waren die vorgeschobene Kampfgruppe der Reaktion, die gefährlichsten Gegner des Fortschritts.*

Sie für gemässigte Konservative zu halten bedeutet, für Bargeld zu nehmen, was sie von sich selbst behaupteten: gemässigt konservativ sei soviel wie gemässigt, d. h. vernünftig fortschrittlich. Zum selben Ergebnis gelangen wir, wenn wir die Auffassung teilen, die Gegensätze zwischen den Konservativen und der Reformpartei bzw. Kossuth hätten sich auf die Frage des Verhältnisses zu Österreich beschränkt, d. h. sie hätten die innerpolitischen Reformpläne Kossuths und seiner Gesinnungsgenossen nicht missbilligt, sondern einzig und allein ihr Streben nach nationaler Unabhängigkeit. Das soll wiederum bedeuten: wenn sie die inneren Reformen nicht missbilligten, so waren sie eben Fortschrittler, «vernünftige Fortschrittler».

Die Analyse der konkreten Tätigkeit der konservativen Partei beweist das Gegenteil. Die Konservativen gerieten zur nationalen Reformbewegung

²²⁵ F. Engels: «Ungarn», NRZ, Januar 1849, in: «Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx, Friedrich Engels und Ferdinand Lassalle, herausgegeben von Franz Mehring», Stuttgart, 1902, Bd. III, S. 239.

vor allem wegen der grundlegenden inneren Probleme der ungarischen Gesellschaft in einen unüberbrückbaren Gegensatz. Die These, dass die Aussenpolitik aus der Innenpolitik folgt, galt auch auf die Haltung der Konservativen. Die habsburgfreundliche Haltung der feudalen aristokratischen Grossgrundbesitzer ergab sich aus ihrer wirtschaftlichen und politischen Lage. Ihren wirtschaftlichen Interessen entsprach ein möglichst enges Verhältnis zu Österreich, obwohl dies das Land in eine abhängige Lage versetzte. Aber auch politisch war der Grundbesitzeradel auf Wien angewiesen, «konnte nicht umhin, eine Regierung zu unterstützen, die seinen einzigen Schutz gegen jene niedergetretene Klasse von Leibeigenen bildete, von deren Ausplünderung er lebte».²²⁶ Je stärker der Sturm der antifeudalen Massen gegen die Feudalordnung wurde, desto mehr war die ungarische hoftreue Aristokratie bemüht, ihr Bündnis mit der Dynastie noch enger zu gestalten.

Die Gründung und Tätigkeit der konservativen Partei, ihre eigenartigen Methoden, ihr heuchlerisches Manövrieren, der Umstand, dass sie zu allem bereit war usw., war eine der charakteristischen Erscheinungen des Zeitalters der revolutionären Krisen. In revolutionären Zeiten bedienen sich die konterrevolutionären, fortschrittsfeindlichen Richtungen und Parteien mit Vorliebe der politischen Diversion, wobei sie ihre Politik als fortschrittlich hinstellen und betonen, dass sie «beinahe dasselbe» wollen wie die revolutionäre Richtung, nur mit anderen «Methoden» usw. usw. Hierfür gibt es zahlreiche Beispiele aus der Geschichte der neuesten Zeit, und dies verleiht auch der Untersuchung über die Konservativen eine bis heute gültige Aktualität.

Die Gegensätze zwischen der Reformpartei und der konservativen Partei spitzten sich insbesondere Ende 1846, Anfang 1847 zu, als die Vorbereitungen zu den Deputiertenwahlen des nächsten Ständetages begannen. Im Jänner 1847 erklärte Metternich dem zukünftigen Palatin, Erzherzog Stephan, dass es in Ungarn mit der Zeit der ausweichenden, halben Massregeln vorbei sei, und macht ihn darauf aufmerksam, dass der Kampf einerseits zwischen dem Herrscher und andererseits zwischen den Feinden der Ordnung und des gesetzlichen Fortschritts ausgetragen werde.²²⁷

Die konservative Partei forderte nicht nur den hoftreuen Hochadel zu weit grösserer materieller und «moralischer» Unterstützung der konservativen Kandidaten auf (wobei die moralische Unterstützung bedeutete, dass der konservative hohe Klerus und Hochadel ihre Untertanen zwangen, gegen die Reformpartei zu stimmen), sondern nahm auch gewaltige Summen aus der Wiener geheimen Kabinettskasse in Anspruch. Im Laufe des Jahres 1847 über-

²²⁶ K. Marx-Fr. Engels: Revolution und Konterrevolution in Deutschland, Berlin 1949, Dietz, S. 51.

²²⁷ Vertraulicher Brief Metternichs an den zukünftigen Palatin, Erzherzog Stephan, 21. Januar 1847. Haus-Hof- und Staatsarchiv (HHStA). Konf. A. 486/847.

wies der Herrscher dem Kanzler György Apponyi zweimal je 40 000 Gulden für Zwecke des Ständetages.²²⁸

Auf Betreiben des Grafen György Apponyi hatte der Hof bereits 1846 bedeutende Summen aufgeboten, um die Wahl Ferenc Deáks zum Deputierten zu verhindern.²²⁹ Der Kraftaufwand jedoch, mit dem man die Wahl Kossuths zu verhindern suchte, übertraf alles bis dahin Dagewesene. So wandte sich u. a. der Kanzler Graf Apponyi an den Präsidenten der ungarischen Kammer, an den Schatzmeister, an den Erzbischof von Kalocsa, an den Bischof von Vác sowie an die «hochedlen Gutsbesitzer» des Komitats Pest (auf sie konnte die konservative Partei selbstverständlich immer zählen), an die Fürsten Koburg und Eszterházy, an die Grafen István Károlyi, József Andrassy, an Lajos Tisza und an andere in einem Rundschreiben, worin er jeden dieser Herren aufforderte, «ihren wirksamen Einfluss» zur Vereitelung (der Wahl Lajos Kossuths) aufzubieten, «und mögen auch geruhen, die ihrem weisen Regiment untertanen . . . diesbezüglich zur energischen und tatsächlichen Mitwirkung anzueifern und zu verpflichten».²³⁰

Zugleich forderte die Hofkanzlei ihre Administratoren in den Komitaten Heves, Fejér, Tolna, Somogy und Baranya auf, dass sie die Deputiertenwahl «im Interesse der guten und gerechten Sache» am Tage der Pester Wahlen abhalten mögen, um auch dadurch die Stimmzahl der Reformpartei zu verringern.²³¹

Die Parole der Konservativen lautete: «Jeder andere auf der Welt, nur nicht Kossuth!»²³² Um so grösser war ihre Niederlage, als Kossuth trotz allem gewählt wurde und gerade im Komitat Pest, in diesem «vielbevölkerten und löblichen Komitat im Herzen des Landes».

Es ist nicht unsere Aufgabe, über den Verlauf der Verhandlungen des Ständetages 1847—48 zu berichten. In Pozsony betonte Kossuth vor den Mitgliedern seiner eigenen Partei immer wieder, dass er «mit Mässigung»²³³ hierhergekommen sei, wozu er übrigens auch wegen der wachsenden Unzufriedenheit gezwungen war, die die übrigen Führer der Reformpartei seiner Person gegenüber bezeugten. Trotzdem bestand kein Zweifel darüber, dass die konservative Mehrheit des Magnatenhauses in der Person Kossuths einem anderen Gegner gegenüberstand, als sie bis dahin gewohnt war. Das zeigte sich u. a. gleich zu

²²⁸ Vgl. die Anweisung von Ferdinand V. an die geheime Kabinettskasse, 11. Okt. 1847. HHStA Konf. A. 190/847.

²²⁹ S. den Vorschlag Kolowrats und die Entscheidung Ferdinands in dieser Frage. HHStA Konf. A. 2311/846.

²³⁰ Mitgeteilt bei Barta: Kossuth S. 199. Vgl. Anm. 10.

²³¹ ebd. S. 199—200. Vgl. Anm. 10.

²³² Die Rede von L. Kossuth nach der Wahl, 18. Oktober 1848. Barta: Kossuth S. 215. Vgl. Anm. 10.

²³³ Der Brief von B. Szemere aus Pozsony an A. Csengery, vom 14. Januar 1848. Mitgeteilt bei E. Waldapfel: «A forradalom és szabadságharc levelestára» (Briefsammlung aus der Zeit der Revolution und des Freiheitskrieges), Budapest, 1950, Bd. I, S. 64.

Beginn des Ständetages, bei der Debatte der Antwortadresse. Wir denken hier an die Situation, die sich daraus ergab, dass der vom Unterhaus mit Mehrheitsbeschluss angenommene Antrag Kossuths zur Antwortadresse vom Magnatenhaus abgewiesen wurde. Nach sozusagen jahrhundertaltem Brauch der ungarischen Ständetage hätte hierauf zwischen den beiden Häusern ein unabsehbarer Notenwechsel folgen müssen. Diesmal kam es aber anders. Auf Kossuths Vorschlag ging das Unterhaus über die von den Magnaten abgelehnte Adresse zur Tagesordnung über, und zwar mit der Begründung, dass «es weder einen Zweck, noch einen Grund zu Verhandlungen zwischen den beiden Häusern sehe» und sandte dem Herrscher keine Antwortadresse.²³⁴

Man stelle sich die Konsternation vor, die dieser beispiellose Vorfall in der Geschichte der ungarischen Ständetage auslöste. «Unerhörte Willkür», dies war die Meinung der hoftreuen Kreise.²³⁵ Und der Chef der Geheimpolizei auf dem Ständetag in Pozsony, Hofrat Baron Ferstl berichtete geradewegs nach Wien, dass das Unterhaus «mit dieser seiner Tat» «zum souveränen Konvent geworden». Zugleich warf er bereits damals, im Dezember 1847 den Gedanken auf, den Ständetag aufzulösen.²³⁶

Die hoftreue ungarische Aristokratie setzte auch alles ans Werk, damit der Ständetag, der nicht viel Gutes verhieß, mit irgendeiner Begründung «noch zur rechten Zeit» aufgelöst werde. Besonders Graf György Apponyi betrieb dies mit leidenschaftlicher Ausdauer.²³⁷ Dasselbe Problem behandelt Wirkner in seinem Brief an Metternich vom 8. März.²³⁸ Als dies — eher wegen der allgemeinen Kopflosigkeit am Hofe als wegen prinzipieller Bedenken — nicht gelang, verliessen die konservativen Magnaten in grosser Zahl den Ständetag, um so zu verhindern, dass der Ständetag unter der Wirkung der Pariser Februarrevolution für sie unerwünschte Beschlüsse annehme, namentlich den Antrag, den Kossuth am 3. März in Sache der Adresse gestellt hatte.

Kossuth zog auf der Sitzung des Ständetages vom 8. und 9. März unter der Zustimmung des Unterhauses scharf gegen die nach Wien geflohenen konservativen Magnaten los: «Der ungarische Landtag ist nicht in Wien abzuhalten» — sagte er und war mit Berufung darauf, dass «die ausserordentlichen Umstände ausserordentliche Massnahmen erfordern», seinerseits gewillt, die Adresse ohne Rücksicht auf das Magnatenhaus direkt nach Wien zu senden. Wie wir wissen, sollte es nicht dazu kommen.

Mit welchen Mitteln der Hochadel, der scheinbar «grossmütig» der Einführung der allgemeinen Steuerpflichtigkeit, der Aufhebung der Fronpflichtig-

²³⁴ Die Entscheidung des Unterhauses mitgeteilt bei *Barta*: Kossuth, S. 405. Vgl. Anm. 10.

²³⁵ S. die Geheimmeldung vom 28. Dezember 1847, *Barta*: Kossuth, S. 411–413. Vgl. Anm. 10.

²³⁶ Mitgeteilt bei *Barta*: Kossuth, S. 413. Vgl. Anm. 10.

²³⁷ Vgl. unter anderem seine diesbezügliche Adresse vom 7. Februar 1848 an den Herrscher. OL M. Kanz. Eln. Diaet. 80/1848.

²³⁸ *L. Wirkner*: a. a. O. S. 190–200.

keit, der Abschaffung des Zehents, der Bildung eines unabhängigen und verantwortlichen ungarischen Ministeriums usw. zugestimmt hatte, diese Gesetze nach dem Sieg der Revolution zu annullieren versuchte, was für Pläne die konservative Aristokratie zur Durchführung eines konterrevolutionären Staatsstreiches schmiedete und welche Vorbereitungen sie dazu traf — das wusste Kossuth nicht und konnte es auch nicht wissen. Einerseits weil diese gegenrevolutionären Pläne im geheimen geschmiedet wurden, andererseits, weil sie bereits in ihrem Anfangsstadium fehlschlügen. Darüber war sich indessen Kossuth im klaren, welche entscheidende Rolle den abgekrachten ungarischen Konservativen darin zukam, dass das Reskript vom 28. März die Bestätigung der Gesetze zur Liquidierung des Feudalismus zu verzögern bzw. zu verweigern suchte. Damals erklärte Kossuth (in der Sitzung des Unterhauses am 29. März), dass dies «leichtfertiges Spiel» sei, und er protestierte nicht nur dagegen, dass «es von der Einwilligung der Grafen Hardegg, Ficquelmont, Windischgraetz . . . abhängt, ob das Wort des Herrschers eingelöst werde», sondern betonte auch: «Ich werde die Proskription des Grafen Apponyi, des Barons Jósika und noch einiger Individuen wegen Hochverrats verlangen . . . sollte in dieser Beziehung auch das geringste von den berechtigten Erwartungen der Nation nicht in Erfüllung gehen». (Zwischenrufe: «Wir alle!»)²³⁹

Diese seine Rede war eine Ermahnung an die Apponyis, Jósikas, Dessewffys, Eszterházys, Cziráky und Széchens, die bereits damals das Gewebe der Gegenrevolution spinnen. Die Ermahnung Kossuths verhalte wie das Wort des Predigers in der Wüste.

ERZSÉBET ANDICS

²³⁹ Mitgeteilt bei *Barta*: Kossuth, S. 207. Vgl. Anm. 10.

RAPPORTI STORICI ITALO-UNGHERESI VERSO LA METÀ DEL SECOLO XIX

La storia dell'Ungheria è dell'Italia è intrecciata da molteplici e quasi continui legami economici, politici e culturali. I due paesi, già a cominciare dall'alto medioevo furono in vivaci rapporti reciproci. Sullo sviluppo dell'Ungheria hanno favorevolmente influito i rapporti economici con l'Italia e lo sviluppo della cultura ungherese deve molto all'azione stimolatrice del rinascimento italiano. Nei rapporti storici italo—ungheresi va però rilevato il periodo, che cade a metà del secolo XIX., al glorioso cinquantennio delle rivoluzioni borghesi e dei movimenti nazionali di indipendenza, capitolo scritto con nobili passioni, con generosi atti di eroismo.

I rapporti storici italo—ungheresi, e particolarmente l'epoca del Risorgimento così ricca di lotte comuni, di azioni reciproche, hanno esercitato una forte attrazione sia per gli storiografi ungheresi, sia per quelli italiani. Tale intenso interesse è basato in gran parte su quella viva simpatia, che ha profonde radici nei due popoli, legati uno all'altro da una simile sorte e da un'amicizia d'armi di lotte decennali. Ma — e sarebbe un errore negarlo — nel periodo intercorso tra le due guerre mondiali tale interesse storico fu artificiosamente stimolato anche dai regimi fascisti allora al potere in Ungheria e in Italia, i quali cercavano un sostegno per la loro alleanza reazionaria e bellicosa nell'usurpazione del passato progressista e nella popolarizzazione di ricordi e di argomenti storici, privati appunto del loro contenuto progressista. Una parte considerevole delle opere storiche sui rapporti italo—ungheresi — di quelle ispirate allo spirito del regime fascista — hanno un valore scientifico assai scarso, dato che trascurano o alterano proprio il contenuto progressista dei rapporti dei due popoli. La storiografia progressista non ha bisogno di artificiose riproiezioni storiche, del forzato «adattamento» della storia. Pur servendosi, nel dato ordine di temi, cioè nel campo dell'elaborazione dei rapporti storici italo—ungheresi, dei nuovi materiali, di fatti, scoperti negli ultimi decenni, la storiografia progressista deve opporsi alle concezioni reazionarie ed errate delle opere concepite sotto i regimi fascisti e deve valutare lo sviluppo dei rapporti tra i due popoli in base alle condizioni concrete, alle esigenze dell'epoca, cioè con fedeltà alla realtà storica.

La presente modesta comunicazione non pretende nemmeno lontanamente di voler riassumere anche per sommi capi i rapporti italo—ungheresi verso la metà del secolo XIX. e le errate concezioni ad essi connesse. Essa tende unicamente a dimostrare il carattere progressista di tali rapporti, a indicare le lotte combattute per il progresso, le quali cento anni fa unirono i popoli italiano e ungherese e i loro eccellenti patrioti, nonchè quei nobili obbiettivi di cento anni fa, che erano nettamente contrari a quelli delle classi dominanti e degli ambienti politici dirigenti italiani e ungheresi tra le due guerre mondiali e della storiografia, che esprimeva le loro posizioni.

*

Nel secolo XIX. fino alla riconciliazione austro—ungherese del 1867 o fino alla conclusione della creazione dello stato unitario nazionale italiano, i rapporti amichevoli italo—ungheresi si sviluppavano e fiorivano su un terreno fertile. Lo sviluppo storico aveva posto compiti simili per ambedue i popoli: quello della liquidazione del regime feudale o dei resti di esso e quello della conquista dello Stato nazionale indipendente. La comunità di tali compiti venne trasformata in una concreta comunità di interessi e la simpatia radicata nel simile destino venne trasformata in una stretta amicizia di armi dal fatto, che l'ostacolo principale al libero sviluppo nazionale di ambedue i popoli era rappresentato dall'Austria, dall'Impero degli Absburgo. L'Austria, pur indebolita ed in via di disfacimento, ingombrava tenacemente la via dei popoli, ostacolando lo sviluppo del capitalismo nei paesi e nelle provincie oppresse dell'Impero ed insieme anche il processo di trasformazione in nazioni dei popoli oppressi.

Nell'Italia della prima metà del secolo XIX., nonostante i gravi impedimenti costituiti dalla divisione politica, dall'oppressione straniera, dalle condizioni feudali o dai resti di queste, il capitalismo andava sviluppandosi, prendendo uno slancio più forte alla vigilia delle rivoluzioni del 1848. Nelle regioni economicamente più sviluppate, nella Italia Settentrionale il capitalismo penetrò innanzitutto nell'agricoltura, dando vita ad uno sviluppo notevole.¹ Lo sviluppo capitalistico dell'industria, del commercio e del credito, dovendo superare maggiori impedimenti interni ed esterni, avanzava più lentamente, sebbene proprio negli anni '30—'40 del secolo XIX. anche in questi campi dell'attività economica le forze produttrici avessero subito un aumento considerevole, le

¹ Raffaele Ciasca: *L'origine del «Programma per l'opinione nazionale italiano» del 1847—48.* Milano—Roma—Napoli, 1916. pp. 219—220.

K. R., Greenfield: *Economia e liberalismo nel Risorgimento.* Bari, 1940. pp. 87—88. Secondo il parere di Greenfield tra 1814 e 1848 si svolse «una vera rivoluzione in Lombardia.»

Per lo sviluppo dell'agricoltura nel Piemonte v. Giuseppe Prato: *Fatti e dottrine alla vigilia del 1848: l'associazione agraria subalpina e Camillo Cavour.* Torino, 1931.

condizioni capitalistiche avessero avanzato in modo irresistibile.² Il processo oggettivo dello sviluppo capitalistico, nel corso del quale si estendevano necessariamente i rapporti economici tra i singoli stati italiani, poneva con sempre maggiore insistenza l'esigenza della creazione dell'unità del mercato interno italiano e con ciò anche dell'unità politica dell'Italia, dell'allontanamento degli impedimenti alla trasformazione nazionale. E, con l'evoluzione delle condizioni capitalistiche, quanto più mature erano le premesse dell'unità economica e quindi quanto più avanzava il processo conclusivo della trasformazione nazionale³, tanto più pesantemente gravavano sulla nazione italiana i fattori che ne impedivano l'unità. I contemporanei — come è provato anche dall'estesa letteratura economico-politica — riconoscevano giustamente l'indirizzo e le esigenze legittime dell'evoluzione. «Dove si parla una lingua . . . dove gli interessi e i parentadi sono comuni — scrisse il «Contemporaneo» — è necessità di un commercio esteso, senza vincoli, unico e solo.»⁴ «L'Italia frastagliata da tanti artificiali divisioni, risente maggiormente i malefici risultati delle stesse, perchè lo sviluppo delle forze produttrici è da tutto impedito.» «Ristretta in angusti confini l'industria dei manofatti non può svilupparsi tra noi.»⁵

Il maggiore impedimento esterno all'unità, al più libero sviluppo economico e politico dell'Italia era costituito in quei tempi dall'Austria. L'oppressione austriaca gravava nel modo più diretto e forte sul Lombardo—Veneto annesso all'Impero degli Asburgo e quasi completamente isolato dagli altri stati italiani, anzi anche dalle province della monarchia a causa del «sistema protezionista e proibitivo» degli austriaci. La politica economica degli ambienti dirigenti austro—tedeschi ostacolava lo sviluppo dell'industria, del commercio e dei trasporti del Lombardo—Veneto, oppure anche se non lo impediva in certi campi, lo subordinava agli interessi economici delle province austriache, della borghesia austriaca.⁶ L'Austria — scrisse con indignazione appassionata Cesare Correnti — vuole «correggere . . . la geografia, violentare la natura» e che «gli interessi del Lombardo—Veneto fossero un appendice di quelli tedeschi . . .»⁷ Ma la funzione oppressiva dell'Austria non si limitava al solo Lombardo—Veneto,

² Per la Lombardia v. Greenfield, *op. cit.*, pp. 90—131, 160—204, 205—229. Per Venezia v. Alberto Errera: *Storia e statistica delle industrie venete*. Venezia, 1870. pp. 100—110.

G. M., Trevelyan: *Daniele Manin e la rivoluzione veneziana del 1848*. Bologna, 1926. pp. 46—48.

³ La definizione classica dei criteri della nazione è data da J. V. Stalin nella sua opera intitolata: *Marxismo e questione nazionale*. Stalin, *Opere* vol. 2°. Budapest 1949. p. 321. (in ungherese).

⁴ v. Ciasca, *op. cit.* p. 22.

⁵ Queste affermazioni tolte da autori contemporanei sono pubblicate da Ciasca nell', *op. cit.* p. 417.

⁶ v. Greenfield, *op. cit.* pp. 94—95, 124—126, 199—201, ecc. Ciasca, *op. cit.* pp. 13 e 876.

Ruggiero Bonghi: *La vita e i tempi di Valentino Pasini*. Firenze, 1867. pp. 91—92.

Alberto Errera e Cesare Finzi: *La vita e i tempi di Daniele Manin*. Venezia, 1872. pp. XXXI., LII., ecc.

⁷ *Scritti scelti di Cesare Correnti*, per cura di Tullo Massarani. Vol. I. Roma, 1891. p. 514.

i suoi interessi urtavano dappertutto nell'evoluzione economica unitaria dell'Italia. Ciò si dimostrò in modo troppo evidente a proposito della progettata unione doganale degli stati italiani e delle iniziative per la costruzione di linee ferroviarie tra i singoli stati. Così negli anni attorno al 1840 i contrasti economici si inasprirono anche tra il Piemonte e l'Austria.⁸

All'oppressione economica si accompagnava una forte oppressione politica da parte dell'Austria, che pure non si limitava al solo Lombardo—Veneto. L'Austria, gendarme di ogni movimento nazionale progressista era il sostegno delle forze feudali e assolutistiche più reazionarie nell'Italia. L'insuccesso dei moti rivoluzionari italiani del 1831 fece chiaramente comprendere anche ai patrioti italiani che gli obbiettivi nazionali potevano essere raggiunti soltanto attraverso il crollo del dominio austriaco e l'inserimento delle larghe masse popolari nel movimento nazionale. Fu per questo che dagli anni '30 in poi veniva sviluppandosi un travolgente movimento di riforme nazionali e sociali, diretto maggiormente contro l'Austria. Negli anni dopo il '40 tale movimento superava già le barriere degli interessi provinciali e riteneva — sia pure per altre vie — suo scopo principale la creazione dell'unità nazionale italiana.

Nello sviluppo sociale e politico dell'Ungheria nella prima metà del secolo XIX. si incontrano parecchi tratti simili a quelli dello sviluppo sociale e politico dell'Italia. In Ungheria, veramente, a differenza dall'Italia, in tutto il paese dominavano rapporti di produzione feudali, ma accanto a questi comparivano e lentamente si rafforzavano già anche gli elementi del capitalismo. Lo sviluppo capitalistico si iniziò anche nell'Ungheria nell'agricoltura. I grandi proprietari — ed in parte anche i proprietari medi — si rivolgevano sempre più intensamente alla produzione di merci aumentando la superficie delle terre appartenenti alle fattorie di propria gestione ai danni delle terre coltivate dagli servi della gleba. La capitalizzazione dell'agricoltura aveva un suo indice nell'avanzata del processo fondamentale dell'accumulazione primitiva, che consisteva nel privare i contadini delle loro terre.⁹ Ma anche il processo dell'accumulazione primitiva del capitale poté aver luogo soltanto in un modo estremamente unilaterale, imperfetto ed in mezzo a gravi impedimenti. L'Ungheria, infatti, come il Lombardo—Veneto, era subordinata agli interessi delle provincie più sviluppate — anche ad arte — dell'Impero degli Absburgo. La politica economica colonizzatrice degli austriaci, pur avendo di tanto in tanto e fino ad un certo punto contribuito allo sviluppo della produzione di merci nell'agricoltura, soffocò quasi completamente l'industria dell'Ungheria, oppresse la produzione manifatturiera appena avviata, impedì vigorosamente ed efficacemente l'accumulazione dei capitali finanziari, ostacolando con ciò, naturalmente, in modo enorme la trasformazione capitalistica dell'agricoltura e l'evol-

⁸ v. Ciasca, *op. cit.* p. 44, pp. 528—530.

⁹ Cfr.: C. Marx: *Il capitale*. Vol. I. Budapest, 1948. pp. 774—793. (in ungherese)

luzione borghese-nazionale di tutto il paese. L'evoluzione sociale e nazionale anche in Ungheria poneva necessariamente l'esigenza del crollo delle condizioni feudali e del dominio degli Absburgo. E siccome il sostegno principale della sopravvivenza del feudalesimo era appunto il dominio degli Absburgo, cioè l'oppressione feudale era strettamente intrecciata con quella coloniale, la premessa decisiva della trasformazione nazionale era anche in Ungheria la conquista dell'indipendenza nazionale.¹⁰ La oppressione coloniale dell'Ungheria era resa più insopportabile dai metodi di oppressione politica adottati dall'assolutismo absburgico in modo pressochè uguale tanto in Ungheria, quanto in Italia.

Nonostante i limiti abbastanza ristretti del presente saggio mi è parso necessario dedicare un interesse relativamente maggiore ai tratti simili economici e politici della situazione e dello sviluppo dell'Italia e dell'Ungheria, alle caratteristiche dei metodi analoghi della comune oppressione e alla coincidenza delle esigenze oggettive del progresso sociale-nazionale. Furono quei tratti e quei compiti storici comuni a determinare la reciproca simpatia, l'alleanza dei due popoli all'età del Risorgimento.

*

Quando dopo il 1815 era sceso sull'Europa il buio della Santa Alleanza, i primi fuochi della resistenza, i primi raggi della speranza della liberazione divamparono dall'Italia. I patrioti italiani, che diedero esempio a tutta l'Europa, già ai tempi dei moti del 1820—21 consideravano come amici, e non come nemici, i soldati ungheresi arruolati negli eserciti austriaci. Ne sono una prova i proclami, in cui gli insorti napoletani richiamarono i reggimenti ungheresi a non combattere contro gli italiani in lotta per la libertà, loro alleati naturali.¹¹ Emerse per la prima volta in quei proclami l'idea della collaborazione armata italo—ungherese contro gli Absburgo, divenuta poi una realtà nel 1848 e nel decennio susseguente.

¹⁰ La storiografia ungherese in questi ultimi anni si è occupata molto dello sviluppo economico, che precedette e preparò la rivoluzione borghese del 1848. Nel riassunto di sopra ho utilizzato principalmente le seguenti opere: József Révai: *Kölcsey Ferenc. Magyar szabadság — világszabadság. Marx és a magyar forradalom.* (Ferenc Kölcsey. Libertà ungherese — libertà mondiale. Marx e la rivoluzione ungherese.) Questi saggi sono apparsi nel volume: Révai: *Marxizmus, népiesség, magyarság.* (Marxismo, indizi popolari, magiarietà.) Budapest, 1948.

Pál Zs. Pach: *Az eredeti tőkefelhalmozás Magyarországon.* (L'accumulazione primitiva del capitale in Ungheria) Budapest, 1952.

Gyula Mérei: *Mezőgazdaság és agrártársadalom Magyarországon. 1790—1848.* (Agricoltura e società agraria in Ungheria 1790—1848.) Budapest, 1948.

Gyula Mérei: *Magyar iparfejlődés 1790—1848.* (Lo sviluppo dell'industria ungherese 1790—1848.) Budapest, 1951.

Domokos Kosáry: *Kossuth Lajos a reformkorban.* (Luigi Kossuth nell'età di riforme.) Budapest, 1946.

¹¹ N. Campanini: *I proclami latini diretti dagli italiani ai soldati ungheresi nel 1821 e nel 1848.* v. *Rassegna Storica del Risorgimento.* 1919, fasc. IV.

G. Sillingardi: *Il proclama degli Italiani agli Ungheresi nell'anno 1821.* v. *Rivista Storica Italiana.* 1884. pp. 576 e seguenti.

I movimenti di indipendenza scoppiati in Italia nei primi anni del terzo decennio del secolo XIX. ebbero già vivaci ripercussioni nell'Ungheria. Quelle lotte, come tutto il movimento dei carbonari, trovarono simpatia nel campo allora ristrettissimo dei politici progressisti e contribuirono all'intensificazione dell'odio al regime di Metternich. Come provano i suoi appunti, anche István Széchenyi, uno dei promotori del movimento di riforme ungherese condannava l'intervento austriaco e nutriva sentimenti di solidarietà per i patrioti italiani.¹² Anzi, il giovane Széchenyi nel suo ardore per i movimenti di indipendenza italiani scrisse ancora: «Die Freyheit kann nur mit Blut erkauft werden».¹³

In Ungheria il movimento nazionale andò rafforzandosi negli anni dopo il 1830. I patrioti ungheresi in quei tempi seguivano già con vivo interesse gli avvenimenti in Italia, e subivano in modo particolare l'effetto della Giovane Italia fondata da Mazzini. Nelle informazioni segrete dell'epoca, fornite da spie austriache si incontrano dati abbondanti relativi alla simpatia per la Giovane Italia, anzi, alla stabilizzazione di rapporti segreti. Da tali informazioni risulta, che «i malcontenti in Ungheria hanno stabilito rapporti più stretti e più intimi con le associazioni rivoluzionarie estere, in modo particolare con quelle italiane». Lo stesso Mazzini cercava i rapporti con gli ungheresi già nel 1833 attraverso appelli in latino, poi per mezzo di libri «rivoluzionari» inviati in Ungheria.¹⁴ I legami della Giovane Italia con l'Ungheria sono provati anche dai dati di un processo per «alto tradimento», celebrato a Milano. Allo stesso tempo le sezioni segrete della Giovane Italia fecero diversi tentativi per conquistarsi le truppe ungheresi dislocate nella Lombardia ed anche per sollevare gli italiani in Ungheria.¹⁵ Pur non avendo immediato successo, tali tentativi contribuirono certamente a rendere più sensibili alle idee progressiste i soldati italiani e ungheresi, i quali provavano maggiore simpatia per le lotte nazionali dei loro popoli. Si potrà forse ascrivere al lavoro agitativo di Mazzini e dei suoi seguaci il fatto che gli ufficiali ungheresi di una guarnigione nella Lombardia fondarono l'Associazione dei Giovani Ungheresi.¹⁶ Ugualmente si può scoprire l'effetto dei movimenti di indipendenza italiani nell'organizzazione dei soldati ungheresi del reggimento Rukavina di stanza in Italia, i quali nel 1847 si rivol-

¹² *Gróf Széchenyi István Naplói.* (Diari del conte István Széchenyi.) Red. da Gyula Vizsota. Vol. II. Budapest, 1926. pp. 136-138.

¹³ *Ibid.* p. 353.

¹⁴ Per l'invio di libri rivoluzionari vedi — Archivio di Stato di Budapest (AStB), Informationsprotocoll, 3. ottobre 1837. Una parte delle informazioni segrete è pubblicata in base all'Informationsprotocoll e agli atti del Consiglio statale da Kornél Tábori nel volume: *Titkosrendőrség és kamarilla. Akták-adatok a bécsi titkos udvari és rendőrségi levéltárból.* (Polizia segreta e camarilla. Dati e documenti dall'archivio segreto della corte e della polizia di Vienna.) Budapest, 1921. p. 36.

¹⁵ Tábori: *op. cit.* p. 35.

Nel 1846 lo stesso cancelliere richiamò l'attenzione del Palatino di Ungheria al fatto, che agenti italiani aizzavano l'esercito. AStB. Archivio del Palatinato, Politalia, No.88/1846.

¹⁶ v. Tábori: *op. cit.* p. 35.

sero a Kossuth per impetrare di essere «liberati». ¹⁷ Ancora numerosi altri dati provano, che sia nei soldati ungheresi in terra italiana, che nei soldati italiani di stanza in Ungheria, nei semplici figli del popolo, mise profonde radici l'affetto reciproco, l'amore per la popolazione. L'ignoto cronista del reggimento italiano Ceccopieri, di stanza a Pest-Buda per decenni, scrisse che il reggimento fu «sempre ben veduto ed amato come propri fratelli dagli abitanti di codesta Capitale». ¹⁸

La consapevolezza del destino comune, della necessità di aiutarsi a vicenda, fu rafforzata negli strati più larghi della popolazione dalle sofferenze dei lombardo-veneti deportati in Ungheria. Le autorità poliziesche austriache, a cominciare dal 1831 collocarono in diverse riprese complessivamente 800 deportati lombardo-veneti nel castello della città di Szeged in Ungheria. Una grande parte dei deportati erano prigionieri politici («Status captivi»). Già durante il loro trasporto la popolazione manifestò segni di grande pietà e di simpatia per i prigionieri infelici. Poi, quando seppe che si trattava maggiormente di perseguitati politici, si iniziò un movimento in loro favore. Rispondendo alle richieste della opinione pubblica i legati del comitato di Csongrád alla dieta ungherese sollevarono la causa dei deportati italiani, chiedendone un'inchiesta. L'affare dei deportati diede luogo a manifestazioni di odio contro l'assolutismo austriaco e di solidarietà per il movimento italiano di indipendenza. ¹⁹

Con questi esempi abbiamo voluto innanzitutto rilevare, che i sentimenti di amicizia, la consapevolezza del comune destino erano largamente diffusi anche tra il popolo, tanto in Italia quanto in Ungheria. È naturale, che i dirigenti politici, che avevano un orizzonte più largo, fossero stati ancor più consapevoli della necessità di un'intesa. Mi sia lecito qui fare soltanto il nome di Mazzini, che già nel 1832 giudicò in modo giusto le prospettive del movimento nazionale in Ungheria, ancora in via di sviluppo, vide la necessità storica della liberazione nazionale ungherese e considerò gli ungheresi come sicuri alleati futuri del movimento italiano di indipendenza. ²⁰ Negli anni seguenti egli si interessò vivamente delle cose ungheresi e anche dello sviluppo dei popoli slavi. Mazzini notò anche l'antagonismo crescente tra gli ungheresi e gli slavi, ma ne attendeva la soluzione appunto dalla lotta comune contro il feudalesimo e l'assolu-

¹⁷ Una lettera di soldati ungheresi a Kossuth, 10 sett. 1847, Peschiera. ASTB. Collezione Antal Vörös No. 557.

¹⁸ Archivio di Stato di Torino (ASTB) Carte Bianchi. Fasc. 3/3. No. 6. Dei rapporti con la popolazione ungherese riferisce in senso analogo anche la cronaca del reggimento Kress. v. ibid. No. 6.

I rapporti amichevoli tra i reggimenti italiani e ungheresi sono caratterizzati in modo analogo da István Berkó nel suo libro intitolato: *Az olasz légió a magyar szabadságharcban, 1848/49.* (La legione italiana nella guerra d'indipendenza ungherese del 1848-49.) Buda-pest, 1929. pp. 7-8.

¹⁹ v. Alberto Gianola: *Deportati Lombardo-Veneti in Ungheria dal 1831 al 1848.* Modena, 1934.

²⁰ Nel 1832 Mazzini pubblicò un articolo con il titolo «Dell'Ungheria». v. *Scritti editi e inediti di Giuseppe Mazzini.* Ed. Naz. Vol. III. pp. 87-125.

tismo degli Absburgo. Nel 1847 egli scrisse, che sarebbe arrivato il momento in cui «italiani, ungheresi e slavi combatteranno uniti contro l'oppressione austriaca».²¹

Nei decenni precedenti l'anno 1848 si rafforzavano dunque i rapporti tra i popoli italiano e ungherese sotto la comune oppressione, numerosi nuovi legami di amicizia si stabilivano, nascevano i primi tentativi, si facevano progetti, spesso si formulavano soltanto desideri per una unione contro il comune nemico. Tutto questo — più o meno consapevolmente — contribuiva alla preparazione del grande scontro: delle rivoluzioni e delle lotte di indipendenza del 1848.

*

L'anno 1848 aprì un'epoca nuova anche nei rapporti italo—ungheresi. Tutto ciò che prima era soltanto preparazione o progetto, cominciò a trasformarsi in realtà nella gloriosa primavera del 1848. Italiani, ungheresi ed altri popoli, che avevano un destino analogo, lottarono armati in lotte rivoluzionarie per assicurarsi l'esistenza nazionale, per un regime sociale più progredito, per far crollare il dominio degli Absburgo. La lotta comune, anche se non fu una lotta unita, l'intesa, anche se non consolidata in un'alleanza bene organizzata, amalgamarono tuttavia il popolo italiano e il popolo ungherese nel fuoco di una giusta guerra, combattuta con comuni sentimenti e con comuni speranze. La grande esperienza storica del 1848 divenne una fonte di reciproca solidarietà popolare, non indebolita nemmeno dopo un secolo.

I primi terremoti, che annunciarono l'arrivo della tempesta rivoluzionaria, i moti siciliani del gennaio 1848 ebbero entusiaste ripercussioni in Ungheria. Il poeta della rivoluzione, Sándor Petőfi, reagì immediatamente al primo moto rivoluzionario del 1848 nella sua poesia intitolata «Italia»:

«Ed invece di arance pallide gli alberi meridionali
Saranno colmi di rose di sangue rosso
Sono i tuoi soldati gloriosi e sacri,
Aiuta loro, Dio della Libertà!»

Ad onta della censura la stampa progressista ungherese trovò il modo di manifestare la propria solidarietà con gli insorti siciliani e con tutto il movimento italiano di indipendenza.²² La stampa riferì dettagliatamente dei successi del movimento per la costituzione nei singoli stati italiani.²³

Lo scoppio ed il trionfo delle rivoluzioni di marzo furono accompagnati con manifestazioni di simpatia in ambedue i paesi. I partigiani della libertà italiani in quelle settimane si diedero con grande zelo a conquistarsi i soldati ungheresi arruolati nelle truppe austriache per indurli a non combattere contro

²¹ «*Of the Slavonian Movement*». Mazzini, *op. cit.* Vol. XXXVI.

²² «...tutta la nazione italiana si trova in un'agitazione estrema, che non può essere sradicata o attenuata con belle parole, ma che deve essere soddisfatta» — scrisse il giornale *Pesti Hirlap* il 30 gennaio 1848.

²³ Per es.: i giornali *Pesti Hirlap* del 15 febr. del 3 marzo 1848. *Mult és Jelen* del 4 febr. e del 3 marzo 1848. *Nemzeti Ujság* del 18 febr. 2 marzo, 3 marzo, ecc. 1848.

gli italiani. A tale scopo fu iniziato un lavoro agitato in segreto, furono diffusi proclami tra i soldati ungheresi. Uno dei volantini diffusi a Modena e in Lombardia si rivolse così ai soldati ungheresi: «Ungheresi! Noi non sappiamo odiarvi, perchè avete comune con noi la causa della nazionalità . . . Voi aborrite come noi . . . di essere riputati austriaci . . . Nel nostro volere riunito stanno le speranze della nostra patria e della vostra: la comune immancabile regenerazione. Generosi Ungheresi! Fate vedere al mondo, che non siete automi e braccio della tirannia, ma bensì figli d'una patria generosa ed indipendente.»²⁴ Ai primi di aprile lo stesso Governo provvisorio della Lombardia si rivolse all'assemblea nazionale ungherese («alla Dieta Ungarica»). Comunicò nel suo appello che come prova di sincera amicizia era disposto a rilasciare in libertà i soldati ungheresi catturati e feriti nelle lotte delle «cinque giornate», i quali sarebbero amorevolmente curati fino quando il governo ungherese non avrebbe provveduto al loro trasporto in patria. Chiese nello stesso tempo, enumerando esempi dei rapporti di amicizia italo—ungheresi nei secoli, che l'assemblea nazionale ungherese provvedesse da parte sua, che i soldati ungheresi non andassero più a combattere contro la libertà del popolo italiano. «Nel nuovo diritto delle genti — conclude l'appello — tutti possiamo essere amici, perchè tutti eguali e contenti nell'inviolabili confini della patria. La più cara cosa, dopo la vittoria che ci rese la libertà, ci sia sempre la vostra amicizia. Dio vi salvi! Éljen a Magyar!»²⁵

Agli avvenimenti ed agli appelli italiani da parte ungherese risposero per primi i patrioti rivoluzionari della città di Pest, ai primi di aprile, in un appello che si iniziava con le parole «Libertà, eguaglianza, fraternità». Come accoglievano contenti le notizie delle lotte eroiche degli italiani, così vedevano con dolore che «l'infame politica austriaca impegnò i figli del nostro paese libero ad opprimere i vostri combattenti per la libertà.» L'appello assicura gli italiani, che «i mezzi più efficaci si sono già da noi impiegati per impedire che i figli dell'Ungheria libera non siano oltre impiegati per sicarii della libertà!»²⁶ Anche il governo ungherese si affrettò a rispondere all'appello del Governo provvisorio della Lombardia, comunicando di aver fatto passi ufficiali per il ritiro delle truppe ungheresi in servizio all'estero e di non tollerare più che i soldati ungheresi venissero impiegati contro la libertà della nazione italiana. «Noi possiamo dichiarare in nome del popolo ungherese, che non sarebbe considerato più qual figlio di questa libera terra colui che continuasse a guerreggiare contro la causa della libertà.»²⁷ Gli italiani attendevano veramente molto dalla trasfor-

²⁴ Pubblicato nel giornale *La Concordia*, Torino 26 marzo 1848.

²⁵ Pubblicato nel supplemento 17° del giornale ufficiale milanese *Il 22 Marzo*.

²⁶ Pest, il aprile, 1848. *Raccolta per ordine cronologico di tutti gli atti, decreti, nomine, ecc. del Governo provvisorio della Repubblica Veneta*. Venezia, 1848. Vol. I. pp. 646—647.

²⁷ Pubblicato nel giornale *Il 22 Marzo*, 29 aprile 1848.

mazione rivoluzionaria dell'Ungheria. L'Ungheria indipendente: «essa rimette l'Austria nella buona strada, aiuta il risorgimento italiano.»²⁸

Queste azioni ebbero qualche risultato. Nelle unità ungheresi dell'esercito austriaco si iniziò un processo di disfaccimento, molti disertarono. I più cercarono di tornare in patria, alcune centinaia — di cui si parlerà ancora — si schierarono con gli italiani. Ma Radetzky non si fidò nemmeno dei soldati ungheresi rimasti nell'esercito austriaco. Essi, in generale, simpatizzavano con gli italiani, li aiutavano, come potevano. Una prova interessante intitolato «L'Ungherese e il Romano» è data dal dramma che T. Tommasoni scrisse basandosi su un'esperienza personale fatta nella battaglia di Vicenza, dove elaborò la storia di un ufficiale ungherese, amico degli italiani.²⁹ Tuttavia, nonostante le numerose manifestazioni di solidarietà e i solenni proclami, nella primavera e nell'estate del 1848 non si ebbe una svolta decisiva per un aiuto da dare alla lotta di indipendenza italiana, impegnata allora nelle battaglie più difficili. Nonostante le singole diserzioni la maggior parte dei soldati ungheresi non riuscì a rompere la disciplina di ferro dell'esercito di Radetzky, il governo ungherese non ottenne il ritiro dei reggimenti ungheresi costretti a combattere in terra italiana, nè da parte degli ambienti dirigenti italiani si ebbe alcun passo deciso ed efficace per la conclusione di una alleanza con l'Ungheria.

Vi fu, è vero, una iniziativa degna di menzione da parte di Terenzio Mamiani, ministro degli interni dello Stato Pontificio, che già nell'aprile del 1848 avanzò un concreto progetto di alleanza. Egli propose di «subito entrare in pratiche di buon accordo non già con l'Austria ma si coi Dalmati, con gli Ungheresi e i Croati . . . Per tutto ciò mi sembra doversi pregare con istanza e premura grande il re di Piemonte a mandar di presente uomini esperti e avveduti appresso i Dalmati, Croati e gli Ungheresi facendo conoscere a ciascuno dei tre come il nemico loro comune sia l'Austria . . . L'Austria li va minacciando continuo . . . nè contro l'ambizione di lei potrebbero essi popoli rinvenire altro migliore e sincero alleato fuorchè l'Italia . . .»³⁰ Mamiani sollecitò infatti «il Governo sardo a spedire abili commissari . . . appresso la valorosa nazione ungherese»,³¹ ma il governo del Piemonte non abbracciò tale giusta iniziativa. Carlo Alberto e il suo ambiente si ispiravano a punti di vista ristretti, conservatori e monarchici e la loro diffidenza nei riguardi delle masse popolari, del Governo provvisorio della Lombardia e della Repubblica di Venezia, sorti da una rivoluzione popolare, impediva loro di condurre a fondo «la guerra del popolo» con mezzi

²⁸ *Il Risorgimento*, red. da C. Cavour. Torino, il 11. aprile 1848.

²⁹ *Lettere inedite di Massimo D'Azeglio e Gualtiero Filippo a T. Tommasoni*. A cura di Gustavo Tommasoni. Roma, 1885. p. 82. Il dramma, del resto, col titolo «I due feriti di Vicenza» fu presentato con gran successo a Roma nel novembre 1848. Cfr. *Pallade*, 14 nov. 1848 e *Don Pirlone*, 14 nov. 1848.

³⁰ Lettera aperta di Terenzio Mamiani al generale Zucchi, difensore di Milano. Pubblicata sul quotidiano *Epoca* il 21 aprile, 1848.

³¹ Relazione di T. Mamiani al Consiglio dei Deputati, Roma, il 9 giugno 1848. Pubbl. in: *Le assemblee del Risorgimento*. Roma. Vol. I. p. 26.

veramente rivoluzionari e di avviarsi perciò anche nella diplomazia su vie nuove, audaci.³² Il Mazzini criticò con ragione lo scarso coraggio dei parlamenti e dei governi italiani, che hanno paura di «adopesarsi con poteri nascenti ed essenzialmente rivoluzionari» e perciò «faranno poco o nulla su quella via.»³³

Ma nemmeno il primo governo ungherese indipendente — il governo Batthyány — riconobbe la necessità immediata dell'alleanza con gli italiani. Dopo il marzo 1848 in Ungheria — come nell'evoluzione di tutto il movimento rivoluzionario europeo — si ebbe uno spostamento verso destra. La classe dirigente della rivoluzione, quella dei nobili liberali, ritenne ormai suo primo compito assicurare «l'ordine», impedire cioè lo sviluppo democratico della rivoluzione. È per questo, che il governo Batthyány vedeva il pericolo principale non nel contrattacco in via di organizzazione della controrivoluzione austriaca, bensì nei movimenti democratici popolari e contadini e nei movimenti nazionali dei popoli non-ungheresi oppressi, anzi cercava di consolidare il regime nuovo nato dalla rivoluzione curando rapporti buoni con la dinastia degli Absburgo. Tale situazione contraddittoria si fece evidente in modo assai aspro appunto nella questione dei rapporti con gli italiani, in lotta armata con l'Austria, particolarmente quando al primo „parlamento di rappresentanza popolare”, apertosi nel luglio 1848, l'imperatore, richiamandosi alla Pragmatica Sanctio, chiese l'aiuto militare dell'Ungheria per combattere gli italiani. Il governo — salvo Kossuth — sarebbe stato disposto a dare l'aiuto, ma temendo Kossuth e la sinistra e particolarmente l'opinione pubblica amica degli italiani, non osò avanzare pubblicamente una tale proposta all'assemblea nazionale. L'opinione pubblica protestò infatti in modo energico contro qualsiasi aiuto per sconfiggere gli italiani in lotta per la libertà. La popolazione della città di Szeged, per esempio, chiese in un ricorso il riconoscimento dell'indipendenza del Lombardo—Veneto. «Noi crediamo che le sacre parole d'eguaglianza e fratellanza non siano state scritte invano sulle nostre bandiere nazionali . . . Le dichiarazioni di una nazione liberata non possono essere menzognere. I suoi atti non possono essere rivolti a perpetuare la servitù.»³⁴ Un ammonimento simile fu inviato al governo anche dal comitato di Temes : «Noi siamo convinti che la politica di un governo, che cerca la sua gloria nella schiavitù di altri possedimenti . . . e tende ad opprimere altri paesi . . . non può essere fortunata . . . Con la fiducia di buoni patrioti preghiamo il Ministero nazionale di esercitare la sua influenza perchè si riconquisti l'indipendenza e i possedimenti lombardo—veneziani.»³⁵

³² Sono assai istruttive al riguardo le esperienze del politico ungherese Splényi, inviato a Milano e a Torino con una lettera di raccomandazione del Mamiani. Splényi fu accolto cortesemente dal governo del Piemonte, che però non intavolò con lui trattative in merito. v. M. Schlesinger : *Storia della guerra d'Ungheria negli anni 1848 e 1849*. Lugano, 1851. pp. 273—274.

³³ Articolo del Mazzini sul giornale «*Italia del Popolo*», il 16 luglio 1848.

³⁴ AStB. Archivio del Comitato di Difesa Nazionale 1848. No. 124.

³⁵ *Ibidem*, No. 258.

Nella questione dell'aiuto contro gli italiani — in piena conformità con la posizione contraddittoria del governo e della nobiltà liberale — nacque una decisione contraddittoria. L'assemblea nazionale votò l'aiuto, ma a patto che l'Austria porgesse prima il suo aiuto per la repressione dei serbi rivoltosi e della cospirazione croata organizzata e condotta dal bano Jellasic nelle parti meridionali del paese. Siccome allora era già abbastanza comunemente noto che dietro i movimenti degli slavi meridionali contro gli ungheresi si nascondeva la camarilla controrivoluzionaria di Vienna, tale decisione ebbe praticamente il significato del diniego dell'aiuto contro gli italiani, benchè sotto forma di rifiuto implicito.³⁶ Nonostante tale rifiuto, l'atteggiamento del governo e quello del parlamento ungherese in tale questione fu non solo vergognoso, ma per gli interessi della guerra di indipendenza ungherese anche estremamente dannoso. Dal punto di vista della difesa dell'indipendenza, delle conquiste rivoluzionarie dell'Ungheria, infatti, il problema non si pose in questi termini, se cioè si doveva votare o respingere — e in quest'ultimo caso, sotto quali forme — l'aiuto chiesto dalla corte di Vienna per sconfiggere gli italiani, bensì i questi altri termini, sotto quali forme cioè si doveva dare aiuto agli italiani in lotta per il fine comune contro il nemico comune, come ci si doveva alleare quanto prima con loro. La questione fu posta così soltanto da alcuni deputati di sinistra,³⁷ ma il governo non osò decidersi a romperla con la corte di Vienna, la quale poi in breve diede la prova di come la controrivoluzione apprezzasse lo spirito conciliativo dei «rivoluzionari» leali.

Così avvenne che, mentre Carlo Alberto e i suoi generali meditavano se le operazioni belliche dovessero essere dirette secondo gli interessi della sicurezza del Regno Sardo o dell'indipendenza dell'Italia unitaria, e mentre al parlamento ungherese si discuteva se si doveva dare l'aiuto alla dinastia contro gli italiani in base alla Pragmatica Sanctio oppure in nome della libertà dei popoli si doveva respingere il risanamento della tirannide, Radetzky senza indugi e scrupoli avanzando giungeva sotto Custozza e la camarilla di Vienna preparava febbrilmente l'aggressione controrivoluzionaria contro l'Ungheria.

*

Nell'estate del 1848, con la sconfitta di Custozza la guerra d'indipendenza italiana non si chiuse definitivamente ed in Ungheria si iniziò la lotta armata

³⁶ Per la discussione e la valutazione dell'«aiuto contro l'Italia» v.: György Spira: *Kossuth Lajos forradalmi szövetsége a radikális baloldallal és a népi tömegekkel*. (L'alleanza rivoluzionaria di Lajos Kossuth con la sinistra radicale e con le masse popolari). Saggio pubblicato nella: *Emlékkönyv Kossuth Lajos születésének 150. évfordulójára*: Raccolta di studi in occasione del 150-esimo anniversario della nascita di Lajos Kossuth Vol. II. Budapest, 1952. pp. 182—187.

³⁷ «Io, onorevoli deputati, la politica, dell'intervento nelle cose dell'Italia la ritengo giusta, non però nel senso datale dal ministero, bensì nel dover dichiarare: l'Ungheria riconosce anche dall'aspetto territoriale l'indipendenza della Lombardia italiana e delle parti italiane, che appartenevano all'impero austriaco» — disse Pál Nyári. Pubbl. in: *Közlöny*, il 25 luglio 1848.

In senso analogo intervennero László Teleki, László Madarász ed altri. *Közlöny*, il 22, 24, 25 luglio 1848.

per la difesa della patria soltanto in settembre. In questa nuova fase della lotta l'idea dell'alleanza e dell'aiuto reciproco si pose con vigore ed insistenza maggiore di prima.

L'aperta aggressione della controrivoluzione austriaca suscitò in Ungheria un nuovo slancio rivoluzionario. L'invasione di Jellasics nell'Ungheria Sud-Occidentale e i moti popolari di settembre a Pest provocarono l'orientamento a sinistra anche del ceto politico dirigente. Al governo Batthyány, che risultò impotente di fronte all'aggressione della controrivoluzione, succedette una nuova autorità rivoluzionaria, il Comitato di Difesa Nazionale, presidente Kossuth, la quale si mise energicamente ad organizzare la difesa rivoluzionaria della patria.

A metà settembre gli sviluppi rivoluzionari in Ungheria indussero Mazzini ad inviare incaricati da Kossuth per presentargli un piano per proclamare la repubblica, con le forze unite e contemporaneamente sia in Italia sia in Ungheria.³⁸ Kossuth non accettò tale piano allora irrealista, ma il governo — impegnato a creare una propria diplomazia e forze armate indipendenti ungheresi — si rivolse verso l'Italia con un'attenzione sempre crescente. L'assemblea nazionale il 10 ottobre 1848 ordinò il rientro in patria di tutti i militari ungheresi di stanza all'estero. Perciò il Comitato di Difesa Nazionale invitò con ripetuti proclami i soldati ungheresi già trasferiti in Italia a rifiutare l'obbedienza ai comandanti austriaci e di affrettarsi a raggiungere la patria minacciata dal nemico.³⁹ Ladislao Madarász, in nome del Comitato di Difesa Nazionale, si rivolse con una circolare di contenuto esteso ai governi della penisola e all'opinione pubblica italiana per informarli degli avvenimenti ungheresi e dei motivi della giusta autodifesa ungherese. Comunicò che il nuovo governo aveva liberato i deportati italiani reclusi nelle casematte di Szeged, vittime dell'arbitrio austriaco. Fece conoscere l'ordine di rientro rilasciato alle truppe ungheresi di stanza in Italia e pregò le autorità nazionali italiane di aiutare nel ritorno i militari ungheresi.

Tale circolare fu inviata dal governo ungherese ai governi della penisola e ai diversi comitati nazionali tramite un inviato, italiano di nascita, Giuseppe Carosini che venne anche incaricato di fare in segreto propaganda tra i soldati

³⁸ Árpád Károlyi pubblica la relazione segreta relativa, nella sua opera: *Németújvári gróf Batthyányi Lajos főbenjáró pöre*. (Il processo per delitto capitale contro il conte Luigi Batthyány di Németújvár.) Vol. II. Budapest, 1932. p. 115.

³⁹ Per es. «Hungarici Fratres! Cito, cito currite in patriam vestram... Nolite amplius permanere sub jugo iniquissimo Austriacae tyrannidis, quae mittit vos contra Italos...» — *Raccolta di atti, decreti, nomine ecc. del Governo provvisorio di Venezia*. Vol. IV. p. 356. «Pannonia desidera il ritorno dei suoi figli per la difesa delle sue regioni... Venite quindi, Cari Compatrioti, per la difesa dei Vostri Fratelli, della vostra legge, dei vostri beni.» Ibid. p. 355.

Che tali appelli avessero avuto qualche effetto, lo dimostra l'alto numero, sempre crescente, dei disertori e ne testimoniano i frequenti conflitti tra i militari ungheresi e quelli austriaci dell'esercito di Radetzky. Si vedano al riguardo i giornali *Imparziale* del 28 ott. 1848; *Indipendente* del 19 ott. 1848; *Opinione* del 12 ott. 1848.

⁴⁰ Relazione agli italiani della Commissione di Difesa del Regno d'Ungheria. Budapest, 17 ottobre 1848. AStI. Carte Bianchi. Fasc. 4. accluso al No. 13.

ungheresi, di organizzare il trasporto in Ungheria dei disertori e di preparare coi governi della penisola, in primo luogo con quello del Piemonte, la creazione di normali relazioni diplomatiche.

Carosini eseguì coscienziosamente gli incarichi avuti. Nei mesi di novembre e di dicembre visitò le autorità più importanti e le organizzazioni politiche non ufficiali, si recò a Firenze, Genova e Torino, prese contatti col governo di Roma e con quello di Venezia, con i personaggi politici più in vista della Lombardia e con quelli di Lucca, Modena, Parma e Piacenza. Stipulò accordi per l'appoggio ai soldati ungheresi disertori e per il loro trasporto in Ungheria; tra i soldati ungheresi diffuse i proclami che li richiamavano in patria e raggiunse risultati favorevoli anche presso il governo piemontese.

Con molto impegno curava la realizzazione concreta dell'alleanza italo-ungherese anche il capo della missione diplomatica ungherese, Ladislao Teleki che organizzava e dirigeva da Parigi la diplomazia ungherese indipendente, appena creata. Il Teleki si teneva in stretti rapporti con l'inviato a Parigi della Repubblica Veneta, Niccolò Tommaseo. Teleki e Tommaseo stipularono anche un progetto di trattato di amicizia e di collaborazione militare, ma la esagerata prudenza non permise ai due governi di attuare il trattato nell'autunno del 1848.⁴² Teleki cercò contatti anche col governo piemontese mediante l'ambasciatore Ricci e con l'aiuto di questo riuscì ad ottenere che a Torino si consentisse a ricevere un incaricato diplomatico ungherese.⁴³ Grazie alla missione preparativa di Carosini e alle trattative di Teleki a Parigi, nel dicembre 1848 si giunse alla nomina di un incaricato ungherese a Torino nella persona di Luigi Splényi.⁴⁴

Lo Splényi accreditato a Torino venne riconosciuto ai primi di dicembre da Gioberti che giunse al governo col programma della guerra contro l'Austria. Con ciò il Piemonte — solo in tutta l'Europa — riconobbe l'Ungheria indipendente! Nello stesso tempo il Gioberti, per la reciprocità, decise di inviare un rappresentante diplomatico in Ungheria, nella persona di Alessandro Monti. Il riconoscimento di Splényi e l'invio di Monti ebbe grande importanza: fu un passo in avanti per la realizzazione dell'alleanza tra il Piemonte e l'Ungheria. Contemporaneamente all'incarico dato a Monti, il governo di Gioberti inviò un rappresentante anche a Belgrado, nella persona di M. Cerrutti. Ad ambedue

⁴¹ Appunti di Giuseppe Carosini. AStT. Carte Bianchi. Fasc. 4. No. 12., 13. Fasc. 3/1. No. 2.

AStT. Sez. 1. Lettere Ministri Esteri. Legazione Ungarese. 1848. Lettera di Splényi a Perrone. Torino, 12 dic. 1848.

⁴² Venezia, Museo Civico Correr. Fondo Manin. No. 2313., 2314. Le relazioni diplomatiche italo-ungheresi qui brevemente accennate sono state trattate più ampiamente in due studi precedenti: Péter Hanák: *A magyar szabadságharc és a Habsburg-monarchia elnyomott népei.* (La guerra d'indipendenza ungherese e i popoli oppressi della monarchia degli Absburgo.) È compreso nel volume: *Forradalom és szabadságharc, 1848—49.* (Rivoluzione e guerra d'indipendenza 1848—49.) pp. 417—467. Budapest, 1948. e Pietro Hanák: *La mediazione italiana nelle lotte delle minoranze in Ungheria. 1848—49.* — Roma, 1948.»

⁴³ AStT. sez. 1. Carte politiche diverse. 1848. Cart. 24. Ricci a Perrone. Parigi, 2 nov. e 10 nov. 1848.

⁴⁴ *Ibidem.* Credenziali di Splényi rilasciategli da Teleki. 3 dic. 1848.

diede le istruzioni di rappacificare gli ungheresi e gli slavi del Sud, in guerra tra di loro, e di realizzare un'alleanza italiana—ungherese—slava.⁴⁵

Non si ha qui la possibilità di descrivere particolareggiatamente la storia piena di vicissitudini di tali missioni. Quanto all'attività dello Splényi a Torino, si può costatare che ebbe maggiori risultati nell'approfondire l'amicizia del popolo italiano verso quello ungherese che non nel promuovere la causa dell'alleanza con il governo del Piemonte. Lo Splényi — ai sensi del suo incarico propriamente detto — giunse ad accordi abbastanza concreti quanto a far disertare e rientrare in patria i militari ungheresi, ma nè lui nè i circoli governativi piemontesi trovarono modo di promuovere una diserzione *in massa* di soldati ungheresi. Sebbene lo Splényi avesse ripetutamente consigliato il governo di Torino di concludere un trattato di alleanza militare e di concordare le azioni militari dei due paesi, egli non riuscì a persuadere il re sardo e i suoi consiglieri politici a creare davvero una tale alleanza.⁴⁶ Tanto più notevoli furono i successi che raggiunse nel conquistare la simpatia degli uomini politici progressivi, dei patrioti italiani, che odiavano di cuore l'Austria, e quella di tutto il popolo torinese. A metà febbraio 1849, per esempio, la folla che richiedeva di fare i conti con l'Austria, si recò davanti all'abitazione dello Splényi e festeggiò con sentimenti amichevoli spontanei ed entusiasti l'Ungheria, Kossuth e lo Splényi stesso, poi, dopo un discorso infuocato di quest'ultimo passò sotto le finestre del ministro della guerra, manifestando i suoi sentimenti col grido di: «Viva la guerra!»⁴⁷ Quando lo Splényi consegnò la bandiera alla legione ungherese costituita in Piemonte, l'atto solenne offrì l'occasione di una manifestazione di simpatia altrettanto vibrante. «Questa solenne cerimonia diede luogo a commoventissime dichiarazioni di simpatia tra Italiani, Ungheresi e Slavi.»⁴⁸ Lo Splényi partecipò attivamente ai lavori della Società Italo—Slava fondata dal deputato di sinistra, Lorenzo Valerio, con lo scopo di curare l'amicizia tra gli Italiani, Slavi e Ungheresi⁴⁹; e lui (Splényi) colse ogni occasione per rafforzare nelle masse italiane la solidarietà combattiva.

Infatti, nei primi mesi del 1849 in Piemonte — e in tutte le terre italiane — la combattività risoluta per cacciare lo straniero oppressore crebbe quanto l'amicizia verso l'Ungheria. Se un anno prima i patrioti italiani andavano sotto le armi col nome di Pio IX. alle labbra, ai primi del 1849 la loro parola d'ordine

⁴⁵ Vincenzo Gioberti: *Epistolario*. Ed. Naz. Vol. VIII. Firenze, 1936. pp. 328—331.

⁴⁶ AStT. Carte politiche diverse. Legazione Ungarese. 1848. Splényi a Perrone, Torino il 12 dic. 1848.

AStT. Sez. I. Carte politiche diverse. 1849. Cart. 28. Fasc. 172. Splényi al De Ferrari. Torino, il 20 marzo 1849.

M. Schlesinger, *op. cit.* pp. 277—278.

⁴⁷ *La Concordia*, 16 febr. 1849. Splényi il giorno dopo fece i suoi ringraziamenti in un bel discorso pieno di speranze. *Ibid.* 17 febr.

⁴⁸ La festa ebbe luogo a Marengo, il 18 febr. 1849. Ne fa relazione Cesare Correnti, : *Bollettino dell'Emigrazione 1848—49*. Milano, 1876. p. 41. Bollettino No. 20. del 22 febr. 1849.

⁴⁹ *La Concordia*, 7, 21 marzo 1849.

era Ungheria. Persino il manifesto del parlamento, che proclamò la guerra contro l'Austria, si riferì all'Ungheria: «E l'Italia sarà, perchè nulla è impossibile ad un popolo che combatte per esistere. L'Ungheria, che, vincente, ci tende la mano, lo dimostra».⁵⁰ In questi mesi l'amicizia tra i due popoli ardeva di entusiasmo intenso, nascevano buoni propositi e belle speranze, il governo piemontese iniziò però la guerra contro l'Austria senza una preparazione adeguata, senza fiducia nella vittoria. Neppure alla vigilia dell'inizio della guerra si trovò pronto a trattare della proposta di alleanza e di collaborazione militare presentata di nuovo dallo Splényi, mentre alcuni giorni dopo, dopo la brutta sconfitta di Novara, non potè più farlo.

Non ebbe maggior successo neppure l'iniziativa delle missioni di Cerrutti e di Monti. Cerrutti giunse a Belgrado ai primi di marzo e venne accolto assai cordialmente. Egli allacciò in poche settimane ottime relazioni, iniziò sotto auspici fortunati la sua attività per ottenere la pacificazione tra gli ungheresi e gli slavi del Sud e una collaborazione italiana—ungherese—slava. La serie ben'avviata delle iniziative venne però interrotta di colpo dalla sconfitta di Novara.⁵¹ Monti invece, dopo un lungo viaggio interrotto da vicissitudini ed avversità, giunse a Debrecen, sede del governo ungherese soltanto dopo la sconfitta di Novara, verso la metà di maggio. Il Monti, sebbene il governo piemontese, gli avesse tolto l'incarico e l'avesse richiamato in patria subito dopo la sconfitta di Novara, non obbedì al suo governo⁵² e — non potendo farlo in qualità di diplomatico, — servì la causa della libertà ungherese, della *libertà comune* italo—ungherese — in qualità di soldato.⁵³

Nella primavera del 1849, specialmente dopo la detronizzazione della Casa d'Absburgo, l'Ungheria non abbandonò i tentativi di superare il completo isolamento di politica estera in cui si trovò, e di creare relazioni con gli Stati

⁵⁰ Indirizzo della Camera dei Deputati alla Nazione. *La Concordia* il 19 marzo 1849.

⁵¹ Lo pubblicai più dettagliatamente in base alla corrispondenza inedita del Cerrutti. Péter Hanák: *La guerra d'indipendenza ungherese...* pp. 450—453; si veda anche *La mediazione italiana...* pp. 40—45.

⁵² Lettera di Monti con cui rifiuta obbedienza all'ordine di richiamo. ASSt. Carte politiche diverse. 1849. Cart. 28. Fasc. 172. Belgrado, 9 maggio 1849. Si veda ancora: Relazione di Tecco (l'ambasciatore del Piemonte a Costantinopoli) a de Launey. ASSt. Lettere Ministri, Porta Ottomana. 1848—1850. No. 709. Costantinopoli, 25 apr. 1849.

⁵³ Purtroppo, non possiamo trattare particolareggiatamente della missione del Monti, della sua attività coraggiosa in Ungheria, degna della massima stima. Del resto, tale tema fu studiato da vari storiografi. A quanto risulta a noi, la prima elaborazione è dovuta a N. Bianchi che raccolse con vivo affetto e con coscienziosa assiduità il materiale relativo al Monti. Il suo manoscritto rimase però incompiuto e inedito. Si veda: ASSt. Carte Bianchi. Fasc. 3/3 e 3/4. Il primo studio meritevole sulla missione di Monti e sulla storia della legione italiana in Ungheria fu pubblicato da F. Bettoni-Cazzago, col titolo: *Gli italiani nella guerra d'Ungheria, 1848—49*. Milano, 1887. Le altre opere storiche si valgono in gran parte del libro del Bettoni—Cazzago, variandone il materiale. Tra le due guerre mondiali sorse un vero culto del Monti. Tutta una serie di storiografi, di dilettranti e di uomini politici si mise ad «occuparsi» di Monti il cui ricordo fu da essi irrigidito in una frase vuota delle orazioni solenni, elevato ad un simbolo dell'amicizia delle armi italo-ungheresi, togliendolo ai suoi tempi e alla sua atmosfera. Tale storiografia e pubblicistica reazionaria tacque di quanto fu il più importante nell'opera del Monti: *l'attività combattiva patriottica svolta per la libertà e per il progresso dei popoli*.

della penisola. Il governo ungherese contava di poter godere anche in seguito della simpatia del governo piemontese, perciò iniziò in maggio una nuova azione con lo scopo di ottenere che il governo piemontese, se non altrimenti, aiutasse la guerra d'indipendenza ungherese con la spedizione delle armi così poco e così infelicamente utilizzate contro l'Austria e con l'invio di ufficiali volontari.⁵⁴

Nel maggio 1849, dopo molti indugi, si concluse l'alleanza tra l'Ungheria e la Repubblica di Venezia. Il rappresentante del governo ungherese, Giovanni Bratic, stipulò col plenipotenziario veneziano Lodovico Pasini un trattato di alleanza offensiva e difensiva ungaro-veneziana. Il trattato venne ratificato il 3 giugno. Il governo veneziano mandò in Ungheria, in qualità di rappresentante diplomatico, Tommaso Gar.⁵⁵ Il trattato di alleanza prevedeva una stretta collaborazione militare e prospettava un'appoggio immediato delle armi ungheresi, cioè un'offensiva ungherese nella direzione del litorale adriatico e la liberazione di Venezia.⁵⁶ Tale progetto — come anche quello dell'alleanza con la Repubblica Romana — non fu più realizzabile nel giugno 1849. Venezia fu soffocata dal blocco completo delle preponderanti forze austriache, Roma circondata dalle truppe francesi, mentre in Ungheria gli austriaci, appoggiati dagli eserciti dello Zar, avanzavano irresistibili. In tali circostanze il trattato di alleanza ungaro-veneziana testimoniò soltanto del reciproco bisogno di aiuto e della comunità dei destini dei popoli italiano e ungherese e rimase il documento di una politica estera ben concepita, ma realizzata soltanto con gravi difetti senza poter più modificare il destino avverso toccato alle guerre d'indipendenza ungherese e italiana.

Il capitolo del 1848-49 della storia delle relazioni italo-ungheresi — come, sebbene soltanto in piccola parte, l'abbiamo riassunto — è ampiamente illustrato da documenti bellissimi, da cento e cento esempi della reciproca simpatia. L'anno 1848 abbondò anche di tentativi di alleanza, di azioni diplo-

⁵⁴ Casimir Batthyány (ministro ungherese degli esteri) chiese a D'Azeglio (ministro degli esteri del Piemonte) armi con una nota ufficiale. AStT. Sez. I. Lettere Ministri Esteri. Legazione Ungarese. 1849.

Si veda anche le relazioni confidenziali del Cerrutti. Archivio storico del Ministero degli Affari Esteri, Roma. Registre des pièces déchiffrées. No. 17-40. Belgrado, 24 maggio 1849. No. 17-47. Belgrado, il 14 giugno 1849.

⁵⁵ I documenti originali dell'invio dell'ambasciatore e del trattato di alleanza si trovano a Venezia, Museo Civico Correr. Fondo Manin. No. 2613., 974., 976., 979., 2621., 978., 980., 981. Lettera di Gar a Kossuth, ASt di Venezia. Gov. Provv. 1848-49. Presidenza degli esteri, B. 118.

Una parte dei documenti è elaborata e pubblicata da F. Planat de la Faye, col titolo: *Documenti e scritti autentici lasciati da Daniele Manin*. Venezia, 1877.

Jenő Horváth: *A magyar kormány adriai politikája*. (Politica adriatica del governo ungherese.) Budapest, 1927. Del medesimo autore: *Az utolsó velencei-magyar szövetség*. (L'ultima alleanza ungaro-veneziana.) E' uscito in: *Hadtörténelmi közlemények*. (Comunicazioni della storia militare) Anno 1926.

Federico Curato: *L'alleanza tra Venezia e l'Ungheria del 3 giugno 1849*. Roma, 1939.

⁵⁶ Cerrutti da Belgrado a metà giugno fece pure una relazione dei preparativi degli ungheresi per una spedizione verso litorale adriatico, verso Venezia. Arch. Storico del Ministero degli Affari Esteri, Roma. Registre des pièces déchiffrées. No. 17-59. Belgrado, 21 luglio, 1849.

matiche. Ma l'amicizia dei due popoli, l'alleanza combattiva vera e reale fu realizzata soltanto da quei *semplici soldati e ufficiali di pensiero progressivo* che senza risparmiare i sacrifici versarono il loro sangue per conquistare la libertà sia italiana che ungherese. Una prova eloquente della simpatia, che scaturì dal vero amor di patria e dalla solidarietà dei popoli, fu data dai militari ribelli agli austriaci e dai volontari che costituivano legioni ungheresi in terra italiana mentre una legione italiana combattè anche in Ungheria.

Una di tali unità ungheresi, la Coorte Ungherese, fu costituita a Venezia nell'ottobre del 1848. L'unità si compose principalmente di militari ungheresi disertori. Comandante venne nominato l'ufficiale ungherese Luigi Winkler che si era posto a fianco dei veneziani sin dal marzo 1848. La Coorte Ungherese partecipò alla difesa dell'isola di Murano e resistette sino in fondo, fino alla capitolazione di Venezia.⁵⁷

L'altra legione ungherese venne costituita nel gennaio 1849 in Piemonte. Tale legione, di scarsa consistenza, comandata da Stefano Türr, non fu inviata alla linea di fuoco. Nella guerra iniziata il 20 marzo, che durò soltanto tre giorni, non si ebbe modo di far partecipare alla battaglia contro il nemico comune la legione ungherese che si trovava dislocata a Nizza.⁵⁸

Le condizioni della guerra permisero alla legione italiana in Ungheria di avere una parte molto più importante di quella avuta dalle unità ungheresi organizzate in Italia. Il nucleo e la parte preponderante della legione italiana organizzata nel marzo 1849 furono costituiti dai reggimenti dell'esercito austriaco di stanza in Ungheria. I militari italiani — come già accennato — ebbero relazioni straordinariamente cordiali con la popolazione ungherese, anche prima della rivoluzione del 1848. All'inizio della guerra d'indipendenza, soltanto una parte dei militari italiani obbediva ai comandi degli ufficiali austriaci, mentre la parte maggiore passò agli ungheresi. Lo storiografo di un reggimento descrive in modo toccante l'adesione dei soldati. In risposta all'appello dell'ufficiale ungherese inviato da loro, ecco quanto succede: «Tutti d'unanime consenso vogliono restare pro dell'Ungheria. L'ufficiale ne restò così soddisfatto che lo videro piangere dalla consolazione e dalla gioia.»⁵⁹ Oltre ai militari in armi, anche una parte dei deportati lombardo-veneti, liberati da governo ungherese, si presentò volontariamente per entrare nell'esercito ungherese. Si procedette soltanto nella primavera del 1849 a riunire in una legione le unità italiane disseminate nelle diverse formazioni dell'esercito ungherese. Un rapido rafforzamento della legione stessa, che in principio non ebbe che due compagnie,

⁵⁷ Attilio Vigevano: *La legione ungherese in Italia. 1859-1867* Roma, 1924, pp. 28-33.

Planat de la Faye, *op. cit.*, Vol. I. p. 134.

ASt. Venezia, Governo provvisorio 1848-49. Dipartimento Guerra. B. 266. Fasc. 452.

⁵⁸ Vigevano, *op. cit.*, pp. 33-37.

AStT. Sez. IV. Guerra e Marina. Corpi Varii, 1848-49. No. 22. Legione Ungherese.

⁵⁹ AStT. Carte Bianchi. Fasc. 3/3. No. 3.

si ebbe quando Alessandro Monti ne fu nominato comandante.⁶⁰ Il Monti, mentre godeva dell'appoggio generoso del governo ungherese e personalmente di Kossuth, riuscì a comunicare ai suoi compatrioti la fiamma del suo entusiasmo e il suo convincimento che il destino d'Italia si decidesse sui campi di battaglia ungheresi. Si presentò ai suoi soldati col grido: «Morte all'assassino austriaco!» Gli Italiani della legione si distinsero col loro ardimento nelle difficili battaglie negli ultimi mesi della guerra d'indipendenza ungherese.⁶¹ La legione, che cresceva di continuo, sino a contare circa 1200 combattenti, e che rappresentava quindi una forza combattiva non indifferente, combatteva eroicamente nelle battaglie di Török-Kanizsa, Szőreg e Temesvár; in quelle sole battaglie delle ultime settimane più della metà della legione, cioè più di 700 patrioti italiani caddero oppure rimasero feriti per l'Ungheria.⁶²

Dopo l'esito sfortunato della guerra d'indipendenza i resti della legione riguadagnarono dopo molte vicissitudini la patria italiana passando attraverso la Serbia e la Turchia. Il loro ultimo messaggio fu così concepito: «Ricordiamoci sempre che quest'ultima lotta ci ha procacciato l'insegnamento che l'Italia e l'Ungheria, quando sappiano unirsi a tempo, sono capaci di battere l'Austria.»⁶³

*

Se avessero saputo unirsi in tempo! Lo storiografo, ricercatore oggettivo delle cause degli eventi, neppure alla distanza di un secolo riesce a liberarsi da quella angosciosa domanda: perchè non si riuscì a realizzare a tempo l'alleanza italo-ungherese? È indubbia la coincidenza di numerose circostanze sfortunate. L'andamento della guerra d'indipendenza italiana e di quella ungherese fu diverso, i due paesi furono isolati da territori e da eserciti nemici; contro la guerra d'indipendenza italiana e ungherese si allearono tutte le potenze reazionarie dell'Europa di allora, dallo Zar a Palmerston e da Francesco Giuseppe a Luigi Bonaparte: la preponderanza delle forze reazionarie fu davvero opprimente. Oltre a tali fattori oggettivi una parte non indifferente dell'esito sfortunato è dovuta anche all'indugio e all'indecisione delle forze conservatrici sociali e politiche italiane e ungheresi e dei ceti dirigenti liberali inconseguenti ed esitanti che non seppero — e molte volte non vollero neppure — decidersi ad adoperare i metodi combattivi rivoluzionari richiesti dai compiti posti dalla rivoluzione e le nuove audaci possibilità in politica estera. Non seppero opporre alla Santa Alleanza delle grandi potenze reazionarie l'alleanza dei popoli amici combattenti per la propria libertà.

*

⁶⁰ Quanto alla composizione e alla costituzione della legione italiana, si veda: Berkó *op. cit.* pp. 7-10, 12., 23-25. Vigevano, *op. cit.* pp. 7-10.

⁶¹ Bettoni-Cazzago, *op. cit.* p. 121 e seguenti.

⁶² Vigevano, *op. cit.* p. 20.

⁶³ Bettoni-Cazzago, *op. cit.* p. 176.

Nel 1848 la questione nazionale non fu risolta nè in Ungheria nè in Italia. In conseguenza dello sfortunato esito della rivoluzione e della guerra di indipendenza, in ambedue i paesi rimase come problema centrale da risolvere quello di creare le basi delle condizioni nazionali del libero sviluppo del capitalismo. Tale compito comune costituì anche in seguito, nei due decenni susseguenti al 1848—49, il fondamento solido dell'amicizia italo—ungherese. In questi due decenni la storia delle relazioni italo—ungheresi è straordinariamente ricca di tradizioni progressive. Nei quadri di questa breve comunicazione desidero illustrarle soltanto con alcuni cenni, con alcuni esempi che si possono considerare tipici.

Negli anni della grave oppressione, il destino sfortunato e le sofferenze comuni allacciarono ancor più stretti i legami dell'amicizia tra Italiani e Ungheresi, amicizia che fiorì davvero all'ombra dei capestri e delle carceri della contro-rivoluzione asburgica che aveva avuto il sopravvento. La popolarità della nazione ungherese, caduta nella lotta eroica e quella del Kossuth, che quasi incarnò la causa ungherese, continuò a crescere negli anni dopo il 1850. Le pubblicazioni italiane si occuparono moltissimo della guerra d'indipendenza ungherese e degli emigranti ungheresi deportati in Turchia. Kossuth e i suoi seguaci già nel 1850 ripresero le relazioni con Mazzini; furono proprio tali relazioni che nuovamente infusero fiducia in Kossuth e lo tolsero dal suo temporaneo abbattimento, proprio tali relazioni lo fecero di nuovo risorgere uomo dei fatti.⁶⁴ Illustra con efficacia straordinaria l'enorme popolarità di Kossuth, l'effetto che suscitò in Italia il suo arrivo, che fu atteso con viva commozione, appena egli fosse liberato dalla deportazione. Alla Spezia il Kossuth, che vi rimase alcuni giorni, ebbe festeggiamenti continui. La gioventù della Spezia circondò di giorno in giorno con le sue barche la nave americana che aveva a bordo Kossuth e lo acclamò vivamente quale rappresentante della libertà popolare oppressa. «La tigre asburgica è il peggiore dei tirranni della terra, mentre il leone ungherese è il salvatore del popolo»: ecco il messaggio di saluto che recarono a Kossuth i fogli volanti.⁶⁵ I semplici patrioti italiani così scrissero a Kossuth: «Noi riguardiamo tutte le nazioni che son nel futuro vive e gagliarde in Voi: dunque a Voi, come ad Idolo, mandiamo dal cuor profondo i sospiri...»⁶⁶

In seguito Kossuth divenne compagno di lotta di Mazzini. Durante il suo soggiorno a Londra, ebbe con Mazzini funzioni direttive nel Comitato Centrale Democratico Europeo che si proponeva — tra l'altro — anche la libera-

⁶⁴ Le relazioni di Kossuth e Mazzini sono state elaborate il più dettagliatamente da Eugenio Kastner: *Mazzini e Kossuth*, Firenze, 1929. Quanto riguarda le relazioni iniziali, si veda: István Hajnal: *A Kossuth-emigráció Törökországban*; (L'emigrazione di Kossuth in Turchia.) Vol. I. Budapest, 1927. p. 685, p. 794. inoltre: Dénes Jánosy: *A Kossuth-emigráció Angliában és Amerikában 1851—1852*. (L'emigrazione di Kossuth in Inghilterra e in America.) Vol. I. Budapest, 1940, pp. 6—7.

⁶⁵ Dénes Jánosy: *op. cit.* p. 19.

⁶⁶ Lettera dei cittadini di Santerenzo a Kossuth, il 21 sett. 1851. AStB. Turini iratok. (Scritti di Torino) No. 876.

zione dell'Italia e dell'Ungheria. In questo modo Kossuth prese parte alla preparazione delle organizzazioni antiaustriache dirette da Mazzini. Tali organizzazioni segrete poterono contare ovunque della collaborazione dei soldati ungheresi portatori del ricordo vivo della guerra di indipendenza e dell'odio anti-austriaco. Negli anni susseguenti al 1850 la diserzione dei soldati ungheresi — in primo luogo di quelli puniti per la loro partecipazione alla guerra di indipendenza — e la loro fuga in terra italiana libera divenne un fatto costante.⁶⁷ Sono numerosi i dati che provano quanto fossero ben disposti i semplici soldati ungheresi a partecipare ad ogni organizzazione o moto contro l'Austria.⁶⁸ Notevole fu il moto del 6 febbraio 1853, cioè il tentativo di Milano di sollevamento generale diretto dai mazziniani, alla cui preparazione ed esecuzione parteciparono numerosi soldati ungheresi e anche i capi dell'emigrazione ungherese.⁶⁹

Lo sviluppo delle relazioni italo—ungheresi giunse al suo culmine negli anni 1859—1861, che furono quelli del progresso rapido della lotta per l'unità d'Italia e della crisi profonda dell'assolutismo austriaco. Anche una presentazione soltanto riassuntiva delle relazioni italo—ungheresi di questo triennio pieno di speranze, di illusioni e di delusioni, esige uno studio particolare. Rinuncio quindi a parlare di fatti abbastanza noti, quali la costituzione a Torino del Comitato Nazionale Ungherese, le trattative da esso svolte, le alleanze pattuite con Cavour e Napoleone III., la costituzione della legione ungherese in Italia e le battaglie di essa, desidero toccare soltanto una questione: le tradizioni ungheresi legate al nome di *Garibaldi*.

Lo svolgimento e i risultati della guerra del 1859 non hanno appagato le speranze ripostevi dagli ungheresi. A Kossuth e ai suoi seguaci parve che i circoli governativi piemontesi non avessero visto nelle relazioni con gli ungheresi un'alleanza sincera fondata sulla necessità della collaborazione dei popoli in lotta contro l'assolutismo, ma soltanto una riserva tattica da giocare a tempo debito di fronte all'Austria. Videro anzi che anche nella questione dell'unità d'Italia il governo piemontese praticava una politica di compromessi. Difficilmente si poteva aspettare quindi da quel governo un'appoggio fermo alla causa ungherese. Perciò si rivolsero sempre più verso i combattenti conseguenti dell'unità nazionale italiana, amici sinceri della causa ungherese, in primo luogo verso *Garibaldi*.

Com'è noto, soldati ungheresi parteciparono numerosi alla spedizione dei Mille. La combattività e l'eroismo, con cui gli ungheresi combatterono per

⁶⁷ Di ciò riferisce Stefano Türr a Kossuth con una lettera, il 10 agosto 1852. AStB. Turini iratok (Scritti di Torino). No. 1521/c.

⁶⁸ Per citare un esempio solo, nel 1852, a Mantova, diversi soldati ungheresi furono condannati a pene gravi per avere partecipato all'organizzazione di un sollevamento. I documenti del processo si trovano all'ASt di Mantova. Archivio del Risorgimento. Busta II. No. 144, 146, 161, 163, 173, 176. Busta III. No. 429. 431, 432, 562 ecc.

⁶⁹ Leo Pollini: *Gli ungheresi e la rivolta milanese del 6 febbraio 1853*. È stato pubblicato in *Corvina*, rivista della Società ungherese-italiana Mattia Corvino. Vol. XXI—XXIV. Budapest, 1933, pp. 24—41.

un'Italia indipendente e unita, la morte eroica del maggiore Luigi Tüköry nell'assedio di Palermo, gli ottimi servizi di Stefano Türr, l'eroismo della legione ungherese garibaldiana nella battaglia del Volturno, suscitavano in Garibaldi una gratitudine e una calda simpatia verso l'Ungheria sofferente sotto il giogo dell'Absburgo. Ai funerali di Tüköry Garibaldi fece un voto: «Gli italiani giurano sulla tomba di questo martire eroico che abbracceranno la causa della patria ungherese e scambieranno il loro sangue col sangue dei loro fratelli».⁷⁰ Terminata la campagna dell'Italia Meridionale, Garibaldi elaborò infatti con la collaborazione di diversi membri dell'emigrazione ungherese, il piano di un'impresa audace per liberare il Veneto e l'Ungheria e nella primavera del 1861 fece preparativi seri per approntare l'impresa.⁷¹ L'emigrazione ungherese fu colta di nuovo da una vera febbre. Si reclutarono soldati in Italia,⁷² in Turchia, e si volle far pervenire in Ungheria, attraverso la Rumenia, un grande trasporto di armi.⁷³

Le notizie delle intenzioni di Garibaldi suscitavano naturalmente vivo entusiasmo non solo nell'emigrazione, ma in tutta l'Ungheria. In quei tempi Garibaldi — come il maggiore combattente vivente della libertà — fu venerato in tutta l'Ungheria, il suo ritratto giunse anche nelle casette dei contadini più poveri. Negli anni immediatamente susseguenti al 1860, la popolarità di Garibaldi in Ungheria fu tanta che gli ungheresi davano il suo nome ai loro oggetti più cari, alle loro canzoni, ai pezzi di vestiario e persino ai giocattoli dei bambini.⁷⁴ I sentimenti antiaustriaci divamparono così tanto in Ungheria in seguito alla notizia della spedizione progettata da Garibaldi e dall'emigrazione ungherese che in ogni momento si poteva aspettare lo scoppio di un sollevamento nazionale.⁷⁵ Le canzoni popolari sorte in quell'epoca riflettono meglio di tutto la grande speranza con la quale il popolo ungherese attese per anni l'arrivo di Garibaldi, il liberatore. Ecco una canzone popolare dell'epoca:

⁷⁰ AStB. Emigrációs iratok (Scritti dell'emigrazione) No. 61.

⁷¹ Eugenio Kastner: *Garibaldi e la questione ungherese*. Pubblicato nella rivista *Corvina*. Vol. XXI—XXIV. Budapest, 1933, pp. 6—9. Un materiale assai prezioso, inedito sui progetti di Garibaldi, relativi alla campagna liberatrice in Ungheria, ai suoi rapporti con soldati e politici ungheresi — materiale non utilizzato da Kastner nel suo articolo — si trova nel Museo del Risorgimento di Milano; Archivio Garibaldino (Fondo Curatolo) No. 190, 1319, 1320, 2071, 2072, 2073, 2074, 1044, 1045, ecc.

⁷² Oltre alle azioni di Klapka e di Türr, anche gli ufficiali italiani di Garibaldi svolsero attività di reclutamento per la spedizione ungherese. Lettere di Francesco Pulszky a Kossuth. Torino, 29 dicembre 1860. AStB. Turini iratok. (Scritti di Torino) No. 3023.

⁷³ Kastner, *op. cit.* p. 8. Oltre: La corrispondenza con Garibaldi di Alessandro Gál, ufficiale ungherese. Museo del Risorgimento di Milano. Archivio Garibaldino (Fondo Curatolo.) Nr. 996, 997, 1736, 1737, 1738. Riguardo alla spedizione di armi sono contenuti dati interessanti nel volume di Giacomo Durando: *Episodi diplomatici del risorgimento italiano, dal 1856 al 1863*. A cura di C. Durando. Torino, 1901. pp. 78—122.

⁷⁴ *Garibaldi*. (Raccolta di scritti e studi su Garibaldi) Budapest, 1908. pp. 44—45.

Lajos Ürmösy: *17 év Erdély tör énetéből*. (17 anni della storia di Transilvania.) Temesvár, 1894. Vol. I. p. 233.

⁷⁵ Ürmösy: *op. cit.* pp. 218—219.

«Il destriero grigio di Garibaldi
Verso Buda s'avvicina veloce.
Ragazza bruna portagli dell'acqua,
Garibaldi stà già per giungere.

Ed eccone un'altra :

La ferrovia è pronta fino a Kanizsa
Garibaldi e Kossuth vi stanno per arrivare.
Essi ci portano la bandiera nazionale,
Alto là, tedesco! Ti mancherà il respiro!

Garibaldi e Kossuth non poterono però portarvi il tricolore nazionale. Negli anni immediatamente susseguenti al 1860, lo sviluppo sia della situazione internazionale che di quella dell'Italia e dell'Ungheria, frappose ostacoli sempre più invalicabili ad una tale impresa. I governi italiani temevano ogni moto popolare— specialmente dopo la morte di Cavour — non si entusiasmarono affatto della liberazione dell'Ungheria mediante l'aiuto italiano. Al contrario, si davano da fare per indurre Vienna di accordarsi quanto prima con gli ungheresi per annullare così ogni qualsiasi possibilità di un sollevamento nazionale progettato da Kossuth e Garibaldi.⁷⁶ Così pensava anche la nobiltà possidente ungherese che nell'epoca dell'assolutismo si allontanò sempre più da Kossuth, non volle sentire assolutamente di un nuovo '48, al contrario, seguendo Francesco Deák, cercò il compromesso con l'Austria. Un uomo politico italiano Giuseppe Giacomelli, inviato in Ungheria proprio per esaminare quale fosse la situazione vera in Ungheria, riconobbe con discernimento acuto il sempre crescente orientamento a destra della nobiltà possidente ungherese, disposta al compromesso. Nella sua relazione riassuntiva il Giacomelli così illustrò il pensiero dei circoli dirigenti politici ungheresi «La rivoluzione del 1848 è una reminiscenza storica, null'altra. Kossuth un nome onorato, che si rammenta volentieri, ma pur desiderando che stia lontano dalla patria . . .» In questi circoli ora l'uomo politico più popolare è Deák, il quale ha l'opinione che : «L'interesse dell'Ungheria esigere un'Austria forte, giacchè non potrebbe esistere se non appoggiata sul dorso di un grande Impero.» «Abbandoni quindi l'Italia ogni speranza di potersi giovare sul Danubio . . .»⁷⁷

Giacomelli trasse un giudizio esatto della situazione ungherese. Le classi dominanti ungheresi giunsero infatti nel 1867 ad un compromesso con le classi

⁷⁶ Con una proposta del genere si rivolse per es. Rattazzi, il presidente del consiglio dei ministri, direttamente e per tramite di mediatori, al governo austriaco. Lo pubblica il Kastner, *articolo cit.* p. 11.

⁷⁷ La relazione completa di Giacomelli è pubblicata da Luigi Chiala : *Politica segreta di Napoleone III. e di Cavour in Italia e in Ungheria. 1858—1861.* Torino—Roma, 1895. pp. 196—199.

dominanti austriache e con gli Absburgo. Nel 1870 fu essenzialmente compiuta anche l'unità nazionale dell'Italia. Con ciò si chiudeva un periodo progressivo e glorioso delle relazioni italo—ungheresi.

*

Lo studio delle relazioni italo—ungheresi verso la metà del secolo XIX. ci autorizza — ci pare — a trarre una conclusione. Lo sviluppo delle relazioni italo — ungheresi fu determinato dalla lotta tra le forze progressive e quelle conservatrici della società, dai rapporti di forza di questi due fattori. Le forze conservatrici, ivi compresi anche i liberali cosiddetti moderati, pur interessati all'indipendenza nazionale e con ciò all'alleanza tra l'Italia e l'Ungheria, spesso subordinavano gli interessi nazionali a quelli della loro propria classe, subordinavano la politica estera alle precauzioni sorte dal timore che avevano delle forze democratiche popolari. La base della lotta contro la comune oppressione feudale-assolutistica fu costituita dai rappresentanti più conseguenti della causa dell'alleanza e dell'amicizia italo—ungherese, che furono le forze democratiche, fu in primo luogo lo stesso popolo i cui figli difesero la loro patria con le armi in mano e combatterono con le armi in mano per la libertà del popolo fratello. Le esigenze dello sviluppo democratico del popolo italiano e di quello ungherese furono espresse il più compiutamente dai patrioti progressivi che non si aspettavano che il raggiungimento dell'indipendenza nazionale e del progresso sociale avvenisse per opera delle grandi potenze reazionarie, ma mediante l'alleanza degli stessi popoli in lotta per il progresso e per l'indipendenza. «I Popoli dell'Europa centrale, e segnatamente l'Italiano — espresse tale idea uno dei giornali più progressisti del 1848 — devono operare costantemente col principio, che la loro rigenerazione civile e politica sarà tanto più sicura e più pronta, quanto maggiormente si stende a sol levante l'attuale moto di libertà . . . è d'uopo che noi ci affratelliamo coi vicini che sopportano un medesimo giogo . . .»⁷⁸ I veri interessi nazionali dei due popoli non furono riconosciuti e difesi da Rattazzi e non da Deák, bensì da Kossuth e da Garibaldi che professarono la «solidarietà della libertà popolare» e ne incarnarono con la loro opera la lotta. Garibaldi aveva ragione quando dichiarava che «l'indipendenza dell'Italia stava in stretti rapporti con quella dell'Ungheria e la libertà dell'Italia era connessa con la libertà dell'Ungheria».

Nel 1848—49 e nei decenni successivi le classi e i partiti democratici non ebbero ancora una forza di decisione sufficiente per indirizzare essi stessi lo sviluppo della storia.

PÉTER HANÁK

⁷⁸ *L'Europa Orientale*. Articolo di Pacifico Valussi nel giornale di Venezia: *Fratellanza dei Popoli* del 5 aprile 1849. No. 2. pp. 11—13.

THE NATIONALITY PROBLEM IN HUNGARY IN 1848—1849

The turbulent years of 1848—49 put the centuries old feudal, multi-national, Hungarian State to a severe test. Ever since the last decades of the 18th century capitalist conditions were slowly taking shape in the womb of feudalism and in connection with this great change the complicated process of converting the nationalities living in Hungary, Hungarian and non-Hungarian, into a nation was also beginning. This process gave birth to one of the weightiest problems of the multi-national State: the nationality problem.

1848 thus became the year not only of the succession to power — by way of revolution — of the bourgeois conditions but also of the emergence, incomparably acuter than ever before, of the nationality problem. At the same time the European revolution raised the nationality problem from its provincial mediocrity and turned it into an important pawn in the game of European forces.

The gradual evolution of capitalist conditions and their subsequent accession to power by way of the bourgeois revolution implied a dual tendency. Through the extension of market conditions, the improvement of transportation and the increased possibilities of material and intellectual contact it contributed towards *integration*; this tendency prevails in the uni-national States. In multi-national States, however, another tendency of capitalism, that stimulating *differenciation*, will prevail, and to a larger extent at that.

The question whether the integrating or differenciating tendency of capitalism shall triumph was raised also by 1848, this time not, as until then, in the form of a predominantly cultural and lingual conflict but as the political projection of the nationality problem, to arrive, as ultima ratio, partly to the armed conflict of the civil war.

The centripetal and centrifugal character of the struggle of the nationalities springing from the two above mentioned tendencies manifested itself in 1848/49 in many ways. The mansided attitude of the nationalities at the time of the tectonic staggering of the multi-national State was not accidental but the consequence — manifesting itself in extremely complicated forms — of the state of their economic-social and cultural development on the one hand,

and of the political forces outside the country, yet undecided whether friendly or hostile, on the other. In this respect too we are faced with a great variety of factors but taking into consideration the complicated diversity and eventualities of revolutionary times, these factors explain the way of development. The apparent chaos of events conceals regularities the key to which lies, in the last analysis, in the motion of economic forces. In the frame of a short essay it is naturally impossible to give a detailed analysis of the multiple processes but an attempt may be made to elucidate and interpret the constellation of the nationality problem in the Hungary of 1848/49, as plainly as possible.

In the 30s and 40s of the 19th century, apart from the Italian national movement, the Hungarian national movement led by the commodity producing, medium-landowning nobility was the most important adversary of the Hapsburg power representing the main central force of feudalism and exploiting the Hungarian State in an oppressive and semi-colonial manner. The Vienna Court feared none of the national movements of the Monarchy as much as it feared the Hungarian, and this had its good reasons. Contrary to Bohemia, Hungary enjoyed formal independence (1790 : Article X.) but defence, finance and foreign affairs were common with those of the Austrian hereditary provinces. The Hungarian orders, however, disposed of political institutions such as the counties under the leadership of the nobility and the National Assembly, and in spite of their obsolescence these represented a considerable political force. The Czech, Polish and Croatian leaders were practically at the beck and call of the Court and thus, among the more significant forces having experiences of state existence and a feudal past as well as political energy, the Court had to reckon in the first place with the opposition of the Hungarian lesser nobility. Of the peoples living in Hungary and Transylvania the Croats, possessing municipal autonomy belonged, through the Illyrian Party, just as much to the loyal elements as the Transylvanian Saxons who placed their feudal privileges and territorial autonomy under the protection of Vienna. The clerical-political autonomy of the Serbs living in Hungary constituted, to a certain extent, a national institution ; in the last analysis they, too, put their trust in the Court. Along the southern borders of the country, all the way up to the Bukovinian frontier, the border regions inhabited by Croats, Serbs and Roumanians, were entirely at the disposal of the Dynasty (sole exception being the Sekler military frontiers on the eastern borders of Transylvania). Among the other non-Hungarian peoples of the country the numerous though dispersed German population did not form a centrifugal force — in spite of this relatively high stage of development — for its interests were closely intertwined with those of the Hungarian bourgeoisie and its national consciousness was hardly awakening. The orthodox majority of the Roumanians in Hungary directed its national opposition much more against the Serbs, than against the Hungarians because of the oppression and exploitation suffered from the Serbian hierarchy. The Transylvanian Rouma-

nians, however, sharply opposed both the Hungarian and the Saxon ruling classes. Because of the undeveloped state of its rising middle-class the Slovakian national movement was, as yet, unable to create for itself a broad social basis. Lastly, the Transcarpathian-Ukrainians were relatively the most backward in their development and their leading stratum, the Greek-Catholic clergy, was a willing toady of the Hungarian ruling class. In the vicissitudes of the past centuries most of the non-Hungarian peoples in Hungary have lost their own feudal leading strata and, though to various degrees, became fundamentally peasant peoples within which the initial stage of the development of the middle-class was represented by undeveloped strata or even only by germs.

The bulk of the oppressed non-Hungarian peoples was deprived of the benefits of the feudal landed property representing power, wealth and culture and its development remained behind the Hungarian national development. Therefore, it is clear that in Hungary and Transylvania the Vienna Court relied — both in the reform era and in 1848/49 — not on the undeveloped small peoples but on the Croats, significant both in the military political sense, on the Serbs and Roumanians of the border regions and on the Transylvanian Saxons.

The crisis of feudalism and the necessity for a bourgeois transformation made the Hungarian national movement face two fundamental questions: the question of *national independence*, sine qua non of a free bourgeois-national development, and the question of *social transformation*, a conversion from feudal conditions to bourgeois democratic conditions. The medium-landholding nobility, undertaking, more or less, the tasks of the missing advanced bourgeoisie and the impoverished gentry and non-gentry intelligentsia following in its footsteps fought, as a result of their social and foreign-political position, more or less consistently for the solution of the above two problems. The consistency of their struggle was, however, strongly influenced by the nationality problem, fear from the mainly Slav small peoples living in Hungary, or rather from their supposed ally, Russian czarism. This circumstance compelled the majority of the lesser nobility to choose, if it came to choosing between the Slav and German «evil», the latter. We know that it was their own national feeling that inspired the small Slav peoples desirous to develop their nation, and not some fictive «Panslavic» idea.

The Hungarian national movement fighting for national independence and bourgeois transformation was in itself — even though limited — a progressive movement. The struggle for capitalist conditions served, at the same time, not only the interests of the national movement but also those of all — thus also the non-Hungarian — nationalities and promised to all new chances of development. This positive character of the Hungarian movement is further emphasized by the circumstance that at that particular period there was no other political factor strong enough to embark upon a struggle for the bourgeois transformation with the faintest hope for success.

It appears self-evident that to fight this battle, the Hungarians and non-Hungarians should have joined forces. This, however, was prevented by the national oppression exerted by the ruling class of the leading people in this multi-national State against the subject peoples and their leading strata, a fact which led, under the given conditions, in most cases, to irreconcilable conflicts. Although the Hungarian lesser nobility had raised, already in the 40s, the idea of a community of interests not only among the classes, in the first place between the ruling class and the peasantry, but also among these and the different nationalities, neither serious efforts were made nor significant successes achieved in this field. The conception of the Hungarian lesser nobility was based on the idea of one Hungarian political nation, negated the national existence of the small peoples and promised, instead of corporative national right, only individual civil rights regardless of class, race or religion. To eliminate the numerical disadvantages of the Hungarian element which, in the multi-national State formed a relative majority but in absolute figures attained not even half of the population, the conception of the Hungarian lesser nobility championed the idea of a single political Hungarian nation, the gradual extension of the linguistic borders to the borders of the country and thus, the idea of Hungarian supremacy. Completely misunderstanding the laws of assimilation and dazzled by the mass-Hungarianization of the urban — in the first place German — bourgeoisie, the lesser nobility foresaw, within reasonable time, the linguistic Hungarianization of the entire country. The Hungarianizing language laws of the reform era and the introduction of the Hungarian official language prevented the advancement of the bourgeois intelligentsia of the backward nationalities and excluded them from official positions. As a result considerable numbers became sharply opposed to the Hungarian national movement.

The nationalities were made up in the overwhelming majority, almost completely, of peasants and, at the same time, the majority of the entire peasantry of the country belonged to the various nationalities. Also this circumstance had a damping effect on the readiness of the landed nobility to solve the land question and rendered it wary even when its own material interests fully motivated the necessity of emancipating the serfs.

Thus, carrying out the bourgeois revolution and attaining independence for the country were the principal tasks of 1848. These, however, had not only to be won but also preserved. However, it was impossible for one people — even the relatively most advanced Hungarian people — to solve these tasks alone, success required the solidarity and joint struggle of all the peoples living in Hungary and having an interest in the liquidation of feudalism and in shaking off the Hapsbourg oppressors. This should have required the realization of the real common interests of the peoples and a determined fight for them. This was, from the point of view of the nationality problem, the principal question of 1848/49.

The cause of the peoples fighting for freedom and independence was essentially a just cause. In evaluating them we should start out — as Marx and Engels did at the time — by examining the effect of their activities not upon the advantageous or disadvantageous changes wrought in the fate of one people or another, but upon the cause of human, or more closely, European progress. The nationality problem is, we understand, a problem subordinated to the universal, revolutionary cause of humanity.

The foregoing clearly show that in 1848/49 the main interest of humanity's universal progress lay with *the overthrow of Hapsburg absolutism*, the principal power and base in the Danube basin of feudalism and national oppression. Fundamentally it was from this the preconditions of bourgeois transformation and the independence of the Country had to be conquered. On this depended the hope of the realization of the true interests of all peoples living in Hungary, this was the *sine qua non* of all further progress. We saw what obstacles, inherent in the nationality problem, prevented the solidarity of the peoples. The success of the struggle against Hapsburg absolutism depended in the first place upon the degree in which the leading force of the revolution, the Hungarian medium-landholding nobility would be able to solve the land problem which determined the extent of the peasantry's participation, and it depended also on the degree in which it would interest the semi-bourgeois leading strata of the non-Hungarian peoples in the common fight. The two main points of the fundamental nationality problem of 1848/49 were the peasant question and the stake of the bourgeois leading strata in the fight. The shaping of these decided the fate of the revolution and the war of independence *from the inside*, for they determined the degree of participation of the working population and the bourgeoisie of the nationalities. What was decisive *from the outside was*, whether the peoples fighting for liberty and independence would be able to join forces, or whether the alliance of the reactionary absolutistic powers would prove more successful.*

I.

Prelude to the national movements in the spring of 1848

The revolutionary movements sweeping across Europe in the wake of the February Revolution reached also Hungary. The uprising of the radical youth the people of Pest and the fear from the long expected peasant insurrection prompted the Estates, calmly negotiating at Pozsony, to quick action. By March they achieved, under the leadership of Lajos Kossuth, the appointment of the first responsible Hungarian government, liquidated the institution of serfdom, facilitated, by legislation, the overthrow of feudalism and opened the way to

* For details see Z. I. Tóth: *Кошшут и национальный вопрос в 1848—1849 г.г.* Stud. Hist. Hung. No. 8, 1954.

bourgeois progress. The laws were sanctioned by King Ferdinand I. on April 11th.¹ This was the beginning of a new chapter in Hungary's history.

The majority of the lesser nobility passed the laws of March in the belief that they had now solved the nationality problem once and for all. The liberal nobility had, for long, cherished the illusion that bourgeois transformation, the granting of civil rights to the individuals, would disarm the «instigating» leaders of the national movements and that the non-Hungarian peoples would gladly merge into a single Hungarian political State in which all members would be equal regardless of class, nationality or creed. The entirely different attitude of the conservative aristocracy is clearly expressed in the words of Pál Somssich, addressed to Kossuth on March 16th: «Don't touch the dynasty . . . — he said — for . . . monarchic interests are so powerful throughout Europe that they wouldn't tolerate it and even its enemies would hurry to the aid of the dynasty. Do not base Hungary's future on popular representation for, though unwillingly, you would give rise to struggle between the nationalities; it shows the wisdom of our ancestors that, in a country as polyglot as this, they legalised county representation; preserve this, for extended to the royal, and larger market-towns, it may for centuries ensure the supremacy of the Hungarians while the contrary may, if not endanger them, expose them to constant attack from the various nationalities.»

Kossuth's proud answer was a condensed manifestation of the illusions of the lesser nobility: «What! You think that I — now that power is in my hands — shall not enact the principles which, far from being youthful dreams, are the well-considered results of manhood's sleepless nights?! . . . Each and every one! . . . Fainthearted! you do not know the enchantment of liberty; it is stronger than nationality, religion, blood-relationship, friendship which it can all unite in patriotism.»²

On April 8th, Kossuth expounded the attitude of the lesser nobility in greater detail in the National Assembly. «The true sense of freedom is that it bestows the benefits of freedom not on one caste as a kind of privilege but on all the inhabitants of the country regardless of language or religion. It is indispensable to the unity of the country that Hungarian be the diplomatic language of public life — and I believe that the Hungarian nation, by extending, on this basis, Hungarian freedom to all its citizens without difference and by frankly confessing to the principle of honouring the free use of each nationality's own language in its internal and clerical affairs, — I believe, that if the foreign tongued inhabitants of the fatherland are just — shall have strengthened the

¹ The laws passed in March but ratified in April are referred to sometimes as March laws sometimes as April laws.

² M. Kónyi, *Deák Ferenc beszédei. II. 1848—1861* (Ferenc Deák's Speeches). Budapest 1886, pp. 26—27.

Hungarian nationality . . . The status shall not extend its interference to more than is necessary to ensure the unity of the status».³

The ensuring of state unity at a time when the struggle against absolutism was the primary task, was a highly justified demand. However, the lesser nobility did not respect the limits necessarily imposed by the requirements of state unity. The Laws of March made no difference between classes, nationalities and religions, yet Kossuth himself attempted to consolidate the leading position of the nobility and thus of the Hungarian ruling class in the order by the limited granting of democratic rights. He believed to have found the way to achieve this in modifying county administration, that was meant to prevent the advancement of the nationalities even after the enactment of the principle of popular representation. He wanted to grant the central power, the government enough power to impede by public administration the forward sweep of the nationalities in the counties.⁴

In March and partly also in April the Hungarian lesser nobility and the government had every cause to hope for undisturbed harmony. On March 22nd, Kossuth himself «called upon the Croats in the sacred name of the fatherland to set aside all party loyalties and merge with their Hungarian brothers in the common love of the fatherland.» He willingly agreed «that the Croats should use their own language in their internal affairs and that only their link with Hungary be Hungarian.»⁵ Less than a week later he again declared «that common freedom would surely smooth over national differences and hostilities . . .»⁶ Two days later, at the meeting of the committee for the maintenance of peace he sent, as suggested by Pál Vasvári, one of the leaders of radical youth, a friendly message to the Croat brothers in Zagreb. «After three hundred years of oppression we have, at last, reached the threshold of freedom and independence. What we have achieved, we have achieved both for our benefit and for yours. The slogan for which we fought, and, if necessary, shall fight again is not «nationality» but the sacred name of freedom and independence including every nationality, every interest. The aim is common; it is yours as well as ours. And common is our enemy: the despotic Austrian bureaucracy. Against it must we unite, Hungarians, Croats, Serbs, Germans, Roumanians and every nationality inhabiting the fatherland. Only thus can we preserve, only thus can we achieve the independence and freedom of the country.»⁷

Events seemed to justify the optimism of the Hungarian movement in connection with the nationality problem. In March, the arrival of the day of

³ *Pesti Hírlap* 1848, no. 31.

⁴ *Kossuth Lajos az utolsó rendi országgyűlésen 1847—48* (Lajos Kossuth at the Last Feudal Diet in 1847—48). Prepared for publication by I. Barta as vol. I. of *Kossuth Lajos 1848—49-ben* (Lajos Kossuth in 1848—49) in *Kossuth Lajos összes munkái* (Lajos Kossuth's Collected Works) vol. XI. Budapest, 1951, pp. 719—724.

⁵ *Ibid.* pp. 686, 687.

⁶ *Ibid.* p. 696.

⁷ *Márczius Tizenötödike* March 31, 1848.

liberty was received by the entire population of the country with undivided joy. Reports from every corner of the country told of the sincere joy of the nationalities. «The magnificent events — writes Mihály Horváth, contemporary historian, — seem to annihilate all nationality conflicts and race hatred as if by magic . . . the enthusiasm roused by the common possession of liberty flared up in a common flame in every nationality from the Carpathians to the Turkish frontiers.»⁸

However, disharmonic sounds soon upset the general harmony. The nationalities gladly acclaimed the achievements of the revolution but their claims were by no means satisfied. At their meeting held between March 17th and 19th, the Serbs of Pest appealed, in the first place, to royal favour, «which realizes the national desires and needs and has always been ready to grant and fulfil them», and only in the second place, on the last day of the meeting, did they decide to appeal also to the Hungarian Prime Minister. Though recognizing the Hungarian nation and official Hungarian language they demanded the corporative recognition of their own nationality and the free use of their own language in all their affairs and deliberations.⁹ The outlines of reality began to show through the deceptive appearance: the non-Hungarian peoples demanded not only individual, but also national freedom.

After this, the signs began to multiply. Under the leadership of Štur, Hurban and Hodža, the Slovak intelligentsia launched a campaign of agitation and on March 28, the Slovak members of the County Council of Liptó submitted a petition demanding the Slovak to be the consultative language and other lingual rights.¹⁰ The Croats openly rejected the friendly hand extended to them by the committee for the maintenance of peace.¹¹ Attention, however, was focussed on the events taking place in Southern Hungary. The Serbian religious community of Újvidék sent a delegation to Pozsony, which on April 8 submitted to the National Assembly its resolutions conceived much in the same spirit as those adopted in Pest. In his answer Kossuth emphasized the unity of the State and of the official language and refused to recognize the nationality

⁸ M. Horváth, *Magyarország függetlenségi harcának története 1848—1849-ben* (History of the Hungarian War of Independence in 1848—1849). Geneva 1865, vol. I, p. 126. For further data see *Vukovics Sebő emlékiratai* (Memoires of Sebő Vukovics). Budapest, 1894, pp. 102, 104, 139—140; M. Horváth, *op. cit.* vol. II, pp. 667, 672—676; J. Thim, *A magyarországi 1848—49-iki szerb fölkelés története* (History of the Uprising of the Serbs Living in Hungary in 1848—49). Budapest vol. I. 1940, pp. 21, 25—32; D. Pap, *Okmánytár Magyarország függetlenségi harcának történetéhez 1848—49-ben* (Archives to the History of Hungary's War of Independence in 1848—49). Pest 1869, vol. II, p. 245; J. Révai, *Magyar szabadság — világszabadság* (Hungarian Freedom — World Freedom) in *Marxizmus, népiesség, magyarság*. 3rd ed. Budapest, 1949, pp. 200—201 sq.

⁹ Thim *op. cit.* vol. II, 1930, pp. 31—35.

¹⁰ L. Steier, *A tót nemzetiségi kérdés 1848—49-ben* (The Slovak Nationality Problem in 1848—49). Budapest, 1937, vol. I, pp. 28—29.

¹¹ T. V. Păcățianu, *Certea de aur sau luptele politice-naționale ale Românilor de sub Coroana ungară* 2nd ed. Sibiu 1904, vol. I, pp. 213—215.

of the Serbs. He maintained his refusal even when the Serb delegation visited him at his private residence and when the Serbs declared that they would present their claims *elsewhere* (namely in Vienna), he exclaimed angrily: «In that case we shall let our swords speak!»¹²

The situation continued to deteriorate. Meeting with no understanding at Pozsony, the Serbs turned now to the Croats and at their meeting at Karlovic, on April 14th, they raised the question of territorial autonomy, deciding upon the creation of a Serbian voivodship under the direction of a Serbian voivod and upon a final break with the Hungarian State.¹³

The darkest storm clouds on the peoples' sky hovered at that time over Vienna. Defeated but not annihilated, the Kamarilla sought for an opportunity and for means to re-establish the uniform, dark rule of reaction over the peoples. Minister of State Kolowrat, initiator of the Kamarilla's Croatian policy, submitted, on March 20, a memorandum to the King, in which he expressed his fears that by recognizing the municipal rights and language of the Croats, the newly appointed Hungarian government might win over the Croats and thus acquire considerable military force on the military frontiers as well as among the Hungarians and Seklers of Transylvania. «Should this enticement, this alliance succeed, the Austrian, unfortunately heterogeneous State, would face a compact mass that might even be ready to attack the dynasty. Men of good will expect salvation from a quick and determined move: the now vacant office of the Ban must be filled by an energetic, popular man.»¹⁴ The man they appointed was Baron József Jelačić, colonel of the frontier guards, whose appointment was approved «at the greatest speed» on March 23, by circumventing the competent Hungarian ministry. It is noteworthy that the proposal was submitted to the State Conference by Baron Samu Jósika, Chancellor of Transylvania, one of the outstanding representatives of the Hungarian aulic aristocracy.¹⁵

As far as the Croats are concerned, they demanded at the March 25 meeting in Zagreb a united Croatian-Slovakian-Dalmatian territory, a responsible national government, an independent National Assembly, the reannexation of the military frontiers, a Croatian official language — that is national independence and far-reaching civil rights: popular representation, equality before the law, universal taxation and the liquidation of soccage and tithes.¹⁶ They presented these claims not to the competent Hungarian Ministry but to the

¹² Thim *op. cit.* (in note 8) vol. I, pp. 38—39.

¹³ *Ibid.* vol. II, pp. 105—108; vol. I, pp. 14—15.

¹⁴ Reported by A. Károlyi, *Németujvári gróf Batthyány Lajos első magyar miniszterelnök főbenjáró pöre* (The Capital Trial of Count Lajos Batthyány of Németujvár, First Hungarian Prime Minister). Budapest, 1932, vol. II, p. 610. Cf. vol. I, p. 379.

¹⁵ *Id.* *Szögyény-Marich országbíró emlékezései* (Mémoires of Szögyény-Marich Sr., Lord Chief Justice). Budapest, 1903, vol. I, pp. 65—66.

¹⁶ *Correspondence Relative to the Affairs of Hungary 1847—49*. London, 1850, pp. 48—49.

Court, because the achievements of the March Revolution threatened the Illyrians that it would take the wind out of their sails. This was the first comprehensive Croatian reform programme and its relatively progressive character surprised the State Conference¹⁷. However, as the king needed the Croatians to keep the Hungarians in check, the king approved it. Jelačić occupied his illegitimate position, became Ban, and immediately set out to realize of his dark plan, the restoration of the counterrevolution. Betraying and misleading the progressive movement of his own people with the effective aid of Lajos Gál, he steered it on the wrong track and thus, with the exception of an oppressed and weak democratic left wing, it became the tool of the counterrevolution. Due to the illegitimate Ban-ship and treason of Jelačić, who refused obedience to the Hungarian government, the sidetracked Croatian—Illyrian movement was no longer a nationality problem but became more and more openly a problem of reaction and counterrevolution.

The Hungarian government which had, in the meantime, moved from Pozsony to Pest, did everything in its power to improve its relations with the Croatians, showed itself ready to make far-reaching concessions and, in addition to allowing the unlimited internal use of the Croatian language, accepted it even in official correspondence with the government.¹⁸ At a Conference held on May 11, Jelačić repudiated, in the spirit of his mission, every connection with revolutionary Hungary. According to this Conference the aim of the Croatians was «to contribute, vying with the other peoples of Austria, by maintaining undisturbed order and regularizing their internal affairs, to the restoration of a united — internally and externally organically proportioned — strong and free Austrian State and to promote successfully the consolidation of the throne.»¹⁹ This was equivalent to a betrayal of the real interests of the Croatian people and the an open support of counterrevolutionary aims.

Apart from the fundamental analogies of the national movements the decisive difference between the Hungarian and the Croatian-Illyrian movement at the time was the circumstance, that to achieve their national aims the Illyrians had decided to consolidate the main force of absolutism whereas the Hungarians fought against it. In practice, the former served reaction, and the latter liberty. The Illyrians also demanded the emancipation of the nationalities, but exchanged oppression for the Austrian yoke. The Hungarians believed that by granting individual civil rights they were bringing liberty to the peoples, but at the same time, denied the nationalities the right of self-government. This

¹⁷ *Memoires* . . . (see note 15) vol. I, pp. 70—71.

¹⁸ For details see Z. Tóth *Kossuth és a nemzetiségi kérdés 1848—1849-ben* (Kossuth and the Nationality Problem in 1848—49) in *Emlékkönyv Kossuth Lajos születésének 150. évfordulójára* (Memorial Volume to the 150th Anniversary of Lajos Kossuth's Birth). Budapest, 1952, vol. II, pp. 263—265.

¹⁹ St. Pejaković, *Aktenstücke zur Geschichte des Kroatisch-slavonischen Landtages und der nationalen Bewegung vom Jahre 1848*. Wien, 1851, p. 18.

undoubtedly ran against the rights of the nationalities and had it only been a question of relationship between the Hungarians and the nationalities, we should have to condemn it unconditionally. However, in 1848, freedom was not a national problem, the freedom of Europe was at stake and — as Marx, Engels, Petőfi, partly Kossuth, and the Youth of March²⁰ clearly understood — the interests of the individual peoples, be they Hungarian or non-Hungarian, had, temporarily, to be subordinated to it.

Until the secession of the Croats the Hungarian government would not recognize their right to self-government, but apart from that it was ready to grant anything. In the given historical situation it did right, for the military force of a Croatia struggling in the net of the Kamarilla, should have constituted immediate danger to the cause of freedom. The guns of the frontier guards of a seceding Croatia should have been turned against the freedom of Hungary and of the peoples living on its territory at a time when the country was not yet ready for defence.

As far as the other nationalities of the country were concerned they remained quiet — except the Roumanians (not the Transylvanian Romanians) and the military frontiers of the Banate which were under Austrian supervision. They were quiet not only in the first months but even later and up to the end of the War of Independence they remained, even though not unanimously, but in their overwhelming majority enthusiastic supporters of the Hungarian movement. The position of the Roumanians in Hungary was determined by the circumstance, that although their bourgeoisie was not less advanced than the Roumanian outside Hungary, they were politically unorganized, stood under Serbian ecclesiastic authority and could rely on no independent institutions. The oppressive and exploiting activities of the Serbian clergy against the Serb movement drove the Roumanians to the Hungarian side. The Roumanian youth of Pest protested against the circular issued by the Serbs on March 19, and raised their voice for the unity of the fatherland.²¹ On April 1, the Roumanian intelligentsia of Lugos expressed its loyalty to the Hungarian government promising to sacrifice life and blood for the consolidation of the fatherland and for peace.²²

The Roumanian movement took different shape. Transylvania being a separate State, the laws of March had no validity there and the bourgeois transformation took place only on May 30, the National Assembly of Kolozsvár. It is not surprising that State Minister Kolowrat and the Hungarian aulic aristocrats intended Transylvania to play the same role as Jelačić' Croatia and relied on the Saxons, the Roumanians and partly the Seklers. «We shall put our

²⁰ We call «March Youth» the young radical leaders of the revolutionary uprising in Pest on March 15.

²¹ *Pesti Hirlap* 1848 nos. 9 and 15; Thim *op. cit.* (in note 8) vol. I, p. 24.

²² *National Archives*, Budapest (to be referred to as *NA*). *Archives of the Prime Minister's Office* no. 121 : 1848. (With 13 signatures in the name of the other Roumanians.)

hands on Transylvania — threatened the aulic Baron Ádám Récsey — to get rebellious Hungary between two fires and thus to put a quick end to the rebellion».²³ Here the union, the old plan of a fusion between Hungary and Transylvania was the principal political issue. In 1848, the claim of fusion was a question of progress: On it depended, whether Transylvania was to strengthen the revolution or the counterrevolution. Thus, the union decided whether progress or reaction was to prevail in Transylvania. The union, however, was claimed not only by the progressive forces but also by the backward landlords fearing a peasant insurrection. They fully realized that the peasantry, over 80 per cent of which was of Roumanian nationality, would not handle them with velvet gloves and, therefore, they sought for a way out in a moderate transformation: the extension of the Hungarian laws to Transylvania.

The desire for bourgeois transformation and particularly for the emancipation of the serfs spurred the Roumanian intelligentsia and press to favour the union. Several meetings were held throughout Transylvania (on March 28, at Kolozsvár, on April 3, at Abrudbánya, on April 6, at Topánfalva, on April 9, at Zalatna) and all proved ready to cooperate with Hungary, to support the union but demanded unconditional political recognition of the Roumanian nation. The claims of the Roumanian merchant-bourgeoisie of Brasso were directed in the first place against the Saxons, but they did not object to the union.

Another wing of the Roumanian young intelligentsia led by clerks of the Marosvásárhely Court of Appeal, such as Avram Iancu and Papiu Ilarian, tied their support of the union to the radical claim of indemnity-free land for the emancipated serfs, but as the Hungarian landed class endeavoured to put off the emancipation of the serfs until some distant period, they sharply opposed the Hungarian movement. This opposition, however, was due not only to the attitude of the landlords alone, but also to Simon Bărnuț, who was strongly influenced by the reactionary Saxons of Szeben. To discredit the radical agrarian claims of progressive youth, Bărnuț, threw in the bourgeois claims of the intelligentsia, the claim for official positions and thereby he enticed the bulk of youth toward nationalism²⁴ and under the given circumstances, toward reactionary anti-unionism. «I believe — writes Bărnuț in a letter dated April 7 — that the Roumanians seeing that the Hungarians are threatening Austria with war will not agree to the union, if they will not be granted a Ministry of Finance and a Ministry of Defence — for I do not believe that the Roumanians would join the Hungarians in the fight against Austria.»²⁵ Thus, Bărnuț' activities

²³ I. Deák, 1848. *A szabadságharc története levelekben* (The History of the War of Independence in Letters). Budapest, 1942, p. 50.

²⁴ Cheresțeșiu, V., *Contribuții la istoria mișcărilor țărănești în Transilvania în anii revoluționar 1848* the in *Studii și referați privind istoria României* București, 1954, vol. I, p. 1192.

²⁵ *Transilvania*, Șibiu, 1921, pp. 258—259.

corresponded to the endeavours of the Kamarilla and the counterrevolution. After the mass meeting held at Balázsfalva on April 30, the bulk of which was made up of Roumanian peasants with also Hungarian peasants present, the new trend prevailed. For a while Bărnuț became undisputed leader, and the hope of a Hungarian—Roumanian cooperation vaned.

The illusory character of the attitude of the liberal Hungarian lesser nobility concerning the solution of the nationality problem became absolutely obvious after the enthusiasm of the first March days. It was a grave mistake of the Hungarian government that — just because of its illusions — it did not consider it necessary to pass a law, in March, on the rights of the nationalities and thus prevent the Vienna Court from winning over the discontented national leaders with the Constitution of April 25. This imposed Constitution, conceived by Pillersdorf, in its Article 4 stated without a shadow of sincerity the recognition of nationality and language²⁶ and this proved effective. The Hungarian feudal classes feared that the granting of national rights would result in the distingeneration of the united nation and in the loss of their class rule. Contrary to the former feudal-particular legislation the so called April laws constituted universal-bourgeois legislation. The spirit of particularism, however, was still there behind the word of the law. This particularism was no longer feudal, but bourgeois-nationalistic which ignored the multi-national character of the country.

It is beyond doubt that the final aim of legislation was not the realization of equality for the nationalities but the strengthening of the Hungarian ruling class and thus the consolidation of Hungarian supremacy.

During the few weeks following upon the March revolution the nationality problem emerged from its apparent insignificance. It became increasingly evident that the class-politics in the nationality question of the liberal-doctrinaire lesser nobility had failed and the April legislation, which was meant to be a concluding act, formed, instead, the beginning of the movement of the non-Hungarian nationalities. The government looked on almost uncomprehendingly while, one after the other, Croats, Serbs, Slovaks, Transylvanian Roumanians and Saxons rose against it.

II.

The policy of the Hungarian government and the nationality programmes

In the spring of 1848, the Hungarian revolutionary government and feudal public opinion were faced with two surprising events: the movement of the nationality leaders and that of the peasantry. These two closely inter-

²⁶ «Allen Volksstaemmen ist die Unverletzlichkeit ihrer Nationalität und Sprache gewährleistet». See E. Bernatzik, *Die österreichischen Verfassungsgesetze*. 2nd ed. Wien, 1911, p. 106.

connected problems had been considered as essentially solved with the March laws. We have spoken of the first and shall now discuss the second.

Legislation gave land to the smallholder serfs but wrought no significant change in the fate of the cotters and allodial peasants who formed the overwhelming majority. The stirring of the discontented peasant masses had grown to considerable proportions all throughout the country already in March.²⁷ The government was fully aware of the close interdependence of the nationality problem and the peasant question. Minister of the Interior Szemere sought the source of the trouble in the unenlightenedness of the peasants and therefore had the pertinent laws translated into the languages understood by the large nationalities.²⁸ When this kind of mild enlightenment failed he resorted, according to the old customs, to the dispatching of troops and to martial law (June 12.). According to the government decree the peasant insurrections flaring up throughout the country were caused by the circumstance that «certain discontented elements working underground . . . are endeavouring to mislead the people by instigating religious and race conflicts and to incite them to discontent and violence.»²⁹ Because of its class limits the government of the lesser nobility did not realize that the only remedy for the nationality and peasant problem lay in the consistent pursuance of agrarian legislation and the extension of rights.

The nationality problem and the peasant problem sharing the common fate of remaining unsolved threatened not only the landed class but also the cause of liberty so valiantly fought for. The condition of the preservation of liberty was an alliance with the peasantry and the bulk of the nationalities in the fight against the common enemy. Both the government of the lesser nobility and the nationality leaders appealed to the people by calling for national unity. The peasant masses of the various nationalities lent the most willing ear to those who promised them more. As the government of the lesser nobility failed to proclaim new measures in their agrarian legislation and as part of the national leaders promised more and carried on a more radical peasant policy, it is only natural that the overwhelming majority of the peasants should have followed them rather than the government. Where the national leaders could not win the support of the broad peasant layers, the national movements remained, as a rule, unsuccessful, as, for instance, in the case of the Slovaks.

Had the government continued its agrarian legislation it would have achieved double results; first, it would have won the decisive support of the peasant masses, regardless of nationality, in the fight for independence and

²⁷ For data concerning the history of the peasant movement see Gy. Ember's reference publication: *Iratok az 1848-i magyarországi paraszmozgalmak történetéhez* (Documents to the History of Peasant Movements in Hungary in 1848). Budapest, 1951.

²⁸ *AN. Antal Vörös collection* no. 1762/22, Apr. 19. For further measures see Gy. Ember *op. cit.* pp. 258–259 and D. Pap, *op. cit.* (in note 8) vol. I. 1868, p. 69.

²⁹ Ember *op. cit.* pp. 259–260.

against absolutism ; secondly, it would have considerably reduced the chances of the national leaders to transform, with the support of absolutist reaction, the revolutionary energies of the national peasantry into a counterrevolutionary force. It was a very grave mistake of the Hungarian lesser nobility and the radical majority that in their peasant policy they were unable to fulfil in a sufficient degree the requirements of democracy. As a landed class the lesser nobility did not want to yield land to the peasantry and in order to preserve the land and the remaining privileges it justified its policy by chauvinistic nationalistic slogans arguing that the Hungarian land should fall into the hands of the national minorities.

What should the government have done to win the national leaders? It is impossible to give an unequivocal answer in the case of each nationality. Let us first examine the programme demands of each nationality as they took shape in the spring of 1848.

In the case of the *Croatians*, the provincial diet held in Zagreb in June and July resolved unambiguously to secede completely from Hungary and remain non the less within the unity of the holy crown, to tie its military and financial affairs to those of Austria and, moreover, to demand the same also from Hungary. It proclaimed the principle of self-government all the way to secession from Hungary, but not from counterrevolutionary Austria. The Hungarian government made attempts at peaceful agreement but with Jelačić this led to no results, it would have been possible only with the weak and ineffectual democrats. Thus, the conditions of Hungarian Croat settlement were far from favourable.

In the case of the *Serbs*, the situation was similar. In the artisan and merchant bourgeoisie proper there was a certain readiness to come to terms with the Hungarian State, but they were soon pushed into the background by the young intelligentsia which could hope but for little success in a State where Hungarian was the official language. The broad strata of the clergy exploited also the orthodox Roumanians of Hungary, more numerous than the Serbs. Therefore the Serb bourgeois layers desired a territorial autonomy which would ensure the supremacy of the Serbian intelligentsia and clergy and not that of the Hungarian ruling classes and guarantee the domination of the clerical hierarchy over the Roumanians in Southern Hungary. The leading layer of the liberal Serbian bourgeoisie claimed a territory the population of which would have consisted mainly of non-Serbs, thus it would have reproduced in a smaller scale the multi-national Hungarian State also with all its national state pretensions. Due to the real lingual grievances the liberal bourgeoisie was able by means of nationalist slogans to mobilize the overwhelming majority of Serbian society against the Hungarian movement. The weak left wing was relegated into the background by the liberal bourgeois majority influenced by the clergy whereas the not very numerous nobility joined the Hungarian movement. The head of the hierarchy gaining the upper hand over the left wing and middle-

of-the-road elements of the Serbian movement, József Rajačić, patriarch of Karlovic, linked the Serbian movement to the Croatian and the alliance, signed on April 14, was solemnly ratified by the provincial diet of Zagreb.

The national diet held at Karlovic on May 13—15, had, in practice, ratified the reactionary alliance with Jelačić. They proclaimed the Serbian voivodship and elected István Šuplikac, imperial colonel, their voivod; declared the political freedom and independence of the Serbian nation under the dynasty and within the bonds of the Hungarian crown, confirmed the alliance signed with the Croats, Slavonians and Dalmatians and elected as provisional governing organ a committee, the chief odbor, which immediately embarked upon the organization of the Serbian statehood.³⁰ As a result of the inappropriate nationality-policy of the Hungarian government and the betrayal of the liberal bourgeoisie, the Serbian movement became also one of the satellites of Viennese reaction.

The situation was entirely different in the case of the *Slovaks*. In the beginning the Slovak bourgeois intelligentsia accepted the Hungarian state unity and the Hungarian official language. It addressed its first petition, that of Liptószentmiklós (March 28.) to the county, and through the county to the National Assembly. The petition demanded the use of the Slovak language at county meetings and court trials, on public announcements, in Slovak public instruction, representation in the Diet, furthermore the political and social recognition of the Slovak nation.³¹ The petition drafted by Hurban at Brezova a month later made no additional claims, emphasizing the «absolute brotherhood and equality of the christian peoples living in Hungary» and speaking even of «all the nations and languages defending their freedom, equality, brotherhood hand in hand against the outside enemy . . .»³²

The resolutions passed on May 10, at the meeting of Liptószentmiklós went much further than that, tending toward national self-determination without, however, demanding secession from the State. Maintaining the unity of Hungary they claimed a federative State with interior, ethnic frontiers and broad autonomy for each nationality the representatives of which would be elected by the citizens, regardless of wealth or rank and sent to the general diet where everyone may speak in his own language. The resolutions do not recognize the Hungarian official language but speak of a «love for the Hungarian fatherland» to be felt by all nationalities. It is important to point out that the Liptószentmiklós resolutions deal separately with the peasant question, demand the restitution of the seized fields, meadows and pastures and the emancipation of the allodial serfs from under soccage duties.³³

³⁰ Thim *op. cit.* (in note 8) pp. 209—213.

³¹ Steier *op. cit.* (in note 10) pp. 28—29.

³² *Ibid.* vol. I, pp. 35—36.

³³ *Ibid.* vol. II, pp. 48—52.

The Slovak liberal bourgeoisie endeavoured to achieve national unity but failed to accomplish it. The wealthier nobility became Hungarianized, the lower nobility and urban bourgeoisie were frightened off by the radicalism of the agrarian programme, the bulk of the bourgeoisie maintained a friendly attitude toward the government and the miners³⁴ participated enthusiastically in the War of Independence. The emancipation of the tenant-serfs by the Act passed at Pozsony disarmed part of the peasantry and thus weakened the mass support hoped for by the national movements.³⁵ While the March petition drafted at Liptószentmiklós did not touch upon the peasant question, the resolutions passed at Liptószentmiklós and Brezova in May betrayed a radical trend in peasant policies and stressed the demands of the as yet unemancipated peasant layers in order to strengthen the foundations of the bourgeois-national movement. The energetic measures of the government against the peasant movements, the sending out of government commissions, the proclamation of martial law and the persecution and emigration of national leaders prevented the development, on a large scale, of the Slovak national movement. Had the government made concessions and permitted the more extensive use of the Slovak language it would probably have won over the Štur movement for the fight against absolutism. Continued agrarian legislation and language concessions would have had a decisive influence upon the overwhelming majority of Slovak society and would have considerably broadened the basis of Hungarian-Slovak cooperation. The government, but in the first place Kossuth and Szemere, were misled in their judgment by the belief that the Slav movements formed one, interconnected Panslavic conspiracy backed by the Czar. One of the fundamental problems was the reluctance of the Hungarian ruling class to renounce its leading role in the Slovak language territory which after a victory won in common, would have been unavoidable.

As a result of the oppression exerted by the Serbian hierarchy, the Roumanians living in Hungary sided entirely with the Hungarians. At a series of meetings held at Lugos, Nagyvárad,³⁶ Arad and Pest they proclaimed their loyalty to the united fatherland and condemned the anti-Roumanian aspirations of the Serbs. Their demands were rather modest: separation from the Serbian Church, clerical and educational self-government and within it, free use

³⁴ Gy. Spira, *Szlovák bányászok az 1848—49-i magyar szabadságharcban* (Slovak Miners in the Hungarian War of Independence of 1848—49). Congress of Hungarian Historians, June 6—13, 1953. Budapest, 1954, pp. 296—307.

³⁵ *N.A. Archives of the Provisional Ministerial National Committee* no. 225: 1848, Apr. 2; L. Steier, *Beniczky Lajos . . . visszaemlékezései és jelentései az 1848—49-iki szabadságharcról és a tőlt mozgalomról* (Lajos Beniczky . . . Memoires and Reports concerning the 1848—49 War of Independence and the Slovak Movement). Budapest, 1924, p. 420.

³⁶ *Gazeta de Transilvania* May 17, 1848; Thim *op. cit.* (in note 8) vol. II, pp. 126—129; J. Boros, *Az 1848. év eseményei Krassó vármegyében* (The Events of the Year 1848 in County Krasso). Lugos, 1928, pp. 22—25; E. Jakab, *Szabadságharczunk történetéhez. Visszaemlékezések 1848—49-re* (To the History of our War of Independence. Reminiscences of 1848—49). Budapest, 1880, pp. 84—85; *Analele Banatului* 1930, p. 49.

of their language. They recognized the official Hungarian language, requested the appointment of members of the Roumanian intelligentsia to public offices and Roumanian officers in the Roumanian frontier guards.³⁷ Thus, the Hungarian government found a willing ally in the Roumanian population of Hungary. They, too, aspired to national self-determination but temporarily subordinated it to the common aim, the struggle against absolutism.³⁸ The mass-meeting held at Lugos on June 27 at the wish of the government and presided over by Eftimie Murgu went much further. Here they demanded national existence and separate territory for the Roumanians with Murgu as governor, Roumanian official language, except in their correspondence with the Hungarian government, and naturally separation from the Serbian Church or even armed war against the Serbs.³⁹ Their demands were, on the whole, as far-reaching as those of the Slovaks, here, however, no repressive measures followed as the Roumanian leaders had declared their loyalty to the Hungarian government and thus an atmosphere of mutual trust and a readiness for concessions prevailed.

The demands of the *Transylvanian Roumanians* were summed up in 16 points drafted by a national meeting held at Balázsfalva between May 15 and 17, with the participation of approximately 40,000 peasants. The petition demanded the recognition of the Roumanians as a political nation, proportionate representation in the Diet and public offices, free use of the national language. It demanded the independence of the Roumanian Churches, the use of the Roumanian language in public instruction, freedom of the press, of industry and commerce. It demanded, furthermore, «the immediate liquidation of serfdom, what is more, without indemnity to be paid by the peasants». It demanded the convocation of a Diet consisting of the nationalities of the country and the drafting of a new Constitution «on the basis of freedom, equality, fraternity and justice». Lastly, «the Roumanian nation requests that the other nations living in Hungary should not begin to discuss the union with Hungary until the Roumanian nation has also been granted the possibility to participate in the legislation of the country with a constitutional consultative and voting right, but should the Transylvanian Diet enter negotiations without its participation, the Roumanian nation solemnly protests.»⁴⁰

Thus, the meeting of Balázsfalva did also, like the Croats, Serbs and Slovaks, raise the question of national self-determination, but did not raise the question of territorial autonomy. Instead, it announced its aspiration to form, side by side with the Hungarians, Seklers, and Saxons, a fourth political

³⁷ Pap *op. cit.* (in note 8) vol. I, pp. 146—149.

³⁸ Thus János Dragos, in his letter to the Transylvanian Roumanians (June 3). Archives of the Academy of the Roumanian People's Republic MS 995 (13—14); *Transilvania* 1877 and 1898.

³⁹ Pacațianu *op. cit.* (in note 11) pp. 349—353.

⁴⁰ *Ibid.* vol. I, pp. 330—332.

nation. This postulate, formulated in Bărnuț' spirit, «was raised at the historical moment when the bourgeois revolution was about to liquidate the feudal division of Transylvania with its three nations together with its separate territories and organizations.»⁴¹ At Balázsfalva, the Bărnuț-led wing of the Roumanian bourgeois leading strata succeeded in making its pro-emperor and antiunionist programme prevail and seized the leadership. The progressive agrarian demands should be attributed not to this trend, but to the pressure of the peasant masses present at the meeting and the young intellectuals loyal to the people, with Avram Iancu at their head. Under the given circumstances the protests against a union favoured undoubtedly the counterrevolution. On June 5, the Austrian Council of Ministers complains, that the union considerably increases the material and military force of the Hungarian government and thus lends it predominance in the Monarchy. The union may have serious consequences as far as the monarchy as a whole is concerned.⁴² All this clearly shows the significance of the union from the point of view of the cause of the revolution. The delegation sent by the Balázsfalva meeting to Innsbruck protested to Ferdinand I. against the union proclaimed at the National Assembly of Kolozsvár on May 30. And the Roumanian committee elected by the meeting, reinforcing its ties with the reactionary Saxons of Szeben and with the supreme command of the imperial army became an increasingly willing tool of the Kamarilla.

Surveying the programme demands of the nationalities in the spring of 1848, we come to the conclusion that the conflict between the Hungarian government and the leaders of the nationalities increased in proportion with the determination with which the latter raised the problem of autonomy. The bulk of the Roumanian and Slovak population of Hungary, the Ruthenians and Germans⁴³ did not turn against the Hungarian revolution of 1848, and later against the War of Independence. Where the nationalities demanded no territorial autonomy or demanded it with less determination, the Hungarian government showed itself readier to make concessions. This is the reason why these peoples did not join, in 1848/49, the camp of the other nationalities strengthening the ranks of reaction. It would, however, be unjust to judge the nationalities unilaterally and on this basis reproach them for having made their peasant masses the tools of Austrian reaction. The Hungarian landed class was to a large degree responsible for this trend of events. The Hungarian government, which represented, in the first place, the interests of the medium estate owning class, came into conflict not only with most of the nationalities, even the most moderate demands

⁴¹ V. Cheresteșiu, *Pregătirea și obiectivele adunării de la Blaj din 3—15 Mai 1848*. I. Studii IV (1954), 183.

⁴² Á. Károlyi, *Az 1848-iki pozsonyi törvénycikkek az udvar előtt* (The Bills Passed in Pozsony in 1848 before the Court). Budapest, 1936, pp. 176 sq.

⁴³ The Ruthenians and Germans (with the exception of the Transylvanian Saxons who in their overwhelming majority were definitely antiunionists) did not formulate national claims.

of which clashed with the interests of the Hungarian landed class, but also with the decisive interest of progress, the obligation to create the conditions of the common fight against absolutism.

Had the government given free hand to the Croats it could have neutralized the Serbian insurrection allied with Vienna; had it tried to come to terms with the other nationalities, in the first place the Slovaks and Transylvanian Roumanians, an understanding with the latter would have isolated the manoeuvres of the Transylvanian Saxons — and thus, it would have achieved the possible form of a united front. This solution, however, would undoubtedly have demanded considerable sacrifices from the lesser nobility, sacrifices it could not make up its mind to make. Not only the lesser nobility was unable to comply with the needs of the situation. The Hungarian radicals themselves, though they fully recognized the necessity of an alliance with the nationalities, rejected the transgression of the country's territorial integrity and of the official Hungarian language. The radicals proved often radical also in their nationalism. While in the question of independence and in the peasant question the radicals rose above the government, representing the lesser nobility, in the nationality problem they did not rise above it.⁴⁴

In general the non-Hungarian peoples demanded national rights and separate territories to which the Hungarian government and its radical opposition had no other answer than unconditional rejection. They came to recognize, on the basis of «historical right», the justness of the demands of a single «historical» people, resp. nation, the Croats. During the period here discussed, there was not one Hungarian politician who, beyond the idea of the «Hungarian political nation», should have attained the deliberate recognition of the political nationality and thus also right to self-determination of the non-Hungarian populations.

The question of territorial autonomy, however, must be looked upon differently. Not even in the perspective of ninety years can we blame revolutionary Hungary for not having granted the Serbs territorial autonomy and renounced the union with Transylvania. The connection of the national movements of the Slav peoples and the Roumanian people with Hapsburg reaction and czarism was then a vital and painful fact which could not be disregarded. An autonomous Serb voivodship and an independent Transylvania would have given Archbishop Rajačić and Bishop Saguna a free hand to conspire with the counterrevolution and oppress the democratic elements of the Serb, Roumanian national movements. Revolutionary Hungary could not permit the counterrevolution to establish itself under cover of the Slav and Roumanian autonomy.⁴⁵

⁴⁴ Concerning the analysis of the nationality policy of the radicals see Z. Tóth *op. cit.* (in note 18) pp. 284–285.

⁴⁵ Révai, *op. cit.* (in note 8) p. 208.

III.

Sharpening of the national conflicts

Article V : 1848, announced the introduction of popular representation. The rating of property qualification was called upon to limit the participation of the oppressed classes and the nationalities. The aulic conservatives proclaimed in advance that the Diet to emerge after elections based on popular representation «will be anything but Hungarian».⁴⁶ Even Miklós Wesselényi, outstanding representative of the progressive Transylvanian landed class expected from Transylvania a Roumanian majority.⁴⁷ To counteract this the regulations of the property qualification rating decided upon by the Diet of Kolozsvár (May 30.) were more severe than the Hungarian, and here, too, they maintained the voting right of those possessing privileged feudal franchise. One of the contemporaries justly remarked : «the people, as against the nobility, will be very disproportionately represented».⁴⁸ And indeed, the representatives participating in the Diet convoked in Pest for July 2, were to two thirds representatives of the nobility and at the most to 10 per cent, representatives of the nationalities and among the latter there were hardly any radicals.⁴⁹ This composition was very important also from the point of view of the nationality problem for in his answer to the petition submitted by the delegates of the Balázsfalva meeting the King obliged the Hungarian Ministry to guarantee the legal rights of the Roumanian nationality.⁵⁰

In the Croat question the Court carried on infamous manoeuvres. At the request of the Hungarian government it disowned Jelačić hypocritically and formally as it were for not having obeyed the legal government. At Kossuth's initiative the government took the precaution of sending a government commissioner, László Csányi, to the Drava to prepare the defences.⁵¹ On June 29, the Austrian Ministry demanded the Hungarian Ministry to return the portfolios of Finance and Defence and to supply 100,000 silver florins for the upkeep of the armies of Jelačić — who had rebelled against Hungary. Minister of Finance Lajos Kossuth most sharply rejected this monstrous request and answered by creating an independent Hungarian army.⁵²

⁴⁶ János Horváth's letter to baron János Bornemissza (Apr. 3.) *Archives of the Transylvanian Museum Association*, Kolozsvár, Jósika file. (Unregistered material.)

⁴⁷ *Historical Archives* 1904, nos. 340 and 342 (May 26).

⁴⁸ Zsigmond Perényi's report to Minister of Interior Szemere. *NA. Archives of the Ministry of Interior* pres. no. 355 : 1848.

⁴⁹ *Az 1848—49. évi népképviseleti országgyűlés* (The 1848—49 Diet of Popular Representation). Edited by J. Beér, Budapest, 1954.

⁵⁰ N. Popea, *Memorialul Arhiepiscopului și Metropolitului Andreiu baron de Șaguna . . . I. Sibiu* 1889, pp. 138—139.

⁵¹ *NA. Archives of the Ministry of Interior*. pres. no. 213 : 1838 (June 2.).

⁵² *Kossuth Hirlapja* July 11, 1848 ; Pap, *op. cit.* (in note 8) vol. I, pp. 289—293.

During the summer the Hungarian Council of Ministers made several attempts to come to terms with the Croats should they cease supporting reaction. «The olive branch of fraternal reconciliation — or armed struggle of life or death» — this is how Kossuth summed up the situation.⁵³ Jelačić surrendered the Croat people to the counterrevolution and as a result of his treason the Hungarian revolution was in danger of being attacked from that side. The Hungarian nation was ready to hold out «the olive branch of fraternal reconciliation» to the Croat *people* but proclaimed armed battle «of life or death» to *reaction*. This is the key of Kossuth's conciliatory, but at the same time militant Croatian politics. When, at the end of July, the President of the government, Lajos Battyányi, met Jelačić in Vienna, the latter declared: «The conflict between us is not that of particularism, for that could be settled. You want Hungary to be a free and independent Hungary and I pledged myself to support the political unity of the Austrian empire. If you do not agree to that, only the sword can decide between us . . . »⁵⁴

Kossuth realized, that aulic reaction, the Austrian great bourgeoisie and the Austro-Slav movement manifesting itself at the Prague Congress were — though each for different reasons — joining forces against the cause of liberty. «Reaction, because it desires to restore its former power, the [Vienna] Ministry, because it wants to have Hungary's armed forces and money at its disposal. The Slav element, because it should like to create a Slav monarchy.» And what would be the consequence? — «that Bohemia and Galicia should be kept in check by Hungarian soldiers . . . ; that with the Bohemian and Galician armies they should oppress Austria, with the Austrian soldiers Hungary, with the Croats Transylvania, with the Transylvanians Croatia and as a result of this centralization there would be common servitude.»⁵⁵

This is how in Kossuth's Croatian policy the nationality problem ties in with the cause of Hungarian independence and European liberty. Should reaction succeed in instigating against Hungary the passions of the nationalities, the Hungarian «millions are resolved . . . not to live in any other way than as members of a self-governing, independent, free nation».⁵⁶

Still, the Hungarian government went to the limits of conciliation. On August 25, the Council of Ministers approved the Croat Bill submitted by Minister of Justice Ferenc Deák which maintained as common only the portfolios of defence, foreign affairs, finance and commerce, appointed a Croatian minister and Croatian undersecretaries in the various Ministries, subordinated the military force of the frontier area and Croatia-Slavonia to the Ban under the supervision of the Hungarian Minister of Defence. Except in the common affairs

⁵³ *Kossuth Hirlapja* July 4, 1848.

⁵⁴ *Lajos Kossuth's Collected Works* (see note 4) vol. II, p. 195.

⁵⁵ Kossuth's address before the National Assembly (August 3.) *Ibid.* vol. XI, p. 251.

⁵⁶ *Ibid.* vol. XII, p. 256.

the Croatian provincial diet possesses legislative power and the laws of common interest shall be passed in the Hungarian National Assembly with the participation of Croatian representatives. The state language of Croatia shall be exclusively Croatian and correspondence between the two nations shall be carried on by each in his own language with translation enclosed.^{56/a} Going even further than that the Council of Ministers declared on August 27, that «should it not be possible to come to terms on this basis, the government is ready to accept separation and a mere relation of alliance, retaining Fiume and the Hungarian seashore and thus the possibility of free travel and commerce».⁵⁷ On August 31, Kossuth directed Csányi to «contact the Croats and — if they are really prompted by national and not by reactionary aspirations, if they don't want to be fools and act the hand that retrieves the chestnuts from the fire for reaction — ask them to tell what they wanted. We grant Croatia everything, even separation — may they go and may we remain good friends — but we are not bargaining with reaction . . . Tell them to be reasonable — if they want to secede, let them, we wish them freedom and happiness — but tell them not to involve our two countries in bloodshed and misfortune for the sake of foreign reaction».⁵⁸

The Hungarian proposals compelled Vienna to play with open cards and the decision fell. While the Hungarian government was holding out the olive branch of peace to the last, the king replaced Jelačić in his position as a Ban on September 4, and 7 days later his bands crossed the river Drava.

The dice were cast. What followed now was the open, armed conflict of progress and reaction. The final decision was up to the swords.

*

With the Karlovic resolutions of April 4, the Serbs embarked upon the road to national self-determination and territorial secession. This move found the Hungarian government unprepared.⁵⁹ The Serbian bourgeoisie attempted to transform the squatter movement of Nagyikinda into a national movement, upon which the Hungarian government sent a commissioner to Southern Hungary in the person of Péter Csernovics, who proclaimed, on April 30, partial martial law.

On the military frontiers the Hungarian government installed civil administration — as prescribed in the March laws — but military administration still remained in the hands of the Vienna Ministry of Defence. This was the most

^{56/a} *a.* For the text see Károlyi *op. cit.* (in note 14) vol. II, pp. 626—628.

⁵⁷ *Ibid.* vol. II, p. 629.

⁵⁸ *N.A. Csányi files* (Arch. no. 1247) no. 497.

⁵⁹ *Lajos Kossuth's Collected Works* (see note 4) vol. II, p. 196.

solid stronghold of reaction. The government continued to hope for a peaceful settlement, the negotiations, however, between commissioner Csernovics and the chief odbor led by György Stratimirović led to no results. The liberal Serb bourgeoisie, increasingly influenced by clerical reaction led by Rajačić and allied with Jelačić strove not for a settlement, but for independence, separation.⁶⁰ The Serb leaders did not negotiate sincerely, all they wanted was to win time. They continued to arm, asked Serbia for armed aid and set up military camps. This is how Minister of the Interior, Szemere, summed up the situation: «The policy of conciliation proved unsuccessful. Whatever may happen, only arms help against rebellion.»⁶¹

The liberal Serb bourgeoisie having allied itself with the counterrevolutionary Jelačić, and having continued to shift toward the right, particularly after the defeat of the uprising of Prague, when the influence of the imperial troops among the rebels increased, it turned essentially into a pillar of Rajačić' counterrevolutionary group, into a tool of reaction.⁶² Under such circumstances the Hungarian government's preparation for war was not only motivated, but necessary. Only after the appearance of the Serbian auxiliary troops did the Hungarian government decide — in the Council of Ministers held on June 6, — to set up a military camp at Szeged.⁶³ Side by side with the failure of the attempts at reconciliation, the Serbian uprising also contributed to the fact that on July 11, the National Assembly voted with tremendous enthusiasm for an army of 200,000 and a 42 million forint credit necessary for the defence of the fatherland. Now danger was threatening also from a new side. However, the reactionary former imperial officers appointed to lead the Hungarian armies rendered military successes a priori doubtful.

The Transylvanian Roumanians were not as unequivocally hostile as the Croats and Serbs. Most numerous among the few representatives of the nationalities, present at the National Assembly opened in Pest in early July, were the Roumanians, both from Hungary and from Transylvania. Croatia, Slavonia and the Serb military frontier sent no representatives, in the absence of its leaders the Slovak movement was also unrepresented and thus only the Roumanians and the Saxons — treacherously waiting for a change in the situation — were present.⁶⁴

This attitude of the Roumanians had its good reasons. There was, in the first place, the Roumanian-Serbian conflict; and there was the so called union

⁶⁰ Thim *op. cit.* (in note 8) vol. II, p. 230.

⁶¹ *NA. Archives of the Ministry of Interior pres. no. 568 : 1848 (July 14.)*.

⁶² See S. A. Nikitin's essay *Revolutsii 1848—1849*. I. Edited by F. B. Potemkin and A. I. Molok, Moscow 1952, p. 475.

⁶³ *NA. Archives of the Min. of Int. pres. no. 497 : 1848*.

⁶⁴ See the 1848—49 Diet of Popular Representation (see note 49).

committee⁶⁵ with three Roumanians among its members appointed by the last Transylvanian diet, whose task it was to accomplish the merger. Lastly the king, residing at Innsbruck, promised that the demands of the Roumanians would be fulfilled at the Pest Diet. The delegation, returning from Austria, was given friendly reception by the Hungarian government. There was hope for a legal settlement of the Hungarian-Roumanian problem. The Roumanian delegates were also sincerely in favour of unity. The only exception was Bishop Şaguna who, although he showed a loyal front, as soon as the break between Pest and Vienna became evident immediately returned to Transylvania and, unmasking himself, took openly the sides with reaction.

The Hungarian members of the union committee delayed the debate as long as possible. The Roumanian members and other Roumanian representatives prepared very moderate Bills concerning the use of the language, but by September 23, the day of the first reading, it was too late. Jelačić launched his attack and the document already formulated which was to be Article XXI. could no longer be submitted to the House.⁶⁶

The delay was doubtlessly due also to the fact that the Transylvanian Roumanian movements directed by the committee led by Bărnuţ had awakened a certain distrust in the Diet and in Kossuth himself, who was most active in all problems touching upon the nationalities. His distrust was increased by two circumstances. One was the meeting at Lugos and the demands voiced there by Murgu. In the Roumanian captaincy Kossuth saw the equivalent of the Serbian voivodship and at the August 26 session of the House, he sharply rejected it. That the Roumanians should have a captain in the Banat, was «a thought leading to the upsetting of the country's unity which was the only purpose also of the Serbian rebellion . . . if an attack is launched from one side to dismember Hungary, we must not spread this attack also among the other peoples.»⁶⁷ The other circumstance feeding his mistrust was that the government had seized two letters addressed to the members of the Transylvanian Roumanian committee and written by A. G. Golescu, delegate of the government to Havaselve, now in Vienna and in one of these letters Golescu proposed war on the Hungarians and an alliance with Jelačić.⁶⁸

When Kossuth raised his voice against the Roumanian captaincy it was not only to defend the unity of the Hungarian State but also to fight against

⁶⁵ See S. Márki, *Az Erdélyi Unió-Bizottság* (The Transylvanian Union-Committee). Budapesti Szemle 1898 and Păcăţianu *op. cit.* (in note 11) vol. I, pp. 393—397.

⁶⁶ «This problem unsolved because the government had no time, the revolution had broken out before it could debate it.» *Szemere Bertalan miniszterelnök emlékiratai* (Memoires of Prime Minister Bertalan Szemere). Budapest, 1941, p. 70.

⁶⁷ *Lajos Kossuth's Collected Works* (see note 4) vol. XI, p. 299—302.

⁶⁸ See Z. Tóth, *A magyar—román szövetség kérdése 1848-ban* (The problem of the Hungarian—Roumanian alliance in 1848). *Századok* (1948) 272—273.

Golescu's reactionary plans. Kossuth's anxieties were well founded for territorial autonomy would have supplied excellent opportunities for the propagation of counterrevolutionary ideas in the respective territories. This was particularly true for the entire southern frontier area where the frontier guard regiments stood under the direct supervision of Vienna.

In spite of his distrust neither Kossuth nor the government renounced the attempts at friendship and solidarity between the Hungarians and the Roumanians. «The happy future of both Hungarian and Roumanian — said Kossuth at the Diet — lies in their fraternal union, and not in permitting himself to be misled into oppressing the other; for then he touches a weapon that shall hit him too.»⁶⁹ At that time the government endeavoured to accomplish an alliance with Havaselve but the precondition of that was the settlement of the Roumanian question at home. This is why, on the same day, Szemere spoke up so warmly for the Hungarian-Roumanian friendship: «...Among the non-Hungarian tongued peoples of Hungary it is the Roumanian whose truest and most natural sympathy for Hungary, and Hungary's for them I believe to spring from their situation and conditions... it seems as though Divine mercy intended these two peoples to be neighbours so that they might support each other...»⁷⁰

The plan of Vienna reaction to encircle the Hungarian revolution put into motion the counterrevolutionary mechanism gradually; first the Croats and Serbs, then Transylvania, where, besides the Saxons, they disposed of two frontier guard regiments. In a petition addressed to the emperor on September 11, the officers of the I. Roumanian frontier guard regiment, commanded by Colonel Urban, the Jelačić of Transylvania, wrote: «We see in our nation the faithful satellite of the brightly shining sun, Austria's power and greatness.»⁷¹ Now it became evident what the Transylvanian union meant for the cause of liberty in 1848.

The responsibility for the aggravation of the situation lies with the Transylvanian Hungarian landed class which could not accustom itself to the idea of serf-emancipation and with the unfortunate political line followed by Miklós Vay, government commissioner for Transylvania. Military registration decreed in September met with bitter resistance among the Roumanian peasants. The volley fired at Lona killed many peasants. The third meeting of Balázsfalva (September 15—25) began in a white-hot atmosphere and sanctioned the alliance between the Roumanian bourgeois leadership and the Austrian military authorities. While the meeting subordinated itself unconditionally to Vienna

⁶⁹ *Közlöny* 1848, No. 80.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Popea *op. cit.* (in note 50) pp. 167—170. For the similar petition of the II. (Naszod) frontier guard regiment, see *ibid.* pp. 170—174.

reaction⁷² a fraction recoiled from this alliance and, on September 16, turned to the Hungarian government. «Does the government want the Roumanian nation to take to arms against Jelačić' panslavism and Austrian absolutism?» — we read in the letter signed «Transylvanian Roumanians». «If so, show us justice, liquidate Hungarian absolutism, the despotism and illegal blackmail of the county officials and extend the civil rights also to us.» Should this be complied with the people would gladly take to arms and then, «we should face with courage even two Jelačićs! . . . should the Ministry do as requested, it would win the people, secure internal peace, consolidate mutual love and within one month, save the fatherland! . . .»⁷³ The Diet debated the Bill on September 26 and resolved to send a committee to Transylvania. The execution of this plan, however, unfortunately never materialized. The Roumanian committee also rejected the petition and thus the road was closed also from the Roumanian side. Yet there were also other indications to show that a settlement with the Transylvanian Roumanians was not utterly impossible. Voices, like that sounding from the letter written by Simon Prodan, Roumanian priest of Musina to the citizens of Enyed, were silenced for a long time to come: «Oh, if we were fortunate enough to understand one another, rest shoulder against shoulder, take equal portions from the same bread, the same dish, we could be masters of the world! . . . we could rest fearless in the same pen.»⁷⁴

IV.

The armed attack of reaction

In late August and early September the relationship between the Hungarian revolution and the Habsburg counterrevolution was gradually becoming clear. The uprising of the people of Pest, Kossuth's energy and open alliance with the radicals, permitted the solution of the crisis and gave birth to the National Defence Committee with its radical majority, representing not the intention of the Court, but the will of the nation. The nation picked up the glove thrown to it by the now openly attacking Vienna reaction. The overwhelming majority of the representatives of the lesser nobility in the Diet rose above the dividing line below which we find feudal class selfishness and above which: the interests of the nation's liberty. The wavering, conciliatory majority was now courageous enough to turn left, to believe in the strength of the nation. The people, the working masses, formed a tremendous reservoir of national strength. Kossuth's bewitching eloquence on his famous recruiting tour across the Great Hungarian

⁷² Păcațianu *op. cit.* (in note 11) vol. I, p. 427.

⁷³ *NA. Archivum Regnicolare*. Lad. XX. Fasc. 2. A. No. 485.

⁷⁴ *NA. Kossuth Polizei-Akten* 285 : 1848.

Plain brought to the surface moving manifestations of patriotism among the poor peasants who shared hardly or not at all in the blessings of liberty.⁷⁵ In Transdanubia the popular guerillas achieved miraculous successes in the fight against Jelačić' hordes bent on destruction.⁷⁶

In the national territories, however, the energies of the misled peasant masses multiplied the strength of reaction. Military conscription and the despotism of the landed class created discontent and rebellion among the people, particularly in Transylvania but also in the Banat. Colonel Urban, Commander of Naszód, became Transylvania's Jelačić, the apparent wavering of the military supreme commander, Puchner, came to an end, he allied himself openly with the Roumanian committee. Saguna took off the mask and played Rajačić' role in Transylvania, the meeting of Balázsfalva pledged allegiance to the emperor and launched its military organization against the «secession» movement of Hungary. Hurban's troops, recruited in Vienna, appeared on the Moravian frontier to swoop down on the Hungarians. Thus, Vienna reaction launched a concentric attack against the Hungarian revolution.

From September the nationality problem took on an entirely new aspect. The open attack of reaction and the cooperation of its allies relegated the progressive features of the national movements into the background and subordinated them completely to the aspirations of the counterrevolution. The Hungarian people and government had no other choice than to fight for Hungarian and European liberty.

The open hostility of reaction, Jelačić' attack and the Croat, Roumanian and Slovak uprisings had a fatal effect upon the development of Hungarian nationality policy, for they strengthened the misconception that the national movements were caused almost exclusively by Vienna's «divide and rule» policy.⁷⁷ The endeavour to come to terms with the nationalities was given up and the opinion prevailed that Hungary must rely on her own strength and can trust no-one but herself.⁷⁸ The embittered struggle was carried on to the last and chauvinism had its hay-day both on the Hungarian and the non-Hungarian side.⁷⁹

Kossuth considered the guerilla and the militia very important instruments in the fight for liberty.⁸⁰ In this field the government recorded successes not

⁷⁵ See I. Barta, *Kossuth alföldi toborzó körutja 1848 őszén* (Kossuth's Recruiting trip across the Great Plain in the Autumn of 1848). *Századok* (1951) 149--166.

⁷⁶ See J. Varga, *Népfelkelő és gerillaharcok Jelasics ellen 1848 őszén* (Militia and guerilla battles against Jelačić in the autumn of 1848). Budapest, 1953.

⁷⁷ Even ten years later Kossuth stresses the same. See *Lajos Kossuth's Collected Works* (see note 4) vol. II, p. 162.

⁷⁸ Szemere stated already on August 30.: «It pains us that we may hardly trust anyone not Hungarian... Only the swords defend us that we hold in our hand. *NA. Archives of the Min. of Int. pres.* no. 802 : 1848.

⁷⁹ A few examples are given by Z. Tóth op. cit. (in note 18) pp. 307--309.

⁸⁰ See e. g. *NA. Archives of Nat. Defence Committee* (to be referred to as *NDC*) 5110 : 1848.

only in Hungarian territory, but also in the territories of the various nationalities. Hurban and his troops invading Moravia were unable to win over the majority of the people to their side,⁸¹ between October and December the Slovak territory recruited 9,366 men for the Hungarian army who fought loyally under the flag of liberty.⁸² In many places the Slovak people admired Kossuth enthusiastically and saw in him their liberator from under the yoke.⁸³

The partial success of the mass levy in the Slovak territories, in Carpathian Ukraine and the Roumanian regions of Hungary gradually convinced the Hungarian government of the possibility of winning the national masses for the fight for liberty, and where this attempt proved unsuccessful, failure was ascribed entirely to the influence of reaction and not to the oppression exerted by the Hungarian ruling classes. The circumstance that the nobility was the leading force of the war of independence confined the possibilities of the mobilization of the national peasant masses to the limits of the nobility's class interests.⁸⁴ The Slovak National Council had no influence on the Slovak peasantry,⁸⁵ in its proclamation entitled «Bratja Slovaci» (Slovak Brothers) it raised its voice for the unity of the Austrian empire. The overwhelming majority of the Slovak working people, the bulk of the workers and peasants,⁸⁶ remained loyal to the Hungarian war of independence.

Amidst the concentric attack launched by the counterrevolution Kossuth clearly realized that the creation of a united front and the reconciliation with the Croats, Transylvanian Roumanians and Slovak emigration, were hardly possible because the liberal bourgeoisies of these peoples had tied their national claims to the bandwagon of Austrian reaction. Thus, toward these, fight was the only possible attitude.

However, Kossuth did not completely renounce the idea of a united front. In the south, the Serbian camp had not, as yet, launched the attack. Kossuth tried to grasp every opportunity that presented itself. After a series of minor attempts at settlement the National Defence Committee entrusted Commissioner Ödön Beöthy, on October 25, with a more significant attempt at reconciliation⁸⁷ and, simultaneously, Commissioner Vukovics was also carrying on negotiations.

⁸¹ *Ibid.* 5276 : 1848.

⁸² Steier *op. cit.* (in note 10) vol. I, p. 276.

⁸³ «Die Stimmung der Slovaken ist für Kossuth, es sei ein Glück dass er existiere, sie beten taeglich für ihn, dass er gewinne, sie verdanken ihm für die Befreiung von der Robot.» Austrian espionage report from December. Steier *op. cit.* vol. I. pp. 307—308. Other similar reports : *NDC* 5276 : 1848, Dec. 9.

⁸⁴ Kossuth, for instance, was compelled to recall his proclamation to the Slovak people, because it touched also upon the question of oppression by landlords. Steier *op. cit.* vol. II, pp. 175—180.

⁸⁵ *NDC* 5276 : 1848. (December 9.)

⁸⁶ See Spira *op. cit.* (in note 34)...

⁸⁷ *NDC* 1664 : 1848.

The peace offer of the National Defence Committee contained general amnesty, the maintenance of the April laws, the recognition of the Serb nationality, the use of the Serb language in education and public administration, the acceptance of petitions drafted in the Serbian language; concerning Slavonia a bilingual correspondence, equality for the Greek Orthodox Church, self-determination in clerical and educational affairs, free patriarch elections, the debating of Serbian grievances at the next Diet and the fulfilling of Serbian claims connected with the regulation of the military frontiers.⁸⁸

Although Rajačić pretended readiness to start negotiations,⁸⁹ in reality he was determined, at Windischgraetz' instructions, to prevent a settlement.⁹⁰ The conditions offered by the Hungarian government were more advantageous than those offered in the spring, but Rajačić insisted on territorial autonomy,⁹¹ and counted upon a speedy defeat of the Hungarian movement. On November 23, Rajačić cut off negotiations saying, that after the imperial proclamation of October 7, which branded the Hungarian government as rebel, negotiations could no longer be carried on the basis of equality.⁹²

The reaching of an agreement was impossible also because «the men instigating the Serb people were not, in their heart, concerned about the liberty of the Serbs but, wearing the mask of patriotism, were faithful toadies of the Vienna Court which schemed to feed the bloodshed between the two peoples until, when both are exhausted, it could place its despotic foot on the neck of both.»⁹³

The failure of reconciliation let loose the terrors of civil war over the unfortunate South. In the interest of the northern front (Windischgraetz) most of the South and the Banat were surrendered to the allied Serbian and Austrian troops. Windischgraetz was already threatening Pest and the Hungarian government was compelled to retreat to Debrecen.

V.

Toward a reconciliation

The problem of denominations constituted, in 1848—49, an important chapter in the history of the nationality problem. Article XX : 1848, proclaimed the absolute equality and mutual toleration of the accepted denominations including the Greek denominations. The law also declared that «the clerical

⁸⁸ *Thim op. cit.* (in note 8) vol. III, pp. 211—213. before November 23.)

⁸⁹ *Ibid.* pp. 207—208.

⁹⁰ *Ibid.* p. 180.

⁹¹ *Ibid.* p. 271.

⁹² *Ibid.* pp. 214—215.

⁹³ *Memoires of Sebő Vukovics* (see note 8) pp. 381—382.

and educational expenses of the accepted denomination were to be covered from state funds» and on this head a Bill was to be submitted to the next Diet.

The government had to decide whether it was to give material support to all denominations or to none. It dared not chose the second solution because — according to Kossuth — «we should have given rise to such implacable conflict and war, and should have driven such powerful forces into the arms of the Vienna enemies of the liberty of our fatherland that it would have jeopardized the entire work of transformation». There was nothing left but the first solution. This «bad expedient» at least helped to extirpate «the monstre of a dominant religion».⁹⁴ On the other hand Articles XX. and XIII : 1848, reduced the conflicts between the Hungarian and non-Hungarian peoples.

Article XIII : 1848, abolished the Church's tithes but, as an indemnity, promised financial help to the lower clergy. This Article contributed to winning the sympathies of the Greek-Catholic Roumanian and Ruthenian, and Greek-Orthodox Roumanian clergy.⁹⁵ The government realized that it is easier to win the clergy for the cause of liberty if it is granted material indemnity.⁹⁶ The Council of Ministers entrusted the Minister of Cults to provide for the material interests of the Serbian and Roumanian clergy.⁹⁷ It was decided that the income of the parish priests should be supplemented from the Treasury to attain 300 forints a year and that of the chaplains to attain 190 forints.⁹⁸ This measure was not intended to relieve the nationality problem, for the government subsidized both catholic and protestant clergy, but in the process it realized also its national ramifications.

At the intervention of Bail Popovics, Greek-Catholic Ruthenian bishop from Munkács and Vazul Erdélyi, Greek-Catholic Roumanian bishop from Nagyvárad, the government granted early in 1849 considerable sums to aid the Ruthenian and Roumanian priests and this contributed to the support given by the clergy to the cause of freedom.⁹⁹ To put in order the financial affairs of the Greek-Orthodox Roumanian bishopric of Arad, Kossuth appointed his trusted man, János Dragoş, Roumanian deputy, government commissioner and in this capacity Dragoş put a vicar in the place of the old and sick bishop Gerasim Rácz and gave the Roumanian clergy financial aid, supplied by the Hungarian government.¹⁰⁰

The financial support granted to the clergy of Greek denomination became an integral part of the government's well considered nationality and peasant-

⁹⁴ *Lajos Kossuth's Collected Works* (see note 4) vol. VIII, pp. 339—344.

⁹⁵ *NA. Archives of the Min. for Religion and Cults, Greek Nat. Church* 1848. head 4, thesis 12.

⁹⁶ *Ibid.* head 5, thesis 10.

⁹⁷ *Minutes of the Council of Ministers*, May 30, 1848.

⁹⁸ See J. Hajdu, *Eötvös József báró első minisztersége, 1848* (The First Ministership of Baron József Eötvös, 1848). Budapest, 1953, pp. 15—16, 61—64.

⁹⁹ For details see *NA. NDC.* 109, 1564 : 1849, 5126, 5266 : 1849 ; 1610, 2052, 2865, 3274, 3549 : 1849.

¹⁰⁰ *NDC.* 2351, 3224, 3447 : 1849 ; 1627, 3832, 3374, 3499, 3832 : 1849.

policy.¹⁰¹ Beyond doubt, it saved the clergy, which exerted a very strong influence upon the Roumanian people, from the Transylvanian influence and secured the Transylvanian border region against serious troubles which might have endangered Hungarian resistance at the time of Windischgraetz' advance. Also General Bem approved of the measure.¹⁰² Thus the ecclesiastical policy of the National Defence Committee contributed successfully to the fact that instead of joining Vienna reaction the Roumanian and Ruthenian clergy in Hungary strengthened the front of the fight for liberty.

Another instrument intended to win the nationalities was the publication of press organs in the various languages. The aim was to check or win the press of the nationalities and to create a centrally directed press representing the points of view of the government. This is how, side by side with the Hungarian language «Népbarát» (Friend of the People) the Roumanian language «Amicu Poporului» edited by Zsigmond Pap, the «Prjat'el Ludu» edited by Lukács Macai and Lajos Szeberényi and the Croat «Pucki Piatel» — edited by János Bujanovic came into being and tried — for a longer or shorter period — and with very limited success, to accomplish their task. These papers — as well as Zsigmond Pap's «Democratica» published in June, 1849, — could not mobilize the national masses for the fight for liberty, because they did not represent the interests of the masses.

*

The idea of an agreement with the Slavs and Roumanians was backed also by the Polish emigration which put its best generals at the disposal of the Hungarian movement. As early as in the first half of 1848, the Polish royalist emigration led by Prince Adam Czartoryski realized the necessity of a reconciliation between Hungarians and Slavs and of a united front against Hapsburg reaction.¹⁰³ The representative in Paris of the Hungarian government, László Teleki established close relations with Czartoryski's followers and this resulted in the arrival to Hungary of General Henrik Dembinski, sent by the Prince. The task of the general was not only to participate in the fight, but also to convince the Slavs that the cause fought for by the Hungarians «was not only the cause of Hungarian freedom, but that of European freedom.»¹⁰⁴ To convince the Serbs and Croats was the task of Count Bystrzonowski.¹⁰⁵

The military organizer of the October revolution in Vienna, József Bem, hurried to Hungary in order to demonstrate to the Slavs that «the cause of the

¹⁰¹ He hoped the clergy would restrain also the peasantry. *NDC.* 1627, 3374 : 1849.

¹⁰² *NDC.* 5173 : 1848 ; Lupas, I., *Avram Iancu.* Anuarul Inst. de Ist. Națională, Cluj, III, 1924/25, p. 43.

¹⁰³ M. Handelsman, *Czartoryski, Nicolas 1^{er} et la Question de Proche Orient.* Paris 1934, pp. 101—103.

¹⁰⁴ Proclamation, Paris, January 8, 1849. *NA. Dembinski files.* vol. I. p. 24.

¹⁰⁵ From October 1848. Handelsman *op. cit.* (in note 103) pp. 107—108.

Hungarians was their cause and not that of Jelaić.»¹⁰⁶ The danger threatening the Hungarian war of independence at that moment was that under the leadership of Urban, the Transylvanian Jelaić, Transylvania might turn into a second Croatia. In the days of retreat before the advancing Windischgraetz, the role of Transylvania became paramount, its reconquest was the precondition of the continuation of the fight for liberty. Kossuth entrusted this task to Bem, who accomplished it brilliantly. Bem embarked upon the reconquest of Transylvania fully realizing, that at the given period «the freedom of the European nations as well as the future of Poland were bound up closely with the independence and power of Hungary.»¹⁰⁷

In his first proclamation as commander he declared: «All inhabitants of the country, regardless of nationality, religion or rank are equal and possess the same right to fill public office if they honestly and loyally serve the State and dispose of the required capabilities . . . Although the Hungarian language is the accepted official language of the Diet, each people may retain its nationality and use its language, side by side with the Hungarian, in all internal affairs . . . Should anyone be prevented from exercising the rights granted by the Hungarian government, let him come to me and I shall immediately mete out justice.»¹⁰⁸ After the reconquest of Kolozsvár he issued, on December 27, a proclamation granting the people of Transylvania amnesty for all kinds of political offences should they lay down their arms, but promising death penalty for any further act of hostility.¹⁰⁹ Bem believed that the financially supported Roumanian priests would be the «apostles» of reconciliation.¹¹⁰

On March 12, 1849, after the occupation of Szeben, Bem issued another proclamation in which he promised the Saxons absolute amnesty and called also upon the Roumanians to support the cause of freedom.¹¹¹ Following upon the routing, from Brassó, of the czarist troops he issued, on March 21, another appeal to the peoples of Transylvania. He called upon Hungarians, Saxons, Roumanians, saying: «shake hands fraternally, put a stop to all national hatred and you shall be happy.»¹¹²

Bem was a Polish patriot and an impassioned champion of European liberty. He loved the Hungarians and fought for them because their cause coincided with the cause of Polish and European liberty. This determined also his attitude toward the nationalities. Bem believed a reconciliation with the

¹⁰⁶ *NDC.* 1190 : 1848 ; Thim *op. cit.* (in note 8) vol. I, p. 369.

¹⁰⁷ His letter to Kossuth, January 7, 1849. *NDC.* 613 : 1849.

¹⁰⁸ Nagyvárad, Dec 6, 1848. L. Kővári, *Okmánytár az 1848—49-ki erdélyi eseményekhez* (Documents to the Transylvanian Events in 1848—49). Kolozsvár, 1861, p. 134 ; A. Makray, *Kossuth Lajos levelei Bem altábornagyhoz* (Lajos Kossuth's letters to lieutenant general Bem). Pest, 1870, pp. 73—74.

¹⁰⁹ Kővári *op. cit.* p. 136.

¹¹⁰ *NDC.* 611 : 1849.

¹¹¹ Kővári *op. cit.* (in note 108) pp. 157—159.

¹¹² *Ibid.* p. 160.

Slavs to be of primary importance, and according to his task in Transylvania, he did his utmost to effect a peaceful agreement between the peoples living there. He sought contact with the Roumanian Committee¹¹³, certain Roumanian leaders¹¹⁴ and even with the members of the Roumanian emigration of Havaselve, then at Szeben, but unfortunately in vain.¹¹⁵ In the place of the «Gazeta de Transilvania» and its supplement, the «Foaie pentru Minte» — edited by Băriț and no longer appearing after his departure, the emigrant revolutionary from Havaselve, Cezar Boliac, started the publication of a new paper on March 25, entitled «Espatriatul» and supported by Bem. This paper championed the common struggle of the peoples. Bem's troops were not purely Hungarian, they included also the Austrians of the Vienna Legion, Polish emigrants and a great number of Roumanian soldiers. The 55th battalion, for instance, Roumanian in its majority, belonged, due to its heroism and discipline, to Bem's favourite batalions.¹¹⁶

As to the Transylvanian amnesty a difference of opinion developed between Bem and Kossuth: Kossuth had warned Bem already on January 6, that Szeben was the main stronghold of reaction and not the place for clemency.¹¹⁷ Bem, however, declared practically at the same time that he would exercise clemency toward the misled people and severity toward the real culprits.¹¹⁸ It has to be pointed out that in this question Kossuth's attitude was more revolutionary, it was a vain hope to wait for the sincere reconciliation of the reactionary Saxons and, therefore he was right to proclaim a state of siege in the Saxon territory and take other severe measures to repress the forces of reaction.¹¹⁹ Kossuth was also seeking way and means of reconciliation¹²⁰ but the difference between him and Bem was that Bem took a chance with the Transylvanian peoples and expected this to lead to reconciliation and Kossuth sought for guarantees and wanted to place his confidence as a reward for merits: «I do not want untimely clemency — he wrote — which is like a knife put into the hands our enemies that they might stab us in the heart with it.»¹²¹ Although amnesty would not have led to sincere reconciliation with the Saxons, it might have achieved peace with the Roumanian *people* had the Hungarian government carried on the emancipation of the serfs begun in March, 1848. This was the

¹¹³ G. Bariț, *Părți alese din Istoria Transilvaniei* Sibiu 1890, vol. II, p. 473.

¹¹⁴ Deák *op. cit.* (in note 23) pp. 306—307; Makray *op. cit.* (in note 108) pp. 165—166.

¹¹⁵ G. Fotino, *Din vremea renașterii naționale a Țării Românești. Boierii Golești.* București 1939, vol. II, p. 295.

¹¹⁶ Tóth *op. cit.* (in note 18) p. 320.

¹¹⁷ *NDC.* 54 : 1849. (January 6.)

¹¹⁸ *NDC.* 612 : 1849. (January 7.)

¹¹⁹ Makray *op. cit.* (in note 108) pp. 1—4; *NDC.* 4029, 5461 : 1849.

¹²⁰ *NDC.* 1079 : 1849.

¹²¹ Makray *op. cit.* (in note 108) p. 37.

principal precondition not only of the reconciliation of the Hungarian and Roumanian peoples but also of a victorious struggle against absolutism.¹²²

The true difference between Kossuth and Bem was, that in addition to the common aim, the fight against absolutism and for liberty and independence, Kossuth fought also for the supremacy of the Hungarian element. While Bem was far too optimistic concerning the reactionary Saxons, Kossuth was far too pessimistic in his judgment of the chances of a reconciliation with the Roumanians. The shortcoming they had in common was that neither paid much attention in their nationality policy to the claims of the peasantry. Bem was right, when he wrote on August 5, 1850, that he had fought in Transylvania «for the freedom of the oppressed peoples»; but in spite of his many victories he could not successfully wage «the war not only for the rights of the Hungarians but also for the other nationalities living among them.»¹²³ if both he and Kossuth pushed the idea of agrarian democracy into the background. Had Bem's policy of amnesty toward the *Roumanian people* been complemented by Kossuth's strong hand policy toward the *reactionary Saxons*, and had both been supplemented by the enforcing of an agrarian democracy, the reconciliation and common fight against absolutism of the Hungarian and Roumanian peoples could have become reality in 1849.

*

The conciliatory activities of the Polish emigration extended also to Croatia and Serbia. Kossuth maintained close contact with Belgrade and the Polish emigration there. It is due to the efforts of the latter that on February 21 Serbian Minister of Foreign Affairs Garasanin recalled from Southern Hungary the Serbian freebooter guerilla bands. In February and March both the Serbian leftist opposition and the National Defence Committee showed signs of a readiness to negotiate. In the course of the preliminary discussions carried on by Colonel Gusztáv Hadik and government commissioner Kázmér Batthyány, Kossuth remained suspicious and offered substantially the conditions worked out in November. He definitely rejected the claim to a Serbian voivodship, but showed himself ready to make at least some concession. «Voivod or ban or whatever you call it, is bound up with territorial claims and this territory can be nothing else but Slavonia. If you immediately begin to pacify, for the sake of peace we might, in the last analysis, grant this concession. Croatia is a par excellence catholic province, Slavonia could be a par excellence orthodox province and

¹²² In the «*Neue Rheinische Zeitung*» (August 20, 1848) Engels pointed out that «the only possible» method of the antifeudal and antiabsolutistic struggle of the Eastern-European peoples was agrarian democracy. See MEGA, Moskau I/7, p. 302.

¹²³ Bem's letter to Sándor Teleki. See I. Deák *A száműzött Kossuth* (Kossuth in Exile). Budapest s. a., vol. I, p. 373.

could, like the Croats, set up a provincial diet for its internal affairs.» The negotiations came to nothing and the fight continued.¹²⁴

In the first three months of the Debrecen era of the National Defence Committee Kossuth was the so-to-say absolute master of the Hungarian nationality policy. He relied, in the first place, on the strength and unity of the Hungarian people and — in the given case correctly — insisted on energetic measures against the nationalities fighting on the side of reaction. At the same time he consolidated his alliance by including in it the nationalities loyal to the fight for liberty.

It became, however, more and more clear to him that he would have to go further if he wanted to divert the progressive forces not only of the neighbouring peoples but also of the nationalities living in Hungary from the side of reaction and mobilize them for the success of the struggle against absolutism.

VI.

On the road to peace with the nationalities

When Kossuth dropped negotiations with the Serbs, Franz Joseph's imposed Constitution of March 4 was already known. Although this Constitution stressed the equality of peoples (Art. 15.), its main principle was the integrity of the Austro-Hungarian monarchy¹²⁵. The Court believed after Radecky's successes in Italy that the time for its restoration was ripe. The nationalities fighting on the side of Vienna did not obtain what they desired, the Croats could not carry through the execution of the Articles passed at Zagreb in 1848, the Serbs did not get their voivodship nor the Roumanians the unification of the Roumanians of the empire in one crown province and the Slovaks did in vain ask for territorial autonomy.

In the beginning Kossuth failed to make use of the general discontent of the nationalities. On April 14, he refused amnesty to the Serbs.¹²⁶ General Bem, however, who was now fighting in Southern Hungary, promised the clemency in exchange for surrender.¹²⁷

Yet in the early spring months the possibilities of reconciliation with the nationalities had considerably increased. Bem's brilliant successes in Transylvania, supplemented by his and Perczel's successes in Southern Hungary on the one hand, and the disappointment caused by the imposed Constitution of March 4

¹²⁴ See Kossuth's letter to Kázmér Batthyány, commissioner of Southern Hungary, March 10. *Thim op. cit.* (in note 8) vol. III, pp. 506—509; *NDC*. 3162: 1849. The text of the peace conditions is unfortunately unknown.

¹²⁵ Bernatzik *op. cit.* (in note 00) pp. 147—150.

¹²⁶ His instructions to Kázmér Batthyány. *Thim op. cit.* (in note 8) vol. III, p. 646.

¹²⁷ *Thim op. cit.* vol. III, pp. 718—719.

on the other presented favourable conditions for negotiations. Encouraged by Czartoriyski, Dembinski again offered Kossuth his services as a mediator toward the Slavs, unfortunately without avail.¹²⁸ On March 7, László Teleki writes to Kossuth from Paris, that it would be good to «come to terms with the Serbs, Croats and Roumanians, which, in my opinion, is not impossible, for I had the opportunity to meet men of these nationalities and they are all more desirous to come to agreement with us than with Austria . . . For God's sake, make up a beautiful proclamation, give them as much as possible.»¹²⁹

Part of the radicals in Debrecen also voiced the necessity of a reconciliation with the nationalities. «March 15» suggests that «if we want to negotiate, let us shelve the corpus juris and its obsolete fictions», grant free use of the language in the municipal administration and let them correspond with the government in their own language. «Instead of defending rights left over from Gothic times let us act in a way to lay now, in good time, the foundations upon which to build later the federative republics to unite in the Pest government... for only purely radical institutions may we hope to have a future.»¹³⁰ This, however, was but a remote plan, for the time being the proclamation was satisfied with the free use of languages in municipal administration. As it is, the radicals generally shared the incorrect nationality-policy of the government and were not free from national prejudices.¹³¹

As far as nationality-policy was concerned, all Hungarian parties shared, with small differences, the same nationalistic attitude. Alone László Teleki, viewing the domestic situation from abroad and with wider horizons, rose above them, being ready to accept the consequences of the self-determination of the nations and proposed territorial autonomy for the nationalities. As a result of the discussions between Teleki, the Polish emigration and the Roumanian emigration of Havaselve, Miklós Balcescu, the great revolutionary democrat sets out from Constantinople toward Hungary on April 14, accompanied by the Italian Alexander Monti and the Pole Alexander Ilinski, to promote the cause of reconciliation and organize an Italian and a Polish legion.¹³²

On the same day, which is also the day of the Declaration of Independence, abandoning temporarily the idea of reconciliation with the Serbs, Kossuth directed János Dragoş, Roumanian deputy — at the initiative of the Roumanian representatives at Debrecen — to get in touch with Ianescu, organizing resist-

¹²⁸ *Egyetértés* 1890 No. 98 ; *N.A. Dembinski files* f. III, no. 59 ; Danzer, A. F., *Dembinski in Ungarn. Nach den hinterlassenen Papieren des Generals*. Wien 1873, ii. 7, p. 152.

¹²⁹ *Háborús felelősség* (Military Responsibility) I (1929), 430.

¹³⁰ *Márctius Tizenötödike* March 6 and 10, 1849.

¹³¹ Cf. e. g. *Márctius Tizenötödike* March 22 and May 26 ; *Esti Lapok* April 3 (Pál Vasvári) etc.

¹³² Z. Tóth, *Bălcescu Miklós a magyar és román nép összefogásáért 1848—1849-ben* (Miklós Bălcescu for the Reconciliation of the Hungarian and Roumanian People in 1848—1849) Congress of Hungarian Historian, June 6—13, 1953. Budapest, 1954.

ance in the mountains of Transylvania, and begin peace talks with him¹³³. «There is nothing I want more — writes Kossuth to Dragoş on April 26, — than to embrace, united on the bosom of the fatherland by the common love of freedom, all the peoples of the Hungarian State regardless of language or religion; I want peace, that in the lap of peace we all be equally free citizens of a free fatherland and may heal, in fraternal love and understanding, the wounds of the past and, through the happiness of the people, make the fatherland happy... If the uprised Roumanian people lays down its arms and returns to loyalty to the State and obedience to the government, I assure them herewith that they shall obtain an equal share with every inhabitant of Hungary in the common right and common freedom, regardless of language or religion. With this I have given everything a State can offer its citizens.» He maintained the unity of the state language in the Diet and in public administration, but at the same time guaranteed the free development of the language and the people, and support to its cultural, religious and school life from state funds. Before the tribunal everyone may defend himself without lawyer, in his own language and the laws and decrees shall be made public in every language. The Greek denominations shall, under state supervision, obtain autonomy in religious affairs and their priests shall receive state support, as the priests of other denominations. The Roumanian tongued population shall share in civil and military positions without prejudice, only on the basis of merit and talent. «It is my wish — Kossuth concluded his letter — to see the Roumanian battalions — not as forced recruits but as voluntary soldiers — at the soottest in the ranks of the heroic Hungarian army fighting for the common freedom...»¹³⁴

Dragoş' negotiations with Iancu were properly progressing when the misplaced attack of Imre Hatvani, group captain, upon Abrudbánya brought the negotiations to nought. Hatvani acted according to an order received earlier from Kossuth. On May 2, Dragoş asked Kossuth for a 48 hour cease-fire, but it was not granted.¹³⁵ Yet the Roumanian representative promised Iancu a cease-fire, which Hatvani simply ignored and launched his fatal attack. As the Serbians had repeatedly made use of the negotiations to win time, Kossuth became convinced that military operations should not be discontinued even during the negotiations. Thus, Kossuth cannot be accused of inconsistency, the fault was Dragoş's and he paid for it with his life, for the Roumains killed him at Abrudbánya.¹³⁶ But Kossuth was definitely wrong when refusing the cease-fire order.

¹³³ NDC. 5582 : 1849. For events preceding see Z. Tóth, *A Szemere kormány nemzetiségi politikája, 1849* (The Nationality Policy of the Szemere Government, 1849). Publications of the Social-Historical Department of the Hungarian Academy of Sciences. II/1 (1952).

¹³⁴ NDC. 6576 : 1849.

¹³⁵ NDC. 6620 : 1849.

¹³⁶ S. Dragomir, *Tratativele romano-maghiare din vara anului 1849*. Cluj 1947, pp.

Never has a settlement with the nationalities been as close as that with the Roumanians in May, 1849. We can blame Kossuth for insisting too much on surrender and on showing his strength, instead of agreeing to an expedient cease-fire.

After the unsuccessful attempt the Szemere government continued to consider the question of peace with the nationalities and in this, Bălcescu, appearing in Debrecen at the end of May, played an important role. The Council of Ministers, held in June 6, dealt, in the first place, with the questions of peace to be signed with the Serbs and Roumanians. The Council of Ministers decided not only to come to terms with the nationalities living in Hungary, but also to press an alliance with their kin beyond the borders of the country.¹³⁷

Instructed by the government, major Raksányi got in touch with György Stratimirović, but no results were achieved. The interventionist armies of the Czar penetrated deeper and deeper into the country and Stratimirović thought it was too late for an agreement. Peace negotiations were carried on, through the medium of the Polish emigration and the French consul in Belgrade, with both Garašanin and the leader of the opposition, vojvod Vučić. However, all these initiatives remained unsuccessful.¹³⁸ On the one hand, Russian intervention was prompting the Hungarians to make concession, on the other, it rendered the Serbs more cautious. On June 15, in his instructions concerning the negotiations with Stratimirović Szemere wrote: «Europe is now divided into two camps and within short, each people and state will have to fight and bleed under one of the two banners»¹³⁹ — but all in vain for he failed to promise the Serbian voivodship.

Almost simultaneously with the Serb negotiations, contact was resumed between Iancu and the Hungarians. This was encouraged also by Bălcescu, working with the government in an advisory capacity. To a friendly letter written by Major József Simonffy at his own initiative on June 27, Iancu replied in the same tone. He clearly saw that «in these two brother-countries¹⁴⁰ the Hungarian cannot speak of life and future without the Roumanian, neither the Roumanian without the Hungarian . . . We both see how close the threatening danger, yet we cannot come to terms . . . Believe, Gentlemen, that our uprising was not the result of Austrian trickery (as you seemed to be misinformed), we were awakened by the non-recognition of our political nationality, the despotism and barbarism of the Transylvanian Hungarian feudal landlords and aristocrats . . . If you love one God in heaven and one fatherland on earth, treat us with other means and convince yourselves that between you and us

¹³⁷ Thim *op. cit.* (in note 8) vol. III, p. 781.

¹³⁸ For details see Tóth *op. cit.* (in note 18) pp. 331—332; Thim *op. cit.* vol. II, pp. 419—421.

¹³⁹ Thim *op. cit.* vol. III, pp. 796—801.

¹⁴⁰ In Hungary and Transylvania.

the arms can never decide.»¹⁴¹ He gave a similar answer to János Gozman, Roumanian deputy of Bihar.¹⁴²

Simonffy sent Iancu's letter to Kossuth, who submitted the matter to the Council of Minister and wrote his answer on July 5. «That each people should have the right to use its language not only in private life but also in its churches, schools, communities and to expect the support of the State in the development of that language in the interest of civilization, that I believe and profess. But that there should be several diplomatic languages in a country, if that country desires to be one body, and that it should be divided into separate sovereign cantons, that I cannot understand . . . It is particularly hard to understand in a country where the nationalities of various tongues live not in separate and delimited territories but mixed and blended. Such country can neither be divided nor governed according to languages unless we want to dismember it . . . to divide a country according to languages, to give each part separate territory and separate political nationality is equivalent to the dismemberment and liquidation of that country.» And should the Roumanians think of a federation, let them take into consideration, that «Hungary cannot establish a federation with herself, with the citizens living on her territory. This is impossible. — Common law, common right, common liberty, this is what the country's constitution offers, this is what the government of the country offers to all. No one can give more than that, for no one can possess more».

Kossuth again refuses to order a cease-fire, but rejects also the idea of bargaining or negotiation, he demands personal surrender within 15 days and in that case, promises clemency.¹⁴³ No wonder, that on July 30 Iancu sends only a verbal message: «That which was, was. Now it is too late.»¹⁴⁴

Thus, no settlement was reached either with the Roumanians or with the Serbs. But there was Bălcescu, former leader of the Havaselve revolution, who would not permit the idea of Hungarian-Roumanian reconciliation to be shelved. Bălcescu wanted to accomplish three tasks. To obtain for the nationalities the rights for the sake of which the rebellious Transylvanian Roumanians would be ready to fight with the Hungarians against absolutism. In the interest of this he submitted to the government a draft Bill elaborated by the Roumanian representatives at Debrecen and consisting of 17 points. He fought for it consistently and after several rewritings, a «Projet de pacification» is signed on June 14 between Kossuth and the Roumanian emigration. This was the immediate preliminary to the Nationality Law of Szeged.

¹⁴¹ *Federațiunea* 1875 nos. 3–4; *Transilvania* 1877 nos. 54–56.

¹⁴² *Federațiunea loc. cit.* *Transilvania* 1877 nos. 64–65; 1848–1849. *évi iratok a nemzetiségek megbékéléséről* (Documents from 1848–1849 concerning the reconciliation with the nationalities). Budapest, 1948, pp. 192–193.

¹⁴³ *Federațiunea* 1875 nos. 3–4; *Transilvania* 1877 nos. 65–67, 77–78; Deák *op. cit.* (in note 23) pp. 394–397.

¹⁴⁴ *N.A. Kossuth Miscellanen* no. 124.

Bălcescu's second task was the establishment of a Roumanian legion but this was hindered partly by the lack of arms and money, partly by the lack of confidence. The decision concerning the legion was arrived at on July 14, simultaneously with the signing of the «Projet de pacification», but to organize it there was no time left.

Bălcescu's third task would have been the reconciliation of the Hungarians and Iancu's Roumanians, and a Hungarian-Roumanian armed alliance against imperial and czarist reaction. The Roumanian troops in Hungary, of which the legion should have formed the kernel, was to unite with Iancu's troops and together, possibly under Bem's command, they should have occupied Havaselve to mobilize the people there and bring about a turn on the front against czarism. This idea was accepted also by Kossuth, but its realization could not be compensated by the diversion achieved by Bem in Moldavia in early August.

As the danger of czarist intervention grew, the readiness of the Hungarians to come to terms with the nationalities also increased. The substance of the concessions laid down in the *Projet de Pacification*, was the recognition of the Roumanian nationality, the regulation of the use of the language in private life, school, church life, and municipal administration. However, not even this project went as far as granting territorial autonomy. The Hungarian state language remained unimpaired insofar as the interest of Hungarian state unity demanded it, in other respects, however, the project offered the hitherto broadest field for the use of the Roumanian language. It is noteworthy that the three last points of the draft promised the complete liquidation of soccage and tithes also to the peasant layers which had not benefited from the emancipation of the serfs. This was the principal achievement of the project, this is where it came closest to the claims of agrarian democracy which was the main condition of the rallying of the peoples and not only of their leading strata.¹⁴⁵

The Nationality Law of Szeged (July 28) was built on the *Projet de Pacification*, but extended provisions contained in the latter also to the other nationalities. The referee of the law, Prime Minister Szemere was right in saying: «Concerning the different nationalities the National Assembly laid the foundation of a policy which implies an absolute guarantee of reconciliation, a policy that shall be followed by Europe but to which hitherto no other government has shown the example . . . The peoples may celebrate.»¹⁴⁶ However, the Bill was born too late. It was rather a symbol than reality. Had it been passed in the spring of 1848, it might have shaped the history of the Danube region differently.

¹⁴⁵ Concerning Bălcescu's activities in Hungary see Tóth *op. cit.* (in note 132) and *op. cit.* (in note 133) pp. 69—91. — For text of the «*Projet de pacification*» and agreement concerning the legion see I. Ghica, *Amintiri din pribegia după 1848*. Bucuresti 1889, pp. 372—384 and Bălcescu *Miklós válogatott írásai* (Selected Writings of Miklós Bălcescu). Budapest, 1950, pp. 200—208.

¹⁴⁶ *NA. Archives of the Min. of Int.* no. 617: 1849.

Now, however, it was too late, the last days of the War of Independence were approaching.¹⁴⁷

Bălcescu hurried with the Bill in feverish haste to Iancu, in order to bring about the reconciliation in the last minute. On August 3, when the sound of the Russian guns fired in the valley of the Maros were already heard in the mountains, Iancu could assure the Hungarian government only of his neutrality. When, on August 8, Bălcescu handed over Iancu's letter to Kossuth the surrender at Világos was only a few days off. The end of Hungarian-Roumanian negotiations for a reconciliation and the sunset of freedom occurred simultaneously.¹⁴⁸

* * *

In 1848/49 the Hungarian revolution and War of Independence was not an isolated phenomenon but was closely interconnected with the cause of universal human progress and world liberty. The movement was headed by Kossuth who proclaimed; «The fate of Hungary decides the freedom of Europe».¹⁴⁹ It was due to this freedom movement that, in 1849, the revolution was still in full swing in the Danube region even after «calm had been restored in Europe» and when the «lamplight» of the democratic-national revolutions (Petőfi) was shedding its light only in Hungary.

The main shortcoming of the Hungarian freedom movement was that it could not be sufficiently democratic in two questions of decisive importance: the peasant question and the nationality question. Yet the solution of these would have led to ultimate victory in the battle against absolutist reaction. We cannot leave unsaid the grave mistakes committed by the government and Kossuth in the nationality policy. It was mainly due to them that the peoples suffering under the oppression of absolutist reaction arrived only in a limited degree or not at all to the realization of their common interests, and beyond this realization to the implementation of its practical consequences. In Kossuth, as well as in other progressive men of the era both on Hungarian and non-Hungarian side, a struggle was going on between patriotism and nationalism. In weighing whether nationality or democracy should have the precedence even Kossuth and Bălcescu — to mention only two of the best — gave proof of a wavering attitude and only in 1849 did they realize the main tasks of the era in their full lucidity. In the spring of 1849 a slow development may be observed in the nationality policy of the Hungarian government, which reached its peak in the course of

¹⁴⁷ For the valuation of the Nationality Law of Szeged, cf. Révai *op. cit.* (in note 8) p. 206; G. E. Fazekas, *Az 1849-es és 1868-as nemzetiségi törvény összehasonlítása a történelem haladó erőinek szempontjából* (Comparison between the nationality laws of 1848 and 1868 from the point of view of the progressive forces of history). *Századok* (1948) 295.

¹⁴⁸ See note no. 145.

¹⁴⁹ Pap *op. cit.* (in note 8) vol. II, p. 490 (December 1848).

¹⁵⁰ J. Révai, 48 *útján* (On the Road of 1848). Budapest, 1948, p. 6.

the summer. This peak is represented by the *Projet de pacification* and the Nationality Law passed at Szeged. It is beyond doubt, that the czarist intervention played a considerable role in this change but it was not brought about by it. Kossuth, who when fighting for the freedom of his people fought consciously also for that of Europe, had already earlier been proclaiming and seeking solidarity with the peoples beyond the Hungarian borders, though at the outset rather with the peoples of Western Europe. But the experiences of the War of Independence soon convinced him that on the front of the struggle against reaction Hungary should collaborate in the first place with the neighbouring Eastern European nations. Only later did it become clear to him that the support of the nationalities living within Hungary was indispensable in the battle waged against the allied forces of absolutist reaction. Both Kossuth and the majority of the lesser nobility arrived at this realization too late when it was no longer possible to build out the common front of oppressed peoples. The concessions, which in the spring of 1848 might have changed the trend of history came too late in the summer of 1849.

The fraternal solidarity and the friendly cooperation of the Hungarian people with the neighbouring peoples, the dream of the best sons of our peoples, that could not be realized in 1848/49, has become reality in our days.

ZOLTÁN I. TÓTH

L'INFLUENCE DE LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905 EN HONGRIE

L'historiographie bourgeoise en Hongrie a montré les corrélations et les interactions internationales de l'histoire hongroise d'une façon incomplète et manifestement imbue de parti-pris. Notre historiographie ancienne considérait la Hongrie comme une partie — souvent comme une dépendance — de l'Europe Occidentale exclusivement, et, sans tenir compte de processus séculaires et de faits aussi graves que la conquête allemande et l'oppression autrichienne, elle représentait notre histoire nationale comme si elle était uniquement tributaire de l'Occident, de toutes les grandes influences transformatrices qu'elle avait reçues. C'est au moyen d'arguments «historiques» de ce genre qu'une école de l'historiographie hongroise s'était efforcée, avant la deuxième guerre mondiale, de justifier la «nécessité» d'une orientation allemande. L'histoire s'est chargée elle-même de démontrer l'erreur catastrophique que fut cette orientation — ou, plutôt, cette «désorientation» — historique.

Désireuse d'offrir une analyse réellement scientifique du passé de notre peuple, la nouvelle historiographie hongroise se devait d'abandonner ce parti-pris. Il va de soi que notre science historique actuelle non seulement admet le fait des grandes influences occidentales qui soutinrent le progrès de notre pays, mais elle s'attache en outre, précisément au cours de ces dernières années, à en mettre à jour les plus importantes, telle que l'influence du puritanisme anglais du XVII^e siècle, ou celles de la Révolution Française de 1789. Elle consacre cependant une attention toute particulière à l'étude de nos attaches historiques avec les peuples voisins et des rapports de l'histoire de Hongrie avec l'Europe Orientale. C'est là, en effet, une exigence objective de l'étude de la réalité historique dans un pays que toute son évolution économique et sociale, apparente avant tout, depuis des siècles, à celle des peuples de l'Est européen. Au cours des recherches de cet ordre, notre science historique s'occupe intensément des relations russo-hongroises qui ont joué, dès l'époque des rois de la maison, des Árpáds un rôle important dans l'évolution de l'histoire de Hongrie. Parallèlement à l'accroissement de l'importance du rôle de la Russie sur le plan mondial, celle des relations russo-hongroises a considérablement augmenté depuis la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire depuis le début de l'agonie du tsarisme.

A la fin du XIX^e siècle, des changements profonds se sont accomplis dans la structure du système capitaliste ; ce fut l'inauguration de *l'impérialisme*, étape nouvelle du capitalisme. Parallèlement à cette évolution, les rapports de forces internationaux du progrès social s'est modifié dans une mesure considérable. Ayant jusqu'alors marché en tête du progrès social et politique, les pays occidentaux devinrent graduellement des citadelles de la conquête impérialiste et de l'oppression nationale et colonialiste. La Russie tsariste, par contre, qui avait été jusqu'à 1848 le gendarme de l'Europe et l'ennemie la plus redoutable des peuples en lutte pour leur liberté, s'affaiblissait petit à petit à partir du milieu du XIX^e siècle, pour devenir une alliée et une subordonnée des puissances occidentales et enfin une simple dépendance de l'impérialisme occidental. Le front principal de la lutte pour le progrès humain se déplaça, en même temps, précisément dans la Russie tsariste, où mûrissait une puissante révolution populaire démocratique.

Vers le tournant du siècle, on assista donc à une modification radicale de toutes les conditions historiques qui avaient permis, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, la conservation de l'empire des Habsbourg et, à la suite du Compromis de 1867, la constitution de la Monarchie austro-hongroise. L'impérialisme faisait à nouveau surgir, dans la Monarchie austro-hongroise, les problèmes d'une transformation démocratique, ajournés mais non résolus pour l'essentiel en 1867, remettant à l'ordre du jour l'achèvement de la révolution bourgeoise-démocratique. Le fait que le centre même des mouvements révolutionnaires se fût déplacé en Russie, supprima la signification internationale de la Monarchie austro-hongroise du point de vue de l'élément essentiel de l'histoire, à savoir le déploiement des forces progressistes. Ce n'est donc plus l'expansion du tsarisme en Europe, mais bien la diffusion européenne de *la révolution qui mûrissait en Russie* que la Monarchie entravait désormais, devenant elle-même une dépendance, un avant-poste pour l'Est européen, de l'impérialisme occidental et, avant tout, de l'impérialisme allemand. Elle devenait aussi l'obstacle principal à la continuation du développement des peuples qui vivaient à l'intérieur de ses frontières, c'est-à-dire qu'elle perdait définitivement sa raison d'être historique.

L'impérialisme conduisit également à d'importants déplacements dans *les rapports des forces à l'intérieur de la Monarchie*. L'équilibre des nations dressées tour à tour les unes contre les autres, qui a été l'un des fondements de la longue existence de l'empire multinational des Habsbourg fut bouleversé à la suite de l'apparition de l'impérialisme. A la fin des années « paisibles », il devint à la longue impossible de poursuivre cette politique manoeuvrière à courte vue, mesquine et ayant horreur de tout changement, qui avait permis aux milieux dirigeants de la Monarchie de maintenir l'équilibre depuis le Compromis de 1867. Vers le tournant du siècle, les antagonismes nationaux se firent particulièrement aigus : les peuples opprimés par les classes dirigeantes

germano-autrichiennes et hongroises ne cherchaient plus désormais à obtenir leur émancipation nationale et la protection de leurs intérêts nationaux dans le cadre de la Monarchie, mais prenaient de plus en plus vigoureusement position en faveur de la séparation d'avec la Monarchie et de l'union avec leurs frères de l'extérieur. Le mouvement national du peuple hongrois reprenait en même temps vigueur et il y eut même des conflits entre certaines fractions des classes dirigeantes autrichienne et hongroise. Le «système autrichien» de l'oppression des nationalités était ébranlé et il apparaissait de plus en plus nettement que la violation du principe de l'égalité des nations et l'octroi de privilèges à une nation au détriment des autres constituaient une politique nationale vouée à un échec définitif.

L'avènement de l'impérialisme apportait enfin une modification fondamentale dans les rapports de classe. Alors qu'en 1867, en raison du manque de développement de la classe révolutionnaire et de la lâcheté de la bourgeoisie, les conditions intérieures de la transformation révolutionnaire faisaient défaut, l'avènement de l'impérialisme marquait aussi, dans les pays de la Monarchie, la naissance du *prolétariat industriel*, force dirigeante de la révolution nouvelle.

Le sens de ces changements, dont nous venons d'esquisser les traits essentiels, était dans leur ensemble tel qu'à partir de l'aube du XX^e siècle, la désagrégation de la Monarchie austro-hongroise était devenue une nécessité historique.

*

Au moment de la naissance de l'impérialisme, en Hongrie «se posaient avec force à l'ordre du jour les problèmes non résolus de la révolution démocratique, ainsi que ceux n'ayant reçu qu'une solution hybride, d'«en haut» :¹ liquidation des survivances féodales, abolition de l'oppression nationale, conquête de l'indépendance nationale hongroise. L'histoire avait cependant mis à l'ordre du jour *l'achèvement de la révolution bourgeoise-démocratique* à un moment où celui-ci s'unissait déjà étroitement à *l'exaspération rapide des contradictions du capitalisme*.

Après le Compromis de 1867, le développement du capitalisme avançait en Hongrie à une allure relativement rapide. Entre 1867 et 1900, la construction ferroviaire prenait un essor considérable, la longueur globale des lignes se multipliait par 7,5, l'extraction charbonnière par 9 et la production sidérurgique par 5. La production des branches les plus avancées de l'industrie de l'alimentation se multipliait par des indices allant de 7 à 14 et c'est essentiellement à cette époque que le système capitaliste du crédit se déployait vigoureusement en

¹ József Révai : *Endre Ady*. V. József Révai : *Irodalmi tanulmányok* (Études littéraires). Budapest, 1950. p. 107.

Hongrie.² Parallèlement à ce progrès relativement rapide de la production, on enregistrait une intensification extrême de la *concentration* aussi bien dans l'industrie que dans l'organisation bancaire. Quelques entreprises puissantes s'assurèrent une position dominante dans les charbonnages, la sidérurgie et d'autres industries essentielles et les cinq banques les plus importantes de Budapest disposaient, dès 1900, des 47% du total des capitaux de l'organisation de crédits de la Hongrie. A la suite de cette concentration intense de la production et de la finance, on assista, au tournant du siècle, à la constitution des *organisations des monopoles* qui revêtirent en Hongrie essentiellement la forme de *cartels*. En raison de la dépendance semi-coloniale de la Hongrie, le grand capital étranger, surtout autrichien, jouait un rôle considérable dans ces organisations des monopoles et dans les grandes banques, gardant sous sa dépendance l'activité économique du pays, aussi bien par l'intermédiaire de ces organisations que par la pénétration directe des capitaux.³

L'accélération du développement du capitalisme et l'apparition de l'impérialisme entraînent de profondes modifications dans les rapports des classes en Hongrie. Ensermée dans les limites d'une dépendance semi-coloniale et des survivances féodales, c'est-à-dire lentement et en s'adaptant dans une certaine mesure à ses propres entraves, la bourgeoisie hongroise ne s'en engagea pas moins après le Compromis de 1867, dans la voie d'un important progrès. Au tournant du siècle, la bourgeoisie hongroise disposait déjà des 35% environ du capital global des sociétés anonymes de l'industrie hongroise.⁴ En même temps que se constituaient au cours des dernières décades du XIX^e siècle de nombreuses grandes entreprises, s'accroissait aussi le nombre des usines moyennes et petites. A la suite de la naissance et du renforcement des grandes organisations des monopoles, le capital bancaire et le grand capital industriel s'unirent pour former le *capital financier*, tandis que les couches supérieures de la bourgeoisie donnaient, chez nous aussi, naissance à une *bourgeoisie financière*, qui occupa, dès le commencement du XX^e siècle, une position dominante dans la vie éco-

2

Année	Lignes en km	Extr. charb. millions de q	Minoterie millions de q	Sucre mille q	Production de fer		Capital des banques millions de K
					minerai de fer millions de q	fer brut millions de q	
1867	2.285	7.371	1.087	145	2,9	1,06	200
1880	7.206	18.185	3.542	325	5,8	1,90	1221
1900	17.101	64.973	7.471	2050	16,3	4,55	5553

³ Voir l'analyse détaillée de l'évolution de l'économie à la fin du XIX^e siècle chez Vilmos Sándor : *Nagyipari fejlődés Magyarországon 1867—1900* (Évolution de la grande industrie en Hongrie, 1867—1900). Budapest, 1954. Voir surtout pp. 396—397, 516, 539—541, 557—565.

⁴ Vilmos Sándor, *op. cit.* p. 563.

nomique du pays et prit une influence, qui ne cessa de s'accroître, sur les pouvoirs publics et sur la vie politique. Cette bourgeoisie financière hongroise faisait partie des classes dirigeantes ; partenaire de la bourgeoisie financière autrichienne et alliée de la grande propriété hongroise, elle rejetait toute idée de changement du régime établi que constituait le dualisme et contribuait, au contraire, activement à la conservation du régime de la grande propriété et de la Monarchie austro-hongroise.

La situation de la moyenne et de la petite bourgeoisie de Hongrie était différente. Réduites, plus que les autres, au marché national, elles éprouvaient l'effet des survivances féodales qui endiguaient le progrès et elles pâtissaient de la concurrence de l'industrie et du capital autrichiens qui, eux, à l'intérieur de la communauté douanière, ne se heurtaient pour ainsi dire à aucune entrave. En les grevant d'un nouvel antagonisme, l'impérialisme détériorait encore davantage les relations entre la bourgeoisie autrichienne et celle de Hongrie, son inférieure. L'activité des monopoles et surtout celle des cartels austro-hongrois « communs » pesait lourdement sur la moyenne et la petite bourgeoisie hongroise. Les couches moyennes et inférieures de la bourgeoisie n'étaient donc pas acquises sans réserve au régime dualiste. Puisqu'elles éprouvaient directement les désavantages de leur dépendance semi-coloniale, la concurrence autrichienne et la pression des monopoles du capital financier austro-hongrois, elles entendaient avant tout relâcher les liens de leur dépendance vis-à-vis de l'Autriche. De formation récente, relativement faible et inorganisée, la bourgeoisie hongroise, de plus, s'en était remise pour ce qui était de la représentation de ses intérêts politiques à l'aristocratie et aux propriétaires moyens qui composaient la gentry ; même au tournant du siècle, elle ne disposait pas d'un parti autonome et tant soit peu important, mais elle se groupait en majorité derrière le Parti de l'Indépendance (Függetlenségi Párt), dirigé par les propriétaires moyens et affichant des mots d'ordre relevant de 1848.

Bien qu'au cours des premières années du siècle, cette attitude oppositionnelle se manifestât souvent sous des formes violentes, elle ne représentait pas une force réellement militante, visant au renversement du dualisme austro-hongrois. Tout comme elle avait fait, longtemps auparavant, son compromis avec les survivances féodales, la bourgeoisie oppositionnelle était prête à se résigner à sa dépendance vis-à-vis de l'Autriche et à renoncer aux revendications nationales, en échange de concessions minimales, de nature à favoriser sa montée économique et politique, puisque c'était l'ensemble de la bourgeoisie hongroise qui avait besoin de la monarchie des Habsbourg, en vue de pouvoir maintenir sa domination sur les nationalités et son régime d'oppression du peuple.

Parmi les contradictions à l'intérieur des classes dirigeantes, un certain rôle doit être attribué à celle qui existait entre le capital financier autrichien et hongrois d'une part, et les « agrariens » de l'autre, important groupement de grands propriétaires hongrois. Une partie des grands propriétaires s'était en

effet étroitement liée au capital financier en formation, fusionnant elle-même avec l'oligarchie financière de Hongrie. Mieux séparé du capital financier, l'autre groupement important des grands propriétaires — tout en demeurant fermement partisan de l'alliance avec la grande bourgeoisie des monopoles — avait des intérêts qui, sur de nombreux points secondaires, heurtaient ceux de la bourgeoisie ; ce groupement « agrarien » de grands propriétaires exigeait notamment que le développement du capitalisme continuât de s'adapter essentiellement aux nécessités de l'évolution capitaliste de l'agriculture. Ces contradictions se manifestaient jusque dans des luttes politiques, puisque, sur plusieurs points, les « agrariens » désapprouvaient la politique des milieux dirigeants du Parti Libéral (Szabadelvű Párt), qui était au gouvernement.

La plus importante des modifications survenues dans la structure sociale de la Hongrie résultait du fait que, dès le tournant du siècle, la partie essentielle du prolétariat était constituée par *les fortes concentrations ouvrières des grandes usines*. De 1880 à 1900, le nombre des ouvriers des grandes usines fut multiplié par 2,5 et dépassa 300 000 ; sa proportion à l'intérieur de la classe ouvrière passa de 20% à 45% environ. Le haut degré de concentration des ouvriers des grandes usines ressortait du fait que près de 40% d'entre eux travaillaient dans des usines occupant plus de 500 travailleurs et plus d'un quart d'entre eux dans de grandes usines occupant plus de 1 000 ouvriers. Environ 27% d'entre eux se trouvaient concentrés à Budapest, capitale du pays.⁵

Même en comparaison avec les autres pays européens, la situation du prolétariat en Hongrie était très mauvaise. Une exploitation multiple pesait sur les ouvriers. Exploités par la bourgeoisie étrangère et nationale,⁶ ils ployaient

⁵ *Ibid.* 590—594. L'accroissement du nombre des ouvriers de l'industrie en Hongrie ressort des chiffres suivants :

Année	Total des travailleurs de l'industrie et des mines, y compris les chômeurs	Travailleurs occupés	Grandes usines (effectifs)	Total des effectifs (grandes usines) y compris chômeurs (cca)
1880	408.000	—	110.000	110.000
1890	488.568	—	156.581	165.000
1900	718.872	644.115	281.416	320.000
1910	978.306	912.007	464.475	500.000
1913	—	—	555.042	600.000

Renseignements tirés des recensements de Hongrie (excepté la Croatie-Slavonie) de 1890, 1900 et 1910.

⁶ Selon les évaluations des statistiques contemporaines, le montant des capitaux étrangers en Hongrie atteignait en 1891 3,6 milliards de couronnes, en 1901 près de 5 milliards, en 1913 8,4 milliards. V. Frigyes Fellner : *Ausztria és Magyarország nemzeti vagyona* (Les biens nationaux de l'Autriche et de la Hongrie). Budapest, 1913, pp. 63—65.

Ainsi, au tournant du siècle, les capitalistes étrangers retiraient au minimum 200 à 300 millions de couronnes de bénéfices, sous forme d'intérêts.

en outre sous le poids des survivances féodales. Les entraves de la spoliation des droits civiques et de l'oppression culturelle rendaient encore plus difficile leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Quant aux masses laborieuses appartenant aux nationalités vivant en Hongrie, leur lot était fait d'une exploitation encore plus lourde, excédant la moyenne et aggravée par le fait de l'oppression nationale.⁷

Outre la situation du prolétariat industriel, il convient de signaler le rapide accroissement des masses *prolétariennes et semi-prolétariennes dans l'agriculture*. La crise de la surproduction agricole vers la fin du XIX^e siècle, et l'impérialisme naissant accélérèrent la décomposition de la paysannerie. Vers le tournant du siècle, le pays comptait près de 2 millions de journaliers et de valets de ferme et 1,5 millions de paysans propriétaires pauvres possédant moins de 5 «holds» (1 hold = 0,5755 ha). Ces chiffres — qui sont un multiple du nombre des ouvriers industriels — traduisaient bien le caractère agricole du pays et la structure de l'agriculture hongroise, pénétrée d'éléments féodaux.⁸

Tant dans les villes que dans les villages, les masses laborieuses éprouvaient dans leur vie quotidienne les lourdes conséquences de l'avènement du capitalisme monopoleur. La suite la plus sensible des agissements des cartels fut la montée des prix et l'établissement de *prix de monopole*, garantissant des profits élevés. Ces menées des monopoles industriels poussant à la hausse des prix avaient pour complément l'avidité au profit des grands propriétaires hongrois. Le peuple travailleur du pays payait, sous la forme de taxes agraires élevées, les frais de la conservation de la grande propriété parasite et ses profits immenses. La montée constante des prix des articles de consommation courante devint accablante au cours des premières années du XX^e siècle ; le chômage s'intensifia au moment de la crise économique de 1900—1903 et les salaires, surtout ceux pratiqués dans l'agriculture, baissèrent dans des proportions sensibles. L'ensemble de la paysannerie pâtissait du régime étouffant de la grande propriété, aggravé par la pénétration du capital financier dans l'agriculture et l'usure bancaire ; l'ensemble de la paysannerie en avait assez. Dès les environs de 1890, le mécontentement et l'effervescence étaient à l'ordre du jour dans les régions industrielles et minières et dans les campagnes. Les

⁷ L'exploitation plus grande des ouvriers de nationalité non-hongroise ressort des chiffres suivants : en 1910, le salaire hebdomadaire moyen des ouvriers industriels était de 18,8 couronnes (à Budapest 24,5 couronnes), alors que dans les régions slovaques, le salaire hebdomadaire moyen était de 15,9 couronnes, dans les régions roumaines de 16,3 couronnes. V. Les statistiques d'usines et d'ouvriers de l'année 1910. Budapest, 1915, pp. 133—134.

En 1905, les ouvriers agricoles gagnaient en moyenne 460 couronnes par an (500 dans la Grande Plaine et dans les régions hongroises de Transdanubie), mais 370 à 400 seulement dans les départements à population slovaque, et en Transylvanie 360 à 430. V. *Mezőgazdasági munkabérek Magyarországon az 1905. évben* (Les salaires dans l'agriculture hongroise, en 1905), Budapest, 1906, pp. 516—592.

⁸ Recensement des pays de la Couronne de Hongrie en 1900. Vol. II, pp. 18* et 23*. Voir encore : Recensement des pays de la Couronne de Hongrie en 1910. Budapest, 1914. Vol. III, pp. 1014 et 1241.

méthodes d'oppression terroristes pratiquées par le gouvernement hongrois et rivalisant avec celles du tsarisme ne purent jamais étouffer ce mécontentement d'une manière durable. *Ce sont les antagonismes se manifestant avec une violence sans cesse accrue entre le capital financier et la grande propriété au pouvoir d'une part, et les millions de prolétaires et de paysans opprimés d'autre part, qui étaient à la base de la crise du régime dualiste.*

Un autre élément décisif de la crise du régime dualiste provenait du fait que l'impérialisme avait exacerbé *les antagonismes nationaux* dans une Hongrie multinationale. Au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, le développement du capitalisme avait beaucoup progressé dans toutes les régions habitées par des nationalités. La bourgeoisie et le prolétariat de toutes les nations opprimées s'étaient considérablement développés et renforcés. Couche supérieure de la bourgeoisie, la grande bourgeoisie assumait à cette époque un rôle réactionnaire. Elle avait certes des conflits avec les classes dirigeantes hongroises, mais ceux qui l'opposaient à ses propres *classes laborieuses* s'avéraient bien plus importants. Voilà pourquoi elle capitulait devant les classes dirigeantes hongroises et qu'elle trahissait les intérêts nationaux. Quant aux couches inférieures de la bourgeoisie des nationalités vivant en Hongrie, la petite bourgeoisie et les intellectuels, mais surtout *les classes laborieuses* étaient cependant, au cours de la période de l'impérialisme, encore plus lourdement accablées par l'oppression nationale exercée par les classes dirigeantes hongroises. C'est pour cette raison que, vers le tournant du siècle, les mouvements des nationalités reprirent avec une intensité accrue et qu'après une interruption assez prolongée, l'activité politique des nationalités connut un nouvel essor. Dans les premières années du siècle, le gouvernement hongrois étouffa avec brutalité la résistance nationale de la Croatie, ainsi que les mouvements qui avaient éclaté dans la Voïvodine, en Serbie. Il s'efforçait de même de freiner, par une violente répression, la montée des mouvements nationaux des Slovaques, des Roumains et de l'Ukraine Subcarpathique.

*

Le bref aperçu que nous venons d'esquisser permet de constater que, quant à sa structure sociale et à ses antagonismes multiples et véhéments, la Hongrie du commencement du XX^e siècle *pouvait être comparée avec la Russie tsariste*. Ces similitudes furent signalées à plusieurs occasions par Lénine constatant que les pesants vestiges du moyen-âge, les survivances de l'absolutisme et du féodalisme, les privilèges et les propriétés des seigneurs terriens et l'oppression des nationalités n'avaient été liquidés ni en Autriche-Hongrie ni en Russie.⁹ Citons parmi les éléments qui entravaient le développement du capitalisme, et qui étaient analogues dans les deux pays, le fait qu'à l'époque de l'impérialisme,

⁹ Lénine, *Oeuvres*, vol. 18. p. 340. (éd. russe).

les deux pays se trouvaient l'un et l'autre — bien que dans une mesure inégale — sous la dépendance du capital monopoleur étranger et que cela rendait encore plus lourd le fardeau de l'exploitation qui pesait sur les masses laborieuses. En raison de certaines particularités du développement du capitalisme, les similitudes étaient nombreuses en ce qui concerne la composition et la situation du prolétariat de Hongrie et de celui de Russie. Ces analogies font comprendre les raisons pour lesquelles la lutte révolutionnaire des peuples de Russie était appelée à jouer un rôle aussi décisif dans l'évolution de l'histoire hongroise contemporaine.

Cependant l'évolution des deux pays accusait également des différences sensibles. Au point de vue de l'évolution ultérieure du peuple hongrois et des peuples frères habitant le même pays, la différence la plus désavantageuse résidait dans le fait qu'*aucun parti ouvrier révolutionnaire n'était né chez nous au tournant du siècle*. Le Parti Social-démocrate de Hongrie, qui était alors le seul parti de la classe ouvrière, se conformait dans toute son évolution aux partis de la II^e Internationale et, en premier lieu, à ceux d'Allemagne et d'Autriche. Né en 1890, le Parti Social-démocrate de Hongrie n'avait pas assigné au prolétariat des objectifs révolutionnaires. Au tournant du siècle, il se retira entièrement de la direction et de l'organisation des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, pour devenir un propagandiste du compromis et un parti des *réformes*.¹⁰ Conformément à ses modèles, les partis dirigeants de la II^e Internationale, le Parti Social-démocrate de Hongrie ne se souciait guère de contracter des alliances, mais cette négligence revêtait une gravité toute particulière dans une Hongrie multinationale, semi-féodale et semi-coloniale, où l'achèvement de la révolution bourgeoise-démocratique était à l'ordre du jour.

La dégénérescence opportuniste du parti social-démocrate devint, aux environs de 1900, l'obstacle le plus important au progrès du mouvement ouvrier hongrois. Sans un parti révolutionnaire, le prolétariat, classe révolutionnaire, ne pouvait se montrer à la hauteur de sa mission au cours de la maturation de la révolution démocratique ; en raison de l'absence de tout programme marxiste révolutionnaire, les fronts de classe de la révolution démocratique en gestation ne pouvaient se tracer nettement. En négligeant, en repoussant même les alliés naturels de la classe ouvrière, en refusant de faire sienne la cause de l'émancipation nationale, le parti social-démocrate poussa lui-même les partis bourgeois à garder sous leur influence, au moyen de mots d'ordre nationaux — c'est-à-dire essentiellement d'une

¹⁰ Pour l'étude du Parti Social-démocrate de Hongrie, voir Erzsébet Andics : *A magyarországi munkásmozgalom az 1848—1849-es forradalomtól és szabadságharctól az 1917-es Nagy Októberi Szocialista Forradalomig* (Le mouvement ouvrier hongrois, depuis la révolution et la guerre de libération de 1848—49 jusqu'à la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917). Budapest, 1954.

démagogie nationaliste — de larges masses laborieuses, surtout intellectuelles, petites-bourgeoises et paysannes tout en les éloignant de la lutte pour la transformation démocratique, voire en les dressant contre cette lutte.

Pendant la période qui avait suivi le tournant du siècle, le problème vital du mouvement ouvrier hongrois — donc de tout le progrès démocratique — était donc de savoir si le prolétariat combatif et révolutionnaire du pays parviendrait ou non à triompher de l'opportunisme qui prévalait à la direction du parti et des syndicats et à se créer un parti révolutionnaire nouveau. La réalisation de cette tâche historique dépendait dans une large mesure de l'exemple et de l'aide du *prolétariat international* et, avant tout, du *prolétariat russe*.

*

La force, le degré d'organisation et la combativité du mouvement ouvrier gagnaient rapidement au cours des premières années du XX^e siècle. Cette évolution se trouvait favorisée notamment par la crise économique de 1900—1903, qui frappa très lourdement les masses laborieuses. Au fur et à mesure que la lutte de classes s'exacerbait, l'attention du prolétariat hongrois se tournait, depuis le commencement du siècle, tout naturellement vers la Russie. Le 1^{er} mai 1901 de nombreux meetings «rendirent hommage notamment à nos camarades russes qui menaient une lutte sans merci contre la tyrannie». ¹¹ C'est ainsi, par exemple, que, dans un faubourg de Budapest, les ouvriers célébraient le 1^{er} mai adoptèrent une résolution «exprimant leur sympathie à l'égard du prolétariat russe. Ils se déclarent solidaires avec la lutte des étudiants et des ouvriers russes contre le capitalisme et le tsarisme unis». ¹² Quelques jours plus tard, les ouvriers de Budapest organisèrent un meeting monstre «pour faire connaître le mouvement de nos frères, les prolétaires russes» et «pour exprimer notre sympathie à leur égard». ¹³

A l'époque, mais surtout après le commencement de la guerre russo-japonaise, cet intérêt était général. Outre la classe ouvrière, les groupements d'intellectuels progressistes et même toute la presse et la littérature bourgeoises suivaient avec un vif intérêt les événements de Russie. La presse consacrait une large place aux nouvelles de la guerre, puis, par la suite, à partir du milieu de 1904, aux informations de plus en plus fréquentes qui parlaient de la fermentation intérieure de la Russie et de la maturation de la révolution. La presse rendit compte des démonstrations de protestation contre la guerre qui eurent lieu en novembre 1904 et l'on y trouve même des informations concernant le célèbre mouvement de grèves de Bakou, qui avait éclaté en décembre. ¹⁴ Des

¹¹ *Népszava*, du 5 mai 1901.

¹² *Népszava*, du 9 mai 1901.

¹³ *Népszava*, du 7 mai 1901.

¹⁴ *Népszava*, du 14 janvier 1905.

dépêches détaillées exposent la grève de janvier aux usines *Poutilov*, puis la grève générale politique, qui devait gagner toute la ville de St.-Pétersbourg. Ces informations servirent en Hongrie de fondement à l'opinion selon laquelle la Russie se trouvait au seuil d'une révolution. Le journal *Népszava*, organe central du parti social-démocrate, concluait, au début de janvier, son analyse de la situation en Russie en déclarant qu'on s'y trouvait «à la veille d'une révolution sanglante».¹⁵

La signification des informations venant de Russie dépassait et de loin le simple intérêt que l'opinion accorde habituellement aux nouvelles sensationnelles en matière de politique étrangère. En automne 1904, l'atmosphère politique était saturée, en Hongrie aussi, d'une tension prête à éclater. Outre la large poussée des mouvements de masse, la lutte s'était intensifiée même entre les divers groupements des classes dirigeantes. Le gouvernement du comte István Tisza — celui de l'oligarchie financière hongroise — s'opposait à tout ce qui eût pu troubler les relations austro-hongroises, s'engageant d'une manière absolue en faveur du maintien sans changement du régime dualiste. Voilà pourquoi il ne se bornait pas à étouffer avec une terreur brutale les manifestations révolutionnaires des masses populaires, mais qu'il s'efforçait d'employer la politique «de la poigne» à l'égard de l'opposition bourgeoise, qui exigeait un respect plus accentué des intérêts «nationaux». István Tisza ne devait pas reculer devant la violation ouverte des règles du parlementarisme,¹⁶ ce qui aboutit à irriter une opposition bafouée et à soulever une vague d'indignation dans l'opinion publique nationale. Le Parti Libéral (*Szabadelvű Párt*) fut lui-même atteint par la désagrégation, puisque d'importants groupements s'en détachèrent pour rejoindre les partis de l'opposition. Ce gain de forces permit à ceux-ci de mettre sur pied, vers la fin de 1904, la *coalition*, nom que prit l'alliance parlementaire contre le gouvernement Tisza. La base de cette coalition était constituée par un groupe de la bourgeoisie moyenne et des grands propriétaires qui n'avait pas été assujetti au capital financier.

A la fin de 1904, la crise du parlementarisme hongrois, qui durait depuis plusieurs années, revêtit des formes très violentes. Le parlement fut dissous et les nouvelles élections fixées à la fin de janvier 1905.

C'est donc dans cette situation extrêmement tendue que la nouvelle de la révolution russe parvint en Hongrie. L'effervescence de Russie et la crise de l'absolutisme tsariste qu'on détestait n'avaient pas été sans influencer l'esprit des électeurs au cours des semaines qui précédèrent les élections, mais la nouvelle du sanglant forfait dominical du tsar et la lutte héroïque des ouvriers russes furent nettement favorables aux candidats de l'opposition. A certains endroits,

¹⁵ *Népszava*, du 10 janvier 1905.

¹⁶ Par une violation brutale des règlements parlementaires, István Tisza arracha, le 18 novembre 1904, le vote du projet de loi concernant la modification des statuts parlementaires.

le candidat gouvernemental — bien qu'au commencement il eût des chances de l'emporter — essuya une défaite totale, parce que, pendant le vote, la nouvelle se répandit que des troupes hongroises allaient être envoyées en Russie pour soutenir le tsar.¹⁷ En effet, même la majorité des partis bourgeois accueillirent avec des protestations la nouvelle (et s'en servirent naturellement pour leur propagande électorale contre le gouvernement) concernant les projets d'intervention de la monarchie austro-hongroise, nouvelle qui s'était répandue dans le pays le 25 janvier.¹⁸ Les effets directs de la nouvelle de la révolution russe contribuèrent donc dans une mesure non négligeable à la défaite du gouvernement détesté de Tisza.

Les élections législatives de janvier 1905 eurent pour résultat *l'effondrement du Parti Libéral*, qui avait été l'un des piliers les plus solides du Compromis de 1867, qui avait gouverné sans que sa position eût été ébranlée, pendant 30 années et qui avait soutenu le régime réactionnaire issu du Compromis de 1867. La coalition des opposants obtint la majorité. Les contradictions à l'intérieur des classes dirigeantes s'en trouvèrent approfondies et la *crise du régime gouvernemental* devenait latente. La période qui s'ouvrait devait décider dans quelle mesure la lutte des masses opprimées réussirait à élargir la brèche du pouvoir des oppresseurs.

*

«Le prolétariat du monde entier regarde maintenant le prolétariat de Russie avec une impatience fiévreuse», écrivit Lénine pendant les journées qui suivirent immédiatement la révolution.¹⁹ L'événement historique avait, en effet, secoué le monde. Il déclencha un écho tout particulièrement profond dans la Monarchie Austro-Hongroise, si proche de la Russie de tsar. Le prolétariat de Hongrie manifesta avec une force élémentaire son enthousiasme et sa combativité. La presse ouvrière fut la première à traduire cette atmosphère, en saluant avec ardeur les prolétaires russes. «Il n'y a jamais eue de lutte qui eût soulevé tant de dévouement et tant d'enthousiasme chez ceux qui servent l'émancipation du peuple», écrivait le journal *Népszava*. «Ces événements font que les opprimés se tournent vers la Russie avec confiance et espoir»: le renversement du tsarisme fait redoubler d'intensité la lutte de la classe ouvrière de tous les pays.²⁰ Le *Népszava* invitait alors les prolétaires de Hongrie à se tourner vers Moscou et St.-Pétersbourg «avec le recueillement du mahométan qui se tourne vers La Mecque pour dire ses prières». «Songez donc que leur lutte est une lutte prolétarienne et leur sang du sang prolétarien, qui coule pour nous

¹⁷ Dans la ville de Kézdivásárhely, en Transylvanie, la nouvelle de l'intervention projetée «fanatisa les masses contre le gouvernement». *Budapesti Hírlap*, du 28 janvier 1905.

¹⁸ *Friss Ujság*, du 25 janvier 1905 ; *Budapesti Hírlap* du 25 janvier 1905 ; *Egyetértés*, du 26 janvier 1905.

¹⁹ Lénine, *Oeuvres*, vol 8, p. 80 (éd. russe).

²⁰ *Népszava*, du 24 janvier 1905.

comme pour tous les opprimés. Songez donc que leur sort est aussi le nôtre, que leur victoire est la défaite de tous les tyrans et le commencement de l'écrasement de tous les jougs». ²¹

Cette pensée revenait alors pendant des semaines, dans toute la presse ouvrière hongroise et dans celle des nationalités. Nous nous bornerons à ne citer ici qu'un seul exemple, celui d'un article du journal croate *Crvena Sloboda*. Intitulé «Revulucija», l'éditorial rend un hommage admiratif au peuple russe qui s'est soulevé et «commence à payer sa dette à l'Histoire». La révolution russe a magnifiquement attisé, dans les masses populaires croates et serbes, le sentiment de leur amitié séculaire et inextinguible pour le grand peuple russe. Les ouvriers croates et serbes, écrit le journal *Crvena Sloboda*, «expriment au peuple russe leur sympathie la plus ardente et lui clament : en avant, frères ! Tenez bon dans la lutte, écrasez le tyran et préparez le chemin, pour que tous les opprimés puissent, le plus tôt possible, dire avec Petőfi, poète de la liberté : «Émancipons le peuple!» Vive donc la Russie ! A bas la tsar!» ²²

Outre les ouvriers, les intellectuels progressistes espéraient aussi d'immenses changements de la Russie. Notre grand poète révolutionnaire Endre Ady considérait la révolution russe comme le combat décisif de toute l'humanité. «C'est comme si tous les tourments de l'humanité s'étaient accumulés dans le pays de tsar ; le sang y coule à flots . . . Ce monde fait de crimes, de stupidité, de misère et de servitude sera-t-il suivi de l'aube d'un monde meilleur?» ²³

Quant aux intellectuels bourgeois radicaux, ils pensaient : «. . . il n'y a jamais eu de révolution pareille au monde . . . La Russie aura été le point de départ de la révolution nouvelle, de la première grande entreprise de la pensée sociale». ²⁴ Même dans la presse libérale de l'époque, on lit de nombreuses déclarations dans ce sens : «. . . le sang des pauvres ouvriers de St.-Pétersbourg coule pour le salut du monde entier . . .», ²⁵ ou «la Russie traverse une crise d'importance mondiale et historique, qui finira, malgré tout, par faire naître la liberté du peuple russe, écrasant et mettant en lambeaux la tyrannie russe». ²⁶

Les contemporains hongrois évaluaient la signification des événements de Russie avec un sens incontestable de l'Histoire. Or, cela s'explique pour une large part par les nombreuses analogies entre les deux pays et par le fait que la Hongrie était grosse, elle aussi, d'une révolution bourgeoise-démocratique. La compréhension et la sympathie large et ardente à l'égard de la révolution russe doivent cependant avant tout être considérées comme l'expression de l'esprit révolutionnaire des *masses populaires de Hongrie*.

²¹ *Népszava*, le 26 janvier 1905.

²² *Crvena Sloboda*, du 1^{er} janvier 1905.

²³ Gyula Földessy : *Ady és az 1905-ös orosz forradalom*. (Ady et la révolution russe de 1905.) Paru dans : *Magyar Történetész Kongresszus*, (Congrès des Historiens Hongrois). Budapest, 1954.

²⁴ *Budapesti Napló*, du 24 janvier 1905.

²⁵ *Magyar Hírlap*, du 25 janvier 1905.

²⁶ *Friss Ujság*, du 23 janvier 1905.

Dès la fin janvier et les premiers jours de février, les ouvriers de Hongrie organisèrent plusieurs meetings et manifestations en faveur de la révolution russe. Le 5 février, il y eut à Budapest un grandiose meeting de masse, au cours duquel les ouvriers hongrois, slovaques, roumains, serbes et allemands de la capitale rendirent hommage à la révolution russe. La résolution, adoptée à l'unanimité par cette réunion populaire «exprime son mépris pour la bestialité du tsarisme, suppôt principal de la réaction internationale» et «adresse son ardent salut aux frères révolutionnaires de Russie, en lutte pour le renversement du tsarisme et par là, pour l'émancipation complète de l'humanité». ²⁷

Force était au journal *Népszava* aussi de refléter cet esprit combatif et cette attitude consciente de la classe ouvrière, lorsqu'il déclarait notamment, dans son compte-rendu de cette réunion populaire, que celle-ci «avait exprimé avec éclat nos sympathies et la fait que nous avons reconnu que notre situation ressemblait à celle de la Russie», que la lutte de leurs frères les prolétaires de Russie «n'est pas seulement sympathique aux ouvriers conscients de Hongrie, mais revêt pour eux une double actualité». ²⁸

La terreur du tsarisme soulevait jusqu'au bout des protestations véhémentes. Ainsi, par exemple, à la nouvelle de l'emprisonnement de Gorki, les étudiants et les ouvriers socialistes manifestèrent sur le Boulevard, sous les mots d'ordre «Vive Gorki! Vive la révolution russe!» La manifestation fut dispersée par la police. ²⁹ Les intellectuels protestèrent presque unanimement contre l'emprisonnement de Gorki. ³⁰

L'élite de la jeunesse estudiantine, les étudiants socialistes se rallièrent aux dizaines de milliers d'ouvriers. Leur grande réunion, qui eut lieu à la fin de février, adressa un salut fraternel aux intellectuels révolutionnaires de Russie, en ces termes : «Frères! Vous avez montré l'exemple à suivre aux combattants de la liberté de l'humanité civilisée tout entière!... Votre victoire définitive sera le signal de notre combat pour la liberté. Triomphez, frères, afin que nous puissions vaincre aussi!». ³¹

Le forfait que le tsar fit perpétrer à l'occasion du «Dimanche Sanglant» rappela au peuple hongrois le douloureux souvenir de l'étouffement de la guerre de libération de 1848. La haine du tsar gagna en intensité et le peuple hongrois n'en éprouva que plus profondément sa solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple russe, appelé à venger sa propre guerre de libération écrasée. S'efforçant de gagner l'opinion nationale, la presse bourgeoise se fit à plusieurs reprises

²⁷ *Népszava*, du 7 février 1905.

²⁸ *Népszava*, du 7 février 1905.

²⁹ Archives de l'Institut du Mouvement Ouvrier Hongrois (abr. MMI Arch.) H. XV. 1/15. Mémoires d'Emil Madarász.

³⁰ V. *Gorkij Magyarországon* (Gorki en Hongrie). Budapest, 1951, p. 11. Voir encore *Friss Ujság* du 2 février 1905, *Budapesti Hírlap* du 2 février 1905.

³¹ *Népszava*, du 28 février 1905.

l'écho de cet esprit. Rappelant «notre révolution d'il y a 50 ans», le journal *A Nap* saluait la révolution russe par le célèbre poème de Petőfi : «Tu montres enfin ta puissance, ô peuple!» Et le journal ajoutait qu'en Russie, «on pourrait même achever cette citation, jusqu'à la fin de la strophe.» «Pendez les ...». ³² Le même journal déclarait plus tard : «Le tsar des Russes ne sera plus le geôlier de l'Europe et le complice de tous les tyrans. Ses armées n'imposeront plus triomphalement les chaînes de l'esclavage et n'imposeront plus jamais . . . un empereur à la Hongrie . . .». ³³

Ces manifestations de sympathie de la presse de l'opposition à l'égard de la révolution russe reflétaient sans aucun doute *l'effet des sentiments véridiques des masses populaires hongroises*. En exprimant leur sympathie à l'égard du peuple russe et leur anti-tsarisme, les partis bourgeois de l'opposition entendaient démontrer leurs conceptions libérales et augmenter leur influence.

Les milieux les plus réactionnaires des classes dirigeantes hongroises, l'oligarchie financière et l'aristocratie terrienne accueillirent la révolution russe dès le premier instant avec une terreur panique et une haine non dissimulée, cachant à peine leur sympathie *pour le tsar*. Rien ne montre mieux leur bouleversement que le rythme fiévreux de la Bourse, poulx du grand capital. Les 23 et 24 janvier, la nervosité s'empara de la Bourse. «Les récentes nouvelles arrivées de Pétersbourg ont incité la contre-partie à agir, lit-on dans le rapport de la Bourse. De temps à autre, les affaires ont revêtu les caractères de la panique». ³⁴

La presse du clergé révélait avec une relative sincérité les sentiments de la réaction hongroise. Dès les premiers jours qui suivirent la révolution, cette presse croyait savoir qu'à Pétersbourg, «il s'agissait d'une simple grève ouvrière, dépourvue de toute répercussion dangereuse pour l'État russe et le souverain». ³⁵ Elle s'empressa de rassurer les «inquiets», affirmant qu'il n'y avait en Russie ni révolution ni mouvement pour la réforme constitutionnelle, mais seulement des incidents provoqués par quelques «grévistés mécontents». «Exaspérés, les ouvriers des usines ont passé les limites de l'ordre public . . . leur sang a teinté de rouge la neige de St.-Pétersbourg.» Mais «les ouvriers ont beau s'armer . . . il faut que l'ordre règne!» C'est là ce que la presse du clergé, dissimulant mal sa peur sous le cynisme, trouve pour commenter le massacre de Pétersbourg. ³⁶ Il va de soi que, pour la réaction cléricale, la source du mal n'était pas la tyrannie du tsar, mais l'activité des «agitateurs socialistes». ³⁷

*

³² *A Nap*, du 25 février 1905. Le titre et le refrain du poème cité de Petőfi : «Pendez les rois!»

³³ *A Nap*, du 10 novembre 1905.

³⁴ *Az Ujság*, du 23 janvier 1905.

³⁵ *Alkotmány*, du 25 janvier 1905.

³⁶ *Ibid.*, du 26 janvier 1905.

³⁷ *Ibid.*, du 8 mars 1905.

L'étude de l'influence de la révolution russe en Hongrie ne saurait se borner à enregistrer les échos des premières informations, les manifestations de sympathie et les démonstrations. Dans un «pays explosif» comme la Hongrie, où l'impérialisme avait objectivement inscrit à l'ordre du jour l'achèvement de la révolution bourgeoise-démocratique et où tout portait à croire que cette révolution était effectivement en gestation, la révolution russe devait nécessairement produire un effet beaucoup plus *profond* et plus *vivant*, pour devenir le stimulant direct des luttes sociales et politiques.

Le pouvoir fécondant de la révolution russe se manifesta chez nous d'abord par les progrès de l'idée d'une *grève générale politique des masses*. Cette idée se répandit au sein de la classe ouvrière hongroise en même temps que les premières informations concernant la révolution russe. En février et en mars 1905, tous les syndicats de Hongrie organisèrent la réunion de leurs effectifs. L'ordre du jour de ces réunions comprenait partout la révolution russe et la situation politique en Hongrie, ainsi que la lutte pour le suffrage universel. Ces réunions syndicales mobilisèrent de larges masses et montrèrent combien la révolution russe avait secoué la classe ouvrière et l'avait incitée à l'action.

Dans de nombreux cas, la résolution approuvant la grève générale fut complétée par un hommage à la révolution russe. De nombreuses réunions exprimèrent leur sympathie «à l'égard de nos frères, les ouvriers de Russie, flétrissant avec mépris les massacres et l'absolutisme du tsar».³⁸

Au cours des premiers mois de 1905, les masses prolétariennes de Hongrie ne se résignaient pas du tout à l'inertie du Parti Social-démocrate. Bien que le parti n'organisât aucun assaut coordonné contre le régime des grands propriétaires et des grands capitalistes en proie à la crise, les masses prolétariennes engagèrent la lutte contre leurs oppresseurs, sur leur propre terrain et sur le plan local. Au printemps et en été 1905, l'influence de la révolution russe se fit sentir en Hongrie par une poussée d'une violence sans précédent de la lutte de classes. Une puissante *vague de grèves* déferla sur la Hongrie.

A partir du commencement du printemps, les grèves massives devinrent de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. A la fin de mars, il y eut à Szeged, une grève qui gagna toute la ville ;³⁹ au même moment, une «grève sanglante» eut lieu à Gyöngyös.⁴⁰ Au début de mars, les ouvriers serruriers d'Arad déclenchèrent une lutte unitaire, puis toute la classe ouvrière de Nagyvárad (Oradea Mare) engagea le combat pour la défense des grévistes du bâtiment, sous les mots d'ordre suivants : «La rue est à nous ! Vive la grève générale !»⁴¹

³⁸ *Népszava*, des 14, 16 et 18 février et des 3, 7, etc. mars 1905.

³⁹ *Népszava*, des 5 et 7 avril 1905.

⁴⁰ *Népszava*, du 30 mars 1905.

⁴¹ *Népszava*, des 12, 13, 14 avril 1905.

Ces quelques manifestations d'importance attestent combien le journal *Népszava* avait raison, en avril 1905, de parler de «tremblement de terre». «Le pays tout entier s'est ébranlé dans ses fondements mêmes. Les ouvriers d'une profession après l'autre, ceux des ateliers, des usines, des chantiers posent leurs outils . . .» «Il n'existe peut-être aucun pays d'Europe Occidentale dont les ouvriers eussent manifesté, au cours de ces dernières années, autant de force révolutionnaire que celle que les opprimés de Hongrie ont mise à rattraper tout ce qu'ils ont manqué. En dehors de la Russie, dans aucun pays la terre ne tremble avec autant de violence . . . Le volcan est en ébullition, la terre gronde . . .».⁴²

Le XII^e congrès du Parti Social-démocrate se réunissait au milieu de ce «tremblement de terre», fin avril 1905. Le congrès accusait nettement les effets de la révolution russe et de l'essor robuste du mouvement en Hongrie. C'est au cours de ce congrès que, pour la première fois, une opposition, c'est-à-dire *un courant de gauche* se constitua contre la direction opportuniste du parti. Des critiques nombreuses et énergiques furent formulées à l'égard de la direction. Une grande partie des délégués lui reprocha ses lâches compromis avec les classes dirigeantes, exigeant la mise en application de méthodes de lutte révolutionnaires. Critiquant la tactique de temporisation de la direction du parti, un délégué formula nettement la question : «Le *Népszava* compare toujours les conditions de la Hongrie à celles qui règnent en Russie, mais lorsqu'il s'agit de tactique, elle invoque invariablement l'Allemagne. Je vois là une profonde contradiction.».⁴³ La revendication d'une grève générale politique de masse surgit encore à ce congrès très vigoureusement.

L'entrée en scène de cette tendance militante de gauche apportait, certes, une note nouvelle, mais ne parvint pas à marquer de son empreinte les travaux et les résolutions du congrès. En définitive, le XII^e congrès du Parti Social-démocrate de Hongrie n'aboutit pas à un tournant. Le parti ne prit pas la tête du courant révolutionnaire, ne donna pas aux masses des mots d'ordre clairs et révolutionnaires, mais, au contraire, continua de freiner et d'égarer les manifestations instinctives de la puissance révolutionnaire de la classe ouvrière.

Malgré cet obstacle intérieur considérable, le mouvement de masse hongrois conserva sa tendance ascensionnelle même après le congrès et atteignit son sommet entre mai et juillet. Le nombre des grévistes fut de trente fois plus élevé que celui de janvier-février et, selon les calculs approximatifs dépassait 60.000. Outre les ouvriers de toute une série de villes de province, des professions les plus importantes et des catégories les plus conscientes, les larges masses d'ouvriers inorganisés et peu instruits, les ouvrières et les paysans pauvres se joignirent à la lutte. A maints endroits, la célébration du I^{er} mai déjà prit un caractère

⁴² *Népszava*, des 5 et 7 avril 1905.

⁴³ Procès-verbaux du XII^e congrès du Parti Social-démocrate de Hongrie. Budapest 1906, p. 105.

combatif déjà — bien que, compte tenu de la «situation extraordinaire», le parti social-démocrate eût lancé l'idée d'une manifestation «pacifique». Une semaine plus tard, la grève éclata à Osjek, au milieu de luttes d'une violence extrême. La troupe attaqua la réunion des ouvriers. Il y eut des combats de rue toute la journée. Les ouvriers firent face aux assauts renouvelés de la troupe et de la gendarmerie. Ils capturèrent et désarmèrent une formation de la gendarmerie. «L'émotion atteignit un tel degré qu'à la suite des événements l'état de siège fut décrété. Les usines et les édifices publics sont gardés par la troupe», annonçait une dépêche de l'Agence Télégraphique Hongroise.⁴⁴

Après plusieurs mouvements d'envergure, comme ceux des ouvriers du cuir, à Ujpest, des gaziers et des ébénistes de Budapest, des ouvrières textiles de Vác, ce fut à la fin mai la grève jusqu'alors la plus grande dans l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. Nous parlons de *la grève générale des métallos*. Le *Bulletin des Syndicats* constatait à ce sujet : «L'histoire des luttes entre le capital et le travail vient de s'enrichir de faits intéressants, jusqu'à présent à peu près inconnus en Hongrie. Les ouvriers des usines métallurgiques de Budapest n'avaient encore jamais fait grève dans leur totalité.»⁴⁵ Le mouvement, qui dura six semaines et affecta près de 30.000 ouvriers dépassa les limites d'une simple grève des salaires, posant — bien que sur le plan limité des usines — le problème du pouvoir, en demandant pour les ouvriers le droit d'intervenir dans l'embauchage et le licenciement des ouvriers et des chefs d'atelier. L'immense masse ouvrière offrit un exemple magnifique de solidarité unanime et de combativité. «Le 28 mai, il y eut un grand meeting, comme jamais auparavant les métallos n'en avaient fait», déclare à ce sujet le compte-rendu du Conseil des Syndicats. «La plus émouvante des éloquences n'eût pas suffi à empêcher la proclamation de la grève générale. Au cours de ce meeting, certains camarades dirigeants s'étaient élevés contre la grève générale, mais en vain. Au moment du vote, la lutte pour les salaires fut décidée au milieu d'un enthousiasme irrésistible, à l'unanimité contre une seule voix.»⁴⁶

Les métallos soutinrent la lutte pendant six semaines contre les attaques des patrons et de la police, ainsi que contre les tentatives de désarmement de leurs propres dirigeants syndicaux et des dirigeants du parti.

La grève des métallos dont la nouvelle s'étendit dans tout le pays durait encore, lorsque, dans les premiers jours de juillet, les mineurs de Pécs débrayèrent également. Les 3.000 mineurs de la région de Pécs avaient résolu de ne plus se soumettre à l'exploitation inhumaine pratiquée par leur compagnie, propriété d'un monopole autrichien. Soucieux de protéger les bénéfices du grand capital autrichien, le gouvernement hongrois fit investir les abords des mines par la troupe et la gendarmerie. Les gendarmes commencèrent par enlever

⁴⁴ *Népszava*, du 11 mai 1905.

⁴⁵ *Bulletin des Syndicats*, juin 1905.

⁴⁶ *Ibid.*

quelques grévistes pour les forcer à reprendre le travail, mais les ouvriers s'armèrent de leurs pics et ripostèrent par une grêle de pierres.⁴⁷ Au bout de cinq semaines de lutte sans merci, les mineurs eurent gain de cause et obtinrent la réalisation de la plupart de leurs revendications immédiates. Au moment même de la grève des mineurs de la région de Pécs, tous les ouvriers de la ville de Debrecen s'unissaient pour soutenir la lutte des ouvriers lock-outés du bâtiment.⁴⁸

L'essor révolutionnaire du mouvement du prolétariat hongrois, dont nous n'avons cité ici que quelques exemples parmi les plus saillants, finit par entraîner à sa suite le *prolétariat agricole*, la catégorie la plus opprimée et la plus combative de la paysannerie. La braise qui couvait sous la cendre depuis les mouvements des socialistes agraires, étouffés dans le sang aux environs de 1890 s'enflamma violemment au cours de l'été 1905. La grève des moissonneurs et des journaliers déferla sur la Transdanubie. Le mot grève ne suffit d'ailleurs pas pour donner une idée authentique de ce mouvement de masse qui avait éclaté par endroits avec la puissance d'un véritable soulèvement. Pendant deux mois, ce furent de véritables guerres, mettant en jeu de véritables armées, de part et d'autre, dans les «*puszta*» des grands domaines de Transdanubie. Selon certains calculs approximatifs, 20.000 à 25.000 travailleurs participèrent à ces grèves de moissonneurs et de domestiques de culture en Transdanubie et au moins 5000 soldats, infanterie, cavalerie, et gendarmerie, furent mobilisés contre eux. La lutte exigea un lourd tribut de sang. Les gendarmes tuèrent et blessèrent un grand nombre de grévistes. Les prisons départementales, les maisons d'arrêt des villages et jusqu'aux étables de certains domaines étaient bondées de journaliers et d'autres ouvriers agricoles arrêtés.⁴⁹

L'étude de l'influence de la révolution russe permet de constater que les nouvelles de la révolution parvenaient aux populations campagnardes. Les rapports et les comptes-rendus officiels concernant l'état d'esprit de la paysannerie, signalent à plusieurs reprises l'effet considérable obtenu dans les villages par l'agitation des «*feuilles à un sou*». Ces journaux populaires, socialistes et radicaux, «*à un sou*» — déclarent les autorités départementales — «*exagèrent les faits*», pour inciter ainsi les pauvres gens du village à manifester ouvertement.⁵⁰ L'excellent écrivain hongrois Péter Veres évoque dans ses mémoires ses souvenirs personnels de l'état d'esprit né de la révolution russe. Ces journaux populaires à un sou, écrit-il, «*. . . donnaient une telle forme aux nouvelles de la révolution russe de 1905, qui avait éclaté à la suite de la guerre russo-*

⁴⁷ *A Munkás* (journal ouvrier de Pécs), du 9 juillet 1905. *Népszava*, du 22 août 1905.

⁴⁸ *Népszava*, du 30 juin 1905 et du 12 juillet 1905.

⁴⁹ Pour l'étude détaillée du mouvement de grèves, voir Klára Mérey : *Agrárszocialista mozgalmak Déldunántúlon 1905-ben* (Les mouvements du socialisme agraire en Transdanubie du Sud, en 1905). *Századok*, 1953, N° 4. Des données récapitulatives se trouvent pp. 599—600.

⁵⁰ V. MMI Arch. A. XV. 3—1905—2 et Archives de Kaposvár, fonds de la Préfecture du département de Somogy, documents confidentiels 90—1905.

japonaise . . . ils tendaient à tel point l'imagination vierge des campagnards que même les paysans les plus méfiants et les plus sceptiques avaient le sentiment que la fin du monde était arrivée. La révolution allait éclater et déferler sur l'univers. Le tsar allait tomber et l'empereur d'Autriche avec lui, parce que ces deux-là vont ensemble». ⁵¹ D'autres sources attestent également l'immense intérêt soulevé au sein de la paysannerie. En juillet 1905, le journal *Magyar Földművelő*, du département de Szatmár, publiait un résumé des événements de la révolution russe, en le faisant précéder de la remarque suivante : «Les lettres que nous adressent nos lecteurs nous permettent de constater qu'ils portent un intérêt très marqué aux événements de Russie. Voilà pourquoi nous avons décidé d'en donner une explication détaillée . . .». ⁵²

Ce fut cependant en premier lieu la classe ouvrière qui transmit à la paysannerie l'influence mobilisatrice de la révolution russe. Les circonstances qui ont présidé à l'origine et au déroulement de la grève des moissonneurs de Transdanubie attestent on ne peut mieux ce fait. Le départ du mouvement fut très largement déterminé par la grève générale d'Osijek, dont l'influence se répandit dans les villages de toute la région, jusque dans la Transdanubie du Sud. ⁵³ Par la suite, on retrouve des *ouvriers socialistes de la province* dans les foyers les plus importants de la lutte, dans l'organisation et même souvent à la direction. ⁵⁴ La profondeur de l'influence du mouvement ouvrier ressort encore du fait que ces prolétaires agricoles, qui combattaient avec l'arme de la grève, c'est-à-dire celle des ouvriers des villes, se proclamaient *socialistes* avec fierté. Dans le département de Fejér, le fonctionnaire délégué pour assurer la protection d'un domaine seigneurial — ne pouvant agir sur les grévistes par la «persuasion» — leur intima l'ordre de se ranger en deux groupes, les socialistes à gauche. «Or, — déclare le rapport contemporain, — à notre plus grande surprise, il dut voir que tous les ouvriers se rangèrent à gauche et entonnèrent la Marseillaise». ⁵⁵

*

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail des mouvements de grève de 1905. Il nous semble cependant indispensable d'étudier les sources et les principales caractéristiques de cette poussée jusqu'à présent unique dans l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. Il convient de signaler avant tout que la montée révolutionnaire du printemps et de l'été 1905 se développa sans avoir

⁵¹ Péter Veres : *Falusi krónika* (Chronique de village). Budapest 1941, p. 197.

⁵² *Magyar Földművelő*, du 16 juillet 1905, p. 224.

⁵³ Archives de Pécs, département de Baranya, fonds du sous-préfet, 707—1905. Cité par Klára Mérey *op. cit.*, p. 568.

⁵⁴ Archives de Kaposvár, fonds de la préfecture du département de Somogy, documents confidentiels 99—1905. MMI Arch. A. XV. 3—1905—2.

⁵⁵ *Népszava*, du 11 juillet 1905.

été dirigée par le parti social-démocrate et même, le plus souvent, malgré le parti. L'activité des dirigeants du parti et des syndicats visait ouvertement à la «conciliation» et au maintien du «calme», ce qui représentait, dans les conditions données, l'abandon des intérêts de la classe ouvrière.

Compte tenu du rôle de frein de la direction du parti, nous pourrions étudier bien mieux l'immense essor du mouvement ouvrier hongrois de 1905, ainsi que les influences et les éléments qui ont favorisé cet essor. Nous devons ici en signaler les deux plus importants.

Le premier était constitué par la situation intérieure. La crise du régime gouvernemental continuait de s'approfondir. Après plusieurs tentatives infructueuses, qui eurent lieu au printemps et en été 1905, aucun accord n'avait pu encore se réaliser entre les partis de la coalition parlementaire qui détenaient la majorité, et le souverain. Invoquant le «droit public», la coalition avait certes fait déjà de larges concessions et ses revendications «nationales» s'étaient réduites à vouloir obtenir le commandement hongrois dans les unités hongroises de l'armée de la monarchie, mais elle tenait à cette revendication. Force lui était d'ailleurs d'y tenir, car l'aspiration à une émancipation nationale complète s'était si fortement emparée des masses patriotiques et des couches moyennes, qu'après avoir conquis la majorité grâce à ses mots d'ordre nationaux, la coalition ne pouvait se risquer à abandonner complètement son programme. Les circonstances, du reste, ne l'y obligeaient pas. C'est, en effet, avant tout le pouvoir des Habsbourg qui avait subi les effets de la révolution russe, de l'ébranlement du tsarisme et des mouvements à l'intérieur de la monarchie, tandis que la bourgeoisie hongroise de l'opposition s'efforçait précisément de mettre à profit la situation embarrassée de la dynastie pour en extorquer des concessions. Les milieux gouvernementaux de Vienne, cependant, n'étaient pas disposés à céder. Les réformes militaires et l'adoption du hongrois comme langue de commandement, pensaient-ils, auraient précisément sapé l'unité de l'armée commune, seul soutien solide de la monarchie branlante, déclenchant ainsi un processus de désagrégation que plus rien n'aurait pu arrêter. Ils ne savaient d'ailleurs que trop bien que les propriétaires terriens et la bourgeoisie de Hongrie avaient trop de choses à craindre chez eux, pour que l'envie pût les prendre de se lancer dans des aventures guerrières à la «kouroutz». Voilà pourquoi François-Joseph ne permit pas aux partis de la coalition de constituer leur cabinet.

Pendant les négociations, qui s'étirèrent sur plusieurs mois entre le souverain et la coalition, le gouvernement Tisza restait au pouvoir, malgré l'échec qu'il avait subi en janvier, mais sa position devenait de plus en plus intenable. Tisza lui-même adressa plusieurs rapports désespérés au souverain, dans lesquels il faisait part de sa situation critique. «Partout, dans le pays, les signes de la décomposition et de l'anarchie se multiplient chaque jour», écrivait-il à la fin d'avril. «Les gens ont raison de considérer ce gouvernement comme un cadavre politique, dont l'existence se réduit désormais à une apparence, mais

qui n'inspire plus ni peur ni confiance et qui est parfaitement impuissant.». ⁵⁶ Le baron Géza Fejérváry, général chargé quelques semaines plus tard de mettre sur pied une combinaison gouvernementale nouvelle, peignit un tableau tout aussi sombre : « . . . toutes les couches de la population, c'est-à-dire aussi bien les milieux intellectuels que le corps des fonctionnaires sont soit intimidés par l'activité sans frein de l'opposition, soit emportés eux-mêmes par les courants politiques faux du temps présent.». ⁵⁷ Tout cela fait ressortir on ne peut plus clairement que les classes dirigeantes étaient désormais incapables de gouverner à l'ancienne manière.

«Il est devenu impossible aux classes dirigeantes de maintenir leur règne sous une forme inchangée ; les «couches supérieures» sont aux prises avec une crise quelconque . . . il se fait en conséquence une brèche, qui est forcée par le mécontentement et l'effervescence des classes opprimées», voilà comment *Lénine* définit l'une des conditions de la *situation révolutionnaire*. ⁵⁸ En été 1905, les classes dirigeantes de Hongrie se débattaient, de toute évidence, dans une crise. Leur système de domination, celui du dualisme, se trouvait profondément ébranlé. C'était là l'un des éléments qui avait favorisé la poussée de mécontentement des masses laborieuses hongroises et des masses laborieuses des nationalités.

L'autre élément décisif était l'influence constante de *la révolution russe*, qui parvenait sans cesse dans notre pays. Au cours du printemps et de l'été 1905, de nombreuses nouvelles arrivaient, les unes après les autres, concernant le 1^{er} mai de Russie, les grèves puissantes et les conflits armés qui éclataient de plus en plus souvent. La révolte à bord du *croiseur Potemkine* produisit un effet particulièrement profond sur l'opinion nationale. «Navire de guerre de la Révolution», ⁵⁹ le *Potemkine* devint le symbole de la décomposition de l'armée du tsar, mettant à la portée des gens les plus simples, plus clairement que tous les événements survenus jusqu'alors, la crise mortelle du tsarisme. La lutte du croiseur en révolte devait inspirer notre littérature et frappa même les gens éloignés de toute politique. Selon les Mémoires de Péter Veres, cités plus haut, les paysans voyaient un «signe du monde nouveau» dans le fait «que les équipages de la flotte de la Mer Noire s'étaient révoltés et avaient jeté leurs officiers pardessus bord». ⁶⁰ Mais le fait le plus caractéristique est sans doute qu'un artisan de province voulut *donner le nom de Potemkine* à son fils nouveau-né. ⁶¹ L'effet produit par les nouvelles de la révolte à bord du *Potemkine* devait encore

⁵⁶ Rapport d'István Tisza à François-Joseph, du 24 avril 1905. Archives Nationales (abr. O. L.) Kabinetts-Archiv. Geheime Akten. Nachlass Daruváry. Carton n° 25.

⁵⁷ Rapport de Fejérváry à François-Joseph, du 28 mai 1905. O. L. Kabinetts-Archiv. Geheime Akten. Nachlass Daruváry. Carton n° 25. Bildung des Kabinetts Baron Fejérváry.

⁵⁸ Lénine, *Oeuvres*, vol. 21. p. 189 (éd. russe).

⁵⁹ *Népszava*, du 1^{er} juillet 1905.

⁶⁰ Péter Veres, *op. cit.* pp. 197—198.

⁶¹ *Somogyi Hírlap*, du 1^{er} août 1905. Cité par Klára Mérey *op. cit.* p. 598.

gagner, du fait de l'arrivée en Hongrie d'un groupe assez nombreux des matelots du croiseur, qui avaient débarqué en Roumanie en juin 1905. Ils passèrent par plusieurs villes de la Transylvanie et aussi par Budapest. Partout, les ouvriers firent un ardent accueil aux marins entrés vivants dans la légende.⁶² Un certain nombre d'entre eux s'installèrent en Hongrie et se joignirent au mouvement ouvrier hongrois.

Dans les conditions d'une *crise révolutionnaire* en pleine fermentation, *l'influence de la révolution russe* contribua donc pour une part tout à fait essentielle à la poussée des mouvements de masse de Hongrie, au cours du printemps et de l'été 1905. Elle a, dans une certaine mesure, contrebalancé les activités démoralisantes et temporisantes des dirigeants du parti social-démocrate, encourageant le peuple travailleur à la lutte et lui infusant de l'espoir. Sans tenir compte de cette influence, il ne nous serait guère possible de comprendre certains traits jusqu'alors inconnus de ce grand mouvement de grèves.

Ces grèves se distinguent des grèves antérieures premièrement par leur durée, leurs proportions et leur degré de violence. Selon les renseignements défectueux offerts par la statistique syndicale du mouvement gréviste — statistique entreprise précisément en 1905 — il y eut, cette année-là, 346 grèves *déclarées*, totalisant près de 60 000 grévistes. Le nombre des journées chômées dépasse 1 800 000, ce qui représente plus de trente journées chômées par gréviste.⁶³ En ajoutant à ces chiffres les grèves des moissonneurs qui ne figurent pas au tableau, les grèves non déclarées et les petites grèves de solidarité de 24 et de 48 heures, le nombre des grévistes devra être évalué certainement bien au-dessus de 100 000. Près des deux tiers de ces grèves eurent lieu entre mars et juillet.

Un des traits importants de l'extension du mouvement de grèves consiste dans le ralliement massif des *catégories jusqu'alors éloignées de la lutte économique et politique* et des ouvriers non spécialisés et inorganisés. Le degré d'organisation et l'activité de catégories arriérées ou négligées, comme les ouvriers agricoles, les domestiques, les ouvrières et les jeunes, montaient rapidement en 1905.⁶⁴ L'essor de la lutte des *masses prolétariennes des nationalités* doit être tout particulièrement signalé.

Le trait le plus important de ce mouvement de grèves ascensionnel en 1905 fut d'avoir *dépassé*, quant à ses mobiles et à ses objectifs, *les simples luttes de salaire*, et d'avoir accordé, en général, une place à certaines revendications *politiques*.

Les mouvements de masse de la première moitié de 1905 montrèrent l'immense énergie qui s'était accumulée au sein des larges masses de la classe ou-

⁶² *Népszava*, du 15 juillet 1905.

⁶³ *Népszava*, Almanach de l'année 1907, pp. 31—32. — Les statistiques du Syndicat des Métaux donnent des chiffres analogues. V. *MMI Arch. Vsz.* 4—1905.

⁶⁴ Signalons que le mouvement organisé des jeunes et des ouvrières date de 1905. Le journal *Ifjúmunkás* (Jeune Ouvrier) est né à la fin de 1904 et le journal *Nőmunkás* (Ouvrière) au printemps de 1905.

vrière et des déshérités de la campagne. Ils montrèrent en même temps que l'activité de ces travailleurs soumis à une exploitation et à une oppression multiples s'était intensifiée dans une mesure considérable et que les masses populaires ne voulaient plus vivre de l'ancienne manière. Lénine énumère parmi les caractéristiques essentielles de la situation révolutionnaire le fait que «la misère et les souffrances des classes opprimées sont plus grandes que d'habitude... L'activité des masses... s'intensifie considérablement», «ceux d'en bas *ne veulent plus* de l'ancien» et exigent le changement.⁶⁵ Dans les conditions d'une révolution ascensionnelle en Russie et d'un essor révolutionnaire général en Europe Centrale et Orientale, la brusque exacerbation de la lutte de classes, s'ajoutant à la crise du régime gouvernemental de plus en plus grave des classes dirigeantes de Hongrie atteste d'une manière incontestable qu'en été 1905, on était, en Hongrie, en présence d'une *situation révolutionnaire*.

*

«Le régime ancien au pouvoir ne s'effondre jamais, pas même aux époques des crises, si on ne le renverse.»⁶⁶ Cette vérité révolutionnaire du génie léninien devrait figurer en exergue, au seuil du chapitre de 1905—1906 de l'histoire hongroise. En été 1905, au moment où s'ouvrait la situation révolutionnaire, la question était en effet de savoir s'il se trouverait ou non une force susceptible de renverser l'ancien régime, ébranlé jusque dans ses assises.

En été 1905, le vent de tempête de la crise révolutionnaire souleva le voile du «constitutionnalisme imaginaire» issu du Compromis de 1867, faisant réapparaître l'absolutisme du règne des Habsbourg. Dans cette situation critique, la dynastie fit une tentative pour instaurer un gouvernement d'un absolutisme à peine camouflé, en vue d'étouffer les mouvements de masse et de briser l'esprit d'opposition de la coalition hongroise. Au milieu de juillet, ce fut la désignation d'un gouvernement extra-parlementaire. C'était le cabinet Fejérváry, nommé le «gouvernement des trabans» et dirigé par les milieux militaires, impérialistes et cléricaux les plus réactionnaires de la Monarchie. A la désignation anti-constitutionnelle de ce gouvernement qui ne disposait ni d'un parti parlementaire ni d'une base de masses, la coalition riposta par la proclamation de la «résistance nationale» : invoquant son droit codifié par la «constitution ancestrale», le parlement invita les départements et les villes à ne plus collecter les impôts, à ne plus fournir de recrues et à n'obéir en rien aux dispositions édictées par ce gouvernement violateur de la loi. La coalition se borna pourtant à *proclamer* la «résistance nationale» au lieu de la *pratiquer* effectivement ; elle invitait non pas à une résistance réelle, mais au respect scrupuleux de la

⁶⁵ Lénine, *Oeuvres*, vol. 21. pp. 189—190.

⁶⁶ Lénine, *Oeuvres*, vol. 21. p. 190 (éd. russe).

«voie constitutionnelle», craignant elle-même mieux que quiconque une nouvelle poussée du mouvement de masse.

Le gouvernement Fejérváry et la coalition partageaient donc la même plate-forme, en ce qui concerne leurs objectifs et leur fonction anti-révolutionnaires. La tentative d'instauration d'un régime absolutiste d'un côté et la «résistance nationale» de l'autre n'avaient pourtant fait qu'exaspérer encore davantage les rapports entre les groupes antagonistes des classes dirigeantes autrichienne et hongroise. La crise continuait de s'approfondir et le gouvernement finissait par tomber dans un isolement complet. En réalité, il ne pouvait s'appuyer que sur la troupe et la gendarmerie, et encore sans garantie. Peu à peu, l'effervescence révolutionnaire gagnait les formations armées. Dans la ville de Hatvan, la police fit grève⁶⁷ et, à certains endroits, il y eut des mutineries dans les troupes.⁶⁸

L'issue de la crise révolutionnaire dépendait, dans ces conditions, de la tactique que la classe ouvrière, respectivement son parti dirigeant allaient appliquer et des forces avec lesquelles ils allaient contracter alliance. Elle dépendait de la mesure dans laquelle ils allaient profiter des enseignements de la révolution russe.

Au commencement de juillet 1905, alors que la poussée des mouvements de masse et la crise intérieure de plus en plus grave des classes dirigeantes rendaient évidente l'existence d'une situation révolutionnaire, les dirigeants du parti social-démocrate firent des efforts considérables pour tranquilliser les masses ouvrières et paysannes pauvres en effervescence et pour les démobiliser. Cette tactique du désarmement tendait largement à s'appuyer sur une présentation mensongère de la révolution russe. Ayant salué en janvier 1905 les événements révolutionnaires de Pétersbourg avec enthousiasme et les ayant qualifiés d'ouverture de la révolution mondiale, le *Népszava*, organe central du parti social-démocrate, écrivait en juillet 1905 : «A vrai dire, le mouvement actuel de nos camarades russes n'est ni une révolution, ni une déclaration de guerre à la tyrannie, mais une lutte défensive contre la misère extrême et l'anéantissement . . . il ne fait pour le moment que déblayer le chemin de la révolution, préparer la grande révolution universelle, mener à bien la révolution des esprits et des âmes!»⁶⁹ Essayant de façonner la révolution russe à leur propre image, les sociaux-démocrates finirent par la représenter comme un large mouvement de réforme électorale. Tout en tranquillisant — notamment par la représentation mensongère de la révolution russe — les masses ouvrières et paysannes prêtes au combat, ils s'orientaient en secret vers le gouvernement Fejérváry, à la recherche d'un appui dans sa situation critique.

⁶⁷ *Friss Ujság*, du 7 juin 1905.

⁶⁸ *A Nap*, du 15 juillet 1905, *Friss Ujság*, du 9 juillet 1905. La presse ne dissimulait pas la panique du haut commandement, essayant de mettre en garde les troupes contre «des nouvelles des troubles qui avaient éclaté dans l'armée russe». *Budapesti Hírlap*, du 19 juillet 1905.

⁶⁹ *A forradalom útja* (La voie de la révolution), *Népszava*, du 9 juillet 1905.

Les dirigeants du parti social-démocrate avaient, déjà quelques années auparavant, mené plusieurs négociations infructueuses avec les gouvernements successifs, en vue d'obtenir des réformes électorales. Au cours de l'été 1905, leurs tentatives de ce genre venaient à point, puisqu'elles s'accordaient à merveille avec les projets du gouvernement. Les milieux dirigeants de Vienne avaient en effet l'intention d'utiliser à nouveau une tactique qui avait fait ses preuves au cours des siècles dans la pratique de l'absolutisme des Habsbourg. Il s'agissait de dresser les différentes forces les unes contre les autres ; s'allier d'abord avec la coalition des partis des propriétaires terriens et des bourgeois pour étouffer les mouvements de masse révolutionnaires, pour lancer ensuite, en alliance avec les sociaux-démocrates, une attaque de flanc contre la coalition ; dresser la lutte des classes opprimées pour une transformation démocratique contre le mouvement national — c'était là l'essentiel de la tactique des Habsbourg en été 1905. (Celle-ci rappelait d'ailleurs par de nombreux traits les manoeuvres appliquées en 1846 en Galicie, ou encore celles lancées dans la Hongrie de 1848.) Après avoir étouffé et réprimé les grands mouvements de grèves de juin et de juillet, József Kristóffy, le ministre de l'Intérieur du gouvernement Fejérváry chercha à se mettre en rapport avec les dirigeants sociaux-démocrates. Il finit par les gagner, au moyen de *promesses* de certaines facilités dont il fit briller la perspective et surtout — ainsi qu'il l'écrit lui-même — au moyen de «l'appât sucré» d'une réforme électorale.⁷⁰ A la fin de juillet, au nom de la direction du parti, Ernő Garami conclut avec le gouvernement un marché, aux termes duquel les ouvriers sociaux-démocrates allaient soutenir la politique gouvernementale contre la majorité acquise à la coalition.

Le pacte Kristóffy—Garami — le premier pacte non déguisé du parti social-démocrate avec un gouvernement — fut une trahison. Par ce pacte, le parti social-démocrate atténuait la crise révolutionnaire, vouait à une lutte purement constitutionnelle les forces principales de la révolution, dressait la classe ouvrière contre la juste cause de l'émancipation nationale et soutenait la dynastie dans le raffermissement de son règne fortement ébranlé.⁷¹ A partir de ce moment, le mouvement de masse social-démocrate de Hongrie eut pour mot d'ordre *exclusif le suffrage universel*. Juste et démocratique en lui-même, ce slogan — qui représente une revendication de détail — n'était, dans cette situation qu'une manoeuvre délibérée de diversion et de modération. Il ne visait pas la tâche principale, qui était la préparation de la *révolution démocratique*,

⁷⁰ József Kristóffy : *Magyarország kálváriája* (Le Calvaire de la Hongrie). Budapest, 1928, p. 186.

⁷¹ Au moment de la conclusion du pacte, certains sociaux-démocrates autrichiens avaient d'ailleurs signalé ces graves conséquences. Ellenbogen, un des dirigeants du parti autrichien, déclara que «sa nouvelle tactique conduira sans doute le parti social-démocrate hongrois à sortir le roi-empereur François-Joseph de la situation critique dans laquelle il se trouve». Manó Buchinger : *Küzdelem a szocializmusért. Emlékek és élmények* (La lutte pour le socialisme. Souvenirs et choses vécues). Budapest, 1946, p. 150.

et ne lançait pas le gros de son poids contre l'ennemi principal, qui était le capital financier et la classe des grands propriétaires autrichiens et hongrois. Le magnifique mouvement du prolétariat, plein de combativité révolutionnaire, fut ainsi dans l'ensemble conduit vers une impasse.

*

Soutenu par le gouvernement et les radicaux bourgeois, le parti social-démocrate concentra, au cours de l'été 1905, toutes ses forces en vue de l'organisation d'une large campagne en faveur d'une réforme électorale. En août-septembre, cette campagne s'élargit en un large mouvement de réforme électorale, mobilisant des centaines de milliers de gens. Ce succès s'expliquait pour une large part par l'effet direct de la révolution russe. Des centaines de meetings populaires eurent lieu en août et en septembre. Les orateurs y établissaient un parallèle entre la Hongrie et la Russie, invoquant la lutte héroïque des prolétaires russes. «Les orateurs... attribuaient à l'effet de la révolution russe, constate un compte-rendu de ces meetings, l'essor du mouvement prolétarien dans toute l'Europe et l'intensification de la lutte pour la réforme électorale en Autriche et en Hongrie, à telle enseigne qu'il est désormais devenu impossible d'ajourner l'extension du droit de vote». ⁷² Au sujet de la force de l'idée d'une réforme électorale, le *Népszava* déclarait : «Dans la Monarchie austro-hongroise, qui est la voisine la plus proche de la Russie, nous savons l'effet que les événements de Russie ont exercé sur le peuple et sur les gouvernants... La leçon russe fait d'ores et déjà sentir son effet sur l'esprit révolutionnaire des peuples et sur l'intensification de leurs luttes pour leurs droits.» ⁷³

L'un des secrets du succès de l'action conduite par le parti social-démocrate était d'avoir représenté la révolution russe partout comme une lutte pour la réforme électorale. «Les ouvriers hongrois savent, écrivait le *Népszava*, ce qui se passe actuellement en Russie. Les ouvriers organisés sous le drapeau rouge de la social-démocratie internationale... y combattent pour leurs droits politiques les plus élémentaires et les plus importants, pour le suffrage universel.» ⁷⁴

Le prolétariat de Hongrie marqua même le mouvement de masse pour la réforme électorale de l'empreinte de son esprit révolutionnaire. Dans ses réunions et ses démonstrations, il revendiquait avec une force irrésistible la proclamation de la grève générale politique de masse. Il fut impossible au parti social-démocrate d'éluder cette revendication formulée avec tant d'unanimité. Voilà pourquoi une cessation générale du travail et une manifestation de masse furent décidées pour le 15 septembre 1905, jour de l'ouverture de la session d'automne du parlement. Il est donc hors de doute que *la première grève générale*

⁷² *Budapesti Hírlap*, du 22 janvier 1906.

⁷³ *Népszava*, du 17 janvier 1906.

⁷⁴ *Népszava*, du 28 octobre 1905.

politique de masse dans notre pays fut proclamée sous l'influence de la révolution russe de 1905.

Connue sous le nom du «Vendredi Rouge», la journée du 15 septembre 1905 fut celle de la plus grande manifestation politique connue jusqu'alors en Hongrie. Une centaine de milliers de manifestants ouvriers déferlèrent ce jour-là dans les rues de Budapest. Dirigée par un parti révolutionnaire, cette force eût pu balayer le parlement des seigneurs; c'était là en effet ce qu'exigeaient les masses. Manó Buchinger, l'un des dirigeants du parti social-démocrate déclare dans ses Mémoires qu'il fut à peine possible de refréner l'élan de cette foule ardente, hurlant de cent mille bouches. «Le tableau était réellement révolutionnaire» — rappelant les plus glorieuses journées de la Révolution française. Mais la direction du parti fit tout son possible pour faire respecter l'ordre, afin que l'Histoire ne pût se rééditer et que les masses ne pussent pénétrer au parlement. «... nous aussi, nous brandissions le poing vers le parlement, nous proférions aussi des menaces, tout en suppliant nos camarades de regagner leurs foyers dans la discipline et la dignité», écrit Buchinger.⁷⁵

La manifestation politique de masse du 15 septembre, bien que le parti social-démocrate eût réussi à la désarmer, montrait que les ouvriers avaient infusé une force combative au mouvement de réforme électorale et qu'ils en espéraient des *résultats révolutionnaires*. Les ouvriers de la capitale se préparaient à la grande offensive dans l'espoir de la victoire. Dans les campagnes, l'état d'esprit était analogue. «Les simples enfants du peuple, dit un rapport de l'époque, s'attendent fermement à voir éclater la révolution et s'y préparent, pour pouvoir l'accueillir.»⁷⁶ A plusieurs endroits, les journaliers refusèrent de s'engager. Jusqu'à vendredi — le 15 septembre tombait un vendredi — «nous nous passerons de manger, mais après, nous serons les maîtres», disaient-ils.⁷⁷ Les paysans du département de Somogy rompirent les négociations menées au sujet des lotissements, parce que «le 15 septembre, le sort du peuple allait se décider et que les terres des seigneurs leur appartiendraient alors, même sans lotissement». «Les charrons commis au transport du bois dans la forêt de l'évêché de Pécs ont cessé le travail aujourd'hui», annonçait le journal *Pécsi Napló*. Ils pensent qu'à Budapest, le peuple accédera aujourd'hui au pouvoir et qu'ensuite, le bois de la forêt de l'évêché serait à eux.» En province, la nouvelle se répandit que «les socialistes rassemblés dans la capitale allaient proclamer la révolution».⁷⁸

Le mouvement de masse hongrois pour le suffrage universel inspirait une inquiétude profonde aux milieux dirigeants autrichiens et hongrois, se débattant dans une crise grave. Un conseil commun spécial des ministres autrichiens et

⁷⁵ Manó Buchinger *op. cit.* pp. 156-158.

⁷⁶ *Pécsi Napló*, du 14 septembre 1905.

⁷⁷ *Szegedi Napló*, du 15 septembre 1905.

⁷⁸ *Pécsi Napló*, du 16 septembre 1905.

hongrois eut lieu le 22 août, sous la présidence de François-Joseph, en vue d'étudier les mesures à prendre au sujet de la crise hongroise. Le président du gouvernement autrichien protesta avec la dernière énergie contre l'institution du suffrage universel en Hongrie, car une telle mesure entraînerait de graves conséquences dans les autres régions de l'Empire. «En Autriche, disait-il, il en résulterait une situation au regard de laquelle même l'actuelle situation de la Hongrie pourrait être qualifiée de satisfaisante et l'on assisterait à une fermentation si profonde que la force armée elle-même ne suffirait plus à faire respecter l'ordre public.»⁷⁹ Mais les efforts du gouvernement autrichien s'avèrent infructueux. La nouvelle du manifeste lancé par le tsar le 17 octobre provoqua dans toute la Monarchie, y compris la Hongrie, une recrudescence de la lutte pour la réforme électorale. Le conseil du cabinet autrichien du 11 novembre constatait avec angoisse : «Les événements bien connus *de Russie* . . . n'ont pas été sans exercer leur influence sur ce mouvement et l'ont fait s'engager, dans certains cas, sur des voies qui semblent justifier les craintes pour l'ordre public.» A Vienne, on le sait, la nouvelle du manifeste du tsar produisit une impression si profonde que les délégués de la conférence du parti, qui siégeait alors, sortirent dans la rue⁸¹ et, s'appuyant sur la force de la tumultueuse démonstration de masse du prolétariat viennois, arrachèrent la réforme électorale en Autriche.

En Hongrie, le mouvement pour la réforme électorale n'obtint aucun résultat au cours de l'automne 1905. Il ne fit en somme que consolider la position du gouvernement, qui ne s'empessa pourtant nullement de tenir ses promesses. Or, comme les dirigeants du parti social-démocrate n'osaient plus augmenter la tension et attiser encore davantage le *mouvement de masse*, le mouvement de grèves aussi bien que le mouvement pour la réforme électorale perdirent leur élan vers les derniers mois de 1905.

*

En automne 1905, les actions révolutionnaires s'étendirent sur toute la Russie et devinrent de plus en plus nombreuses. Le soulèvement armé de décembre marqua le sommet de la révolution ; tous les regards étaient à nouveau dirigés sur la Russie. C'est avec une admiration et une émotion profondes que la classe ouvrière hongroise apprit le soulèvement de Moscou. «Cet événement est sans précédent dans l'histoire, écrivait le journal *Nőmunkás* (Ouvrière). La Russie est peuplée de héros qui s'efforcent maintenant d'abolir leur ancienne servitude . . . Mais lisez les dépêches . . . les femmes de Moscou luttèrent dans les

⁷⁹ Procès-verbal du conseil du cabinet commun du 22 août 1905. Hof- und Staatsarchiv, Wien. Ministerium des Aeusseren. Pol. Archiv. Gemeinsame Ministerrath Konferenz P. Z. 450. K. Z. 38.

⁸⁰ L. Brügel : *Geschichte der oesterreichischen Sozialdemokratie*. Vol. IV. Wien, 1923, p. 361.

⁸¹ V. Lénine, *Oeuvres*, vol. 23, p. 244 (éd. russe).

premières lignes . . . Nous qui vivons dans des conditions plus ou moins semblables à celles des Russes, nous pouvons tirer de cette lutte un riche enseignement. . . Et, dès que l'occasion s'en présentera, nous les appliquerons, comme l'ont fait les femmes de Moscou. Nous ne saurions nous montrer ni plus lâches ni plus faibles que nos soeurs de Moscou.»⁸²

L'enthousiasme de la classe ouvrière exerça une profonde influence sur l'attitude du parti social-démocrate. La direction du parti était, certes, loin de vouloir tirer l'enseignement qui découlait nécessairement des progrès de la révolution russe, mais — conformément à l'appel lancé par la II^e Internationale — elle invitait les travailleurs à soutenir *matériellement* la révolution russe. En outre, des réunions furent organisées partout dans le pays à l'occasion du premier anniversaire du «Dimanche Sanglant».⁸³ Au cours des semaines qui suivirent le soulèvement de Moscou, puis aux réunions organisées à l'occasion de cet anniversaire, toute la classe ouvrière du pays se déclara solidaire de la révolution russe qu'elle considérait comme sa propre cause. Les ouvriers menuisiers de Budapest «prêtèrent serment nu-tête, s'engageant à conquérir leurs droits, profitant de la leçon donnée par les ouvriers russes». «Nous, les centaines d'ouvriers qui assistons à la réunion du parti social-démocrate de Sátoraljaújhely, nous sommes avec vous de tout coeur, dans votre lutte gigantesque . . . Luttez et triomphez, pour que nous puissions triompher à notre tour», disait le message des prolétaires de Sátoraljaújhely. Les mêmes sentiments animaient les ouvriers croates. A *Fiume* (Rieka), la résolution adoptée au cours de la réunion tenue en faveur de la révolution reconnaissait comme légitime le soulèvement de décembre. A la fin de la réunion «on entonna une Internationale enthousiaste et, tout en chantant, une masse de manifestants défilèrent dans les rues principales de la ville, drapeau rouge en tête».⁸⁴

Une importance considérable doit être attribuée au soulèvement armé de décembre, au point de vue de l'évolution de la pensée révolutionnaire hongroise. C'est sous l'effet de cet événement bouleversant qu'Endre Ady rédigea un de ses articles les plus profonds. Voici comment, dans son article intitulé «Tremblement de terre», il analyse l'évolution et les forces motrices de la révolution russe : «La Russie a subi une secousse terrible . . . Les Slaves enseignent au monde une révolution nouvelle . . . La Russie . . . réalise deux révolutions à la fois. L'ancienne, que l'Europe a déjà traversée, et la nouvelle . . . La démocratie russe triomphe et atteint le trône à travers le sang, les ruines et les cendres. Mais elle triomphe même d'ennemis plus forts que le trône : du château seigneurial et égoïste, de l'usine qui exploite, du clergé qui abrutit et de la caserne sans coeur.»⁸⁵

⁸² *A moszkvai asszonyok*. (Les femmes de Moscou). *Nőmunkás*, du 31 décembre 1905.

⁸³ *Egy a cél — egy aharc!* (But commun — lutte commune!) *Népszava*, du 31 décembre 1905.

⁸⁴ *Orosztestvéreinkért* (Pour nos frères de Russie). *Népszava*, des 23 et 27 janvier 1906.

⁸⁵ *Földindulás* (Tremblement de terre). Dans le recueil : Endre Ady : *Válogatott cikkek és tanulmányok* (Études et articles choisis). Budapest, 1954, pp. 140—141.

Cette découverte, selon laquelle deux révolutions se suivent en Russie, était unique et l'on peut même dire géniale pour la Hongrie d'alors : l'ancienne révolution, la révolution bourgeoise ne se bornerait pas à renverser le trône du tsar et à détruire «le château seigneurial et égoïste», mais se développerait nécessairement jusqu'à triompher de «l'usine qui exploite», c'est-à-dire du régime capitaliste. C'est là, en somme, l'expression poétique, dans le langage d'Endre Ady, de *la transformation de la révolution bourgeoise-démocratique en une révolution socialiste*. Les développements contenus dans l'article que nous venons de citer, montrent d'ailleurs comment l'auteur est parvenu à cette vérité. «L'Histoire sera fière de ce terrible tremblement de terre. Elle y trouvera sa fierté, son enseignement, sa justification . . . Or, voici que le prolétariat vient de rendre le peuple au peuple. Le peuple s'est levé pour façonner le monde.»

Cela signifie que si la Russie est capable de mener à bien deux révolutions à la fois, l'ancienne et la nouvelle, c'est parce que «le peuple s'est levé pour façonner le monde». C'est ce peuple, que le prolétariat «vient de rendre à lui-même» et auquel il a appris à agir consciemment, ce peuple *dont la lutte est conduite par le prolétariat!* «L'exemple russe doit nous édifier, écrit Ady en guise de conclusion. Les sociétés pourries et impuissantes ne peuvent être sauvées que par le peuple, par le peuple terrible, invincible, irrésistible.»

De tous les contemporains hongrois Endre Ady fut le plus près de reconnaître la signification historique des idées nouvelles dont l'enseignement de la révolution russe de 1905 a enrichi les mouvements révolutionnaires du XX^e siècle. Les événements de 1905 passèrent jusque dans sa poésie, ainsi que l'attestent plusieurs de ses poèmes.⁸⁶

L'effet des événements de la révolution russe en pleine montée atteignit la Hongrie dans des conditions qui étaient tout à fait favorables à une nouvelle vague du mouvement des masses. Après avoir, grâce au pacte conclu avec le parti social-démocrate, conquis une importante base de masses qui lui permettait déjà de faire face, sur le plan politique, aux forces de la coalition, le gouvernement Fejérváry se mit à sévir, à partir de l'automne 1905, de plus en plus brutalement contre la «résistance nationale». Celle-ci de son côté, se renforça également et — fait important — les masses populaires s'y joignirent dans une très large mesure. La position du gouvernement demeurait donc critique. En raison des conditions politiques et économiques dont la gravité était inchangée, le mouvement de grèves passa au premier plan au cours des premiers mois de 1906, sous la forme de poussées très larges, englobant des villes et des professions entières. Le nombre des grévistes du premier trimestre de 1906 atteignit le double de celui de la même période de l'année précédente.⁸⁷

⁸⁶ Cf. Gyula Földessy : *op. cit.* Congrès des Historiens Hongrois, Budapest, 1954, pp. 403—408.

⁸⁷ *Grèves et lock-outs-industriels en Hongrie, en 1906*. Budapest, 1908, p. 19.

Il est surtout intéressant de noter qu'en 1906, le mouvement de grèves des ouvriers agricoles et des journaliers démarra dès le printemps, ce qu'on n'avait pour ainsi dire jamais vu auparavant. Dès le mois de mars, des milliers d'ouvriers agricoles étaient en grève dans différentes régions du pays.⁸⁸ Dans le village de Heves, le rejet des revendications du prolétariat agricole entraîna un véritable soulèvement. Le village fut investi par la troupe et le mouvement ne put être étouffé que par la force armée et au moyen d'arrestations massives.⁸⁹ L'expansion et l'accroissement des organisations de l'Union des Ouvriers Agricoles, formée en janvier 1906 montre on ne peut mieux cette mobilisation des déshérités des villages. En trois mois, les effectifs de l'Union dépassèrent 20 000.⁹⁰

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la poussée du mouvement des masses populaires comprenait, en outre, un *déplacement vers la gauche de la base populaire* de la «résistance nationale» conduite par la coalition. Cette base populaire s'engageait dans la voie de la lutte active. A la fin de 1905 et au commencement de 1906, les masses paysannes et petites-bourgeoises se heurtèrent à plusieurs endroits contre les autorités du gouvernement Fejérváry et, dans certaines villes, comme Debrecen, elles chassèrent le préfet, représentant de l'absolutisme des Habsbourg.⁹¹ La résistance populaire se dessinait partout. «Les troubles, dit un rapport désespéré de Fejérváry, daté du commencement de 1906, . . . gagnent l'ensemble de l'appareil gouvernemental . . . çà et là, la gendarmerie elle-même devient peu sûre, ce qui signifie effectivement le commencement de la fin . . .».⁹²

Dès ce moment, les classes dirigeantes hongroises comprirent parfaitement le danger qui menaçait leur domination. Se faisant l'interprète de l'opinion unanime des propriétaires fonciers, le ministre de l'agriculture motivait ainsi la nécessité de la dissolution des organisations ouvrières : «Dans la situation actuelle du pays, une grève de moissonneurs de grande envergure . . . constituerait une catastrophe fatale . . . et, *en liaison avec les mouvements analogues que*

⁸⁸ O. L. Fonds du Ministère de l'Agriculture, présid. 160—6667—1906. *Népszava* des 7, 13 et 28 mars 1906.

⁸⁹ *A magyarországi szocialisztikus munkásmozgalmak az 1906. éven* (Mouvements ouvriers socialistes de Hongrie en 1906). Budapest, pp. 916—917. *Népszava*, du 13 mars 1906.

⁹⁰ «Pour le moment et pendant assez longtemps encore l'Union n'aura pas besoin d'inciter les ouvriers agricoles à s'organiser ; elle aura assez de s'occuper de ceux qui se présentent d'eux-mêmes. Jusqu'à présent, au bout de trois mois d'existence, l'Union compte 212 organisations locales totalisant 20.146 membres. Le journal Világszabadság tire à plus de 15.000 exemplaires.» — Procès-verbaux du XIII^e congrès du Parti Social-démocrate de Hongrie. Budapest, 1906, p. 69.

⁹¹ O. L. Fonds du Ministère de l'Intérieur, présid. 58—1906. Rapport du commissaire gouvernemental envoyé à Debrecen, au ministre de l'Intérieur. V. encore József Horváth : *Az 1905—6 évi vármegyei ellenállás története* (Histoire de la résistance des départements en 1905—1906). Budapest sans date, p. 200.

⁹² Rapport de Fejérváry à François-Joseph, janvier 1906. O. L. Kabinetts-Archiv. Geheime Akten. Nachlass Daruváry, carton n^o 25. Noch zu sortierende Akten unter Regierung Fejérváry, 1905—1906.

l'on relève partout dans le monde, fournirait le point de départ d'un mouvement de bouleversement social et économique qui serait trop important pour que, étant donnée la situation intérieure déjà trouble, les pouvoirs publics puissent le contrecarrer.»⁹³ La bourgeoisie formulait des opinions analogues au sujet des mouvements de masse de la classe ouvrière.

Dans tous ces faits, les classes dirigeantes autrichiennes et hongroises reconnaissaient l'influence mobilisatrice de la révolution russe et prenaient de plus en plus énergiquement position, pour étouffer cette influence et pour venir en aide au tsarisme. Dès 1905, le gouvernement prit toute une série de mesures barbares contre les réfugiés russes, décréta la fermeture des frontières⁹⁴ et livra de nombreux réfugiés installés sur le territoire aux autorités tsaristes. En automne 1905, il s'empressa de renouveler l'accord commercial, qui avait expiré, avec des conditions plus avantageuses pour la Russie, afin d'offrir ainsi une aide économique au régime du tsar.⁹⁵ Dans la mesure des forces modestes dont il disposait, le capital financier de l'impérialisme hongrois prit part à l'action lancée par le capital financier international en vue de porter aide au tsarisme. Le groupe bancaire austro-hongrois participa avec 156 millions de couronnes⁹⁶ à l'emprunt français de 843 millions de roubles qui «sauva le tsarisme de la faillite et lui permit de regrouper ses forces pour étouffer la révolution».⁹⁷ Les fabricants d'armes hongrois aidèrent le tsar en lui fournissant plusieurs millions de cartouches et d'obus.⁹⁸

*

Les soulèvements armés visant au renversement direct du tsarisme ainsi que leur influence en Hongrie, les mouvements de masse qui reprenaient et s'élargissaient au cours des premiers mois de 1906, et surtout les mouvements agricoles inhabituellement précoces et violents, enfin la résistance populaire patriotique, tout cela incita les classes dirigeantes autrichiennes et hongroises à unir rapidement leurs forces. Les Habsbourg, le capital financier autrichien et hongrois et les partis de la coalition ne voulaient, les uns et les autres que le rétablissement de «l'ordre» et ils étaient, les uns et les autres, également disposés à *reléguer à l'arrière-plan leurs différends intérieurs*, pour raffermir leur alliance née en 1867, et qui exprimait si bien leurs intérêts fondamentaux. C'est sur cette base que devait se réaliser, en avril 1906, le nouveau «Compromis» entre les classes dirigeantes autrichiennes et hongroises. Ce compromis, prenant

⁹³ Note du ministre de l'Agriculture au ministre de l'Intérieur. 12 février 1906. O. L. Fonds du ministère de l'Agriculture, présid. 1127—1906. (Souligné par nous.)

⁹⁴ O. L. Procès-verbaux des conseils des ministres. 12 juillet et 29 septembre 1905, 5 février 1906. *Népszava*, du 30 mars 1905.

⁹⁵ O. L. Procès-verbaux des conseils des ministres. 31 octobre 1905.

⁹⁶ V. «*Magyar Compass*» de Mihók, 1907—1908, p. 128.

⁹⁷ A. M. Pankratova : *La première révolution russe*. Moscou 1951, p. 237. (éd. russe.)

⁹⁸ *Vas és Fémmunkások szaklapja* (Bulletin des Ouvriers de la Métallurgie), du 4 mai 1905. Bulletin du Parlement, 1906, vol. 3. p. 98. Statistiques industrielles de 1906, vol. 2. Métallurgie, p. 250.

la forme d'un pacte entre le roi et la coalition, représentait la capitulation intégrale de la coalition. Les aventuriers bien nés, qui avaient opéré avec des mots d'ordre patriotiques, abandonnèrent par là toutes leurs revendications, trahissant ignoblement la cause nationale, car ils avaient terriblement peur de l'issue révolutionnaire de la crise intérieure et peur de voir leurs propres partisans s'engager dans une résistance nationale effective.

Le «Compromis» d'avril 1906 apporta à la crise du régime gouvernemental une solution réactionnaire, venue «d'en haut». Après la conclusion du pacte, les partis de la coalition formèrent leur gouvernement sous la présidence de Sándor Wekerle, membre dirigeant du parti gouvernemental effondré, à savoir du Parti libéral. Le nouveau gouvernement n'apporta, en somme, aucun changement au caractère de classe de l'État hongrois, se bornant à troquer les hardes usées contre un déguisement neuf, et il réalisa un rassemblement plus large des classes dirigeantes hongroises. Le gouvernement de la coalition considérait la liquidation de la crise révolutionnaire et l'étouffement de la lutte révolutionnaire des masses populaires comme sa tâche la plus importante. Sitôt après son installation au pouvoir, il entreprit donc sa campagne de terreur contre la classe ouvrière, la paysannerie et les nationalités.

Le gouvernement engagea ses forces en premier lieu contre la classe ouvrière et les organisations ouvrières. Dès les premières semaines, plusieurs unions furent suspendues et une enquête lancée contre plusieurs syndicats. Un décret spécial fut pris par la suite, en vue de «réglementer» — c'est-à-dire de restreindre — la liberté d'organisation.⁹⁹ Selon les statistiques officielles, pleines de lacunes, au cours de 1906, 36 organisations ouvrières et agricoles furent suspendues ou dissoutes, 300 réunions interdites et plus de 300 militants du mouvement ouvrier firent l'objet de poursuites légales.¹⁰⁰ Des mesures particulièrement larges, revêtant presque le caractère de préparatifs militaires, furent prises en vue de prévenir et d'étouffer les grèves de moissonneurs escomptées. La gendarmerie fut considérablement renforcée, une campagne de persécutions fut lancée contre les organisations locales de l'union des travailleurs agricoles et une armée de 12.000 ouvriers «de réserve» — briseurs de grève — fut mise en état de disponibilité.¹⁰¹

La classe ouvrière hongroise opposa une résistance courageuse à la campagne de persécutions lancée par le gouvernement de la coalition. Même après

⁹⁹ En vertu du décret N° 122.000 du ministre de l'Intérieur, les autorités locales avaient le droit de soumettre les organisations ouvrières à toutes les vexations. Ce décret modifiait les statuts des syndicats et en réduisait considérablement les libertés.

¹⁰⁰ Données recueillies par István Dolmányos sur la base de l'ouvrage intitulé : *Mouvements ouvriers socialistes en Hongrie, en 1906. A koalíciós kormány történetének első időszaka* (La première période de l'histoire du gouvernement de la coalition). Paru dans : *Almanach de la Faculté de Philosophie de l'Université Loránd Eötvös pour 1952-53*. Budapest, 1953, p. 347.

¹⁰¹ *Ibid.* p. 344.

avril 1906, le mouvement de masse gardait son élan intact et la classe ouvrière riposta même à la terreur d'une réaction devenue plus forte, en intensifiant sa lutte. Au cours de l'été 1906, la Hongrie fut encore le théâtre de violentes luttes de classes et de nationalités. La révolution russe continuait d'exercer un attrait très vif sur les masses en lutte, ainsi que cela ressort de nombreux articles, réunions et manifestations... et aussi d'actes d'accusation. Mais le déclin de la révolution russe se faisait également sentir déjà. Il se traduisit par la consolidation de la position de la Monarchie, par l'accroissement de la confiance des forces réactionnaires et par le déclin graduel des mouvements de masse de Hongrie. Commencé en automne 1906, ce déclin se poursuivit pendant l'année suivante, puis, vers la fin 1907 — parallèlement au déclin de la révolution russe — *une période passagère de reflux du mouvement révolutionnaire* commença en Hongrie également.

*

La première révolution russe enrichit la théorie et la pratique révolutionnaires du prolétariat international d'un précieux apport d'enseignements théoriques, de méthodes de lutte nouvelles et de principes jusqu'alors inédits en matière d'organisation et de tactique. Son exemple secoua les opprimés du monde entier. L'influence mobilisatrice directe de «l'exemple révolutionnaire» — ainsi que Lénine devait l'indiquer — se manifesta très vigoureusement dans la Monarchie austro-hongroise : «... la grève de 1905, qui représentait les premiers pas de la révolution triomphante, passa immédiatement en Europe Occidentale et aboutit, dès 1905, au mouvement des ouvriers autrichiens.»¹⁰² Ce fut avant tout cet «exemple révolutionnaire» qui tomba, en Hongrie aussi, sur un sol fécond. Refréné et endormi pendant de longues années par le parti social-démocrate dégénéré en parti opportuniste, la classe ouvrière hongroise apprit en 1905 de ses frères, les prolétaires russes, la signification d'une lutte ne ménageant pas les sacrifices et faisant courageusement face à l'ennemi, si puissant qu'il fût. Plus encore, parallèlement à la révolution russe, la révolution bourgeoise-démocratique mûrissait dans notre pays aussi. Le système de domination des grands propriétaires et du capital financier hongrois était en proie à une crise profonde et l'histoire offrait, dès 1905, l'occasion d'achever l'ouvrage abandonné de 1848. Dans une telle situation, l'activité révolutionnaire des masses revêtait un sens particulièrement chargé. Or, la révolution russe eut un rôle essentiel dans le réveil de cette activité, et dans son maintien. L'exemple du prolétariat russe a exercé une influence, qui, si elle n'a pu surmonter entièrement celle exercée par la direction social-démocrate du parti, a réussi néanmoins à la contrebalancer dans une certaine mesure. C'est ainsi que l'influence de la

¹⁰² Lénine, *Oeuvres*, vol. 26. p. 428 (éd. russe).

révolution russe aura été *une des forces motrices importantes et une composante organique* des mouvements de masse et de toute l'histoire des années 1905—1906.

Mais l'histoire des années 1905—1906 devait noter aussi le fait que la lutte pour la réforme électorale qui avait mobilisé des centaines de milliers de gens n'atteignit pas son but et que les concessions arrachées au moyen de mouvements de grève d'une envergure sans précédent chez nous, furent annulées par les seigneurs des monopoles au moyen d'une exploitation aggravée, qui plongea la majorité de la population dans la misère.

Pourquoi en est-il arrivé ainsi et pourquoi la crise révolutionnaire profonde n'a-t-elle pas abouti à la révolution? L'élément le plus important de la réponse à cette question doit être recherché dans le fait qu'une situation politique, si critique fût-elle, ne peut faire naître la révolution que si «un facteur subjectif vient s'ajouter aux changements objectifs, c'est-à-dire si la *classe* révolutionnaire est capable d'actions de masse révolutionnaires et si ces actions de masse sont assez *fortes*, pour briser l'ancien pouvoir . . .». ¹⁰³ Le prolétariat de Hongrie — nous l'avons vu — fut capable d'actions de masse révolutionnaires; il en avait puisé la force dans son esprit révolutionnaire issu d'une exploitation multiple, d'une oppression sans merci et de l'influence stimulante de la révolution russe. Ces actions de masse révolutionnaires ne furent pourtant pas *assez fortes pour briser l'ancien pouvoir*, parce que le facteur subjectif le plus important, *le parti révolutionnaire* faisait défaut. Le camp démocratique manquait d'unité, les fronts étaient embrouillés, les classes ayant intérêt à voir s'accomplir la transformation démocratique marchaient chacune de son côté, les forces du progrès étaient paralysées par l'indécision et le manque de clairvoyance. La cause principale en est que les dirigeants opportunistes du Parti Social-démocrate de Hongrie, qui était alors le parti du prolétariat hongrois, rejetèrent la réalisation d'une alliance révolutionnaire des classes intéressées à la transformation démocratique et allèrent même jusqu'à placer *le prolétariat*, force directrice d'une telle alliance, au service du soutien du régime des Habsbourg. En définitive, l'influence du Parti Social-démocrate de Hongrie s'avéra donc plus forte, en 1905, que les effets de la révolution russe. La tactique de la classe ouvrière était déterminée par les dirigeants du parti social-démocrate, de telle sorte qu'en raison de leur activité, *la situation révolutionnaire de 1905 se perdit sans avoir été mise à profit*.

Rendue bientôt évidente par l'évolution historique, cette trahison des dirigeants du Parti Social-démocrate de Hongrie déclencha une résistance accrue chez les socialistes militants, imbus d'un esprit révolutionnaire. La révolution russe de 1905 accéléra la fermentation à l'intérieur du mouvement ouvrier et favorisa la constitution d'une *tendance de gauche*. L'exemple de Gyula Alpári, grand dirigeant de la gauche sociale-démocrate de Hongrie, atteste que c'est

¹⁰³ Lénine, *Oeuvres*, vol. 21. p. 190 (éd. russe).

la révolution russe de 1905 qui apprit «des moyens d'une lutte réellement révolutionnaire» aux socialistes fidèles à la classe ouvrière et adversaires du réformisme. «Tous ceux d'entre nous, écrit Alpári, qui s'occupaient sérieusement du problème de la conquête du pouvoir ont eu brusquement les yeux dessillés.»¹⁰⁴. Les premiers signes de cet éclaircissement des esprits se manifestèrent, comme nous l'avons déjà dit, dès 1905. L'opposition de gauche devait se renforcer au cours des années à venir et élargir son influence au sein des masses ouvrières. Sous la direction d'Alpári, cette opposition fit aux environs de 1910 une tentative en vue de la création d'un «parti nouveau et vraiment social-démocrate». La tentative ne fut pas couronnée de succès, car la gauche hongroise était faible et, bien qu'elle eût beaucoup profité des enseignements de la révolution russe de 1905, elle n'en comprenait pas les plus importants.

Les remous soulevés par la révolution russe de 1905—1907 se firent encore sentir, pendant de longues années, dans le mouvement ouvrier hongrois. Le souvenir de la révolution demeurait vivace au sein du peuple hongrois. La profonde influence de 1905 a pour ainsi dire préparé les esprits à accueillir les idées de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre de 1917.

*

Mais la révolution russe de 1905 exerça son influence non seulement sur l'évolution des conditions intérieures de la lutte pour la transformation démocratique de la Hongrie. En mettant à jour des possibilités entièrement nouvelles de l'évolution des rapports de force internationaux, elle fit encore entrevoir des perspectives inconnues jusqu'alors pour la libération du peuple hongrois. Les siècles précédents de l'histoire hongroise avaient montré que la longue série de luttes pour le progrès social et l'indépendance nationale avait échoué non pas tant en raison des faiblesses intérieures, mais plutôt en raison des circonstances internationales défavorables et de la supériorité des forces de la réaction internationale. C'est surtout la défaite de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848 qui mit en relief cette fatalité quasi historique. Après 1849, les meilleurs militants de la cause nationale avaient tenté des complots secrets. Kossuth et l'émigration hongroise rêvaient d'une nouvelle guerre de libération, en comptant sur le soutien des grandes puissances occidentales, puis, aux environs de 1860, recherchant les possibilités d'une conciliation et d'une alliance avec les petits peuples danubiens, Kossuth élaborait le projet d'une *Confédération Danubienne*, dirigée contre les Habsbourg. Toutes ces tentatives s'étaient avérées irréalisables à l'époque, elles ne pouvaient fournir la réponse à la question de

¹⁰⁴ Gyula Alpári : *Az Ifjűmunkás Internacionálé alapításáról* («Fondation de l'Internationale des Jeunes Ouvrières»). V. «Új Március», août 1927. Cité par : *Mi már nem leszűnk kizsákmányolt proletárok* («Nous ne serons plus des prolétaires exploités»), recueil de documents. Budapest, 1951. p. 112.

savoir si nous étions capables d'arracher l'émancipation nationale par nos propres forces et de faire triompher la cause naufragée en 1848. Pendant la période qui suivit la défaite de la guerre de libération de 1848—1849, les hommes politiques progressistes furent eux-mêmes incapables de découvrir un point d'appui dans une situation internationale désespérée; le renversement du tsarisme et la naissance d'une Russie démocratique ne pouvaient guère passer alors pour probables ou même possibles dans un avenir peu lointain. Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, à l'ombre de l'Autriche des Habsbourg, de la Russie tsariste, d'une Allemagne militariste, unifiée sous la férule des junkers de Prusse, les conditions internationales de l'indépendance hongroise étaient réellement très peu favorables. La «solution» réaliste, offerte alors par l'Histoire sous la forme du Compromis de 1867 représentait précisément le reniement de 1848 et l'abandon de ses conquêtes: consolidant le pouvoir des grands propriétaires et des grands capitalistes dans le pays, ce compromis recouvrait d'un voile encore plus épais les possibilités futures de la transformation démocratique et de l'émancipation nationale.

Les changements survenus au sein de la société russe et le renforcement des mouvements anti-tsaristes firent naître des espoirs nouveaux pendant les dernières années du XIX^e siècle. Vivant en émigration, Kossuth étudiait aussi avec espoir les événements de Russie et, vers 1890, il formulait déjà clairement que «l'autocratie russe est une chose et la nation russe en est une autre. La première est en voie de disparition et finira par disparaître, mais la seconde demeurera.» Il reconnut même que le caractère et les mouvements du peuple russe portaient en eux la possibilité d'une transformation d'une portée incalculable.¹⁰⁵ Leo Frankel, qui fut le premier des grands dirigeants, remarquable même sur le plan international, du mouvement ouvrier hongrois naissant, alla encore plus loin, en soulignant avec une clairvoyance extraordinaire la nécessité d'un changement du rôle international de la Russie. Marxiste cultivé, Frankel écrivait dès 1879 : «Il est hors de doute que la vieille société russe en porte une nouvelle en son sein. Il est hors de doute que nous sommes à la veille d'une révolution. Et la Russie nouvelle naîtra de cette révolution.» Cette révolution, proclamait Leo Frankel, revêtra une importance d'une portée incalculable pour tous les peuples européens et surtout pour ceux de l'Autriche-Hongrie.¹⁰⁶

Le déplacement du foyer du mouvement révolutionnaire vers la Russie recérait effectivement des possibilités nouvelles et favorables, notamment du point de vue de la transformation démocratique de la Hongrie et de la conquête de son indépendance nationale. La maturation de la révolution populaire démocratique de Russie se faisait déjà entrevoir et son commencement fit naître l'espoir précis qu'une grande puissance démocratique allait naître à la place de l'empire

¹⁰⁵ L. Kossuth. *Oeuvres*, Vol. V. Budapest 1895. pp. 237—245.

¹⁰⁶ *Arbeiter Wochen-Chronik*. le 20 avril 1879. Publ. par Magda Aranyossi: Frankel Leo. Budapest. pp. 300—302.

réactionnaire du tsar, sur les frontières orientales de la Monarchie. La réalisation de cette possibilité eût brisé l'anneau des grandes puissances réactionnaires qui encerclait la Hongrie et les mouvements populaires et nationaux visant au renversement de la Monarchie austro-hongroise et à l'achèvement de la révolution démocratique eussent trouvé un soutien réel et puissant.

Dans la Hongrie d'alors, nombreux furent ceux qui reconnurent les perspectives nouvelles ouvertes par la révolution russe de 1905, précisément en raison de sa force saisissante. Ainsi que plusieurs citations figurant dans la présente étude le font ressortir, les partisans du progrès et surtout les ouvriers socialistes conscients étaient de plus en plus nombreux à reconnaître que le triomphe de la révolution russe serait «le commencement de l'écrasement de tous les jougs» et «le signal de notre lutte pour la liberté». Les ouvriers et les intellectuels adoptèrent presque pour leur devise le message aux prolétaires russes : «Triomphez, frères, pour que nous puissions vaincre à notre tour!». ¹⁰⁷ Il est tout à fait remarquable d'ailleurs qu'Endre Ady, qui fut l'esprit le plus clairvoyant dans la Hongrie d'alors, s'occupât lui-même beaucoup de la révolution russe, réagissant avec sensibilité à tous les événements importants, cherchant à en dégager les enseignements et y attachant de grands espoirs pour le peuple hongrois.

1905 ne fit cependant que faire entrevoir les possibilités. Soutenu par les grandes puissances impérialistes, le tsar a étouffé la révolution russe ; le régime politique et social de la Russie et les rapports de force internationaux demeurèrent en somme inchangés pendant une dizaine d'années encore. Pendant cette période, les conditions intérieures et extérieures de l'émancipation sociale et nationale du peuple hongrois n'étaient pas encore mûres, mais elles mûrissaient, sans que rien eût pu les en empêcher. Ni le triomphe passager des forces rétrogrades, ni les autres influences contraires et éphémères ne peuvent faire dévier le cours de l'Histoire, dans son déroulement conforme à des lois objectives. En 1917, la révolution triompha en Russie, puis ce fut la réalisation et la consolidation du régime socialiste. Cette transformation d'importance historique et mondiale transforma pour le peuple hongrois aussi en une réalité cette possibilité nouvelle de son émancipation, que la révolution russe de 1905 fut la première à mettre à jour et à inscrire à l'ordre de l'Histoire.

PÉTER HANÁK

¹⁰⁷ Cf. *Népszava*, le 28 février 1905, le 23 janvier 1906.



LES ARCHIVES ET L'HISTORIOGRAPHIE EN HONGRIE

Il n'est point nécessaire de s'étendre longuement sur l'importance des archives du point de vue de l'historiographie, surtout devant des historiens, à l'occasion d'un congrès des historiens. Les archives sont des mines pour l'historiographie d'où cette dernière tire sa matière première, et en même temps des ateliers, où cette matière première est traitée sous divers degrés et sous diverses formes, en partie par les archivistes, en partie par les historiens. Le travail des archivistes et celui des historiens est étroitement lié, souvent ils se fondent ensemble. L'archiviste doit être en même temps historien et l'historien doit être obligatoirement versé dans les questions des archives.

Le développement de l'historiographie fut lié à celui des archives et les deux se sont aidés mutuellement. L'historiographie moderne prit un essor particulier du moment où elle s'est mise à se servir du matériel des archives. En se développant, elle eut des exigences accrues vis-à-vis des archives, ce qui contribuait à l'évolution de celles-ci. Grâce à l'aide croissante des archives, l'historiographie continuait à se développer dans un rythme accéléré, en prenant de plus en plus d'ampleur.

L'historiographie à un certain degré de l'évolution suppose déjà des archives développées et vice-versa.

Bien que le développement de l'historiographie et des archives ait été parallèle, l'un et l'autre dépendaient des conditions économiques et sociales. Dans son essence, l'évolution de l'historiographie et des archives fut déterminée par celle des conditions économiques et sociales.

La transformation radicale qui s'est produite dans les conditions économiques et sociales de la Hongrie après la deuxième guerre mondiale et la libération du pays, a amené un changement radical dans l'évolution de l'historiographie hongroise aussi bien que dans celle des archives hongroises.

Dans ce qui suit, je voudrais brièvement exposer le progrès réalisé par les archives hongroises depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et la libération du pays, montrer le changement intervenu, et le lien qui attache les archives hongroises à l'historiographie hongroise qui, elle aussi, a subi le même changement.

Après la deuxième guerre mondiale et la libération du pays, la liquidation du régime économique et social du capitalisme s'est faite graduellement, et l'édification du socialisme avançait et avance pas à pas. Conformément à cela, le changement fondamental dans le développement de l'historiographie et les archives hongroises ne s'est pas produit immédiatement après la libération, mais seulement quelques années plus tard. Ce n'est qu'en 1950 que l'archivistique hongroise put être posée sur de nouvelles bases.

Nous pouvons résumer l'essentiel du changement par ce qui suit :

1. Constitution d'une organisation unitaire des archives publiques.
2. Élargissement des sphères d'activité des archives.
3. Rapport étroit entre les archives et les archives «vivantes» dont le matériel est appelé à être versé dans les archives.
4. Des travaux archivistiques d'un nouveau genre ont été entrepris.
5. Contact plus serré des archives avec l'historiographie.

Avant 1950, l'organisation des archives en Hongrie n'était point unitaire. Deux archives publiques centrales fonctionnaient dans le pays : les Archives nationales et les Archives d'Histoire Militaire. Les Archives d'Histoire Militaire qui furent fondées après la première guerre mondiale, dans le but de protéger les documents émanants des autorités militaires, ressortissaient au Ministère de la Défense nationale. Les Archives nationales dont nous reparlerons par la suite, dépendaient du Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique, non pas directement, mais par l'intermédiaire du Musée National de Hongrie. En dehors des Archives nationales, les plus importants musées et bibliothèques du pays se trouvaient sous l'autorité du Musée National. Les Archives nationales étaient organiquement liées à ces bibliothèques et musées, mais elles n'avaient pas de contacts suivis du même genre avec les autres archives du pays.

Outre les deux archives publiques centrales, chaque département et toutes les grandes villes possédaient des archives publiques. Ces archives départementales ou municipales dépendaient respectivement des autorités de la ville ou du département et ainsi, par leur intermédiaire, elles se trouvaient sous l'inspection du Ministère de l'Intérieur.

En dehors des archives publiques (centrales, départementales et municipales) il existait des archives de caractère privé. Les Églises, les grandes familles aristocratiques ainsi que les grandes banques, les usines, les entreprises etc. avaient leurs archives privées, sur lesquelles l'État n'avait aucun droit et avec lesquelles les archives publiques n'avaient pas de rapports réguliers.

Au cours de la réforme agraire de 1945, les grandes propriétés terriennes d'origine féodale sont passées aux mains du peuple et en même temps quelques unes des archives de l'aristocratie terrienne sont devenues propriété d'État, versées dans les archives publiques. Au cours de l'édification du socialisme, les grandes banques, usines et entreprises ont été nationalisées et leurs archives, devenues propriété

du peuple, enrichissaient le fonds des archives publiques. De ce fait une grande quantité de documents de grande valeur sont devenus accessibles à l'historiographie dans le domaine desquels les recherches auparavant avaient été impossibles, ou n'avaient qu'une possibilité limitée. Connaissant le rôle joué par les familles de grands propriétaires hongrois dans l'histoire de la Hongrie jusqu'en 1945 et sachant ce que représente sous un régime capitaliste l'influence exercée par les directeurs des grandes banques, des usines et des entreprises sur le sort du pays, on peut apprécier combien cet enrichissement des fonds des archives offre de nouvelles possibilités à l'historiographie hongroise pour mettre à jour la véritable histoire du peuple.

Les archives ecclésiastiques n'ont pas été versées dans les archives publiques mais elles sont devenues, en tant qu'elles ne l'étaient pas auparavant, accessibles aux chercheurs d'histoire.

Par l'introduction du régime des conseils, l'administration départementale et municipale s'est radicalement transformée. Par la même occasion les archives départementales et municipales se sont détachées du cadre de l'administration départementale ou municipale et ont été incorporées dans la nouvelle organisation unitaire valable pour l'ensemble du réseau des archives publiques.

C'est en 1950 que l'organisation unitaire des archives publiques a pu être constituée, prenant comme modèle l'organisation du réseau des archives, de caractère socialiste, de l'Union Soviétique, mais tenant compte en même temps des conditions spécifiques de la vie hongroise. L'archivistique hongroise était réglée à cette époque par un décret auquel vinrent s'ajouter par la suite de diverses dispositions. En vertu de ces dispositions, la structure des archives publiques en Hongrie présente l'aspect suivant.

L'autorité suprême des archives publiques est le Ministère de l'Instruction. Cette situation est un vestige de l'état antérieur où tous les instituts scientifiques, les bibliothèques et musées importants, ainsi que les Archives nationales ressortissaient à la compétence de ce Ministère. Aujourd'hui cet état de choses est déjà suranné. Les instituts de recherches scientifiques, les bibliothèques et musées importants relèvent actuellement en partie de la compétence de l'Académie des Sciences de Hongrie, en partie de divers ministères. Il est question actuellement de passer l'archivistique aussi sous une autre autorité suprême.

Toutes les archives publiques sont donc soumises actuellement à l'inspection du Ministère de l'Instruction. Exception est faite pour les Archives d'Histoire Militaire qui, fonctionnant comme la Section de l'Institut d'Histoire Militaire nouvellement créé, continuent à être du ressort du Ministère de la Défense Nationale.

Le Ministère de l'Instruction dirige le réseau des archives publiques réunies dans l'organisation unitaire par l'intermédiaire d'une autorité spéciale: le Centre national des Archives, fondé en 1950. Le Centre national des Archives n'est pas un dépôt d'archives, mais un service qui a pour tâche d'orga-

niser, de diriger et de contrôler le travail qui s'effectue dans les archives publiques. Ses collaborateurs scientifiques sont des archivistes.

Du point de vue scientifique, les archives publiques comme tous les instituts de recherches scientifiques, sont soumises à la direction de l'Académie des Sciences. C'est la section des sciences historiques et sociales, c'est-à-dire le comité suprême des sciences historiques de cette section qui transmet la direction de l'Académie aux archives. Dans la pratique cette direction signifie que l'Académie doit approuver et autoriser le plan scientifique des publications des archives et les introduire dans son propre plan scientifique. D'autre part, lors de l'élaboration du plan des travaux archivistiques, les archives tiennent compte du plan des sciences historiques, établi par l'Académie et le concertent avec le plan des sciences historiques, tout en tenant compte également du plan de l'Institut du Mouvement ouvrier, institut scientifique du Parti des Travailleurs Hongrois.

Les travailleurs des archives, conformément à leurs rayons d'activité sont répartis en diverses catégories. Ces catégories constituent quatre groupes: un groupe scientifique, un groupe technique, et deux groupes administratifs. Chaque groupe compte plusieurs catégories. Conformément au principe du système socialiste des salaires, c'est le travail effectivement accompli, la sphère d'activité et non pas — comme avant la libération — le nombre des années de service qui détermine à quelle catégorie de salaire le travailleur appartient. Entre les limites inférieures et supérieures de salaires des diverses catégories, il y a une certaine possibilité permettant de prendre en considération et de rétribuer une qualité supérieure dans la même catégorie de travail. D'après leurs années de service, les travailleurs touchent un supplément d'ancienneté.

Le travail des employés d'archives des catégories techniques et administratives est aussi considéré comme travail de caractère scientifique. Il s'en suit que les travailleurs de ces catégories touchent un salaire plus élevé que les travailleurs administratifs d'une autre branche d'activité. Ce qui prouve qu'aujourd'hui en Hongrie on attribue une importance scientifique bien plus grande à l'activité archivistique qu'autrefois, lorsque sous l'ancien régime, on classait les travailleurs administratifs et techniques des archives dans la catégorie des garçons de bureau ou des huissiers. Ce fait montre en même temps qu'il n'y a pas de mur infranchissable entre les travailleurs scientifiques d'une part, et des employés techniques et administratifs, d'autre part. Pour remplir la fonction d'archiviste il est exigé en général un diplôme universitaire de la Faculté de l'archivistique. Mais il arrive qu'un employé technique ou administratif, sans diplôme universitaire, en vertu de son travail excellent et de son expérience de plusieurs années aux archives, peut rentrer dans la catégorie scientifique et remplir la fonction d'archiviste.

Ce changement est significatif, en comparaison de l'état de choses d'avant la libération, lorsque le côté scientifique du travail technique et administratif

aux archives n'avait été nullement reconnu et les employés techniques ou administratifs n'ont eu aucune chance de pouvoir monter en grade, c'est-à-dire entrer dans une catégorie de salaire plus élevée. Les employés techniques et administratifs des archives hongroises sont aujourd'hui bien plus à la hauteur de leurs tâches qu'ils ne l'étaient avant la libération et exécutent des travaux d'archiviste qui ne pouvaient être faits avant que par des archivistes, qui ont fait leurs études universitaires. Ils déchargent ainsi dans une grande mesure les archivistes diplômés qui ont par là la possibilité d'utiliser une plus grande partie de leur temps à faire des travaux, exigeant davantage de bagages scientifiques.

Les archives publiques qui fonctionnent sous la direction et le contrôle du Centre national des Archives sont soit centrales ou nationales, soit locales. Sans compter la Section d'Archives de l'Institut de l'Histoire Militaire déjà mentionnée, il y a deux archives centrales ou nationales : les Archives nationales hongroises et les Archives économiques centrales, toutes les deux se trouvent dans la capitale, à Budapest.

Les Archives nationales hongroises ont leurs racines historiques dans une loi datant du début du XVII^e siècle qui a décrété que les documents les plus importants, concernant les affaires du pays devaient être conservés par la personne qui remplirait la haute dignité de palatin de Hongrie, représentant le roi absent du pays. Ses héritiers avaient été tenus à remettre ces documents au nouveau palatin. Au début du XVIII^e siècle une nouvelle loi disposa de manière qu'il fallait créer des archives spéciales pour conserver les documents du pays et y employer des archivistes spéciaux. Cette loi est entrée pratiquement en vigueur en 1756, ce qui veut dire que l'année prochaine il y aura deux cent ans que les anciennes archives nationales, l'«*archivum regni*» furent constituées. Par la suite, ces anciennes archives nationales ont fusionné avec les nouvelles Archives nationales qui, fondées 1875, fonctionnent encore aujourd'hui. Les Archives nationales se sont aménagées après la première guerre mondiale dans leur édifice actuel qui a été construit pour cet usage, avec une installation moderne de dépôts.

Ce sont les Archives nationales qui ont sous leur garde les documents écrits des organismes supérieurs du pouvoir et des organes de l'administration de l'État, ainsi que ceux des tribunaux suprêmes. Les archives et collections de documents de famille s'y trouvent aussi. Ces dernières renferment la collection du Moyen-Age qui contient les documents provenant d'avant 1526, date historique de la Hongrie. Cette collection compte environ 104 000 pièces sans qu'on ait pris et y versé les documents qui se trouvent dans les archives locales.

Le fonds des Archives Nationales, et par conséquent sa structure, se divise en plusieurs sections :

1. Les archives des organes centraux du pouvoir et de l'administration de l'État, de l'époque du féodalisme (jusqu'en 1867).

2. Les archives des organes centraux du pouvoir et de l'administration de l'État de l'époque bourgeoise (1867—1944).

3. Les archives des tribunaux suprêmes des époques féodale et bourgeoise,

4. Les archives des organes centraux du pouvoir et de l'administration de l'État, et des tribunaux suprêmes de l'époque démocratique populaire (depuis 1945).

5. Les archives et collections de famille.

La section des Archives nationales qui garde les documents datant de l'époque de la démocratie populaire, est le noyau des nouvelles archives centrales, archives de l'époque de l'édification du socialisme et dont la création est parmi nos tâches futures. Dès la constitution de ces nouvelles archives centrales, le fonds des Archives nationales sera limité aux documents datés jusqu'en 1944, et le nouveau matériel, collecté à partir de 1945, sera conservé dans les nouvelles archives.

En dehors des cinq groupes, ou sections que nous venons d'énumérer, un groupe de prise de film y fonctionne également, avec un atelier de photos bien équipé. Les films y sont gardés dans un dépôt installé spécialement pour ce but. Le nombre de films pris jusqu'ici dépasse les 3 millions.

Un atelier spécial est installé pour la conservation, la restauration, et relieure des documents et livres détériorés.

La bibliothèque spéciale, à l'usage des archivistes et les chercheurs contient près de 36.000 ouvrages historiques et d'archivistique.

Deux salles sont à la disposition des chercheurs où 50 personnes peuvent prendre place à la fois. C'est à peu près le nombre des chercheurs qui viennent journellement travailler dans les salles de recherches.

Le gouvernement de la Hongrie démocratique populaire attache une grande importance au développement de l'archivistique et la soutient pleinement. Il a des soins tout particuliers pour les Archives nationales dont le bâtiment et le fonds ont subi — comme beaucoup d'archives locales — de graves dommages au cours de la deuxième guerre mondiale. C'est après la libération que les ateliers de photos et de restauration des documents furent créés et cinq de ses douze grands dépôts ont été équipés.

Ces dépôts sont actuellement tous remplis. Les Archives nationales gardent actuellement environ 31.000 mètres courants de matériel de documents ; dans les autres archives publiques il y en a environ 85.000 mètres courants. Le total des fonds se trouvant dans des archives publiques représente donc environ 110.000 mètres courants. Il faut remarquer que le mètre courant dans les archives hongroises représente environ une fois et demi la quantité de matériel qu'on appelle couramment, dans la pratique internationale de l'archivistique, un mètre courant. Ainsi la quantité de documents gardés dans les archives hongroises correspond environ à 174.000 mètres courants internationaux.

L'autre institution archivistique centrale du pays, les Archives Économiques Centrales furent fondées en 1953. Elles possèdent actuellement environ 7.500 (11.500) mètres courants de fonds. Ces archives ont reçu en garde les documents des organismes économiques (banques, mines, usines, entreprises etc.) qui ont joué un rôle prépondérant dans la vie économique du pays et vers lesquels se tournent en premier lieu les recherches historiques. Les documents des autres organismes économiques moins importants, sont versés dans les archives locales.

Il y a 21 archives publiques locales en Hongrie. Elles sont nées des anciennes archives départementales et municipales. A Budapest, dans la capitale, deux archives locales fonctionnent.

Quant aux archives privées, des archives économiques en propriété privée n'existent plus en Hongrie. Des archives de famille d'une certaine importance ne se trouvent pas non plus sous la garde des particuliers. Uniquement de petites collections de documents, des fragments d'archives ou des documents isolés peuvent se trouver en possession des particuliers qu'ils doivent d'ailleurs déclarer si ceux-ci ont une valeur historique. Au moment de la vente d'un tel document ou de collection les archives publiques ont la priorité d'achat. Les archives publiques achètent régulièrement aux particuliers des documents ayant la valeur de source historique.

Les Églises possèdent encore des archives privées. L'organisation des archives publiques exerce le droit de surveillance sur les archives ecclésiastiques, ce qui veut dire qu'elle veille à ce que les documents soient en sécurité et qu'il n'y ait pas d'empêchement pour les chercheurs pour y faire des recherches. Les archives plus importantes de l'Église catholique — sauf en ce qui concerne les documents des dernières trente années — sont mises sous double garde, c'est-à-dire les archivistes de l'organisme ecclésiastique en question et ceux des archives publiques desquelles dépendent territorialement les archives ecclésiastiques, exercent ensemble la surveillance de ces documents. Par leur travail accompli dans les archives ecclésiastiques sous double garde, les travailleurs des archives publiques contribuent à rendre ce matériel le plus rapidement et le plus facilement accessible aux recherches.

*

Ce qui a permis à l'archivistique hongroise de prendre un grand essor après la libération, ce fut — à part le changement intervenu dans l'organisation des archives — l'élargissement de leur champ d'activité. Quant à la question des documents à être déposés dans les archives, le point de vue vient d'être radicalement changé. Avant la libération ce n'étaient que les documents des organes du pouvoir de l'État et des administrations centrales, des tribunaux suprêmes, ainsi que ceux des administrations départementales et municipales

qui ont été versés dans les archives publiques y compris les archives de famille que leurs propriétaires remettaient bénévolement aux archives pour y être protégées. Même parmi les institutions de l'État il en existaient plusieurs dont les archives étaient hors du champ d'activité des archives publiques, et qu'on considérait comme de peu d'intérêt pour être conservées. Ces organismes ou institutions gardaient les pièces officielles — qui sont nées au cours de leur fonctionnement — dans leurs archives tant qu'ils en avaient besoin du point de vue pratique, ensuite ils les ont mises au triage. C'était le même cas chez la grande majorité des organismes privés.

Selon la nouvelle conception de l'archivistique, il est entendu que le matériel de documents de tous les organismes de l'État est déposé dans les archives. La signification et la validité de ce principe ne sont nullement diminuées par le fait qu'en pratique ce n'est pas toute la collection de documents, mais quelquefois seulement une partie de celle-ci, — après avoir été triée — qui est déposée effectivement dans les archives et que la première phase du triage se fait avant la déposition.

Cet élargissement du champ d'activité a eu comme résultat que le fonds des archives s'est accru dans un rythme rapide. La quantité de documents gardés dans les archives publiques a augmenté du début de 1951 à la fin de 1953, donc en 3 ans, de près de 50%.

Le rythme de l'accroissement du fonds des archives a été accéléré par le fait que tandis qu'avant la libération les ministères ne remettaient aux archives, que leur documents âgés de plus de trente-deux ans — les organismes départementaux et municipaux ceux datés de 10 ou 15 ans — actuellement c'est en général déjà après cinq ans que les documents une fois triés sont remis aux archives. C'est ce qui explique que d'ores et déjà il y a une grande quantité de documents datés d'après la libération qui sont dans les archives. Toutefois il y en a moins que ce qui aurait dû s'y trouver. Cela s'explique d'une part par le fait que les organismes en fonction ont encore souvent besoin des documents datant de plus de 5 ans pour la gestion de leurs affaires courantes, d'autre part et surtout par le fait que les archives, dans leurs dépôts, n'ont pas assez de place pour pouvoir prendre en garde tout le matériel de documents datés de plus de cinq ans. En Hongrie, comme partout dans le monde, le problème des dépôts — malgré l'agrandissement continu des archives — est le problème le plus cuisant de celles-ci.

L'élargissement du champ d'activité des archives sur tous les documents qui sont datés de plus de cinq ans, donc sur les documents du présent, est étroitement lié aux principes léninistes de la science historique. L'historiographie marxiste—léniniste a rejeté la conception bourgeoise qui — pour des raisons faciles à comprendre — s'est toujours refusé l'analyse scientifique de l'histoire contemporaine. Par contre, les recherches scientifiques de l'histoire attachent une forte importance à l'élaboration de l'histoire de l'époque de l'édification

du socialisme et de l'époque du socialisme. Il en résulte pour l'historiographie l'importance exceptionnelle des sources écrites de l'époque actuelle, celles de nos jours. C'est pourquoi les documents de plus de cinq ans doivent être mis en dépôt dans les archives.

*

L'élargissement du champ d'activité des archives dont nous venons de parler, s'étendant sur les documents de tous les organismes et sur les documents de nos jours, est en rapport avec un autre trait des archives d'aujourd'hui qui caractérise également l'évolution de l'archivistique hongroise d'après la libération. C'est le rapport étroit entre les archives et le dépôt des documents appelés à être versés dans les archives.

La nouvelle conception de l'archivistique considère comme fonds d'archives même les documents des organismes en fonction qui ne sont pas encore déposés dans les archives, mais qui sont appelés à y être versés plus tard. Elle considère comme fonds d'archives les documents qui se trouvent dans les archives «vivantes» des organismes en fonction.

Cette conception de l'archivistique était inconnue en Hongrie avant la libération, comme elle est inconnue encore aujourd'hui dans beaucoup de pays. Autrefois les archives n'avaient aucun contact avec les dépôts de documents des organismes en fonction. Le seul contact qu'ils ont eu c'était que les dépôts remettaient au bout de 10 à 15 ou 32 ans leurs documents aux archives.

La nouvelle conception de l'archivistique qui considère ce contact comme indispensable, est pleinement en vigueur en Union Soviétique et est en train de gagner du terrain aussi dans les pays de démocratie populaire. La justesse de la nouvelle conception est évidente aux yeux des historiens et des archivistes. Il est inutile d'insister sur le fait que le sort des documents appelés à être versés dans les archives, intéresse directement et au plus haut degré les archives et à travers d'elles l'historiographie elle-même, puisque ces archives «vivantes», ces documents en circulation seront versés tôt ou tard dans les archives et deviendront là des sources importantes de l'historiographie. Il arrive même que l'historiographie en étudiant l'histoire de nos jours utilise comme sources, des documents des «archives vivantes» sans attendre qu'ils soient versés dans les fonds des archives. Archivistes et historiens ne peuvent donc pas regarder avec indifférence dans quel état se trouvent ces documents, dans quel état ils se trouveront au moment d'être versés dans les archives, et s'ils y sont versés ou non.

En Union Soviétique et dans certains pays de démocratie populaire, comme p. ex. en Pologne, ce contact entre les archives et les documents en circulation s'est déjà complètement établi, de façon que les archives contrôlent de tous les points de vue le maniement et l'administration de ces documents, en s'assurant ainsi non seulement que les documents d'une valeur de source historique ne soient pas détruits, mais qu'après une préparation convenable, ce

matériel soit versé dans un état parfait dans les archives. En Hongrie ce contact laisse encore beaucoup à désirer. Les archives hongroises pour le moment, n'enregistrent que ce matériel, et ne contrôlent que le triage qui se fait avant la remise des documents aux archives. Par cela, elles peuvent empêcher que des documents de valeur de source historique soient détruits, anéantis. Par contre, les archives hongroises n'ont pas encore le moyen de contrôler de tous les points de vue l'état et le travail de ces archives «vivantes» et assurer par là que les documents dignes à être conservés, ayant une valeur de source historique, après une préparation convenable soient versés aux archives dans un état parfait. Les archives devront se charger, dans l'avenir, chez nous aussi, de cette tâche importante qui en Union Soviétique et dans certains pays de démocratie populaire, absorbe une part considérable de l'activité des archives. De cette manière, les archives rendront leur propre travail plus facile, car elles n'auront pas à mettre en ordre les documents arrivés en état parfait et munis d'instruments nécessaires. Elles rendront en même temps grand service à l'historiographie, en mettant à sa disposition les documents beaucoup plus rapidement, même quand ceux-ci se trouvent encore dans les archives «vivantes».

Ce qui, en partie, empêche le contact suivi entre les archives et les archives «vivantes», et le contrôle sur les documents appelés à être versés dans les archives, c'est que les archives sont absorbées par leurs travaux intérieurs qui, depuis la libération et surtout après la réorganisation de l'archivistique en 1950, ont considérablement augmenté. Il fallait combler d'urgence les nombreuses lacunes laissées en héritage par le passé.

*

Avant la libération les travaux d'archives dans les archives hongroises n'ont pas été faits dans la mesure et rythme désirés par l'intérêt des recherches historiques. Plus de la moitié du temps des archivistes a été prise par les rapports d'expertise qu'ils devaient préparer sur les demandes adressées au ministère de l'intérieur, au sujet de l'autorisation de porter des titres de noblesses, d'utiliser la particule et les armoiries nobiliaires familiales. La société bourgeoise de Hongrie qui a repris et sauvé les vestiges du féodalisme, attachait un grand poids aux titres de noblesse, aux particules et armoiries, et les cas concernant ces titres relevaient de la compétence des Archives nationales. Par ailleurs, dans les archives départementales et municipales les dirigeants de l'administration locale avaient chargé les archivistes de travaux d'administration qui n'avaient rien à voir avec l'archivistique.

Après la libération et surtout après 1950, cette situation malheureuse a complètement changé. Les archives pouvaient s'adonner aux travaux qui étaient de leur ressort. Elles avaient à rattraper les retards, à réparer les né-

gligences de plusieurs dizaines d'années, à se mettre à des travaux de nouveau genre. Elles ont attaché une plus grande importance à la recherche, à l'enregistrement et — autant que la place dans les dépôts l'a permis — à la rentrée des documents appelés à faire partie du fonds des archives. Cela était d'autant plus nécessaire que le champ d'activité des archives — comme nous l'avons déjà mentionné — s'est considérablement élargi. Tandis que les archives, auparavant, attendaient confortablement que les documents appelés à être versés dans les dépôts, viennent d'eux-mêmes frapper à leurs portes, actuellement les archivistes font régulièrement des démarches pour savoir où il se trouve du matériel de ce genre et l'enregistrent avec précision, tant qu'ils ne peuvent pas le prendre en garde. La liste d'enregistrement ne sert pas seulement les objectifs de l'archivistique dans l'acception stricte du terme, mais elle sert aussi à informer les historiens, en leur indiquant où ils peuvent trouver, en dehors des archives, tel ou tel document de valeur de source historique. Grâce à cette collecte régulière des documents, la quantité de fonds des archives — comme nous l'avons déjà dit — a rapidement augmenté, surtout en ce qui concerne le matériel concernant l'histoire moderne et contemporaine.

Les prises de films qui servent la conservation des documents et facilitent les recherches, ont également fait beaucoup de progrès. Les Archives nationales, possédant un laboratoire de photos bien équipé, avec une installation moderne, font filmer non seulement leurs séries de documents les plus importants, mais aussi les séries des archives locales le plus souvent demandées par les chercheurs, ayant une valeur particulière. Les chercheurs peuvent ainsi lire les documents qui se trouvent en province, filmés et projetés par l'appareil de lecture des Archives nationales et ne sont pas obligés de faire un voyage en province.

Il y a un échange régulier de films entre la Hongrie et les pays voisins de démocratie populaire, en premier lieu la Tchécoslovaquie et la Pologne. Ces échanges, depuis le congrès des historiens qui s'est déroulé en 1953 à Budapest, ont pris des proportions plus grandes. Les archives hongroises possèdent beaucoup de documents qui contiennent des données de valeur de source, concernant l'histoire des pays de démocratie populaire voisins et par contre, les archives de ces pays ont des documents se rapportant à l'histoire de Hongrie. Tout en respectant le principe de provenance, ces documents originaux restent à leur place ; on échange seulement les films pris sur eux.

Étant donné que la Hongrie, de 1526 jusqu'à 1918, était sous la domination des Habsbourg, faisant partie de l'empire des Habsbourg et fut gouvernée de Vienne par la Cour autrichienne, les archives de Vienne contiennent beaucoup de documents ayant trait à la Hongrie. Le Centre national des Archives fait régulièrement filmer les séries de documents touchant la Hongrie et ces films sont déposés aux Archives nationales. Les chercheurs hongrois peuvent ainsi consulter le matériel des archives viennoises sans être obligés de faire un voyage à Vienne.

Après la libération, les Archives nationales ont introduit en plus un nouveau genre de travail: la conservation et la restauration des documents et des sceaux. Durant la deuxième guerre mondiale, beaucoup de documents ont subi des dégâts, se sont détériorés, c'est ce qui a rendu nécessaire de s'occuper de leur protection. Bien qu'un atelier spécial fut installé où l'on conserve et restaure non seulement les documents et les sceaux des Archives nationales, mais aussi ceux des archives locales, et que la quantité de documents et de sceaux ainsi sauvés de la destruction ne soit pas insignifiante, les archives hongroises loin de disposer d'instruments de travail aussi perfectionnés, et de travailler avec des méthodes modernes dans le domaine de la conservation et de la restauration, comme p. ex. les archives de la Pologne démocratique populaire, sans même parler de l'Union Soviétique où la conservation et la restauration dans les archives se fait à un niveau scientifique très élevé.

Une des tâches principales des archives en Hongrie est le classement des documents. Ce n'est pas une tâche nouvelle, mais qui fut négligée dans le passé et il faut réparer cette négligence. Les nouveaux documents qui viennent d'enrichir en masse les fonds des archives doivent être également classés. Ce qui rend difficile ce classement c'est qu'en Hongrie — contrairement à la pratique dans les autres pays — ni dans le passé, ni actuellement les documents ne sont pas et n'ont jamais été reliés ou lacés ensemble, mais chaque document est une pièce à part. L'explication en est que le système des archives n'est pas basé sur un ordre d'après le sujet — ce qui permettrait de lier ensemble les documents portant sur le même sujet —, mais sur l'ordre chronologique ou bien numérique. Avec ce système les documents se rapportant au même sujet ne sont pas déposés l'un à côté de l'autre, ainsi il n'y a aucune raison de les lacer ou relier ensemble. Lors du classement, il faut donc travailler non pas avec des liasses ou des pièces brochées ensemble, mais avec des pièces séparées, ce qui rend le classement plus lent et plus difficile.

Au cours de leur travail de classement, les archives hongroises respectent et font valoir le principe de la provenance, généralement admis dans la pratique internationale de l'archivistique, ce qui veut dire qu'elles ne touchent point à l'ordre organique des documents, elles ne construisent pas artificiellement des séries de documents relatifs au même sujet. Néanmoins, elles savent pertinemment que les documents classés d'après leur sujet facilitent la recherche scientifique de l'histoire, par rapport aux séries classées dans l'ordre chronologique ou numérique. C'est pourquoi, au cours du classement, sans violer le principe de la provenance, tout en respectant l'ordre organique à l'intérieur du même fonds, ils s'efforcent de faire un classement d'après le sujet, pour constituer des séries de documents liés par le sujet ce qui facilite les recherches en elles-mêmes, sans avoir recours aux auxiliaires. Lors du classement des archives de familles ou économiques, il y a beaucoup de possibilités de faire valoir ce point de vue. Au cours du travail de classement dans les archives, l'élaboration d'un

système unique sur la base du sujet a été réalisée. On s'en sert conséquemment, à tous les travaux de classement de ce caractère.

A côté du contrôle et de la direction de la mise en triage qui se fait dans les dépôts de documents avant qu'ils soient versés dans les archives, les archives hongroises font elles-mêmes le triage de leurs fonds, mais seulement parmi les documents datés d'après 1867 et pour le moment seulement sur une petite échelle. Le fait qu'en Hongrie les documents sont versés dans les archives par pièces séparées et non pas en liasses ou brochures, influe sur la manière de la mise en triage aussi, en la rendant plus lente et difficile. Les archives hongroises trient les pièces une par une, elles doivent, donc, lors du triage s'occuper séparément de chaque pièce donc la mise en triage a son importance du point de vue des recherches d'histoire aussi, puisqu'elle débarrasse les fonds des archives des pièces n'ayant aucune valeur de source et qui ne représente que d'embaras pour les recherches. Le triage rend l'orientation plus aisée dans un matériel moins nombreux, mais ayant plus de valeur de source.

A côté du classement, l'une des tâches principales des archives hongroises est la préparation d'instruments auxiliaires qui facilitent l'usage et la recherche des documents. Par la préparation de ces auxiliaires, les archives offrent une aide précieuse à l'historiographie et ainsi, indirectement, elles prennent part à son activité.

Les archives hongroises distinguent deux sortes d'instruments auxiliaires. Le premier groupe de ces auxiliaires décrit les documents individuellement, au deuxième groupe appartiennent ceux qui résument une partie plus ou moins grande des documents connexes.

Il est incontestable que les instruments auxiliaires qui décrivent les documents individuellement, sont plus utiles pour les chercheurs. La préparation de ceux-ci demande cependant beaucoup de temps. Or, les recherches historiques ne peuvent pas attendre aussi longtemps et tant que ces instruments ne sont pas encore faits, elles ont besoin d'instruments auxiliaires d'archives d'une autre sorte qui se préparent plus rapidement et peuvent être mis en usage plus vite. Les archives hongroises considèrent donc comme leur premier devoir, de préparer des auxiliaires conformes à la nécessité. Cet objectif est, par ailleurs, servi par le fait que pour la plupart des documents, on dispose d'instruments auxiliaires qui tiennent compte des pièces individuellement et qui ont été faits pour l'usage courant, avant que les documents aient été versés dans les archives : des protocoles, des procès-verbaux, des registres, des listes, des indicateurs etc. Ces instruments auxiliaires ont été faits non pas dans le but de servir les recherches historiques et selon les principes des archives, mais selon les besoins de l'administration des affaires en cours et ont un caractère plutôt administratif et non pas scientifique. Malgré cela ils peuvent satisfaire dans une certaine mesure aux exigences de la recherche scientifique, et ont une certaine utilité, quoique provisoire.

Tenant compte de ce fait, les archives hongroises préparent des instruments auxiliaires à chacune des pièces (fiches, catalogues etc.) dont aucune liste ou registre n'est à leur disposition. Ces instruments se préparent selon l'ordre d'importance des documents, conforme à leur valeur de source. Les deux principaux auxiliaires d'archives sont: le résumé et l'index des noms et des sujets. Quant à leurs formes, ils se font soit sous forme de liste, soit comme catalogue sur fiches. Cette dernière forme est plus moderne et, pour cette raison, plus employée. Les fiches reproduites peuvent être utilisées pour établir des listes, pour faire des index divers, sont faciles à manier et peuvent être complétées à tous moments, sans porter préjudice au système établi.

Comme exemples les plus caractéristiques de ces auxiliaires d'archives individuels, nous pouvons citer les registres des documents du Moyen Age (d'avant 1526), les fiches de catalogue prises sur les cartes géographiques, ainsi que les index divers des chartes et documents et des collections de cartes géographiques.

Des auxiliaires de ce genre n'ont été faits avant la libération qu'à titre d'essai, ce travail n'est devenu régulier qu'au cours de ces dernières années.

Une nouvelle sorte d'auxiliaire d'archives, décrivant chaque pièce individuellement est le catalogue nommé d'après le sujet. Les archives hongroises ont appris de la pratique archivistique de l'Union Soviétique l'existence de cette sorte de catalogue et l'ont appliquée dans la pratique hongroise. Dans ce genre de travail, le document auxiliaire, la fiche de catalogue d'après le sujet, se fait sur les pièces individuellement, non pas sur chaque pièce, mais sur celles qui ont trait au sujet choisi.

Lors de la préparation des catalogues sur sujet, il importe peu s'il existe déjà des documents auxiliaires concernant le matériel en question. C'est l'importance du sujet qui décide si un document auxiliaire, catalogue d'après le sujet doit être préparé ou non, pour aider les recherches concernant le sujet en question. Les catalogues d'après le sujet ne sont préparés que pour faciliter les recherches relatives à des sujets d'importance exceptionnelle. L'histoire du mouvement ouvrier est par exemple un sujet d'une telle importance pour l'historiographie de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire. Le travail de la plus grande envergure des archives hongroises, quant à la mise à jour des sujets, a été fait pour faciliter les recherches de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois entre les deux guerres mondiales. Toutes les archives publiques ont participé à ce travail, en le menant selon les mêmes principes. Ce travail a eu un bon résultat, quoique les méthodes bien développées des archives soviétiques n'aient pas toujours pu être appliquées.

De même, basées sur les expériences soviétiques, certaines archives hongroises ont fait un travail de mise à jour de certains sujets dont le but n'était pas de faciliter les recherches historiques, mais d'offrir une aide à l'économie populaire. Il est d'ailleurs caractéristique de la nouvelle conception archivistique qu'elle considère comme une de ses tâches, de mettre les archives non

seulement au service des recherches historiques, mais aussi à celui de l'économie populaire. Cette conception provient tout naturellement du fait que les documents des organismes économiques sont versés dans les archives, ainsi que du fait que les documents neufs, quelques années après leur naissance, sont déjà déposés dans les archives. Or, ce n'est pas seulement les documents neufs qui contiennent des données utiles pour l'économie populaire, et dont la signalisation sert les intérêts économiques. Les Archives nationales hongroises ont p. ex. fait dans l'intérêt de l'économie populaire un travail de mise à jour de sujets concernant les plans des mines, en préparant un catalogue des plans de mines qui étaient sous sa garde. Cette mise à jour s'étendait non seulement sur les nouveaux plans, mais aussi sur les plans des mines anciennes, car l'économie nationale peut souvent tirer profit de ces anciens plans aussi.

Ce travail de mise à jour de sujets pour l'économie nationale et ces catalogues sont naturellement à la disposition des chercheurs historiques et servent — même si ce n'est pas en premier lieu — aussi leurs intérêts.

Quoique les archives hongroises aient fait, après la libération, des documents auxiliaires d'archives sur quelques séries très importantes et qui concernaient des sujets considérables, en décrivant toutes les pièces individuellement, elles ne se sont pas fixé comme tâche principale la préparation de documents auxiliaires de ce genre, mais plutôt celle des auxiliaires qui ne décrivent pas tous les documents individuellement, mais rendent compte d'une partie plus ou moins grande du matériel, contenant des documents qui ont une corrélation entre eux. Les auxiliaires d'archives de telle sorte, tout en étant plus faciles à préparer, ont leur importance aussi bien du point de vue des recherches historiques que de celui des archives, étant donné qu'ils ne donnent pas seulement une vue sur certaines pièces, ou dans le meilleur cas sur certaines séries de documents, mais renseignent les chercheurs sur tout le matériel conservé dans les archives, en facilitant leur orientation parmi les documents.

Des documents auxiliaires d'archives de ce genre n'ont été faits avant la libération que sous une forme primitive, plutôt à titre d'essai. En général il n'y avait pas d'auxiliaires d'archives traitant tout le matériel conservé dans les archives, ni pour l'usage intérieur des archivistes, ni pour satisfaire aux exigences des chercheurs. Après la libération, dans toutes les archives publiques hongroises, — à côté du classement — la préparation de tels documents auxiliaires est devenue la tâche principale. Les archives se sont mises à réaliser cette tâche selon des principes identiques, avec un travail assidu.

Il y a plusieurs sortes d'auxiliaires d'archives du genre mentionné. Un document auxiliaire de ce genre p.ex. dresse une liste des pièces par unité de dépôt. Comme dans les archives hongroises l'unité de dépôt des documents est la liasse, cet auxiliaire porte le nom de : liste par liasses. La liste par liasses énumère séparément toutes les unités de dépôt (liasse, volume, boîte, dossier, etc.) et indique les marques d'archives initiales et finales des documents contenus

en elles. La liste par liasses n'a pas à indiquer le sujet ou le contenu des documents conservés dans les unités de dépôt. Elle est faite à l'usage intérieur des archives, pour les employés des archives et non pas à l'usage extérieur, pour les chercheurs. Toutefois, les chercheurs peuvent se servir avec profit de cette liste par liasses. Les marques d'archives des documents, surtout dans les archives qui suivent l'ordre d'après le sujet, donnent une certaine indication concernant le sujet ou le contenu. Dans les archives qui suivent le système chronologique ou numérique, la liste par liasses offre naturellement moins d'indications aux chercheurs concernant le sujet ou le contenu des documents. Elle peut quand même donner, même dans ces cas, des renseignements utiles, relatifs au système des archives et à la quantité du matériel. Son avantage consiste à pouvoir être préparée rapidement. Elle est indispensable à l'usage intérieur des archives, comme auxiliaire de caractère d'inventaire qui tient compte de tout le matériel des archives. Or, pour satisfaire aux exigences des recherches historiques, d'autres documents auxiliaires sont nécessaires.

Des listes spéciales, des «conspectus» sont établies sur les archives, c'est-à-dire des fonds d'archives ou sur certaines parties des fonds dont le matériel est classé d'après les sujets. Les conspectus font paraître et reflètent la division par sujet. Ces listes par sujets (conspectus) ne se tiennent pas aux unités de dépôts, mais aux unités d'après les sujets. Une unité d'après le sujet peut être plus grande ou moins grande qu'une unité de dépôt, mais peut aussi coïncider avec elle. Pour ces raisons, les conspectus sont plus longs ou plus courts que les listes par liasses.

Les conspectus sont faits plutôt pour renseigner les chercheurs et non pas tant pour l'usage intérieur. Bien qu'ils ne donnent d'autres renseignements que l'indication du sujet et de l'époque, ils sont des auxiliaires d'archives très utiles à l'usage des recherches historiques. C'est pourquoi les archives hongroises forment le projet de publier ces listes, sous forme ronéotypée.

Or, la grande majorité des documents des archives hongroises, c'est-à-dire des fonds d'archives sont classés non pas par ordre des sujets, mais par ordre chronologique ou numérique et les documents aux sujets les plus divers se trouvent placés l'un à côté de l'autre, par ordre chronologique ou numérique. En ce cas, il n'est pas possible de dresser une liste par sujet (conspectus) et la liste par liasses ne dit pas grand'chose non plus, concernant le sujet ou le contenu des documents.

Cette circonstance a rendu nécessaire que les archives hongroises fassent des auxiliaires d'archives complets, en dehors des listes par sujet et des listes par liasses. Tels sont les inventaires des archives.

Les archives hongroises distinguent deux sortes d'inventaires : les inventaires de base et les inventaires de documentation (analytique).

Les inventaires de base décrivent le matériel conservé aux archives par fonds, ou — au cas où le fonds se divise en plusieurs parties — par parties de

fonds et donnent des renseignements là-dessus. Ils indiquent le titre du fonds ou de la partie de fonds, l'âge, le sujet — d'une manière brève —, l'analyse, la composition, le volume, la place au dépôt, la cote des documents, le mode de conservation, le système des archives, la possibilité et la méthode des recherches, en ajoutant éventuellement d'autres remarques et énumérant enfin, les travaux archivistiques qui restent à faire avec ce matériel.

Toutes les archives ont la mission de protéger les documents confiés à leurs soins, de les tenir en sécurité et encore de les rendre le plus facilement accessibles et utilisables pour les recherches diverses. Dans l'intérêt de ce double but : garder soigneusement le matériel et être au service des recherches, l'archiviste doit connaître à fond son matériel. Il doit connaître les documents, leur état, pour pouvoir faire son travail d'archiviste consciencieusement, avec assurance, en mesurant les tâches qu'il a à remplir. Les inventaires de base sont là pour l'aider. Ce sont des inventaires, car ils inventorisent le matériel des documents, en suivant l'ordre dans les dépôts, ce sont des inventaires de base, car ils constituent la base de tout travail ultérieur relatif aux documents.

Les Archives nationales ont commencé à dresser des inventaires de base en 1949. Le Centre national des Archives, fondé en 1950, fixa comme première tâche pour toutes les archives, d'établir des inventaires de base. Il en résulte que toutes les archives publiques de Hongrie, ainsi que les archives ecclésiastiques sous double inspection, possèdent des inventaires de base et les tiennent à la disposition de ceux qui s'y intéressent.

L'établissement des inventaires de base, embrassant tout le matériel de documents des archives publiques, est le résultat le plus important de l'activité des archives hongroises depuis la libération. Avant la libération, les archives hongroises n'avaient point des inventaires de base ou des auxiliaires semblables. En tant que nous connaissons les inventaires faits dans les diverses archives du monde entier, inventaires dont une partie a été publiée —, ce travail accompli dans nos archives peut être considéré comme très sérieux, même sur l'échelle internationale, quoique tous nos inventaires de base n'aient pas la même valeur.

Les inventaires de base n'ont pas seulement leur rôle du point de vue du travail intérieur des archives, mais ils offrent une aide précieuse aux recherches historiques. La connaissance des données des inventaires de base concernant le sujet, l'âge, la quantité, la composition des documents, des données relatives au système d'archives et à la possibilité et méthode des recherches, offrent une documentation très précieuse aux chercheurs, en premier lieu aux chercheurs d'histoire. C'est ce qui a incité les archivistes hongrois et le Centre national des Archives à publier les inventaires de base à un nombre d'exemplaires conforme à la nécessité. Dans les inventaires de base publiés, on ne fait pas figurer les données qui n'intéressent que les archivistes qui soignent et manient le matériel. Mais on y retrouve tous les renseignements qui peuvent orienter les chercheurs parmi les documents.

Les inventaires de base concernant les fonds conservés dans les Archives nationales ont été publiés les premiers, car ce sont ces fonds qui contiennent les sources les plus importantes de l'histoire hongroise, et l'attention des historiens se tournent premièrement vers ceux-ci. De 1951 à 1954, neuf volumes ont été publiés de la série des inventaires de base des Archives nationales. De cette manière la publication des inventaires de base comportant tout le matériel des Archives nationales sera achevée. Deux autres volumes vont paraître en 1955, qui seront suivis en 1956 par les deux derniers volumes. Cette tâche accomplie, ce sont les inventaires de base des autres archives publiques qui seront publiés à leur tour. D'ores et déjà, ces répertoires, en manuscrit, sont à la disposition des chercheurs.

Après avoir terminé la publication des inventaires de base, les archives hongroises ne considéreront point que leur action d'inventorier soit achevée. Lorsque les inventaires de base seront terminés, on se mettra à établir des inventaires analytiques. Il en est ainsi, pour le moment, seulement pour deux départements des Archives nationales, où les travaux de classement ont déjà été exécutés. Les inventaires analytiques progressent également de fonds en fonds, c'est-à-dire de parties de fonds en parties de fonds. Le supplément qu'ils offrent, par rapport aux inventaires de base, est surtout qualitatif : ils ne se contentent pas de définir succinctement le sujet du document appartenant au fonds ou à la partie de fonds en question, mais ils l'exposent et l'analysent. Leur objectif est de faire ressortir et mettre en lumière la valeur des documents en question, en tant que sources. Dans ce but ils examinent le développement historique de l'organisme de l'administration, du service, de l'institution, de la banque, de l'usine, de l'entreprise, de la famille, de la personne etc. qui a produit au cours de son fonctionnement, ou de son activité, le document en question. En cas d'une autorité p.ex. ils examinent sa structure, ses attributions, sa compétence, ses rapports avec d'autres services subordonnés, adjoints ou supérieurs, déterminent son champ d'activité. Ou bien p.ex. dans le cas d'un organisme économique, ils démontrent — à côté des autres données — quel était le rôle que l'organisme a joué dans la vie économique du pays. Ou encore dans le cas d'une famille, ils constatent quelle activité d'importance historique ses membres ont déployé, activité dont les traces peuvent être retrouvées dans les documents en question. Car cette analyse historique ne constitue jamais un but en soi, elle se rattache au matériel, offre l'analyse la plus complète de celui-ci. Du rayon d'action d'une autorité, du rôle d'un organisme économique, du membre d'une famille dont il n'y a pas de mention dans les documents conservés, l'inventaire ne donne pas d'information, tout au plus, il constate cette lacune du matériel.

En général, le répertoire analytique ne veut pas offrir un tableau statique du matériel en question : il veut le documenter, analyser d'une manière dialectique, dans son origine, son évolution, sous les rapports de son développement.

Il s'en suit qu'il ne souligne pas seulement l'histoire de l'organisme ou la personne qui au cours de son activité a donné naissance au document, mais il s'occupe de l'histoire du document même, après la rupture de ses liens avec la personne ou l'organisme qui l'a produit, en un mot : de son histoire archivistique.

L'établissement des inventaires analytiques exige des qualités d'historien. En effet, l'établissement de ces inventaires, selon les principes dont nous venons de parler, est un travail relevant de l'historiographie, un travail qui consiste à écrire l'histoire des documents et celle des organismes ou personnes qui en ont donné naissance. Celui qui établit un inventaire analytique doit connaître en plus, les problèmes de l'historiographie, car il ne pourrait pas autrement démontrer la valeur de source du matériel sous certains rapports. En cas d'une simple définition du sujet, cette valeur pourrait facilement passer inaperçue.

L'établissement des inventaires analytiques est un travail d'archiviste long et difficile. Il n'y a qu'un seul volume d'inventaires de ce genre qui ait paru jusqu'ici ; d'autres — qui sont parallèlement en préparation concernant plusieurs fonds conservés dans les Archives Nationales — seront édités dans les années à venir.

Les inventaires analytiques offrent une documentation bien plus approfondie et multiple, une aide bien plus précieuse pour les recherches d'histoire, que les inventaires de base.

*

Parmi les archivistes hongrois il y en avait beaucoup, même avant la libération, qui cultivaient activement certaines branches des sciences historiques, qui étaient non seulement des archivistes, mais aussi des historiens. Or, leur activité créatrice avait un caractère privé, ne faisait pas partie de leur activité d'archiviste. La culture de la science historique ne figurait nullement parmi les tâches des archivistes, aussi ne souleva-t-on le problème de savoir quels étaient les domaines de la science historique qui entraient dans le cadre de l'activité archivistique.

La libération a apporté un grand changement, quoique graduel, dans ce domaine. Il y a encore aujourd'hui des archivistes qui, indépendamment de leur travail dans les archives, en dehors de celui-ci et selon leurs goûts personnels, cultivent activement tel ou tel domaine de la science historique. Nous nous permettons d'en citer un exemple. Au cours de l'exécution du premier plan quinquennal (1949—1954) la tâche centrale et principale de l'historiographie hongroise fut la préparation d'un manuel d'histoire à l'usage des universitaires. Beaucoup d'archivistes ont participé activement à ce grand travail, d'une part comme auteurs des études préparatoires nécessaires à la composition du livre,

d'autre part comme auteurs de certains chapitres du manuel. En dehors de ce grand travail, plusieurs ouvrages historiques ont parus, écrits par des archivistes hongrois. Or, tout cela s'est passé en dehors du cadre de l'activité archivistique, et ne fut pas le résultat d'accomplissement de tâches archivistiques.

En dehors de cette activité — de caractère individuel — des archivistes hongrois, les archives hongroises ont pris position quant à la sélection des domaines de l'historiographie qu'elles considèrent comme entrant dans le cadre de l'archivistique. On part du principe que les archives doivent cultiver les domaines de l'historiographie qui sont en étroite liaison avec l'objectif général des archives : c'est-à-dire avec la conservation et la mise en état utilisable du matériel pour la recherche.

Se basant sur ce principe, les archives hongroises ont actuellement incorporé dans le champ d'activité archivistique la culture active des domaines suivants de la science de l'histoire :

1. Cultiver l'archivistique, comme une branche de la science de l'histoire. Cela signifie d'étudier les problèmes théoriques de l'archivistique et du travail dans les archives. Toutes les questions relatives à l'organisation, à la juridiction, à la formation et perfectionnement des archivistes, ainsi que les problèmes concernant les diverses sphères de travail dans les archives, comme la collecte, le placement méthodique assurant toute la sécurité, du matériel, l'administration, la conservation, la restauration, la prise de films, le classement, la mise en triage des documents, l'établissement des catalogues et répertoires, la préparation des publications, les services de documentation, de recherches et de prêt, service de renseignements pour l'éducation populaire, l'organisation d'expositions etc., rentrent dans ce domaine. Nous ne prétendons pas d'avoir énuméré au complet tous les domaines du travail archivistique. Mais actuellement ce sont les ressorts du travail accomplis dans les archives hongroises. Il est probable que ce champ d'activité s'élargira encore dans l'avenir, comme il s'est déjà élargi — nous l'avons montré comment — d'une manière considérable depuis la libération.

Le travail concernant les problèmes des archives «vivantes» — c'est-à-dire l'étude des problèmes théoriques relatifs aux documents qui ne sont pas encore aux archives, mais y seront versés — fait partie de l'archivistique. Nous devons souligner ici l'importance de deux questions : celle des instruments et matière employés à l'écriture et celle du classement. La protection des sources historiques du présent et de l'avenir repose en premier lieu là-dessus. La plupart des problèmes des archives «vivantes» (dépôts, conservation, classement, mise en triage etc.) sont identiques ou semblables à ceux des archives. Entre archives et archives «vivantes» — comme nous l'avons dit — la nouvelle conception archivistique ne fait pas de grande différence, elle considère le matériel des archives «vivantes» comme un futur fonds d'archives.

Parmi les tâches de l'archivistique nous devons signaler encore celle d'éclaircir et de fixer la terminologie des archives et des archives «vivantes» (ce dernier terme n'étant pas d'ailleurs non plus très précis).

Une des branches de l'archivistique, branche qui s'occupe de l'étude des sources et de la préparation de leurs publications, est sur le point de devenir une nouvelle branche de la science historique.

2. Cultiver les sciences auxiliaires de l'histoire qui étudient les documents. Ces sciences auxiliaires sont notamment : la paléographie, la diplomatique, la diplomatique des actes modernes, la sigillographie, la science héraldique, la chronologie. Du point de vue de l'archivistique c'est la diplomatique des actes modernes qui est la plus importante. Elle est la suite de la diplomatique, ou bien, si l'on veut la diplomatique est le début ou même une branche de la diplomatique des actes modernes. C'est qu'aussi bien la diplomatique que la diplomatique des actes modernes sont des sciences auxiliaires de l'histoire, s'occupant de documents. La diplomatique étudie les documents qui datent de l'époque de l'emploi de l'écriture d'où des «actes», — c'est-à-dire des dossiers constitués par plusieurs documents relatifs au même sujet et traités ensemble — ne nous sont pas restés. La diplomatique des actes modernes examine les problèmes des documents provenant de l'époque des dits «actes». Ce qui souligne la signification de la diplomatique des actes modernes, c'est que la grande majorité du matériel conservé dans les archives date de l'époque de l'emploi de l'écriture dont s'occupe cette branche de la diplomatique.

Entre l'archivistique et les sciences auxiliaires mentionnées il y a un lien très étroit. Certains manuels d'archivistique, comme p. ex. l'ouvrage de l'archiviste soviétique Mitiaev, s'occupent aussi de questions de diplomatique des actes modernes.

D'autres sciences auxiliaires de l'histoire comme p. ex. la numismatique ou la métrologie n'ont pas un rapport aussi direct avec le travail archivistique, de façon qu'il serait inutile de les ranger parmi les branches de sciences à être cultivées par les archivistes.

3. La publication du matériel des archives. Elle peut se faire de différentes manières. L'un des moyens est la publication des inventaires dits de documentation qui donnent une vue générale sur des archives entières ou sur certaines parties des archives, s'étendant sur tous les détails du matériel publié. L'autre moyen de la publication ne s'étend pas sur tous les détails du matériel publié, mais se limite à une certaine époque ou à un certain sujet, éventuellement à un seul sujet d'une époque choisie.

4. Cultiver l'histoire des archives. Cela peut se faire également de différentes manières. L'une des manières est d'étudier toute l'histoire d'un dépôt archivistique sous tous ses rapports, soit pendant toute la durée de son existence, soit seulement durant une période limitée. L'autre manière est d'étudier sous un certain rapport — p. ex. sous celui de l'évolution des systèmes d'archives, ou de

la mise en triage — l'histoire d'une ou de plusieurs archives soit pendant tout leur passé, ou bien seulement durant une certaine période choisie.

Les publications de matériel d'archives — ainsi les répertoires de documentation — contiennent des données de l'histoire des archives, mais cela ne veut point signifier qu'on puisse cultiver l'histoire des archives entièrement dans le cadre de la publication du matériel d'archives.

5. Publication des sources. Selon son but et son sujet il y a plusieurs moyens et manières de le faire. Elle peut avoir un but scientifique, pédagogique ou instructif. Les deux derniers objectifs n'excluent pas, bien au contraire, exigent le caractère scientifique de la publication. D'après le sujet traité, la publication de sources peut s'étendre sur tous les traits du matériel en question, ou bien elle peut se limiter sur les documents d'une certaine période, ou encore sur une certaine période d'un seul sujet, peut même rétrécir son sujet en ne publiant que certains documents d'une époque et d'un sujet définis.

La publication de sources ne représente pas l'édition pure et simple des documents, mais — après avoir subi un examen critique — les documents seront munis de notes explicatives, de documentation éclaircissant les antécédents et les suites de l'affaire en question, de divers index, éventuellement de tableaux. Il est très souhaitable qu'il y ait une étude critique et analytique comme introduction au volume qui publie des sources.

6. Établissement des statistiques historiques. C'est un domaine particulier de la publication des sources qui groupe les données contenues dans les documents et les unit dans les tableaux de statistiques, en les rendant ainsi accessibles, — après les avoir rédigés dans une certaine mesure et suivant certaines considérations. Une étude critique et analytique comme introduction, ainsi que les notes explicatives et les autres accessoires qui accompagnent une publication des sources sont ici aussi indispensables. Nous devons souligner l'importance de cette sorte de publication. Comme nous ne pouvons pas nous passer de statistiques d'aujourd'hui lorsque nous voulons mesurer notre progrès actuel et désigner la direction à suivre ; de même les statistiques historiques sont appelés à fournir la base solide à la connaissance du passé.

7. Cultiver l'histoire dite « administrative ». L'expression « histoire administrative » ne convient d'ailleurs pas tout à fait à l'usage que nous entendons en faire. Il s'agit là de l'histoire de tous les organismes (autorités, administrations, instituts, institutions, banques, usines, entreprises etc.) de toutes les familles ou personnes dont l'activité a donné lieu à des suites de documents organiquement constituées, — archives de l'organisme, de la famille, ou de la personne en question — gardées dans les archives. En étudiant leur histoire nous arrivons à mieux connaître et à pouvoir mieux utiliser leurs archives. En commençant par l'histoire des autorités et de l'administration de l'État, en passant par celle des organismes économiques jusqu'à l'histoire des familles et même celle des personnes, tout rentre dans cette catégorie d'études,

Du point de vue archivistique nous devons mentionner à part dans cette branche de science que nous appelons, — faute de mieux, — l'histoire administrative, l'histoire du «fonctionnement administratif» qui est appelée à étudier la question : comment prennent naissance les documents au cours du fonctionnement des organismes.

Les ouvrages plus importants qui se préparent dans les domaines que nous venons d'énumérer — et que nous pouvons résumer par l'expression : littérature archivistique, — paraissent en volumes séparés ; les études moins volumineuses sont publiées par les «Communiquées Archivales», revue annuelle des archivistes hongrois.

L'énumération des tâches de la littérature archivistique ne suit pas un ordre d'importance, mais un ordre systématique. Ce sont les exigences de la science historique, de l'évolution culturelle, de l'économie nationale et en général celles de l'édification du socialisme qui définissent chaque fois l'ordre d'importance des tâches des archives hongroises.

A ce propos il faut appuyer sur le fait que la littérature archivistique hongroise d'après la libération, toute l'activité des archives, comme la science historique et le travail scientifique en général, gardent en vue premièrement l'édification du socialisme, le service du peuple. C'est d'ailleurs la différence essentielle et fondamentale qui se révèle entre — la conception antérieure la à libération de l'archivistique, de la science historique, et des sciences en général au service des classes dirigeantes capitalistes et celle d'après la libération. La conception de la science, de la science historique et de l'archivistique, basée sur l'idéologie marxiste-léniniste proclame et réalise l'unité ferme de la théorie et de la pratique. Du point de vue de la littérature archivistique ce fait signifie tout d'abord qu'une des branches de la littérature archivistique, la théorie de l'archivistique doit être inséparablement unie aux travaux pratiques qui se poursuivent aux archives. Au delà encore, et surtout, elle signifie que ni la littérature archivistique, ni le travail pratique qui se poursuit dans les archives, ne doivent jamais se détacher des buts et des tâches d'actualité de l'édification du socialisme. Ni la littérature archivistique, ni le travail archivistique ne sauraient se détacher de la réalité extérieure et constituer des buts en soi. Le travail dans les archives et surtout la littérature archivistique, ainsi que la participation active aux recherches historiques ont un sens et poursuivent un but politique. Depuis la libération, les archives hongroises ne perdent pas de vue ce but et les tâches qui s'y rattachent, ni au cours de leur activité dans le domaine de la littérature archivistique, ni dans aucun domaine du travail archivistique.

Parmi les tâches mentionnées de la littérature archivistique, ainsi que celles de l'activité d'historien qualifié comme faisant partie du travail d'archives, il y en a quelques unes (archivistique, publication de matériel d'archives, histoire d'archives) qui ne peuvent être accomplies en général que par des archivistes.

Par contre, il y en a d'autres, dont peuvent s'occuper non seulement des archivistes, mais aussi des historiens non archivistes. Étant donné que ces dernières tâches servent aussi des objectifs archivistiques, elles sont qualifiées comme travaux d'archivistique. Historiens et archivistes doivent s'en charger et y travailler ensemble. C'est dans le domaine de la littérature archivistique que le lien entre les archives et l'historiographie est le plus serré.

Une des conséquences de ces rapports serrés entre les historiens et les archivistes est que la formation des archivistes qui, depuis 1949, se fait à l'Université de Budapest, se rattache solidement à la formation d'historiens. Au cours de la formation d'archivistes, les étudiants de la Faculté d'Histoire choisissant la carrière d'archiviste suivent des cours d'archivistique, pendant la troisième et la quatrième année de leurs études universitaires, à côté de leurs cours d'histoire ; passent des examens, puis font un an de stage dans diverses archives avant de passer leur examen final et avant d'obtenir leurs diplômes.

Les travaux d'archives qui — en grande partie à la suite de la négligence du passé — sont restés inachevés et doivent être terminés à présent, ont empêché et empêchent les archives hongroises de prendre une part active à l'historiographie dans tous les domaines de la littérature archivistique énumérés plus haut.

Dans le domaine de l'archivistique elle-même il n'y a que des petites études qui ont paru dans les divers numéros des «*Communiquées Archivales*» revue des archivistes. Des travaux préparatoires pour la composition d'un manuel hongrois d'archivistique ont été entrepris l'année dernière.

Dans le domaine des sciences auxiliaires qui s'occupent des documents, jusqu'ici aucune monographie importante n'a été écrite dans le cadre du travail archivistique, il n'y a que quelques petites études qui ont paru également dans les *Communiquées Archivales*.

La situation dans le domaine de la publication du matériel d'archives est bien plus favorable. C'est l'établissement des inventaires de documentation qui représente sur ce terrain le plus grand résultat dont nous avons déjà longuement parlé. En dehors des volumes d'inventaires de documentation, déjà parus et en préparation, nombreux articles plus ou moins longs ont paru sur ce sujet dans *Communiquées Archivales*.

Des études d'histoire d'archives ont également été publiées dans la revue mentionnée, mais aucune monographie dans ce domaine n'a été éditée.

Après la libération les archives hongroises se sont fixés comme but principal — à côté de la préparation des inventaires documentaires — la publication des sources. Elles ont édité plusieurs volumes, d'autres volumes sont soit sous presse, soit en préparation.

Dans le domaine des statistiques historiques, la préparation de deux monographies est en cours. Les problèmes concernant la méthodologie de cette branche de science relativement neuve, demande une analyse approfondie et, en partie, une nouvelle élaboration.

En dehors des deux monographies plus importantes, des études d'une étendue moins grande ont paru dans le domaine de l'histoire administrative. Dans les plans des années à venir et l'histoire administrative, et les statistiques historiques figureront avec plus de poids.

*

Ce bref aperçu ne peut pas donner un tableau détaillé et complet sur l'activité multiple qui se poursuit dans les archives hongroises, surtout depuis la libération. Néanmoins il montre que la perspective d'évolution qui s'est ouverte devant notre pays par la transformation des conditions économiques et sociales, au cours de l'édification du socialisme, n'est point restée inutilisée sur le terrain des archives son plus. Il montre aussi que l'activité des archives hongroises est en liaison étroite avec l'historiographie hongroise et que les archives tirent profit des nouveaux résultats de l'historiographie. Les archives se mettent au niveau des exigences accroissantes de l'historiographie, et par leurs propres moyens et leurs résultats, elles contribuent au développement de la science historique hongroise.

GYÓZŐ EMBER

Les *Acta Historica* paraissent en russe, français, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui seront réunis en un volume.

On est prié d'envoyer les manuscrits destinés à la rédaction et écrits à la machine à l'adresse suivante :

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

Toute correspondance doit être envoyée à cette même adresse.

Le prix de l'abonnement annuel est de 110 forints par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise pour le Commerce Extérieur de Livres et Journaux «*Kultúra*» (Budapest, VI., Sztálin út 21. Compte courant No. 43-790-057-181) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

The *Acta Historica* publish papers on history in Russian, English, French and German.

The *Acta Historica* appear in parts of various size, making up a volume.

Manuscripts should be typed and addressed to

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

Correspondence with the editors and publishers should be sent to the same address.

The rate of subscription to the *Acta Historica* is 110 forints a volume. Orders may be placed with «*Kultúra*» Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest, VI., Sztálin út 21. Account No. : 43-790-057-181) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in russischer, deutscher, französischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Mehrere Hefte bilden einen Band.

Die zur Veröffentlichung bestimmten Manuskripte sind, mit Maschine geschrieben an folgende Adresse zu senden :

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

An die gleiche Anschrift ist auch jede für die Redaktion und den Verlag bestimmte Korrespondenz zu richten.

Abonnementspreis pro Band beträgt 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Aussenhandels-Unternehmen »*Kultúra*« (Budapest, VI., Sztálin út 21. Bankkonto Nr. : 43-790-057-181) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

I N D E X

<i>E. Andics</i> : Développement et problèmes principaux de la science historique hongroise au cours des dix dernières années	1
<i>E. Molnár</i> : Einige Fragen zur ungarischen Urgeschichtsforschung	45
<i>Gy. Ember</i> : Die absolute Monarchie der Habsburger als Hindernis der ungarischen nationalen Entwicklung	73
<i>E. Molnár</i> : La conception historique des «Lumières» françaises	101
<i>Z. I. Tóth</i> : Quelques problèmes de l'État multinational dans la Hongrie d'avant 1848	123
<i>E. Andics</i> : Der Widerstand der feudalen Kräfte in Ungarn am Vorabend der bürgerlichen Revolution des Jahres 1848	151
<i>P. Hanák</i> : Rapporti storici italo - ungheresi verso la metà del secolo XIX	211
<i>Z. I. Tóth</i> : The nationality problem in Hungary in 1848—1849	235
<i>P. Hanák</i> : L'influence de la révolution russe de 1905 en Hongrie	279
<i>Gy. Ember</i> : Les archives et l'historiographie en Hongrie	319